

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations.*

VOLUME CXXVI

1931-1932

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 2868. — Union Sud-Africaine et Japon :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'immigration japonaise dans l'Afrique du Sud. Le Cap, le 16 octobre 1930	17
N° 2869. — France et Portugal :	
Traité de conciliation et d'arbitrage. Signé à Paris, le 6 juillet 1928	27
N° 2870. — Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède :	
Convention relative au recouvrement de pensions alimentaires, signée à Oslo, le 10 février 1931, et échanges de notes de la même date relatifs à l'application de cette convention	41
N° 2871. — Pologne et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :	
Convention consulaire. Signée à Belgrade le 6 mars 1927	67
N° 2872. — Finlande et France :	
Echange de notes comportant un accord provisoire concernant la navigation. Helsinki, le 24 avril 1931	85
N° 2873. — Estonie et Finlande :	
Déclaration concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage des navires finlandais et estoniens, avec protocole de signature. Signés à Helsinki, le 17 juillet 1931	93
N° 2874. — République Argentine et Finlande :	
Echange de notes comportant un accord douanier. Buenos-Ayres, le 3 novembre 1931 ...	101

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME CXXVI

1931-1932

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS.

	Page
No. 2868. — Union of South-Africa and Japan :	
Exchange of Notes constituting an Arrangement concerning Japanese Immigration into South-Africa. Cape Town, October 16, 1930	17
No. 2869. — France and Portugal :	
Treaty of Conciliation and Arbitration. Signed at Paris, July 6, 1928	27
No. 2870. — Denmark, Finland, Iceland, Norway and Sweden :	
Convention regarding the Collection of Maintenance Allowances, signed at Oslo, February 10, 1931, and Exchanges of Notes of the same date concerning the Application of the Convention	41
No. 2871. — Poland and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :	
Consular Convention. Signed at Belgrade, March 6, 1927	67
No. 2872. — Finland and France :	
Exchange of Notes constituting a Provisional Agreement regarding Navigation. Helsinki, April 24, 1931	85
No. 2873. — Estonia and Finland :	
Declaration regarding the reciprocal Recognition of Tonnage Measurement Certificates of Finnish and Estonian Ships, with Protocol of Signature. Signed at Helsinki, July 17, 1931	93
No. 2874. — Argentine Republic and Finland :	
Exchange of Notes constituting a Customs Agreement. Buenos Aires, November 3, 1931	101

N° 2875. — Italie et Pays-Bas :

Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de navigabilité d'aéronefs et des certificats constatant la bonne qualité des moteurs. Rome, les 2 et 3 octobre 1931- 109

N° 2876. — France et Pologne :

Accord pour le règlement de la dette de la Pologne envers la France au titre des soldes impayés des frais d'occupation de la zone de plébiscite de la Haute-Silésie. Signé à La Haye, le 20 janvier 1930 117

N° 2877. — Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède :

Convention contenant certaines dispositions de droit international privé sur le mariage, l'adoption et la tutelle, avec protocole final, signés à Stockholm, le 6 février 1931, et échanges de notes y relatifs, Stockholm, les 6 février et 22 décembre 1931, et Helsingfors, le 9 juin 1931 121

N° 2878. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Pologne :

Accord relatif au règlement de la dette de la Pologne envers la Grande-Bretagne au titre des soldes impayés des frais d'occupation des zones de plébiscite de la Haute-Silésie et d'Allenstein. Signé à La Haye, le 20 janvier 1930 159

N° 2879. — Autriche et Italie :

Echange de notes comportant un accord au sujet de la remise et de la réception des personnes à extraditer. Rome, le 19 novembre 1931 163

N° 2880. — Autriche et Tchécoslovaquie :

Convention relative à la répartition des retraites et des rentes de survivants des anciens employés nommés à vie (survivants) de l'administration des biens constitués autrefois en dotation inaliénable de la maison de Habsbourg-Lorraine ou de l'une de ses branches latérales, avec protocole. Signés à Vienne, le 30 novembre 1923 171

N° 2881. — Italie et Tchécoslovaquie :

Convention relative à la remise réciproque de documents, actes et dossiers concernant les membres de l'ancienne armée austro-hongroise devenus ressortissants de l'un ou de l'autre Etat, en vertu des dispositions des Traités de paix de Saint-Germain et de Trianon, ou d'une autre façon, après le début de la guerre européenne de 1914-1918. Signée à Rome, le 23 mai 1931 185

N° 2882. — Belgique et France :

Accord relatif aux travailleurs frontaliers français. Signé à Paris, le 31 mars 1931 195

N° 2883. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Australie, Nouvelle-Zélande, Union Sud-Africaine et Cuba :

Convention pour l'extension du Traité d'extradition du 3 octobre 1904 à certains protectorats et territoires sous mandat. Signée à La Havane, le 17 avril 1930 201

	Page
No. 2875. — Italy and the Netherlands :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the reciprocal Recognition of Certificates of Air-Worthiness and of Certificates attesting the Good Quality of Engines. Rome, October 2 and 3, 1931	109
No. 2876. — France and Poland :	
Agreement for the Settlement of the Polish Debt to France in respect of Unpaid Balances of Costs of Occupation of the Plebiscite Area in Upper Silesia. Signed at The Hague, January 20, 1930	117
No. 2877. — Denmark, Finland, Iceland, Norway and Sweden :	
Convention containing certain Provisions of Private International Law regarding Marriage, Adoption and Guardianship, with Final Protocol, signed at Stockholm, February 6, 1931, and Exchanges of Notes relating thereto Stockholm, February 6 and December 22, 1931, and Helsingfors, June 9, 1931.	121
No. 2878. — Great Britain and Northern Ireland and Poland :	
Agreement for the Settlement of the Polish Debt to Great Britain in respect of Unpaid Balances of Costs of Occupation of the Plebiscite Area in Upper Silesia and Allenstein. Signed at The Hague, January 20, 1930	159
No. 2879. — Austria and Italy :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Delivery and Taking Over of Persons to be surrendered. Rome, November 19, 1931	163
No. 2880. — Austria and Czechoslovakia :	
Convention concerning the Distribution of the Retiring Pensions and Annuities to the Surviving Dependants of former Pragmatic Employees of the Administration of the Property formerly constituted as an inalienable Endowment for the House of Hapsburg-Lorraine or one of its Collateral Branches, with Protocol. Signed at Vienna, November 30, 1923... ..	171
No. 2881. — Italy and Czechoslovakia :	
Convention regarding the reciprocal Delivery of Documents, Records and Papers concerning Members of the former Austro-Hungarian Army who have become Nationals of one or other State by virtue of the Provisions of the Peace Treaties of Saint-Germain and Trianon, or otherwise, since the Outbreak of the European War of 1914-1918. Signed at Rome, May 23, 1931	185
No. 2882. — Belgium and France :	
Agreement respecting French Frontier Workers. Signed at Paris, March 31, 1931 ...	195
No. 2883. — Great Britain and Northern Ireland, Australia, New Zealand, Union of South Africa and Cuba :	
Convention for the Extension of the Extradition Treaty of October 3, 1904, to certain Protectorates and Mandated Territories. Signed at Havana, April 17, 1930	201

	Pages
N° 2884. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Yougoslavie :	
Arrangement entre l'Administration des Postes du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et l'Administration de la Caisse d'Epargne postale du Royaume de Yougoslavie, pour l'échange régulier de mandats de poste. Signé à Londres, le 6 octobre, et à Belgrade, le 23 octobre 1931	209
N° 2885. — Lithuanie et Suède :	
Echange de notes comportant un accord concernant la protection réciproque des marques de fabrique ou de commerce. Riga, le 21 septembre 1931, et Kaunas, le 16 octobre 1931	233
N° 2886. — Brésil et Finlande :	
Echange de notes comportant un accord commercial. Rio-de-Janeiro, le 26 novembre 1931	239
N° 2887. — Union économique belgo-luxembourgeoise et Chili :	
Echange de notes comportant un accord commercial provisoire. Santiago, le 14 décembre 1931	247
N° 2888. — Danemark et Suède :	
Arrangement concernant certaines mesures pour la protection des oiseaux migrateurs bons à chasser. Signé à Stockholm, le 9 octobre 1931	255
N° 2889. — Lithuanie et Tchécoslovaquie :	
Convention relative à l'extradition et à l'assistance judiciaire en matière pénale. Signée à Kaunas, le 24 avril 1931	261
N° 2890. — Lithuanie et Tchécoslovaquie :	
Convention relative à la protection et à l'assistance judiciaire réciproque en matière de droit civil et commercial avec Protocol final. Signés à Kaunas, le 24 avril 1931...	279
N° 2891. — Autriche, Belgique, Brésil, Chili, Egypte, Espagne, etc.	
Convention internationale pour la protection des végétaux. Signée à Rome, le 16 avril 1929	305
N° 2892. — Allemagne et Danemark :	
Echange de notes établissant certains amendements à la Déclaration germano-danoise du 1 ^{er} juin 1910 ayant pour objet d'introduire de nouvelles simplifications dans la procédure pour l'assistance judiciaire réciproque entre les deux pays. Berlin, le 6 janvier 1932	333
N° 2893. — Union économique belgo-luxembourgeoise, Danemark, Norvège, Pays-Bas et Suède :	
Convention de rapprochement économique avec protocole. Signés à Oslo, le 22 décembre 1930	341
N° 2894. — Autriche et Japon :	
Traité de commerce et de navigation avec protocole final, signés à Vienne, le 16 août 1930, et échange de notes y relatif de la même date	351

	Page
No. 2884. — Great Britain and Northern Ireland and Yugoslavia :	
Agreement between the Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Post Office Savings Bank of the Kingdom of Yugoslavia for a Regular Exchange of Money Orders. Signed at London, October 6, and at Belgrade, October 23, 1931	209
No. 2885. — Lithuania and Sweden :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding reciprocal Protection of Commercial or Industrial Trade Marks. Riga, September 21, 1931, and Kaunas, October 16, 1931	233
No. 2886. — Brazil and Finland :	
Exchange of Notes constituting a Commercial Agreement. Rio de Janeiro, November 26, 1931	239
No. 2887. — Economic Union of Belgium and Luxemburg and Chile :	
Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Santiago, December 14, 1931	247
No. 2888. — Denmark and Sweden :	
Agreement regarding certain Provisions for the Protection of Migratory Game-Birds. Signed at Stockholm, October 9, 1931	255
No. 2889. — Lithuania and Czechoslovakia :	
Convention regarding Extradition and Judicial Assistance in Criminal Matters. Signed at Kaunas, April 24, 1931	261
No. 2890. — Lithuania and Czechoslovakia :	
Convention concerning reciprocal Protection and Judicial Assistance in Matters of Civil and Commercial Law, with Final Protocol. Signed at Kaunas, April 24, 1931 ...	279
No. 2891. — Austria, Belgium, Brazil, Chile, Egypt, Spain, etc. :	
International Convention for the Protection of Plants. Signed at Rome, April 16, 1929...	305
No. 2892. — Germany and Denmark :	
Exchange of Notes amending certain of the Provisions of the Germano-Danish Declaration of June 1st, 1910, by which further Simplifications were introduced in the Procedure for Judicial Assistance between the two Countries. Berlin, January 6, 1932	333
No. 2893. — Economic Union of Belgium and Luxemburg, Denmark, Norway, the Netherlands and Sweden :	
Convention of Economic Rapprochement, with Protocol. Signed at Oslo, December 22, 1930	341
No. 2894. — Austria and Japan :	
Treaty of Commerce and Navigation, with Final Protocol, signed at Vienna, August 16, 1930, and Exchange of Notes relating thereto of the same date	351

	Pages
N° 2895. — Japon et Lithuanie :	
Traité de commerce et de navigation signé à Berlin, le 2 mai 1930, et échange de notes y relatif de la même date...	369
N° 2896. — Brésil et Norvège :	
Echange de notes comportant un arrangement concernant les relations commerciales entre les deux pays. Rio-de-Janeiro, le 31 décembre 1931 ...	385
N° 2897. — Etats-Unis d'Amérique et Norvège :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la franchise des droits d'entrée pour les meubles et effets de chancellerie destinés à l'usage des consulats. Washington, le 20 janvier 1932 ...	393
N° 2898. — Italie et Lettonie :	
Traité de conciliation et de règlement judiciaire. Signé à Riga, le 28 avril 1931 ...	399
N° 2899. — Grèce et Suède :	
Accord en vue d'exempter réciproquement de l'impôt sur le revenu certains bénéfices provenant des entreprises de transports maritimes. Signé à Athènes, le 19 novembre 1931 ...	411
N° 2900. — Islande et Norvège :	
Convention concernant le règlement pacifique des différends. Signée à Tingvellir, le 27 juin 1930 ...	417
 ANNEXE XXXI. — Présentations à l'enregistrement, signatures, ratifications, adhésions postérieurement déposées, etc.	
N° 170. — Protocole de signature concernant le statut de la Cour permanente de Justice internationale visé par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Genève, le 16 décembre 1920.	
Disposition facultative :	
<i>Ratification</i> ...	430
N° 284. — Convention entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et la France, au sujet des actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 2 février 1922.	
Echange de notes concernant l'application de la convention ci-dessus aux territoires de la Haute Commission de l'Afrique du Sud : Bassoutoland, Betchouanaland (Protectorat) et Swaziland. Paris, les 5 août 1931, 15 juin et 16 juillet 1932 ...	430
N° 685. — Convention internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes. Signée à Genève, le 12 septembre 1923	
<i>Ratification</i> ...	433

	Page
No. 2895. — Japan and Lithuania :	
Treaty of Commerce and Navigation, signed at Berlin, May 2, 1930, and Exchange of Notes relating thereto of the same date	369
No. 2896. — Brazil and Norway :	
Exchange of Notes constituting an Agreement relating to Commercial Relations between the two Countries. Rio de Janeiro, December 31, 1931	385
No. 2897. — United States of America and Norway :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Entry free of duty of all Furniture Equipment and Supplies intended for the use of Consular Offices. Washington, January 20, 1932	393
No. 2898. — Italy and Latvia :	
Treaty of Conciliation and Judicial Settlement. Signed at Riga, April 28, 1931	399
No. 2899. — Greece and Sweden :	
Agreement for the Reciprocal Exemption from income Tax in Certain Cases of Profits accruing from the Business of Shipping. Signed at Athens, November 19, 1931	411
No. 2900. — Iceland and Norway :	
Convention regarding the Pacific Settlement of Disputes. Signed at Tingvellir, June 27, 1930	417
 <i>ANNEX XXXI. — Presentations for Registration, Signatures, Ratifications, Accessions subsequently deposited, etc.</i>	
No. 170. — Protocol of Signature relating to the Statute of the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations. Geneva, December 16, 1920.	
Optional Clause : <i>Ratification</i>	430
No. 284. — Convention between the United Kingdom of Great Britain and Ireland and France respecting Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, February 2, 1922.	
Exchange of Notes respecting the Extension of the above Convention to the South Africa High Commission territories, viz., Basutoland, Bechuanaland Protectorate and Swaziland. Paris, August 5, 1931, June 15, and July 16, 1932	430
No. 685. — International Convention for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications. Signed at Geneva, September 12, 1923	
<i>Ratification</i>	433

	Pages
N° 1367. — Convention commerciale entre la République de Pologne et la République tchécoslovaque. Signée à Varsovie, le 23 avril 1925.	
Echange de notes comportant un accord concernant la modification du texte du modèle de la carte de légitimation pour voyageurs de commerce, annexé à la convention ci-dessus. Varsovie, le 21 février 1930	434
N° 1425. — Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et la Grèce et déclaration y annexée. Signés à Londres, le 16 juillet 1926.	
Echange de notes concernant l'application des dispositions du traité ci-dessus au territoire de Tanganyika. Athènes, les 8 et 15 juin 1932	446
N° 1539. — Convention relative au jaugeage des bateaux de navigation intérieure et protocole de signature. Signés à Paris, le 27 novembre 1925.	
<i>Ratification</i>	448
N° 1789. — Arrangement sur le service téléphonique entre les Pays-Bas et la Suède par l'Allemagne. Signé à La Haye, le 17 décembre, à Stockholm, le 30 décembre 1927, et à Berlin, le 7 janvier 1928.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	448
N° 1792. — Arrangement sur le service téléphonique entre la Norvège et les Pays-Bas par l'Allemagne et la Suède. Signé à La Haye, le 11 mai, à Oslo, le 16 mai, à Stockholm, le 24 mai, et à Berlin, le 9 juin 1928.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	448
N° 1858. — Accord provisoire réglant les relations générales entre la France et la Perse. Signé à Téhéran, le 11 mai 1928.	
Echange de notes relatif à la prorogation jusqu'au 1 ^{er} février 1933 des dispositions de l'accord ci-dessus. Téhéran, le 31 juillet 1932	449
N° 1925. — Accord réglant le service téléphonique entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et la Ville libre de Dantzig, par les Pays-Bas et l'Allemagne. Signé à Londres, le 18 avril, à La Haye, le 8 mai, à Berlin, le 16 mai, et à Dantzig, le 22 mai 1928.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	451
N° 2138. — Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques. Signé à Genève, le 17 juin 1925.	
<i>Ratifications</i>	451
N° 2246. — Arrangement sur le service téléphonique entre la Finlande et les Pays-Bas. Signé à Helsinki, le 2 septembre 1929, à Stockholm, le 10 septembre 1929, à Berlin, le 24 septembre 1929 et à La Haye, le 30 septembre 1929.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	452

	Page
No. 1367. — Commercial Convention between the Republic of Poland and the Republic of Czechoslovakia. Signed at Warsaw, April 23, 1925.	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Modification of the Specimen Identity Card for Commercial Travellers, annexed to the above Convention. Warsaw, February 21, 1930	434
No. 1425. — Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Greece and Accompanying Declaration. Signed at London, July 16, 1926.	
Exchange of Notes respecting the Application to Tanganyika Territory of the Provisions of the above Treaty. Athens, June 8 and 15, 1932	446
No. 1539. — Convention Regarding the Measurement of Vessels Employed in Inland Navigation, with Protocol of Signature. Signed at Paris, November 27, 1925.	
<i>Ratification</i>	448
No. 1789. — Agreement concerning the Telephone Service between the Netherlands and Sweden via Germany. Signed at the Hague, December 17, at Stockholm, December 30, 1927, and at Berlin, January 7, 1928.	
<i>Presentation for registration</i>	448
No. 1792. — Agreement concerning the Telephone Service between Norway and the Netherlands via Germany and Sweden. Signed at The Hague, May 11, at Oslo, May 16, at Stockholm, May 24 and at Berlin, June 9, 1928.	
<i>Presentation for registration</i>	448
No. 1858. — Provisional Agreement Regulating the General Relations between France and Persia. Signed at Teheran, May 11, 1928.	
Exchange of Notes concerning the Prorogation until February 1st, 1933 of the Provisions of the above Agreement. Teheran, July 31, 1932	449
No. 1925. — Agreement Regulating the Telephone Service between Great Britain and Northern Ireland and the Free City of Danzig via the Netherlands and Germany. Signed at London, April 18, at The Hague, May 8, at Berlin, May 16, and at Danzig, May 22, 1928.	
<i>Presentation for registration</i>	451
No. 2138. — Protocol for the Prohibition of the Use in War of Asphyxiating, Poisonous or other Gases, and of Bacteriological Methods of Warfare. Signed at Geneva, June 17, 1925.	
<i>Ratifications</i>	451
No. 2246. — Agreement regarding Telephone Service Between Finland and the Netherlands. Signed at Helsinki, September 2, 1929, at Stockholm, September 10, 1929, at Berlin, September 24, 1929, and at The Hague, September 30, 1929.	
<i>Presentation for registration</i>	452

	Pages
N° 2345. — Arrangement sur le service téléphonique entre la Finlande et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord par la Suède, l'Allemagne et les Pays-Bas. Signé à Helsinki, le 9 novembre, à Stockholm, le 4 décembre, à Berlin, le 17 décembre, à La Haye, le 30 décembre 1929, et à Londres, le 10 avril 1930.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	452
N° 2354. — Accord entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et les Gouvernements du Brésil, des Pays-Bas, de la Norvège et des Etats-Unis, et le Gouvernement chinois, concernant les Tribunaux Chinois dans le Settlement international de Shanghai. Signé à Nankin, le 17 février 1930.	
<i>Communiqué par les Etats-Unis d'Amérique</i>	452
N° 2491. — Echanges de notes entre les Gouvernements hongrois et persan comportant un accord relatif au règlement provisoire des relations commerciales entre les deux pays. Rome, le 19 juin 1929.	
Echange de notes relatif à la prorogation jusqu'au 19 septembre 1932 des dispositions de l'accord ci-dessus. Paris, le 13 juin 1932	453
N° 2560. — Convention internationale concernant les statistiques économiques et protocole. Signés à Genève, le 14 décembre 1928.	
<i>Ratification</i>	454
N° 2610. — Accord provisoire réglant les relations entre la République fédérale d'Autriche et l'Empire de Perse. Signé à Téhéran, le 17 juin 1928.	
Echange de notes prorogeant l'accord ci-dessus jusqu'au 10 février 1933. Moscou, le 10 août 1932	455
N° 2652. — Convention entre Sa Majesté pour le Royaume-Uni, et Sa Majesté le Roi de Suède, concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 28 août 1930.	
Echange de notes relatif à l'application à l'Ecosse des dispositions de la convention ci-dessus. Stockholm, les 12 et 13 octobre 1931	458
N° 2733. — Convention pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne. Signée à Genève, le 27 juillet 1929.	
<i>Ratification</i>	460
N° 2734. — Convention relative au traitement des prisonniers de guerre. Signée à Genève, le 27 juillet 1929.	
<i>Ratification</i>	460
N° 2739. — Arrangement entre autorités douanières pour faciliter l'apurement des triptyques non déchargés ou perdus. Signé à Genève, le 28 mars 1931.	
<i>Signature définitive</i>	460

	Page
No. 2345. — Agreement regarding the Telephone Service between Finland and Great Britain and Northern Ireland via Sweden, Germany and the Netherlands. Signed at Helsinki, November 9, at Stockholm, December 4, at Berlin, December 17, at The Hague, December 17, at The Hague, December 30, 1929, and at London, April 10, 1930.	
<i>Presentation for registration</i>	452
No. 2354. — Agreement between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Brazilian, Netherlands, Norwegian and United States Governments and the Chinese Government relating to the Chinese Court at Shanghai. Signed at Nanking, February 17, 1930.	
<i>Communicated by the United States of America</i>	452
No. 2491. — Exchanges of Notes between the Hungarian and Persian Governments constituting an Agreement regarding the Provisional Settlement of Commercial Relations between the two Countries. Rome, June 19, 1929.	
Exchange of Notes concerning the Prorogation until September 19, 1932 of the Provisions of the above Agreement. Paris, June 13, 1932	453
No. 2560. — International Convention relating to Economic Statistics and Protocol. Signed at Geneva, December 14, 1928.	
<i>Ratification</i>	454
No. 2610. — Provisional Agreement for the Settlement of relations between the Federal Republic of Austria and the Persian Empire. Signed at Teheran, June 17, 1928.	
Exchange of Notes renewing the above Agreement until February 10, 1933, Moscow, August 10, 1932	455
No. 2652. — Convention between His Majesty, in respect of the United Kingdom, and His Majesty the King of Sweden, concerning Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, August 28, 1930.	
Exchange of Notes respecting the extension to Scotland of the Provision of the above-mentioned Convention. Stockholm, October 12 and 13, 1931	458
No. 2733. — Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armies in the Field. Signed at Geneva, July 27, 1929.	
<i>Ratification</i>	460
No. 2734. — Convention relative to the Treatment of Prisoners of war. Signed at Geneva, July 27, 1929.	
<i>Ratification</i>	460
No. 2739. — Agreement between Customs Authorities in Order to facilitate the Procedure in the Case of Undischarged or Lost Triptychs. Signed at Geneva, March 28, 1931.	
<i>Definitive Signature</i>	460

	Pages
N° 78 a). — Traité d'extradition entre le Danemark et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande. Signé à Copenhague, le 31 mars 1873.	
Echange de notes relatif à l'application à la Transjordanie des dispositions du traité ci-dessus. Copenhague, les 2 février et 29 mars 1932	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	461
N° 101 a). — Traité d'extradition entre la Grande-Bretagne, la Suède et la Norvège. Signé à Stockholm, le 26 juin 1873, et déclaration additionnelle du 18 février 1907.	
Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le Gouvernement norvégien relatif à l'application du traité ci-dessus à la Transjordanie. Oslo, les 2 février et 20 septembre 1932	461
N° 14 B. — Etats-Unis d'Amérique et Brésil :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'exemption de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les bénéfices dérivés d'entreprises de navigation. Rio-de-Janeiro, le 5 mars 1929, le 31 mai 1929, le 17 septembre 1929, le 11 mars 1930, le 21 août 1930 et le 1er septembre 1930	465

	Page
No. 78 (a).— Extradition Treaty between Denmark and the United Kingdom of Great Britain and Ireland. Signed at Copenhagen, March 31, 1873.	
Exchange of Notes respecting the Extension to Transjordan of the Provisions of the above Treaty. Copenhagen, February 2, and March 29, 1932	
<i>Presentation for Registration</i>	461
No. 101 (a).— Extradition Treaty between Great Britain and Sweden and Norway. Signed at Stockholm, June 26, 1873, and Additional Declaration of February 18, 1907.	
Exchange of Notes between His Majesty's Government in Great Britain and the Norwegian Government regarding the Application to Transjordan of the above-mentioned Treaty. Oslo, February 2, and September 20, 1932	461
No. 14 B. — United States of America and Brazil :	
Exchange of Notes constituting an Arrangement regarding Relief from Double Income Tax on Shipping Profits. Rio de Janeiro, March 5, 1929, May 31, 1929, September 17, 1929, March 11, 1930, August 21, 1930, and September 1, 1930	465

N° 2868.

**UNION SUD-AFRICAIN
ET JAPON**

Echange de notes comportant un
arrangement relatif à l'immigration
japonaise dans l'Afrique du Sud.
Le Cap, le 16 octobre 1930.

**UNION OF SOUTH AFRICA
AND JAPAN**

Exchange of Notes constituting an
Arrangement concerning Japanese
Immigration into South-Africa.
Cape Town, October 16, 1930.

No. 2868. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE JAPANESE GOVERNMENT, CONSTITUTING AN ARRANGEMENT CONCERNING JAPANESE IMMIGRATION INTO SOUTH AFRICA. CAPE TOWN, OCTOBER 16, 1930.

*Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères de l'Union Sud-Africaine.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 30 décembre 1931.*

I.

CAPE TOWN, *October* 16, 1930.

SIR,

With reference to the correspondence which has passed between us in connection with the temporary admission of Japanese students, tourists and merchants to the Union of South Africa, I have the honour to inform you that I am now authorised to confirm, on behalf of His Majesty's Government in the Union of South Africa, the arrangement arrived at between that Government and the Japanese Government with regard thereto, which arrangement is fully set out hereunder :

(1) In order to assist the Union Government in giving effect to the terms of this understanding, the Japanese Government will arrange that passports for visiting the Union will not be issued to Japanese subjects other than those whose admission is recommended by the Japanese Government through the Consul for Japan under this understanding.

(2) The Union Government will make provision that no Japanese subject whose admission is recommended by the Consul for Japan in terms of this understanding will be served on arrival at a Union port with a notice declaring him to be a prohibited immigrant.

(3) The Union Government will cause to be issued to every person so recommended in terms of this understanding a temporary permit to enter the Union or one or more Provinces thereof subject to such conditions, prescribed by regulation, as may be set out in the permit.

(4) The Union Government will not insist upon a deposit being made by any such recommended person against the issue of a permit ; the Union Government shall, however, continue to levy on every such person the fee charged to all persons on the issue of temporary permits and which at present amounts to one pound.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2868. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS L'UNION SUD-AFRICAINE ET LE GOUVERNEMENT JAPONAIS, COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'IMMIGRATION JAPONAISE DANS L'AFRIQUE DU SUD. LE CAP, LE 16 OCTOBRE 1930.

English official text communicated by the Minister for External Affairs of the Union of South Africa. The registration of this Exchange of Notes took place December 30, 1931.

I.

LE CAP, le 16 octobre 1930.

MONSIEUR LE CONSUL,

Comme suite à la correspondance que nous avons échangée au sujet de l'admission temporaire d'étudiants, de touristes et de négociants japonais dans l'Union Sud-Africaine, j'ai l'honneur de vous informer que je suis maintenant autorisé à confirmer, au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine l'arrangement conclu, à cet effet, entre ce gouvernement et le Gouvernement japonais et dont les dispositions sont intégralement reproduites ci-après :

1^o Afin d'aider le Gouvernement de l'Union à donner effet aux termes du présent accord, le Gouvernement japonais prendra toutes mesures utiles pour qu'il ne soit pas délivré de passeport, en vue d'un séjour dans l'Union, à des sujets japonais autres que ceux dont le Gouvernement japonais recommande l'admission par l'intermédiaire du consul du Japon, en vertu du présent accord.

2^o Le Gouvernement de l'Union prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun sujet japonais dont l'admission est recommandée par le consul du Japon, aux termes du présent accord, ne reçoive, à son arrivée dans un port de l'Union, un avis lui signifiant que l'accès du territoire lui est interdit.

3^o Le Gouvernement de l'Union fera délivrer à toute personne ainsi recommandée aux termes du présent accord un permis temporaire de séjour dans l'Union ou dans une ou plusieurs provinces de l'Union, moyennant les conditions, prescrites par voie de règlement, qui pourront être stipulées dans le permis.

4^o Le Gouvernement de l'Union n'exigera pas, de toute personne ainsi recommandée, le versement d'un dépôt contre remise du permis. Toutefois, le Gouvernement de l'Union continuera à percevoir de ces personnes la redevance imposée à chacun pour la délivrance de permis temporaires, et qui s'élève actuellement à la somme d'une livre sterling.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

(5) The Consul for Japan will recommend for admission in the Union under this arrangement Japanese subjects belonging exclusively to the following classes :

(1) Tourists.

(2) Persons visiting the Union solely for the purpose of study or scientific investigation.

(3) Wholesale merchants and buyers of South African products for export, as well as their respective staffs. It is understood that the number of persons recommended under this class will be restricted to a reasonable limit.

(4) The wives and children of any person admitted under paragraphs (1), (2) and (3).

(6) The permits issued under this understanding shall be for one year renewable from time to time on the recommendation of the Consul for Japan for a further period or periods each not exceeding one year.

(7) It is understood that :

(1) Any person who enters the Union under a permit as contemplated in this understanding shall not be entitled in consequence to reside in the Province of the Orange Free State or to settle in that Province for the purpose of trading or farming.

(2) Children born to any such person during such temporary domicile shall have no claim in consequence to Union nationality, birthright or domicile.

(3) No person falling under the provisions of paragraphs (d), (e), (f), (g) or (h) of sub-section (1) of section four of Act No. 22 of 1913 of the Union as amended, will either be recommended for admission or admitted to the Union.

(4) Whenever any Japanese subject who has been admitted to the Union under this arrangement fails to comply with the conditions of his temporary permit, the Japanese Government will, upon request to that effect being made by the Union Government to the Japanese Consul, arrange for his maintenance and removal from the Union without cost to the Union Government.

(5) This understanding shall not be construed so as to derogate from the right of the Union to administer and carry into effect the Immigrants' Regulation Act, 1913, the Quota Act, 1930, or any amendment of those measures and shall be subject to review at any time after two months' notice to that effect.

(8) This arrangement will commence on and be of full force and effect from the date of this note.

The present note and your reply in a similar sense will be regarded as giving validity to, and placing on record, the understanding between the respective Governments in the matter.

I have, etc.

(Signed) W. J. H. FARRELL,
Acting Secretary for External Affairs.

S. Yamasaki, Esq.,
Acting Consul for Japan,
Cape Town.

5° Le consul du Japon ne recommandera, pour être admis dans le territoire de l'Union, aux termes du présent accord, que les sujets japonais appartenant aux catégories suivantes :

1° Touristes ;

2° Personnes se rendant dans l'Union exclusivement pour études ou recherches scientifiques ;

3° Négociants en gros et acheteurs de produits sud-africains pour l'exportation ainsi que leurs employés. Il est entendu que le nombre des personnes de cette catégorie ainsi recommandées ne pourra dépasser un chiffre raisonnable ;

4° Les femmes et les enfants de toute personne admise en vertu des paragraphes 1°, 2° et 3° ci-dessus.

6° Les permis délivrés en vertu du présent accord seront valables pour une année et renouvelables, sur la recommandation du consul du Japon, pour une ou plusieurs périodes d'un an chacune au maximum.

7° Il est entendu que :

1° Aucune personne qui pénétrera dans le territoire de l'Union en vertu du permis envisagé dans le présent accord, ne sera autorisée, de ce fait, à résider dans la province de l'Etat libre d'Orange, ni à s'établir dans cette province pour y exercer une activité commerciale ou agricole ;

2° Les enfants qui pourront naître, au cours de la résidence temporaire d'une desdites personnes ne pourront revendiquer, de ce fait, la nationalité sud-africaine, ni être considérés comme natifs de l'Union ou domiciliés dans l'Union ;

3° Aucune des personnes visées par les dispositions des paragraphes *d)*, *e)* *f)*, *g)* ou *h)* du sous-article 1 de l'article 4 de la loi de l'Union N° 22 de 1913 (amendée) ne pourra être ni recommandée en vue de son admission, ni admise dans le territoire de l'Union ;

4° Dans tous les cas où un sujet japonais, admis dans le territoire de l'Union en vertu du présent arrangement, ne se conformera pas aux conditions formulées dans son permis temporaire, le Gouvernement japonais, sur demande, à cet effet, adressée par le Gouvernement de l'Union au consul du Japon, prendra toutes dispositions pour subvenir aux besoins dudit sujet et lui faire quitter le territoire de l'Union, sans frais pour le Gouvernement de l'Union ;

5° Le présent accord ne sera pas interprété comme infirmant le droit, pour l'Union, d'appliquer et de mettre à exécution les lois intitulées *Immigrants' Regulation Act 1913*, et *Quota Act 1930*, ni aucun des amendements apportés à ces mesures ; il pourra être révisé en tout temps, à l'expiration d'un préavis de deux mois à cet effet.

8° Le présent arrangement entrera en vigueur et aura entière force et plein effet à partir de la date de la présente note.

La présente note et votre réponse conçue dans le même sens, seront considérées comme enregistrant l'accord conclu entre nos gouvernements en la matière, et comme lui conférant validité.

Veillez agréer, etc.

Le Secrétaire aux Affaires étrangères p. i.

(Signé) W. J. H. FARRELL.

Monsieur S. Yamasaki,
Consul du Japon p. i.
Le Cap.

II.

IMPERIAL JAPANESE CONSULATE.

CAPE TOWN, *October 16, 1930.*

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of this day's date with reference to the correspondence which has passed between us in connection with the temporary admission of Japanese students, tourists and merchants to the Union of South Africa and to inform you that I am authorised to confirm, on behalf of the Japanese Government, as is contained in my letter of the October 4th, 1930, addressed to the Minister of External Affairs, the arrangement arrived at between that Government and the Government of the Union of South Africa with regard thereto, which arrangement is fully set out hereunder.

(1) In order to assist the Union Government in giving effect to the terms of this understanding, the Japanese Government will arrange that passports for visiting the Union will not be issued to Japanese subjects other than those whose admission is recommended by the Japanese Government through the Consul for Japan under this understanding.

(2) The Union Government will make provision that no Japanese subject whose admission is recommended by the Consul for Japan in terms of this understanding will be served on arrival at a Union port with a notice declaring him to be a prohibited immigrant.

(3) The Union Government will cause to be issued to every person so recommended in terms of this understanding a temporary permit to enter the Union or one or more Provinces thereof subject to such conditions, prescribed by regulation, as may be set out in the permit.

(4) The Union Government will not insist upon a deposit being made by any such recommended person against the issue of a permit; the Union Government shall, however, continue to levy on every such person the fee charged to all persons on the issue of temporary permits and which at present amounts to one pound.

(5) The Consul for Japan will recommend for admission in the Union under this arrangement Japanese subjects belonging exclusively to the following classes :

(1) Tourists.

(2) Persons visiting the Union solely for the purpose of study or scientific investigation.

(3) Wholesale merchants and buyers of South African produce for export, as well as their respective staffs. It is understood that the number of persons recommended under this class will be restricted to a reasonable limit.

(4) The wives and children of any person admitted under paragraphs (1), (2) and (3).

(6) The permits issued under this understanding shall be for one year renewable from time to time on the recommendation of the Consul for Japan for a further period or periods each not exceeding one year.

(7) It is understood that :

(1) Any person who enters the Union under a permit as contemplated in this understanding shall not be entitled in consequence to reside in the Province of the Orange Free State or to settle in that Province for the purpose of trading or farming.

II.

CONSULAT IMPÉRIAL DU JAPON.

Le CAP, le 16 octobre 1930.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note en date de ce jour relative à la correspondance que nous avons échangée au sujet de l'admission temporaire d'étudiants, de touristes et de négociants japonais dans l'Union Sud-Africaine, et de vous informer que je suis maintenant autorisé à confirmer, au nom du Gouvernement japonais, comme il est indiqué dans ma lettre du 4 octobre 1930 au Ministre des Affaires étrangères, l'arrangement conclu entre ce Gouvernement et le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine à cet effet, et dont les dispositions sont intégralement reproduites ci-après :

1^o Afin d'aider le Gouvernement de l'Union à donner effet aux termes du présent accord, le Gouvernement japonais prendra toutes mesures utiles pour qu'il ne soit pas délivré de passeports en vue d'un séjour dans l'Union, à des sujets japonais autres que ceux dont le Gouvernement japonais recommande l'admission par l'intermédiaire du consul du Japon, en vertu du présent accord.

2^o Le Gouvernement de l'Union prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun sujet japonais dont l'admission est recommandée par le consul du Japon aux termes du présent accord ne reçoive à son arrivée dans un port de l'Union un avis lui signifiant que l'accès du territoire lui est interdit.

3^o Le Gouvernement de l'Union fera délivrer à toute personne ainsi recommandée aux termes du présent accord un permis temporaire de séjour dans l'Union ou dans une ou plusieurs provinces de l'Union, moyennant les conditions, prescrites par voie de règlement, qui pourront être stipulées dans le permis.

4^o Le Gouvernement de l'Union n'exigera pas de toute personne ainsi recommandée le versement d'un dépôt contre remise du permis. Toutefois, le Gouvernement de l'Union continuera à percevoir de ces personnes la redevance imposée à chacun pour la délivrance de permis temporaires, et qui s'élève actuellement à la somme d'une livre sterling.

5^o Le Consul du Japon ne recommandera pour être admis dans le territoire de l'Union, aux termes du présent accord, que les sujets japonais appartenant aux catégories suivantes :

1^o Touristes ;

2^o Personnes se rendant dans l'Union exclusivement pour études ou recherches scientifiques ;

3^o Négociants en gros et acheteurs de produits sud-africains pour l'exportation ainsi que leurs employés. Il est entendu que le nombre des personnes de cette catégorie ainsi recommandées ne pourra dépasser un chiffre raisonnable ;

4^o Les femmes et les enfants de toute personne admise en vertu des paragraphes 1^o, 2^o et 3^o ci-dessus.

6^o Les permis délivrés en vertu du présent accord seront valables pour une année et renouvelables, sur la recommandation du consul du Japon, pour une ou plusieurs périodes d'un an chacune au maximum.

7^o Il est entendu que :

1^o Aucune personne qui pénétrera dans le territoire de l'Union en vertu du permis envisagé dans le présent accord, ne sera autorisée, de ce fait, à résider dans la province de l'Etat libre d'Orange, ni à s'établir dans cette province pour y exercer une activité commerciale ou agricole ;

(2) Children born to any such person during such temporary domicile shall have no claim in consequence to Union nationality, birthright or domicile.

(3) No person falling under the provisions of paragraphs (d), (e), (f), (g) or (h) of sub-section (1) of section four of Act No. 22 of 1913 of the Union as amended, will either be recommended for admission or admitted to the Union.

(4) Whenever any Japanese subject who has been admitted to the Union under this arrangement fails to comply with the conditions of his temporary permit, the Japanese Government will, upon request to that effect being made by the Union Government to the Japanese Consul, arrange for his maintenance and removal from the Union without cost to the Union Government.

(5) This understanding shall not be construed so as to derogate from the right of the Union to administer and carry into effect the Immigrants' Regulation Act, 1913, the Quota Act, 1930, or any amendment of those measures and shall be subject to review at any time after two months' notice to that effect.

(8) This arrangement will commence on and be of full force and effect from the date of this note.

I have, etc.

(Signed) S. YAMASAKI,
Acting Consul for Japan.

W. J. H. Farrell, Esq.
Acting Secretary for External Affairs,
Cape Town.

Certified a true copy :

(S.) H. D. J. Bodenstein.
Secretary for External Affairs.

Pretoria, 3rd December, 1931.

2° Les enfants qui pourront naître au cours de la résidence temporaire d'une desdites personnes ne pourront revendiquer de ce fait la nationalité sud-africaine, ni être considérés comme natifs de l'Union ou domiciliés dans l'Union ;

3° Aucune des personnes visées par les dispositions du paragraphe *d), e), f), g) ou h)* du sous-article 1° de la section *quatre* de la loi de l'Union N° 22 de 1913 (amendée), ne pourra être recommandée en vue de son admission, ni admise dans le territoire de l'Union ;

4° Dans tous les cas où un sujet japonais admis dans le territoire de l'Union en vertu du présent arrangement ne se conformera pas aux conditions formulées dans son permis temporaire, le Gouvernement japonais, sur demande à cet effet adressée par le Gouvernement de l'Union au consul du Japon, prendra toutes dispositions pour subvenir aux besoins dudit sujet et lui faire quitter le territoire de l'Union sans frais pour le Gouvernement de l'Union.

5° Le présent accord ne sera pas interprété comme infirmant le droit pour l'Union d'appliquer et de mettre à exécution les lois intitulées *Immigrants Regulation Act* 1913 et *Quota Act* 1930, ni aucun des amendements apportés à ces mesures ; il pourra être révisé en tout temps à l'expiration d'un préavis de deux mois à cet effet.

8° Le présent arrangement entrera en vigueur et aura entière force et plein effet à partir de la date de la présente note.

(Signé) S. YAMASAKI,
Consul du Japon p. i.

Monsieur W. J. H. Farrell,
Secrétaire aux Affaires étrangères p. i.
Le Cap.



N° 2869.

FRANCE ET PORTUGAL

Traité de conciliation et d'arbitrage.
Signé à Paris, le 6 juillet 1928.

FRANCE AND PORTUGAL

Treaty of Conciliation and Arbitra-
tion. Signed at Paris, July 6, 1928.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

Nº 2869. — TRATADO¹ DE ARBITRAGEM E DE CONCILIAÇÃO ENTRE PORTUGAL E A FRANÇA. ASSINADO EM PARIS, EM 6 DE JULHO DE 1928.

Nº 2869. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE ENTRE LA FRANCE ET LE PORTUGAL. SIGNÉ A PARIS, LE 6 JUILLET 1928.

Textes officiels français et portugais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 8 janvier 1932.

French and Portuguese official texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Treaty took place January 8, 1932.

O PRESIDENTE DA REPUBLICA FRANCÊSA e O PRESIDENTE DA REPUBLICA PORTUGUÊSA,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE,

Inspirando-se nos laços de amizade que felizmente existem entre Portugal e a França, Considerando que a Convenção de arbitragem² concluída entre os dois países em Paris, em 29 de Junho de 1906, expirou em 5 de Abril de 1914,

S'inspirant des heureuses relations d'amitié qui unissent le Portugal et la France,

Considérant que la Convention d'arbitrage² conclue entre les deux pays à Paris, le 29 juin 1906, est venue à expiration le 5 avril 1914.

E igualmente desejosos de assegurar em todos os casos, conforme os principios consagrados no Pacto da Sociedade das Nações, o regulamento pacifico de todos os desacordos e conflitos, de qualquer natureza que sejam, que venham a surgir entre os dois países,

Et également désireux d'assurer dans tous les cas, conformément aux principes consacrés par le Pacte de la Société des Nations, le règlement pacifique de tous les différends et conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre les deux pays,

Resolveram para este fim concluir um Tratado e nomearam por seus Plenipotenciarios, a saber :

Ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

O PRESIDENTE DA REPUBLICA FRANCÊSA :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

O Sr. Aristides BRIAND, Ministro dos Negocios Estrangeiros da Republica Francêsa.

M. Aristide BRIAND, ministre des Affaires étrangères de la République française ;

O PRESIDENTE DA REPUBLICA PORTUGUÊSA:

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE;

O Sr. Armando Humberto da GAMA OCHÔA, Enviado Extraordinario e Ministro Ple-

M. Armando Humberto da GAMA OCHÔA, envoyé extraordinaire et ministre plé-

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 10 décembre 1931.

¹ The exchange of ratifications took place at Paris, December 10, 1931.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 303.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 921.

nipotenciario da Republica Portuguesa em Paris ;

potentiaire de la République portugaise à Paris ;

Os quaes, depois de haverem trocado os seus plenos poderes, reconhecidos em boa e devida forma, convieram nas disposições seguintes :

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Artigo 1º.

Article premier.

Todos os desacordos entre o Governo da Republica francesa e o Governo da Republica portuguesa, de qualquer natureza que sejam e que não tenham podido ser resolvidos pelos processos diplomaticos ordinarios, serão, antes de qualquer procedimento perante o Tribunal Permanente de Justiça Internacional ou antes de qualquer recurso á arbitragem, submetidos para conciliação, a uma Comissão internacional permanente, denominada « Comissão Permanente de Conciliação », constituída conforme o presente Tratado.

Tous différends entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République portugaise, de quelque nature qu'ils soient et qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires, seront, avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale ou avant tout recours à l'arbitrage, soumis à fin de conciliation à une Commission internationale permanente, dite « Commission permanente de conciliation », constituée conformément au présent traité.

Todavia, as Altas Partes Contratantes terão sempre a liberdade de convir em que um determinado litigio seja regulado directamente pelo Tribunal Permanente de Justiça Internacional ou por via de arbitragem, sem recorrer ao preliminar de conciliação previsto.

Toutefois, les Hautes Parties contractantes auront toujours la liberté de convenir qu'un litige déterminé sera réglé directement par la Cour permanente de Justice internationale ou par voie d'arbitrage, sans recours au préliminaire de conciliation ci-dessus prévu.

Artigo 2º.

Article 2.

Se se tratar de um desacordo que, segundo a legislação interna de uma das Partes, seja da competência dos seus Tribunaes nacionaes, compreendidos nestes os Tribunaes administrativos, o desacordo não será submetido ao processo previsto pelo presente Tratado enquanto não houver sobre ele decisão com transito em julgado, proferida num prazo razoavel, pela competente autoridade judicial nacional.

S'il s'agit d'un différend qui, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, y compris les Tribunaux administratifs le différend ne sera soumis à la procédure prévue par le présent traité qu'après jugement passé en force de chose jugée rendu dans des délais raisonnables par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Artigo 3º.

Article 3.

A Comissão Permanente de Conciliação prevista no artigo 1º, será composta de 5 membros, que serão designados da forma seguinte : As Altas Partes Contratantes nomearão cada uma um Commissario escolhido entre os seus respectivos nacionaes e designarão, de comum acordo os três outros commissarios entre nacionaes de terceiras Potencias ; estes três Commissarios deverão ser de nacionalidades diferentes e,

La Commission permanente de conciliation prévue à l'article premier sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir : les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront, d'un commun accord, les trois autres commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances ; ces trois commissaires devront être de natio-

d'entre eles os Governos Francês e Português designarão o Presidente da Comissão.

Os Commissarios serão nomeados por três anos e o seu mandato é renovavel, Continuarão no exercicio das suas funções até á sua substituição e, em todos os casos, até á terminação dos seus trabalhos em curso no momento da expiração do seu mandato.

Prover-se-hão, no mais breve prazo possivel, as vagas que vierem a produzir-se por motivo de falecimento, de demissão ou de qualquer outro impedimento, segundo o modo fixado para as nomeações.

Artigo 4º.

A Comissão Permanente de Conciliação será constituída nos seis meses que se seguirem á entrada em vigor do presente Tratado.

Se a nomeação dos Commissarios a designar em comum, não se realizar no dito prazo, ou, em caso de substituição, nos três meses a contar da vacatura do posto, o Presidente da Confederação suíssa será, na falta de outro acordo, indicado para proceder ás designações necessarias.

Artigo 5º.

A Comissão Permanente de Conciliação conhecerá de cada caso por via de requerimento dirigido ao Presidente pelas duas Partes agindo de comum acordo ou, na falta deste, por qualquer das Partes.

O requerimento, depois de haver exposto somariamente o objecto do litigio, conterà o convite á Comissão para proceder a todas as diligencias conducentes á conciliação.

Se o requerimento emanar de uma só das Partes será notificado por esta sem demora á Parte contraria.

Artigo 6º.

Num prazo de 15 dias a partir da data em que o Governo francês ou o Governo português tenha levado uma contestação perante a Comissão Permanente de Conciliação, cada uma das Partes poderá, para o exame dessa contestação, substituir o seu Commissario por uma pessoa que possua uma competencia especial na materia.

nalités différentes et, parmi eux, les Gouvernements français et portugais désigneront le président de la commission.

Les commissaires sont nommés pour trois ans ; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement, et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire, par suite de décès, de démission ou de quelqu'autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 4.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent traité.

Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai, ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance de siège, le président de la Confédération suisse sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 6.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où le Gouvernement français ou le Gouvernement portugais aurait porté une contestation devant la Commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

A Parte que usar deste direito notificá-lo-ha imediatamente á outra Parte ; esta terá, neste caso, a faculdade de proceder da mesma forma, num prazo de 15 dias a partir da data em que a notificação lhe tenha sido feita.

Artigo 7º.

A Comissão Permanente de Conciliação terá por missão elucidar as questões em litigio, recolher para este fim todas as informações uteis por via de inquerito ou por outra forma e esforçar-se por conciliar as Partes. Poderá, após o exame do caso, propôr ás Partes os termos do acordo que lhe pareça conveniente e marcar-lhes um prazo para se pronunciarem.

No fim dos seus trabalhos, a Comissão elaborará uma acta consignando, segundo os casos, que as partes se puzeram de acordo e nesse caso quaes as condições desse acordo, ou que as Partes não puderam ser conciliadas.

Os trabalhos da Comissão deverão, a menos que as Partes convenham no contrario, estar terminados no prazo de seis mêses a contar do dia em que o litigio lhe haja sido submetido.

Artigo 8º.

Salvo estipulação especial em contrario, a Comissão Permanente de Conciliação regulará ela propria o seu processo que, em todos os casos, deverá ser contraditorio. Em materia de inquerito, a Comissão, se não decidir o contrario por unanimidade, conformar-se-ha com a disposição do Titulo III (Comissão internacional de inquerito) da Convenção da Haya¹ de 18 Outubro de 1907 para a solução pacifica dos conflitos internacionaes.

Artigo 9º.

A Comissão Permanente de Conciliação reunir-se-há, salvo acordo contrario entre as Partes, no local designado pelo seu Presidente.

La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même, dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 7.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'éclaircir les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, proposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

À la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant les cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 8.

À moins de stipulation spéciale contraire, la Commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Commission internationale d'enquête) de la Convention de La Haye¹ du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 9.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Artigo 10º.

Os trabalhos da Comissão Permanente de Conciliação não serão publicos senão em virtude duma decisão tomada pela Comissão com o assentimento das Partes.

Artigo 11º.

As Partes serão representadas junto da Comissão Permanente de Conciliação por agentes com a missão de servir de intermediarios entre elas e a Comissão ; poderão, além disso, fazer-se assistir por conselheiros e peritos nomeados por elas para este fim e solicitar que todas as pessoas cujo testemunho lhes pareça util sejam ouvidas pela Comissão.

A Comissão terá, por sua parte, a faculdade de pedir explicações oraes aos agentes, conselheiros e peritos das duas Partes assim como a todas as pessoas que julgar util fazer comparecer com o assentimento de seu respectivo Governo.

Artigo 12º.

Salvo disposição contraria do presente Tratado, as decisões da Comissão Permanente de Conciliação serão tomadas por maioria de votos.

A Comissão só poderá tomar decisões sobre o objecto do desacordo se todos os seus membros houverem sido devidamente convocados e se o Presidente e dois membros, pelo menos, estiverem presentes.

No caso de estarem presentes sómente três membros e o Presidente, o voto deste valerá por dois.

Artigo 13º.

As Altas Partes Contratantes comprometem-se a facilitar os trabalhos da Comissão Permanente de Conciliação e, em particular, a fornecer-lhe na mais larga medida possivel todos os documentos e informações uteis, assim como a usar dos meios de que disponham para lhe permitir proceder, nos seus territorios e segundo as suas legislações, á citação e á audição de testemunhas e de peritos e a exames e vistorias.

Article 10.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 11.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander que toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile soient entendues par la commission.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 12.

Sauf disposition contraire du présent traité les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

La commission ne pourra prendre des décisions portant sur le fond du différend que si tous les membres ont été dûment convoqués et si le président et deux membres au moins sont présents. Dans le cas où trois membres seulement et le président seraient présents, la voix du président comptera pour deux.

Article 13.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la commission permanente de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous les documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Artigo 14º.

Durante a duração dos trabalhos da Comissão Permanente de Conciliação, cada um dos Commissarios receberá uma remuneração cuja importancia será fixada de comun acordo pelos Governos Português e Francês, que satisfarão cada um uma quota egual.

Cada Governo satisfará as suas proprias despesas e uma parte egual das despesas comuns da Comissão.

Article 14.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Gouvernements français et portugais, qui en supporteront chacun une part égale.

Chaque gouvernement supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la commission.

Artigo 15º.

Na falta de conciliação perante a Comissão Permanente de Conciliação, os litigios tendo por objecto um direito alegado por uma das Partes e contestado pela outra, designadamente os litigios mencionados no Artigo 13º do Pacto da Sociedade das Nações, serão submetidos por via de compromisso, quer ao Tribunal Permanente de Justiça Internacional nas condições e segundo o processo previsto no seu Estatuto, quer a um Tribunal arbitral nas condições e conforme o processo previsto pela Convenção da Haya de 18 Outubro de 1907 para a solução pacifica dos conflitos internacionaes.

Na falta de acordo entre as Partes sobre o compromisso e apòs aviso de um mês, qualquer delas terá a faculdade de apresentar directamente, por via de requerimento, a contestação perante o Tribunal Permanente de Justiça Internacional.

Article 15.

A défaut de conciliation devant la Commission permanente de conciliation, les litiges ayant pour objet un droit allégué par une des Parties et contesté par l'autre, notamment les litiges mentionnés dans l'article 13 du Pacte de la Société des Nations, seront soumis par voie de compromis soit à la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévues par son Statut, soit à un Tribunal arbitral dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis et après un préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement par voie de requête la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

Artigo 16º.

Os desacordos não comprehendidos entre os litigios previstos na alinea 1º do Artigo 15º serão na falta de conciliação submetidos a um Tribunal arbitral com poderes de decidir *ex aequo et bono*.

Se não for acordado o contrario, este Tribunal será composto de 5 membros designados segundo o metodo previsto nos artigos 3º e 4º para a composição da Comissão de Conciliação.

Na falta de acordo entre as Partes sobre os termos do compromisso submetendo o desacordo ao Tribunal, qualquer delas terá a faculdade de, decorrido um mês sobre aviso á outra Parte, submeter directamente a contestação ao Tribunal.

Article 16.

Les différends autres que les litiges visés à l'alinéa premier de l'article 15 seront, à défaut de conciliation, soumis à un Tribunal arbitral, ayant le pouvoir de statuer *ex aequo et bono*.

Ce Tribunal sera, s'il n'en est convenu autrement, composé de cinq membres désignés suivant la méthode prévue aux articles 3 et 4 pour la composition de la commission de conciliation.

Faute par les Parties de s'entendre sur les termes du compromis soumettant le différend au Tribunal, l'une ou l'autre des Parties aura la faculté, après un préavis d'un mois, de saisir directement le Tribunal de la contestation.

Artigo 17º.

Os Governos Português e Francês comprometem-se respectivamente a abster-se, durante o curso de um processo instaurado em virtude das disposições do presente Tratado, de qualquer medida susceptível de ter uma repercussão prejudicial, quer sobre a execução da decisão a proferir pelo Tribunal Permanente de Justiça Internacional ou pelo Tribunal arbitral, quer sobre os acordos propostos pela Comissão Permanente de Conciliação e, em geral, a não praticar acto algum, de qualquer natureza que seja, susceptível de agravar ou de alargar o desacordo.

Em todos os casos e designadamente se a questão a respeito da qual as Partes estão divididas resultar de actos já efectuados ou prestes a sê-lo, a Comissão de Conciliação ou, se a questão não tiver sido submetida a esta, o Tribunal Permanente de Justiça Internacional, estatuinto conforme o Artigo 41º do seu Estatuto¹, ou o Tribunal arbitral, indicarão no mais breve prazo possível quaes as medidas provisórias que devem ser tomadas. As Altas Partes Contratantes comprometem-se respectivamente a conformar-se com estas medidas.

Artigo 18º.

Se qualquer contestação vier a surgir entre as Altas Partes Contratantes relativamente á applicação do presente Tratado, essa contestação será levada directamente perante o Tribunal Permanente de Justiça Internacional nas condições previstas no Artigo 40 do estatuto do dito Tribunal.

Artigo 19º.

O presente Tratado só se applicará aos litigios que venham a surgir depois da troca das rati-

¹ Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152; vol. XXVII, page 416; vol. XXXIX, page 165; vol. XLV, page 96; vol. L, page 159; vol. LIV, page 387; vol. LXIX, page 70; vol. LXXII, page 452; vol. LXXVIII, page 435; vol. LXXXVIII, page 272; vol. XCII, page 362; vol. XCVI, page 180; vol. C, page 153; vol. CIV, page 492; vol. CVII, page 461; et vol. CXI, page 402; et vol. CXVII, page 46, de ce recueil.

Article 17.

Les Gouvernements français et portugais s'engagent respectivement à s'abstenir, durant le cours d'une procédure ouverte en vertu des dispositions du présent traité, de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable, soit à l'exécution de la décision à rendre par la Cour permanente de Justice internationale ou par le Tribunal arbitral, soit aux arrangements proposés par la Commission permanente de conciliation et en général à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Dans tous les cas et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Commission de conciliation, ou, si celle-ci ne s'en trouvait pas saisie, la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son Statut¹, ou le Tribunal arbitral, indiqueront dans le plus bref délai possible quelles mesures provisoires doivent être prises. Les Hautes Parties contractantes s'engagent respectivement à se conformer auxdites mesures.

Article 18.

Si quelque contestation venait à surgir entre les Hautes Parties contractantes relativement à l'application du présent traité, cette contestation serait directement portée devant la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions prévues à l'article 40 du Statut de ladite Cour.

Article 19.

Le présent traité ne s'appliquera qu'aux litiges qui viendraient à s'élever après l'échange des

¹ Vol. VI, page 380; Vol. XI, page 405; Vol. XV, page 305; Vol. XXIV, page 153; Vol. XXVII, page 417; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; Vol. C, page 153; Vol. CIV, page 492; Vol. CVII, page 461; Vol. CXI, page 402; and Vol. CXVII, page 46, of this Series.

ficações, acerca de situações ou de factos posteriores a essa data.

Os litígios para a solução dos quaes está previsto um processo especial por outros acordos em vigor entre as Partes Contratantes serão regulados conforme as estipulações desses acordos.

Artigo 20º.

O presente Tratado será ratificado e as ratificações serão trocadas em Paris no mais breve prazo possível.

Artigo 21º.

O presente Tratado entrará em vigor a partir da troca das ratificações e terá uma duração de 5 anos a partir da sua entrada em vigor. Se não fôr denunciado seis meses antes da expiração deste prazo, considerar-se-há renovado por um periodo de 5 anos e assim successivamente.

Se á data da expiração do presente Tratado um processo qualquer por virtude desse Tratado se encontrar pendente da Comissão Permanente de Conciliação, do Tribunal Permanente de Justiça Internacional ou de um Tribunal Arbitral, esse processo seguirá até seus termos finais.

Em fé do que, os Plenipotenciarios acima mencionados assinaram o presente Tratado feito em duplo exemplar, cada exemplar redigido em Português e em Francês, tendo estes dois textos a mesma força e valor e fazendo igualmente fé.

Feito em Paris, aos 6 de Julho de 1928.

(L. S.) (Signé)

(L. S.) (Signé)

ratifications, au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette date.

Les litiges pour la solution desquels une procédure spéciale est prévue par d'autres accords en vigueur entre les Parties contractantes seront réglés conformément aux stipulations de ces accords.

Article 20.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

Article 21.

Le présent traité entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de cinq ans à partir de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de cinq années, et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent traité une procédure quelconque en vertu de ce traité se trouvait pendante devant la Commission permanente de conciliation, devant la Cour permanente de Justice internationale ou devant un Tribunal d'arbitrage, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité dressé en double exemplaire, chaque exemplaire établi en français et en portugais, ces deux textes ayant même force et valeur et faisant également foi.

Fait à Paris, le 6 juillet 1928.

A. BRIAND.

DA GAMA OCHÔA.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre plénipotentiaire,

Chef de Service du Protocole :

P. de Fouquière.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2869. — TREATY OF CONCILIATION AND ARBITRATION BETWEEN FRANCE AND PORTUGAL. SIGNED AT PARIS, JULY 6, 1928.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC,

Inspired by the friendly relations which happily exist between Portugal and France,

Taking into consideration that the Arbitration Convention concluded between the two countries at Paris on June 29, 1906, expired on April 5, 1914,

And also desiring to ensure in all cases, in conformity with the principles laid down in the Covenant of the League of Nations, the pacific settlement of all differences and disputes of whatever nature which may arise between the two countries,

Have resolved to conclude a Treaty with that object and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Aristide BRIAND, Minister for Foreign Affairs of the French Republic ;

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

M. Armando Humberto DA GAMA OCHÔA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Portuguese Republic at Paris ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

All disputes of whatever kind between the Government of the French Republic and the Government of the Portuguese Republic which it may not have been possible to settle by the normal methods of diplomacy shall, before any resort is made to procedure before the Permanent Court of International Justice or to arbitration, be submitted with a view to amicable settlement to a permanent international commission, styled the " Permanent Conciliation Commission ", constituted in accordance with the present Treaty.

Nevertheless, the High Contracting Parties may always agree that a specific dispute shall be settled direct by the Permanent Court of International Justice or by arbitration without previous resort to the conciliation procedure provided for above.

Article 2.

In the case of a dispute which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of the national courts of that Party, including the administrative courts, the matter in dispute shall not be submitted to the procedure laid down in the present Treaty until a judgment with final effect has been pronounced within a reasonable time by the competent national judicial authority.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

The Permanent Conciliation Commission mentioned in Article 1 shall be composed of five members, who shall be appointed as follows : the High Contracting Parties shall each appoint a commissioner, chosen from among their respective nationals, and shall jointly nominate the other three commissioners from among the nationals of third Powers ; these three commissioners shall be of different nationalities, and the French and Portuguese Governments shall nominate the President of the Commission from among them.

The Commissioners are appointed for three years and their mandate is renewable. Their appointment shall continue until they are replaced, and in any case until the completion of any work in hand at the time of the expiry of their mandate.

Vacancies which occur as a result of death or resignation or for any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner prescribed for appointments.

Article 4.

The Permanent Conciliation Commission shall be constituted within six months from the entry into force of the present Treaty.

If the commissioners to be nominated jointly should not have been appointed within that period or, in the case of the filling of a vacancy, within three months from the time when the vacancy occurs, the President of the Swiss Confederation shall in the absence of any other agreement, be requested to make the necessary nominations.

Article 5.

The Permanent Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to the President by the two Parties acting in agreement or, in the absence of such agreement, by either of the Parties.

The request, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain an invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

If the request is made by only one of the Parties, that Party shall notify it without delay to the other.

Article 6.

Within fifteen days from the date when the French or the Portuguese Government shall have notified the Permanent Conciliation Commission of a dispute, either Party may, for the examination of the particular dispute, replace its commissioner by a person possessing special competence in the matter.

The Party making use of this right shall immediately inform the other Party ; the latter shall in that case be entitled to take similar action within fifteen days from the date when the notification reaches it.

Article 7.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate questions in dispute to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. After examining the case, it may propose to the Parties the terms of settlement which it considers suitable, and lay down a period within which they are to make their decision.

At the close of its proceedings the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement and, if necessary, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement.

The proceedings of the Commission shall, unless the Parties agree otherwise, be terminated within six months from the date on which the Commission is notified of the dispute.

Article 8

Failing any special stipulation to the contrary, the Permanent Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it unanimously decides to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commission of Enquiry) of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 9.

In the absence of agreement by the Parties to the contrary, the Permanent Conciliation Commission shall meet at a place selected by its President.

Article 10.

The proceedings of the Permanent Conciliation Commission shall not be public, unless a decision to that effect has been taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 11.

The Parties shall be represented before the Permanent Conciliation Commission by agents, whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission ; they may further be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and may request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard by the Commission.

The Commission on its side shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons whom it may think desirable to summon with the consent of their Governments.

Article 12.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Permanent Conciliation Commission shall be taken by a majority.

The Commission may not take decisions on the substance of the dispute unless all the members have been duly convened and the President and at least two members are present. Should only three members and the President be present, the Chairman shall have two votes.

Article 13.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Permanent Conciliation Commission, and in particular to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal to allow it to proceed in their territory and in accordance with their law to the summoning and hearing of witnesses or experts, and to visit the localities in question.

Article 14.

During the proceedings of the Permanent Conciliation Commission each commissioner shall receive emoluments, the amount of which shall be fixed by agreement between the French and the Portuguese Governments, each of which shall contribute an equal share.

Each Government shall pay its own expenses and an equal share of the joint expenses of the Commission.

Article 15.

Should no amicable agreement be reached before the Permanent Conciliation Commission. disputes regarding a right asserted by one Party and contested by the other, particularly the disputes mentioned in Article 13 of the Covenant of the League of Nations, shall be submitted by means of a special agreement either to the Permanent Court of International Justice, under the conditions and according to the procedure laid down by the Statute of that Court, or to an arbitral tribunal, under the conditions and according to the procedure laid down by the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

If the Parties cannot reach an understanding as to the terms of the special agreement, either of them may, after a month's notice, bring the dispute before the Permanent Court of International Justice direct by means of an application.

Article 16.

Disputes other than these mentioned in Article 15, paragraph 1, shall, if no amicable agreement is reached, be submitted to an arbitral tribunal with power to decide *ex aequo et bono*.

This tribunal shall, in the absence of agreements to the contrary, consist of five members appointed by the method laid down in Articles 3 and 4 for the composition of the Conciliation Commission.

Should the Parties fail to agree as to the terms of the special agreement submitting the dispute to the tribunal, either of them may, after a month's notice, bring the dispute before the tribunal direct.

Article 17.

The French and Portuguese Governments respectively undertake to abstain, during the course of proceedings opened in virtue of the provisions of the present Treaty, from all measures likely to react prejudicially upon the execution of the decision to be given by the Permanent Court of International Justice or the arbitral tribunal, or upon the arrangements proposed by the Permanent Conciliation Commission and, in general, to abstain from any sort of action whatsoever which may aggravate or extend the dispute.

In any case, and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of being committed, the Conciliation Commission or, if the latter was not informed of the dispute the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute, or the arbitral tribunal, shall indicate as soon as possible the provisional measures to be adopted. Both the High Contracting Parties undertake to conform to the said measures.

Article 18.

Should any dispute arise between the High Contracting Parties concerning the application of the present Treaty, such dispute shall be brought before the Permanent Court of International Justice direct in accordance with the procedure laid down in Article 40 of the Statute of the Court.

Article 19.

The present Treaty shall apply only to disputes which arise after the exchange of ratifications in regard to situations or events subsequent to that date.

Disputes for the settlement of which a special procedure is provided in other agreements in force between the Contracting Parties shall be settled in conformity with the terms of such agreements.

Article 20.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Paris as soon as possible.

Article 21.

The present Treaty shall come into force as soon as the ratifications have been exchanged, and shall be concluded for five years as from the date of its coming into force. If it is not denounced six months before the expiration of this period, it shall be deemed to have been renewed for a further period of five years, and similarly thereafter.

If on the expiration of the present Treaty any proceedings whatever in virtue of this Treaty are pending before the Permanent Conciliation Commission, the Permanent Court of International Justice, or an arbitral tribunal, they shall pursue their course until they are completed.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty, done in duplicate, in French and Portuguese, the two texts having the same force and value and being equally authentic.

Done at Paris, July 6, 1928.

(L. S.) *(Signed)* A. BRIAND.

(L. S.) *(Signed)* DA GAMA OCHÔA.

N° 2870.

DANEMARK, FINLANDE,
ISLANDE,
NORVÈGE ET SUÈDE

Convention relative au recouvrement
de pensions alimentaires, signée
à Oslo, le 10 février 1931, et
échanges de notes de la même
date relatifs à l'application de
cette convention.

DENMARK, FINLAND,
ICELAND,
NORWAY AND SWEDEN

Convention regarding the Collection
of Maintenance Allowances, signed
at Oslo, February 10, 1931, and
Exchanges of Notes of the same
date concerning the Application
of the Convention.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

N^o 2870. — KONVENTION¹ MEL-
LEM DANMARK, FINLAND, IS-
LAND, NORGE OG SVERIGE
ANGAAENDE INDDRIVELSE AF
UNDERHOLDSBIDRAG. UNDER-
TEGNET I OSLO, DEN 10 FE-
BRUAR 1931.

N^o 2870. — SUOMEN¹, TANSKAN,
ISLANNIN, NORJAN JA RUOT-
SIN VÄLINEN SOPIMUS ELA-
TUSAVUN PERIMISESTA PAK-
KOTOIMIN, ALLEKIRJOITET-
TU OSLOSSA 10 PÄIVÄNÄ
HELNIKUUTA 1931.

*Textes officiels danois, finnois, islandais, norvé-
gien et suédois, communiqués par les délégués
permanents de la Norvège et du Danemark
auprès de la Société des Nations. L'enre-
gistrement de cette convention a eu lieu le
9 janvier 1932.*

*Danish, Finnish, Icelandic, Norwegian and
Swedish official texts communicated by the
Permanent Delegates of Norway and Denmark
accredited to the League of Nations. The
registration of this Convention took place
January 9, 1932.*

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG
ISLAND, REPUBLIKEN FINLANDS PRÆSIDENT,
HANS MAJESTÆT KONGEN AF NORGE OG HANS
MAJESTÆT KONGEN AF SVERIGE, hvilke er
kommet overens om at afslutte en Konvention
angaaende Inddrivelse af Underholdsbidrag,
har udnævnt til deres befuldmægtigede :

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI, HÄNEN
KUNINKAALLINEN MAJESTEETTINSA TANSKAN
JA ISLANNIN KUNINGAS, HÄNEN KUNINKAAL-
LINEN MAJESTEETTINSA NORJAN KUNINGAS JA
HÄNEN KUNINKAALLINEN MAJESTEETTINSA
RUOTSIN KUNINGAS, jotka ovat päättäneet
tehdä sopimuksen elatusavun perimisestä pakko-
toimin, ovat valtuutetuikseen määränneet :

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG
ISLAND :

Sin overordentlige Gesandt og befuldmæg-
tigede Minister i Oslo Markus Andreas
OLDENBURG ;

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI :

Tasavallan Oslossa olevan erikoislähettilään
ja täysivaltaisen ministerin Rolf THES-
LEFF'IN ;

REPUBLIKEN FINLANDS PRÆSIDENT :

Republikens overordentlige Gesandt og
befuldmægtigede Minister i Oslo Rolf
THESLEFF ;

HÄNEN KUNINKAALLINEN MAJESTEETTINSA
TANSKAN JA ISLANNIN KUNINGAS :

Oslossa olevan erikoislähettiläänsä ja täysi-
valtaisen ministerinsä Markus Andreas
OLDENBURG'IN ;

¹ Les ratifications ont été déposées à Oslo, le
23 décembre 1931 par toutes les Parties contrac-
tantes.

Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1932.

¹ The ratifications were deposited at Oslo,
December 23, 1931, by all the Contracting Parties.

Came into force January 1st, 1932.

HANS MAJESTÆT KONGEN AF NORGE :
Utenriksråd (Direktør) August Wilhelm
Stjernstedt ESMARCH ;

HANS MAJESTÆT KONGEN AF SVERIGE :
Sin overordentlige Gesandt og befuldmæg-
tignede Minister i Oslo Torvald Magnusson
HÖJER ;

hvilke, behørigt befuldmægtigede, er kommet
overens om følgende Artikler :

Artikel 1.

Retskraftig Dom, administrativ Beslutning eller skriftlig Vedtagelse, hvorefter det i en af de kontraherende Stater paahviler en Person at udrede Underholdsbidrag til Ægtefælle, tidligere Ægtefælle, Ægtebarn, Stedbarn, Adoptivbarn, Barn udenfor Ægteskab eller et saadant Barns Moder, og som kan fuldbyrdes i denne Stat, skal paa Begæring umiddelbart fuldbyrdes i enhver af de andre Stater. Det samme gælder en i Finland eller Sverige af Retten, Dommeren eller Overeksekutor truffen Beslutning, som kan fuldbyrdes efter Reglerne om retskraftige Domme.

Fuldbyrdelse kan dog ikke kræves i Strid med Dom eller Beslutning, som i den Stat, hvor Fuldbyrdelse søges, har fastsat Bidraget til et lavere Beløb eller afgjort, at Underholdspligt ikke foreligger.

Fuldbyrdelse kan heller ikke kræves, naar Underholdspligten overfor et Barn udenfor Ægteskab eller overfor et saadant Barns Moder er fastsat ved Dom eller Forelæg i en Stat, hvor den bidragspligtige ikke havde Statsborgerret eller Bopæl, medmindre han har givet Møde under Sagen, eller Stævningen eller Forelægget i behørig Tid er kommet til hans Kundskab, medens han opholdt sig i Staten.

Artikel 2.

Begæring om Fuldbyrdelse afsendes og modtages :

- i Danmark af vedkommende Ministerium eller af en Overøvrighed ;
- i Finland af Udenrigsministeriet ;

HÄNEN KUNINKAALLINEN MAJESTEETTINSA
NORJAN KUNINGAS :

Ulkoasiainneuvos (Kansliapäällikkö) Au-
gust Wilhelm Stjernstedt ESMARCH'IN ;

HÄNEN KUNINKAALLINEN MAJESTEETTINSA
RUOTSIN KUNINGAS :

Oslossa olevan erikoislähettiläänsä ja täysi-
valtaisen ministerinsä Torvald Magnusson
HÖJER'IN ;

jotka siihen asianmukaisesti valtuutettuina
ovat sopineet seuraavista määräyksistä :

I artikla.

Lainvoimainen tuomio, hallinnollisen virano-
maisen päätös tai kirjallinen sitoumus, jossa
joku jossakin sopimusvaltiossa on velvoitettu
tai sitoutunut antamaan elatusapua puolisol-
le, entiselle puolisolle, avioliapselle, lapsipuolelle,
ottolapselle, avioliiton ulkopuolella syntyneelle
lapselle tai sellaisen lapsen äidille ja joka on
siinä valtiossa täytäntöön pantavissa, on pyyn-
nöstä välittömästi pantava täytäntöön toisessa
sopimusvaltiossa. Sama olkoon laki sellaisesta
oikeuden, tuomarin tai ulosotonhaltijan Suo-
messa tai Ruotsissa antamasta päätöksestä, joka
lainvoimaisen tuomion tavoin voidaan panna
täytäntöön.

Jos siinä valtiossa, jossa täytäntöönpanoa
haetaan, on tuomiossa tai päätöksessä määrätty
pienempi elatusapu tai todettu, että elatusvel-
vollisuutta ei ole, ei tässä valtiossa voida tämän
vastaisesti vaatia täytäntöönpanoa.

Jos velvollisuus antaa elatusapua avioliiton
ulkopuolella syntyneelle lapselle tai sellaisen
lapsen äidille on tuomiolla tai ennakkomääräyk-
sellä vahvistettu sellaisessa valtiossa, jossa
elatusvelvollisella ei ollut kansalaisoikeutta tai
kotipaikkaa, ei täytäntöönpanoa voida vaatia,
ellei hän ole ollut saapuvilla oikeudenkäynnissä
tahi oleskellessaan maassa ole oikeassa ajassa
saanut tietoa haasteesta tai ennakkomääräyk-
sestä.

2 artikla.

Täytäntöönpanoa tämän sopimuksen mukaan
pyytää ja pyynnön ottaa vastaan :

- Tanskassa asianomainen ministeriö, maa-
herra tai Kööpenhaminan ylipresidentti ;
- Suomessa ulkoasiainministeriö ;

i Island af Justitsministeriet ;
i Norge af vedkommende Departement ;
i Sverige af Udenrigsdepartementets
Retsafdeling eller af en Lensstyrelse.

Begæringen skal være ledsaget af Bevidnelse fra den afsendende Myndighed om, at Dommen, Beslutningen eller Vedtagelsen opfylder de i Artikel 1, første og tredje Stykke, fastsatte Vilkaar for Fuldbyrkelse.

Skriftstykker, som er affattet paa Finsk eller Islandsk, skal være ledsaget af bekræftet Oversættelse i fornøden Udstrækning til Dansk, Norsk eller Svensk.

Artikel 3.

Fuldbyrnelsen iværksættes i hver Stat efter der gældende Lov, men kan, forsaavidt angaar skriftlige Vedtagelser, som ikke er godkendt af Domstol eller administrativ Myndighed, indskrænket til Indeholdelse i Løn, eller hvad der i saa Henseende sidestilles hermed.

Fuldbyrnelsen foregaar uden Udgift for den bidragsberettigede, medmindre den iværksættes efter Reglerne om Tvangsfuldbyrkelse i fast Ejendom.

De indkomne Beløb oversendes til den Myndighed, som har begæret Fuldbyrnelsen.

Artikel 4.

Bestemmelserne om Underholdsbidrag omfatter ogsaa Bifrag til Udgifter ved Barselfærd samt til Udgifter ved et Barns yderligere Uddannelse eller ved dets Daab, Konfirmation, Sygdom og Begravelse.

Artikel 5.

Erstatning for Sagsomkostninger, som er paalagt den bidragspligtige i Anledning af Afgørelsen om Bidragspligt, kan inddrives efter Reglerne i denne Konvention.

Artikel 6.

Denne Konvention skal ratificeres, og Ratifikationerne udveksles i Oslo, saa snart ske kan.

Islannissa oikeusministeriö ;
Norjassa asianomainen ministeriö ; sekä
Ruotsissa ulkoasiainministeriön oikeudellinen osasto tai asianomainen lääninhallitus.

Sen viranomaisen, joka pyytää täytäntöönpanoa, on liitettävä pyyntöön todistus siitä, että tuomio, päätös tai sitoumus täyttää 1 artiklan ensimmäisessä ja kolmannessa kappaleessa täytäntöönpanoa varten määrätty ehdot.

Asiakirjaan, joka on suomen- tai islanninkielinen, tulee olla tarpeellisilta osin liitettynä oikeaksi todistettu käännös tanskan-, norjan- tai ruotsinkielelle.

3 artikla.

Täytäntöönpano tapahtuu jokaisessa valtiossa siellä voimassa olevan lain mukaan, mutta se voidaan, mikäli on kysymys kirjallisesta sitoumuksesta, joka ei ole tuomioistuimen tai hallinnollisen viranomaisen vahvistama, rajoittaa palkan tai muun pidätykseen, mikä puheenaolevassa suhteessa on siihen verrattava.

Täytäntöönpano suoritetaan tuottamatta menoja elatusapuun oikeutetulle henkilölle, ellei se ole tapahtuva siinä järjestyksessä, joka on voimassa kiinteän omaisuuden osalta.

Kertynyt rahamäärä lähetetään sille viranomaiselle, joka on pyytänyt täytäntöönpanoa.

4 artikla.

Elatusapua koskevat määräykset tarkoittavat myöskin synnytys- ja lapsivuodekustannuksia sekä lapsen erityistä kehittämistä varten suoritettavaa avustusta, niin myös avustusta kaste-, kasteenliitonuudistus-, sairaus- ja hautauskustannuksiin.

5 artikla.

Kulujen korvaus, jota elatusvelvollinen on velvoitettu suorittamaan elatuskysymyksen tutkimisen johdosta, voidaan periä tämän sopimuksen määräysten mukaisesti.

6 artikla.

Tämä sopimus on ratifioitava ja ratifioimiskirjat vaihdettava Oslossa niin pian kuin tämä voi tapahtua.

Konventionen træder i Kraft den 1. Januar eller den 1. Juli, som følger efter Udvekslingen af Ratifikationerne.

Enhver af Staterne kan i Forhold til hver af af de andre opsiges Konventionen med en Frist af seks Maaneder til Ophør en 1. Januar eller 1. Juli.

Til Bekræftelse heraf har de respektive befuldmægtigede undertegnet nærværende Konvention og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget i Oslo i et Eksemplar paa hvert af følgende Sprog : Dansk, Finsk, Islandsk, Norsk og Svensk, og for det svenske Sprogs Vedkommende i to Tekster, en for Finland og en for Sverige.

Oslo, den 10 Februar 1931.

(L. S.) A. OLDENBURG.

Sopimus tulee voimaan ratifioimiskirjain vaihtamista lähinnä seuraavan tammi- tai heinäkuun 1 päivänä.

Jokainen sopimusvaltio voi jokaisen muun sopimusvaltion suhteen sanoa irti sopimuksen, joka silloin lakkaa olemasta voimassa sen tammi- tai heinäkuun 1 päivän alusta lukien, joka lähinnä seuraa kuuden kuukauden kuluttua siitä, kun irtisanominen tapahtui.

Tämän vakuudeksi ovat asianomaiset valtuutetut allekirjoittaneet tämän sopimuksen ja varustaneet sen sineteillään.

Allekirjoitettu Osllossa yhtenä suomen-, tanskan-, islannin-, norjan- ja ruotsinkielisenä kappaleena, ruotsinkielisen tekstin käsittäessä kaksi eri tekstiä, toisen Suomea ja toisen Ruotsia varten.

Osllossa, 10 päivänä helmikuuta 1931.

(L. S.) Rolf THESLEFF.

TEXTE ISLANDAIS.

ICELANDIC TEXT.

TEXTE NORVÉGIEN.

NORVEGIAN TEXT.

TEXTE SUÉDOIS.

SWEDISH TEXT.

N^o 2870. — SAMNINGUR MILLI ÍSLANDS, DANMÆRKUR, FINNLANDS, NØREGS OG SVIPJØÐAR UM INNHEIMTU MEÐLAGA OSLO ÞANN 10 FEBRÚAR 1931.

N^o 2870. — KONVENSIJON MELLE M NORGE, DANMARK FINNLAND, ÍSLAND OG SVERIGE ANGÆNDE INNDRIVNING AV UNDERHOLDSBI-DRAG. UNDERTEGNET I OSLO, DEN 10 FEBRUAR 1931.

N^o 2870. — KONVENTION MELLAN SVERIGE, DANMARK, FINLAND, ÍSLAND OCH NORGE ANGÆNDE INDRIVNING AV UNDERHÅLLSBI-DRAG. UNDERTECKNAD I OSLO DEN 10 FEBRUARI 1931.

HANS HÁTIGN KONUNGUR ÍSLANDS OG DANMÆRKUR, FORSETI LÝÐVELDISINS FINNLANDS, HANS HÁTIGN KONUNGUR NØREGS OG HANS HÁTIGN KONUNGUR SVIPJØÐAR, sem hafa orðið ásáttir um að gera samning um innheimtu meðlaga, hafa útnefnt sem umboðsmenn sína :

HANS HÁHTIGN KONUNGUR ÍSLANDS OG DANMÆRKUR :

Sendiherra sinn í Osló,
Markus Andreas OLDENBURG ;

FORSETI LÝÐVELDISINS FINNLANDS :

Sendiherra lýðveldisins í Osló, Rolf THESLEFF ;

HANS MAJESTET NORGES KONGE, HANS MAJESTET KONGEN AV DANMARK OG ÍSLAND, REPUBLIKKEN FINNLANDS PRESIDENT OG HANS MAJESTET KONGEN AV SVERIGE, som er kommet overens om å avslutte en konvensjon angående inndrivning av underholdsbidrag, har til sine befullmektigede opnevnt :

HANS MAJESTET NORGES KONGE :

Utenriksråd August Wilhelm Stjernstedt ESMARCH ;

HANS MAJESTET KONGEN AV DANMARK OG ÍSLAND :

Sin overordentlige sendemann og befullmektigede minister i Oslo Markus Andreas OLDENBURG ;

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE, HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV DANMARK OCH ÍSLAND, REPUBLIKEN FINLANDS PRESIDENT och HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV NORGE, vilka överenskommit att sluta en konvention angående inndrivning av underbållsbidrag, hava till sina fullmäktige utsett :

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE :

Sin Envoyé Extraordinaire och Ministre Plénipotentiaire i Oslo Torvald Magnusson HÖJER ;

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV DANMARK OCH ÍSLAND :

Sin Envoyé Extraordinaire och Ministre Plénipotentiaire i Oslo Markus Andreas OLDENBURG .:

HANS HÁTIGN KONUNGUR
NOREGS :

Utanríkisráð August Wilhelm Stjernstedt Es-MARCH ;

HANS HÁTIGN KONUNGUR
SVÍPJÓÐAR :

Sendihera sinn í Osló, Torvald Magnússon HÖJER ;

sem, með gildu umboði, hafa komið sér saman um eftirfarandi greinar :

I. grein.

Aðfararhæfum dómi, úrskurði umboðsvalds eða skriflegu samkomulagi, sem í einhverju sammingsríkjanna leggur einhverjum á herðar að greiða meðlag til maka síns, fyrverandi maka, skilgetins barns, stjúpbarns, kjörbarns, óskilgetins barns eða móður óskilgetins barns, og sé fullnægning heimil í því ríki, skal, sé þess farið á leit, fullnægt í hverju hinna ríkjanna, án þess að frekara komi til. Sama er um ákvörðun, sem í Finnlandi eða Svíþjóð er gerð af rétti, dómara eða « *överexekutor* » og fullnægja má eftir reglum um aðfararhæfa dóma.

Fullnægju verður þó ekki krafist gegn dómi eða úrskurði, sem í því ríki, þar sem fullnægju er leitað, hefir ákveðið lægra meðlag eða að engin meðlagsskylda sé fyrir hendi.

Fullnægju verður heldur ekki krafist, ef meðlagsskyldan gagnvart óskilgetnu barni eða móður óskilgetins barns er ákveðin með dómi eða

REPUBLIKKEN FINNLANDS
PRESIDENT :

Republikkens overordentlige sendemann og befullmættigede minister i Oslo ROLF THESLEFF ;

HANS MAJESTET KONGEN AV
SVERIGE :

Sin overordentlige sendemann og befullmættigede minister i Oslo Torvald Magnússon HÖJER ;

hvilke, behørig befullmættigede er kommet overens om følgende artikler :

Artikkel I.

Rettskraftig dom, administrativ beslutning eller skriftlig vedtagelse, hvorefter det i en av de kontraherende stater påhviler nogen å utrede underholdsbidrag til ektefelle, tidligere ektefelle, ektebarn, stedbarn, adoptivbarn, barn utenfor ekteskap eller et sådant barns mor, og som kan fullbyrdes i denne stat, skal på begjæring umiddelbart fullbyrdes i enhver av de andre stater. Det samme gjelder en i Finland eller Sverige av retten, dommeren eller overeksekutor avgitt beslutning som kan fullbyrdes efter reglene for rettskraftige dommer.

Fullbyrdelse kan dog ikke kreves i strid med en dom eller beslutning som, i den stat hvor fullbyrdelse søkes, har fastsatt bidraget til et lavere beløp eller avgjort at bidragsplikt ikke foreligger.

Fullbyrdelse kan heller ikke kreves, når underholdsplikten overfor et barn utenfor ekteskap eller overfor et sådant barns mor er fastsatt ved

REPUBLIKEN FINLANDS
PRESIDENT :

Republikens Envoyé Extraordinaire och Ministre Plénipotentiaire i Oslo ROLF THESLEFF ;

HANS MAJESTÄT KONUNGEN
AV NORGE :

Utenriksråd (Kabinettssekretæren) August Wilhelm Stjernstedt Es-MARCH ;

vilka, därtill behørig befullmäktigade, överenskommit om följande artiklar :

Artikel I.

Lagakraftvunnen dom, administrativ myndighets beslut eller skriftlig förbindelse, varigenom i en av de fördragsslutande staterna någon förpliktats eller utfäst sig att utgiva underhållsbidrag till make, förutvarande make, barn i äktenskap, styvbarn, barn utom äktenskap eller moder till sådant barn och vara verkställighet kan vinnas i den staten, skall på begäran omedelbart verkställas i annan fördragsslutande stat. Detsamma skall gälla sådant i Sverige eller Finland av rätten, domaren eller överexekutor meddelat beslut, som kan verkställas lika med lagakraftvunnen dom.

Är genom dom eller beslut i den stat, där verkställighet sökes, bidrag bestämt till lägre belopp eller ock fastställt, att underhållsskyldighet ej föreligger, kan verkställighet i strid häremot ej påfordras i den staten.

Är skyldigheten att utgiva bidrag till barn utom äktenskap eller till sådant barns moder genom dom eller föreläggande fastställd i stat, där

úrskurði í ríki, þar sem meðlagsskyldur átti ekki ríkisborgararétt eða heimilisfang, nema því aðeins, að hann hafi mætt í málinu, eða stefnan eða úrskurðurinn hafi í tæka tíð orðið honum kunn, meðan hann dvaldi í ríkinu.

2. grein.

Beiðni um fullnægju er send frá og móttækin af :

í Danmörku hlutaðeigandi stjórnardeild eða yfirstjórnarvaldi ;
í Finnlandi utanríkismálaráðuneytinu ;
í Íslandi dómsmálaráðuneytinu ;
í Noregi hlutaðeigandi stjórnardeild ;
í Svíþjóð réttardeild utanríkismálaráðuneytisins eða fylkisstjórn.

Beiðninni skal fylgja vottorð þess yfirvalds, er hana sendir, um að dómurinn, úrskurðurinn, eða samkomulagið uppfylli skilyrði 1. greinar, fyrstu og þriðju málsgreinar, fyrir fullnægju.

Með skjölum, sem skráð eru á finsku eða íslensku, skal fylgja staðfest þýðing, svo fullnægjandi sé, á dönsku, norsku eða sænsku.

3. grein.

Fullnægjugerðin framkvæmist í hverju ríki samkvæmt þar gildandi lögum, en getur, að því er snertir skriflegt samkomulag, sem ekki er samþykkt af dómstólum eða framkvæmdarvaldinu, orðið

dom eller forelegg i en stat, hvor den bidragspligtige ikke havde statsborgerrett eller bopæl, medmindre han har avgitt møte under saken eller i rett tid har fått kunnskap om stevningen eller forelegget, mens han opholdt sig i landet.

Artikkel 2.

Begjæring om fullbyrdelse avsendes og mottas :

í Danmark av vedkommende ministerium eller overøvrighet ;
í Finnland av utenriksministeriet ;
í Island av justitsministeriet ;
í Norge av vedkommende departement ;
í Sverige av utenriksdepartementets rettsavdeling eller vedkommende lensstyrelse.

Begjæringen skal være ledsaget av bevidnelse fra den avsendende myndighet om at dommen, beslutningen eller vedtagelsen oppfyller vilkårene for fullbyrdelse efter artikkel 1 første og tredje ledd.

Skriftstykker som er avfattet på finsk eller islandsk, skal være ledsaget av bekræftet oversettelse i fornøden utstrekning til dansk, norsk eller svensk.

Artikkel 3.

Fullbyrdelsen iverksettes i hver stat efter der gjeldende lov, men kan, forsåvidt der handles om skriftlige vedtagelser som ikke er godkjent av en domstol eller administrativ myndighet, innskrenkes til

den bidragspligtige icke hade medborgarskap eller hemvist, kan verkställighet ej påfordras, med mindre han inställt sig i rättegången eller ock, medan han uppehöll sig i landet, i behörig tid erhållit kännedom om stämningen eller föreläggandet.

Artikel 2.

Framställning om erhållande av verkställighet göres och mottages :

í Danmark av vederbörande ministerium eller av overøvrighed ;
í Finland av ministeriet för utrikesärendena ;
í Island av justitsministeriet ;
í Norge av vederbörande departement ; samt
í Sverige av utrikesdepartementets rättsavdelning eller av länsstyrelse.

Den myndighet, som gör framställningen, skall därvid föga bevis, att domen, beslutet eller förbindelsen uppfyller de i artikel 1 första och tredje styckena för verkställighet stadgade villkor.

Handling, som är avfattad på finska eller isländska språket, skall vara åtföljd av bestyrkt översättning i erforderliga delar till danska, norska eller svenska språket.

Artikel 3.

Verkställigheten sker i varje stat enligt där gällande lag men kan, där fråga är om skriftlig förbindelse, som ej är fastställd av domstol eller administrativ myndighet, begränsas till införsel i avlöning

takmörkuð við, að haldið sé aftur af launum eða öðru því líku.

Fullnægjudein framkvæmist án kostnaðs ar fyrir meðlagsrétthafa, nema því aðeins að hún sé framin eftir reglum um um aðför í fasteign.

Innkrafin meðlög skulu send því yfirvaldi, sem hefir beiðst fullnægjudearinnar.

4. grein.

Akvæðin um meðlög ná einnig til meðgjafa vegna barns fara og til kostnaðar við mentun barns, eða við skírn þess, fermingu, veikindi eða greiftrun.

5. grein.

Málkostnað, sem meðlags skyldum er gert að greiða vegna ákvörðunar um meðlagsskyldu, má innheimta samkvæmt ákvæðum þessa samnings.

6. grein.

Samning þennan ber að fullgilda, og fullgildingarskjölin skulu afhent í Osló eins fljótt og auðið er.

Samningurinn gengur í gildi 1. janúar eða 1. júlí næstkomandi eftir afhendingu fullgildingarskjálanna.

Sérhvert ríkjanna getur gagnvart hverju hinna sagt samningnum upp með sex mánaða fyrirvara, þannig, að hann hætti að gilda 1. janúar eða 1. júlí.

Þessu til staðfestingar hafa umboðsmennirnir undirritað

avholdelse i lønn eller fordring som i denne henseende er likestillet med lønn.

Fullbyrdelsen foregår uten utgift for den bidragsberetigede, medmindre den iverksettes efter reglene for tvangsfullbyrdelse i fast eiendom.

De innkomme beløp oversendes til den myndighet som har begjært fullbyrdelsen.

Artikkel 4.

Bestemmelsene om underholdsbidrag omfatter også bidrag til utgifter ved fødsel og barselleie og til utgifter ved et barns utdanning eller ved dets dåp, konfirmasjon, sykdom og begravelse.

Artikkel 5.

Erstatning for saksomkostninger som er pålagt den bidragspliktige i anledning av avgjørelsen om bidragsplikten, kan inndrives after reglene i denne konvensjon.

Artikkel 6.

Denne konvensjon skal ratificeres, og ratifikasjonene skal utveksles i Oslo så snart skje kan.

Konvensjonen trer i kraft den 1 januar eller den 1 juli som følger efter utvekslingen av ratifikasjonene.

Enhver av statene kan i forhold til hver av de andre si op konvensjonen med en frist av seks måneder til ophør den påfølgende 1 januar eller 1 juli.

Til bekreftelse herav har de respektive befullmektigede

eller vad därmed i förevarande hänseende är likställt.

Verkställigheten försiggår utan utgift för den berättigade, såframt den ej skall ske i den ordning, som gäller beträffande fast egendom.

Influtet belopp översändes till den myndighet, som gjort framställningen.

Artikel 4.

Bestämmelserna om underhållsbidrag avse jämväl bidrag till förlossnings- och barnsängskostnader samt till utgifter för barns särskilda utbildning, så ock för dess dop, konfirmation, sjukdom och begravning.

Artikel 5.

Kostnadsersättning, som ålagts den bidragspliktige i anledning av underhållsfrågans prövning, kan indrivas enligt reglerna i denna konvention.

Artikel 6.

Denna konvention skall ratificeras och ratifikationerna skola utväxlas i Oslo så snart ske kan.

Konventionen träder i kraft den 1 januari eller den 1 juli, som infaller näst efter det ratifikationerna utväxlats.

Envar av staterna kan i förhållande till envar av de övriga uppsäga konventionen till upphörande från och med den 1 januari eller den 1 juli, som infaller näst efter sex månader, sedan uppsägningen skedde.

Till bekräftelse härav hava de respektive fullmäktige un-

samning þennan og sett undir hann innsigli sín.

Gert í Osló í einu eintaki á íslensku, dönsku, finsku, norsku og sænsku, og að því er sænskuna snertir í tveim textum, öðrum fyrir Finnland og öðrum fyrir Svíþjóð.

OSLO, þann 10 febrúar 1931.

I umboði Islands :
(L. S.) A. OLDENBURG.

undertegnet nærværende konvensjon og forsynt den med sine segl.

Utfærdiget i Oslo i ett eksemplar på hvert av følgende sprog : norsk, dansk, finsk, islandsk og svensk, og for det svenske sprogs vedkommende i to tekster, en for Finnland og en for Sverige.

Oslo, den 10 februar 1931.

(L. S.) Aug. ESMARCH.

dertecknat denna konvention och försett densamma med sina sigill.

Som skedde i Oslo, i ett exemplar på svenska, danska, finska, isländska och norska språken, och försåvitt angår svenska språket i två texter, en för Sverige och en för Finland.

Oslo, den 10 februari 1931.

Under förbehåll av ratifikation av Hans Majestät Konungen av Sverige med Riksdagens samtycke.

(L. S.) Torvald HÖJER.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères.

Oslo, le 4 janvier 1932.

*Le Chef de la Division
des Affaires juridiques :*

T. Seippel.

Pour copie conforme :

E. Reventlow,

*Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.*

¹ TRADUCTION.

N^o 2870. — CONVENTION ENTRE LE DANEMARK, LA FINLANDE, L'ISLANDE, LA NORVÈGE ET LA SUÈDE RELATIVE AU RECOUVREMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES. SIGNÉE A OSLO, LE 10 FÉVRIER 1931.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE ET SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE, étant convenus de conclure une convention concernant le recouvrement des pensions alimentaires, ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. Markus Andreas OLDENBURG, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Oslo ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. Rolf THESLEFF, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République, à Oslo ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. August Wilhelm Stjernstedt ESMARCH, conseiller au ministère des Affaires étrangères (directeur) ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. Torvald Magnusson HÖJER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Oslo ;

¹ TRANSLATION.

No. 2870. — CONVENTION BETWEEN DENMARK, FINLAND, ICELAND, NORWAY AND SWEDEN, REGARDING THE COLLECTION OF MAINTENANCE ALLOWANCES. SIGNED AT OSLO, FEBRUARY 10, 1931.

HIS MAJESTY, THE KING OF DENMARK AND ICELAND, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND, HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY and HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN, having agreed to conclude a convention regarding the collection of maintenance allowances, have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

M. Markus Andreas OLDENBURG, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Oslo ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

M. Rolf THESLEFF, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic at Oslo ;

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. August Wilhelm Stjernstedt ESMARCH, Councillor in the Ministry of Foreign Affairs (Director) ;

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

M. Torvald Magnusson HÖJER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Oslo ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Lesquels, dûment munis de pleins pouvoirs, sont convenus des dispositions suivantes :

Who, having been duly provided with full powers, have agreed on the following Articles :

Article premier.

Tout jugement passé en force de chose jugée, toute décision d'une autorité administrative ou tout engagement écrit en vertu duquel une personne est astreinte, dans l'un des Etats contractants, au versement d'une pension alimentaire à son conjoint, à son ex-conjoint, à son enfant légitime, à un beau-fils ou une belle-fille, à un enfant adoptif, à un enfant né hors du mariage, ou à la mère de cet enfant, lorsque ce jugement, cette décision ou cet engagement est exécutoire dans ledit Etat, le deviendra également dans chacun des autres Etats, si la demande en est faite. Il en sera de même pour toute décision rendue en Finlande ou en Suède par le tribunal, le juge ou l'*Overeksekutor*, et qui est exécutoire d'après les règles applicables aux jugements passés en force de chose jugée.

Toutefois, l'exécution ne pourra être réclamée lorsqu'il y aura conflit avec un jugement ou une décision qui, dans l'Etat où elle est demandée, a fixé la pension alimentaire à une somme inférieure ou établi qu'il n'y avait pas d'obligation alimentaire.

L'exécution ne pourra non plus être réclamée lorsque l'obligation alimentaire, envers un enfant né hors du mariage, ou de sa mère, est établie par un jugement ou un acte de procédure sommaire (*Forelegg*) dans un Etat où la personne astreinte à cette obligation n'avait ni la qualité de ressortissant, ni son domicile, à moins qu'elle n'ait comparu au cours de l'instance, ou que la citation ou l'acte de procédure sommaire ne lui ait été signifié en temps voulu, alors qu'elle se trouvait dans le pays.

Article 2.

Les demandes d'exécution seront envoyées et reçues :

- Au Danemark, par le Ministère compétent ou par une autorité supérieure ;
- En Finlande par le Ministère des Affaires étrangères ;
- En Islande par le Ministère de la Justice ;
- En Norvège par le Département compétent ;

Article 1.

Judgments that have acquired force of law, decisions of administrative authorities or written undertaking by which any person is bound in one of the Contracting States to grant maintenance allowances to the spouse, the former spouse, legitimate children, step-children, adopted children, children born out of wedlock or the mother of such children, shall if enforceable in that State, be immediately executed in any of the other contracting States upon application being made therefor. The same shall apply to any decision reached in Finland or Sweden by the court, the judge or the "*Overeksekutor*" which can be executed under the rules governing judgments which have acquired force of law.

Execution may not, however, be claimed if it is contrary to a judgment or decision given, in the State where it is applied for, and fixing the contribution at a lower amount or ruling out any obligation to provide maintenance.

Execution can also not be claimed if the obligation to provide maintenance for a child born out of wedlock or its mother is established by a judgment or an order (*Forelegg*) in a State of which the person liable to provide maintenance is not a national or in which he does not reside, unless he has appeared in the case or has been summoned or informed of the order in due time during his stay in the country.

Article 2.

Applications for execution shall be made and received :

- In Denmark, by the competent ministry or by a superior authority ;
- In Finland, by the Ministry of Foreign Affairs ;
- In Iceland, by the Ministry of Justice ;
- In Norway, by the competent department ;

En Suède par la section juridique du Département des Affaires étrangères ou par une préfecture.

La demande devra être accompagnée d'un certificat de l'autorité dont elle émane, attestant que le jugement, la décision ou l'engagement remplit les conditions d'exécution fixées à l'article premier, premier et deuxième alinéas.

Les pièces rédigées en langue finnoise ou islandaise devront être accompagnées de la traduction certifiée, en danois, en norvégien ou en suédois, des parties nécessaires.

Article 3.

L'exécution s'effectuera dans chaque Etat conformément à la loi en vigueur mais pourra, en ce qui concerne les engagements écrits non sanctionnés par un tribunal ou une autorité administrative, se borner à la saisie-arrêt sur le salaire ou les appointements, ou sur toute rémunération assimilée, sous ce rapport, au salaire ou aux appointements.

L'exécution n'entraînera aucun frais pour le bénéficiaire de la pension, à moins qu'elle ne s'effectue d'après les règles applicables à l'exécution forcée sur des immeubles.

Les sommes recouvrées seront transmises à l'autorité dont émanait la demande d'exécution.

Article 4.

Les dispositions relatives à la pension alimentaire s'appliqueront également à la contribution aux frais de l'accouchement, ainsi qu'aux dépenses nécessitées par l'éducation ultérieure de l'enfant, ou par son baptême, sa confirmation, ses maladies ou son enterrement.

Article 5.

Les dépens mis à la charge de la personne astreinte au versement de la pension alimentaire en vertu de la décision relative au versement de cette pension, pourront être recouvrés conformément aux règles de la présente convention.

In Sweden, by the Legal Section of the Department of Foreign Affairs or by a provincial administration.

The application shall be accompanied by a certificate from the authority transmitting it to the effect that the judgment, decision or undertaking complies with the conditions laid down in Article 1, paragraphs 1 and 3, in respect of execution.

Documents drawn up in Finnish or Icelandic shall be accompanied by a certified translation of the requisite passages into Danish, Norwegian or Swedish.

Article 3.

Execution shall take place in each State in accordance with its laws, but in case of written undertakings not confirmed by a court or administrative authority, may be confined to retention of a part of the salary or any moneys assimilated thereto in this respect.

The execution shall not involve the payment of any fees on the part of the beneficiary unless it takes place in accordance with the rules applicable to forced execution on immovable property.

Amounts received shall be transmitted to the authority which has asked for execution.

Article 4.

The provisions regarding maintenance allowances shall also apply to contributions to the expenses of confinement and to charges for the child's subsequent education and also for its baptism, confirmation, sickness or burial.

Article 5.

Court costs payable by the person liable for maintenance allowances in connection with the decision relating to the payment of such allowances may be collected in accordance with the provisions of the present Convention.

Article 6.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Oslo aussitôt que possible.

La convention entrera en vigueur le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet qui suivra l'échange des ratifications.

Chacun des Etats pourra, vis-à-vis de chacun des autres, dénoncer la convention moyennant un préavis de six mois prenant fin un 1^{er} janvier ou un 1^{er} juillet.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Oslo en un exemplaire rédigé dans chacune des langues suivantes : danois, finnois, islandais, norvégien et suédois, et pour ce qui concerne la langue suédoise, en deux textes dont l'un pour la Finlande et l'autre pour la Suède.

OSLO, le 10 février 1931.

(L.S.) A. OLDENBURG.

(L.S.) Rolf. THESLEFF.

(L.S.) Aug. ESMARCH.

Pour l'Islande : (L.S.) A. OLDENBURG.

Sous réserve de ratification par Sa Majesté le roi de Suède avec l'assentiment du Riksdag.

(L. S.) Torvald HÖJER.

Article 6.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Oslo as soon as possible.

The Convention shall come into force on January 1 or July 1 following the date of the exchange of ratifications.

Each of the States may denounce the Convention as against each of the other States, such denunciation to take effect on the date of January 1 or July 1 next following after the expiry of a period of six months' notice.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and thereto affixed their seals.

Done at Oslo in one copy in the Swedish, Danish, Finnish, Icelandic and Norwegian languages and so far as the Swedish language is concerned, in two texts, one for Sweden and one for Finland.

OSLO, February 10, 1931.

(L.S.) A. OLDENBURG.

(L.S.) Rolf. THESLEFF.

(L.S.) Aug. ESMARCH.

For Iceland : (L.S.) A. OLDENBURG.

Subject to the ratification of His Majesty the King of Sweden with the consent of the Riksdag.

(L. S.) Torvald HÖJER.

UTVEKSLING AV NOTER

MELLEM DEN NORSKE OG SVENSK REGJERING
ANGAAENDE ANVENDELSEN AV KONVENSJONEN
MELLEM NORGE DANMARK, FINNLAND,
ISLAND, OG SVERIGE OM INNDRIVNING AV
UNDERHOLDSBIDRAG. OSLO, 10 FEBRUAR 1931.

*Textes officiels norvégien et suédois communiqués
par le ministre des Affaires étrangères de
Suède, le 28 janvier 1932.*

NOTVÄXLING

MELLAN NORSKA OCH SVENSKA REGERINGARNA
RÖRANDE TILLÄMPNING AV KONVENTION MEL-
LAN SVERIGE, DANMARK, FINNLAND, ISLAND
OCH NORGE ANGÅENDE INDRIVNING AV
UNDERHÅLLSBIDRAG. OSLO, DEN 10 FEBRUARI
1931.

*Norwegian and Swedish official texts communicated
by the Swedish Minister for Foreign Affairs,
January 28, 1932.*

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

I.

OSLO, 10 februar 1931.

HERR SENDEMANN,

I forbindelse med undertegning idag av en konvensjon mellem Norge, Danmark, Finnland Island og Sverige om inndrivning av underholdsbidrag har jeg den aere å meddele at der fra norsk side i forbindelse med ratifikasjon av konvensjonen vil bli fremsatt proposisjon om lovforandring således at der i Norge åpnes adgang såvel til å utferdige forelegg som til å reise bidragssak ved farens verneting, såfremt moren til barn som er født utenfor ekteskap eller efter hendes død, barnet, er bosatt i en av de andre stater.

Jeg har samtidig den aere å tilføie at det er den norske regjering forutsetning for undertegning av konvensjonen at den danske, finske, islandske og svenske regjering forsåvidt angår konvensjonens anvendelse i forhold til Norge, samtykker i at den i konvensjonens artikkel 2, annet ledd, omhandlede bevidnelse, når der fra dansk, finsk, islandsk eller svensk side fremsettes begjaering om inndrivning av underholdsbidrag i Norge, skal inneholde en angivelse av, hvilke av de i konvensjonens artikkel 1, første og tredje ledd fastsatte betingelser i det enkelte tilfelle kommer i betraktning med bevidnelse om at disse er opfyldt.

Motta, Herr Sendemann, forsikringen om min utmerkede høiaktelse.

For Utenriksministeren :

Aug. ESMARCH.

Certifié pour copie conforme :

Stockholm,

au Ministère royal des Affaires étrangères,

le 23 janvier 1932.

Le Chef des Archives :

Torsten Gihl.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

II.

OSLO, den 10 februari 1931.

Herr STATS MINISTER,

I samband med undertecknandet denna dag av en konvention mellan Sverige, Danmark, Finland, Island och Norge angående indrivning av underhållsbidrag har jag, jämlikt mig lämnat bemyndigande, äran meddela, att Kungl. Svenska Regeringen, i vad rör exekution i Norge, samtycker till att av svensk myndighet utfärdade bevis, som avses i konventionens artikel 2, andra stycket, skola innehålla uppgift om, vilka av de i artikel 1, första och tredje styckena, för verkställighet stadgade villkor i varje särskilt fall komma i betraktande, ävensom bestyrkande av att dessa villkor äro uppfyllda.

Mottag, Herr Statsminister, försäkran om min utmärkta högaktning.

HÖJER.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,

au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 23 janvier 1932.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

¹ TRADUCTION.

ÉCHANGE DE NOTES

ENTRE LES GOUVERNEMENTS NORVÉGIEN ET SUÉDOIS CONCERNANT L'APPLICATION DE LA CONVENTION ENTRE LE DANEMARK, LA FINLANDE, L'ISLANDE, LA NORVÈGE ET LA SUÈDE RELATIVE AU RECOUVREMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES. OSLO, LE 10 FÉVRIER 1931.

I.

OSLO, le 10 février 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la signature, ce jour, d'une Convention entre la Norvège, le Danemark, la Finlande, l'Islande et la Suède, concernant le

¹ TRANSLATION.

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN THE NORWEGIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS REGARDING THE APPLICATION OF THE CONVENTION BETWEEN DENMARK, FINLAND, ICELAND, NORWAY AND SWEDEN RELATING TO THE COLLECTION OF MAINTENANCE ALLOWANCES. OSLO, FEBRUARY 10, 1931.

I.

OSLO, February 10, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In connection with the signature this day of the Convention between Norway, Denmark, Finland, Iceland and Sweden regarding the

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

recouvrement des pensions alimentaires, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'en demandant au Parlement la ratification de la convention, le Gouvernement norvégien déposera un projet d'amendement à la législation de façon qu'il devienne possible, en Norvège, de procéder à des règlements à l'amiable et d'intenter des actions en paiement de pension alimentaire devant la juridiction du domicile du père, lorsque la mère de l'enfant né hors du mariage ou, après son décès, l'enfant lui-même, est domicilié dans l'un des autres Etats.

J'ai l'honneur de vous faire connaître, en outre, qu'en signant la convention le Gouvernement norvégien tient pour admis que les Gouvernements danois, finlandais, islandais et suédois, pour autant qu'il s'agit de l'application de la convention dans leurs rapports avec la Norvège, consentent à ce que lorsqu'une demande en recouvrement de pension alimentaire en Norvège sera présentée par le Danemark, la Finlande, l'Islande ou la Suède, le certificat mentionné à l'article 2, deuxième alinéa, de la convention, indique quelles sont parmi les conditions stipulées à l'article premier, premier et troisième alinéas, celles qui entrent en ligne de compte dans chaque cas particulier, et atteste que ces conditions se trouvent remplies.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Ministre des Affaires étrangères :
Aug. ESMARCH.

II.

OSLO, le 10 février 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la signature, ce jour, d'une convention entre la Suède, le Danemark, la Finlande, l'Islande et la Norvège concernant le recouvrement des pensions alimentaires, j'ai l'honneur, en vertu des pouvoirs qui m'ont été conférés, de vous faire connaître que le Gouvernement royal suédois, pour autant qu'il s'agit de l'exécution en Norvège, consent à ce que le certificat émanant d'une autorité suédoise, tel qu'il est prévu à l'article 2, deuxième alinéa

collection of maintenance allowances, I have the honour to state that the Norwegian Government, when asking Parliament to ratify the Convention, will propose an amendment of the law, so that it may be possible in Norway to make out orders and to bring actions for maintenance before the jurisdiction of the father's domicile in cases where the mother of a child born out of wedlock or, after her death, the child itself, is resident in one of the other States.

I have the honour to add that the Norwegian Government's signature to the Convention is conditional on the Danish, Finnish, Icelandic and Swedish Governments agreeing that, as far as the application of the Convention in respect of Norway is concerned, when an application is made by the Danish, Finnish, Icelandic or Swedish authorities for the collection of maintenance allowances in Norway, the certificate mentioned in article 2, paragraph 2 of the Convention, shall state which of the conditions laid down in article 1, paragraphs 1 and 3 of the Convention apply in each case, and shall certify that these conditions have been fulfilled.

I have the honour, etc.

Aug. ESMARCH.
For the Minister for Foreign Affairs.

II.

OSLO, February 10, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In connection with the signature this day of a Convention between Sweden, Denmark, Finland, Iceland and Norway regarding the collection of maintenance allowances, I am directed to state that, for purposes of execution in Norway, the Royal Swedish Government agrees that a certificate issued by a Swedish authority in accordance with article 2, paragraph 2 of the Convention shall indicate which of the conditions laid down in article 1, paragraphs 1

de la convention, indique quelles sont, parmi les conditions d'exécution fixées à l'article premier, premier et troisième alinéas, celles qui entrent en ligne de compte dans chaque cas particulier, et atteste que ces conditions se trouvent remplies.

Veillez agréer, etc.

and 3 apply in each case, and shall certify that these conditions have been fulfilled.

I have the honour, etc.

HÖJER.

HÖJER.

UTVEKSLING AV NOTER

MELLEM DEN NORSKE OG DANSKE REGJERING ANGAAENDE ANVENDELSEN AV KONVENSJONEN MELLEM NORGE, DANMARK, FINNLAND, ISLAND OG SVERIGE OM INNDRIVNING AV UNDERHOLDSBIDRAG. OSLO, 10 FEBRUAR 1931.

Textes officiels norvégien et danois communiqués par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations, le 17 février 1932.

NOTEVEKSLING

MELLEM DEN DANSKE OG DEN NORSKE REGJERING, ANGAAENDE ANVENDELSEN OF KONVENTIONEN MELLEM DANMARK, ISLAND, FINLAND, NORGE OG SVERIGE OM INDDRIVELSE AF UNDERHOLDSBIDRAG, OSLO, DEN 10' FEBRUAR 1931.

Norwegian and Danish official texts communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations, February 17, 1932.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

I.

DET. KGL. UTENRIKSDEPARTEMENT.

OSLO, 10 februar 1931.

HERR SENDEMANN,

I forbindelse med undertegning idag av en konvensjon mellom Norge, Danmark, Finnland, Island, og Sverige om inndrivning av underholdsbidrag har jeg den ære å meddele at der fra norsk side i forbindelse med ratifikasjon av konvensjonen vil bli fremsatt proposisjon om lovforandring således at der i Norge åpnes adgang såvel til å utferdige forelegg som til å reise bidrags sak ved farens verneting, såfremt moren til barn som er født utenfor ekteskap eller etter hennes død, barnet, er bosatt i en av de andre stater.

Jeg har samtidig den ære å tilføie at det er den norske regjering forutsetning for undertegning av konvensjonen at den danske, finske, islandske og svenske regjering forsåvidt angår konvensjonens anvendelse i forhold til Norge, samtykker i at den i konvensjonens art. 2, annet ledd, omhandlede bevidnelse, når der fra dansk, finsk, islandsk eller svensk side fremsettes begjæring om inndrivning av underholdsbidrag i Norge, skal inneholde en angivelse av, hvilke av de i konvensjonens art. 1, første og tredje ledd fastsatte betingelser i det enkelte tilfelle kommer i betraktning, med bevidnelse om at disse er opfylt.

Motta, Herr Sendemann, forsikringen om min utmerkede høiaktelse.

Herr M. A. Oldenburg,
H. M. Kongen av Danmark og Island's Sendemann,
etc., etc., etc.

For Utenriksministeren :
(Sign.) Aug. ESMARCH.

Pour copie conforme :

E. Reventlow,

Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

II.

KGL. DANSK GESANDTSKAB.

OSLO, den 10 Februar 1931.

HERR STATSMINISTER,

I Forbindelse med Undertegnelsen idag af en Konvention mellem Danmark, Island, Finland, Norge og Sverige om Indrivelse af Underholdsbidrag har jeg den ære at anerkende Modtagelsen af Herr Statsministerens Note af Dags Dato, hvori det meddelet, at der fra norsk Side i Forbindelse med Ratifikationen af Konventionen vil blive fremsat Proposition om Lovforendring, saaledes at der i Norge aabnes Adgang saavel til at udfærdige Forelæg som til at rejse Bidragasag ved Faderens Værneting, saafremt Moderen til et Barn, som er født udenfor ægteskab, eller Barnet efter hendes Død, er bosat i en af de andre Stater.

Jeg har samtidig dem ære paa min Regerings Vegne at erklære, at den danske Regering er enig i, at den i Konventionens Art. 2, 2' Stk. omhandlede Bevidnelse, naar der fra dansk Side fremsættes Begæring om Inddrivelse af Underholdsbidrag i Norge, skal indeholde en Angivelse af, hvilke af de i Konventionens Art. 1, 1' og 3' Stk. fastsatte Betingelser, der i det enkelte Tilfælde kommer i Betragtning, med Bevidnelse om, at disse er opfyldt.

Modtag, Herr Statsminister, Forsikringen om min mest udmærkede Højsgtelse.

(Sign.) A. OLDENBURG.

Herr Stats- og Udenrigsminister J. L. Mowinckel,
Oslo.

Pour copie conforme :

E. Reventlow,

Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION.

ÉCHANGE DE NOTES

ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET NORVÉGIEN CONCERNANT L'APPLICATION DE LA CONVENTION ENTRE LE DANEMARK, LA FINLANDE, L'ISLANDE, LA NORVÈGE ET LA SUÈDE RELATIVE AU RECOUVREMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES. OSLO, LE 10 FÉVRIER 1931.

I.

DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 10 février 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la signature, ce jour, d'une convention entre la Norvège, le Danemark, la

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN THE DANISH AND NORWEGIAN GOVERNMENTS REGARDING THE APPLICATION OF THE CONVENTION BETWEEN DENMARK, FINLAND, ICELAND, NORWAY AND SWEDEN, RELATING TO THE COLLECTION OF MAINTENANCE ALLOWANCES. OSLO, FEBRUARY 10, 1931.

I.

DEPARTMENT
OF FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, February 10, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In connection with the signature this day of the Convention between Norway, Denmark,

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Finlande, l'Islande et la Suède, concernant le recouvrement des pensions alimentaires, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'en demandant la ratification de la convention, le Gouvernement norvégien déposera un projet d'amendement à la législation de façon qu'il devienne possible, en Norvège, de procéder à des règlements à l'amiable et d'intenter des actions en paiement de pensions alimentaires devant la juridiction du domicile du père, lorsque la mère d'un enfant né hors du mariage ou, après son décès, l'enfant lui-même, est domicilié dans l'un des autres Etats.

J'ai l'honneur de vous faire connaître, en outre, qu'en signant la convention le Gouvernement norvégien tient pour admis que les Gouvernements danois, finlandais, islandais et suédois, pour autant qu'il s'agit de l'application de la Convention dans leurs rapports avec la Norvège, consentent à ce que, lorsqu'une demande en recouvrement de pension alimentaire en Norvège sera présentée par le Danemark, la Finlande, l'Islande ou la Suède, le certificat mentionné à l'article 2, deuxième alinéa, de la convention, indique quelles sont, parmi les conditions stipulées à l'article premier, premier et troisième alinéas, celles qui entrent en ligne de compte dans chaque cas particulier, et atteste que ces conditions se trouvent remplies.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Ministre des Affaires étrangères :

(Signé) Aug. ESMARCH.

M. M. A. Oldenburg,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté le Roi de Danemark
et d'Islande,
etc., etc., etc.

II.

LÉGATION ROYALE
DE DANEMARK.

OSLO, le 10 février 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la signature, ce jour, d'une convention entre le Danemark, l'Islande, la

Finland, Iceland and Sweden regarding the Collection of Maintenance Allowances, I have the honour to state that in connection with the ratification of the Convention the Norwegian Government will propose an amendment of the law, so that it may be possible in Norway to make out orders and to bring actions for maintenance before the jurisdiction of the father's domicile in cases where the mother of a child born out of wedlock or, after her death, the child itself, is resident in one of the other States.

I have the honour to add that the Norwegian Government's signature to the Convention is conditional on the Danish, Finnish, Icelandic and Swedish Governments agreeing that, as far as the application of the Convention in respect of Norway is concerned, when an application is made by the Danish, Finnish, Icelandic or Swedish authorities for the collection of maintenance allowances in Norway, the certificate mentioned in article 2, paragraph 2 of the Convention, shall state which of the conditions laid down in article 1, paragraphs 1 and 3 of the Convention apply in each case, and shall certify that these conditions have been fulfilled.

I have the honour, etc.

(Signed) Aug. ESMARCH.

For the Minister for Foreign Affairs.

M. M. A. Oldenburg,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of His Majesty the King of Denmark
and Iceland,
etc. etc.

II.

ROYAL DANISH
LEGATION.

OSLO, February 10, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In connection with the signature this day of the Convention between Denmark, Iceland,

Finlande, la Norvège et la Suède, concernant le recouvrement des pensions alimentaires, j'ai l'honneur d'accuser réception de votre note, en date de ce jour, m'avisant qu'en demandant la ratification de la convention, le Gouvernement norvégien déposera un projet d'amendement à la législation, de façon qu'il devienne possible, en Norvège, de procéder à des règlements à l'amiable et d'intenter des actions en paiement de pensions alimentaires devant la juridiction du domicile du père, lorsque la mère d'un enfant né hors du mariage, ou, après son décès, l'enfant lui-même, est domicilié dans l'un des autres Etats.

En outre, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de vous faire connaître que le Gouvernement danois consent à ce que, lorsque le Danemark présentera une demande en recouvrement de pension alimentaire en Norvège, le certificat mentionné à l'article 2, 2^{me} alinéa de la convention, indique quelles sont, parmi les conditions stipulées à l'article premier, premier et troisième alinéas, celles qui entrent en ligne de compte dans chaque cas particulier, et atteste que ces conditions se trouvent remplies.

Veillez agréer, etc.

(Signé) A. OLDENBURG.

M. J. L. Mowinckel
Président du Conseil et
Ministre des Affaires étrangères,
Oslo.

Finland, Norway and Sweden regarding the Collection of Maintenance Allowances, I have the honour to acknowledge receipt of your note of to-day's date stating, in connection with the ratification of the Convention, that the Norwegian Government will propose an amendment of the law so that it may be possible in Norway to make out orders and to bring actions for maintenance before the jurisdiction of the father's domicile in cases where the mother of a child born out of wedlock or, after her death, the child itself, is resident in one of the other States.

At the same time I have the honour to state, on behalf of my Government, that the Danish Government agrees that, in cases where the Danish authorities make applications for the collection of maintenance allowances in Norway, the certificate mentioned in article 2, paragraph 2 of the Convention shall state which of the conditions laid down in article 1, paragraphs 1 and 3 of the Convention apply in each case, and shall certify that these conditions have been fulfilled.

I have the honour, etc.

(Signed) A. OLDENBURG.

M. J. L. Mowinckel,
Minister for Foreign Affairs,
Oslo.

UTVEKSLING AV NOTER

MELLEM DEN NORSKE REGJERING OG DEN DANSKE REGJERING PAA VEGNE AV ISLAND ANGAAENDE ANVENDELSEN AV KONVENSJONEN MELLEM NORGE, DANMARK, FINNLAND, ISLAND OG SVERIGE OM INDDRIVNING AV UNDERHOLDSBIDRAG. OSLO, 10 FEBRUAR 1931.

Textes officiels norvégien et danois communiqués par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations, le 23 février 1932.

NOTEVEKSLING

MELLEM DEN DANSKE REGERING PAA ISLANDS VEGNE OG DEN NORSKE REGERING ANGAAENDE ANVENDELSEN OF KONVENTIONEN MELLEM DANMARK, ISLAND, FINLAND, NORGE OG SVERIGE OM INDDRIVELSE AF UNDERHOLDSBIDRAG. OSLO, DEN IODE FEBRUAR 1931.

Norwegian and Danish official texts communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations, February 23, 1932.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

I.

DET. KGL. UTENRIKSDEPARTEMENT.

OSLO, 10 februar 1931.

HERR SENDEMANN,

I forbindelse med undertegning idag av en konvensjon mellem Norge, Danmark, Finland, Island og Sverige om inndrivning av underholdsbidrag har jeg den ære å meddele at der fra norsk side i forbindelse med ratifikasjon av konvensjonen vil bli fremsatt proposisjon om lovforandring således at der i Norge åpnes adgang såvel til å utferdige forelegg som til å reise bidragssak ved farens verneting, såfremt moren til barn som er født utenfor ekteskap eller efter hennes død, barnet, er bosatt i en av de andre stater.

Jeg har samtidig den ære å tilføie at det er den norske regjerings forutsetning for undertegning av konvensjonen at den danske, finske, islandske og svenske regjering forsåvidt angår konvensjonens anvendelse i forhold til Norge, samtykker i at den i konvensjonens art. 2, annet ledd, omhandlede bevidnelse, når der fra dansk, finsk, islandsk eller svensk side fremsettes begjæring om inndrivning av underholdsbidrag i Norge, skal inneholde en angivelse av, hvilke av de i konvensjonens art. 1, første og tredje ledd fastsatte betingelser i det enkelte tilfelle kommer i betraktning, med bevidnelse om at disse er opfylt.

Motta, Herr Sendemann, forsikringen om min utmerkede høiaktelse.

For Utenriksministeren :
(Sign.) Aug. ESMARCH.

Herr M. A. Oldenburg,
H. M. Kongen av Island og Danmark's Sendemann,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :

E. Reventlow,
Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

II.

OSLO, den 10. Februar 1931.

HERR STATSMINISTER,

I Forbindelse med Undertegnelsen idag af en Konvention mellem Island, Danmark, Finland, Norge og Sverige om Inddrivelse af Underholdsbidrag har jeg den ære at anerkende Modtagelsen af Hr. Statsministerens Note af Dags Dato, hvori det meddeles, at der fra norsk Side i Forbindelse med Ratifikationen af Konventionen vil blive fremsat Proposition om Lovforandring, saaledes at der i Norge aabnes Adgang saavel til at udfærdige Forelæg som til at rejse Bidragssag ved Faderens Værneting, saafremt Moderen til et Barn, som er født udenfor Ægteskab, eller Bernet efter hendes Død, er bosat i en af de andre Stater.

Jeg har samtidig den Aere paa den islandske Regerings Vegne at erklære, at den islandske Regering er enig i, at den i Konventionens Art 2. 2' Stk. omhandlede Bevidnelse, naar der fra islandsk Side fremsættes Begæring om Inddrivelse af Underholdsbidrag i Norge, skal indeholde en Angivelse af, hvilke af de i Konventionens Art. 1. 1' og 3' Stk. fastsatte Betingelser, der i det enkelte Tilfælde kommer i Betragtning, med Bevidnelse om, at disse er opfyldt.

Modtag, Herr Statsminister, Forsikringen om min mest udmærkede Højagtelse.

(Sign.) A. OLDENBURG.

Herr Stats- og Udenrigsminister J. L. Mowinckel,
Oslo.

Pour copie conforme :

E. Reventlow,
Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION.

ÉCHANGE DE NOTES

ENTRE LE GOUVERNEMENT DANOIS AU NOM DE L'ISLANDE ET LE GOUVERNEMENT NORVÉGIEN CONCERNANT L'APPLICATION DE LA CONVENTION ENTRE LE DANEMARK, LA FINLANDE, L'ISLANDE, LA NORVÈGE ET LA SUÈDE RELATIVE AU RECOUVREMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES. OSLO, LE 10 FÉVRIER 1931.

I.

DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 10 février 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la signature, ce jour, d'une convention entre la Norvège, le Danemark, la Finlande, l'Islande et la Suède, concernant le recouvrement des pensions alimentaires, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'en demandant la ratification de la convention, le Gouvernement norvégien déposera un projet

¹ TRANSLATION.

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN THE DANISH GOVERNMENT ON BEHALF OF ICELAND AND THE NORWEGIAN GOVERNMENT REGARDING THE APPLICATION OF THE CONVENTION BETWEEN DENMARK, FINLAND, ICELAND, NORWAY AND SWEDEN RELATING TO THE COLLECTION OF MAINTENANCE ALLOWANCES. OSLO, FEBRUARY 10, 1931.

I.

DEPARTMENT
OF FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, February 10, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In connection with the signature this day of the Convention between Norway, Denmark, Finland, Iceland and Sweden regarding the collection of maintenance allowances, I have the honour to state that the Norwegian Government will propose an amendment of the law, so that it may be possible in Norway to make

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

d'amendement à la législation de façon qu'il devienne possible, en Norvège, de procéder à des règlements à l'amiable et d'intenter des actions en paiement de pensions alimentaires devant la juridiction du domicile du père, lorsque la mère d'un enfant né hors du mariage ou, après son décès, l'enfant lui-même, est domicilié dans l'un des autres Etats.

J'ai l'honneur de vous faire connaître, en outre, qu'en signant la convention le Gouvernement norvégien tient pour admis que les Gouvernements danois, finlandais, islandais et suédois, pour autant qu'il s'agit de l'application de la convention dans leurs rapports avec la Norvège, consentent à ce que lorsqu'une demande en recouvrement de pension alimentaire en Norvège sera présentée par le Danemark, la Finlande, l'Islande ou la Suède, le certificat mentionné à l'article 2, deuxième alinéa, de la convention, indique quelles sont parmi les conditions stipulées à l'article premier, premier et troisième alinéas, celles qui entrent en ligne de compte dans chaque cas particulier, et atteste que ces conditions se trouvent remplies.

Veillez agréer, etc.

Pour le Ministre des Affaires étrangères :
(Signé) Aug. ESMARCH.

Monsieur M. A. Oldenburg,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté le Roi de Danemark
et d'Islande,
etc., etc.

II

OSLO, le 10 février 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la signature, ce jour, d'une convention entre l'Islande, le Danemark, la Finlande, la Norvège et la Suède, concernant le recouvrement des pensions alimentaires, j'ai l'honneur d'accuser réception de votre note, en date de ce jour, m'avisant qu'en demandant la ratification de la convention, le Gouvernement norvégien déposera un projet d'amendement

out orders and to bring actions for maintenance before the jurisdiction of the father's domicile in cases where the mother of a child born out of wedlock or, after her death, the child itself, is resident in one of the other States.

I have the honour to add that the Norwegian Government's signature to the Convention is conditional on the Danish, Finnish, Icelandic and Swedish Governments agreeing that, as far as the application of the Convention in respect of Norway is concerned, when an application is made by the Danish, Finnish, Icelandic or Swedish authorities for the collection of maintenance allowances in Norway, the certificate mentioned in article 2, paragraph 2 of the Convention, shall state which of the conditions laid down in article 1, paragraphs 1 and 3 of the Convention apply in each case, and shall certify that these conditions have been fulfilled.

I have the honour, etc.

(Signed) Aug. ESMARCH.
For the Minister for Foreign Affairs.

Mr. M. A. Oldenburg,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of His Majesty the King of Denmark
and Iceland,
etc., etc.

II.

OSLO, February 10, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In connection with the signature this day of the Convention between Denmark, Iceland, Finland, Norway and Sweden regarding the Collection of Maintenance Allowances, I have the honour to acknowledge receipt of your note of to-day's date stating, in connection with the ratification of the Convention, that the Norwegian Government will propose an amendment

à la législation, de façon qu'il devienne possible, en Norvège, de procéder à des règlements à l'amiable et d'intenter des actions en paiement de pensions alimentaires devant la juridiction du domicile du père, lorsque la mère d'un enfant né hors du mariage, ou, après son décès, l'enfant lui-même est domicilié dans l'un des autres Etats.

En outre, j'ai l'honneur, d'ordre du Gouvernement islandais, de vous faire connaître que ce gouvernement consent à ce que, lorsque l'Islande présentera une demande en recouvrement de pension alimentaire en Norvège, le certificat mentionné à l'article 2, deuxième alinéa, de la convention, indique quelles sont parmi les conditions stipulées à l'article premier, premier et troisième alinéas, celles qui entrent en ligne de compte dans chaque cas particulier et atteste que ces conditions se trouvent remplies.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) A. OLDENBURG.

Monsieur J. L. Mowinckel
Président du Conseil et
Ministre des Affaires étrangères,
Oslo.

of the law so that it may be possible in Norway to make out orders and to bring actions for maintenance before the jurisdiction of the father's domicile in cases where the mother of a child born out of wedlock or, after her death, the child itself, is resident in one of the other States.

At the same time, I have the honour to state on behalf of the Icelandic Government that the Government agrees that in cases where the Icelandic authorities make applications for the collection of maintenance allowance in Norway, the certificate mentioned in article 2, paragraph 2 of the Convention shall state which of the conditions laid down in article 1, paragraphs 1 and 3 of the Convention apply in each case, and shall certify that these conditions have been fulfilled.

I have the honour, etc.

(Signed) A. OLDENBURG.

Mr. J. L. Mowinckel,
Minister for Foreign Affairs,
Oslo.

N° 2871.

**POLOGNE
ET ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES**

Convention consulaire. Signée à
Belgrade, le 6 mars 1927.

**POLAND AND
KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES**

Consular Convention. Signed at
Belgrade, March 6, 1927.

N^o 2871. — CONVENTION ¹ CONSULAIRE ENTRE LA POLOGNE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES. SIGNÉE A BELGRADE, LE 6 MARS 1927.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires a. i. de la Délégation polonaise auprès de la Société des Nations et le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 12 janvier 1932.

LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et le ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, désirant s'entendre sur l'admission dans leurs territoires respectifs de fonctionnaires consulaires et de déterminer les droits, privilèges et immunités réciproques des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ainsi que de définir leurs pouvoirs, ont résolu de conclure une convention consulaire et ont à cet effet désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Zdzisław OKĘCKI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Pologne à Belgrade ; et

M. Karol POZNAŃSKI, chef de Section au Ministère des Affaires étrangères à Varsovie ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. le Docteur Ninko PERITCH, ministre des Affaires étrangères du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes,

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et les agents consulaires pourront être des fonctionnaires consulaires de carrière (*consules missi*) ou bien des fonctionnaires *ad honorem* (*consules electi*).

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté d'établir des consuls généraux, des consuls, des vice-consuls ou des agents consulaires dans les ports, villes et places de l'autre Partie. Les Hautes Parties contractantes se réservent toutefois le droit de désigner les localités où il ne leur conviendra pas d'admettre des fonctionnaires consulaires ; cette réserve, bien entendu, ne pourra être appliquée à l'une des Parties sans l'être également à toutes les Puissances.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 2 décembre 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2871. — CONSULAR CONVENTION ² BETWEEN POLAND AND THE KINGDOM OF SERBS, CROATS AND SLOVENES. SIGNED AT BELGRADE, MARCH 6, 1927.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Polish Delegation accredited to the League of Nations and the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place January 12, 1932.

THE REPUBLIC OF POLAND and THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, being desirous of coming to an agreement on the admission to their respective territories of consular officials, and of determining the reciprocal rights, privileges and immunities and defining the powers, of consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents, have resolved to conclude a Consular Convention, and for this purpose, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

- M. Zdzislaw OKĘCKI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Poland at Belgrade, and
M. Karol POZNAŃSKI, Chief of Section at the Ministry of Foreign Affairs at Warsaw ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

- Dr. Ninko PERITCH, Minister for Foreign Affairs of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following Articles :

Article I.

Consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents may be consular officials " de carrière " (*consules missi*) or honorary officials (*consules electi*).

Either of the High Contracting Parties may appoint consuls-general, consuls, vice-consuls or consular agents in the ports, towns and localities of the other Party. The High Contracting Parties reserve the right, however, to specify the places in which they do not desire to admit consular officials ; this restriction, however, shall not be imposed upon the other Contracting Party unless it is likewise imposed upon all other Powers.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, December 2, 1931.

Article II.

Les consuls seront réciproquement admis et reconnus selon les règles et formalités établies dans les pays de leur résidence, après avoir présenté leurs lettres de provision.

Lors de la présentation des lettres de provision sera indiquée la circonscription consulaire du consulat ; tout changement ultérieur relatif à cette circonscription sera communiqué au Ministère des Affaires étrangères de l'autre Haute Partie. L'exequatur nécessaire pour le libre exercice de leurs fonctions leur sera délivré sans retard et sans frais, et sur la production dudit exequatur l'autorité supérieure de leur circonscription consulaire prendra immédiatement les mesures nécessaires pour qu'ils puissent s'acquitter des devoirs de leur charge et qu'ils soient admis à la jouissance des immunités et exceptions qui y sont attachées.

Dans l'exercice de leurs fonctions et dans l'accomplissement de leurs missions officielles, les consuls sont assurés de trouver auprès du pays de leur résidence le plus large concours et l'appui le plus bienveillant.

Article III.

Les consuls de carrière en tant qu'ils y sont autorisés par leurs gouvernements pourront nommer des agents consulaires dans les ports, villes et places de leurs circonscriptions consulaires respectives, avec consentement préalable du Ministère des Affaires étrangères de l'autre Haute Partie contractante. Ces agents seront munis d'un brevet délivré par le consul qui les aura nommés. Ils exerceront leurs fonctions sous les ordres et sous la responsabilité de ce dernier et jouiront des privilèges et immunités stipulés par la présente convention.

Article IV.

En cas d'empêchement, d'absence ou de décès des chefs de poste (des consulats généraux, consulats, vice-consulats et agences consulaires), les fonctionnaires du service consulaire seront de plein droit admis; dans l'ordre prescrit par les règlements de chacun des deux Etats contractants, à exercer par intérim les fonctions consulaires.

Les autorités locales devront leur prêter l'assistance et protection et leur assurer pendant leur gestion intérimaire, la jouissance des exemptions, prérogatives, immunités et privilèges reconnus par la présente convention aux titulaires.

Article V.

Les consuls et les agents consulaires pourront placer au-dessus de la porte extérieure de la maison, où sont installés les bureaux du consulat ou de l'agence consulaire, l'écusson de leur nation avec cette inscription : « consulat ou agence consulaire de » et arborer le pavillon de leur pays sur la maison consulaire, aux jours des solennités publiques, ainsi que dans les autres circonstances d'usage ; il est bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile.

Ils pourront également, sous les réserves formulées dans le présent article en ce qui concerne le droit d'asile, placer les armes de leur nation et arborer le pavillon de leur pays sur les bateaux et voitures qu'ils monteront dans l'exercice de leurs fonctions.

Article VI.

Les chefs des postes consulaires (des consulats généraux, consulats, vice-consulats et agences consulaires) et les fonctionnaires du service consulaire (consuls suppléants et adjoints, vice-consuls,

Article II.

After presenting their credentials, consuls of either Party shall be admitted and recognised according to the rules and formalities established in the country in which they are appointed to reside.

When a consul presents his credentials, the area within which he is to perform his duties shall be fixed ; any subsequent change in this area shall be communicated to the Ministry of Foreign Affairs of the other High Contracting Party. The exequatur necessary for the free exercise of his functions shall be delivered to him without delay or charge and, on production of the said exequatur, the higher authority of his consular area shall immediately take the necessary steps to enable him to perform his duties and to secure for him the benefit of the immunities and exemptions attaching thereto.

In the exercise of their functions and in the performance of their official missions consuls shall be accorded the fullest measure of assistance and the most generous support on the part of the country in which they are resident.

Article III.

Consuls " de carrière " in so far as they are authorised to that effect by their Governments may appoint consular agents in the ports, towns and localities of their respective consular areas, subject to the previous consent of the Ministry of Foreign Affairs of the other High Contracting Party. These agents shall be furnished with a patent delivered by the consul who has appointed them. They shall exercise their functions under the orders and responsibility of such consul and shall be granted the privileges and immunities provided for in the present Convention.

Article IV.

Should the head of a consular office (consulates-general, consulates, vice-consulates and consular agencies) be absent or die, or be prevented for any reason from exercising his functions, the officials of the consular service shall be admitted as of full right, in the order fixed by the regulations of the respective two Contracting States, to discharge the consular duties *ad interim*.

The local authorities shall render them assistance and protection, and shall accord them during their temporary conduct of business the benefits of the exemptions, prerogatives, immunities and privileges conferred upon titular consuls by the present Convention.

Article V.

Consuls and consular agents shall be entitled to place above the outer door of the house in which the offices of the consulate or consular agency are established the coat of arms of their nation with the inscription " Consulate " or " Consular Agency of..... ", and to fly the flag of their country on the consular building on days of public ceremonies and on other customary occasions ; it is understood that these external signs shall never be interpreted as constituting a right of asylum.

Subject to the reservations made in the present Article with regard to the right of asylum, they may also display their national coat of arms and fly the flag of their country on the vessels and vehicles which they employ in the performance of their duties.

Article VI.

Heads of consular offices (consulates-general, consulates, vice-consulates and consular agencies, and officials " de carrière " of the consular service (acting and assistant consuls, vice-consuls)

attachés et secrétaires consulaires, chanceliers) de carrière, citoyens de l'Etat qui les a nommés, jouiront dans l'autre Etat de l'exemption de réquisition, prestation et logement militaire, ainsi que de toutes contributions directes ayant le caractère d'impôt personnel. Si toutefois lesdits fonctionnaires possèdent des biens immeubles, font le commerce, exercent quelque industrie ou profession ou ont des capitaux engagés dans des entreprises industrielles ou commerciales, ils ne pourront prétendre, sous ces divers rapports, à aucun privilège et resteront soumis aux mêmes taxes, charges et impositions que les autres particuliers dans les mêmes conditions.

Les privilèges et exemptions stipulés à l'alinéa premier du présent article seront également accordés aux autres fonctionnaires consulaires, en tant qu'ils auront le caractère de fonctionnaires de carrière et seront ressortissants de l'Etat qui les a nommés.

Les chefs de postes honoraires seront exempts des réquisitions et logements militaires pour les locaux affectés au bureau de leur chancellerie et à leurs archives, immunité dont ils seront appelés à bénéficier même s'ils sont ressortissants de l'Etat de leur résidence.

Pendant un délai de six mois courant du jour de la prise de possession de leur emploi, les chefs de poste et les fonctionnaires du service consulaire, ainsi que les autres fonctionnaires mentionnés à l'alinéa 2 du présent article, seront autorisés en se transférant sur le territoire de l'autre Haute Partie à faire entrer sans payer des droits de douane ou toute autre taxe imposée à l'occasion d'importation, leur mobilier et les ustensiles de ménage pris en usage. Il est entendu que la présente disposition ne s'applique pas aux articles de consommation.

Les chefs de poste et les fonctionnaires du service consulaire, énumérés à l'alinéa premier du présent article, ne pourront être mis en état d'arrestation ou d'emprisonnement préventif excepté pour les infractions qui, en vertu de la législation locale d'une région quelconque du pays de la résidence, sont punissables d'une peine de prison au-dessus d'une année ou d'une peine plus grande.

En cas de poursuite judiciaire, d'arrestation ou de mise en accusation d'un chef de poste ou d'un fonctionnaire du service consulaire, prévus à l'alinéa premier du présent article, le Gouvernement de l'Etat sur le territoire duquel l'arrestation ou la mise en accusation a eu lieu en informera sans délai le représentant diplomatique de l'Etat dont relève ledit fonctionnaire consulaire.

Les chefs de poste et les fonctionnaires du service consulaire, énumérés à l'alinéa premier du présent article, ne seront pas justiciables des tribunaux de l'Etat de leur résidence, à raison des actes de leurs fonctions accomplis par eux dans les limites des attributions qui sont reconnues par la présente convention.

Article VII.

Les chefs de poste et les fonctionnaires du service consulaire, énumérés à l'alinéa premier de l'article VI, devront déférer aux invitations qui leur seront adressées sous forme de correspondance officielle et sans menace de sanction pénale en cas de non comparution, par les tribunaux de l'Etat de leur résidence à l'effet de comparaître comme témoin ; mais ils pourront, le cas échéant, faire valoir comme motif légitime, pour remise de leur audition à une date ultérieure, mais peu éloignée, des empêchements résultant d'une maladie ou des nécessités urgentes de service.

Ils pourront également, en opposant le secret professionnel ou d'Etat, se refuser à déposer sur tous faits qui ont trait à l'exercice de leurs fonctions, à produire des papiers, documents ou registres dont ils seraient détenteurs ou à se dessaisir de ces papiers, documents ou registres. Au cas où l'autorité judiciaire n'admettrait pas cette excuse ou cette exception comme fondée, elle devra s'abstenir de toute mesure coercitive à l'égard du fonctionnaire consulaire, des difficultés de cette nature devant toujours être réglées par la voie diplomatique.

Sous réserve des privilèges et immunités, mentionnés ci-dessus, les chefs de poste et fonctionnaires du service consulaire seront soumis dans les mêmes conditions que les nationaux, tant en matière civile qu'en matière criminelle, à la juridiction des tribunaux de l'Etat de leur résidence.

Article VIII.

Les archives consulaires seront inviolables en tout temps et les autorités locales ne pourront sous aucun prétexte visiter ou saisir les livres, les papiers et autres objets qui en font partie. Ces

consular attachés and secretaries, chief clerks), being citizens of the State which appoints them, shall be exempt in the other State, from military requisition, military contributions and billeting, and from any direct taxation which is in the nature of a personal tax. If, however, the said officials possess immovable property, engage in business or carry on any industry or profession, or have capital invested in industrial or commercial undertakings, they shall not be entitled to claim any privilege in respect of such activities, and shall be subject to the same dues, charges and taxes as other private persons under the same conditions.

The privileges and exemptions mentioned in the first paragraph of the present Article shall also be granted to other consular officials in so far as they have the character of officials " *de carrière* " and are citizens of the State which has appointed them

Honorary heads of consular offices shall be exempt from military requisition and billeting so far as concerns the premises used for the office of their chancellery and for their archives; they shall be entitled to this immunity even if they are nationals of the State in which they reside.

During a period of six months as from the date of their entering on their duties, the heads of consular offices, the officials of the consular service and the other officials mentioned in paragraph 2 of the present Article shall be entitled, when removing to the territory of the other High Contracting Party, to import their furniture and household effects without the payment of any Customs duty or any other import tax. It is understood that the present provision shall not apply to articles of consumption.

The heads of consular offices and officials of the consular service mentioned in the first paragraph of the present Article may not be arrested or kept in custody pending trial except for offences which under the local legislation of the country in which they reside, are punishable with imprisonment for a period exceeding one year, or with a more severe penalty.

In the case of the prosecution, arrest or indictment of the head of a consular office or an official of the consular service referred to in paragraph 1 of the present Article, the Government of the State in the territory of which the arrest or the indictment took place shall immediately inform the diplomatic representative of the State to which the said consular official belongs.

The heads of consular offices and officials of the consular service mentioned in the first paragraph of the present Article shall not be liable to trial in the courts of the State in which they reside for acts connected with their official duties and performed by these within the limits of the powers conferred on them by the present Convention.

Article VII.

The heads of consular offices and officials of the consular service mentioned in the first paragraph of Article VI shall accede to any requests to appear as witnesses which are addressed to them in the form of official correspondence, and without any threat of penalties in the event of their non-appearance, by the courts of the State in which they reside; but they are entitled to ask, if necessary, for a postponement of their hearing to a later but not distant date, on the grounds of illness or the urgent necessities of the service.

They may also refuse on grounds of official secrecy or reasons of State to give evidence on any facts relating to the exercise of their functions, to produce papers, documents or registers in their possession or to hand over such papers, documents or registers. Should the judicial authority not regard this excuse or plea as valid, it shall abstain from any measure of compulsion with regard to the consular official; difficulties of this nature shall always be settled through the diplomatic channel.

Subject to the privileges and immunities mentioned above, heads of consular offices and officials of the consular service shall be amenable both in civil and criminal matters to the jurisdiction of the courts of the State in which they reside under the same conditions as nationals of that State.

Article VIII.

The consular archives shall at all times be inviolable and the local authorities may not under any pretext examine or seize any books, documents or other objects forming part thereof. These

livres, papiers et objets devront toujours être complètement séparés des livres et papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que pourraient exercer les fonctionnaires respectifs et de leurs documents privés.

Les locaux officiels des postes de carrière seront en tout temps inviolables. Les autorités locales ne pourront sous aucun prétexte — excepté le cas où il s'agira de poursuivre une infraction qui, en vertu de la législation locale d'une région quelconque du pays de la résidence, est punissable d'une peine d'emprisonnement au-dessus d'une année ou d'une peine plus grande — pénétrer dans les locaux consulaires et dans aucun cas ne pourront visiter ou saisir les papiers officiels qui s'y trouvent.

Il est bien entendu que les locaux consulaires ne pourront, dans aucun cas, servir de lieu d'asile.

Article IX.

Les consuls et les agents consulaires des deux Etats contractants ont le droit de protéger leurs nationaux et de défendre, en vertu du droit et des usages internationaux, tous les droits et intérêts des ressortissants de leurs pays.

A cet effet ils pourront s'adresser à toutes les autorités de leur circonscription en vue d'obtenir les renseignements et explications nécessaires ; ils pourront aussi s'adresser à toutes les autorités administratives de leur circonscription pour réclamer contre toute infraction aux conventions ou aux traités existants entre les deux pays et contre tout abus dont leurs nationaux auraient à se plaindre.

Si leurs réclamations n'étaient pas accueillies par les autorités locales de leur circonscription, ils ne pourraient avoir recours directement au Gouvernement de l'Etat dans lequel ils résident qu'en absence de tout Représentant diplomatique de leurs pays.

Article X.

Les consuls et les agents consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes, en tant qu'ils y seront autorisés par les autorités de l'Etat qui les a nommés, auront le droit :

1° De recevoir soit dans leur chancellerie, soit à bord des navires de leur nation toutes déclarations que pourraient avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage, les passagers, les négociants et tous autres ressortissants de l'Etat qui les a nommés ;

2° De recevoir comme notaires les actes juridiques unilatéraux et bilatéraux ainsi que les dispositions testamentaires des ressortissants de l'Etat qui les a nommés ;

3° De recevoir comme les notaires tous les actes quelle que soit la nationalité des parties, pourvu que ceux-ci aient rapport à des biens situés, à des affaires à traiter ou à tout droit à faire valoir sur le territoire de l'Etat qui les a nommés ;

4° De légaliser la signature des ressortissants de l'Etat qui les a nommés ;

5° De légaliser ou traduire toute espèce d'actes et documents émanant des autorités ou fonctionnaires de leur pays ou du pays de leur résidence.

Les actes et documents ci-dessus énumérés, ainsi que les traductions, copies ou extraits, dressés ou légalisés par le consul ou l'agent consulaire dans les formes requises par les prescriptions de l'Etat dont relèvent lesdits fonctionnaires consulaires, et munis du sceau consulaire, seront reconnus dans le pays de résidence du consul et de l'agent consulaire comme documents, copies, extraits ou traductions authentiques et auront la même valeur juridique et la même force probante que s'ils avaient été dressés, légalisés ou traduits par des notaires ou autres officiers publics compétents du pays de la résidence.

Si ces actes ou autres documents visent des affaires devant recevoir leur exécution dans le pays où réside le consul ou l'agent consulaire, ils devront être soumis aux droits de timbre et autres taxes exigées par les lois dudit pays, ainsi qu'à toutes les autres formalités régissant la matière dans ce pays.

books, papers and objects shall always be kept completely separate from books and papers relating to the commerce or industry in which the respective consular officials may be engaged, and from their private documents.

The official premises of consuls "de carrière" shall at all times be inviolable. The local authorities may not under any pretext — except in the case of proceedings in respect of an offence which, under the local legislation of any part of the country in which they reside, is punishable with imprisonment for a period exceeding one year, or with a more severe penalty — enter the consular premises, and may not under any circumstances examine or seize the official papers which are kept there.

It is understood that the consular premises may in no case serve as a place of asylum.

Article IX.

Consuls and consular agents of the two contracting States shall be entitled to protect their nationals and to defend, on the basis of international law and usage, all the rights and interests of the nationals of their countries.

To this end they may apply to any of the authorities of their district for the necessary information and explanations. They may also apply to any of the administrative authorities of their district for the purpose of protesting against any breach of the conventions or treaties existing between the two countries and against any abuses of which their nationals may have to complain.

If their protests are not accepted by the local authorities of their district, they may not apply direct to the Government of the State in which they are resident except in cases where there is no diplomatic representative of their country.

Article X.

Consuls and consular agents of each of the High Contracting Parties, in so far as they are empowered to do so by the authorities of the State which has appointed them, shall be entitled :

(1) To receive either in their offices or on board vessels of their country any declaration which may have to be made by captains, members of the crew, passengers, traders or any other nationals of the State which has appointed them ;

(2) To receive as notaries all unilateral and bilateral legal documents and testamentary dispositions of the nationals of the State which has appointed them ;

(3) To receive as notaries all documents, whatever the nationality of the parties, provided that such documents relate to property situated in the territory of the State which has appointed them, or to business to be transacted or any legal right to be maintained in such territory ;

(4) To legalise the signature of nationals of the State which has appointed them ;

(5) To legalise or translate deeds and documents of every kind emanating from the authorities or officials of their country or of the country in which they reside.

The deeds and documents enumerated above, and translations, copies or extracts drawn up or legalised by the consul or consular agent in accordance with the requirements of the State to which the said consular officials belong and bearing the consular seal, shall be recognised in the country in which the consul or consular agent resides as authentic documents, copies, extracts or translations and shall have the same legal and evidential value as if they had been drawn up, legalised or translated by notaries or other competent legal officers of the country in which the consul or consular agent resides.

If these deeds or other documents refer to matters which are to be executed in the country in which the consul or consular agent resides, they shall be subject to the stamp and other duties required by the laws of the said country and to all other formalities required in such country.

Il est entendu que les dispositions ci-dessus ne seront pas applicables aux actes juridiques bilatéraux concernant le transfert du droit de propriété ou ayant pour but de grever des immeubles situés sur le territoire de l'Etat de la résidence du consul ou de l'agent consulaire.

Article XI.

Les consuls et les agents consulaires de chacune des deux Hautes Parties contractantes pourront, en tant qu'ils seront autorisés par les lois et les règlements de leur pays, dresser les actes de naissance et de décès des ressortissants de l'Etat qui les a nommés.

Il est bien entendu que la présente stipulation ne peut nullement porter atteinte à l'obligation imposée par les lois territoriales aux intéressés de faire des déclarations de naissance et de décès aux autorités locales.

Article XII.

Les consuls et les agents consulaires de chacune des deux Hautes Parties contractantes auront, conformément aux règlements consulaires de l'Etat qui les a nommés, le droit de délivrer à leurs nationaux les passeports et autres documents personnels, ainsi que de viser les passeports, les certificats constatant l'origine ou la provenance des marchandises et d'autres pièces analogues.

Article XIII.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à se délivrer sur demande des expéditions dûment légalisées des actes de naissance, de reconnaissance et de légitimation d'enfants naturels, ainsi que des actes d'adoption, de mariage et de décès concernant les ressortissants de l'autre Partie.

La rédaction et la communication desdites expéditions auront lieu, en la forme usitée dans chaque pays et contre le paiement des taxes prévues par les lois et règlements qui y sont en vigueur, par l'intermédiaire des consulats et des agences consulaires de la Haute Partie qui en aurait fait la demande. La rédaction et la communication en auront toutefois lieu sans frais, quand les expéditions en question seront réclamées, par la voie diplomatique, pour les besoins officiels des Hautes Parties contractantes ou en faveur des personnes indigentes.

Article XIV.

Les attributions des consuls et des agents consulaires des Hautes Parties contractantes en matière des successions sont déterminées par les dispositions de la Convention ¹ réglant les relations juridiques des ressortissants respectifs dans la matière civile et pénale, conclue entre les Hautes Parties contractantes, le 4 mai 1923.

Article XV.

Les consuls et les agents consulaires de chacune des deux Hautes Parties contractantes auront le droit de porter tout secours et toute assistance aux navires de commerce et aux navires de guerre de leur nation séjournant dans les ports de leur circonscription consulaire.

¹ Vol. LXXXV, page 455, de ce recueil.

It is understood that the above provisions shall not apply to bilateral legal deeds relating to the transfer of ownership or intended to encumber immovable property situated in the territory of the State in which the consul or consular agent resides.

Article XI.

Consuls and consular agents of each of the High contracting Parties shall be entitled in so far as they are authorised by the laws and regulations of their country, to draw up the birth and death certificates of nationals of the State which appointed them.

It is understood that the present stipulation can not affect the obligation imposed by the laws of the two countries on the parties concerned to notify births and deaths to the local authorities.

Article XII.

Consuls and consular agents of each of the High Contracting Parties shall be entitled in conformity with the consular regulations of the State which appointed them, to issue passports and other personal papers to their nationals and to *viser* passports, certificates indicating the origin or provenance of goods, and other similar documents.

Article XIII.

The High Contracting Parties mutually undertake to forward to each other, if requested to do so, duly legalised copies of birth certificates and certificates acknowledging or legitimising illegitimate children, and all certificates of adoption, marriage or death concerning nationals of the other Party.

The said copies shall be drawn up and forwarded in the customary form employed in each country on payment of the fees prescribed by the laws and regulations in force therein, through the intermediary of the consulates and consular agencies of the High Contracting Party which has made the request. The copies in question shall, however, be drawn up and forwarded free of charge when they are applied for through the diplomatic channel for the official requirements of the High Contracting Parties or on behalf of indigent persons.

Article XIV.

The functions of consuls and consular agents of the High Contracting Parties with regard to succession shall be regulated by the provisions of the Convention¹ governing the legal relations in civil and penal matters of the respective nationals, concluded between the High Contracting Parties on May 4, 1923.

Article XV.

Consuls and consular agents of each of the High Contracting Parties shall be entitled to render all help and assistance to merchant ships and warships of their nation, lying in the ports of their consular area.

¹ Vol. LXXXV, page 455, of this Series.

A cet effet, ils pourront aller personnellement ou envoyer des délégués à bord des navires de commerce et des navires de guerre de leur nation, après que ces navires auront été admis en libre pratique. En ce qui concerne les navires de commerce ils pourront également interroger les capitaines et l'équipage, examiner les papiers du bord, recevoir — conformément aux stipulations de l'article X de la présente convention — les déclarations sur leur voyage, leur destination et les incidents de la traversée, dresser des manifestes et faciliter l'expédition de leurs navires de commerce.

Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et administratif et les officiers et agents de la douane du pays ne pourront — dans les ports où réside un consul ou agent consulaire de l'un des deux Etats contractants — opérer à bord des navires de commerce de l'autre Partie ni recherches, ni visites, autres que les visites ordinaires de douane et de santé, ni arrestation (sauf en cas de flagrant délit), emprisonnement ou autre fonction officielle nécessitant des moyens de contrainte, sans prévenir auparavant ou en cas d'urgence au moment même de la perquisition, le consul ou l'agent consulaire de la nation à laquelle le bâtiment appartiendra afin qu'il puisse assister à la visite. Ils devront également donner en temps opportun au consul ou à l'agent consulaire les avis nécessaires pour qu'il puisse assister aux déclarations que les capitaines et les équipages auraient à faire devant les tribunaux ou l'administration du pays.

L'invitation qui sera adressée dans les cas précités aux consuls et agents consulaires indiquera une heure précise, et si les consuls et agents consulaires négligent de s'y rendre en personne ou de se faire représenter par un délégué, il sera procédé en leur absence. Les autorités locales compétentes seront toutefois tenues d'informer sans délai le Consul ou l'agent consulaire de toute visite ou autre fonction officielle, dont il est question dans l'alinéa précédent, opérées en leur absence, et d'indiquer en même temps les justes raisons d'urgence ; elles feront de même lorsque le consul ou l'agent consulaire ne résidera pas dans le port.

Article XVI.

En tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et le déchargement des navires de commerce et la sûreté des marchandises, biens et effets, on observera les lois, ordonnances et règlements du pays, sous la condition expresse que tout privilège et toute faveur qui seraient accordés dans un port déterminé par l'une des Hautes Parties contractantes à ses propres navires marchands ou aux navires marchands d'une tierce Puissance, seront également accordés dans ce port aux navires de l'autre Partie.

Les consuls et les agents consulaires, dans les limites prévues par la législation de l'Etat qui les a nommés, seront chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires marchands de leur nation ; ils régleront eux-mêmes conformément aux lois de l'Etat qui les a nommés les litiges de toute nature qui surviendraient entre les capitaines, les officiers et les matelots de ces navires, et spécialement celles relatives à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement contractés.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus à bord des navires seraient de nature à troubler la tranquillité publique à terre ou dans le port, ou quand une personne ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouverait mêlée. Même dans ce cas, les autorités locales en donneront avis, si faire se peut préalablement, au consul ou agent consulaire compétent.

Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter leur appui aux consuls et aux agents consulaires, si elles en sont requises par eux, pour leur faciliter l'accomplissement de leurs fonctions.

Article XVII.

Les consuls et les agents consulaires pourront faire arrêter ainsi que renvoyer, soit à bord soit dans leur patrie, les officiers, matelots et toute autre personne faisant partie à quelque titre que ce soit des équipages des navires de commerce de leur nation, qui auraient déserté sur le territoire de l'un des Etats contractants.

A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et justifier, en produisant les registres du bâtiment ou le rôle d'équipage, ou à défaut de ces documents un extrait

To this end they may proceed in person or send representatives on board merchant ships and warships of their nation after these ships have been admitted to free pratique. In the case of merchant ships they may also interrogate the captains and crews, examine the ships' papers, receive — in conformity with the provisions of Article X of the present Convention — declarations regarding their voyage, their destination and the events of the voyage, draw up manifests and facilitate the departure of their merchant vessels.

In ports in which there resides a consul or consular agent of either contracting State, the judicial and administrative officials and Customs officers and agents of the country may not make any examination or search on board merchant ships of the other Party other than the ordinary Customs and medical examination, or arrest (except in the case of offenders caught in the act) or imprison any person or perform any other official act necessitating the use of compulsion, without notifying previously or, in urgent cases, at the actual moment of the search, the consul or consular agent of the nation to which the vessel belongs, in order that he may be present at the examination. They must also give the consul or consular agent sufficient notice to enable him to be present when any declarations are made by captains or crews before the courts or administrative authorities of the country.

The invitation addressed in the above-mentioned cases to consuls or consular agents shall specify an exact hour, and if the consul or consular agent fails to attend in person or to send a representative, proceedings shall be begun in his absence. The competent local authorities shall nevertheless be obliged to notify the consul or consular agent without delay of any visit or other official act, of the nature referred to in the previous paragraph, performed in their absence, and, at the same time, to state the reasons which necessitated urgent action ; they shall do so even if the consul or consular agent does not reside in the port.

Article XVI.

In all that concerns harbour regulations, the loading and unloading of merchant ships, and the safeguarding of goods, property and chattels, the laws, decrees and regulations of the country shall be observed subject to the express condition that any privilege or advantage which may be granted in a given port by one of the High Contracting Parties to its own merchant ships or to the merchant ships of a third Power, shall also be granted in that port to the ships of the other Party.

Within the limits laid down in the laws of the State which appointed them, consuls and consular agents shall alone be responsible for the maintenance of internal order on board merchant ships of their nation ; they shall themselves decide, in conformity with the laws of the State which appointed them, disputes of all kinds which may arise between the captains, officers and seamen of such ships, especially those relating to pay and the execution of contracts entered into between them.

The local authorities shall only be entitled to intervene when the disturbances occurring on board ship are of a nature to endanger public tranquillity on land or in the harbour, or when a person not belonging to the crew is involved. Even in this event, the local authorities shall notify the competent consul or consular agent, if possible, before taking action.

In all other cases the said authorities shall confine themselves to giving their assistance to the consul and consular agents if the latter so request, for the purpose of helping them in the discharge of their duties.

Article XVII.

Consuls and consular agents may cause to be arrested and sent back to their ships or to their country, officers, seamen, or any other persons belonging in whatever capacity to the crew of merchant ships of their nation who have deserted in the territory of either Contracting Party.

For this purpose they must apply in writing to the competent local authorities and prove by producing the registers of the vessel or the muster roll of the crew or, in the absence of these

authentique, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage. Dans les localités où il n'y aura ni consul ni agent consulaire la demande d'extradition pourra être adressée aux autorités locales, tout en observant les formalités prescrites par le présent alinéa, par le capitaine ou celui qui commande le navire.

Sur cette demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée, excepté les cas où il serait prouvé que la personne réclamée est un ressortissant du pays, ou bien que le déserteur a commis quelques infractions à terre ; dans ce dernier cas l'autorité locale pourra surseoir à la remise jusqu'à ce que le tribunal ait rendu sa sentence et que celle-ci ait reçu pleine et entière exécution. On donnera en outre auxdits fonctionnaires consulaires tout secours et toute assistance pour la recherche et arrestation de ces déserteurs qui seront conduits dans les prisons du pays et y seront détenus, à la demande écrite et aux frais du consulat ou de l'agence consulaire, jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord d'un navire national ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les rapatrier. Si, toutefois, cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation ou si les frais de leur détention n'étaient pas régulièrement acquittés, moyennant un avis donné au consul ou à l'agent consulaire trois jours à l'avance, lesdits déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que les officiers et matelots ou autres individus de l'équipage, ressortissants du pays dans lequel ils auront déserté (en outre, pour la Pologne, les ressortissants de la Ville libre de Dantzig), sont soustraits aux stipulations du présent article.

Article XVIII.

Lorsqu'un navire appartenant au gouvernement ou à des ressortissants de l'un des deux pays contractants fera naufrage ou échouera sur le littoral de l'autre, les autorités locales devront en avvertir sans retard le consul ou l'agent consulaire dans la circonscription duquel le sinistre aura lieu.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires de guerre ou de commerce de l'un des deux Etats qui aura fait naufrage ou aura échoué dans les eaux territoriales de l'autre Etat seront dirigées par les consuls ou les agents consulaires.

L'intervention des autorités locales n'aura lieu, dans les deux pays, que pour assister les fonctionnaires consulaires, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage, assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées, ainsi que pour sauvegarder les intérêts généraux de la navigation.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls ou des agents consulaires ou de leurs délégués, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

L'intervention des autorités locales, dans ces différents cas, ne donnera lieu à la perception de frais d'aucune sorte ; il en sera de même quant aux taxes prévues par la législation locale pour les cas de vente aux enchères publiques des épaves et des marchandises sauvées, sauf toutefois ceux qui nécessiteront les opérations de sauvetage, ainsi que la conservation des objets sauvés, et ceux auxquels seraient soumis en pareil cas les navires de guerre ou de commerce nationaux ou ceux de la nation la plus favorisée.

En cas de doute sur la nationalité des navires naufragés, les dispositions mentionnées dans le présent article seront de la compétence exclusive de l'autorité locale.

Les marchandises et les effets sauvés ne sont sujet au paiement d'aucun droit de douane, à moins qu'ils n'entrent pas dans la consommation intérieure.

Article XIX.

Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs ou assureurs, les avaries que les navires de guerre ou de commerce des deux pays auront souffertes en mer, soit qu'ils entrent dans les ports respectifs volontairement ou par relâche forcée, seront réglées par les consuls ou les agents consulaires de leur nation, à moins que des ressortissants du pays dans lequel résident lesdits consuls ou agents consulaires ou ceux d'une tierce Puissance ne soient

documents, a certified copy thereof, that the persons wanted really belonged to the crew. In localities in which there is no consul or consular agent, a requisition for extradition may be addressed to the local authorities by the captain or person in command of the vessel, who shall observe the formalities laid down in the present paragraph.

On the receipt of such a duly authenticated request, the handing over of deserters may not be refused unless it is proved that the person wanted is a national of the country or that the deserter has committed some offence on land ; in the latter case the local authority may postpone handing over the offender until the court has delivered its sentence and until such sentence has been fully carried out. The said consular officials shall, moreover, be given every help and assistance in seeking and arresting such deserters, who shall be taken to the prisons of the country and detained there on the written request and at the expense of the consulate or the consular agency until their transfer to a vessel of their country, or until an opportunity occurs to repatriate them. If, however, such opportunity should not occur within two months from the date of arrest, or if the expenses of their detention have not been regularly met, the said deserters shall, after notification has been given to the consul or consular agent three days in advance, be released and may not be rearrested for the same cause.

The High Contracting Parties agree that the officers and seamen or other members of the crew who are nationals of the country in which they have deserted (and in the case of Poland, nationals of the Free City of Danzig) shall be exempt from the provisions of the present Article.

Article XVIII.

When a vessel belonging to the Government or to nationals of either Contracting Party is wrecked or runs aground on the coast of the other, the local authorities shall notify without delay the consul or consular agent stationed in the area in which the mishap has occurred.

All operations connected with the salvage of warships or merchant ships of either State which have been wrecked or have run aground in the territorial waters of the other State shall be carried out under the direction of the consuls or consular agents.

The local authorities of the two countries shall only intervene to assist the consular officials, to keep order, to guarantee the interests of salvage workers not belonging to the crew, to ensure the execution of the regulations with regard to the admission and removal of the salvaged goods and for the safeguarding of the general interests of navigation.

In the absence and until the arrival of the consuls, consular agents or their representatives, the local authorities shall take all necessary measures for the protection of the persons and preservation of the effects that have been saved from the wreck.

No charges of any kind shall be made in respect of the intervention of the local authorities in these cases ; the same stipulation shall apply in respect of taxes provided for by local legislation in the case of the sale by public auction of wreckage and salvaged goods, except charges necessitated by the salvage operations and the preservation of the salvaged effects, and those to which national warships or merchant ships and warships and merchant ships of the most favoured nation would be subject in similar circumstances.

In case of doubt as to the nationality of the wrecked vessels, the local authorities shall alone be competent to take the measures mentioned in the present Article.

Salvaged goods and effects shall not be subject to any Customs duty unless they are placed on the market for internal consumption.

Article XIX.

Whenever no stipulations to the contrary have been agreed upon by the shipowners, freighters or underwriters, questions relating to damage suffered at sea by warships or merchant ships of the two countries, whether they enter the respective ports of their own free will or by compulsion, shall be settled by the consul or consular agents of their nation, unless nationals of the country in which the said consuls or consular agents reside or those of a third Power are concerned in such

intéressés dans ces avaries ; dans ce cas et à défaut de compromis amiable entre toutes les parties intéressées, elles devront être réglées par l'autorité locale.

Article XX.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à accorder en outre à l'autre Partie, en matière d'établissement consulaire, comme en tout ce qui concerne l'exercice des fonctions consulaires, ainsi que la jouissance des exemptions, droits, privilèges, immunités et honneurs, le traitement de la nation la plus favorisée. Il est convenu toutefois, qu'aucune des Hautes Parties contractantes ne pourra invoquer le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée et exiger en faveur de ses fonctionnaires consulaires des exemptions, droits, privilèges, immunités et honneurs autres ou plus étendus que ceux accordés par elle-même aux fonctionnaires consulaires de l'autre Partie.

Article XXI.

Partout où dans la présente convention il est question de « consul », on entend par cela les consuls généraux, les consuls et les vice-consuls ; de même, par « consulat », on entend les consulats généraux, les consulats et les vice-consulats.

Article XXII.

Toutes les dispositions de la présente convention concernant les attributions des consuls s'appliquent également aux fonctionnaires diplomatiques des Hautes Parties contractantes et tant que ces derniers sont autorisés à exercer les fonctions consulaires.

Article XXIII.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Varsovie aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications.

La présente convention restera en vigueur aussi longtemps qu'elle ne sera pas dénoncée par l'une des Hautes Parties contractantes. Cette dénonciation ne devra produire ses effets qu'après l'expiration d'un délai de six mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Belgrade, en doubles originaux français, le six mars mil neuf cent vingt-sept.

Pour la République de Pologne :

(L. S.) OKĘCKI, *m. p.*

(L. S.) Karol POZNAŃSKI, *m. p.*

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

(L. S.) Ninko PERITCH, *m. p.*

Pour copie certifiée conforme :

Belgrade, le 2 décembre 1931.

D'ordre du Ministre,

Chef de Section,

Miloche Kitchevatz.

damage ; in this case and in the absence of a friendly agreement between all the parties concerned, they shall be settled by the local authorities.

Article XX.

Each of the High Contracting Parties undertakes, furthermore, to grant most-favoured-nation treatment to the other Party in regard to consular establishment and everything relating to the performance of consular duties and the enjoyment of exemptions, rights, privileges, immunities and honours. It is agreed, however, that neither High Contracting Party may invoke the benefits of the most-favoured-nation clause and demand on behalf of its consular officials any exemptions, rights, privileges, immunities and honours other or more extensive than those granted by itself to the consular officials of the other Party.

Article XXI.

Whenever reference is made in the present Convention to "consuls" this term shall be taken to mean consuls-general, consuls and vice-consuls ; similarly the term "consulates" shall be taken to mean consulates-general, consulates and vice-consulates.

Article XXII.

All the provisions of the present Convention relating to the powers of consuls shall also apply to the diplomatic officials of the High Contracting Parties for so long as such officials are authorised to exercise consular functions.

Article XXIII.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Warsaw as soon as possible. It shall enter into force one month after the date of the exchange of ratifications.

The present Convention shall remain in force as long as it is not denounced by either High Contracting Party. Such denunciation shall not take effect until after the expiration of a period of six months.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done at Belgrade in duplicate in French, the sixth day of March, one thousand nine hundred and twenty-seven.

For the Republic of Poland :

(L. S.) OKĘCKI, *m. p.*

(L. S.) Karol POZNAŃSKI, *m. p.*

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

(L. S.) Ninko PERITCH, *m. p.*

N° 2872.

FINLANDE ET FRANCE

Echange de notes comportant un accord provisoire concernant la navigation. Helsinki, le 24 avril 1931.

FINLAND AND FRANCE

Exchange of Notes constituting a Provisional Agreement regarding Navigation. Helsinki, April 24, 1931.

N^o 2872. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS FINLANDAIS ET FRANÇAIS COMPORTANT UN ACCORD PROVISSOIRE CONCERNANT LA NAVIGATION. HELSINKI, LE 24 AVRIL 1931.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 12 janvier 1932.

I.

LE MINISTRE DE FRANCE A HELSINKI AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FINLANDE.

HELSINGFORS, le 24 avril 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite aux conversations que j'ai eu l'honneur d'avoir avec vous concernant le développement des relations maritimes entre la Finlande et la France, je vous confirme qu'un accord a été trouvé sur la base des conditions suivantes :

Les navires de commerce de l'une des Hautes Parties contractantes et battant son pavillon, leurs équipages, leurs passagers et leurs cargaisons jouiront sur le territoire, dans les ports et les eaux territoriales de l'autre Partie, du même traitement à tous égards, que les navires de commerce nationaux, leurs équipages, leurs passagers et leurs cargaisons ou ceux de la nation la plus favorisée. Il en sera ainsi notamment en ce qui concerne les impôts, droits, taxes ou redevances d'ordre maritime qui leur sont applicables.

Toutefois, il est fait exception aux dispositions précédentes : en ce qui concerne le cabotage le pilotage et le remorquage qui restent exclusivement soumis aux lois particulières des deux Etats ; il en est de même pour les faveurs qui sont ou pourront être accordées par la suite à la pêche nationale et à ses produits.

En ce qui concerne la navigation des navires de mer visés à l'alinéa premier sur les voies navigables intérieures, naturelles ou artificielles, les Parties contractantes s'accordent le traitement de la nation la plus favorisée.

De plus, il est convenu que les navires français seront soumis aux conditions généralement prescrites par la loi finlandaise quant à l'obligation de prendre pilote que celle-ci institue pour les navires étrangers et que la France, sur la base des stipulations précédentes, n'exigera pas le bénéfice des conditions que la Finlande a accordées ou accordera par la suite aux navires russes de pêche et de chasse aux phoques dans les eaux territoriales de l'Océan Glacial Arctique.

Dans les ports des colonies françaises, des pays de protectorat et des pays sous mandat français, les navires de commerce finlandais bénéficieront, en se conformant aux dispositions d'ordre public et de sûreté, ainsi qu'aux lois et règlements locaux, du traitement de la nation la plus favorisée.

¹ Entré en vigueur le 4 mai 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2872. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE FINNISH AND FRENCH GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL AGREEMENT REGARDING NAVIGATION. HELSINKI, APRIL 24, 1931.

French official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place January 12, 1932.

I.

THE FRENCH MINISTER AT HELSINKI TO THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS OF FINLAND.

HELSINGFORS, *April 24, 1931.*

M. LE MINISTRE,

With reference to the conversations which I have had the honour to hold with you concerning the development of maritime relations between Finland and France, I hereby send you confirmation of the fact that an agreement has been reached on the basis of the following conditions :

Merchant vessels belonging to one of the High Contracting Parties and flying the flag of such Party, and their crews, passengers and cargoes, shall enjoy in the territory, ports and territorial waters of the other Party the same treatment in every respect as national merchant vessels, their crews, passengers and national, or as those belonging to the most favoured nation. This provision shall apply particularly to the maritime taxes, duties, dues and charges to which they are liable.

These provisions shall however not apply to the coasting trade or to pilotage or towage, which shall remain exclusively subject to the national legislation of each State, or to any privileges which are or may hereafter be granted to the National Fisheries and their produce.

As regards the navigation of natural or artificial inland waterways by the seagoing vessels referred to in the first paragraph, the Contracting Parties shall grant each other most-favoured-nation treatment.

It is further agreed that French vessels shall be subject to the general conditions prescribed by Finnish law concerning the obligation of foreign vessels to employ pilots, and that France shall not use the above provisions as a basis for a claim to be granted the conditions which are or may hereafter be granted by Finland to Russian fishing or sealing vessels in the territorial waters of the Arctic Ocean.

Finnish merchant vessels shall enjoy most-favoured-nation treatment in the ports of French colonies and protectorates and of countries under French mandate, provided that they comply with the measures for the maintenance of public order and security, and with local laws and regulations.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force May 4, 1931.

Sont exceptés des dispositions du présent arrangement :

1^o Les avantages particuliers dont les produits en provenance ou à destination des protectorats français de l'Afrique du Nord sont ou pourraient être l'objet ;

2^o Les avantages que chacune des Hautes Puissances contractantes accorde ou pourrait accorder à ses ressortissants en vue de favoriser le développement de sa marine marchande à titre, soit de primes ou subventions pour la construction ou l'acquisition de navires de commerce, soit de primes ou encouragements quelconques à la marine marchande.

L'accord résultant du présent échange de lettres entrera en vigueur dix jours après que j'aurai reçu avis que le Gouvernement finlandais y donne son assentiment.

Le présent échange de lettres n'a qu'un caractère provisoire : il est fait en attendant la conclusion soit d'une convention de navigation, soit d'un accord commercial dans lequel serait incorporée ladite convention et qui réglerait les questions d'immigration laissées en suspens.

Il pourra être dénoncé avec préavis de trois mois.

Veillez agréer, etc.

G. DE VAUX.

II.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FINLANDE AU MINISTRE DE FRANCE
A HELSINKI.

HELSINKI, le 24 avril 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite aux conversations que j'ai eu l'honneur d'avoir avec vous concernant le développement des relations maritimes entre la Finlande et la France, je vous confirme qu'un accord a été trouvé sur la base des conditions suivantes :

Les navires de commerce de l'une des Hautes Parties contractantes et battant son pavillon, leurs équipages, leurs passagers et leurs cargaisons jouiront sur le territoire, dans les ports et les eaux territoriales de l'autre partie, du même traitement à tous égards que les navires de commerce nationaux, leurs équipages, leurs passagers et leurs cargaisons ou que ceux de la nation la plus favorisée. Il en sera ainsi notamment en ce qui concerne les impôts, droits, taxes ou redevances d'ordre maritime qui leur sont applicables.

Toutefois il est fait exception aux dispositions précédentes : en ce qui concerne le cabotage, le pilotage et le remorquage qui restent exclusivement soumis aux lois particulières des deux Etats ; il en est de même pour les faveurs qui sont ou pourront être accordées par la suite à la pêche nationale et à ses produits.

En ce qui concerne la navigation des navires de mer visés à l'alinéa premier sur les voies navigables intérieures, naturelles ou artificielles, les Parties contractantes s'accordent le traitement de la nation la plus favorisée.

De plus, il est convenu que les navires français seront soumis aux conditions généralement prescrites par la loi finlandaise quant à l'obligation de prendre pilote que celle-ci institue pour les navires étrangers et que la France, sur la base des stipulations précédentes, n'exigera pas le bénéfice des conditions que la Finlande a accordées ou accordera par la suite aux navires russes de pêche et de chasse aux phoques dans les eaux territoriales de l'Océan Glacial Arctique.

Dans les ports des colonies françaises, des pays de protectorat et des pays sous mandat français, les navires de commerce finlandais bénéficieront, en se conformant aux dispositions d'ordre public et de sûreté, ainsi qu'aux lois et règlements locaux, du traitement de la nation la plus favorisée.

The provisions of the present arrangement shall not apply :

(1) To the special privileges which are or may be granted to goods coming from or destined for the French Protectorates in North Africa ;

(2) To the privileges which either of the High Contracting Parties grants or may grant to its nationals with the object of promoting the development of its mercantile marine, either by way of bonuses or subsidies for the construction or purchase of merchant vessels, or by any kind of bonus or support granted to the mercantile marine.

The agreement constituted by the present exchange of notes shall come into force ten days after I receive a notification that the Finnish Government assents thereto.

The present exchange of notes is a purely provisional measure, pending the conclusion either of a Navigation Convention or of a Commercial Agreement which shall incorporate such a Convention and shall also settle immigration questions at present outstanding.

It may be denounced at three months' notice.

I am, etc.,

G. DE VAUX.

II.

THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS OF FINLAND TO THE FRENCH MINISTER
AT HELSINKI.

HELSINKI, *April 24, 1931.*

M. LE MINISTRE,

With reference to the conversations which I have had the honour to hold with you concerning the development of maritime relations between Finland and France, I hereby send you confirmation of the fact that an agreement has been reached on the basis of the following conditions :

Merchant vessels belonging to one of the High Contracting Parties and flying the flag of such Party, and their crews, passengers and cargoes, shall enjoy in the territory, ports and territorial waters of the other Party the same treatment in every respect as national merchant vessels, their crews, passengers and cargoes, or as those belonging to the most favoured nation. This provision shall apply particularly to the maritime taxes, duties, dues and charges to which they are liable.

These provisions shall however not apply to the coasting trade or to pilotage or towage, which shall remain exclusively subject to the national legislation of each State, or to any privileges which are or may hereafter be granted to the national fisheries and their produce.

As regards the navigation of natural or artificial inland waterways by the seagoing vessels referred to in the first paragraph, the Contracting Parties shall grant each other most-favoured-nation treatment.

It is further agreed that French vessels shall be subject to the general conditions prescribed by Finnish law concerning the obligation of foreign vessels to employ pilots, and that France shall not use the above provisions as a basis for a claim to be granted the conditions which are or may hereafter be granted by Finland to Russian fishing or sealing vessels in the territorial waters of the Arctic Ocean.

Finnish merchant vessels shall enjoy most-favoured-nation treatment in the ports of French colonies and protectorates and of countries under French mandate, provided that they comply with the measures for the maintenance of public order and security and with local laws and regulations.

Sont exceptés des dispositions du présent arrangement :

1^o Les avantages particuliers dont les produits en provenance ou à destination des protectorats français de l'Afrique du Nord sont ou pourraient être l'objet ;

2^o Les avantages que chacune des Hautes Puissances contractantes accorde ou pourrait accorder à ses ressortissants en vue de favoriser le développement de sa marine marchande à titre, soit de primes ou subventions pour la construction ou l'acquisition de navires de commerce, soit de primes ou encouragements quelconques à la marine marchande.

L'accord résultant du présent échange de lettres entrera en vigueur dix jours après que j'aurai reçu avis que le Gouvernement français y donne son assentiment.

Le présent échange de lettres n'a qu'un caractère provisoire : il est fait en attendant la conclusion soit d'une convention de navigation, soit d'un accord commercial dans lequel serait incorporée ladite convention et qui réglerait les questions d'immigration laissées en suspens.

Il pourra être dénoncé, avec préavis de trois mois.

Veillez agréer, etc.

A. S. YRJÖ-KOSKINEN.

The provisions of the present arrangement shall not apply :

- (1) To the special privileges which are or may be granted to goods coming from or destined for the French Protectorates in North Africa ;
- (2) To the privileges which either of the High Contracting Parties grants or may grant to its nationals with the object of promoting the development of its mercantile marine, either by way of bonuses or subsidies for the construction or purchase of merchant vessels, or by any kind of bonus or support granted to the mercantile marine.

The agreement constituted by the present exchange of notes shall come into force ten days after I receive a notification that the French Government assents thereto.

The present exchange of notes is a purely provisional measure, pending the conclusion either of a Navigation Convention or of a Commercial agreement which shall incorporate such a Convention and shall also settle immigration questions at present outstanding.

It may be denounced at three months' notice.

I am, etc.

A. S. YRJÖ-KOSKINEN.

N° 2873.

ESTONIE ET FINLANDE

Déclaration concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage des navires finlandais et estoniens, avec protocole de signature. Signés à Helsinki, le 17 juillet 1931.

ESTONIA AND FINLAND

Declaration regarding the reciprocal Recognition of Tonnage Measurement Certificates of Finnish and Estonian Ships, with Protocol of Signature. Signed at Helsinki, July 17, 1931.

N° 2873. — DÉCLARATION¹ ENTRE LA FINLANDE ET L'ESTONIE
CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTI-
FICATS DE JAUGEAGE DES NAVIRES FINLANDAIS ET ESTO-
NIENS. SIGNÉE A HELSINKI, LE 17 JUILLET 1931.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 12 janvier 1932.

Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, sont convenus de la déclaration suivante, relative à la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage des navires finlandais et estoniens délivrés sur la base des règles de jaugeage actuellement en vigueur en Finlande et en Estonie.

Article premier.

Il ne sera procédé, en vue de vérifier le jaugeage, à aucun nouveau mesurage total des navires finlandais détenteurs d'un certificat finlandais de jaugeage, dans les ports estoniens, ni des navires estoniens pareillement détenteurs d'un certificat estonien de jaugeage, dans les ports finlandais, sauf dans les cas où demande en est faite par le propriétaire du navire ou par le capitaine.

Egalement, il ne sera procédé, en vue de vérifier le jaugeage, dans les ports de l'autre Partie, à aucun nouveau mesurage total d'un navire muni d'un certificat national provisoire, mais non détenteur d'un certificat de jaugeage, si le navire est en possession d'un certificat de jaugeage délivré par les autorités d'un tiers pays et si ce certificat était reconnu, dans le cas où le navire naviguerait sous le pavillon de ce tiers pays, sans un nouveau mesurage total, conformément à un accord entre les pays en question.

Les navires non détenteurs des certificats de jaugeage visés ci-dessus devront être mesurés conformément au règlement du pays dans lequel doivent être acquittés les droits à percevoir sur les navires.

Article 2.

Les règlements de mesurage finlandais et estoniens ne concordant pas absolument, le jaugeage imposable sera déterminé par voie de mesurage partiel, conformément aux instructions détaillées ci-après :

I. — NAVIRES ESTONIENS A PROPULSION MÉCANIQUE

Les navires détenteurs d'un certificat estonien de jaugeage seront exemptés, dans les ports finlandais, de tout nouveau mesurage partiel ou de tout calcul nouveau.

¹ Entrée en vigueur le 17 octobre 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2873. — DECLARATION ² BETWEEN FINLAND AND ESTONIA REGARDING THE RECIPROCAL RECOGNITION OF TONNAGE MEASUREMENT CERTIFICATES OF FINNISH AND ESTONIAN SHIPS. SIGNED AT HELSINKI, JULY 17, 1931.

French official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Declaration took place January 12, 1932.

The undersigned, being duly authorised by their respective Governments, have agreed upon the following Declaration concerning the reciprocal recognition of tonnage measurement certificates of Finnish and Estonian ships delivered in accordance with the tonnage measurement regulations at present in force in Finland and Estonia.

Article 1.

No Finnish ship having a Finnish tonnage measurement certificate shall for the purpose of ascertaining her tonnage be remeasured in whole in Estonian ports, nor any Estonian ship likewise having an Estonian tonnage measurement certificate in Finnish ports, except when so requested by the owner or master of the ship.

In the same way no ship having a provisional national certificate but not holding a tonnage certificate shall in the ports of the other party be remeasured in whole for the purpose of ascertaining her tonnage, where the ship is in possession of a tonnage certificate delivered by the authorities of a third country, and where in pursuance of an agreement between the countries in question such certificate would be recognised if the ship were flying the flag of such third country without a total remeasurement.

Ships having no such certificate of tonnage shall be measured under the rules of the country where the ship's dues are to be paid.

Article 2.

The Finnish and Estonian rules of measurement not being in full accord, the assessable tonnage shall be ascertained by partial remeasurement in accordance with the detailed instructions given below.

I. ESTONIAN SHIPS PROPELLED BY ENGINE POWER.

Ships having an Estonian certificate of measurement shall in Finnish ports be exempt from all partial remeasurement or recalculation.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force October 17, 1931.

S'il existe sur ces navires des espaces qui n'ont pas été compris dans le jaugeage brut, alors que, conformément aux règlements finlandais de mesurage des navires, ils doivent y être inclus, ces espaces seront mesurés et ajoutés audit jaugeage ; si toutefois les dimensions de l'espace en question sont mentionnées dans le certificat estonien de jaugeage, il sera procédé seulement à un nouveau calcul de l'espace.

La tolérance pour l'espace affecté aux forces motrices sera, dans le cas mentionné ci-dessus, fixée pour les navires à hélice à 32 pour cent du jaugeage brut du navire (mesurage finlandais), à condition que le volume cubique total des espaces donnant droit à une tolérance pour les forces motrices soit supérieur à 13 pour cent et inférieur à 20 pour cent du jaugeage brut du navire ; mais dans les autres cas, cette tolérance sera fixée au volume cubique des espaces donnant droit à une tolérance pour les forces motrices, augmenté de 75 pour cent. Pour les navires à roues, la tolérance pour l'espace affecté aux forces motrices sera fixée à 37 pour cent du jaugeage brut du navire (mesurage finlandais), à condition que le volume cubique total des espaces donnant droit à une tolérance pour les forces motrices soit supérieur à 20 pour cent et inférieur à 30 pour cent du jaugeage brut du navire ; mais, dans les autres cas, cette tolérance sera fixée au volume cubique des espaces donnant droit à une tolérance pour les forces motrices, augmenté de 50 pour cent. Toutefois, dans aucun cas, la tolérance ne sera supérieure à 55 pour cent du jaugeage qui reste lorsque du jaugeage brut il a été déduit le volume cubique des espaces afférents à ce jaugeage, lesquels espaces, exception faite de la tolérance pour les forces motrices, ne sont pas compris dans le jaugeage net.

Les droits qui doivent être calculés sur la base du jaugeage net seront, dans les cas mentionnés à l'alinéa premier, calculés sur la base du jaugeage imposable tel que le mentionne le certificat estonien de jaugeage et, dans les autres cas, sur la base du jaugeage imposable qui a été établi au moyen des nouveaux mesurages ou des nouveaux calculs mentionnés ci-dessus.

II. — NAVIRES FINLANDAIS A PROPULSION MÉCANIQUE

Les navires détenteurs d'un certificat finlandais de jaugeage seront exemptés dans les ports estoniens de tout nouveau mesurage partiel et de tout calcul nouveau.

S'il existe sur le navire des espaces qui, conformément au règlement estonien de mesurage sont compris dans le jaugeage brut du navire, alors que, conformément au règlement finlandais de mesurage, ils ne doivent pas y être nécessairement inclus, ces espaces seront mesurés et ajoutés audit jaugeage. Si, toutefois, les dimensions de l'espace en question sont mentionnées dans le certificat finlandais de jaugeage, il sera procédé seulement à un nouveau calcul de cet espace.

Les droits qui doivent être calculés sur la base du jaugeage net, dans les cas mentionnés à l'alinéa premier, seront calculés sur la base du jaugeage imposable mentionné au certificat finlandais de jaugeage et, dans les autres cas, sur la base du jaugeage imposable fixé au moyen du nouveau mesurage ou du nouveau calcul ci-dessus mentionné.

III. — NAVIRES A PROPULSION NON MÉCANIQUE

Les navires détenteurs d'un certificat national de jaugeage ne feront l'objet d'aucun nouveau mesurage partiel, ni d'aucun nouveau calcul.

Les droits à acquitter sur la base du jaugeage net seront, en pareil cas, calculés sur la base du jaugeage imposable, tel qu'il est mentionné dans le certificat national de jaugeage.

Article 3.

Le nouveau mesurage partiel destiné à calculer l'augmentation ou la diminution mentionné à l'article 2, ne s'applique qu'à l'espace au sujet duquel le règlement de mesurage finlandais et le règlement de mesurage estonien ne concordent pas.

Les frais de mesurage total de remesurage partiel ou de nouveaux calculs sont établis, conformément aux instructions relatives audit mesurage ou auxdits calculs en vigueur dans le pays où s'effectue ce mesurage ou ces calculs.

If there are on such ships spaces which have not been included in the gross tonnage, but which according to the Finnish rules as to the measurements of ships are to be included therein, such spaces shall be measured and added to the said tonnage ; if however the size of the space in question has been given in the Estonian certificate of measurement, only the recalculation of the space shall be made.

The allowance for propelling power shall in the case next above mentioned be fixed at 32 % of the gross tonnage of the ship (Finnish measurement), provided the total cubical contents of the space entitling to allowance for propelling power are greater than 13 % and less than 20 % of the gross tonnage of the ship ; but in other cases, at the cubic contents of the spaces entitling to allowance for propelling power with addition of 75 % thereof. For paddle boats the allowance for propelling power shall be fixed at 37 % of the gross tonnage of the ship (Finnish measurement), provided the total cubical contents of the spaces entitling to allowance for propelling power are greater than 20 % and less than 30 % of the gross tonnage of the ship ; but in other cases, at the cubic contents of the spaces entitling to allowance for propelling power with addition of 50 % thereof. In no case however, shall the allowance be more than 55 % of the tonnage remaining when from the gross tonnage has been deducted the cubical contents of the spaces belonging to this tonnage, which spaces, except that of the allowance for propelling power, are not included in the net tonnage.

The dues to be calculated on the basis of net tonnage shall in the cases mentioned in paragraph 1, be calculated on the basis of the assessable tonnage as it appears upon the Estonian certificate of measurement and in other cases on the basis of the assessable tonnage which is established by the afore-mentioned remeasurement or recalculation.

II. FINNISH SHIPS PROPELLED BY ENGINE POWER.

Ships having a Finnish certificate of measurement shall in Estonian ports be exempt from remeasurement and recalculation.

If there is on such ships space which, according to the Estonian rules as to the measurement of ships, is included in the gross tonnage of the ship, but, according to the Finnish rules as to the measurement of ships, does not need to be included therein, such space shall be measured and added to the said tonnage. If, however, the size of the space in question has been given in the Finnish certificate of measurement, only recalculation of the said space shall be made.

The dues to be calculated on the basis of net tonnage shall in the cases mentioned in paragraph 1 be calculated on the basis of the assessable tonnage as it appears upon the Finnish certificate of measurement, and, in other cases, on the basis of the assessable tonnage fixed by the remeasurement or recalculation mentioned above.

III. SHIPS NOT PROPELLED BY ENGINE POWER.

No ship having a national certificate of measurement shall be remeasured or recalculated in part.

The dues payable on the basis of net tonnage shall, in such cases, be calculated on the basis of the assessable tonnage as it appears upon the national certificate of measurement.

Article 3.

The partial remeasurement for the calculation of increase or deduction, to which Article 2 relates, applies only to space, in regard to the measurement of which the Estonian and Finnish rules of measurement are not in accord.

The expenses for measurement in whole, partial remeasurement and re-calculation shall be calculated according to the instructions as to such measurement or calculation which are in force in the country where the measurement or calculation is effected.

Article 4.

Au cas où le nouveau mesurage partiel ou le nouveau calcul viendrait à révéler que le volume des espaces en question n'a pas fait l'objet de déclaration ou que le mesurage n'a pas été effectué conformément au règlement de mesurage alors en vigueur, le chiffre du jaugeage imposable sera corrigé sans délai, et notification de ce fait sera promptement portée à la connaissance de la direction de navigation en Estonie d'une part, pour les navires finlandais, et du bureau des navires de la dissection de navigation en Finlande, d'autre part, pour les navires estoniens.

Article 5.

Sur la demande du propriétaire ou du capitaine du navire, il pourra être procédé à un mesurage total, à un nouveau mesurage partiel ou à un nouveau calcul indépendamment des dispositions de la présente déclaration, auquel cas les frais y afférents seront à la charge du propriétaire ou du capitaine.

Article 6.

La présente déclaration entrera en vigueur trois mois après sa signature. Elle sera applicable jusqu'à l'expiration d'un délai de douze mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une des Parties.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente déclaration et l'on munie de leurs cachets.

Fait en double expédition française à Helsinki, le 17 juillet 1931.

(L. S.) A. S. YRJÖ-KOSKINEN.

(L. S.) HANS REBANE.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la déclaration concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage des navires finlandais et estoniens à la date de ce jour, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

Vu que d'après les dispositions du Traité¹ de commerce et de navigation entre la Finlande et l'Estonie, du 11 avril 1931, la capacité de la cale d'un navire estonien peut être prise comme base pour le calcul des droits d'entrée de sa cargaison de pommes de terre, le propriétaire ou le capitaine du navire aura le droit, dans le cas où cette cargaison ne remplit pas toute la capacité de la cale et cette circonstance empêche de fixer le poids de la cargaison d'après la seule lettre de jauge ou les autres papiers de bord, de laisser le soin de procéder au calcul du poids de la cargaison à une personne désignée en Finlande à faire de tels mesurages, et qui doit avoir passé l'examen de jaugeur de navires et être assermenté.

Les frais d'un tel procédé seront à la charge du propriétaire ou du capitaine du navire.

Fait en double expédition française à Helsinki, le 17 juillet 1931.

A. S. YRJÖ-KOSKINEN.

HANS REBANE.

¹ Vol. CXXIV, page 217, de ce recueil.

Article 4.

Should the partial remeasurement or recalculation disclose that no statement as to the contents of the spaces in question has been made or that the measurement has not been effected in accordance with the rules of measurement at the time in force, the assessable tonnage shall be corrected without delay, and in respect of Finnish ships the Estonian Director of Navigation, and in respect of Estonian ships the Bureau of Ships of the Finnish Director of Navigation shall be promptly notified.

Article 5.

At the request, made by the owner or master of a ship, measurement in whole, partial remeasurement or recalculation may be effected independently of the provisions of this Declaration, in which case the expenses therefor shall be borne by the owner or master.

Article 6.

The present Declaration shall come into force three months after its signature. It shall remain in force until the expiration of a period of twelve months from the day of its denunciation by one of the Parties.

In witness whereof the undersigned have duly signed the present Declaration and have affixed thereon their seals.

Done in duplicate in French at Helsinki July 17, 1931.

(L. S.) A. S. YRJÖ-KOSKINEN.

(L. S.) HANS REBANE.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the moment of signing the Declaration of to-day's date concerning the reciprocal recognition of tonnage measurement certificates of Finnish and Estonian ships, the undersigned being duly authorised to that effect have agreed as follows :

Whereas in accordance with the provisions of the Treaty¹ of Commerce and Navigation between Finland and Estonia dated April 11, 1931, the stowage capacity of an Estonian ship may be taken as a basis for calculating the entry dues payable on its cargo of potatoes, the owner or master of the ship shall, if such cargo does not fill the entire hold and if this circumstance prevents the weight of the cargo being assessed solely on the tonnage measurement certificate or other ship's papers, be entitled to have the assessment carried out by a sworn and duly qualified tonnage measurement assessor appointed in Finland to undertake such measurements.

The cost of such measurement shall be borne by the master or captain.

Done in duplicate in French at Helsinki, July 17, 1931.

A. S. YRJÖ-KOSKINEN.

HANS REBANE.

¹ Vol. CXXIV, page 217, of this Series.

N° 2874.

**RÉPUBLIQUE ARGENTINE
ET FINLANDE**

Échange de notes comportant un
accord douanier. Buenos-Ayres, le
3 novembre 1931.

**ARGENTINE REPUBLIC
AND FINLAND**

Exchange of Notes constituting
a Customs Agreement. Buenos
Aires, November 3, 1931.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 2874.— CANJE DE NOTAS ¹ ENTRE EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA ARGENTINA Y EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DE FINLANDIA, ESTABLECIENDO UN ACUERDO ADUANERO. BUENOS AIRES, 3 DE NOVIEMBRE DE 1931.

Texte officiel espagnol communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 12 janvier 1932.

Spanish official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place January 12, 1932.

I.

EL MINISTRO DE FINLANDIA EN BUENOS AIRES AL MINISTRO DE NEGOCIOS EXTRANJEROS *p. i.*
DE LA REPÚBLICA ARGENTINA.

BUENOS AIRES, 3 de Noviembre de 1931.

SEÑOR MINISTRO :

Cumpliendo instrucciones recibidas de mi Gobierno, he tenido el honor de comunicar a Vuestra Excelencia que el Gobierno de Finlandia está dispuesto a suprimir totalmente los derechos aduaneros que actualmente se perciben del afrecho, afrechillo, rebacillo y semitín de origen argentino, subproductos de la molienda de cereales, mientras el Ministerio de Hacienda de la Nación Argentina acuerde a la importación de madera terciada de abedul de origen finlandés el beneficio previsto en el artículo 76 de la Ley 11.281 durante su vigencia y que, para este caso consiste en la rebaja del 50 % de los derechos establecidos para esa mercadería por el Decreto vigente No : 127, de 4 de Agosto de 1931.

En previsión de cualquier alza general a los derechos de esa mercadería, los actuales derechos se consideran consolidados a favor de Finlandia, con el beneficio previsto y en consecuencia no le alcanzarán recargos algunos totales ni proporcionales. En previsión de cualquier reducción general a los derechos de esa mercadería, el beneficio de la reducción del 50 % se aplicará a favor de Finlandia sobre los nuevos derechos reducidos.

Para invocar el derecho al beneficio que cada país otorga, los importadores deberán justificar el origen de la mercadería con certificados de origen oficiales de autoridad competente.

Requiriendo una previa confirmación legal la liberación ofrecida por mi país, y no requiriéndola la rebaja aduanera ofrecida por el Ministerio de Hacienda de la Nación Argentina, el presente acuerdo administrativo se entenderá vigente al canje, en la Cancillería argentina, de la notificación oficial por la Legación de Finlandia de la absoluta liberación de derechos de aduana al afrecho, afrechillo, rebacillo y semitín de origen argentino sancionada legalmente por su Gobierno, contra la notificación oficial por la Cancillería argentina del decreto del Ministerio de Hacienda que establece la rebaja prevista, de cuyo canje se labrará acta.

¹ Entré en vigueur le 11 novembre 1931.

¹ Came into force November 11, 1931.

El régimen aduanero así establecido se considerará vigente *sine die*, pero cesará tan luego como el Poder Ejecutivo de Finlandia o el Ministerio de Hacienda de la Nación Argentina adopte cualquier resolución que afecta a este régimen, y que en todo caso será comunicada oficialmente por la Representación diplomática de un Gobierno al otro, a efecto de dejar a salvo del cese a los cargamentos embarcados de un país al otro.

Aprovecho esta oportunidad etc.

GRIPENBERG.

Ministro de Finlandia.

II.

EL MINISTRO DE NEGOCIOS EXTRANJEROS *p. i.* DE LA REPÚBLICA ARGENTINA AL MINISTRO DE FINLANDIA EN BUENOS AIRES.

BUENOS AIRES, 3 de Noviembre de 1931.

SEÑOR MINISTRO :

Cumpliendo instrucciones de mi Gobierno, he tenido el honor de comunicar a V. E. que el Ministerio de Hacienda de la Nación está dispuesto a acordar a la importación de madera terciada de abedul, de origen finlandés, el beneficio previsto en el artículo 76 de la Ley 11.281, durante su vigencia, y que, para este caso, consiste en la rebaja del 50 % de los derechos establecidos para esa mercadería por el Decreto vigente, N° 127, de 4 de Agosto de 1931 ; mientras el Gobierno de Finlandia suprime totalmente los derechos aduaneros que actualmente se perciben del afrecho, afrechillo, rebasillo y semitín de origen argentino, subproductos de la molienda de cereales.

En previsión de cualquier alza general a los derechos de la madera terciada, en Argentina, los actuales derechos se consideran consolidados a favor de Finlandia, con el beneficio previsto, y, en consecuencia, no le alcanzarán recargos algunos totales o proporcionales. En previsión de cualquier reducción general a los derechos de esa mercadería, el beneficio de la reducción del 50 % se aplicará a favor de Finlandia sobre los nuevos derechos reducidos.

Para invocar el derecho al beneficio que cada país otorga, los importadores deberán justificar el origen de la mercadería, con certificados de origen oficiales de autoridad competente.

Requiriendo una previa confirmación legal de la liberación ofrecida por el Gobierno de Finlandia, y no requiriéndola la rebaja aduanera ofrecida por el Ministerio de Hacienda de la Nación Argentina, el presente acuerdo administrativo se entenderá vigente al canje, en la Cancillería argentina, de la notificación oficial por la Legación de Finlandia de la absoluta liberación de derechos de aduana al afrecho, afrechillo, rabacillo y semitín de origen argentino, sancionada por su Gobierno, contra la notificación oficial por la Cancillería argentina del Decreto del Ministerio de Hacienda que establece la rebaja prevista, de cuyo canje se labrará acta.

El régimen aduanero así establecido se considerará vigente *sine die*, pero cesará tan luego como el Ministerio de Hacienda de la Nación Argentina, o el Poder Ejecutivo de Finlandia, adopte cualquier resolución que afecte a este régimen, y que en todo caso será comunicada oficialmente por la Representación diplomática de un Gobierno al otro, a efecto de dejar a salvo del cese, a los cargamentos embarcados de un país al otro.

Aprovecho esta oportunidad etc.

Adolfo Broy.

¹ TRADUCTION.

N^o 2874. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, COMPORTANT UN ACCORD DOUANIER. BUENOS-AYRES, LE 3 NOVEMBRE 1931.

I.

LE MINISTRE DE FINLANDE A BUENOS-AIRES AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES *p. i.* DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE.

BUENOS-AYRES, le 3 novembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En exécution des instructions que j'ai reçues de mon gouvernement, j'ai eu l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement finlandais est disposé à supprimer totalement les droits de douane qui frappent actuellement les sous-produits de la mouture des céréales (*afrecho, afrechillo, rebacillo et semitín*) d'origine argentine, à condition que le Ministère des Finances de l'Argentine accorde à l'importation du bois coupé de bouleau d'origine finlandaise, la faveur prévue à l'article 76 de la loi N^o 11.281, tant que cette loi restera en vigueur, faveur qui, dans le cas présent, consiste en une diminution de 50 % sur les droits établis pour cette marchandise par le décret en vigueur N^o 127, du 4 août 1931.

En cas de relèvement général des droits perçus sur cette marchandise, les droits actuels sont

¹ TRANSLATION.

No. 2874. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE ARGENTINE REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE FINNISH REPUBLIC CONSTITUTING A CUSTOMS AGREEMENT. BUENOS AIRES, NOVEMBER 3, 1931.

I.

THE MINISTER OF FINLAND AT BUENOS AIRES TO THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS *p. i.* OF THE ARGENTINE REPUBLIC.

BUENOS AIRES, November 3, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In pursuance of instructions received from my Government, I had the honour to inform Your Excellency that the Finnish Government is prepared to abolish completely the Customs duties at present levied on by-products of the milling industry (*afrecho, afrechillo, rebacillo and semitín*) of Argentine origin, provided the Argentine Ministry of Finance grants in respect of the importation of cut birch logs of Finnish origin, the privilege laid down in Article 76 of Law 11,281 as long as that law is in force, this privilege consisting in the present case in a reduction of 50 % in the duties applicable to this commodity under the existing Decree No. 127 dated August 4, 1931.

In the event of a general increase in the duties on this commodity, the present duties and

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

considérés comme consolidés à l'égard de la Finlande, avec la faveur prévue ci-dessus ; en conséquence il ne sera perçu aucune nouvelle charge, totale ou proportionnelle. En cas de réduction générale des droits perçus sur cette marchandise, la Finlande bénéficiera de la réduction de 50 % sur les nouveaux droits réduits.

Pour avoir droit à la faveur consentie par chaque pays, les importateurs devront justifier de l'origine de la marchandise au moyen de certificats d'origine officiels délivrés par l'autorité compétente.

Etant donné que la franchise accordée par mon pays exige une confirmation légale préalable, confirmation qui n'est pas nécessaire pour ce qui est de la diminution des droits de douane consentie par le Ministère des Finances de l'Argentine, il est entendu que le présent accord administratif entrera en vigueur au moment de l'échange, dans la chancellerie argentine, de la notification officielle, par la légation finlandaise, de la suppression totale de tous droits de douane sur l'*afrecho*, l'*afrechillo*, le *rebacillo* et le *semitin* d'origine argentine, légalement sanctionnée par le Gouvernement finlandais, et de la notification officielle, par la chancellerie argentine, du décret du ministère des Finances établissant la réduction stipulée, échange dont il sera dressé acte.

Le régime douanier ainsi établi sera considéré comme étant en vigueur *sine die*, mais il cessera aussitôt que le pouvoir exécutif finlandais ou le Ministère des Finances de l'Argentine aura adopté une mesure quelconque modifiant ce régime ; dans tous les cas, notification de cette mesure devra être transmise officiellement par la représentation diplomatique d'un gouvernement à l'autre, afin d'en excepter les marchandises déjà expédiées d'un pays à destination de l'autre.

Je saisis cette occasion, etc.,

Le ministre de Finlande :
GRIPENBERG.

also the above-mentioned privilege shall be regarded as consolidated in favour of Finland ; consequently, no additional charges, whether total or proportional, shall be levied. In the event of a general reduction in the duties on this commodity, Finland shall be granted a reduction of 50 % on the new reduced duties.

In order to claim the privilege granted by each country, importers must furnish proof of the origin of the commodity by means of official certificates of origin issued by the competent authority.

In view of the fact that the exemption accorded by my country requires previous legal confirmation, whereas this is not required in the case of the reduction in Customs duties granted by the Argentine Ministry of Finance, it is understood that the present administrative agreement shall come into force on the exchange in the Argentine Chancellery, of the official notification by the Finnish Legation of the total abolition of Customs duties on *afrecho*, *afrechillo*, *rebacillo* and *semitin* of Argentine origin, legally sanctioned by the Finnish Government, and the official notification by the Argentine Chancellery of the Decree of the Ministry of Finance establishing the reduction in question, an instrument being drawn up recording this exchange.

The Customs régime thus established shall be regarded as in force *sine die*, but shall terminate as soon as the Finnish Executive Authority or the Argentine Ministry of Finance adopts any resolution affecting this régime ; in every case notification thereof shall be officially communicated by the diplomatic representative of one Government to the other, so that shipments already *en route* from one country to the other may be exempted.

I have the honour, etc.,

GRIPENBERG,
Minister of Finland.

II.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES *p. i.*
DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE AU MINISTRE
DE FINLANDE A BUENOS-AYRES.

BUENOS-AYRES, le 3 novembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En exécution des instructions de mon gouvernement, j'ai eu l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Ministère des Finances de l'Argentine est disposé à accorder à l'importation du bois coupé de bouleau d'origine finlandaise, la faveur prévue à l'article 76 de la loi 11.281, tant que cette loi restera en vigueur, faveur qui, dans le cas présent, consiste en une diminution de 50 % sur les droits établis pour cette marchandise par le décret en vigueur N° 127, du 4 août 1931, à condition que le Gouvernement finlandais supprime totalement les droits de douane qui frappent actuellement les sous-préduits de la mouture des céréales (*afrecho*, *afrechillo*, *rebacillo* et *semitin*) d'origine argentine.

En cas de relèvement général des droits perçus en Argentine sur le bois coupé, les droits actuels sont considérés comme consolidés à l'égard de la Finlande, avec la faveur prévue ci-dessus ; en conséquence, il ne sera perçu aucune nouvelle charge, totale ou proportionnelle. En cas de réduction générale des droits perçus sur cette marchandise, la Finlande bénéficiera de la réduction de 50 % sur les nouveaux droits réduits.

Pour avoir droit à la faveur consentie par chaque pays, les importateurs devront justifier de l'origine de la marchandise au moyen de certificats d'origine officiels délivrés par l'autorité compétente.

Etant donné que la franchise accordée par le Gouvernement finlandais exige une confirmation légale préalable, confirmation qui n'est pas nécessaire pour ce qui est de la diminution des droits de douane consentie par le Ministère des Finances de l'Argentine, il est entendu que le présent accord administratif entrera en vigueur au moment de l'échange, dans la chancellerie argentine, de la notification officielle, par la légation finlandaise, de la suppression totale de tous droits de douane sur l'*afrecho*, l'*afrechillo*, le *rebacillo* et le *semitin* d'origine argentine, sanctionnée par le Gouvernement finlandais et

II.

THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS *p. i.* OF
THE ARGENTINE REPUBLIC TO THE MINISTER
OF FINLAND AT BUENOS AIRES.

BUENOS AIRES, November 3, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In pursuance of my Government's instructions, I had the honour to inform Your Excellency that the Argentine Ministry of Finance is prepared to grant, in respect of the importation of cut birch logs of Finnish origin the privilege laid down in Article 76 of Law 11,281 as long as that law is in force, this privilege consisting in the present case in a reduction of 50 % in the duties applicable to this commodity under the existing Decree No. 127 dated August 4, 1931, provided the Finnish Government completely abolishes the Customs duties at present levied on by-products of the milling industry (*afrecho*, *afrechillo*, *rebacillo* and *semitin*) of Argentine origin.

In the event of a general increase in the duties on cut timber in the Argentine, the present duties and also the above-mentioned privilege shall be regarded as consolidated in favour of Finland ; consequently, no additional charges, whether total or proportional, shall be levied. In the event of a general reduction in the duties on this commodity, Finland shall be granted a reuction of 50 % on the new reduced duties.

In order to claim the privilege granted by each country, importers must furnish proof of the origin of the commodity by means of official certificates of origin issued by the competent authority.

In view of the fact that the exemption accorded by the Finnish Government requires previous legal confirmation, whereas this is not required in the case of the reduction in Customs duties granted by the Argentine Ministry of Finance, it is understood that the present administrative agreement shall come into force on the exchange, in the Argentine Chancery, of the official notification by the Finnish Legation of the total abolition of Customs duties on *afrecho*, *afrechillo*, *rebacillo* and *semitin* of Argentine origin, sanctioned by the Finnish Government, and the official notification by the Argentinian

de la notification officielle, par la chancellerie argentine, du décret du Ministère des Finances établissant la réduction stipulée, échange dont il sera dressé acte.

Le régime douanier ainsi établi sera considéré comme étant en vigueur *sine die*, mais il cessera aussitôt que le Ministère des Finances de l'Argentine ou le pouvoir exécutif finlandais aura adopté une mesure quelconque modifiant ce régime ; dans tous les cas, notification de cette mesure devra être transmise officiellement par la représentation diplomatique d'un gouvernement à l'autre, afin d'en excepter les marchandises déjà expédiées d'un pays à destination de l'autre.

Je saisis cette occasion, etc.,

Adolfo Brov.

tine Chancellery of the Decree of the Ministry of Finance establishing the reduction in question, an instrument being drawn up recording this exchange.

The Customs régime thus established shall be regarded as in force *sine die*, but shall terminate as soon as the Argentine Ministry of Finance or the Finnish Executive Authority adopts any resolution affecting this régime ; in every case notification thereof shall be officially communicated by the diplomatic representative of one Government to the other, so that shipments already *en route* from one country to the other may be exempted.

I have the honour, etc.,

Adolfo Brov.

N° 2875.

ITALIE ET PAYS-BAS

Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de navigabilité d'aéronefs et des certificats constatant la bonne qualité des moteurs. Rome, les 2 et 3 octobre 1931.

ITALY AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the reciprocal Recognition of Certificates of Air-Worthiness and of Certificates attesting the Good Quality of Engines. Rome, October 2 and 3, 1931.

N° 2875. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ITALIEN ET NÉERLANDAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE NAVIGABILITÉ D'AÉRONEFS ET DES CERTIFICATS CONSTATANT LA BONNE QUALITÉ DES MOTEURS. ROME, LES 2 ET 3 OCTOBRE 1931.

No. 2875 — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE ITALIAN AND NETHERLANDS GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL RECOGNITION OF CERTIFICATES OF AIR-WORTHINESS AND OF CERTIFICATES ATTESTING THE GOOD QUALITY OF ENGINES. ROME, OCTOBER 2 AND 3, 1931.

Textes officiels français et italien communiqués par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 15 janvier 1932.

French and Italian official texts communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place January 15, 1932.

I.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI.

T. 233778/31.

2 ottobre 31 anno IX.

SIGNOR MINISTRO,

Con riferimento alla precorsa corrispondenza riguardo al progettato accordo fra il Governo dei Paesi Bassi e il Governo Italiano per il riconoscimento reciproco delle condizioni di navigabilità degli aeromobili e dei motori di aviazione, ho l'onore d'informare l'E.V. che il R. Governo conviene ai fini della stipulazione di tale accordo nelle seguenti disposizioni :

1° Il Regio Governo Italiano attribuirà ai certificati rilasciati dalle competenti autorità dei Paesi Bassi per gli aeromobili destinati ad essere ulteriormente immatricolati in Italia e per i motori d'aviazione destinati a essere messi in servizio ulteriormente in Italia, lo stesso valore che se tali certificati fossero stati rilasciati, secondo i regolamenti italiani vigenti al riguardo.

Egli inteso che i documenti suddetti sono :

a) Per gli aeromobili : i « *bewijzen van luchtwaardigheid en van deugdelijkheid* », rilasciati dal Ministro del « *Waterstaat* » o per sua autorizzazione ;

b) Per i motori : i « *bewijzen van deugdelijkheid* », rilasciati dal Ministro del « *Waterstaat* », o per sua autorizzazione.

2° Il Governo Reale dei Paesi Bassi attribuirà ai certificati rilasciati dalle competenti Autorità italiane per gli aeromobili destinati ad essere ulteriormente immatricolati nei

Paesi Bassi e per i motori d'aviazione destinati a essere messi in servizio ulteriormente nei Paesi Bassi lo stesso valore che se tali certificati fossero stati rilasciati secondo i regolamenti olandesi vigenti al riguardo.

E' inteso che i documenti suddetti sono :

a) Per gli aeromobili : i « certificati di navigabilità » e i « certificati di classe », rilasciati dal « Registro Italiano Navale ed Aeronautico » ;

b) Per i motori : i « certificati di collaudo », rilasciati dal detto « Registro Italiano Navale ed Aeronautico ».

3° Il presente accordo concerne gli aeromobili ed i motori di ogni categoria, compresi quelli che sono impiegati per i trasporti pubblici e quelli destinati a scopi privati.

4° Le questioni particolari di carattere tecnico cui può dar luogo il rinnovo dei certificati sopramenzionati allo spirare della rispettiva validità, saranno risolte direttamente tra le Autorità competenti dei due Paesi.

5° Conformemente alla interpretazione comune, l'espressione « Paesi Bassi » comprenderà solo il territorio del Regno dei Paesi Bassi situato in Europa.

La presente nota e la risposta della Eccellenza Vostra dello stesso tenore saranno considerate come la prova dell'Accordo raggiunto tra i rispettivi Governi, accordo che entrerà in vigore immediatamente.

Gradisca, Signor Ministro, gli atti della mia più alta considerazione.

GRANDI.

S. E. il Sig. Dott. Jacob A. N. Patijn,
Inviato Straord. e Ministro Plenipotenziario del Regno Unito
dei Paesi Bassi in Roma.

¹ TRADUCTION.

¹ TRANSLATION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
T. 233778/3I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
T. 233778/3I.

Le 2 octobre 1931, an IX.

October 2, 1931. Year IX.

MONSIEUR LE MINISTRE,

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la correspondance antérieure relative au projet d'accord entre le Gouvernement des Pays-Bas et le Gouvernement italien, pour la reconnaissance réciproque des conditions de navigabilité des aéronefs et des moteurs d'aviation, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement italien convient, aux fins de stipulation dudit accord, des dispositions suivantes :

With reference to previous correspondence concerning the suggested Agreement between the Government of the Netherlands and the Italian Government for the mutual recognition of conditions of airworthiness of aircraft and aircraft engines, I have the honour to inform you that the Italian Government approves the following provisions for the purposes of that Agreement :

1° Le Gouvernement italien attribuera aux certificats délivrés par les autorités compétentes des Pays-Bas pour les aéronefs destinés à être ultérieurement immatriculés

1. The Italian Government shall confer on certificates issued by the competent authorities of the Netherlands in respect of aircraft intended to be registered subse-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

en Italie, et pour les moteurs d'aviation destinés à être mis en service ultérieurement en Italie, la même valeur que si lesdits certificats avaient été délivrés conformément aux règlements italiens en vigueur en cette matière.

Il est entendu que les documents susdits sont :

a) Pour les aéronefs : les « *bewijzen van luchtwaardigheid en van deugdelijkheid* » délivrés par le ministre du « *Waterstaat* » ou en vertu d'une autorisation dudit ministre ;

b) Pour les moteurs : les « *bewijzen van deugdelijkheid* » délivrés par le ministre du « *Waterstaat* » ou en vertu d'une autorisation dudit ministre.

2° Le Gouvernement des Pays-Bas attribuera aux certificats délivrés par les autorités compétentes italiennes pour les aéronefs destinés à être ultérieurement immatriculés dans les Pays-Bas et pour les moteurs d'aviation destinés à être mis en service ultérieurement dans les Pays-Bas la même valeur que si lesdits certificats avaient été délivrés conformément aux règlements néerlandais en vigueur en cette matière.

Il est entendu que les documents susdits sont :

a) Pour les aéronefs : les « *certificati di navigabilità* », et les « *certificati di classe* » délivrés par le « *Registro Italiano Navale ed Aeronautico* » ;

b) Pour les moteurs : les « *certificati di collaudo* » délivrés par ledit « *Registro Italiano Navale ed Aeronautico* ».

3° Le présent accord concerne les aéronefs et les moteurs de toutes catégories, y compris ceux qui sont utilisés pour le transports publics et ceux qui sont destinés à des usages privés.

4° Les questions spéciales de caractère technique auxquelles pourra donner lieu le renouvellement des certificats susmentionnés à l'expiration de la validité de chacun d'eux, seront résolues directement entre les autorités compétentes des deux pays.

5° Conformément à l'interprétation commune, l'expression « Pays-Bas » s'appliquera uniquement au territoire du Royaume des Pays-Bas situé en Europe.

quently in Italy and in respect of aircraft engines intended for subsequent use in Italy, the same validity as if the said certificates had been issued in accordance with the relevant regulations in force in Italy.

It is understood that the documents referred to above are :

(a) For aircraft : the « *bewijzen van luchtwaardigheid en van deugdelijkheid* » issued by the Minister of the « *Waterstaat* » or with his authorisation ;

(b) For engines : the « *bewijzen van deugdelijkheid* » issued by the Minister of the « *Waterstaat* » or with his authorisation.

2. The Netherlands Government shall confer on certificates issued by the competent Italian authorities in respect of aircraft intended to be registered subsequently in the Netherlands and in respect of aircraft engines intended for subsequent use in the Netherlands, the same validity as if the said certificates had been issued in accordance with the relevant regulations in force in the Netherlands.

It is understood that the documents referred to above are :

(a) For aircraft : the « *certificati di navigabilità* » and the « *certificati di classe* » issued by the « *Registro Italiano Navale ed Aeronautico* » ;

(b) For engines : the « *certificati di collaudo* » issued by the said « *Registro Italiano Navale ed Aeronautico* ».

3. The present Agreement relates to aircraft and engines of every description, including those employed for public transport and those intended for private use.

4. Any special questions of a technical character which may arise in connection with the renewal of the above-mentioned certificates on the expiration of their respective periods of validity, shall be settled direct between the competent authorities of the two countries.

5. In conformity with the usual interpretation, the expression « the Netherlands » shall be understood to mean only the territory of the Kingdom of the Netherlands in Europe.

La présente note et la réponse de Votre Excellence, de la même teneur, seront considérées comme constituant la preuve de l'accord conclu entre les gouvernements respectifs, accord qui entrera en vigueur immédiatement.

Veillez agréer, etc.

GRANDI.

A Son Excellence
Le docteur Jacob A. N. Patijn,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
du Royaume-Uni des Pays-Bas,
à Rome.

The present note and Your Excellency's reply in the same terms shall be regarded as placing on formal record the Agreement arrived at between our respective Governments, and the Agreement shall enter into force immediately.

I have, etc.

GRANDI.

His Excellency
Dr. Jacob A. N. Patijn,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of the United Kingdom
of the Netherlands,
Rome.

II.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

N° 2271.

ROME, le 3 octobre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par Sa lettre du 2 octobre 1931, n° 233778/31, Votre Excellence a bien voulu me faire savoir ce qui suit :

Con riferimento alla precorsa corrispondenza riguardo al progettato accordo fra il Governo dei Paesi Bassi e il Governo Italiano per il riconoscimento reciproco delle condizioni di navigabilità degli aeromobili e dei motori di aviazione, ho l'onore d'informare l'E.V. che il R. Governo conviene ai fini della stipulazione di tale accordo nelle seguenti disposizioni :

1° Il Regio Governo Italiano attribuirà ai certificati rilasciati dalle competenti autorità dei Paesi Bassi per gli aeromobili destinati ad essere ulteriormente immatricolati in Italia e per i motori d'aviazione destinati a essere messi in servizio ulteriormente in Italia, lo stesso valore che se tali certificati fossero stati rilasciati, secondo i regolamenti italiani vigenti al riguardo.

Egli inteso che i documenti suddetti sono :

a) Per gli aeromobili : i « *bewijzen van luchtwaardigheid en van deugdelijkheid* », rilasciati dal Ministro del « *Waterstaat* » o per sua autorizzazione ;

b) Per i motori : i « *bewijzen van deugdelijkheid* », rilasciati dal Ministro del « *Waterstaat* », o per sua autorizzazione.

2. Il Governo Reale dei Paesi Bassi attribuirà ai certificati rilasciati dalle competenti Autorità italiane per gli aeromobili destinati ad essere ulteriormente immatricolati nei Paesi Bassi e per i motori d'aviazione destinati a essere messi in servizio ulteriormente nei Paesi Bassi lo stesso valore che se tali certificati fossero stati rilasciati secondo i regolamenti olandesi vigenti al riguardo.

E' inteso che i documenti suddetti sono :

a) Per gli aeromobili : i « certificati di navigabilità » e i « certificati di classe », rilasciati dal « Registro Italiano Navale ed Aeronautico » ;

b) Per i motori : i « certificati di collaudo », rilasciati dal detto « Registro Italiano Navale ed Aeronautico ».

3° Il presente accordo concerne gli aeromobili ed i motori di ogni categoria, compresi quelli che sono impiegati per i trasporti pubblici e quelli destinati a scopi provati.

4. Le questioni particolari di carattere tecnico cui può dar luogo il rinnovo dei certificati sopramenzionati allo spirare della rispettiva validità, saranno risolte direttamente tra le Autorità competenti dei due Paesi.

5° Conformemente alla interpretazione comune, l'espressione « Paesi Bassi » comprenderà solo il territorio del Regno dei Paesi Bassi situato in Europa.

La presente nota e la risposta della Eccellenza Vostra dello stesso tenore saranno considerate come la prova dell'Accordo raggiunto tra i rispettivi Governi, accordo che entrerà in vigore immediatamente.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement des Pays-Bas se rallie volontiers à la proposition que contient la lettre précitée.

Il est entendu que le présent arrangement entrera en vigueur immédiatement.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

J. PATIJN.

A Son Excellence Monsieur Dino Grandi,
Ministre des Affaires étrangères
à Rome.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

NETHERLANDS LEGATION.

No. 2271.

ROME, October 3, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In your letter, No. 233 778/31, dated October 2, 1931, you were good enough to inform me as follows :

With reference to previous correspondence concerning the suggested Agreement between the Government of the Netherlands and the Italian Government for the mutual recognition of conditions of airworthiness of aircraft and aircraft engines, I have the honour to inform you that the Italian Government approves the following provisions for the purposes of that Agreement :

(1) The Italian Government shall confer on certificates issued by the competent authorities of the Netherlands in respect of aircraft intended to be registered subsequently in Italy and in respect of aircraft engines intended for subsequent use in Italy, the same validity as if the said certificates had been issued in accordance with the relevant regulations in force in Italy.

It is understood that the documents referred to above are :

(a) For aircraft : the "*bewijzen van luchtwaardigheid en van deugdelijkheid*" issued by the Minister of the "*Waterstaat*" or with his authorisation ;

(b) For engines : the "*bewijzen van deugdelijkheid*" issued by the Minister of the "*Waterstaat*" or with his authorisation.

2. The Netherlands Government shall confer on certificates issued by the competent Italian authorities in respect of aircraft intended to be registered subsequently in the Netherlands and in respect of aircraft engines intended for subsequent use in the Netherlands, the same validity as if the said certificates had been issued in accordance with the relevant regulations in force in the Netherlands.

It is understood that the documents referred to above are :

(a) For aircraft : the "*certificati di navigabilità*" and the "*certificati di classe*" issued by the "*Registro Italiano Navale ed Aeronautico*" ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

(b) For engines : the “ *certificati di collaudo* ” issued by the said “ *Registro Italiano Navale ed Aeronautico* ”.

3. The present Agreement relates to aircraft and engines of every description, including those employed for public transport and those intended for private use.

4. Any special questions of a technical character which may arise in connection with the renewal of the above-mentioned certificates on the expiration of their respective validity, shall be settled direct between the competent authorities of the two countries.

5. In conformity with the usual interpretation, the expression “ the Netherlands ” shall be understood to mean only the territory of the Kingdom of the Netherlands in Europe.

The present note and Your Excellency’s reply in the same terms shall be regarded as placing on formal record the Agreement arrived at between our respective Governments, and the Agreement shall enter into force immediately. ”

I have the honour to inform you that the Government of the Netherlands gladly agrees to the proposal contained in the letter quoted above.

It is understood that the present arrangement shall enter into force immediately.

I have, etc.

J. PATIJN.

His Excellency
M. Dino Grandi,
Minister for Foreign Affairs,
Rome.

N° 2876.

FRANCE ET POLOGNE

Accord pour le règlement de la dette de la Pologne envers la France au titre des soldes impayés des frais d'occupation de la zone de plébiscite de la Haute-Silésie. Signé à La Haye, le 20 janvier 1930.

FRANCE AND POLAND

Agreement for the Settlement of the Polish Debt to France in respect of Unpaid Balances of Costs of Occupation of the Plebiscite Area in Upper Silesia. Signed at The Hague, January 20, 1930.

N° 2876. — ACCORD¹ POUR LE RÈGLEMENT DE LA DETTE DE LA POLOGNE ENVERS LA FRANCE AU TITRE DES SOLDES IMPAYÉS DES FRAIS D'OCCUPATION DE LA ZONE DE PLÉBISCITE DE LA HAUTE-SILÉSIE. SIGNÉ A LA HAYE, LE 20 JANVIER 1930.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires a. i. de la Délégation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 19 janvier 1932.

Entre LE GOUVERNEMENT POLONAIS, représenté par S. E. M. Jean MROZOWSKI, président de la Cour suprême de Justice à Varsovie, d'une part, et LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS, représenté par S. E. M. Henry CHÉRON, ministre des Finances, d'autre part, il a été convenu ce qui suit :

I.

Le montant de la dette de la Pologne envers la France résultant des soldes impayés des frais d'occupation de la zone de plébiscite de Haute-Silésie est arrêté à la somme de francs 178.617.885,38.

II.

En règlement complet et définitif de cette dette, la Pologne s'engage à payer et la France convient d'accepter les annuités suivantes :

1931 — 1935 inclus	Frs. 7.112.918
1936 — 1940 »	» 8.891.143
1941 — 1950 »	» 10.669.374
1951 — 1965 »	» 11.543.870

Les payments indiqués ci-dessus seront effectués le 15 avril de chaque année, le premier payment ayant lieu le 15 avril 1931.

III.

Les versements prévus par le présent accord seront effectués en monnaie française à la Caisse centrale du Trésor public à Paris. Le franc dont il est question ci-dessus est l'unité monétaire définie par la loi du 25 juin 1928, équivalente à milligrammes d'or 65,5, au taux de 0,900.

IV.

La Pologne a le droit de racheter en totalité ou en partie des payments non encore effectués sur la base d'un taux d'escompte de 4 %.

Fait à La Haye, en doubles exemplaires, le 20 janvier 1930.

(—) J. MROZOWSKI.

(—) Henry CHÉRON.

¹ Entré en vigueur le 20 janvier 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2876. — AGREEMENT ² FOR THE SETTLEMENT OF THE POLISH DEBT TO FRANCE IN RESPECT OF UNPAID BALANCES OF COSTS OF OCCUPATION OF THE PLEBISCITE AREA IN UPPER SILESIA. SIGNED AT THE HAGUE, JANUARY 20, 1930.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place January 19, 1932.

Between THE POLISH GOVERNMENT, represented by His Excellency M. Jean MROZOWSKI, President of the Supreme Court of Justice at Warsaw, on the one hand, and THE FRENCH GOVERNMENT, represented by His Excellency M. Henry CHÉRON, Minister of Finance, on the other hand, it has been agreed as follows :

I.

The amount of the debt of Poland to France, representing the unpaid balances of costs of occupation of the Plebiscite Area in Upper Silesia, has been agreed at the sum of Fr. 178,617,885.38.

II.

In complete and final settlement of this debt, Poland undertakes to pay, and France agrees to accept, the following annuities :

1931 to 1935 inclusive	Fr.	7,112,918
1936 to 1940	»	8,891,143
1941 to 1950	»	10,669,374
1951 to 1965	»	11,543,870

Payment of the above annuities shall be effected on April 15th of each year, the first instalment to be paid on April 15, 1931.

III.

The amounts due under the present Agreement shall be paid in French currency to the Caisse Centrale of the Public Treasury in Paris. The franc referred to above is the monetary unit defined in the law of June 25, 1928, equivalent to 65.5 milligrammes gold, at the rate of 0.900.

IV.

Poland shall have the right to redeem outstanding payments, in whole or in part, at 4 % discount payments.

Done at The Hague, in two copies, January 20, 1930.

(—) J. MROZOWSKI.

(—) Henry CHÉRON.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force January 20, 1930.

N° 2877.

DANEMARK, FINLANDE,
ISLANDE,
NORVÈGE ET SUÈDE

Convention contenant certaines dispositions de droit international privé sur le mariage, l'adoption et la tutelle, avec protocole final, signés à Stockholm, le 6 février 1931, et échanges de notes y relatifs, Stockholm, les 6 février et 22 décembre 1931, et Helsingfors, le 9 juin 1931.

DENMARK, FINLAND,
ICELAND,
NORWAY AND SWEDEN

Convention containing certain Provisions of Private International Law regarding Marriage, Adoption and Guardianship, with Final Protocol, signed at Stockholm, February 6, 1931, and Exchanges of Notes relating thereto, Stockholm, February 6 and December 22, 1931, and Helsingfors, June 9, 1931.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

N^o 2877. — KONVENTION ¹ MELLEM DANMARK, FINLAND, ISLAND, NORGE OG SVERIGE INDEHOLDENDE INTERNATIONALPRIVATRETLIGE BESTEMMELSER OM ÆGTESKAB, ADOPTION OG VÆRGEMAAL. UNDERTEGNET I STOCKHOLM, DEN 6. FEBRUAR 1931.

N^o 2877. — SOPIMUS ¹ SUOMEN, TANSKAN, ISLANNIN, NORJAN JA RUOTSIN KESKEN, JOKA SISÄLTÄÄ AVIOLIITTOA, LAPSEKSIOTTAMISTA JA HOLHOUTA KOSKEVIA KANSAINVÄLISYKSITYISOIKEUDELLISIA MÄÄRÄYKSIÄ, ALLEKIRJOITETTU TUKHOLMASSA, HELMIKUUN 6 PÄIVÄNÄ 1931.

Textes officiels danois, finnois, islandais, norvégien et suédois communiqués par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations et le Ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 20 janvier 1932.

Danish, Finnish, Icelandic, Norwegian and Swedish official texts communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations and the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place January 20, 1932.

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND, REPUBLIKEN FINLANDS PRÆSIDENT, HANS MAJESTÆT KONGEN AF NORGE OG HANS MAJESTÆT KONGEN AF SVERIGE, hvilke er kommet overens om at afslutte en Konvention mellem Danmark, Finland, Island, Norge og Sverige, indeholdende internationalprivatreilige Bestemmelser om Ægteskab, Adoption og Værgemaal, har udnævnt til deres befuldmægtigede :

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI, HÄNEN MAJESTEETTINSA TANSKAN JA ISLANNIN KUNINGAS, HÄNEN MAJESTEETTINSA NORJAN KUNINGAS JA HÄNEN MAJESTEETTINSA RUOTSIN KUNINGAS, päätettyään tehdä Suomen, Tanskan, Islannin, Norjan ja Ruotsin kesken sopimuksen, joka sisältää avioliittoa, lapseksiottamista ja holhousta koskevia kansainvälisyksityisoikeudellisia määräyksiä, ovat määränneet valtuutetuikseen :

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND :

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI :

Hr. Erik Julius Christian SCAVENIUS, Hans Majestæts overordentlige Gesandt og befuldmægtigede Minister i Stockholm ;

Tasavallan erikoislähettilään ja täysivaltaisen ministerin Tukholmassa Rafael Waldemar ERICHIN .

¹ Les ratifications ont été déposées à Stockholm le 22 décembre 1931 par toutes les Parties contractantes. La convention est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1932.

¹ The ratifications were deposited at Stockholm, December 22, 1931, by all the Contracting Parties. The Convention came into force January 1st, 1932.

REPUBLICEN FINLANDS PRÆSIDENT :

Republikens overordentlige Gesandt og befuldmægtigede Minister i Stockholm, Rafael Waldemar ERICH ;

HANS MAJESTÆT KONGEN AF NORGE :

Sin overordentlige Gesandt og befuldmægtigede Minister i Stockholm, Johan Herman WOLLEBÆK ;

HANS MAJESTÆT KONGEN AF SVERIGE :

Sin Udenrigsminister Hans Excellence Friherre Fredrik RAMEL ;

hvilke, behørigt befuldmægtigede, er kommet overens om følgende Artikler :

I. ÆGTESKAB.

Artikel 1.

Vil en Statsborger i en af de kontraherende Stater indgaa Ægteskab for en af de andre Staters Myndigheder, skal hans Ret til at indgaa Ægteskabet bedømmes efter Loven i denne Stat, saafremt han i de sidste to Aar har været og fremdeles er bosat der, men ellers efter Loven i den Stat, hvor han har Statsborgerret.

Skal Statsborgerlandets Lov anvendes, kan Retten til at indgaa Ægteskabet godtgøres ved Bevidnelse fra denne Stats Myndigheder (Ægteskabsattest).

Artikel 2.

Om Lysning og Vielse gælder Loven i den Stat, for hvis Myndighed Ægteskabet indgaaes.

Artikel 3.

Retsvirkningerne af Ægteskab mellem Personer, som er og ved Ægteskabets Indgaaelse var Statsborgere i de kontraherende Stater, skal, forsaavidt angaar Ægtefællernes Formueforhold, bedømmes efter Loven i den af Staterne, hvor Ægtefællerne ved Ægteskabets Indgaaelse bosatte sig. Har begge Ægtefæller senere bosat sig i en anden af Staterne, skal denne Stats Lov i Stedet herfor finde Anvendelse, forsaavidt der

HÄNEN MAJESTEETTINSA TANSKAN JA ISLANNIN KUNINGAS :

Tukholmassa olevan erikoislähettiläänsä ja täysivaltaisen ministerinsä Erik Julius Christian SCAVENIUKSEN ;

HÄNEN MAJESTEETTINSA NORJAN KUNINGAS :

Tukholmassa olevan erikoislähettiläänsä ja täysivaltaisen ministerinsä Johan Herman WOLLEBÆKIN ;

HÄNEN MAJESTEETTINSA RUOTSIN KUNINGAS

Ulkoasiainministerinsä, Hänen Ylhäisyydensä Vapaaherra Frederik RAMELIN ;

jotka, siihen asianmukaisesti valtuutettuina, ovat sopineet seuraavista artikloista :

I. AVIOLIITTO.

1 artikla.

Jos jonkin sopimusvaltion kansalainen tahtoo mennä avioliittoon toisen sopimusvaltion viranomaisen edessä, on hänen oikeutensa mennä aiottuun avioliittoon tutkittava tämän valtion lain mukaan, jos hänellä viimeisten kahden vuoden ajan on siellä ollut ja edelleen on koti- paikka, mutta muuten kotimaan lain mukaan.

Jos kotimaan lakia on sovellettava, voidaan oikeus mennä aiottuun avioliittoon selvittää esittämällä siitä kotimaan viranomaisen todistus.

2 artikla.

Kuuluttamisen ja vihkimisen suhteen on voimassa sen valtion laki, johon vihkimisviranomainen kuuluu.

3 artikla.

Milloin puoliset ovat ja avioliittoa päätettäessä olivat jonkin sopimusvaltion kansalaisia, määräytyvät avioliiton oikeudelliset vaikutukset, mitä tulee puolisoitten varallisuussuhteisiin, sen sopimusvaltion lain mukaan, johon he avioliittoon mennessään asettuivat asumaan. Jos molemmat puoliset sittemmin ovat asettuneet asumaan johonkin toiseen sopimusvaltioon, on tämän valtion lakia sovellettava,

ikke er Tale om Virkning af en Retshandel, som tidligere er indgaaet.

En Ægtefælles Beføjelse til at raade over fast Ejendom eller over Rettighed, som dermed er ligestillet, skal, hvis Ejendommen er beliggende i en af Staterne, altid bedømmes efter Loven i denne Stat.

Artikel 4.

En Ægtepagt mellem Personer, som er og ved Ægteskabets Indgaaelse var Statsborgere i de kontraherende Stater, og som da bosatte sig i en af Staterne, skal i Henseende til Formens anses for gyldig i enhver af de kontraherende Stater, ikke blot naar den Lov, som efter Artikel 3 var bestemmende for Ægtefællernes Formueforhold, er iagttaget, men ogsaa naar Ægtepagten opfylder Formforskrifterne i den Stat, hvor Parterne eller en af dem havde Statsborgerret.

Hver af Staterne kan gøre en Ægtepagts Gyldighed overfor Trediemand betinget af, at den er tinglyst eller anmeldt til Retten overensstemmende med der gældende Lov.

Artikel 5.

Begæring om Bosondring mellem saadanne Ægtefæller, som omhandles i Artikel 4, afgøres i den Stat, hvor begge Ægtefæller er bosat. Er de bosat i forskellige Stater, afgøres Begæringen i den Stat, hvor den Ægtefælle, mod hvem Kravet er rettet, har Bopæl, eller hvis han er bosat i Finland, i den Stat, hvis Lov efter Artikel 3 er bestemmende for Ægtefællernes Formueforhold.

Artikel 6.

Artiklerne 3—5 angaar ikke Ægteskaber, hvis Retsvirkninger efter Loven i nogen af de paagældende Stater skal bedømmes efter den ældre Ægteskabslovgivning.

Artikel 7.

Spørgsmaal om Separation eller Skilsmisse mellem Statsborgere i de kontraherende Stater afgøres i den Stat, hvor begge Ægtefæller er

mikáli ei ole kysymys sitä ennen tehdyn oikeustoimen vaikutuksista.

Puolison oikeus vallita kiinteää tai siihen verrattavaa omaisuutta, joka on jossakin sopimusvaltiossa, määräytyy aina sen valtion lain mukaan.

4 artikla.

Sellaisten puolisoitten välinen avioehtosopimus, jotka ovat ja avioliittoon mennessään olivat jonkin sopimusvaltion kansalaisia sekä silloin asettuivat asumaan johonkin näistä valtioista, on, mitä muotoon tulee, katsottava päteväksi jokaisessa sopimusvaltiossa, paitsi milloin se on tehty sen lain mukaisesti, jota 3 artiklan mukaan oli sovellettava puolisoitten varallisuussuhteisiin, myöskin jos se täyttää sen valtion muotomääräykset, jonka kansalaisia sopimuskumppanit olivat tai toinen heistä oli.

Jokainen sopimusvaltio voi määrätä avioehtosopimuksen pätevyuden kolmatta henkilöä vastaan riippuvaksi siitä, että sopimus laillistetaan sen lain mukaisesti.

5 artikla.

Hakemus pesäeron myöntämisestä puolisoille, joita tarkoitetaan 4 artiklassa, otetaan tutkittavaksi siinä valtiossa, jossa puolisoilla on kotipaikka. Jos puolisoilla on kotipaikka eri valtioissa, otetaan hakemus tutkittavaksi siinä valtiossa, jossa sillä, johon hakemus on kohdistettu, on kotipaikka tai, jos tämä valtio on Suomi, siinä valtiossa, jonka lakia 3 artiklan mukaan on sovellettava puolisoitten varallisuussuhteisiin.

6 artikla.

3—5 artikla eivät koske avioliittoja, joiden oikeudelliset vaikutukset jonkin kysymyksen säolevan valtion lain mukaan määräytyvät aikaisemman avioliittolainsäädännön mukaan.

7 artikla.

Vaatimus asumus- tai avioeron myöntämisestä sopimusvaltioiden kansalaisille otetaan tutkittavaksi siinä valtiossa, jossa kumpai-

bosat, eller hvor de senest har været bosat samtidig og en af dem fremdeles er bosat.

Kan Sagen ikke efter første Stykke afgøres i nogen af Staterne, eller skulde Afgørelse om Separation, eller Skilsmisse paa Grundlag af Separation, mellem Ægtefæller, som ikke er finske Statsborgere, efter første Stykke træffes i Finland, kan Afgørelsen træffes i en Stat, hvor en af Ægtefællerne har Statsborgerret.

Skilsmisse paa Grundlag af Separation kan altid meddeles i en Stat, hvor begge Ægtefæller har Statsborgerret.

Artikel 8.

I Forbindelse med Krav om Separation eller Skilsmisse kan der af samme eller anden Myndighed ogsaa træffes Afgørelse om midlertidig Ophævelse af Samlivet, Deling af Formuen, Skadeserstatning, Underholdspligt og Forældremyndighed.

Spørgsmaal om Underholdspligt og Forældremyndighed, som rejses senere, afgøres i den Stat, hvor den Ægtefælle, mod hvem Kravet er rettet, er bosat; dette gælder ogsaa med Hensyn til Ændring af Beslutning, som er truffet i en anden af Staterne. Er Loven i den Stat, hvor der er truffet en Afgørelse om Separation eller Skilsmisse, til Hinder for senere Fasttættelse eller Forhøjelse af Underholdsbidrag til en frasepareret eller fraskilt Ægtefælle, kan Afgørelse herom heller ikke træffes i de andre Stater.

Artikel 9.

Ved de i Artiklerne 7 og 8 nævnte Afgørelser anvendes i hver Stat den der gældende Lov. Afgørelse om Deling af Formuen og om Skadeserstatning træffes dog altid efter den Lov, som ifølge Artikel 3 er bestemmende for Ægtefællernes Formueforhold. Separation kan ikke meddeles finsk Statsborger, medmindre han er og i de sidste to Aar har været bosat i den Stat, hvor Separation søges.

Separation, som er opnaaet i en af Staterne, giver i de andre Stater samme Ret til Skilsmisse som en der meddelt Separation.

sellakin puolisoilla on kotipaikka tai jossa heillä viimeksi on samaan aikaan ollut kotipaikka ja jossa toinen heistä edelleen asuu.

Jos vaatimusta ei ensimmäisen momentin mukaan voida ottaa tutkittavaksi missään sopimusvaltiossa tai jos vaatimus asumuseron tai siihen perustuvan avioeron myöntämisestä puolisoille, jotka eivät ole Suomen kansalaisia, olisi ensimmäisen momentin mukaan otettava tutkittavaksi Suomessa, voidaan vaatimus tehdä sellaisessa valtiossa, jonka kansalainen jomkumpi puolisoista on.

Asumuseroon perustuva avioero vaatimus voidaan aina tehdä sellaisessa valtiossa, jonka kansalaisia molemmat puoliset ovat.

8 artikla.

Asumus- tai avioero vaatimuksen yhteydessä voi myöskin sama tai muu viranomainen tutkia yhteiselämän väliaikaista lopettamista, ositusta, vahingonkorvausta, elatusvelvollisuutta ja lasten huoltoa koskevia kysymyksiä.

Vaatimus, joka myöhemmin tehdään elatusvelvollisuudesta tai lasten huollosta, otetaan tutkittavaksi siinä valtiossa, jossa sillä, johon kanne kohdistetaan, on kotipaikka, siinäkin tapauksessa että se tarkoittaa toisessa sopimusvaltiossa annetun päätöksen muuttamista. Jos sen valtion lain mukaan, jossa asumus- tai avioero on myönnetty, elatusapua ei enää voida eronsaaneelle puolisolle tuomita tai korottaa yli aikaisemmin vahvistetun määrän, älköön tällaista elatusapua tai sen korottamista koskevaa vaatimusta otettako tutkittavaksi muussa sopimusvaltiossa.

9 artikla.

Tutkittaessa 7 ja 8 artiklassa mainittuja kysymyksiä noudatetaan jokaisessa valtiossa siellä voimassa olevaa lakia. Ositusta ja vahingonkorvausta koskevat asiat on kuitenkin aina ratkaistava sen lain mukaan, jota 3 artiklan mukaan on sovellettava puolisoiden varallisuussuhteisiin. Suomen kansalaiselle älköön myönnettäkö asumuseroa valtiossa, jossa hänellä ei ole viimeisten kahden vuoden ajan ollut ja edelleen ole kotipaikkaa.

Asumusero, joka on saatu jossakin sopimusvaltiossa, tuottaa toisessa sopimusvaltiossa saman oikeuden avioeroon kuin siinä valtiossa myönnetty asumusero.

Artikel 10.

Med Hensyn til Afgørelsen af Sager om Omstødelse af Ægteskab mellem Personer, som er og ved Ægteskabets Indgaaelse var Statsborgere i de kontraherende Stater, finder Bestemmelserne i Artiklerne 7-9 tilsvarende Anvendelse. Betingelserne for Omstødelse skal dog bedømmes efter den Lov, som var bestemmende for Sagsøgerens Ret til at indgaa Ægteskabet, eller hvis Sagen rejses mod begge Ægtefæller, efter en af de Love, som var bestemmende for deres Ret til at indgaa Ægteskabet.

II. ADOPTION.

Artikel 11.

Vil en Statsborger i en af de kontraherende Stater, som er bosat i en af disse, adoptere en Person, der har Statsborgerret i en af Staterne, skal Tilladelsen søges i den Stat, hvor Adoptanten er bosat.

Artikel 12.

Ved Afgørelsen af Ansøgningen anvendes i hver Stat den der gældende Lov. Er den, som skal adopteres, under 18 Aar, og er han bosat i den Stat, hvor han har Statsborgerret, maa Ansøgning dog ikke bevilges i en anden Stat, forinden vedkommende Børnetilsynsmyndighed i Statsborgerlandet har haft Adgang til at ytre sig.

Artikel 13.

Spørgsmaal om Ophævelse af Adoptivforhold, som bestaar mellem Statsborgere i de kontraherende Stater, og som er stiftet i en af disse, afgøres i den Stat, hvor Adoptanten er bosat, eller, hvis han ikke har Bopæl i nogen af de kontraherende Stater, i den Stat, hvor Adoptivbarnet er bosat.

Ved Afgørelsen anvendes i hver Stat den der gældende Lov.

10 artikla.

Sellaisten henkilöiden välisen avioliiton peruutumiseen, jotka ovat ja avioliittoa päätettäessä olivat jonkin sopimusvaltion kansalaisia, on vastaavasti sovellettava mitä 7—9 artiklassa on määrätty. Kysymys siitä, onko peruutumisperuste olemassa, on kuitenkin ratkaistava sen lain mukaisesti, jonka mukaan kantajan tai, jos kanne kohdistetaan molempiin puolisoihin, jommankumman oikeus mennä kysymyksessä olevaan avioliittoon määrättyi.

II. LAPSEKSIOTTAMINEN.

11 artikla.

Jos jonkin sopimusvaltion kansalainen, jolla on kotipaikka jossakin näistä valtioista, tahtoo ottaa lapsekseen jonkun, jolla on kansalaisoikeus jossakin sopimusvaltiossa, on hakemus tehtävä siinä valtiossa, jossa lapseksiottajan kotipaikka on.

12 artikla.

Tutkittaessa hakemusta sovelletaan jokaisessa valtiossa siellä voimassa olevaa lakia. Milloin se, jonka hakija tahtoo ottaa lapsekseen, ei ole täyttänyt kahdeksaatoista vuotta ja hänellä on kotipaikka kotimaassaan, älköön hakemukseen kuitenkaan myönnyttävä toisessa valtiossa, ellei asianomaisella kotimaan lastenhuoltoviranomaisella ole ollut tilaisuutta antaa siitä lausuntoa.

13 artikla.

Hakemus sopimusvaltioiden kansalaisten välisen ottolapsisuhteen purkamisesta on, jos lapseksiottaminen on tapahtunut jossakin sopimusvaltiossa, otettava tutkittavaksi siinä valtiossa, jossa lapseksiottajalla on kotipaikka tai, ellei hänellä ole kotipaikkaa missään sopimusvaltiossa, jossa ottolapsen kotipaikka on.

Hakemusta tutkittaessa sovelletaan jokaisessa valtiossa siellä voimassa olevaa lakia.

III. VÆRGEMAAL.

Artikel 14.

Værgemaal for mindreaarig Statsborger i en af de kontraherende Stater, som er bosat i en af de andre, hører under Myndighederne i sidstnævnte Stat, medmindre Værgemaal allerede udøves i en af de andre Stater ved født eller beskikket Væрге.

Det samme gælder om Umyndiggørelse og Værgemaal for en umyndiggjort.

Artikel 15.

Midlertidig Væрге kan beskikkes, og andre midlertidige Foranstaltninger kan træffes i enhver af Staterne.

Artikel 16.

De Afgørelser, som omhandles i Artiklerne 14 og 15, træffes i hver Stat efter der gældende Lov.

Artikel 17.

Om Umyndighedens Virkninger i formueretlig Henseende og om Værgens Beføjelser gælder Loven i den Stat, hvor Værgemaal udøves.

Denne Bestemmelse gælder ikke Evnen til at indgaa Veksel- eller Checkforpligtelser.

Artikel 18.

Et Værgemaal kan efter Forhandling mellem vedkommende Ministerier overføres til en af de andre Stater, saafremt den umyndige har bosat sig der, eller det af andre Grunde findes hensigtsmæssigt.

Artikel 19.

Spørgsmaal om Ophævelse af Umyndiggørelse, som er besluttet i en af de kontraherende Stater, skal, hvis den umyndiggjorte er Stats-

III. HOLHOUS.

14 artikla.

Alaikäiselle sopimusvaltion kansalaiselle, jolla on kotipaikka jossakin toisessa sopimusvaltiossa, järjestetään holhous viimeksimainitussa valtiossa, ellei hän jo ole toisessa sopimusvaltiossa lakimääräisen tai erityisesti määrätyn holhoojan holhottavana.

Mitä edellä on sanottu on vastaavasti sovellettava holhottavaksi julistamiseen ja holhottavaksi julistetun holhoukseen.

15 artikla.

Tilapäinen holhous voidaan järjestää ja muhin tilapäisiin toimenpiteisiin voidaan ryhtyä jokaisessa sopimusvaltiossa.

16 artikla.

Tutkittaessa kysymyksiä, joita tarkoitetaan 14 ja 15 artiklassa, sovelletaan jokaisessa valtiossa siellä voimassa olevaa lakia.

17 artikla.

Vajavaltaisuuden vaikutukset varallisuusoi-keudellisessa suhteessa ja holhoojan toimivalta määräytyvät sen valtion lain mukaan, jossa holhousta hoidetaan.

Mitä edellä on sanottu ei koske (holhouksen-alaisen) oikeutta mennä vekseli- tai shekkisitoumuksiin.

18 artikla.

Holhous voidaan asianomaisten ministeriöiden siitä neuvoteltua siirtää toiseen valtioon, jos vajavaltainen on asettunut sinne asumaan tai siirtäminen muusta syystä havaitaan soveliaaksi.

19 artikla.

Kysymys jossakin sopimus valtiossa tapahtuneen holhottavaksijulistamisen peruuttamisesta on, jos holhottavaksi julistettu on jonkin

borger i en af disse, afgøres i den Stat, hvor Værgemaalet udøves.

Ved Afgørelsen anvendes i hver Stat den der gældende Lov.

Artikel 20.

Bliver en Statsborger i en af de kontraherende Stater umyndiggjort i en af de andre, eller bliver Umyndiggørelsen ophævet, skal der uden Ophold sendes Meddelelse til vedkommende Ministerium i den Stat, hvor han har Statsborgerret.

Artikel 21.

Bestemmelserne i Artiklerne 17, 19 og 20 finder tilsvarende Anvendelse, naar en Statsborger i en af de kontraherende Stater, der er bosat i Danmark og ikke allerede er umyndiggjort i en af Staterne, sættes under Lavværgemaal i Danmark.

Dette Værgemaal er ikke til Hinder for Umyndiggørelse i en af de andre Stater, hvor vedkommende bosætter sig.

IV. ALMINDELIGE BESTEMMELSER.

Artikel 22.

Administrative og retskraftige judicielle Afgørelser, som i en af Staterne er udfærdiget i Overensstemmelse med Artiklerne 5, 7, 8, 10, 11, 13, 14, 15, 19 eller 21, skal have Gyldighed i de andre Stater uden særlig Stadfæstelse og uden Prøvelse af Afgørelsens Rigtighed eller dens Forudsætninger med Hensyn til Bopæl eller Statsborgerret i den ene eller den anden af de kontraherende Stater.

Artikel 23.

Denne Konvention skal ratificeres, og Ratifikationerne udveksles i Stockholm, saasnart ske kan.

sopimusvaltion kansalainen, tutkittava siinä valtiossa, jossa holhous on järjestetty.

Tällaista asiaa tutkittaessa sovelletaan jokaisessa valtiossa siellä voimassa olevaa lakia.

20 artikel.

Jos jonkin sopimusvaltion kansalainen julistetaan holhottavaksi toisessa sopimusvaltiossa tai jos holhottavaksijulistaminen peruutetaan muussa valtiossa kuin hänen kotimaassaan, on siitä viivytyksettä lähetettävä ilmoitus viimeksimainitun maan asianomaiselle ministeriölle.

21 artikla.

Mitä 17, 19 ja 20 artiklassa on määrätty holhottavaksi julistamisesta on vastaavasti sovellettava, kun sellaiselle sopimusvaltion kansalaiselle, jolla on kotipaikka Tanskassa ja jolle ei ole järjestetty holhousmuussa sopimusvaltiossa, on määrätty avustaja (Lavvæрге) Tanskan lain mukaan.

Se, jolle on määrätty tällainen avustaja, voidaan sen estämättä julistaa holhottavaksi muussa sopimusvaltiossa, johon hän on asetunut asumaan.

IV. YLEISIÄ MÄÄRÄKSIÄ.

22 artikla.

Lainvoimainen tuomio tai hallinnollisen viranomaisen päätös, joka on jossakin sopimusvaltiossa annettu 5, 7, 8, 10, 11, 13, 14, 15, 19 tai 21 artiklan mukaisesti, on oleva voimassa muissa sopimusvaltioissa erityisettä vahvistuksetta ja näiden viranomaisten tutkimatta, onko ratkaisu oikea tai ovatko sen edellytykset olemassa, mikäli ratkaisu perustuu siihen, että asianomaisella henkilöllä on katsottu olevan kotipaikka tai kansalaisoikeus jossakin sopimusvaltiossa.

23 artikla.

Tämä sopimus on ratifioitava ja ratifioimiskirjat vaihdettava Tukholmassa niin pain kuin tämä voi tapahtua.

Konventionen træder i Kraft den 1. Januar eller den 1. Juli, som følger efter Udvekslingen af Ratifikationerne.

Enhver af Staterne kan i Forhold til hver af de andre opsige Konventionen med en Frist af 6 Maaneder til Ophør en 1. Januar eller en 1. Juli.

Til Bekræftelse heraf har de respektive befuldmægtigede undertegnet nærværende Konvention og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget i Stockholm, i et Eksemplar paa hvert af følgende Sprog: Dansk, Finsk, Islandsk, Norsk og Svensk og for det svenske Sprogs Vedkommende i to Tekster, en for Finland og en for Sverige, den 6. Februar 1931.

(L. S.) (Sign.) Erik SCAVENIUS.

SLUTPROTOKOL.

I Forbindelse med Undertegnelsen i Dag af Konventionen mellem Danmark, Finland, Island, Norge og Sverige indeholdende internationalprivatretlige Bestemmelser om Ægteskab, Adoption og Værgemaal har de befuldmægtigede for de kontraherende Stater afgivet følgende Erklæring:

Der bestaar Enighed mellem de kontraherende Stater om:

1) at Konventionen ikke paalægger nogen af de kontraherende Staters Myndigheder Pligt til at vie Personer, som ifølge ufravigelig Bestemmelse i den paagældende Stats Lovgivning paa Grund af Slægtskab eller Svogerskab er udelukket fra at indgaa Ægteskab;

2) at den, som ikke er fyldt 21 Aar, men har opnaaet Myndighed efter finsk Lov ved Indgaaelse af Ægteskab eller efter islandsk Lov ved Separation eller Opløsning af Ægteskab, ikke skal anses for umyndig paa Grund af Alder, selvom han tager Bopæl i en anden af de kontraherende Stater end henholdsvis Finland og Island.

STOCKHOLM, den 6. Februar 1931.

(L. S.) (Sign.) Erik SCAVENIUS.

Sopimus tulee voimaan ratifiomiskirjain vaihtamista lähinnä seuraavan tammi- tai heinäkuun 1 päivänä.

Jokainen sopimusvaltio voi jokaisen muun sopimusvaltion suhteen sanoa irti sopimuksen, joka silloin lakkaa olemasta voimassa sen tammi tai heinäkuun 1 päivän alusta lukien, joka lähinnä seuraa kuuden kuukauden kuluttua siitä, kun irtisanominen tapahtui.

Tämän vakuudeksi ovat valtuutetut allekirjoittaneet tämän sopimuksen ja varustaneet sen sineteillään.

Laadittu Tukholmassa helmikuun 6 p:nä 1931 yhtenä suomen-, tanskan-, islannin-, norjan- ja ruotsinkielisenä kappaleena, joissa ruotsiksi on kaksi tekstiä, toinen Suomea ja toinen Ruotsia varten.

(L. S.) (Sign.) R. ERICH.

LOPPUPÖYTÄKIRJA.

Allekirjoitettaessa tänään Suomen, Norjan, Ruotsin, Tanskan ja Islannin välistä sopimusta, joka sisältää avioliittoa, lapseksiottamista ja holhousta koskevia kansainvälisyksityisoikeudellisia määräyksiä, ovat sopimusvaltioiden edustajat antaneet seuraavan selityksen:

Sopimusvaltiot ovat yksimielisiä siitä:

1) ettei sopimus velvoita sopimusvaltion viranomaista vihkimään henkilöitä, joiden avioliitolle siinä valtiossa voimassa olevan lain mukaan on sukulaisuuteen tai lankouteen perustuva este, josta ei vapautusta voida myöntää;

2) että henkilöä, joka ei ole täyttänyt 21 vuotta, mutta menemällä avioliittoon Suomen lain mukaan taikka asumus- tai avioeron nojalla Islannin lain mukaan on tullut täysi-ikäiseksi, ei ole katsottava vajavaltaiseksi iän perusteella, vaikka hän asettuukin asumaan muuhun sopimusvaltioon kuin Suomeen tai Islantiin.

Tukholmassa, helmikuun 6 p:nä 1931.

(L. S.) (Sign.) R. ERICH.

TEXTE ISLANDAIS.
ICELANDIC TEXT.

N^o 2877. — SAMNINGUR MILLI ÍSLANDS, DANMERKUR, FINNLANDS, NOREGS OG SVÍÞJÓÐAR, ER HAFI AÐ GEYMA ALÞJÓÐLEG EINKAMÁLAR-JETTAR-ÁKVAÆÐI UM HJÚSKAP, AETTLEIÐINGU OG LÖGRÁÐAMENSKU. STOKHOLMI, HINN 6. FEBRUAR 1931.

HANS HÁTIGN KONUNGUR ÍSLANDS OG DANMERKUR, FORSETILÝÐVELDISINS FINNLANDS, HANS HÁTIGN KONUNGUR SVÍÞJÓÐAR, SEM Hafa orðið ásáttir um að gera samning milli Íslands, Danmerkur, Finnlands, Noregs og Svíþjóðar, er hafi að geyma alþjóðleg einkamálarjettar-ákvæði um hjúskap, ættleiðingu og lögráðamensku, hafa útnefnt sem umboðsmenn sína :

HANS HÁTIGN KONUNGUR ÍSLANDS OG DANMERKUR :

Sendiherra sinn í Stokkhólmi, Erik Julius Christian SCAVENIUS ;

TEXTE NORVÉGIEN.
NORWEGIAN TEXT.

N^o 2877. — KONVEN-SJON MELLEML NORGE, DANMARK, FINNLAND, ISLAND OG SVERIGE, INNEHOLDENDE INTERNASJONAL - PRIVATRETTSLIGE BESTEMMELSER OM EKTESKAP, ADOPSJON OG VERGEMÅL. UNDERTEGNET I STOCKHOLM, DEN 6 FEBRUAR 1931.

HANS MAJESTET NORGES KONGE, HANS MAJESTET KONGEN AV DANMARK OG ISLAND, REPUBLIKKEN FINNLANDS PRESIDENT og HANS MAJESTET KONGEN AV SVERIGE, som er kommet overens om å avslutte en konvensjon mellem Norge, Danmark, Finland, Island og Sverige, inneholdende internasjonalt-privatretslige bestemmelser om ekteskap, adopsjon og vergemål, har til sine befullmektigede opnevnt :

HANS MAJESTET NORGES KONGE :

Sin overordentlige sendemann og befullmektigede minister i Stockholm Johan Herman WOLLEBÆK ;

TEXTE SUÉDOIS.
SWEDISH TEXT.

N^o 2877. — KONVENTION MELLAN SVERIGE, DANMARK, FINLAND, ISLAND OCH NORGE, INNEHÅLLANDE INTERNATIONELLT PRIVATRÄTTSLIGA BESTÄMMELSER OM ÄKTENSKAP, ADOPTION OCH FÖRMYNDERSKAP. UNDERTECKNAD I STOCKHOLM, DEN 6 FEBRUARI 1931.

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE, HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV DANMARK OCH ISLAND, REPUBLIKEN FINLANDS PRESIDENT och HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV NORGE, vilka överenskommit att sluta en konvention mellan Sverige, Danmark, Finland, Island och Norge, innehållande internationellt privatretsliga bestämmelser om äktenskap, adoption och förmynderskap, hava till sina fullmäktigade utsett :

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE :

Sin Minister för Utrikes Ärendena, Hans Excellens Friherre Fredrik RAMEL ;

FORSETI LÝÐVELDISINS FINN-
LANDS :

Sendiherra lýðveldisins í
Stokkhólmi, Rafael Wal-
demar ERICH ;

HANS HÁTIGN KONUNGUR NOR-
EGS :

Sendiherra sinn í Stokk-
hólmi, Johan Herman
WOLLEBÆK ;

HANS HÁTIGN KONUNGUR SVÍ-
ÞJÓÐAR :

Utanríkisráðherra sinn,
hans hágöfgi Fredrik
RAMEL, friherra ;

HANS MAJESTET KONGEN AV
DANMARK OG ISLAND :

Sin overordentlige sende-
mann og befullmektig-
gede minister i Stock-
holm Erik Julius Chris-
tian SCAVENIUS ;

REPUBLIKKEN FINNLANDS
PRESIDENT :

Republikkens overordent-
lige sendemann og be-
fullmektigede minister
i Stockholm Rafael
Waldemar ERICH ;

HANS MAJESTET KONGEN AV
SVERIGE :

Sin Utenriksminister,
Hans Excellence Fri-
herre Fredrik RAMEL ;

HANS MAJESTÄT KONUNGEN
AV DANMARK OCH ISLAND :

Sin Envoyé extraordinai-
re och Ministre plénipo-
tentiaire i Stockholm,
Erik Julius Christian
SCAVENIUS ;

REPUBLIKKEN FINLANDS PRE-
SIDENT :

Republikens Envoyé ex-
traordinaire och Minis-
tre plénipotentiaire i
Stockholm, Rafael Wal-
demar ERICH ;

HANS MAJESTÄT KONUNGEN
AV NORGE :

Sin Envoyé extraordi-
naire och Ministre plé-
nipotentiaire i Stock-
holm, Johan Herman
WOLLEBÆK ;

sem, með giuld umboði,
hafa komið sjer saman um
eftirfarandi greinar :

hvilke, behørig befullmek-
tigede, er kommet overens
om følgende artikler :

vilka, därtill behørigen be-
fullmäktigade, överenskom-
mit om följande artiklar :

I. HJÚSKAPUR.

I. grein.

Nú ætlar ríkisborgari ein-
hvers samningsríkisins að láta
vígja sig hjá yfirvöldum ein-
hvers hins ríkisins, og ber þá
að dæma um heimild hans til
hjónavígslu eftir lögum þess
ríkis, svo framarlega sem hann
hefir verið búsettur þar síðus-
tu tvö árin og er enn, en ella
eftir lögum þess lands, sem
hann er ríkisborgari í.

Nú ber að fara eftir lögum
ríkisborgara-landsins, og er þá
hægt að sanna heimildina til
hjónavígslu með vottorði frá
yfirvöldum þessa lands (hjú-
skapavottorði).

I. EKTESKAP.

Artikkel I.

Vil en statsborger i en av
de kontraherende stater inn-
gå ekteskap for en av de andre
staters myndigheter, skal hans
rett til å inngå ekteskapet
prøves efter loven i denne
stat, såfremt han i de siste
to år har vært og fremdeles
er bosatt der, men ellers
efter loven i den stat hvor han
har statsborgerrett.

Skal statsborgerlandets lov
anvendes, kan retten til å
inngå ekteskapet godtgjøres
ved bevidnelse fra denne stats
myndigheter (ekteskapsat-
test).

I. ÄKTENSKAP.

Artikel I.

Vill medborgare i en av
de fördragsslutande staterna
träda i äktenskap inför myn-
dighet tillhörande någon av
de övriga, skall hans rätt att
ingå äktenskapet prövas efter
lagen i den staten, om han
sedan minst två år har hem-
vist därstädes, men eljest
enligt hemlandets lag.

Skall hemlandets lag vinna
tillämpning, må rätten att
ingå äktenskapet styrkas ge-
nom intyg av myndighet till-
hörande hemlandet (äkten-
skapscertifikat).

2. grein.

Fara ber eftir lögum þess lands, þar sem hjónavígslan fer fram, um lýsingu og vígslu.

3. grein.

Lögfylgjur hjúskapar milli hjóna, sem eru og voru við hjónavígsluna ríkisborgarar í einhverju samningslandinu, skulu, um fjármál hjónanna, dæmast samkvæmt lögum þess lands, er hjónin tóku heimilisfang í við hjónavígsluna. Ef hjónin hafa síðar tekið heimilisfang í einhverju hinna ríkjanna, skal aftur á móti farið eftir þess lands lögum, svo framarlega sem ekki er um að ræða afleiðingar rjettargernings, sem fyr hefir verið stofnað til.

Heimild annars hjóna` til þess að ráða yfir fasteign eða rjetti, sem sama gildir um, ber, sje fasteignin í einhverju ríkjanna, ætíð að dæma eftir lögum þessa lands.

4. grein.

Kaupmáli milli hjóna, sem eru og voru við stofnun hjúskaparins ríkisborgarar í samningsríkjunum og þá tóku heimilisfang í einhverju ríkjanna, skal, að því er formhlið hans snertir, talinn gildur í sjerhverju samningslandanna, ekki aðeins þegar fylgt hefir verið lögum þeim, sem samkvæmt 3. grein giltu um fjármál hjónanna, heldur einnig þegar kaupmálinn fullnægir formsfyrirmælum þess ríkis, sem hjónin eða annað þeirra átti ríkisborgararjett í.

Artikkel 2.

Om lysning og vigsel gjelder loven i den stat for hvis myndighet ekteskapet inngås.

Artikkel 3.

Rettsvirkningene av ekteskap mellem personer som er og ved inngåelsen av ekteskapet var statsborgere i de kontraherende stater, skal i henseende til ektefellenes formuesforhold bedømmes efter loven i den av statene hvor ektefellene ved inngåelsen av ekteskapet bosatte sig. Har begge ektefeller senere bosatt sig i en annen av statene, skal denne stats lov i steden komme til anvendelse, for så vidt der ikke handles om virkningen af en rettshandel som tidligere er foretatt.

En ektefelles adgang til å råde over fast eiendom eller over rettighet som er likestillet dermed, skal, når eiendommen ligger i en av statene, alltid bedømmes efter loven i denne stat.

Artikkel 4.

En ektepakt mellem personer som er og ved ekteskapets inngåelse var statsborgere i de kontraherende stater, og som da bosatte sig i en av statene, skal i henseende til formen anses for gyldig i enhver av de kontraherende stater, ikke bare når den lov som efter artikkel 3 var bestemmende for ektefellenes formuesforhold, er iaktatt, men også når ektepakten oppfyller formforskriftene i den stat hvor partene eller en av dem hadde statsborgerrett.

Artikel 2.

Med avseende å lysning og vigsel gæller lagen i den stat, vigselmyndigheten tillhör.

Artikel 3.

Rättsverkningarna av äktenskap mellan dem, som äro och vid äktenskapets ingående voro medborgare i fördragsslutande stat, skola, såvitt angår makarnas förmögenhetsförhållanden, bedömas enligt lagen i den av staterna, där makarna vid äktenskapets ingående togo hemvist. Hava båda makarna sedermera tagit hemvist i en annan av staterna, skall den statens lag i stället vinna tillämpning, såvitt ej fråga är om verkan av rättshandling, som tidigare blivit företagen.

Makes behörighet att råda över fast egendom eller vad därmed är likställt skall, om egendomen är belägen i fördragsslutande stat, städse bedömas enligt lagen i den staten.

Artikel 4.

Äktenskapsförord mellan dem, som äro och vid äktenskapets ingående voro medborgare i fördragsslutande stat samt då togo hemvist i sådan stat, skall i avseende å formen anses giltigt i envar av de fördragsslutande staterna, ej blott om det tillkommit i enlighet med den lag, som jämlikt artikel 3 var tillämplig å makarnas förmögenhetsförhållanden, utan jämväl om det uppfyller formföreskrifterna i stat, där kontrahenterna eller en av dem var medborgare.

Sjerhvert ríkjanna getur sett það skilyrði fyrir gildi kaupmála gagnvart þriðja manni, að hann hafi verið þinglýstur eða tilkyntur fyrir rjetti samkvæmt þar gildandi lögum.

5. grein.

Beiðni um búskifti milli hjóna, sem svo er ástatt um sem segir í 4. grein, ákvarðast í því ríki, þar sem hvorutveggja hjónanna eiga búsetu. Ef þau eiga heimilisfang hvort í sínu ríki, ákvarðast beiðnin í því ríki, sem það hjóna, er krafan er á hendur gerð, á búsetu í, eða, sje það búsett í Finnlandi, í því ríki, þar sem lögín, sem samkvæmt 3. grein á að fara eftir um fjármál hjónanna, eru í gildi.

6. grein.

Ákvæði 3. til 5. greinar gilda ekki um hjúskap, þar sem lögfylgjurnar samkvæmt lögum einhvers hinna hlutaðeigandi ríkja eiga að dæmast eftir hinum eldri hjúskapar lögum.

7. grein.

Krafa um skilnað að borði og sæng eða fullan lögskilnað hjóna, sem eru ríkisborgarar í samningsríkjunum, ákvarðast í því ríki, sem bæði hjónanna eiga heimilisfang í, eða þau hafa seinast átt búsetu í samtímis og annað þeirra á ennþá heimilisfang í.

Nú er ekki samkvæmt fyrstu málsgrein hægt að ákvarða um málið í neinu ríkjanna, eða ákvörðun um skilnað að borði og sæng eða um lögskilnað eftir skilnað að borði og sæng milli hjóna, sem ekki

Enhver af statene kan gjøre en ektepakts virkning overfor tredjemann avhengig av at den er tinglyst eller anmeldt til retten overensstemmende med der gjeldende lov.

Artikkel 5.

Krav om ophevelse av formuesfellesskapet mellem ektefeller som nevnt i artikkel 4, avgjøres i den stat, hvor begge ektefeller er bosatt. Borde i forskjellige stater, treffes avgjørelsen i den stat, hvor den mot hvem kravet er rettet, har bopel, eller hvis han er bosatt i Finland, i den stat hvis lov efter artikkel 3 er bestemmende for ektefellenes formuesforhold.

Artikkel 6.

Artiklerne 3—5 angår ikke ekteskaper hvis rettsvirkninger efter loven i nogen av de pågældende stater skal bedømmes efter den eldre ekteskapslovgivning.

Artikkel 7.

Krav om separasjon eller skilsmisse mellem statsborgere i de kontraherende stater avgjøres i den stat hvor begge ektefeller er bosatt, eller hvor de senest har hatt bopel samtidig og en av dem fremdeles er bosatt.

Kan kravet ikke efter første ledd avgjøres i nogen av statene, eller skulde avgjørelse om separasjon eller skilsmisse efter separasjon mellem ektefeller som ikke er finske statsborgere, efter første ledd

Envar av staterna kan göra äktenskapsförords giltighet emot tredje man beroende av att förordet lagföljes enligt dess lag.

Artikel 5.

Ansökan om boskillnad mellan makar, som avses i artikel 4, upptages i den stat, där makarna hava hemvist. Hava de hemvist i skilda stater, upptages ansökan i den stat, där den, mot vilken ansökningen är riktad, har hemvist, eller, om denna stat är Finland, i den stat, vars lag enligt artikel 3 är tillämplig å makarnas förmögenhetsförhållanden.

Artikel 6.

Artiklarna 3—5 hava ej avseende å äktenskap, vars rättsverknningar enligt lagen i någon av de stater, om vilka fråga är, skola bedömas efter äldre äktenskapslagstiftning.

Artikel 7.

Yrkande om hemskillnad eller äktenskapsskillnad mellan medborgare i fördragslutande stat upptages i den stat, där båda makarna hava hemvist eller där de senast haft hemvist samtidigt och endera allttämt är bosatt.

Kan yrkandet ej enligt första stycket upptagas i någon av staterna eller skulde yrkande om hemskillnad eller äktenskapsskillnad efter hemskillnad mellan makar, som ej äro finska medborgare

eru finskir ríkisborgarar, hefði samkvæmt fyrstu málsgrein átt að ske í Finnlandi, og má þá gera út um málið í því ríki, sem annað hjónanna á ríkisborgararjett í.

Lögskilnað eftir skilnað að borði og sæng má ávalt veita í ríki, sem bæði hjónanna eiga ríkisborgararjett í.

8. grein.

Í sambandi við kröfu um skilnað að borði og sæng eða lögskilnað getur sama eða annað yfirvald einnig tekið ákvörðun um bráðabirgðaslit á sambúðinni, skiftingu eignanna, skaðabætur, meðlagsskyldu og foreldravald.

Ágreiningi, er síðar verður um meðlagsskyldu og foreldravald, skal ráðið til lykta í því ríki, þar sem það hjóna er búsett, er krafan er á hendur gerð; þetta gildir einnig um breytingu á úrskurði, er gerður hefir verið í einhverju hinna ríkjanna. Sje lögin í því ríki, þar sem veittur hefir verið skilnaður að borði og sæng eða lögskilnaður, því til fyrirstöðu, að ákveðið sje eða hækkað meðlag til fráskilins maka, verður slík ákvörðun ekki heldur tekin í neinu hinna ríkjanna.

9. grein.

Í sjerhverju ríkinu ber að fara eftir þar gildandi lögum um ákvarðanir þær, sem nefndar eru í 7. og 8. gr. Eignaskifti og skaðabætur ákvarðast þó ávalt eftir þeim lögum, sem samkvæmt 3. grein gilda um fjármál hjónanna. Finskum ríkisborgara

treffes í Finnland, kan avgjorelsen treffes i en stat hvor en av ektefellene har statsborgerrett.

Skilsmisse på grunnlag av separasjon kan i ethvert tilfelle meddeles i den stat hvor begge ektefeller har statsborgerrett.

Artikkel 8.

I forbindelse med krav om separasjon eller skilsmisse kan der, av samme eller annen myndighet, også treffes avgjørelse om midlertidig ophevelse av samlivet, deling av formuen, skadeserstatning, underholdsplikt og omsorgen for barna.

Senere avgjørelser om underholdsplikt eller omsorgen for barna treffes i den stat hvor den ektefelle mot hvem kravet reises, er bosatt, også når der handles om endring av en beslutning som er truffet i en annen av statene. Er loven i den stat, hvor der er truffet en avgjørelse om separasjon eller skilsmisse, til hinder for senere fastsettelse eller forhøielse av underholdsbidrag til en separat eller fraskilt ektefelle, kan avgjørelse herom heller ikke treffes i de andre stater.

Artikkel 9.

Ved de avgjørelser som omhandles i artiklene 7 og 8, anvendes i hver stat den der gjeldende lov. Avgjørelser om deling av formuen og om skadeserstatning skal dog i ethvert tilfelle treffes efter den lov som ifølge artikkel 3 er bestemmende for ektefel-

enligt första stycket upptagas i Finland, må yrkandet väckas i stat, där endera maken är medborgare.

Yrkande om äktenskapskillnad på grund av hemskillnad må städse väckas i stat, där båda makarna äro medborgare.

Artikel 8.

I samband med yrkande om hemskillnad eller äktenskapsskillnad må jämväl av samma eller annan myndighet prövas frågor om tillfälligt hävande av sammanlevnaden, bodelning, skadestånd, underhållsskyldighet samt vårdnad om barn.

Yrkande, som senare väckes angående underhållsskyldighet eller vårdnad om barn, upptages i stat, där den, mot vilken talan riktas, har hemvist, även om yrkandet avser ändring av beslut, som meddelats i annan stat. Kan enligt lagen i stat, där hemskillnad eller äktenskapsskillnad meddelats, underhållsbidrag till hemskild eller fränskild make ej vidare utdömas eller höjas utöver förut bestämt belopp, må yrkande om sådant bidrag eller höjning därav ej upptagas i någon av de övriga staterna.

Artikel 9.

Vid prövning av frågor, som avses i artiklarna 7 och 8, användes i varje stat där gällande lag. Frågor om bodelning och skadestånd skola dock städse avgöras efter den lag, som enligt artikel 3 är tillämplig å makarnas för-mögenhetsförhållanden. Finsk

má ekki veita skilnað að borði og sæng, nema hann sje og hafi tvö síðustu árin verið búsettur í því ríki, þar sem sótt er um skilnað að borði og sæng.

Skilnaður að borði og sæng, sem fengist hefir í einu ríkjanna, veitir í hinum ríkjunum sama rétt til lögskilnaðar sem skilnaður að borði og sæng, er þar hefir fengist.

10. grein.

Við úrlausn á málum um ógildingu hjúskapar milli hjóna, sem eru og voru við stofnun hjúskaparins ríkisborgarar í sanningslöndunum, gilda ákvæðin í 7.—9. grein á hliðstæðan hátt. Skilyrðin fyrir ógildingu skal þó meta eftir þeim lögum, sem heimild sækjanda til að stofna hjúskapinn fór eftir, eða, sje málið sótt á hendur beggja hjóna eftir öðrumhvorum þeirra laga, sem heimild þeirra til að stofna hjúskapinn fór eftir.

II. ÆTTLEIÐING.

11. grein.

Nú ætlar ríkisborgari eins sanningsríkjanna, sem á heimilisfang í einu þeirra, að ættleiða einhvern, sem á ríkisborgararétt í einhverju ríkjanna, og ber þá að leita leyfis til þess í því ríki, sem ættleiðandi á heimilisfang í.

12. grein.

Við úrskurðun á beiðninni ber í hverju ríkjanna að fara

lenes formuesforhold. Separasjon kan ikke meddeles finsk statsborger, medmindre han er og i de siste to år har vært bosatt i den stat hvor separasjon søkes.

Separasjon som er opnådd i en av statene, gir i de andre stater samme rett til skilsmisse som en der meddelt separasjon.

Artikkel 10.

Med hensyn til saker om ugyldighet eller omstøtelse av et ekteskap mellem personer som er og ved inngåelsen av ekteskapet var statsborgere i de kontraherende stater, får bestemmelsene i artiklene 7—9 tilsvarende anvendelse. Vilkårene for ugyldighet eller omstøtelse skal dog bedømmes efter den lov som var bestemmende for saksøkerens rett til å inngå ekteskapet, eller om saken reises mot begge ektefeller, efter en av de lover som var bestemmende for deres rett til å inngå ekteskapet.

II. ADOPSIJON.

Artikkel 11.

Vil en statsborger i en av de kontraherende stater, som er bosatt i en av dem, adoptere nogen som har statsborgerrett i en av statene, skal tillatelsen søkes i den stat hvor adoptanten er bosatt.

Artikkel 12.

Ved avgjørelsen av ansøkingen anvendes i hver stat

medborgare må ej bliva hemskild i stat, där han ej har hemvist sedan minst två år.

Hemskillnad, som vunnits i en av staterna, medför i de övriga samma rätt att erhålla äktenskapsskillnad, som om den vunnits i den staten.

Artikel 10.

Beträffande återgång av äktenskap mellan dem, som äro och vid äktenskapets ingående voro medborgare i fördragsslutande stat, skall vad i artiklarna 7—9 är stadgat äga motsvarande tillämpning. Frågan huruvida orsak till återgång är för handen bedömes dock enligt den lag, som var bestämmande för kärandens eller, om talan föres mot båda makarna, för enderas rätt att ingå äktenskapet.

II. ADOPTION.

Artikel 11.

Vill medborgare i fördragsslutande stat, som har hemvist i sådan stat, adoptera någon, som har medborgarskap i en av staterna, skall ansökingen göras i den stat, där adoptanten har hemvist.

Artikel 12.

Vid prövning av ansökingen tillämpas i varje stat

eftir þar gildandi lögum. Ef sá, sem ættleiða á, er undir 18 ára að aldri, og sje hann búsettur í því ríki, sem hann á ríkisborgararjett í, má þó ekk ekki veita leyfið í öðru ríki áður en hultaðeigandi yfirvald, sem barna umsjónin heyrir undir í því landi þar sem hann er ríkisborgari, hefir haft tækifæri til þess að láta í ljós álit sitt.

13. grein.

Beiðni um óglidingu ættleiðingar, sem ríkisborgarar í samningsríkjunum eru aðiljar að og stofnað hefir verið til í einhverju þeirra, ber að útkljá í því ríki, sem ættleiðandinn á heimilisfang í, eða, sje hann ekki búsettur í neinu samningsríkjanna, í því ríki, sem ættleiddur á heimilisfang í.

Þegar slíkt skal utkljá, ber í hverju ríkinu að fara eftir þar gildandi lögum.

III. LÖGRÁÐAMENSKA.

14. grein.

Lögráðamenska fyrir ölográða ríkisborgara einhvers samningsríkjanna, sem er búsettur í einhverju hinna ríkjanna, heyrir undir yfirvöðin í síðarnefndu ríki, nema lögráðamenskan sje þegar framkvæmd í einhverju hinna ríkjanna af fæddum eða skipuðum lögráðamanni.

Sama gildir um svingingu lögræðis og lögráðamensku fyrir þann, sem sviftur hefir verði lögræði.

den der gjeldende lov. Har den som skal adopteres, ikke fylt 18 år, og er han bosatt i den stat hvor han har statsborgerrett, må ansøkingen dog ikke innvilges i en annen stat, uten at vedkommende barnetilsynsmyndighet i statsborgerlandet har hatt adgang til å uttale sig.

Artikkel 13.

Spørsmål om ophevelse av et adoptivforhold, som består mellem statsborgere i de kontraherende stater, og som er stiftet i en av disse, avgjøres i den stat hvor adoptanten er bosatt, eller hvis han ikke har bopel i nogen av de kontraherende stater, i den stat hvor den adopterte er bosatt.

Ved avgjørelsen anvendes i hver stat den der gjeldende lov.

III. VERGEMÅL.

Artikkel 14.

Vergemål for mindreårig statsborger i en av de kontraherende stater, som er bosatt i en av de andre, hører under myndighetene i denne stat, medmindre vergemål allerede utøves i en av de andre stater ved lovbestemt eller opevnt verge.

Det samme gjelder om umyndiggjørelse og vergemål for en umyndiggjort.

där gällande lag. Är den, som skall adopteras, under aderton år och har han hemvist i hemlandet, må ansökingen dock ej bifallas i annan stat, utan att vederbörande barnavårdsmyndighet i hemlandet haft tillfälle att avgiva yttrande.

Artikel 13.

Ansökan om hävande av adoptivförhållande mellan medborgare i fördragsslutande stater skall, om adoptionen ägt rum i sådan stat, upptagas i den stat, där adoptanten har hemvist, eller, om han ej har hemvist i fördragsslutande stat, där adoptivbarnets hemvist är.

Vid prövning an ansökingen tillämpas i varje stat där gällnade lag.

III. FÖRMYNDERSKAP.

Artikel 14.

Förmynderskap för underårig medborgare i en av de fördragsslutande staterna, vilken har hemvist i en av de övriga, anordnas i sistnämnda stat, såframt ej förmynderskap redan i annan fördragsslutande stat utövas av lagbestämd eller särskilt förordnad förmyndare.

Vad nu är sagt skall äga motsvarande tillämpning å omyndighetsförklaring och förmynderskap för omyndigförklarad.

15. grein.

Lögráðamenn má skipa til bráðabirgða og aðrar bráðabirgðarráðstafanir má gera í sjerhverju ríkinu.

Artikkel 15.

Midlertidig verge kan opnevnes og andre midlertidige forføininger treffes i enhver av statene.

Artikel 15.

Tillfälligt förmynderskap kan anordnas och andra tillfälliga åtgärder vidtagas i envar av staterna.

16. grein.

Með málefni þau, sem um ræðir í 14. og 15. grein, ber í hverju landi að fara eftir þar gildandi lögum.

Artikkel 16.

De avgjørelser som omhandles i artiklene 14 og 15, treffes i hver stat efter der gjeldende lov.

Artikel 16.

Vid prövning av frågor, som avses i artiklarna 14 och 15, tillämpas i varje stat där gällande lag.

17. grein.

Um afleiðingarnar í fjárhagslegum efnum af sviftingu lögræðis og um heimildir lögráðamannsins gilda lög in ríki því, sem lögráðamenskan er framkvæmd í.

Þetta ákvæði gildir ekki um hæfileikann til að bindast skyldum eftir víxli eða tjecca.

Artikkel 17.

Rettsvirkningene av umyndigheten i formuerettslig henseende og vergens rådighet bedømmes efter loven i den stat hvor vergemålet utøves.

Denne bestemmelse gjelder ikke evnen til å inngå forpliktelser efter veksler eller check.

Artikel 17.

Omyndighetens verkan i förmögenhetsrättsligt hänseende och förmyndarens behörighet bedömas enligt lagen i den stat, där förmynderskapet utövas.

Vad nu är sagt skall ej hava avseende å rätt att ingå förbindelse enligt växel eller check.

18. grein.

Samkvæmt samkomulagi milli hlutaðeigandi ráðuneyta má flytja lögráðamensku til einhvers hinna ríkjanna, ef hinn ólögráða hefir búsett sig þar, eða það af öðrum ástæðum er talið hagkvæmt.

Artikkel 18.

Et vergemål kan efter forhandling mellem vedkommande departementer overføres til en av de andre stater, såfremt den umyndige har bopsatt sig der, eller såfremt det av andre grunner finnes hensiktsmessig.

Artikel 18.

Förmynderskap kan efter förhandling mellan vederbörande statsdepartement överflyttas till annan stat, om den omyndige tagit hemvist därstädes eller överflyttning av annan grund finnes lämplig.

19. grein.

Spurningin um afnám lögræðissviftingar, sem hefir verið ákveðin í einhverju samningsríkinu, skal, sje sá lögræðissvifti ríkisborgari í einhverju þeirra, úrskurðuð í því ríki, sem lögráðamenskan er framkvæmd í.

Við úrskurð þennan skal í hverju ríki farið eftir þar gildandi lögum.

Artikkel 19.

Spørsmål om ophevelse av en umyndiggjørelse som er besluttet i en av de kontraherende stater, skal, når den umyndiggjorte har statsborgerrett i en av disse, avgjøres i den stat hvor vergemålet utøves.

Ved avgjørelsen anvendes i hver stat den der gjeldende lov.

Artikel 19.

Fråga om hävande av omyndighetsförklaring, som meddelats i fördragsslutande stat, skall, om den omyndigförklarade är medborgare i sådan stat, prövas i den stat, där förmynderskapet är anordnat.

Vid prövningen tillämpas i varje stat där gällande lag.

20. grein.

Nú er ríkisborgari í einu sammingsríkinu sviftur lög-ræði í einhverju hinu ríkinu, eða lögræðissvifting er afnu-min, og ber þá án tafar senda tilkynningu um þetta til hlu-taðeigandi ráðuneytis í því ríki, sem hann á ríkisborgar-arjett í.

21. grein.

Ákvæðunum í 17., 19. og 20. grein skal beitt á hlið-stæðan hátt, þegar ríkisborg-ari eins sammingsríkjanna, sem er búsettur í Danmörku og ekki hefir þegar verið sviftur lögræði í einhverju ríkinu, er settur undir tilsjón (Lavværgemaal) í Danmörku.

Þessi lögráðamenska er ekki til fyrirstöðu lögræðissvift-ingu í einhverju hinu ríkinu, sem hlutaðeigandi tekur heim-ilisfang í.

IV. ALMENN ÁKVÆÐI.

22. grein.

Úrskurðir umboðsstjórnar og aðfararhæfir dómsúrskurð-ir, sem eru uppkveðnir í einhverju ríkjanna samkvæmt 5., 7., 8., 10., 11., 13., 14., 15., 19. eða 21. grein, skulu gilda í hinum ríkjunum án sjer-stakrar staðfestingar og án rannsóknar á því, hvort úr-lausnin sje rjett eða forsendur hennar að því er snertir heimilisfang eða ríkisborgara rjett í einu eða öðru samn-ingsríkinu.

Artikkel 20.

Blir en statsborger i en av de kontraherende stater umyndiggjort i en av de andre, eller blir umyndiggjørelsen ophevet, skal der uten ophold sendes underretning til vedkommende departement i den stat hvor han har statsborgerrett.

Artikkel 21.

Bestemmelsene i artiklene 17, 19 og 20 får tilsvarende anvendelse, når en statsborger i en av de kontraherende stater, som er bosatt i Danmark og ikke allerede er umyndiggjort i en av statene, settes under lagvergemål i Danmark.

Dette vergemål er ikke til hinder for umyndiggjørelse i en av de andre stater hvor vedkommende bosetter sig.

IV. ALMINDELIGE BESTEMMELSER.

Artikkel 22.

Administrative og rettskraftige judicielle avgjørelser, som i en av statene er utferdiget i overensstemmelse med artiklene 5, 7, 8, 10, 11, 13, 14, 15, 19 eller 21, skal ha gyldighet i de andre stater uten særskilt stadfestelse og uten prøvning av avgjørelsens riktighet eller av dens forutsetninger med hensyn til bopel eller statsborgerrett i den ene eller den anden av de kontraherende stater.

Artikkel 20.

Varder medborgare i fördragsslutande stat omyndig-förklarad i annan sådan stat eller häves omyndighetsförklaring i annan stat än hemlandet, skall underrättelse ofördröjligen översändas till vederbörande statsdepartement därstädes.

Artikkel 21.

Vad i artiklarna 17, 19 och 20 är stadgat angående omyndighetsförklaring skall äga motsvarande tillämpning, då danskt lavværgemaal anordnats för medborgare i fördragsslutande stat, vilken har hemvist i Danmark och för vilken förmynderskap ej redan är anordnat i annan fördragsslutande stat.

Den, som står under lavværgemaal i Danmark, må utan hinder därav omyndig-förklaras i annan stat, där han tagit hemvist.

IV. ALLMÄNNA BESTÄMMELSER.

Artikkel 22.

Lagakraftvunnen dom eller administrativ myndighets beslut, som i en av staterna meddelats jämlikt artiklarna 5, 7, 8, 10, 11, 13, 14, 15, 19 eller 21, skall gälla i övriga stater utan särskild stadfästelse och utan prøvning av avgörandets riktighet eller av dess förutsättningar med hänsyn till hemvist eller medborgarskap i den ena eller andra av de fördragsslutande staterna.

23. grein.

Samning þennan skal fullgilda og fullgildingarskjölunum skift á í Stokkhólmi eins fljótt og auðið er.

Samningurinn gengur í gildi þann 1. jan. eða 1. júlí næst eftir afhendinguna á fullgildingarskjölunum.

Sjerhvert ríkjanna getur sagt samningnum upp gagnvart sjerhverju hinu ríkinu með 6 mánaða uppsagnarfresti, svo að hann gangi úr gildi þann 1. janúar eða 1. júlí.

Þessu til staðfestingar hafa umboðsmennirnir undirritað samning þennan og sett undir hann innsigli sín.

Gert í einu eintaki á íslensku, dönsku, finsku, norsku og sænsku, og að því er sænskuna snertir í tveim textum, öðrum fyrir Finnland, og öðrum fyrir Svíþjóð, í Stokkhólmi hinn 6. febrúar 1931.

Í umboði Íslands

(L. S.) (Sign.)

Erik SCAVENIUS.

LOKAÁKVÆÐI.

I sambandi við undirskriftina í dag undir samninginn milli Íslands, Danmerkur, Finnlands, Noregs og Svíþjóðar, er hefir að geyma alþjóðleg einkamálarjettar-ákvæði um hjúskap, ættleiðingu og lögráðamensku, hafa umboðsmenn samningsríkjanna gert eftirfarandi yfirlýsingu :

No. 2877

Artikkel 23.

Denne konvensjon skal ratificeres, og ratifikasjonene skal utveksles i Stockholm så snart skje kan.

Konvensjonen trer i kraft den 1ste januar eller den 1ste juli som følger efter utvekslingen av ratifikasjonene.

Enhver av statene kan i forhold til hver av de andre si op konvensjonen med en frist av seks måneder til op-hør den påfølgende 1ste januar eller 1ste juli.

Til bekreftelse herav har de respektive befullmektigede undertegnet nærværende konvensjon og forsynt den med sine segl.

Utferdiget i Stockholm i ett eksemplar på hvert av følgende sprog : norsk, dansk, finsk, islandsk og svensk, og for det svenske sprogs vedkommende i to tekster, en for Finnland og en for Sverige, den 6 februar 1931.

(L. S.) (Sign.)

J. H. WOLLEBÆK.

SLUTTPROTOKOLL.

I forbindelse med undertegningen idag av konvensjonen mellem Norge, Danmark, Finnland, Island og Sverige, inneholdende international-privatrettslige bestemmelser om ekteskap, adopsjon og vergemål, har de befullmektigede for de kontraherende stater avgitt følgende erklæring :

Artikel 23.

Denna konvention skall ratificeras och ratifikationerna skola utväxlas i Stockholm så snart ske kan.

Konventionen träder i kraft den 1 januari eller den 1 juli som infaller näst efter det ratifikationerna utväxlats.

Envar av staterna kan i förhållande till envar av de övriga uppsäga konventionen till upphörande från och med den 1 januari eller den 1 juli, som infaller näst efter sex månader, sedan uppsägningen skedde.

Till bekräftelse härav hava de respektive fullmäktige undertecknat denna konvention och försett densamma med sina sigill.

Som skedde i Stockholm, i ett exemplar på svenska, danska, finska, isländska och norska språken, och för så vitt angår svenska språket i två texter, en för Sverige och en för Finland, den 6 februari 1931.

Under förbehåll om ratifikation av Kungl. Maj:t med Riksdagens samtycke.

(L. S.) (Sign.)

Fredrik RAMEL.

SLUTPROTOKOLL.

I samband med undertecknandet denna dag av konventionen mellan Sverige, Danmark, Finland, Island och Norge, innehållande internationellt privaträttsliga bestämmelser om äktenskap, adoption och förmynderskap, hava ombuden för de fördragslutande staterna avgivit följande förklaring :

Milli samningsríkjanna er samkomulag um :

1) að samningurinn skyldar ekki yfirvöld neins samningsríkjanna til að vígja fólk, sem sakir ófrávíkjanlegs ákvæðis í löggjöf hlutaðeigandi ríkis má ekki ganga í hjúskap vegna skyldleika eða mægða ;

2) að sá, sem eigi hefir náð 21 árs aldri, en hefir fengið lögræði eftir finskum lögum við að ganga í hjúskap eða eftir íslenskum lögum við skilnað að borði og sæng eða uppáusn hjúskapar, skuli eigi álitinn ólögráða vegna æsku, þótt hann taki heimilisfang í öðru samningsríkjanna en að sínu leyti Finnlandi eða Íslandi.

Stockhólmi, hinn 6. febrúar 1931.

Í umboði Íslands

(L. S.) (Sign.)

Erik SCAVENIUS.

De kontraherende stater er enige om :

1) at konvensjonen ikke forplikter de kontraherende staters myndigheder til å vie personer som efter loven i vedkommende stat på grunn av slektskap eller svogerskap er hindret fra å inngå ekteskap med hverandre ved en bestemmelse som der ikke kan dispenseres fra ;

2) at den som ikke har fylt 21 år, men som er blitt myndig efter finsk lov ved å inngå ekteskap eller efter isländsk lov ved separasjon eller oppløsning av ekteskap, ikke skal anses umyndig på grunn av sin alder, selv om han tar bopel i en annen av de kontraherende stater enn henholdsvis Finland og Island.

STOCKHOLM, den 6 februar 1931.

(L. S.) (Sign.)

J. H. WOLLEBÆK.

De fördragsslutande staterna äro ense därom :

1) att konventionen icke förpliktar myndighet i fördragsslutande stat att sammanviga personer, för vilkas äktenskap enligt lagen i den staten på grund av släktskap eller svägerlag möter hinder, som icke kan eftergivvas ;

2) att den, som ej fyllt tjuuguett år men förvärvat myndighet enligt finsk lag genom att ingå äktenskap eller enligt isländsk lag på grund av hemskillnad eller äkten-skapets upplösning ej skall, ändå att han tager hemvist i annan fördragsslutande stat än Finland, respektive Island, anses omyndig på grund av ålder.

STOCKHOLM den 6 februari 1931.

(L. S.) (Sign.)

Fredrik RAMEL.

Pour copie conforme :

E. Reventlow,

Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 16 janvier 1932.

Le Chef des Archives :

Torsten Gihl.

¹ TRADUCTION.

N^o 2877. — CONVENTION ENTRE LE DANEMARK, LA FINLANDE, L'ISLANDE, LA NORVÈGE ET LA SUÈDE CONTENANT CERTAINES DISPOSITIONS DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ SUR LE MARIAGE, L'ADOPTION ET LA TUTELLE. SIGNÉE A STOCKHOLM, LE 6 FÉVRIER 1931.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE ET SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE, étant convenus de conclure entre le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède une convention contenant certaines dispositions de droit international privé sur le mariage, l'adoption et la tutelle, ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. Erik Julius Christian SCAVENIUS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté à Stockholm ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. Rafael Waldemar ERICH, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Stockholm ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. Johan Hermann WOLLEBÆK, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Stockholm ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Son Excellence le Baron Frederik RAMEL, ministre des Affaires étrangères ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2877. — CONVENTION BETWEEN DENMARK, FINLAND, ICELAND, NORWAY AND SWEDEN, CONTAINING CERTAIN PROVISIONS OF PRIVATE INTERNATIONAL LAW REGARDING MARRIAGE, ADOPTION AND GUARDIANSHIP. SIGNED AT STOCKHOLM, FEBRUARY 6, 1931.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND, HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY and HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN, having agreed to conclude a Convention between Denmark, Finland, Iceland, Norway and Sweden, containing provisions of private international law regarding marriage, adoption and guardianship, have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

M. Erik Julius Christian SCAVENIUS, His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Stockholm ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

M. Rafael Waldemar ERICH, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic at Stockholm ;

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. Johan Herman WOLLEBÆK, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Stockholm ;

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

His Excellency Baron Fredrik RAMEL, Minister for Foreign Affairs ;

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Lesquels, dûment munis de pleins pouvoirs à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Who, being duly furnished with full powers, have agreed on the following Articles :

I. MARIAGE

I. MARRIAGE.

Article premier.

Article 1.

Lorsqu'un ressortissant de l'un des Etats contractants voudra contracter mariage devant les autorités de l'un des autres Etats, sa capacité de contracter mariage sera déterminée d'après la législation de cet Etat, s'il y est domicilié depuis deux ans, et, dans le cas contraire, d'après la législation de l'Etat dont il possède la nationalité.

If a national of one of the Contracting States desires to contract marriage before the authorities of one of the other States, his right to marry shall be determined by the law of the latter State if he has been resident therein for the last two years, and otherwise by the State of which he is a national.

Si c'est la législation de ce dernier Etat qui est applicable, la capacité de contracter mariage devra être établie par une attestation des autorités de cet Etat (certificat de capacité au mariage).

If the law of the country of nationality is to be applied, the right to contract marriage shall be confirmed by a certificate issued by the authorities of that State (marriage licence).

Article 2.

Article 2.

La législation applicable aux publications et à la célébration du mariage sera celle de l'Etat devant les autorités duquel est célébré le mariage.

The publication of banns and the marriage celebration shall be subject to the laws of the State before whose authorities the marriage is celebrated.

Article 3.

Article 3.

Les effets juridiques du mariage entre des personnes possédant la nationalité des Etats contractants, et l'ayant possédée lorsqu'elles ont contracté mariage, seront déterminés, quant au régime matrimonial, par la législation de celui des Etats où les époux ont fixé leur domicile après avoir contracté mariage. Si, ultérieurement, les époux fixent leur domicile dans un autre des états, c'est la législation de cet Etat qui deviendra applicable, à moins qu'il ne s'agisse des effets d'un acte juridique accompli antérieurement.

The legal effects of marriage between persons who are nationals of a Contracting State and who were nationals of that State at the time of the marriage, shall be determined, as far as the property of the husband and wife is concerned, by the laws of the State in which they took up residence after marriage. If the husband and wife have subsequently taken up their residence in another of the States, the law of that State shall then be applied except in respect of the effect of legal proceedings taken earlier.

La capacité d'un conjoint de disposer d'immeubles ou de droits immobiliers, sera toujours déterminée, si les biens sont situés dans l'un des Etats contractants, par la législation de cet Etat.

The competence of husband or wife to dispose of immovable property or rights equivalent thereto, shall, if the property is situated in one of the Contracting States, always be determined by the laws of that State.

Article 4.

Article 4.

Le contrat de mariage entre des personnes qui, possédant la nationalité de l'un des Etats

A marriage settlement between persons who are nationals of a Contracting State and were

contractants et l'ayant possédée lorsqu'elles ont contracté mariage, ont alors établi leur domicile dans l'un de ces Etats, sera valable, quant à la forme, dans chacun des Etats contractants, non seulement lorsqu'a été observée la législation qui, suivant l'article 3, devait déterminer le régime matrimonial, mais aussi lorsque le contrat de mariage remplit les conditions de forme prescrites par la législature de l'Etat auquel ressortissent les Parties ou l'une d'entre elles.

Chacun des Etats pourra faire dépendre la validité d'un contrat de mariage, à l'égard de tiers, de l'enregistrement ou de la notification de ce contrat au tribunal, conformément à la législation en vigueur dans l'Etat en question.

Article 5.

Toute demande en séparation de biens entre des époux visés par l'article 4 sera portée devant les tribunaux de l'Etat où sont domiciliés les époux. S'ils n'ont pas leur domicile dans le même Etat, la demande sera portée devant les tribunaux de l'Etat où est domicilié celui des époux contre lequel elle est formée, ou, s'il est domicilié en Finlande, devant les tribunaux de l'Etat dont la législation, suivant l'article 3, détermine le régime matrimonial.

Article 6.

Les articles 3-5 ne sont pas applicables aux mariages dont les effets juridiques, conformément à la législation de l'un des Etats dont il s'agit, doivent être déterminés par d'anciennes lois sur le mariage.

Article 7.

La question de la séparation de corps ou du divorce entre ressortissants des Etats contractants sera réglée soit dans l'Etat où les époux sont domiciliés, soit dans celui où ils ont été domiciliés ensemble en dernier lieu et où l'un d'entre eux reste domicilié.

Si l'affaire ne peut être réglée dans l'un des Etats aux termes du premier alinéa, ou si la question de la séparation de corps, ou du divorce comme suite à la séparation de corps, entre les conjoints qui ne sont pas ressortissants finlandais, devait, aux termes du premier alinéa,

nationals of such a State when the marriage was contracted and that at the time took up their residence in such a State, shall be valid, in respect of its form, in each of the Contracting States, not only if it is concluded in accordance with the law which under Article 3 was applicable to the property of the husband and wife, but also if it complies with the provisions as regards form in the State of which the parties, or one of them, were nationals.

Each of the States may make the validity of the marriage settlement as against third persons dependent on the registration of the settlement or its notification to the court in accordance with the law of that State.

Article 5.

An application for separation of the estate of husband and wife referred to in Article 4 shall be dealt with in the State where they are resident. If they are resident in different States, the application shall be dealt with in the State where the husband or wife against whom the application is directed is resident, or if that State is Finland, in the State whose law is applicable under Article 3 to the property of married persons.

Article 6.

Articles 3 to 5 do not apply to marriages the legal effects of which are to be determined by older marriage legislation in accordance with the laws of any of the States in question.

Article 7.

Applications for separation or divorce between nationals of the Contracting States shall be dealt with in the State where both husband and wife are resident or where they have last lived together and where one of them is still resident.

If the application cannot be dealt with under the first paragraph in any of the States, or if the application for separation or for divorce as a result of separation between husband and wife who are not Finnish nationals should be dealt with in Finland under the first paragraph,

être réglée en Finlande, le règlement pourra avoir lieu dans l'Etat auquel ressortit l'un des conjoints.

Le divorce faisant suite à la séparation de corps pourra toujours être prononcé dans l'Etat auquel ressortissent à la fois les deux conjoints.

Article 8.

Comme suite à la demande de séparation de corps ou de divorce, la même autorité ou une autre autorité pourra également connaître des questions concernant la cessation temporaire de la cohabitation, le partage des biens, les dommages-intérêts, l'obligation alimentaire et la puissance paternelle.

Les questions relatives à l'obligation alimentaire et à la puissance paternelle, si elles sont soulevées ultérieurement, seront réglées dans l'Etat où est domicilié celui des conjoints contre lequel est formée la réclamation ; il en sera de même pour toute modification d'une décision rendue dans un autre Etat contractant. Si la législation de l'Etat où a été rendue une décision relative à la séparation de corps ou au divorce s'oppose à la fixation ou au relèvement ultérieurs d'une pension alimentaire due à un conjoint séparé de corps ou divorcé, il ne pourra pas non plus être pris de décisions à ce sujet dans les autres Etats.

Article 9.

La législation régissant les questions prévues aux articles 7 et 8 sera, dans chaque Etat, celle qui y est en vigueur. Toutefois, les questions relatives au partage des biens et aux dommages-intérêts seront toujours régies par la législation qui, suivant l'article 3, détermine le régime matrimonial.

La séparation de corps ne pourra être accordée à un ressortissant finlandais que s'il est domicilié depuis au moins deux ans dans l'Etat où est formulée la demande.

La séparation de corps, lorsqu'elle aura été obtenue dans l'un des Etats conférera, dans les autres Etats, le même droit au divorce que si elle y avait été prononcée.

Article 10.

En ce qui concerne la connaissance des questions relatives à l'annulation du mariage entre

the matter may be settled in a State of which one of the parties is a national.

Divorce as a result of separation may always be granted in a State of which both husband and wife are nationals.

Article 8.

In connection with applications for separation or divorce, the same or some other authority may also decide questions regarding the temporary cessation of cohabitation, the division of property, compensation, the obligation to provide maintenance, and the parental power.

Questions raised at a later date regarding the duty of maintenance and parental power shall be dealt with in the country of residence of the party against whom the application is made ; this also applies to changes in decisions reached in another contracting State. If, under the laws of the country where the separation or divorce has been granted, maintenance payments cannot be subsequently allowed to the separated or divorced person or the payments cannot be increased beyond the amount previously fixed, a decision on the subject may not be taken in any of the other States.

Article 9.

With regard to the questions referred to in Articles 7 and 8, the legislation existing in each State shall be applied. Questions regarding the division of the property or compensation shall, however, always be decided by the law applicable to the property of married persons in accordance with Article 3.

Finnish nationals may not obtain separation in countries where they have not been resident for at least two years.

Separation obtained in one of the States shall confer the same right to obtain divorce in the other States as if it had been obtained in those States.

Article 10.

The provisions of Articles 7 to 9 shall be applied *mutadis mutandis* to the settlement of

des personnes qui possèdent la nationalité de l'un des Etats contractants et la possédaient lorsqu'elles ont contracté mariage, les stipulations des articles 7-9 seront applicables par analogie. La question de l'existence des conditions d'annulation sera toutefois réglée conformément à la législation qui déterminait le droit du demandeur à contracter mariage ou, si l'action est intentée contre les deux conjoints, conformément à l'une des législations qui déterminaient leur droit à contracter mariage.

II. ADOPTION

Article 11.

Lorsqu'un ressortissant de l'un des Etats contractants, domicilié dans l'un de ces Etats, voudra adopter un ressortissant de l'un des Etats, l'autorisation en sera demandée dans l'Etat où est domicilié l'adoptant.

Article 12.

La demande sera instruite, dans chaque Etat, conformément à la législation qui y est en vigueur. Toutefois, lorsque l'âge de la personne à adopter est inférieur à dix-huit ans et que celle-ci est domiciliée dans l'Etat auquel elle ressortit, il ne pourra être donné suite à la demande dans un autre Etat qu'après que l'autorité chargée de la surveillance de l'enfance dans l'Etat auquel ressortit cette personne, aura eu l'occasion de se prononcer.

Article 13.

Les demandes en annulation du régime d'adoption existant entre des ressortissants des Etats contractants et créé dans l'un de ces Etats, seront portées devant les tribunaux de l'Etat où est domicilié l'adoptant ou, s'il n'a de domicile dans aucun Etat contractant, devant les tribunaux de celui où est domicilié l'enfant adoptif.

Ces demandes seront instruites, dans chaque Etat, conformément à la législation qui y est en vigueur.

cases relating to the cancellation of marriage between persons who are now, and were at the time of marriage, nationals of Contracting States. The question whether there are good reasons for cancellation shall, however, be decided by the legislation which determined the right of the plaintiff, or, if action is brought against both parties to the marriage, the right of one of them, to contract marriage.

II. ADOPTION.

Article 11.

If a person who is a national of one of the Contracting States and is resident in such State wishes to adopt a national of one of the States, the application shall be made in the State where the adoptive parent is resident.

Article 12.

The application shall be dealt with in each State according to the legislation of that State. If the person to be adopted is under eighteen years of age and is resident in the country of which he is a national, the application may however, not be granted in another country until the competent child welfare authority in his own country has had an opportunity of expressing its opinion.

Article 13.

Applications to cancel adoption as between nationals of Contracting States shall, if the adoption has taken place in one of those States, be dealt with in the State where the adoptive parent is resident or, if he is not resident in any of the Contracting States, in the State where the adopted child is resident.

These applications shall be dealt with in each State according to the legislation of that State.

III. TUTELLE

Article 14.

La tutelle des mineurs ressortissants de l'un des Etats contractants et domiciliés dans l'un des autres Etats, relèvera des autorités de ce dernier Etat, à moins qu'elle ne soit déjà exercée, dans l'un des autres Etats, par un tuteur légal ou un tuteur datif.

Il en sera de même de l'interdiction judiciaire et de la tutelle d'un interdit.

Article 15.

Il pourra être constitué un tuteur temporaire et d'autres mesures provisoires pourront être prises dans chacun des Etats.

Article 16.

Les questions mentionnées aux articles 14 et 15 seront réglées dans chaque Etat conformément à la législation qui y est en vigueur.

Article 17.

Les effets patrimoniaux de l'interdiction judiciaire, ainsi que la capacité du tuteur seront régis par la législation de l'Etat où s'exerce la tutelle.

Cette stipulation ne s'appliquera pas à la capacité de contracter des engagements par traite ou par chèque.

Article 18.

La tutelle pourra être transférée à l'un des autres Etats comme suite à un arrangement entre les ministères compétents si l'interdit a établi son domicile dans cet Etat ou si, pour d'autres raisons, ce transfert est jugé opportun.

III. GUARDIANSHIP.

Article 14.

The guardianship of minors who are nationals of one of the Contracting States and reside in another of the States shall come under the jurisdiction of the authorities of the latter State, provided guardianship is not already exercised in another Contracting State by the legal guardian or a specially appointed guardian.

This shall also apply *mutatis mutandis* to declarations of incapacity and to guardianship over persons declared to be *non sui juris*.

Article 15.

Temporary guardianship may be ordered and other temporary measures taken in each of the States.

Article 16.

The questions referred to in Articles 14 and 15 shall be dealt with in each State according to the legislation of that State.

Article 17.

The effect of incapacity in respect of property, together with the authority of the guardian, shall be governed by the legislation of the State in which the guardianship is exercised.

This provision shall not apply to the right to enter into undertakings by means of bills of exchange or cheques.

Article 18.

The guardianship may be transferred by arrangement between the competent State Departments to another State if the person declared *non sui juris* has taken up his residence in that State or the transfer is found advisable for other reasons.

Article 19.

La question de l'annulation d'une interdiction judiciaire prononcée dans l'un des Etats contractants sera réglée, si l'interdit est ressortissant de l'un de ces Etats, dans celui où s'exerce la tutelle.

On appliquera à cet égard, dans chaque Etat, la loi qui y est en vigueur.

Article 20.

Si l'interdiction judiciaire est prononcée contre un ressortissant de l'un des Etats contractants, ou si l'interdiction est annulée, il en sera donné avis sans retard au ministère compétent de cet Etat.

Article 21.

Les stipulations des articles 17, 19 et 20 seront applicables, par analogie, lorsqu'un ressortissant de l'un des Etats contractants, domicilié au Danemark, et non déjà interdit dans l'un des Etats, sera placé sous curatelle au Danemark.

Cette curatelle ne mettra pas obstacle à l'interdiction judiciaire dans l'un des autres Etats où l'intéressé aura établi son domicile.

IV. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 22.

Les décisions administratives et les décisions judiciaires passées en force de chose jugée qui, dans l'un des Etats, auront été rendues conformément aux articles 5, 7, 8, 10, 11, 13, 14, 15, 19 ou 21 seront valables dans les autres Etats sans homologation spéciale et sans examen du bien-fondé de la décision ou des conditions auxquelles elle est subordonnée, quant à la question de savoir si l'intéressé est domicilié dans l'un ou l'autre des Etats contractants ou est un ressortissant de cet Etat.

Article 19.

The question of the cancellation of a declaration of incapacity made in one of the Contracting States shall, if the person declared *non sui juris* is a national of such a State, be dealt with in the State where the guardianship is ordered.

This question shall be dealt with in each State in accordance with the legislation of that State.

Article 20.

If a national of one of the Contracting States is declared *non sui juris* in another Contracting State, or if the declaration of incapacity is cancelled in another State than that of which he is a national, a report shall immediately be forwarded to the competent Department of the latter State.

Article 21.

The provisions of Articles 17, 19 and 20 regarding declarations of incapacity shall apply *mutatis mutandis* when a national of one of the Contracting States who is resident in Denmark and not already placed under guardianship in another Contracting State is placed under guardianship in Denmark.

Such guardianship in Denmark shall not preclude the persons in question from being declared *non sui juris* in another State in which he has taken up his residence.

IV. GENERAL PROVISIONS.

Article 22.

Administrative decisions and valid legal judgments rendered in one of the States in accordance with Articles 5, 7, 8, 10, 11, 13, 14, 15, 19 or 21, shall apply in the other States without special confirmation and without investigation of the correctness of the decision or its conditions in respect of residence or citizenship in one or other of the Contracting States.

Article 23.

La présente convention devra être ratifiée et les ratifications seront échangées à Stockholm aussitôt que possible.

La convention entrera en vigueur le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet qui suivra l'échange des ratifications.

Chacun des Etats pourra, avec effet à l'égard de chacun des autres, dénoncer la convention moyennant un préavis de six mois prenant fin au 1^{er} janvier ou au 1^{er} juillet.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait en un exemplaire rédigé dans chacune des langues danoise, finnoise, islandaise, norvégienne et suédoise, cet exemplaire comprenant deux textes en suédois dont l'un pour la Finlande et l'autre pour la Suède, à Stockholm, le 6 février 1931.

(L. S.) (Signé) Erik SCAVENIUS.

(L. S.) (Signé) R. ERICH.

(L. S.) (Signé) J. H. WOLLEBÆK.

Pour l'Islande :

(L. S.) (Signé) Erik SCAVENIUS.

Sous réserve de la ratification de Sa Majesté avec la sanction du Riksdag,

(L. S.) (Signé) Fredrik RAMEL.

PROTOCOLE FINAL

En procédant, ce jour, à la signature de la Convention entre le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède, contenant certaines dispositions de droit international privé sur le mariage, l'adoption et la tutelle, les plénipotentiaires des Etats contractants ont formulé la déclaration suivante :

Les Etats contractants sont d'accord sur les points ci-après :

1^o La Convention n'imposera aux autorités d'aucun des Etats contractants l'obligation de célébrer le mariage de personnes

Article 23.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Stockholm as soon as possible.

The Convention shall come into force on January 1st or July 1st following the date of the exchange of ratifications.

Each of the States may denounce the Convention as against each of the other States by six months' notice taking effect on January 1st or July 1st.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed this Convention and thereto affixed their seals.

Done at Stockholm in one copy each in Swedish, Danish, Finnish, Icelandic and Norwegian, and, as far as the Swedish language is concerned, in two texts, one for Sweden and one for Finland, on February 6, 1931.

(L. S.) (Signed) Erik SCAVENIUS.

(L. S.) (Signed) R. ERICH.

(L. S.) (Signed) J. H. WOLLEBÆK.

For Iceland :

(L. S.) (Signed) Erik SCAVENIUS.

Subject to the ratification of His Majesty with the consent of the Riksdag

(L. S.) (Signed) Fredrik RAMEL.

FINAL PROTOCOL.

On proceeding this day to sign the Convention between Denmark, Finland, Iceland, Norway and Sweden containing provisions of private international law regarding marriage, adoption and guardianship, the Plenipotentiaries of the Contracting States have made the following declaration :

The Contracting States are agreed :

(1) That the Convention does not bind the authorities in any of the Contracting States to marry persons who, under an

qui, en vertu d'une disposition absolue de la législation de l'Etat en question, ne sont pas admises à contracter mariage du fait qu'elles sont parentes ou alliées,

2° Les personnes qui, tout en n'ayant pas vingt et un ans accomplis, sont devenues majeures, soit conformément à la législation finlandaise, par leur mariage, soit, conformément à la législation islandaise, par la séparation de corps ou l'annulation du mariage, ne seront pas réputées mineures en raison de leur âge, même lorsqu'elles éliront domicile dans un autre Etat contractant que la Finlande ou l'Islande, respectivement.

STOCKHOLM, le 6 février 1931.

(L. S.) (*Signé*) Erik SCAVENIUS.
 (L. S.) (*Signé*) R. ERICH.
 (L. S.) (*Signé*) J. H. WOLLEBÆK.
 (L. S.) (*Signé*) Fredrik RAMEL.

Pour l'Islande :

(L. S.) (*Signé*) Erik SCAVENIUS.

absolute provision of the law in the State in question, are not allowed to contract marriage on account of their relationship or affinity ;

(2) That persons who have not attained twenty-one years but are of full age under Finnish law through contracting marriage or under Icelandic law through divorce or the dissolution of the marriage shall not be regarded as minors on account of their age even if they take up their residence in another Contracting State than Finland or Iceland respectively.

STOCKHOLM, February 6, 1931.

(L. S.) (*Signed*) Erik SCAVENIUS.
 (L. S.) (*Signed*) R. ERICH.
 (L. S.) (*Signed*) J. H. WOLLEBÆK.
 (L. S.) (*Signed*) Fredrik RAMEL.

For Iceland :

(L. S.) (*Signed*) Erik SCAVENIUS.

NOTEUDVEKSLING

MELLEM DEN DANSKE OG DEN SVENSKKE REGERING ANGAAENDE IKRAFTTRÆDEN AF KONVENTIONEN AF 6te FEBRUAR 1931. STOCKHOLM, DEN 6te FEBRUAR OG DEN 22de DECEMBER 1931.

Textes officiels danois et suédois communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Suède et le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ces échanges de notes a eu lieu le 23 janvier 1932.

NOTEVÄXLING

MELLAN SVENSKÅ OCH DANSKA REGERINGARNA RÖRANDE IKRAFTTRÄDANDE AV KONVENTIONEN AV DEN 6 FEBRUARI 1931. STOCKHOLM, DEN 6 FEBRUARI OCH DEN 22 DECEMBER 1931.

Danish and Swedish official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs and the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of these Exchanges of Notes took place January 23, 1932.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

I.

DANSKE MINISTERN I STOCKHOLM TILL SVENSKKE MINISTERN FÖR UTRIKES ÄRENDENA :

STOCKHOLM, den 6. Februar 1931.

HERR BARON,

I Forbindelse med Undertegnelsen idag of Konventionen mellem Danmark, Finland, Island, Norge og Sverige, indeholdende internationalprivatretilige Bestemmelser om Ægteskab, Adoption og Værgemaal, har jeg den Ære, efter Ordre, at afgive følgende Tilsagn :

Den kgl. danske Regering giver herved Afkald paa at meddele Dispensation efter § 13, 1^o Stykke, i Lov Nr. 276 af 30. Juni 1922 om Ægteskabs Indgaaelse og Opløsning i Tilfælde, hvor nogen af Parterne er Statsborger i Sverige.

Modtag, Herr Baron, Forsikringen om min mest udmærkede Højagtelse.

Erik SCAVENIUS.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

II.

MINISTERN FÖR UTRIKES ÄRENDENA TILL DANSKE MINISTERN I STOCKHOLM :

STOCKHOLM, den 6 februari 1931.

HERR ENVOYÉ,

Härmed har jag äran erkänna mottagandet av Herr Envoyéns note innevarande dag, genom vilken Herr Envoyén, i anslutning till undertecknandet av konventionen mellan Sverige, Danmark, Finland, Island och Norge, innehållande internationellt privaträttsliga bestämmelser om

äktenskap, adoption och förmynderskap, behagat meddela mig, att Kungl. Danska regeringen utfäster sig att icke i de fall, där någon av kontrahenterna är svensk medborgare, meddela sådan dispens, varom förmåles i 13 §, första stycket, i danska lagen nr 276 den 30 juni 1922 om äktenskaps ingående och upplösning.

Mottag, Herr Envoyé, försäkran om min utmärkta högaktning.

Fredrik RAMEL.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

III.

MINISTERN FÖR UTRIKES ÄRENDENA TILL DANSKE MINISTERN I STOCKHOLM.

STOCKHOLM, den 22 december 1931.

HERR ENVOYÉ,

I samband med deponerandet denna dag av ratifikationsinstrumenten till den i Stockholm den 6 februari 1931 mellan Sverige, Danmark, Finland, Island och Norge avslutade konventionen innehållande internationellt privaträttsliga bestämmelser om äktenskap, adoption och förmynderskap har jag äran härmed framställa förfrågan, huruvida danska regeringen är ense med svenska regeringen därom, att överenskommelsen mellan Sverige och Danmark den 5 oktober 1907¹ angående ömsesidigt erkännande av äktenskapscertifikat skall upphöra att gälla, då nämnda konvention träder i kraft, men att deklarationen den 27 november 1909² angående äktenskaps ingående i vissa fall inför diplomatisk eller konsulär ämbetsman fortfarande skall äga bestånd även efter konventionens ikraftträdande.

Därest enighet i förevarande hänseenden råder mellan svenska och danska regeringarna, torde överenskommelse i ämnet få anses träffad genom denna note och den svarsnote, som Herr Envoyén behagar låta tillställa mig.

Mottag, Herr Envoyé, försäkran om min utmärkta högaktning.

Fr. RAMEL.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

IV.

DANSKE MINISTERN I STOCKHOLM TILL MINISTERN FÖR UTRIKES ÄRENDENS :

STOCKHOLM, den 22. December 1931.

HERR BARON,

I Note af Dags Dato har Deres Excellence i Forbindelse med Deponeringen af Ratifikationsdokumenterne til den i Stockholm den 6. Februar 1931 undertegnede Konvention mellem Danmark, Finland, Island, Norge of Sverige, indeholdende international-privatreilige Bestemmelser om Ægteskab, Adoption og Værgemaal, forespurgt, om den Kgl. danske Regering er enig med den Kgl. svenske Regering i, at den mellem Danmark og Sverige under 5 Oktober 1907 indgaaede Overenskomst angaaende gensidig Anerkendelse af Ægteskabsattester skal ophøre at gælde samtidig med ovennævnte Konventions Ikrafttrædelse, men at den dansk-svenske Deklaration of

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome IV, page 171.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome V, page 616.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 101, page 291.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 102, page 590.

27. November 1909 angaaende Ægteforeningers Indgaaelse i visse Tilfælde for diplomatiske og konsulære Embedsmænd skal forblive bestaaende efter Konventionens Ikrafttrædelse.

I Besvarelse heraf har jeg den Ære efter min Regerings Ordre at meddele, at den Kgl. danske Regering er enig med den Kgl. svenske Regering i :

at den mellem Danmark og Sverige under 5. Oktober 1907 indgaaede Overenskomst om Udstedelsen af Attester til Brug ved deres Undersaatters Indgaaelse af Ægteskab i det andet Land ophæves ved Konventionens Ikrafttrædelse, samt

at den dansk-svenske Deklaration af 27. November 1909 angaaende Ægteforeningers Indgaaelse for diplomatiske og konsulære Embedsmænd forbliver bestaaende efter Konventionens Ikrafttrædelse.

Den Kgl. danske Regering er endvidere enig med den Kgl. svenske Regering i, at Deres Excellences ovennævnte Note af Dags Dato tillige med nærværende Note udgør den mellem de to Regeringer i den omhandlede Henseende truffene Aftale.

Modtag, Herr Baron, Forsikringen om min mest udmærkede Højagtelse.

Erik SCAVENIUS.

Certifiée pour copie conforme ;

Stockholm,

au Ministère Royal des Affaires étrangères,
le 16 janvier 1932.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

Pour copie conforme :

E. Reventlow,

*Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.*

¹ TRADUCTION.

ÉCHANGES DE NOTES

ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET SUÉDOIS
CONCERNANT L'APPLICATION DE LA CONVEN-
TION DU 6 FÉVRIER 1931. STOCKHOLM, LES
6 FÉVRIER ET 22 DÉCEMBRE 1931.

I.

LE MINISTRE DE DANEMARK A STOCKHOLM
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
SUÉDOIS.

STOCKHOLM, le 6 février 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la signature, ce jour, de la Convention entre le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède, contenant certaines dispositions de droit international privé sur le mariage, l'adoption et la tutelle,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

EXCHANGES OF NOTES

BETWEEN THE DANISH AND SWEDISH GOVERN-
MENTS CONCERNING THE APPLICATION OF THE
CONVENTION OF FEBRUARY 6, 1931. STOCK-
HOLM, FEBRUARY 6 AND DECEMBER 22, 1931.

I.

THE DANISH MINISTER AT STOCKHOLM TO THE
SWEDISH MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

STOCKHOLM, February 6, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In connection with the signature to-day of the Convention between Denmark, Finland, Iceland, Norway and Sweden, containing provisions of private international law regarding marriage, adoption and guardianship, I have

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de formuler l'engagement ci-après :

Le Gouvernement royal danois renonce, par la présente, à octroyer la dispense prévue au paragraphe 13, 1^{er} alinéa, de la loi N^o 276 du 30 juin 1922 sur la formation et l'annulation du mariage, dans les cas où l'une des parties sera de nationalité suédoise.

Veuillez agréer, etc.

Erik SCAVENIUS.

II.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES SUÉDOIS AU MINISTRE DE DANEMARK A STOCKHOLM.

STOCKHOLM, le 6 février 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour par laquelle vous avez bien voulu, comme suite à la signature de la Convention entre la Suède, le Danemark, la Finlande, l'Islande et la Norvège, contenant certaines dispositions de droit international privé sur le mariage, l'adoption et la tutelle, me faire connaître que le Gouvernement royal danois prend l'engagement de ne pas octroyer, dans les cas où l'une des parties sera de nationalité suédoise, la dispense prévue au paragraphe 13, 1^{er} alinéa, de la loi danoise N^o 276 du 30 juin 1922 sur la formation et l'annulation du mariage.

Veuillez agréer, etc.

Fredrik RAMEL.

III.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES SUÉDOIS AU MINISTRE DE DANEMARK A STOCKHOLM.

STOCKHOLM, le 22 décembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite au dépôt, effectué ce jour, des instruments de ratification de la Convention contenant certaines dispositions relevant du

the honour in accordance with my instructions to give the following undertaking :

The Royal Danish Government hereby waives the right to grant dispensations in accordance with § 13 paragraph 1, of Law No. 276 of June 30, 1922, regarding marriage and the dissolution of marriage in cases where one of the parties is of Swedish nationality.

I have the honour, etc.

Erik SCAVENIUS.

II.

THE SWEDISH MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE DANISH MINISTER AT STOCKHOLM.

STOCKHOLM, February 6, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of your note of to-day's date, in which you were good enough to inform me, in connection with the signature of the Convention between Sweden, Denmark, Finland, Iceland and Norway, containing provisions of private law regarding marriage, adoption and guardianship, that the Royal Danish Government undertakes, in cases where one of the parties is of Swedish nationality, not to grant dispensations in accordance with § 13, paragraph 1, of the Danish Law No. 276 of June 30, 1922, regarding marriage and the dissolution of marriage.

I have the honour, etc.

Fredrik RAMEL.

III.

THE SWEDISH MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE DANISH MINISTER AT STOCKHOLM.

STOCKHOLM, December 22, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In connection with the deposit this day of the ratifications of the Convention concluded at Stockholm on February 6, 1931, between

droit international privé, sur le mariage, l'adoption et la tutelle, conclue à Stockholm le 6 février 1931 entre la Suède, le Danemark, la Finlande, l'Islande et la Norvège, j'ai l'honneur de vous demander si le Gouvernement danois est d'accord avec le Gouvernement suédois pour que l'arrangement du 5 octobre 1907 entre la Suède et le Danemark concernant la reconnaissance réciproque des certificats de capacité au mariage cesse d'avoir effet lors de l'entrée en vigueur de ladite convention, alors que la Déclaration du 27 novembre 1909 concernant la célébration, en certains cas, du mariage par devant les fonctionnaires diplomatiques et consulaires restera valable même après l'entrée en vigueur de la convention.

S'il y a accord à ce sujet entre les Gouvernements suédois et danois, l'arrangement en cette matière pourrait être considéré comme se trouvant conclu par la présente note et la réponse que vous voudrez bien me communiquer.

Veillez agréer, etc.

Fr. RAMEL.

IV.

LE MINISTRE DE DANEMARK A STOCKHOLM
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
SUÉDOIS :

STOCKHOLM, le 22 décembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par sa note en date de ce jour Votre Excellence a bien voulu me demander, comme suite au dépôt des instruments de ratification de la Convention contenant certaines dispositions de droit international privé, sur le mariage, l'adoption et la tutelle conclue à Stockholm le 6 février 1931 entre le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède, si le Gouvernement royal danois est d'accord avec le Gouvernement royal suédois pour que l'Arrangement du 5 octobre 1907 conclu entre le Danemark et la Suède concernant la reconnaissance réciproque des certificats de capacité au mariage cesse d'avoir effet lors de l'entrée en vigueur de ladite convention, alors que la déclaration dano-suédoise du 27 novembre 1909 concernant la célébration, en certains cas, du

Sweden, Denmark, Finland, Iceland and Norway, containing provisions of private international law regarding marriage, adoption and guardianship, I have the honour hereby to enquire whether the Danish Government is in agreement with the Swedish Government that the Agreement between Sweden and Denmark of October 5, 1907, regarding the mutual recognition of marriage licences shall cease to apply when the said Convention comes into force, but that the Declaration of November 27, 1909, regarding marriage in certain cases by the diplomatic or consular officials shall still be valid even after the Convention comes into force.

If the Swedish and Danish Governments are agreed in their respect, the agreement on the subject may be regarded as having been concluded by the present note and the reply which I request you to transmit to me.

I have the honour, etc.

Fr. RAMEL.

IV.

THE DANISH MINISTER AT STOCKHOLM TO THE
SWEDISH MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

STOCKHOLM, December 22, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In your Note of to-day's date, Your Excellency enquires, in connection with the deposit of ratifications to the Convention concluded at Stockholm on February 6, 1931, between Denmark, Finland, Iceland, Norway and Sweden, containing provisions of private international law regarding marriage, adoption and guardianship, whether the Royal Danish Government agrees with the Royal Swedish Government that the Agreement concluded on October 5, 1907, between Denmark and Sweden, regarding the mutual recognition of marriage licences shall cease to apply when the said Convention comes into force, but that the Danish-Swedish Declaration of November 27, 1909, regarding marriage in certain cases by diplomatic and consular officials shall still be

mariage des fonctionnaires diplomatiques et consulaires restera valable même après l'entrée en vigueur de la Convention.

En réponse, j'ai l'honneur d'ordre de mon Gouvernement de vous faire connaître que le Gouvernement royal danois est d'accord avec le Gouvernement royal suédois sur les points suivants.:

L'Arrangement du 5 octobre 1907 entre le Danemark et la Suède concernant la délivrance de certificats destinés à leurs ressortissants respectifs qui contractent mariage dans l'autre pays cessera d'avoir effet lors de l'entrée en vigueur de la convention ;

La Déclaration dano-suédoise du 27 novembre 1909 concernant la célébration du mariage par devant les fonctionnaires diplomatiques et consulaires restera valable après l'entrée en vigueur de la convention.

En outre le Gouvernement royal danois est d'accord avec le Gouvernement royal suédois pour que la susdite note de Votre Excellence en date de ce jour constitue, avec la présente note, l'arrangement conclu en la matière, entre les deux gouvernements.

Veuillez agréer, etc.

Erik SCAVENIUS.

valid even after the Convention comes into force.

In reply I have the honour to inform you, under instructions from my Government, that the Royal Danish Government is in agreement with the Royal Swedish Government :

That the Agreement of October 5, 1907, between Denmark and Sweden regarding the issue of licences for the use of their nationals when contracting marriage in the other country shall cease to have effect when the Convention comes into force ;

That the Danish-Swedish Declaration of November 27, 1909, regarding marriage by diplomatic and consular officials shall continue to be valid after the Convention comes into force.

In addition, the Royal Danish Government is in agreement with the Royal Swedish Government that Your Excellency's above-mentioned Note of to-day's date, together with the present Note, shall constitute the agreement concluded in this respect between the two Governments.

I have the honour, etc.

Erik SCAVENIUS.

NOTEVÄXLING

MELLAN DANSKA OCH FINSKA REGERINGARNA INNEHÅLLANDE EN FÖRKLARING ATT DANSKA REGERINGEN FÖRPLIKTAR SIG ATT ICKE MEDDELA FINSK MEDBORGARE DISPENS FÖR ÅKTENSKAP MED EN PERSON SOM HAR VARIT GIFT MED HANS SLÄKTING I RÄTT UPP- ELLER NEDSTIGANDE LED HELSINGFORS, DEN 9 JUNI 1931.

Textes officiels danois et suédois communiqués par le Délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 17 février 1932.

NOTEUDVEKSLING

MELLEM DEN DANSKE OG FINSKE REGERING INDEHOLDENDE EN OVERENSKOMST VED HVILKEN DEN DANSKE REGERING FORPLIGTER SIG TIL IKKE AT MEDDELE FINSK STATSBORGER DISPENSATION TIL AT INDGAA ÆGTESKAB MED EN PERSON, SOM HAR VÆRET GIFT MED HANS SLÆGTNING I RET OP- ELLER NEDSTIGENDE LINIE. HELSINGFORS, DEN 9DE JUNI, 1931.

Danish and Swedish official texts communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place February 17, 1932.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

DANSK GESANDTSKAB.

I.

J. No. 21. E.

No. 52

HELSINGFORS, den 9. Juni 1931.

HERR UDENRIGSMINISTER,

I Forbindelse med Afsluttelsen af den i Stockholm den 6. Februar 1931 undertegnede Konvention mellem Danmark, Finland, Island, Norge og Sverige, indeholdende international-privatretnlige Bestemmelser om Ægteskab, Adoption og Værgemaal, har jeg den Ære efter min Regerings Ordre at afgive følgende Tilsagn :

Den Kgl. danske Regering forpligter sig herved til ikke at meddele finsk StatsborgerDispensation til at indgaa Ægteskab med en Person, som har været gift med hans Slægtning i ret op- eller nedstigende Linie.

Modtag, Herr Udenrigsminister, Forsikringen om min mest udmærkede Højagtelse.

Højvelbaarne

(Sign.) F. LERCHE.

Herr Udenrigsminister, Baron Yrjö-Koskinen,
etc., etc., etc.,
Helsingfors.

Pour copie conforme :

E. Reventlow,

Secrétaire Général du Ministère
des Affaires étrangères

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

MINISTERIET

II.

FÖR

UTRIKESÄRENDENA.

No. 7142.

HELSINGFORS, den 9 juni 1931.

HERR MINISTER,

Uti denna dag dagtecknad note har Herr Ministern, i anslutning till undertecknandet i Stockholm den 6 februari 1931 av en konvention mellan Finland, Danmark, Island, Norge och Sverige, innehållande internationellt privatreträttsliga bestämmelser om äktenskap, adoption och förmyndarskap, å Eder Regerings vägnar förklarar, att den danska Regeringen förpliktade sig till att icke meddela finsk medborgare dispens för äktenskap med en person, som har varit gift med hans släkting i rätt upp- eller nedstigande led.

I anledning härav har jag, å min Regerings vägnar, äran erkänna emottagandet av sagda förklaring, som överensstämmer med det som i saken avtalats.

Mottag, Herr Minister, försäkran om min utmärkta högaktning.

Kammarherre Flemming Lerche,
Kungl. Dansk Minister,
Helsingfors.

(Sign.) A. S. YRJÖ-KOSKINEN.

Pour copie conforme :

E. Reventlow,

Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION.

ÉCHANGE DE NOTES

ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET FINNOIS COMPORTANT UN ACCORD PAR LEQUEL LE GOUVERNEMENT DANOIS S'ENGAGE A N'ACCORDER AUCUNE DISPENSE A UN RESSORTISSANT FINLANDAIS QUI DÉSIRERAIT CONTRACTER MARIAGE AVEC UNE PERSONNE AYANT ÉTÉ MARIÉE A UN DE SES PARENTS EN LIGNE DIRECTE DESCENDANTE OU ASCENDANTE. HELSINGFORS, LE 9 JUIN 1931.

I.

LÉGATION ROYALE
DE DANEMARK.

J. No. 21. E.
No. 52.

HELSINGFORS, le 9 juin 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la conclusion, à Stockholm, le 6 février 1931, d'une Convention entre le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède, contenant certaines dispositions de droit international privé sur le mariage, l'adoption et la tutelle, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de formuler l'engagement ci-après :

Le Gouvernement royal danois s'engage par la présente à n'octroyer à un ressortissant finlandais aucune dispense pour contracter mariage avec une personne qui a été mariée avec un de ses parents en ligne directe ascendante ou descendante.

(Signé) F. LERCHE.

M. le Baron Yrjö-Koskinen,
etc., etc., etc.
Helsingfors.

¹ TRANSLATION.

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN THE DANISH AND FINNISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT BY WHICH THE DANISH GOVERNMENT UNDERTAKES NOT TO GRANT ANY LICENCE TO A FINNISH SUBJECT WISHING TO CONTRACT MARRIAGE WITH A PERSON HAVING BEEN MARRIED TO ONE OF HIS RELATIONS IN THE DIRECT LINE, EITHER ASCENDANT OR DESCENDANT. HELSINGFORS, JUNE 9, 1931.

I.

ROYAL DANISH LEGATION.

J. No. 21. E.
No. 52.

HELSINGFORS, June 9, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In connection with the conclusions of the Convention signed at Stockholm on February 6, 1931, between Denmark, Finland, Iceland, Norway and Sweden, containing provisions of private international law regarding marriage, adoption and guardianship, I have the honour in accordance with instructions from my Government, to give the following undertaking :

The Royal Danish Government hereby undertakes not to grant to a Finnish national a dispensation for marriage with a person who has been married with one of his (the former's) relations in direct ascending or descending line.

I have the honour, etc.

(Signed) F. LERCHE.

Baron Yrjö-Koskinen,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.
Helsingfors.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

No. 7142.

HELSINGFORS, le 9 juin 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la conclusion, à Stockholm, le 6 février 1931, d'une Convention entre la Finlande, le Danemark, l'Islande, la Norvège et la Suède, contenant certaines dispositions de droit international privé sur le mariage, l'adoption et la tutelle, vous avez bien voulu déclarer, au nom de votre gouvernement, dans votre note de ce jour, que le Gouvernement danois prenait l'engagement de n'octroyer à un ressortissant finlandais aucune dispense pour contracter mariage avec une personne qui a été mariée avec un de ses parents en ligne directe ascendante ou descendante.

En réponse, j'ai l'honneur, au nom de mon gouvernement, d'accuser réception de cette déclaration qui concorde avec les dispositions convenues en la matière.

(Signé) A. S. YRJÖ-KOSKINEN.

M. Flemming-Lerche,
Ministre royal de Danemark,
Helsingfors.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 7142.

HELSINGFORS, June 9, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In your Note of to-day's date in connection with the Convention signed at Stockholm on February 6, 1931, between Finland, Denmark, Iceland, Norway and Sweden, containing provisions of private international law regarding marriage, adoption and guardianship, you were good enough to inform me on behalf of your Government that the Danish Government undertook not to grant a dispensation to a Finnish national for marriage with a person who has been married with one of his (the former's) relations in direct ascending or descending line.

In this connection, I have the honour on behalf of my Government to acknowledge receipt of the said declaration which is in accordance with the agreement reached in this matter.

I have the honour, etc.

(Signed) A. S. YRJÖ-KOSKINEN.

M. Flemming-Lerche,
Royal Danish Minister,
Helsingfors.

N° 2878.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET POLOGNE**

Accord relatif au règlement de la dette de la Pologne envers la Grande-Bretagne au titre des soldes impayés des frais d'occupation des zones de plébiscite de la Haute-Silésie et d'Allenstein. Signé à La Haye, le 20 janvier 1930.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND POLAND**

Agreement for the Settlement of the Polish Debt to Great Britain in respect of Unpaid Balances of Costs of Occupation of the Plebiscite Area in Upper Silesia and Allenstein. Signed at The Hague, January 20, 1930.

No. 2878. — AGREEMENT¹ FOR THE SETTLEMENT OF THE POLISH DEBT TO GREAT BRITAIN IN RESPECT OF UNPAID BALANCES OF COSTS OF OCCUPATION OF THE PLEBISCITE AREA IN UPPER SILESIA AND ALLENSTEIN. SIGNED AT THE HAGUE, JANUARY 20, 1930.

Texte officiel anglais communiqué par le chargé d'Affaires a. i. de la Délégation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 21 janvier 1932.

AGREEMENT

for the settlement of the Polish debt to Great Britain in respect of unpaid balances of costs of occupation of the Plebiscite Area in Upper Silesia and Allenstein between THE GOVERNMENT OF THE POLISH REPUBLIC represented by His Excellency Monsieur Jean MROZOWSKI, President of the Supreme Court of Justice at Warsaw, on the one hand, and THE GOVERNMENT OF HIS BRITANNIC MAJESTY IN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND represented by the Right Honourable Philip SNOWDEN M. P., Chancellor of the Exchequer, on the other hand.

I. The amount of the debt of Poland to Great Britain, representing the unpaid balances of costs of occupation of the Plebiscite Area in Upper Silesia and Allenstein, has been agreed at the sum £ 604,597. 4. 0.

II. In complete and final settlement of this debt Poland undertakes to pay, and Great Britain agrees to accept, the following annuities :

	£ sterling
1931 to 1935 inclusive	24,077
1936 to 1940 inclusive	30,096
1941 to 1950 inclusive	36,115
1951 to 1965 inclusive	39,075

Payment of the above annuities shall be effected on the 15th April of each year, the first instalment to be paid on the 15th April, 1931.

III. The amounts due under the present Agreement shall be paid in sterling to the Cash Account of His Majesty's Paymaster General at the Bank of England.

IV. Poland shall have the right to pay off, in whole or in part, at 4 % discount, the amount of the annuities from time to time outstanding.

Done at The Hague in two copies the 20th January 1930.

For Poland :
J. MROZOWSKI.

For Great Britain :
Philip SNOWDEN.

¹ Entré en vigueur le 20 janvier 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2878. — ACCORD² RELATIF AU RÈGLEMENT DE LA DETTE DE LA POLOGNE ENVERS LA GRANDE-BRETAGNE AU TITRE DES SOLDES IMPAYÉS DES FRAIS D'OCCUPATION DES ZONES DE PLÉBISCITE DE LA HAUTE-SILÉSIE ET D'ALLENSTEIN. SIGNÉ A LA HAYE, LE 20 JANVIER 1930.

English official text communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place January 21, 1932.

ACCORD

pour le règlement de la dette de la Pologne envers la Grande-Bretagne, au titre des soldes impayés des frais d'occupation des zones de plébiscite de la Haute-Silésie et d'Allenstein, entre LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, représenté par Son Excellence M. Jean MROZOWSKI, président du Tribunal suprême de Varsovie, d'une part, et LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD, représenté par le Très Honorable Philip SNOWDEN M. P., chancelier de l'Échiquier, d'autre part.

I. Le montant de la dette de la Pologne envers la Grande-Bretagne résultant des soldes impayés des frais d'occupation des zones de plébiscite de la Haute-Silésie et d'Allenstein est arrêté à la somme de £ 604.597. 4.0.

II. En règlement complet et définitif de cette dette, la Pologne s'engage à payer, et la Grande-Bretagne convient d'accepter, les annuités suivantes :

	£ sterling
de 1931 à 1935 inclus	24.077
de 1936 à 1940 inclus	30.096
de 1941 à 1950 inclus	36.115
de 1951 à 1965 inclus	39.075

Les paiements indiqués ci-dessus seront effectués le 15 avril de chaque année, le premier payement ayant lieu le 15 avril 1931.

III. Les versements prévus par le présent accord seront effectués en livres sterling au compte-caisse du « Paymaster General » de Sa Majesté, à la Banque d'Angleterre.

IV. La Pologne a le droit de racheter, en totalité ou en partie, des payements non encore effectués sur la base d'un taux d'escompte de 4 %.

Fait à La Haye, en deux exemplaires, le 20 janvier 1930.

Pour la Pologne :
J. MROZOWSKI.

Pour la Grande-Bretagne :
Philip SNOWDEN.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force January 20, 1930.

N° 2879.

AUTRICHE ET ITALIE

Echange de notes comportant un accord au sujet de la remise et de la réception des personnes à extraditer. Rome, le 19 novembre 1931.

AUSTRIA AND ITALY

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Delivery and Taking Over of Persons to be surrendered. Rome, November 19, 1931.

N^o 2879. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET ITALIEN COMPORTANT UN ACCORD AU SUJET DE LA REMISE ET DE LA RÉCEPTION DES PERSONNES A EXTRADER. ROME, LE 19 NOVEMBRE 1931.

Texte officiel français communiqué par le chancelier fédéral de la République d'Autriche. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 22 janvier 1932.

I.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI.

T. 250.147/61.

19 novembre 1931—X.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Pour sceller l'échange d'opinions qui a eu lieu en la matière, j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence que, dans les rapports entre l'Italie et l'Autriche, la remise et la réception des personnes à extradier qui, comme auteurs ou complices d'un des faits punissables énumérés à l'article II du Traité² du 27 février 1869, sont poursuivies ou ont été condamnées par les autorités judiciaires de l'Etat duquel elles sont ressortissantes et qui se sont réfugiées sur le territoire de l'autre Etat, pourraient être effectuées d'après les normes suivantes :

1^o La remise des personnes à extradier dans les rapports entre les deux Etats aura lieu aux points-frontière ci-après indiqués :

Brennero—San Candido—Tarvisio—Brennersee—Sillian—Arnoldstein.

2^o Le Gouvernement de l'Etat requis peut procéder à la remise à l'un quelconque des points frontière susindiqués sans s'entendre au préalable avec le gouvernement requérant au sujet de la date et de l'endroit où la remise devra avoir lieu.

3^o La remise sera effectuée de la manière suivante :

a) Si le point-frontière où la remise doit avoir lieu, est situé sur le territoire de l'Etat requérant, il y sera procédé par devant l'autorité policière ou le bureau de police qui y a son siège, sans aucune autre formalité, après vérification des documents respectifs ;

b) Si, par contre, le point-frontière où la remise du détenu doit avoir lieu se trouve sur le territoire de l'Etat requis, l'autorité policière ou le bureau de police qui y a son siège, en informera la prochaine autorité policière de l'Etat requérant. Cette dernière aura

¹ Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1932.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général des Traités*, deuxième série, tome I, page 334.

¹ TRADUCTION. — ° TRANSLATION.

No. 2879. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE AUSTRIAN AND ITALIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE DELIVERY AND TAKING OVER OF PERSONS TO BE SURRENDERED. ROME, NOVEMBER 19, 1931.

French official text communicated by the Federal Chancellor of the Austrian Republic. The registration of this Exchange of Notes took place January 22, 1932.

I.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

T. 250.147/61.

ROME, November 19, 1931. X.

YOUR EXCELLENCY,

In order to confirm the exchange of views which has taken place on the subject, I have the honour to propose to Your Excellency that, in the relations between Italy and Austria, the surrender and reception of persons to be extradited, who, as authors of or accomplices in one of the punishable offences enumerated in Article II of the Treaty³ of February 27, 1869, are being proceeded against or have been convicted by the judicial authorities of the State of which they are nationals, and who have taken refuge in the territory of the other State, might be effected according to the following rules :

(1) The surrender of persons to be extradited in the relations between the two States, shall take place at the following frontier-points :

Brennero—San Candido—Tarvisio—Brennersee—Sillian—Arnoldstein.

(2) The Government of the State to which application for extradition has been made may effect surrender at any one of the frontier-points mentioned above, without coming to a previous arrangement with the applicant Government concerning the date and place of surrender.

(3) Surrender shall be effected in the following manner :

(a) If the frontier-point at which surrender is to take place is situated in the territory of the applicant State, the surrender shall be effected in the presence of the police authority or at the police station there situated, without further formality, after verification of the relevant documents ;

(b) If, on the contrary, the frontier-point at which the prisoner is to be surrendered is situated in the territory of the State applied to, the police authority or police station there situated shall inform the nearest police authority of the applicant State. The

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force January 1st, 1932.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 63, page 422.

ensuite à procéder, sans retard, à la réception du détenu, sans pouvoir objecter que des ordres ou instructions préalables de la part de son gouvernement ne lui sont pas parvenus à ce sujet.

4° Pour justifier (*legittimare*) la remise, il suffira de produire le mandat d'arrêt en original ou en copie légalisée, ou un document similaire délivré par les autorités judiciaires de l'Etat requérant.

Lesdits documents doivent être rédigés dans la langue de l'Etat requis ou dans celle de l'Etat requérant.

5° En même temps que la personne à extraditer, seront à remettre tous les effets et l'argent qui lui ont été pris.

6° Si la remise d'une personne à extraditer est effectuée par des organes de la sûreté publique en uniforme, ceux-ci n'auront pas besoin d'une légitimation spéciale. Les organes de la sûreté publique en civil, qui, pour procéder à la réception ou à la remise de la personne à extraditer, doivent se rendre sur le territoire de l'autre Etat contractant, devront avoir sur eux une légitimation munie de leur photographie.

7° Les dispositions susmentionnées entreront en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1932.

Je saurais gré à Votre Excellence de vouloir bien avoir l'obligeance de me communiquer si votre gouvernement adhère à ce qui précède et j'estime que, dans l'affirmative, l'accord sera à considérer comme conclu et en vigueur dans les rapports entre les deux Etats.

Je profite de cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

GRANDI, *m. p.*

Son Excellence

Monsieur Lotario v. Egger-Moellwald,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire d'Autriche
à Rome.

II.

LÉGATION D'AUTRICHE.

N° 3453/A.

ROME, le 19 novembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par la note N° 250.147 en date d'aujourd'hui, Votre Excellence a bien voulu m'informer de ce qui suit :

Pour sceller l'échange d'opinions qui a eu lieu en la matière, j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence que dans les rapports entre l'Autriche et l'Italie, la remise et la réception des personnes à extraditer qui, comme auteurs ou complices d'un des faits punissables énumérés à l'article II du Traité du 27 février 1869, sont poursuivies ou ont été condamnées par les autorités judiciaires de l'Etat duquel elles sont ressortissantes et qui se sont réfugiées sur le territoire de l'autre Etat, pourraient être effectuées d'après les normes suivantes :

1° La remise des personnes à extraditer dans les rapports entre les deux Etats aura lieu aux points frontière ci-après indiqués :

Brennero—San Candido—Tarvisio—Brennersee—Sillian—Arnoldstein.

latter shall then take over the prisoner, without delay, and may not object that it has received no previous orders or instructions from its Government on the subject.

(4) In order to justify (*legittimare*) the surrender, it will be sufficient to produce the warrant of arrest in the original or a certified copy, or a similar document issued by the judicial authorities of the applicant State.

The said documents must be drawn up in the language of the State applied to or that of the applicant State.

(5) All articles and money which have been taken from the person to be extradited shall be handed over at the time of surrender.

(6) If the surrender of a person to be extradited is effected by police officers in uniform, they shall not require a special identity-paper. Police officers in plain clothes who are obliged to enter the territory of the other contracting State in order to receive or surrender the person to be extradited shall have on their persons an identity-paper with their photograph affixed.

(7) The above-mentioned provisions shall come into force as from January 1, 1932.

I should be obliged if Your Excellency would kindly inform me whether your Government agrees to the foregoing. If so, the Agreement may, in my opinion, be deemed to be concluded and in force in the relations between the two States.

I have the honour to be, etc.

GRANDI, *m. p.*

His Excellency
M. Lothar v. Egger-Moellwald,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Austria
at Rome.

II.

AUSTRIAN LEGATION.

No. 3453/A.

ROME, *November 19, 1931.*

YOUR EXCELLENCY,

By Note No. 250.147 of to-day's date Your Excellency was good enough to inform me of the following :

In order to confirm the exchange of views which has taken place on the subject, I have the honour to propose to Your Excellency that, in the relations between Austria and Italy, the surrender and reception of persons to be extradited, who, as authors of or accomplices in one of the punishable offences enumerated in Article II of the Treaty of February 27, 1869, are being proceeded against or have been convicted by the judicial authorities of the State of which they are nationals, and who have taken refuge in the territory of the other State, might be effected according to the following rules :

(1) The surrender of persons to be extradited, in the relations between the two States, shall take place at the following frontier-points :

Brennero—San Candido—Tarvisio—Brennersee—Sillian—Arnoldstein.

2° Le Gouvernement de l'Etat requis peut procéder à la remise à l'un quelconque des points-frontière susindiqués sans s'entendre au préalable avec le Gouvernement requérant au sujet de la date et de l'endroit où la remise devra avoir lieu.

3° La remise sera effectuée de la manière suivante :

a) Si le point-frontière où la remise doit avoir lieu, est situé sur le territoire de l'Etat requérant, il y sera procédé par devant l'autorité policière ou le bureau de police qui y a son siège, sans aucune autre formalité, après vérification des documents respectifs ;

b) Si, par contre, le point-frontière où la remise du détenu doit avoir lieu, se trouve sur le territoire de l'Etat requis, l'autorité policière ou le bureau de police qui y a son siège, en informera la prochaine autorité policière de l'Etat requérant. Cette dernière aura ensuite à procéder, sans retard, à la réception du détenu sans pouvoir objecter que des ordres ou instructions préalables de la part de son Gouvernement ne lui sont pas parvenus à ce sujet.

4° Pour justifier (*legittimare*) la remise, il suffira de produire le mandat d'arrêt en original ou en copie légalisée, ou un document similaire délivré par les autorités judiciaires de l'Etat requérant.

Lesdits documents doivent être rédigés dans la langue de l'Etat requis ou dans celle de l'Etat requérant.

5° En même temps que la personne à extraditer seront à remettre tous les effets et l'argent qui lui ont été pris.

6° Si la remise d'une personne à extraditer est effectuée par des organes de la sûreté publique en uniforme, ceux-ci n'auront pas besoin d'une légitimation spéciale. Les organes de la sûreté publique en civil qui, pour procéder à la réception ou à la remise de la personne à extraditer, doivent se rendre sur le territoire de l'autre Etat contractant, devront avoir sur eux une légitimation munie de leur photographie.

7° Les dispositions susmentionnées entreront en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1932.

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence de ce que le Gouvernement fédéral de la République d'Autriche adhère au règlement proposé, de sorte qu'il est entendu que cet accord portant les stipulations susmentionnées est à considérer comme conclu et en vigueur dans les rapports entre les deux Etats.

Je profite de l'occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de la plus haute considération.

EGGER, *m. p.*

Son Excellence
Monsieur Dino Grandi,
Ministre royal des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.
Rome.

(2) The Government of the State to which application for extradition has been made may effect surrender at any one of the frontier-points mentioned above, without coming to a previous arrangement with the applicant Government concerning the date and place of surrender.

(3) Surrender shall be effected in the following manner :

(a) If the frontier-point at which surrender is to take place is situated in the territory of the applicant State, the surrender shall be effected in the presence of the police authority or at the police station there situated, without further formality, after verification of the relevant documents ;

(b) If, on the contrary, the frontier-point at which the prisoner is to be surrendered is situated in the territory of the State applied to, the police authority or police station there situated shall inform the nearest police authority of the applicant State. The latter shall then take over the prisoner without delay, and may not object that it has received no previous orders or instructions from its Government on the subject.

(4) In order to justify (*legittimare*) the surrender, it will be sufficient to produce the warrant of arrest in the original or a certified copy, or a similar document issued by the judicial authorities of the applicant State.

The said documents must be drawn up in the language of the State applied to or that of the applicant State.

(5) All articles and money which have been taken from the person to be extradited shall be handed over at the time of surrender.

(6) If the surrender of a person to be extradited is effected by police officers in uniform, they shall not require a special identity-paper. Police officers in plain clothes who are obliged to enter the territory of the other contracting State in order to receive or surrender the person to be extradited shall have on their persons an identity-paper with their photograph affixed.

(7) The above-mentioned provisions shall come into force as from January 1, 1932.

Under instructions from my Government, I have the honour to inform Your Excellency that the Federal Government of the Austrian Republic agrees to the rules proposed, and that it is consequently understood that this Agreement, embodying the above-mentioned provisions, is to be regarded as concluded and in force in the relations between the two States.

I have the honour to be, etc.

EGGER, *m. p.*

His Excellency
M. Dino Grandi,
Royal Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.,
Rome.

N° 2880.

AUTRICHE ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention relative à la répartition des retraites et des rentes de survivants des anciens employés nommés à vie (survivants) de l'administration des biens constitués autrefois en dotation inaliénable de la maison de Habsbourg-Lorraine ou de l'une de ses branches latérales, avec protocole. Signés à Vienne, le 30 novembre 1923.

AUSTRIA AND CZECHOSLOVAKIA

Convention concerning the Distribution of the Retiring Pensions and Annuities to the Surviving Dependents of former Pragmatic Employees of the Administration of the Property formerly constituted as an Inalienable Endowment for the House of Hapsburg-Lorraine or one of its Collateral Branches, with Protocol. Signed at Vienna, November 30, 1923.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N^o 2880. — ÚMLUVA¹ MEZI REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU A REPUBLIKOU RAKOUSKOU O ROZDĚLENÍ ODPOČIVNÝCH A ZAOPATROVAČÍCH POŽITKŮ BÝVALÝCH PRAGMATICKÝCH ZAMĚSTNANCŮ (POZŮSTALÝCH) SPRÁVY JMĚNÍ DRUHDY VÁZANÉHO PRO ROD HABSBUŘSKO-LOTRINSKÝ NEBO PRO NĚKTEROU JEHO POBOČNOU VĚTEV. PODEPSANÁ VE VÍDNÍ DNE 30. LISTOPADU 1923.

Textes officiels allemand et tchécoslovaque communiqués par le Délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 28 janvier 1932.

VLÁDY REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ a REPUBLIKY RAKOUSKÉ vedeny snahou, aby bylo smlouvou právoplatně upraveno vzájemné převzetí břemene odpočivných a zaopatřovacích požitků bývalých pragmatických zaměstnanců (pozůstalých) správy jmění druhdy vázaného pro rod Habsbursko-Lotrinský nebo pro některou jeho pobočnou větev, jmenovaly svými plnomocníky :

VLÁDA REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

Dra Bohumila VLASÁKA, vedoucího odborového přednostu ministerstva financí,

VLÁDA REPUBLIKY RAKOUSKÉ :

Dra Viktora KIENBÖCKA, spolkového ministra financí,

kterí prozkoumavše navzájem své plné moci a shledavše je v náležitě formě, shodli se na těchto ustanoveních :

Článek I.

Každý z obou států, případně fondy s vlastní právní osobností, zřízené ze jmění vázaného pro rod Habsbursko-Lotrinský nebo pro některou jeho pobočnou větev, převezmou ta pensijní břemena, jež souvisejí s nemovitostmi jmění druhdy vázaného pro rod Habsbursko-Lotrinský nebo pro některou jeho pobočnou větev ; jest tudíž rozhodným pro převzetí výplaty odpočivného a zaopatřovacího požitku poslední služební místo pragmatického zaměstnance.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 24 novembre 1931.
Entrée en vigueur le 24 novembre 1931.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2880. — ÜBEREINKOMMEN¹ ZWISCHEN DER REPUBLIK ÖSTERREICH UND DER ČECHOSLOVAKISCHEN REPUBLIK BETREFFEND DIE AUFTEILUNG DER RUHE- UND VERSORGUNGSGENÜSSE VON EHEMALIGEN PRAGMATISCHEN ANGESTELLTEN (HINTERBLIEBENEN) DER VERWALTUNG DES FRÜHER FÜR DAS HAUS HABSBURG-LOTHRINGEN ODER FÜR EINE ZWEIGLINIE DESSELBEN GEBUNDENEN VERMÖGENS. GEZEICHNET IN WIEN, AM 30. NOVEMBER 1923.

German and Czechoslovak official texts communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place January 28, 1932.

DIE REGIERUNGEN DER REPUBLIK ÖSTERREICH und DER ČECHOSLOVAKISCHEN REPUBLIK von dem Wunsche geleitet, durch Abschluss eines Übereinkommens die gegenseitige Belastung mit den Ruhe- und Versorgungsgenüssen der ehemaligen pragmatischen Angestellten (Hinterbliebenen) der Verwaltung des früher für das Haus Habsburg-Lothringen oder für eine Zweiglinie desselben gebundenen Vermögens endgültig zu regeln, haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DIE REGIERUNG DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

Dr Viktor KIENBÖCK, Bundesminister für Finanzen, und

DIE REGIERUNG DER ČECHOSLOVAKISCHEN REPUBLIK :

Dr Bohumil VLASÁK, leitenden Sektions-Chef des Finanzministeriums,

welche, nachdem sie gegenseitig ihre Vollmachten geprüft und richtig befunden haben, über nachstehende Bestimmungen übereingekommen sind :

Artikel 1.

Jeder der beiden Staaten bzw. die aus dem für das Haus Habsburg-Lothringen oder für eine Zweiglinie desselben gebundenen Vermögen errichteten Fonds mit eigener Rechtspersönlichkeit haben für jene Pensionslasten aufzukommen, welche mit den von ihnen übernommenen, zu dem früher für das Haus Habsburg-Lothringen oder für eine Zweiglinie desselben gebundenen Vermögen gehörigen Liegenschaften im Zusammenhange stehen ; es ist daher für die Übernahme des Ruhe- und Versorgungsgenusses der letzte Dienstort des pragmatischen Angestellten massgebend.

¹ The exchange of ratifications took place at Vienna, November 24, 1931.
Came into force November 24, 1931.

Článek 2.

Smluvní strany tudíž přiznají a budou platiti podle ustanovení čl. 1. odpočivné a zaopatřovací požitky i těm pensistům, kteří jsou v souvislosti s převzatými nemovitostmi, i když nabyli nebo nabudou podle mírové smlouvy St. Germainské a jiných vzájemných úmluv statního občanství druhého smluvního státu, a to v takové výměře, jaká jest stanovena příslušnými předpisy zavázaného státu.

Článek 3.

O době, od které každý ze smluvních států má platiti odpočivné a zaopatřovací požitky jim převzaté (čl. 2), stanoví se souhlasně tyto zásady :

a) Oněm pensistům, jimž od rozdělení nemovitostí jmění druhdy vázaného pro rod Habsbursko-Lotrinský nebo pro některou jeho pobočnou větev nebyly dosud ani republikou Československou ani republikou Rakouskou nebo některým z fondů uvedených v článku 1. ani přiřknuty ani vyplaceny zvýšené pensijní požitky, budou přejímajícím státem poukázány požitky se zpětnou platností od 16. července 1920, do nichž se započtou částky, jež již obdrželi.

b) Pro ostatní pensisty, kteří přicházejí v úvahu, počne povinnost smluvních stran platiti dnem 1. prosince 1923.

Článek 4.

Pense nebo jiné platby provisorně nebo zálohou smluvními státy placené se nesúčtují a považují se dosavadní vzájemné platby tohoto druhu za vyrovnané.

Článek 5.

Tato úmluva bude ratifikována.

Ratifikační listiny vymění se ve Vídni.

Úmluva sepsala se ve dvou prvopisech, a to v československém a německém jazyku. Oba texty jsou autentické. Ratifikovaná úmluva bude oběma smluvními státy v obou autentických zněních uveřejněna v úřední sbírce zákonů.

Ve Vídni dne 30. listopadu 1923.

Za Československou republiku :

(L. S.) Dr Bohumil VLASÁK.

Artikel 2.

Die vertragsschliessenden Teile verleihen und zahlen somit in Gemässheit dieser Bestimmung (Art. 1.) Ruhe- und Versorgungsgenüsse auch jenen mit den übernommenen Liegenschaften im Zusammenhang stehenden Pensionsparteien, welche kraft des Staatsvertrages von St. Germain und sonstiger gegenseitiger Übereinkommen die Staatsbürgerschaft des anderen Vertragsteiles erlangt haben oder erlangen und zwar in jenem Ausmasse, welches durch die bezüglichen Vorschriften des verpflichteten Staates festgesetzt ist.

Artikel 3.

Hinsichtlich des Zeitpunktes, von welchem an jeder der beiden vertragsschliessenden Teile die Auszahlung der ihn treffenden Ruhe- und Versorgungsgenüsse (Art. 2) zu vollziehen haben wird, werden einvernehmlich nachstehende Grundsätze festgesetzt :

a) Jenen Pensionsparteien, welchen seit der staatenweisen Aufteilung der zum früher gebundenen Vermögen des Hauses Habsburg-Lothringen oder einer Zweiglinie desselben gehörigen Liegenschaften bisher weder von der Republik Österreich noch von der Cechoslovakischen Republik oder einem der im Art. 1 genannten Fonds eine Erhöhung ihrer ursprünglichen Pensionsgebühren zuerkannt und ausgezahlt worden ist, sind die neuen Bezüge mit Rückwirkung auf den 16. Juli 1920 unter Einrechnung der von ihnen bereits erhaltenen Beträge von dem verpflichteten Staate anzuweisen.

b) Für alle übrigen in Betracht kommenden Pensionsparteien beginnt die Zahlungspflicht der Vertragsparteien mit 1. Dezember 1923.

Artikel 4.

Eine Abrechnung über die von jedem der beiden vertragsschliessenden Teile bisher provisorisch bzw. vorschussweise gezahlten Pensionen oder sonstigen Zuwendungen hat nicht stattzufinden und werden die beiderseitigen bisherigen Leistungen dieser Art als ausgeglichen betrachtet.

Artikel 5.

Dieses Übereinkommen wird ratifiziert werden.

Die Ratifikationsurkunden werden in Wien ausgetauscht werden.

Das Übereinkommen wird in zwei Urschriften und zwar je in deutscher und czechoslovakischer Sprache ausgefertigt. Beide Texte sind authentisch. Der ratifizierte Vertrag wird von beiden Staaten in ihrer offiziellen Gesetzessammlung in beiden authentischen Texten verlautbart werden.

Geschehen zu Wien, am 30. November 1923.

Für die Republik Österreich :

(L. S.) Dr KIENBÖCK.

PROTOKOL

SEPSANÝ DNE 30. LISTOPADU 1923 VE VÍDNI.

ZÁSTUPCI ČESKOSLOVENSKÉ republiky a RAKOUSKÉ REPUBLIKY uzavřeli úmluvu o rozdělení odpočivných a zaopatřovacích pořítků bývalých pragmatických zaměstnanců (pozůstalých) správy jmění druhdy vázaného pro rod Habsbursko-Lotrinský nebo pro některou jeho pobočnou větev

K tomu prohlašují :

1. Zástupce rakouské vlády prohlašuje, že není fondu se samostatnou právní osobností ku placení pensí zaměstnancům, o něž se jedná.

Zástupce československé vlády bere to na vědomí a prohlašuje, že ustupuje prozatím od požadavku, aby se domnělý pensijní fond rozdělil, že si však vyhrazuje, kdyby se snad objevilo, že přece je tu fond se samostatnou právní osobností, žádati dodatečné rozdělení

2. Zástupce československé vlády prohlašuje, že úmluva tato bude československou vládou jen tehdy ratifikována, bude-li příslušným místem rozhodnuto, že se kapitalisovaná hodnota převzatého pensijního břemene při ocenění převzatých nemovitostí dle článku 208, mírové smlouvy St. Germainské odpočte.

Ve Vídni dne 30. listopadu 1923.

Za Československou republiku :

(L. S.) Dr Bohumil VLASÁK.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 18 mai 1931.

Dr Bohuslav Matouš,

Directeur des Archives, a. i.

PROTOKOLL

AUFGENOMMEN AM 30. NOVEMBER 1923 IN WIEN.

Die Vertreter der REPUBLIK ÖSTERREICH und der CECOSLOVAKISCHEN REPUBLIK haben ein Übereinkommen über die Aufteilung der Ruhe- und Versorgungsgenüsse von ehemaligen pragmatischen Angestellten (Hinterbliebenen) der Verwaltung des früher für das Haus Habsburg-Lothringen oder für eine Zweiglinie desselben gebundenen Vermögens abgeschlossen.

Hiezu erklären sie Folgendes :

1. Der Vertreter der österreichischen Regierung erklärt, dass kein Fonds mit selbständiger Rechtspersönlichkeit zum Zwecke der Pensionszahlung an die in Betracht kommenden Bediensteten besteht.

Der Vertreter der cecoslovakischen Regierung nimmt dies zur Kenntnis, und erklärt, von dem Verlangen nach Aufteilung eines vermutlichen Pensionsfonds vorläufig abzusehen, sich jedoch vorzubehalten, falls es sich doch erweisen sollte, dass es sich um einen Fonds mit selbständiger Rechtspersönlichkeit handelt, späterhin die nachträgliche Aufteilung zu begehren.

2. Der Vertreter der cecoslovakischen Regierung erklärt, dass die Ratifizierung des Übereinkommens durch die cecoslovakische Regierung nur dann erfolgen wird, wenn durch die kompetente Stelle entschieden wird, dass der Kapitalswert der übernommenen Pensionslast bei der gemäss Art. 208 des Staatsvertrages von St. Germain vorzunehmenden Bewertung der übernommenen Liegenschaften in Abschlag gebracht wird.

Wien, am 30. November 1923.

Für die Republik Österreich :

(L. S.) Dr. KIENBÖCK.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 18 mai 1931.

Dr Bohuslav Matouš,

Directeur des Archives, a. i.

¹ TRADUCTION.

N^o 2880. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, RELATIVE A LA RÉPARTITION DES RETRAITES ET DES RENTES DE SURVIVANTS DES ANCIENS EMPLOYÉS NOMMÉS A VIE (SURVIVANTS) DE L'ADMINISTRATION DES BIENS CONSTITUÉS AUTREFOIS EN DOTATION INALIÉNABLE DE LA MAISON DE HABSBOURG-LORRAINE OU DE L'UNE DE SES BRANCHES LATÉRALES. SIGNÉE A VIENNE, LE 30 NOVEMBRE 1923.

LES GOUVERNEMENTS DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE et DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE désireux de régler définitivement par une convention leurs obligations respectives au titre des pensions et rentes de survivants des anciens employés nommés à vie (survivants) de l'administration des biens constitués autrefois en dotation inaliénable de la maison de Habsbourg-Lorraine ou de l'une de ses branches latérales, ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Le D^r Viktor KIENBÖCK, ministre fédéral des Finances ;

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Le D^r Bohumil VLASÁK, chef de Section au Ministère des Finances ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions ci-après :

Article premier.

Chacun des deux Etats ou, le cas échéant, les fonds ayant la personnalité juridique et constitués avec les biens inaliénables de la maison de Habsbourg-Lorraine ou de l'une de ses branches latérales, assumeront la charge des pensions dues au titre des immeubles faisant partie des biens constitués autrefois en dotation inaliénable de la maison de Habsbourg-Lorraine ou de l'une de ses branches latérales, dont ils auront pris possession ; le paiement des pensions de retraite et des rentes de survivants sera donc assumé d'après le dernier lieu de service de l'employé nommé à vie.

Article 2.

Les Parties contractantes attribueront et paieront donc, conformément aux dispositions de l'article premier, des pensions de retraite et des rentes de survivants, au taux fixé par les prescriptions pertinentes de l'Etat auquel incombe cette obligation, également aux intéressés relevant des

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2880. — CONVENTION BETWEEN THE AUSTRIAN REPUBLIC AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC CONCERNING THE DISTRIBUTION OF THE RETIRING PENSIONS AND ANNUITIES TO THE SURVIVING DEPENDANTS OF FORMER PRAGMATIC EMPLOYEES OF THE ADMINISTRATION OF THE PROPERTY FORMERLY CONSTITUTED AS AN INALIENABLE ENDOWMENT FOR THE HOUSE OF HAPSBURG-LORRAINE OR ONE OF ITS COLLATERAL BRANCHES. SIGNED AT VIENNA, NOVEMBER 30, 1923.

THE GOVERNMENTS OF THE AUSTRIAN REPUBLIC and THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, being desirous of finally settling by means of a Convention their respective obligations in regard to the retiring pensions and annuities to the surviving dependants of former Pragmatic employees of the Administration of the property formerly constituted as an inalienable endowment for the House of Hapsburg-Lorraine or one of its collateral branches, have appointed as their Plenipotentiaries:

THE GOVERNMENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

Dr. Viktor KIENBÖCK, Federal Minister of Finance ;

THE GOVERNMENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Bohumil VLASÁK, Head of Section at the Ministry of Finance ;

Who, after communicating their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

Each of the two States or, as the case may be, of the Funds created from the property constituted as an inalienable endowment for the House of Hapsburg-Lorraine or one of its collateral branches, being endowed with legal personality, shall assume the charge of all pensions attaching to real estate forming part of the property formerly constituted as an inalienable endowment for the House of Hapsburg-Lorraine or one of its collateral branches, which has been taken over by the said States or Funds : so that the payment of retiring pensions or annuities due in respect of Pragmatic employees shall be taken over by that State or Fund in whose territory the last place of service of the Pragmatic employee was situate.

Article 2.

The Contracting Parties, in accordance with the above provision (Article 1), shall assign and pay the retiring pensions and annuities in question to the parties thereto entitled, including those persons who, being entitled to pensions or annuities attaching to real estate taken over by one of

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

immeubles dont elles auront pris possession, qui auront acquis ou qui acquerront la nationalité de l'autre Partie contractante en vertu du Traité de Saint-Germain ou de toute autre convention conclue entre les deux Parties.

Article 3.

En ce qui concerne la date à partir de laquelle chacune des deux Parties contractantes devra effectuer le paiement des pensions de retraite et des rentes de survivants (article 2) dont elle a la charge, les deux Parties conviennent des principes suivants :

a) Ceux des pensionnés qui, depuis la répartition entre les deux Etats des immeubles faisant partie des biens constitués autrefois en dotation inaliénable de la maison de Habsbourg-Lorraine ou de l'une de ses branches latérales, ne se sont vu reconnaître et payer ni par la République d'Autriche, ni par la République tchécoslovaque ou par l'un des fonds mentionnés à l'article premier, une augmentation du montant initial de leurs pensions, recevront de l'Etat auquel incombe cette obligation les nouveaux émoluments avec effet rétroactif depuis le 16 juillet 1920, sous déduction des sommes déjà payées.

b) Pour tous les autres pensionnés en question l'obligation de payer incombant aux Parties contractantes commence à courir à partir du 1^{er} décembre 1923.

Article 4.

Il ne sera pas procédé à un règlement de compte pour les pensions ou autres allocations payées à titre provisoire ou sous forme d'avances par les deux Parties contractantes ; les versements de cette nature effectués jusqu'à ce jour seront considérés comme se compensant.

Article 5.

La présente convention sera ratifiée.

Les instruments de ratification seront échangés à Vienne.

La convention était établie en deux originaux, en langues allemande et tchécoslovaque, les deux textes faisant également foi. La convention ratifiée sera publiée par les deux Etats dans leurs recueils des lois officiels, dans les deux textes authentiques.

Fait à Vienne, le 30 novembre 1923.

Pour la République d'Autriche :

(L. S.) D^r KIENBÖCK.

Pour la République tchécoslovaque :

(L. S.) D^r Bohumil VLASÁK.

the Contracting Parties, have acquired or may in future acquire the nationality of the other Contracting Party in virtue of the Treaty of St-Germain or any other convention concluded between the two parties, on such scale as is fixed by the relevant regulations of the State under obligation to make the payments.

Article 3.

As regards the date from which each of the two Contracting Parties shall be under obligation to pay the retiring pensions and annuities devolving on it (Article 2), the two Parties agree to the following principles :

(a) Parties entitled to pensions who, since the distribution between the two States of real estate forming part of the property formerly constituted as an inalienable endowment for the House of Hapsburg-Lorraine or one of its collateral branches, have not had allowed or paid to them, either by the Austrian Republic or by the Czechoslovak Republic or by one of the Funds to which Article 1 relates, an increase in the original amount of their pensions, shall receive the new emoluments from the State under obligation to make payment of the same, with retroactive effect to July 16, 1920, allowance being made for the sums already received by them.

(b) In the case of all other parties entitled to the pensions concerned, the obligation of the Contracting Parties to make the payments shall begin to run as from December 1, 1923.

Article 4.

There shall be no settlement of accounts for pensions or other grants paid provisionally or in the form of advances by either of the two Contracting Parties, the payments of this nature already effected on both sides being considered to offset one another.

Article 5.

The present Convention shall be ratified.

The instruments of ratification shall be exchanged in Vienna.

The Convention shall be drawn up in two copies in the German and Czechoslovak languages. Both texts shall be authentic. The Convention when ratified shall be promulgated by both States in their official collections of laws in both of the authentic texts.

Done in Vienna, November 30, 1923.

For the Austrian Republic :

(L. S.) Dr. KIENBÖCK.

For the Czechoslovak Republic :

(L. S.) Dr. Bohumil VLASÁK.

PROTOCOLE

SIGNÉ A VIENNE, LE 30 NOVEMBRE 1923.

Les représentants de la RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE et de la RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ont conclu une convention relative à la répartition des retraites et des rentes de survivants des anciens employés nommés à vie (survivants) de l'administration des biens constitués autrefois en dotation inaliénable de la maison de Habsbourg-Lorrainé ou de l'une de ses branches latérales.

Ils font à ce sujet les déclarations suivantes :

1^o Le représentant du Gouvernement autrichien déclare qu'il n'existe aucun fonds ayant une personnalité juridique propre et dont l'objet serait de payer des pensions aux employés en question.

Le représentant du Gouvernement tchécoslovaque en prend acte et déclare renoncer pour le moment à réclamer la répartition d'un fonds de pensions de création probable, mais se réserve, au cas où il s'avérerait qu'il s'agit d'un fonds ayant une personnalité juridique propre, de demander par la suite la répartition ultérieure d'un tel fonds.

2^o Le représentant du Gouvernement tchécoslovaque déclare que la ratification de la convention par son gouvernement n'aura lieu que quand l'autorité compétente aura décidé que la valeur en capital des charges de pensions assumées sera déduite lorsqu'il sera procédé, conformément à l'article 208 du Traité de Saint-Germain, à l'évaluation des biens immobiliers transférés.

Fait à Vienne, le 30 novembre 1923.

Pour la République d'Autriche :

(L. S.) D^r KIENBÖCK.

Pour la République tchécoslovaque :

(L. S.) D^r Bohumil VLASÁK.

PROTOCOL

SIGNED AT VIENNA, NOVEMBER 30, 1923.

The Representatives of THE AUSTRIAN REPUBLIC and of THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC have concluded a Convention concerning the distribution of the retiring pensions and annuities to the surviving dependants of former Pragmatic employees of the Administration of the property formerly constituted as an inalienable endowment for the House of Hapsburg-Lorraine or one of its collateral branches.

They make, on this subject, the following declarations :

1. The Representative of the Austrian Government declares that there exists no funds being endowed with legal personality, the object of which is to pay pensions to the employees referred to.

The Representative of the Czechoslovak Government takes note of the above and declares that he will not, for the present, claim the distribution of a pension fund which will probably be created, but reserves the right, if it should prove that the fund in question is endowed with legal personality, to ask later for the distribution of such a fund.

2. The Representative of the Czechoslovak Government declares that the ratification of the Convention by his Government will only take place when the competent authority has decided that the capital value of the charges of pensions accepted will be deducted when, in accordance with Article 208 of the Treaty of Saint-Germain, the immovable property transferred will be estimated.

Done at Vienna, November 30, 1923.

For the Austrian Republic :

(L. S.) KIENBÖCK.

For the Czechoslovak Republic :

(L. S.) Dr. Bohumil VLASÁK.

N° 2881.

ITALIE ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention relative à la remise réciproque de documents, actes et dossiers concernant les membres de l'ancienne armée austro-hongroise devenus ressortissants de l'un ou de l'autre Etat, en vertu des dispositions des Traités de paix de Saint-Germain et de Trianon, ou d'une autre façon, après le début de la guerre européenne de 1914-1918. Signée à Rome, le 23 mai 1931.

ITALY AND CZECHOSLOVAKIA

Convention regarding the reciprocal Delivery of Documents, Records and Papers concerning Members of the former Austro-Hungarian Army who have become Nationals of one or other State by virtue of the Provisions of the Peace Treaties of Saint-Germain and Trianon, or otherwise, since the Outbreak of the European War of 1914-1918. Signed at Rome, May 23, 1931.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE.
CZECHOSLOVAK TEXT.

N^o 288I. — ÚMLUVA¹ MEZI
REPUBLIKOU ČESKOSLOVENS-
KOU A KRÁLOVSTVÍM ITAL-
SKÝM. PODEPSANÁ V ŘÍMĚ
DNE 23. KVĚTNA 1931.

*Textes officiels italien et tchécoslovaque commu-
niqués par le délégué permanent de la Répu-
blique tchécoslovaque auprès de la Société des
Nations et le Ministre des Affaires étrangères
d'Italie. L'enregistrement de cette convention
a eu lieu le 28 janvier 1932.*

VLÁDA REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ A KRÁ-
LOVSTVÍ ITALSKÉHO uznávše vhodnost upravit
zvláštní dohodou vzájemné vydání dokladů,
listin a spisů týkajících se příslušníků bývalého
vojska rakousko-uherského, kteří se stali občany
jednoho neb druhého státu v důsledku ustano-
vení mírových smluv. St. Germainské a Tria-
nonské nebo jiným způsobem po vzniku
evropské války (1914—1918), sjednávají podep-
sanými plnomocníky tuto úmluvu :

Článek I.

Vláda Republiky Československé a vláda
Království Italského se zavazují vydati si
vzájemně doklady, listiny a spisy bývalých
vojenských úřadů rakouských, uherských a
rakousko-uherských, vypočítané v odstavcích
a—g článku 2. této úmluvy, pokud takové
doklady jsou jakýmkoliv způsobem v držení
jedné z obou Smluvních Stran na kterékoliv
části jejich území a týkají se příslušníků
bývalého vojska rakousko-uherského, kteří se

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague,
le 16 janvier 1932.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N^o 288I. — CONVENZIONE¹ FRA
LA REPUBBLICA CECOSLOVAC-
CA E IL REGNO D'ITALIA. FIR-
MATA A ROMA IL 23 MAGGIO
1931.

*Italian and Czechoslovak official texts commu-
nicated by the Permanent Delegate of the
Czechoslovak Republic accredited to the League of
Nations and by the Italian Minister for Foreign
Affairs. The registration of this Convention
took place January 28, 1932.*

IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA CECOSLO-
VACCA e IL GOVERNO DEL REGNO D'ITALIA,
riconosciuta l'opportunità di regolare mercè
apposito patto la reciproca consegna dei
documenti, atti ed incartamenti concernenti
coloro che appartenevano all'ex-esercito austro-
ungarico e che sono divenuti cittadini dell'uno
o dell'altro dei due Stati in conseguenza delle
disposizioni dei Trattati di Pace di San Germano
e del Trianon, o in altro modo dopo l'inizio
della guerra europea (1914-1918), stipulano a
mezzo dei sottoscritti plenipotenziari la seguente
convenzione :

Articolo I.

Il Governo della Repubblica Cecoslovacca
ed il Governo del Regno d'Italia s'impegnano
di consegnarsi a vicenda i documenti, atti,
incartamenti degli ex Uffici militari austriaci,
ungheresi ed austro-ungarici enumerati ai cap-
oversi a—g dell'articolo 2. della presente Con-
venzione, in quanto tali documenti, si tro-
vino in qualsiasi modo in possesso d'una
delle due Parti contraenti, in qualunque parte
del rispettivo territorio, e si riferiscano ad

¹ The exchange of ratifications took place at
Prague, January 16, 1932.

stali občany jednoho nebo druhého státu v důsledku ustanovení mírových smluv St. Germainské a Trianonské nebo jiným způsobem po začátku evropské války (1914—1918).

Doklady budou vydávány po předložení jmenných seznamů obsahujících též údaje doby a místa narození a pokud možno domovské obce v době odvodu jednotlivých občanů tam jmenovaných.

Vznikne-li pochyba o nynější státní příslušnosti některé z osob uvedených v seznamech, dožadující Strana bude povinna opatřiti průkaz této příslušnosti.

Nalezne-li jedna se Smluvních Stran doklad nebo jinou listinu, která bez pochyby se týká některého občana Strany druhé, bude povinna vydati je této, aniž by bylo zapotřebí zvláštní její žádosti.

Článek 2.

Smluvní Strany se zavazují vydati si navzájem tyto doklady, listiny a spisy :

- a) Odvodní listiny a kmenové listy všeho druhu důstojnictva i mužstva ;
- b) kvalifikační (konduitní) listiny důstojníků i poddůstojníků, jakož i výpisy z rejstříků o kázeňských trestech důstojníků i mužstva ;
- c) superarbitrační listiny, chorobopisy, lékařská vysvědčení, nemocniční záznamní listy, lékařské nálezy atd. ;
- d) výpisy ze zápisů o narození, manželství a úmrtí, vedených u vojenských úřadů (matriky) ;
- e) zaopatřovací spisy důstojníků, mužstva a případně jejich vdov a sirotek ;
- f) invalidní spisy ;
- g) trestní spisy bývalých vojenských soudů (polních, zápolních i námořních).

Článek 3.

Doklady týkající se výhradně jedné ze Smluvních Stran budou jí vydány v originále, s výjimkou dokladů, jež tvoří součást rejstříků, o něž má zájem Smluvní Strana, jež je drží. Takové rejstříky, jakož i doklady, týkající se

appartenenti all' ex-esercito austro-ungarico divenuti cittadini dell' uno o dell' altro Stato in conseguenza di disposizioni dei trattati di pace di San Germano o del Trianon o in altro modo dopo il principio della guerra europea (1914—1918).

La consegna dei documenti avrà luogo dietro presentazione di elenchi nominativi contenenti anche l' indicazione della data, del luogo di nascita e se possibile, del comune di pertinenza al tempo dell' arruolamento dei singoli cittadini anzidetti.

In caso di dubbio circa la nazionalità attuale di una delle persone comprese negli elenchi la Parte richiedente sarà tenuta a fornire la prova della nazionalità stessa.

Se una delle Parti contraenti rinvenga qualche documento o altro atto che senza dubbio si riferisca a uno dei cittadini dell' altra Parte, sarà tenuta a consegnarlo a quest' ultima senza che occorra una sua speciale richiesta.

Articolo 2.

Le Parti contraenti s' impegnano di consegnarsi reciprocamente i seguenti documenti, atti e incartamenti :

- a) liste di leva e fogli matricolari d' ogni specie di ufficiali e di uomini di truppa ;
- b) documenti di qualifica (libretti personali) di ufficiali e sottufficiali, nonchè estratti dei registri di punizioni disciplinari degli ufficiali e degli uomini di truppa ;
- c) Documenti di rassegna, cartelle cliniche, certificati medici, fogli comprovanti le malattie, le diagnosi mediche ecc.
- d) estratti dai registri delle nascite, dei matrimoni e delle morti, tenuti presso gli uffici militari (matricole) ;
- e) documenti concernenti le sovvenzioni agli ufficiali e uomini di truppa ed eventualmente alle vedove ed agli orfani dei medesimi ;
- f) atti di invalidità ;
- g) atti penali degli ex tribunali militari (da campo, interni e di marina).

Articolo 3.

I documenti riguardanti esclusivamente una sola delle Parti contraenti, saranno rimessi ad essa in originale, salvo il caso di documenti facenti parte di registri che interessino la Parte contraente che li possiede. Tali registri e i

současně obou Smluvních Stran (zahrnuje v to doklady týkající se příslušníků bývalého vojska rakousko-uherského, kteří se stali občany jednoho neb druhého státu a kteří potom ztratili tuto vlastnost), zůstanou ve vlastnictví Strany, jež je drží, kdežto druhá obdrží výtah části, jež se jí týká.

Doklady označené pod písmenem g) článku 2. této úmluvy zůstanou v držbě Strany, která je chová, leč jde-li o trestní spisy bývalých soudů rakousko-uherských, jež se vztahují výlučně na příslušníky druhé Smluvní Strany a nemají ani přímého ani nepřímého zájmu pro stát doklady chovající.

Výdaje za opisování a ověřování hradí Strana, která podrží originál.

Půjde-li o objemné opisy (na př. trestní a podobné), které se týkají příslušníků obou Smluvních Stran, jichž opisování by vyžadovalo značné práce a času, zapůjčí se v originále na potřebnou dobu, o jejíž délce se dohodnou obě vlády případ od případu.

Doklady týkající se zároveň třetího státu zůstanou v držení Strany, která je až dosud uchovává, budou však na požádání zapůjčovány druhé Smluvní Straně v originále nebo zasilány v ověřeném opise podle volby Strany, jež je chová.

Článek 4.

Smluvní Strany prohlašují, že jsou ochotny zkoumati s veškerou blahovůlí od případu k případu jednotlivé vzájemné žádosti o informace a podrobnosti, týkající se materiálu uloženého v dotyčných archivech.

Článek 5.

Smluvní Strany se zavazují, že si po předložení seznamů jako v článku 1. vzájemně a bezplatně vydají úmrtní doklady a hřbitovní plány, jež jsou v jejich držbě a týkají se vojínů, příslušníků druhého smluvního státu, kteří zemřeli na jejich území.

documenti concernenti nello stesso tempo ambo le Parti contraenti (compresi i documenti relativi agli appartenenti all' ex-esercito austro-ungarico divenuti cittadini dell' uno o dell' altro Stato e che in seguito abbiano perduto tale qualità), resteranno in proprietà della Parte che li possiede, mentre l' altra Parte riceverà l' estratto del brano che la concerne.

I documenti indicati alla lettera g) dell' articolo 2. della presente convenzione resteranno in possesso della Parte che li detiene, a meno che si tratti di atti penali dei tribunali ex-austro-ungarici che si riferiscono esclusivamente a sudditi dell' altra Parte contraente e non interessino direttamente o indirettamente lo Stato detentore dei documenti.

Le spese di copiatura e di legalizzazione resteranno a carico della Parte che detiene l' originale.

Qualora si tratti di incartamenti voluminosi (p. esempio penali o simili) che riguardino persone appartenenti ad entrambe le Parti contraenti, e la cui trascrizione richiederebbe molto lavoro e tempo, viene prestato l' originale per il periodo di tempo occorrente ; sulla durata di tale periodo i due Governi s' accorderanno di volta in volta.

I documenti che si riferiscono contemporaneamente ad un terzo Stato, resteranno in possesso della Parte che li ha conservati fino a quel momento, ma a richiesta verranno prestati all' altra Parte contraente in originale o mandati in copia legalizzata, a scelta della Parte che li detiene.

Articolo 4.

Le Parti contraenti dichiarano d' essere disposte ad esaminare di caso in caso con benevolenza le singole richieste reciproche d' informazioni e particolari riferentisi al materiale conservato nei rispettivi archivi.

Articolo 5.

Le Parti contraenti s' impegnano di consegnarsi reciprocamente e senza spese, dietro presentazione di elenchi, come dall' articolo 1, i certificati di morte e i piani dei cimiteri di cui ciascuna di esse è in possesso e che si riferiscono a soldati appartenenti all' altra Parte e morti sul territorio di quest' ultima.

Článek 6.

Spisovou rozluku podle této dohody provedou a informace, o nichž mluví článek 4. této dohody, obstarají vojenské ústřední správy obou Smluvních Stran, které se postarají, aby byl vydán i vojenský spisový materiál (na př. trestní spisy), případně uložený u státních úřadů (archivů) nevojenských.

Přejímací orgány budou příslušní diplomatictí zástupci, nebo vojenští attachés, nebo podle pozdější dohody příslušní zástupci konsulární k tomu cíli pověřeni.

Doklady budou jim vojenskou ústřední správou vydávány přímo, vyjma ojedinělé případy, kde by byla učiněna opatření, aby bylo vydání provedeno ministrem zahraničních věcí každé z obou Stran a příslušným zastupitelským úřadem pověřeným u druhé Strany.

Článek 7.

Smluvní Strany se zavazují, že nebudou nijak překážeti výměně dokladů opatřeními celními, finančními nebo fiskálními.

Článek 8.

Tato úmluva vejde v platnost dnem výměny ratifikačních listin, jež se stane co nejdříve v Praze, a zůstane v platnosti deset let s možností obnoviti ji.

Článek 9.

Tato úmluva jest sepsána ve dvou prvořaděch v jazyku českém a italském a oboje znění je stejně právoplatné.

Zástupcové Smluvních Stran, řádně zplnomocnění, podepsali tuto úmluvu v Římě dne 23. května 1931.

(L. S.) D^r MASTNÝ.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 21 janvier 1932.

Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

No. 2881

Articolo 6.

Allo scambio degli atti amministrativi previsto dal presente accordo, e a fornire le informazioni, di cui all' articolo 4. dell' accordo stesso, provvederanno le Amministrazioni militari centrali delle due Parti contraenti, le quali cureranno che venga consegnato anche il materiale documentario militare (p. es. incartamenti penali), eventualmente conservato presso uffici statali non militari (archivi).

Funzioneranno da organi di ricezione i rispettivi rappresentanti diplomatici o gli addetti militari oppure, in base a ulteriore accordo, i rispettivi funzionari consolari all' uopo autorizzati.

I documenti verranno consegnati ai medesimi direttamente dall' Amministrazione centrale militare, ad eccezione di casi singoli per i quali venisse stabilito che la consegna sarà fatta per mezzo del Ministro degli Esteri di ciascuna delle due Parti e della rispettiva rappresentanza diplomatica presso l' altra Parte.

Articolo 7.

Le Parti contraenti s' impegnano a non ostacolare comunque lo scambio dei documenti con disposizioni doganali, finanziarie o fiscali.

Articolo 8.

La presente Convenzione entrerà in vigore alla data dello scambio delle ratifiche che avrà luogo al più presto a Praga e avrà la durata di dieci anni con possibilità di rinnovazione.

Articolo 9.

La presente Convenzione è redatta in doppio originale, in lingua cecoslovacca e in lingua italiana, ed ambedue i testi faranno egualmente fede.

I Plenipotenziari delle Parti contraenti, debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione a Roma addì ventitre maggio 1931.

(L. S.) A. FANI.

Per copia conforme :
p. il capo dell' Ufficio Trattati,
G. de Astis.

¹ TRADUCTION

N^o 2881. — CONVENTION ENTRE LE ROYAUME D'ITALIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE RELATIVE A LA REMISE RÉCIPROQUE DE DOCUMENTS, ACTES ET DOSSIERS CONCERNANT LES MEMBRES DE L'ANCIENNE ARMÉE AUSTRO-HONGROISE DEVENUS RESSORTISSANTS DE L'UN OU DE L'AUTRE ÉTAT, EN VERTU DES DISPOSITIONS DES TRAITÉS DE PAIX DE SAINT-GERMAIN ET DE TRIANON, OU D'UNE AUTRE FAÇON, APRES LE DÉBUT DE LA GUERRE EUROPÉENNE DE 1914-1918. SIGNÉE A ROME, LE 23 MAI 1931.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME D'ITALIE, ayant jugé opportun de régler par un accord spécial la remise réciproque des documents, actes et dossiers concernant les membres de l'ancienne armée austro-hongroise devenus ressortissants de l'un ou de l'autre des deux Etats en vertu des dispositions des Traités de paix de Saint-Germain et de Trianon ou d'une autre manière après le début de la guerre européenne (1914-1918), ont conclu, par l'intermédiaire des plénipotentiaires soussignés, la convention suivante :

Article premier.

Le Gouvernement de la République tchécoslovaque et le Gouvernement du Royaume d'Italie

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2881. — CONVENTION BETWEEN THE KINGDOM OF ITALY AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC REGARDING THE RECIPROCAL DELIVERY OF DOCUMENTS, RECORDS, AND PAPERS CONCERNING MEMBERS OF THE FORMER AUSTRO-HUNGARIAN ARMY WHO HAVE BECOME NATIONALS OF ONE OR OTHER STATE BY VIRTUE OF THE PROVISIONS OF THE PEACE TREATIES OF SAINT-GERMAIN AND TRIANON, OR OTHERWISE, SINCE THE OUTBREAK OF THE EUROPEAN WAR OF 1914-1918. SIGNED AT ROME, MAY 23, 1931.

THE GOVERNMENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF ITALY, considering it expedient to regulate by a special agreement the reciprocal delivery of documents records and papers concerning members of the former Austro-Hungarian army who have become nationals of one or other of the two States by virtue of the Peace Treaties of Saint-Germain and Trianon, or otherwise, since the outbreak of the European War (1914-1918), have concluded through their undersigned Plenipotentiaries the following Convention :

Article 1.

The Government of the Czechoslovak Republic and the Government of the Kingdom of Italy

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

s'engagent à se remettre réciproquement les documents, actes, dossiers, énumérés aux paragraphes *a)*-*g)* de l'article 2 de la présente convention, des anciens bureaux militaires autrichiens, hongrois et austro-hongrois, dans la mesure où ces documents se trouvent, de quelque manière, en la possession d'un des deux Etats contractants, dans une partie quelconque de son territoire, et concernent des membres de l'ancienne armée austro-hongroise devenus ressortissants de l'un ou de l'autre Etat en vertu des dispositions des Traités de paix de Saint-Germain et de Trianon, ou d'une autre manière, après le début de la guerre européenne (1914—1918).

La remise des documents aura lieu sur présentation de listes indiquant le nom, la date et le lieu de naissance des citoyens susmentionnés et, si possible, la commune à laquelle ils ressortissaient au moment de l'enrôlement.

En cas de doute au sujet de la nationalité actuelle d'une des personnes inscrites dans les listes, la Partie requérante sera tenue de fournir la preuve de ladite nationalité.

Si l'une des Parties contractantes découvre un document ou un autre acte se rapportant indiscutablement à un des ressortissants de l'autre Partie, elle sera tenue de le remettre à cette dernière, sans que celle-ci ait besoin de lui adresser une demande spéciale à cet effet.

Article 2.

Les Parties contractantes s'engagent à se remettre réciproquement les documents, actes et dossiers suivants :

a) Listes de recrutement et feuillets matricules de toute nature, des officiers et hommes de troupe ;

b) Feuilles de notes (livrets individuels) des officiers et sous-officiers, ainsi qu'extraits des registres de punitions disciplinaires des officiers et des hommes de troupe ;

c) Documents des conseils de revision, fiches cliniques, certificats médicaux, bulletins constatant les maladies, les diagnostics médicaux, etc. ;

d) Extraits des registres des naissances, des mariages et des décès, tenus par les bureaux militaires (registres matricules) ;

undertake to deliver to each other the documents, records and papers of the former Austrian, Hungarian, and Austro-Hungarian military authorities as specified in paragraphs (a)-(g) of Article 2 of the present Convention, in so far as such documents are in any manner in the possession of either of the Contracting States, in any part of the territory of such State, and concern members of the former Austro-Hungarian army who have become nationals of one or other State by virtue of the provisions of the Peace Treaties of St. Germain or Trianon, or otherwise, since the outbreak of the European War (1914-1918)

The documents shall be delivered on production of lists of names, showing also the dates and places of birth of the persons aforesaid, and, if possible, the commune to which they belonged when called up.

Should there be any doubt as to the present nationality of any person mentioned in the lists, the burden of proof shall be upon the applicant Party.

Should one of the Parties discover a document or other record referring beyond doubt to one of the nationals of the other Party, the document in question shall be handed over to the latter Party without any special application to that effect being required.

Article 2.

The Contracting Parties undertake to hand over to one another the following documents, records and papers :

(a) Recruiting lists and regimental rolls of all kinds for officers and men.

(b) Documents giving particulars as to qualification and conduct for officers and N. C. O. s, and extracts from disciplinary conduct-sheets for officers and men.

(c) Documents referring to medical check inspections, medical histories, medical certificates, hospital registers, medical reports, etc.

(d) Extracts from birth, marriage and death records kept by the military administrations.

e) Documents concernant les pensions et secours accordés aux officiers et hommes de troupe et, éventuellement, aux veuves et orphelins de ceux-ci.

f) Documents d'invalidité ;

g) Actes pénaux des anciens tribunaux militaires (de campagne, de l'intérieur et de la marine).

(e) Pension records concerning officers and men, and their widows and orphans, if any.

(f) Disability papers.

(g) Records of former courts martial (field, base, and naval).

Article 3.

Les documents qui concernent exclusivement une seule des Parties contractantes lui seront remis en original, à moins qu'il ne s'agisse de documents faisant partie de registres qui intéressent la Partie contractante qui les possède. Ces registres et les documents concernant à la fois les deux Parties contractantes (y compris les documents relatifs aux membres de l'ancienne armée austro-hongroise devenus ressortissants de l'un ou de l'autre Etat et qui, par la suite, ont perdu cette qualité) demeureront la propriété de la Partie qui les possède ; l'autre Partie recevra un extrait des passages qui la concernent.

Les documents indiqués à la lettre g) de l'article 2 de la présente convention, resteront entre les mains de la Partie qui les détient, à moins qu'il ne s'agisse d'actes pénaux des anciens tribunaux austro-hongrois se rapportant exclusivement à des sujets de l'autre Partie contractante et n'intéressant ni directement ni indirectement l'Etat détenteur des documents.

Les frais de transcription et de légalisation resteront à la charge de la Partie qui détient l'original.

Dans le cas de dossiers volumineux (comme, par exemple, les dossiers pénaux ou autres analogues), qui concernent des nationaux des deux Pays contractants et dont la transcription exigerait un travail et un temps considérables, l'original sera prêté pendant le temps nécessaire ; la durée de ce temps sera fixée, de fois à l'autre, par les deux gouvernements, d'un commun accord.

Les documents se rapportant en même temps à un tiers Etat resteront en la possession de la Partie qui les a conservés jusque là, mais seront, sur demande, ou bien prêtés en l'original à l'autre Partie contractante ou communiqués à cette dernière sous forme de copie légalisée, au choix de la Partie qui les détient.

Article 3.

Documents relating to one of the Contracting Parties only shall be forwarded to that Party in the original, unless such documents form part of registers which concern the Contracting Party in whose possession they are. Such registers, and documents of interest to both Contracting Parties (including those concerning members of the former Austro-Hungarian army who have become nationals of one of the two States and have subsequently lost such nationality), shall remain the property of the Party in whose possession they are, and the other Party shall receive a copy of that portion which concerns it.

The documents referred to in Article 2 (g) of the present Convention shall remain in the custody of the Party which possesses them, unless they are concerned with judgments of former Austro-Hungarian courts martial dealing exclusively with nationals of the other Contracting Party, and do not either directly or indirectly interest the State in whose possession they are.

The cost of copying and authentication shall be borne by the Party in possession of the original.

In the case of bulky documents (e. g., court records and similar papers), which concern nationals of both Contracting Parties, but which could only be copied at the cost of considerable time and labour, the original shall be lent for as long as is necessary ; the duration of such loan shall be settled in each particular case by agreement between the two Governments.

Documents referring also to a third State shall remain in the possession of the Party which has kept them hitherto, but, on demand, such Party shall in his discretion either lend the original to the other Contracting Party, or supply him with an authenticated copy thereof.

Article 4.

Les Parties contractantes se déclarent disposées à examiner, avec bienveillance, dans chaque cas particulier, les demandes d'informations et de renseignements formulées par l'une d'elles et se rapportant aux documents conservés dans leurs archives respectives.

Article 5.

Les Parties contractantes s'engagent à se remettre réciproquement et sans frais, sur présentation des listes prévues à l'article 1, les certificats de décès et les plans des cimetières qu'elles possèdent respectivement et qui se rapportent à des soldats appartenant à l'autre Partie, morts sur le territoire de cette dernière.

Article 6.

L'échange des actes administratifs prévu par le présent accord et la transmission des renseignements dont il est question à l'article 4 dudit accord, seront effectués par les soins des administrations militaires centrales des deux Parties contractantes, qui assureront également la remise du matériel documentaire militaire (comme, par exemple, les dossiers pénaux) éventuellement conservé dans des services publics non militaires (archives).

Feront fonctions d'organes de réception, les représentants diplomatiques ou les attachés militaires respectifs, ou, à la suite d'un accord ultérieur, les fonctionnaires consulaires respectifs autorisés à cet effet.

Les documents seront remis directement par l'administration centrale militaire, aux personnes désignées ci-dessus, sauf dans les cas particuliers où il aura été décidé que la remise sera effectuée par l'intermédiaire du ministre des Affaires étrangères de chacune des deux Parties et par les représentants diplomatiques respectifs auprès de l'autre Partie.

Article 7.

Les Parties contractantes s'engagent à n'en-traver d'aucune manière l'échange des documents par des dispositions douanières, financières ou fiscales.

Article 4.

The Contracting Parties declare that they are prepared to give favourable consideration in each particular case to requests which they may receive from each other for information and particulars regarding documents preserved in their respective archives.

Article 5.

The Contracting Parties undertake to forward to each other free of charge, on receipt of lists as specified in Article 1, death-certificates and cemetery-plans in their possession referring to soldiers belonging to the other Party who died in the territory of that Party.

Article 6.

The exchange of administrative documents provided for by the present Agreement, and the transmission of the information referred to in Article 4 thereof, shall be undertaken by the central military authorities of the two Contracting Parties, which shall also arrange for the delivery of any military records (as, for instance, criminal records) that may be in the custody of non-military departments (archives).

Delivery of these documents shall be officially accepted by the respective diplomatic representatives or military attachés, or, if subsequently so agreed, by specially-authorized consular officers.

The documents shall be delivered by the central military authorities direct to the persons mentioned above, except in special cases in which it may be decided that delivery shall be made through the Minister for Foreign Affairs for each of the Parties and that Party's diplomatic representative accredited to the other Party.

Article 7.

The Contracting Parties undertake to place no difficulties whatever of a Customs, financial or fiscal nature in the way of the exchange of documents.

Article 8.

La présente convention entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu le plus tôt possible, à Prague. Elle aura une durée de dix ans avec possibilité de renouvellement.

Article 9.

La présente convention est rédigée en double original, en langue tchécoslovaque et en langue italienne, les deux faisant également foi.

Les plénipotentiaires des Parties contractantes dûment autorisés, ont signé la présente convention, à Rome, le 23 mai 1931.

(L. S.) A. FANI.

(L. S.) Dr. V. MASTNÝ.

Article 8.

The present Convention shall come into force on the date of the exchange of instruments of ratification, which shall take place as soon as possible at Prague. It shall remain in force for a period of ten years, and may be renewed.

Article 9.

The present Convention is drawn up in two originals, in Czech and Italian, both texts being authentic.

The Plenipotentiaries of the two Contracting Parties, duly authorised, have signed the present Convention at Rome, on May 23, 1931

(L. S.) A. FANI.

(L. S.) Dr. V. MASTNÝ.

N° 2882.

BELGIQUE ET FRANCE

Accord relatif aux travailleurs frontaliers français. Signé à Paris, le 31 mars 1931.

BELGIUM AND FRANCE

Agreement respecting French Frontier Workers. Signed at Paris, March 31, 1931.

N^o 2882. — ACCORD ¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LA FRANCE RELATIF
AUX TRAVAILLEURS FRONTALIERS FRANÇAIS. SIGNÉ A PARIS,
LE 31 MARS 1931.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 29 janvier 1932.

Considérant qu'il y a intérêt à préciser le statut de frontalier des ouvriers français qui viennent travailler en Belgique tout en conservant leur résidence effective en France, comme cela a été fait en ce qui concerne les ouvriers frontaliers belges résidant en Belgique et qui vont travailler en territoire français,

Les soussignés, plénipotentiaires de leurs gouvernements respectifs, ont convenu des dispositions suivantes :

Article premier.

Les travailleurs frontaliers français, c'est-à-dire ceux qui travaillent dans les établissements industriels, commerciaux ou agricoles sis en Belgique, tout en conservant leur domicile en France, où ils retournent, en principe, chaque jour ou chaque semaine, sont soumis aux formalités ci-après :

A. Le travailleur frontalier devra se munir, auprès du maire de la commune de son domicile, d'une carte d'identité qui lui sera délivrée par celui-ci sur le vu :

1^o D'un certificat de bonne vie et de bonnes mœurs ;

2^o D'un certificat du chef d'établissement qui l'emploie ou qui s'engage à l'employer, ce certificat étant visé par le Fonds intercommunal de chômage belge compétent.

B. Le travailleur frontalier devra faire ensuite viser sa carte d'identité, dans les huit jours, par ledit fonds intercommunal de chômage.

La carte d'identité délivrée en vertu du présent accord sera valable pour deux ans. A titre transitoire, celles qui seront délivrées avant le 1^{er} mars 1931 seront valables jusqu'au 1^{er} avril 1933.

Article 2.

Les cartes de travailleurs frontaliers seront délivrées et visées gratuitement.

Les cartes de travailleurs frontaliers qui justifieront par un certificat de leur employeur qu'ils étaient occupés, au moment de la signature du présent accord, dans un établissement industriel, commercial ou agricole établi en Belgique, seront visées de droit jusqu'au 30 avril 1931.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 13 mai 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2882. — AGREEMENT² BETWEEN BELGIUM AND FRANCE RESPECTING FRENCH FRONTIER WORKERS. SIGNED AT PARIS, MARCH 31, 1931.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place January 29, 1932.

Whereas it is desirable that the status as frontier workers of French workers who go to work in Belgium while actually residing in France should be defined, as has been done in the case of Belgian frontier workers residing in Belgium and going to work in French territory,

The undersigned, Plenipotentiaries of their respective Governments, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

French frontier workers, *i. e.* persons who work in industrial, commercial or agricultural establishments situated in Belgium, while retaining their domicile in France, to which they return as a rule daily or weekly, shall comply with the following formalities :

A. The frontier worker shall procure from the mayor of his commune of domicile an identity card, which shall be issued to him by the mayor on the production of :

(1) A certificate of good character ;

(2) A certificate from the head of the establishment in which he is employed or which undertakes to employ him ; this certificate shall be countersigned by the competent Belgian intercommunal unemployment fund.

B. The frontier worker shall then be bound to have his identity card countersigned within eight days by the said intercommunal unemployment fund.

The identity card issued in pursuance of this Agreement shall be valid for two years. As a transitional measure, those issued before 1st March, 1931, shall be valid until 1st April, 1933.

Article 2.

The frontier workers' card shall be issued and countersigned free of charge.

The cards of frontier workers who prove by a certificate from their employer that at the time of the signature of this Agreement they were employed in an industrial, commercial or agricultural establishment in Belgium shall be countersigned *de jure* until 30 April, 1931.

¹ Traduction du Bureau international du Travail. ² Translation by the International Labour Office.

³ The exchange of ratifications took place at Paris, May 13, 1931.

Article 3.

En cas de délit commis par le porteur d'une carte de frontalière, les administrations compétentes de l'un ou de l'autre pays lui retireront ladite carte.

Les cartes retirées par l'administration belge seront renvoyées au gouvernement français en indiquant le motif du retrait.

Article 4.

Le présent accord sera ratifié. Les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que possible. Il entrera en vigueur dès que les ratifications auront été échangées.

Il restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1931. Il sera renouvelé ensuite tacitement d'année en année sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée trois mois avant l'expiration de chaque terme.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 31 mars 1931.

(Signé) E. DE GAIFFIER.

(Signé) A. BRIAND.

Article 3.

In the event of a misdemeanour being committed by the bearer of a frontier card, the competent administrative authorities of either country shall withdraw from him the said card.

Cards which have been withdrawn by the Belgian administrative authorities shall be transmitted to the French Government, together with a statement of the reason for the withdrawal.

Article 4.

This Agreement shall be ratified. The ratifications of the Agreement shall be exchanged at Paris as soon as possible. The Agreement shall come into operation as soon as the ratifications have been exchanged.

It shall remain in operation until 31st December, 1931. It shall subsequently be renewed tacitly from year to year, unless denounced.

Denunciation shall be notified three months before the expiry of each term.

Done at Paris, in duplicate, March 31, 1931.

(Signed) E. DE GAIFFIER.

(Signed) A. BRIAND.

N° 2883.

GRANDE-BRETAGNE ET
IRLANDE DU NORD, AUSTRALIE,
NOUVELLE-ZÉLANDE,
UNION SUD-AFRICAINE ET CUBA

Convention pour l'extension du Traité d'extradition du 3 octobre 1904 à certains protectorats et territoires sous mandat. Signée à La Havane, le 17 avril 1930.

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
AUSTRALIA, NEW ZEALAND,
UNION OF SOUTH AFRICA
AND CUBA

Convention for the Extension of the Extradition Treaty of October 3, 1904, to certain Protectorates and Mandated Territories. Signed at Havana, April 17, 1930.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 2883. — CONVENTION¹ BETWEEN HIS MAJESTY IN RESPECT OF THE UNITED KINGDOM, THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, NEW ZEALAND AND THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE PRESIDENT OF THE CUBAN REPUBLIC FOR THE EXTENSION OF THE EXTRADITION TREATY OF OCTOBER 3, 1904, TO CERTAIN PROTECTORATES AND MANDATED TERRITORIES. SIGNED AT HAVANA, APRIL 17, 1930.

Nº 2883. — CONVENIO¹ ENTRE SU MAJESTAD EN EL REINO UNIDO, EN LA CONFEDERACIÓN DE AUSTRALIA, EN NUEVA ZEALANDIA Y EN LA UNIÓN DEL AFRICA DEL SUR Y EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE CUBA PARA LA EXTENSIÓN DEL TRATADO DE EXTRADICIÓN DE 3 DE OCTUBRE DE 1904 A DETERMINADOS PROTECTORADOS Y TERRITORIOS BAJO MANDATO. FIRMADO EN LA HABANA, EL 17 DE ABRIL DE 1930.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 30 janvier 1932.

English and Spanish official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place January 30, 1932.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA,

Desiring to make further provision for the reciprocal extradition of fugitive criminals, have resolved to conclude a supplementary Convention for that purpose, and to that end have appointed as their Plenipotentiaries :

SU MAJESTAD EL REY DE LA GRAN BRETAÑA, IRLANDA Y LOS DOMINIOS BRITÁNICOS ALLENDE LOS MARES, EMPERADOR DE LA INDIA, y SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE CUBA,

Deseosos de proveer aun más a la recíproca extradición de criminales prófugos, han resuelto celebrar un Convenio suplementario con ese objeto y a ese fin han nombrado sus plenipotenciarios :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Havane, le 12 novembre 1931.

¹ The exchange of ratifications took place at Havana, November 12, 1931.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN,
IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS
BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND,

FOR THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA,

FOR THE DOMINION OF NEW ZEALAND,

FOR THE UNION OF SOUTH AFRICA :

His Excellency Thomas Joseph MORRIS,
His Majesty's Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary in the Republic
of Cuba ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE
REPUBLIC OF CUBA :

Doctor Rafael MARTINEZ ORTIZ, Secretary
of State of the Republic of Cuba ;

Who, having communicated their full powers,
found in good and due form, have agreed as
follows :

Article I.

The High Contracting Parties agree that
the provisions of the Extradition Treaty¹
concluded at Havana on the 3rd October, 1904,
shall apply to

(1) The following British Protectorates, viz.,
Bechuanaland Protectorate, Gambia Protec-
torate, Kenya Protectorate, Nigeria Protec-
torate, Northern Rhodesia, Northern Territories
of the Gold Coast, Nyasaland, Sierra Leone
Protectorate, Solomon Islands Protectorate,
Somaliland Protectorate, Swaziland, Uganda
Protectorate, Zanzibar ; and

(2) The following territories in respect of
which mandates on behalf of the League of
Nations have been accepted by His Britannic
Majesty, viz., British Cameroons, British Togo-
land, the Tanganyika Territory and Palestine
(administered by His Majesty's Government
in the United Kingdom of Great Britain and
Northern Ireland), New Guinea (administered

SU MAJESTAD EL REY DE LA GRAN BRETAÑA,
IRLANDA Y LOS DOMINIOS BRITÁNICOS ALLEN-
DE LOS MARES, EMPERADOR DE LA INDIA :

POR LA GRAN BRETAÑA E IRLANDA DEL
NORTE,

POR EL ESTADO DE AUSTRALIA,

POR EL DOMINIO DE NUEVA ZELANDIA,

POR LA UNIÓN DE AFRICA DEL SUR :

Su Excelencia el Señor Thomas Joseph
MORRIS, Enviado Extraordinario y Minis-
tro Plenipotenciario de Su Majestad en
la República de Cuba ;

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚ-
BLICA DE CUBA :

Al Señor Doctor Rafael MARTINEZ ORTIZ,
Secretario de Estado de la República
de Cuba ;

Quienes, habiéndose comunicado sus plenos
poderes, encontrados en buena y debida
forma, han convenido lo siguiente :

Artículo I.

Las Altas Partes Contratantes convienen en
que las disposiciones del Tratado de Extra-
dición¹ celebrado en La Habana el 3 de Octubre
de 1904, se aplique a :

(1) Los Protectorados Británicos siguientes,
es decir : Protectorado de Bechuanaland, Pro-
tectorado de Gambia, Protectorado de Kenya,
Protectorado de Nigeria, Rhodesia del Norte,
Territorios del Norte de la Costa de Oro, Nyasa-
land, Protectorado de Sierra Leona, Protec-
torado de las Islas Solomón, Protectorado de
Somalilandia, Swaziland, Protectorado de Ugan-
da, Zanzibar ; y

(2) Los territorios siguientes, con respecto
a los cuales han sido aceptados por Su Majestad
Británica mandatos en representación de la
Liga de las Naciones, es decir : Cameroons
Británicos, Togolandia Británica, el Territorio
de Tanganyika y la Palestina (administrada por
el Gobierno de Su Majestad en el Reino Unido
de la Gran Bretaña e Irlanda del Norte), Nueva

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de
Traités*, deuxième série, tome XXXIII, page 26.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 97, page
26.

by His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia), Western Samoa (administered by His Majesty's Government in the Dominion of New Zealand), South-West Africa (administered by His Majesty's Government in the Union of South Africa), and Nauru.

If after the signature of this Convention it should be considered advisable to extend its provisions to British protectorates other than those mentioned, or to any British-protected State, or to any other territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty, then, after agreement arrived at between the respective Governments, its provisions shall apply also to those other protectorates, or protected States, or mandated territories from the date prescribed in the notes to be exchanged for the purpose of effecting such extension.

Article II.

For the purpose of the application of the Treaty of the 3rd October, 1904, the nationals or natives of the said protectorates, protected States or mandated territories shall be assimilated to British subjects.

Article III.

Requisitions for extradition under the present Convention shall be made in accordance with the provisions of the Treaty of the 3rd October, 1904, and as if the said protectorates, protected States and mandated territories were possessions of His Britannic Majesty.

Article IV.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Havana as soon as possible. It shall come into force one month after the exchange of ratifications in conformity with the laws of the High Contracting Parties, and shall remain in force so long as the Extradition Treaty of the 3rd October, 1904,

Guinea (administrada por el Gobierno de Su Majestad en el Estado de Australia), Samoa Occidental (administrada por el Gobierno de Su Majestad en el Dominio de Nueva Zelandia), Africa Sudoeste (administrada por el Gobierno de Su Majestad en la Unión de Africa del Sur), y Nauru.

Si después de la firma de este Convenio se considerare aconsejable ampliar sus disposiciones a protectorados británicos que no sean los mencionados o a cualquier Estado protegido Británico, o a cualquier otro territorio con respecto al cual haya sido aceptado un mandato en representación de la Liga de las Naciones, por Su Majestad Británica, entonces, después de llegarse a un acuerdo entre los respectivos Gobiernos, sus disposiciones serán aplicadas también a esos protectorados, Estados protegidos o territorios bajo mandato, a contar de la fecha prescrita en las notas que habrán de ser canjeadas al objeto de efectuar esa ampliación.

Artículo II.

Al objeto de la aplicación del Tratado de 3 de Octubre de 1904, los nacionales o nativos de dichos protectorados, Estados protegidos y territorios bajo mandato serán asimilados a los súbditos británicos.

Artículo III.

Las solicitudes de extradición del presente Convenio serán hechas de conformidad con las disposiciones del Tratado de 3 de Octubre de 1904 y como si los mencionados protectorados, Estados protegidos y territorios bajo mandato fueren posesiones de Su Majestad Británica.

Artículo IV.

El presente Convenio será ratificado y las ratificaciones serán canjeadas en la Habana, tan pronto como sea posible. Será puesto en vigor un mes después de canjeadas las ratificaciones de conformidad con las Leyes de las Altas Partes Contratantes y permanecerá en vigor todo el tiempo que el Tratado de Extra-

and shall lapse with the termination of that Treaty.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Havana in the English and Spanish languages this seventeenth day of April, one thousand nine hundred and thirty.

dición de 3 de Octubre de 1904, y prescribirá con la terminación de este Tratado.

En testimonio de lo cual los respectivos Plenipotenciarios han firmado el presente Convenio y han fijado al mismo sus sellos.

Hecho por duplicado en la Habana en los idiomas inglés y español, el día diez y siete de abril de mil novecientos treinta.

For Great Britain and Northern Ireland:

(L. S.) T. J. MORRIS.

For the Commonwealth of Australia :

(L. S.) T. J. MORRIS.

For the Dominion of New Zealand :

(L. S.) T. J. MORRIS.

For the Union of South Africa :

(L. S.) T. J. MORRIS.

(L. S.) Rafael MARTÍNEZ ORTIZ.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2883. — CONVENTION ENTRE SA MAJESTÉ POUR LE ROYAUME-UNI, LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, LA NOUVELLE-ZELANDE ET L'UNION SUD-AFRICAINE, ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, POUR L'EXTENSION DU TRAITÉ D'EXTRADITION DU 3 OCTOBRE 1904 A CERTAINS PROTECTORATS ET TERRITOIRES SOUS MANDAT. SIGNÉE A LA HAVANE, LE 17 AVRIL 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA,

Désireux d'étendre le champ d'application des dispositions relatives à l'extradition réciproque des criminels fugitifs, ont résolu de conclure à cet effet une convention supplémentaire et ont, à cette fin, désigné comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :
 POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD,
 POUR LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE,
 POUR LE DOMINION DE NOUVELLE-ZÉLANDE,
 POUR L'UNION SUD-AFRICAINE :

Son Excellence Thomas Joseph MORRIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté auprès de la République de Cuba ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA :

Le Dr. Rafael MARTINEZ ORTIZ, secrétaire d'Etat de la République de Cuba ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que les dispositions du Traité d'extradition conclu à La Havane le 3 octobre 1904, s'appliqueront :

1^o Aux protectorats britanniques suivants, savoir : le protectorat du Betchouanaland, le protectorat de la Gambie, le protectorat du Kenya, le protectorat du Nigéria, la Rhodésie du Nord, les Territoires du nord de la Côte de l'Or, le Nyassaland, le protectorat de Sierra-Leone, le protectorat des Iles Salomon, le protectorat du Somaliland, le Swaziland, le protectorat de l'Ouganda, Zanzibar ;

2^o Aux territoires suivants pour lesquels des mandats ont été acceptés au nom de la Société des Nations par Sa Majesté britannique, à savoir : le Camérout britannique, le Togo britannique, le territoire du Tanganyika et la Palestine (administrés par le Gouvernement de Sa Majesté dans

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), la Nouvelle-Guinée (administrée par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie), le Samoa occidental (administré par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Dominion de Nouvelle-Zélande), le Sud-Ouest africain (administré par le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine) et Nauru.

Si, après la signature de la présente convention, il est jugé opportun d'étendre ces dispositions à des protectorats britanniques autres que ceux mentionnés ci-dessus, ou à tout Etat placé sous la protection britannique, ou à tout autre territoire pour lequel un mandat a été accepté au nom de la Société des Nations par Sa Majesté britannique, à ce moment, après entente entre les gouvernements respectifs, les conditions de ladite convention seront également applicables à ces autres protectorats, ou Etats protégés, ou territoires sous mandat, à compter de la date stipulée dans les notes qui seront échangées en vue d'effectuer ladite extension.

Article II.

Aux fins d'application du Traité du 3 octobre 1904, les nationaux ou indigènes desdits protectorats, Etats protégés et territoires sous mandat seront assimilés aux sujets britanniques.

Article III.

Les demandes d'extradition formulées en vertu de la présente convention seront faites conformément aux dispositions du Traité du 3 octobre 1904 et comme si lesdits protectorats, Etats protégés et territoires sous mandat étaient des possessions de Sa Majesté britannique.

Article IV.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à La Havane aussitôt que possible. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications conformément à la législation des Hautes Parties contractantes et restera en vigueur aussi longtemps que le Traité d'extradition du 3 octobre 1904 ; elle prendra fin lors de l'expiration dudit traité.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double expédition à La Havane, en langues anglaise et espagnole, le dix-sept avril mil-neuf-cent-trente.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord :

(L. S.) T. J. MORRIS.

Pour le Commonwealth d'Australie :

(L. S.) T. J. MORRIS.

Pour le Dominion de Nouvelle-Zélande :

(L. S.) T. J. MORRIS.

Pour l'Union Sud-Africaine :

(L. S.) T. J. MORRIS.

(L. S.) Rafael MARTINEZ ORTIZ.

N° 2884.

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET YOUGOSLAVIE

Arrangement entre l'Administration des Postes du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et l'Administration de la Caisse d'Épargne postale du Royaume de Yougoslavie, pour l'échange régulier de mandats de poste. Signé à Londres, le 6 octobre, et à Belgrade, le 23 octobre 1931.

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND YUGOSLAVIA

Agreement between the Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Post Office Savings Bank of the Kingdom of Yugoslavia for a Regular Exchange of Money Orders. Signed at London, October 6, and at Belgrade, October 23, 1931.

No. 2884. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE POST OFFICE OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE POST OFFICE SAVINGS BANK OF THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA FOR A REGULAR EXCHANGE OF MONEY ORDERS. SIGNED AT LONDON, OCTOBER 6, AND AT BELGRADE, OCTOBER 23, 1931.

No 2884. — ARRANGEMENT¹ ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD ET L'ADMINISTRATION DE LA CAISSE D'ÉPARGNE POSTALE DU ROYAUME DE YOUGOSLAVIE, POUR L'ÉCHANGE RÉGULIER DE MANDATS DE POSTE. SIGNÉ A LONDRES, LE 6 OCTOBRE, ET A BELGRADE, LE 23 OCTOBRE 1931.

Textes officiels anglais et français communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 30 janvier 1932.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place January 30, 1932.

Article I.

In this Agreement the expression "United Kingdom" includes Great Britain, Northern Ireland, the Channel Islands, and the Isle of Man.

Article premier.

En ce qui concerne cet Arrangement l'expression « Royaume-Uni » comprend également la Grande-Bretagne, l'Irlande du Nord, les Iles de la Manche, et l'Ile de Man.

Article II.

Between THE UNITED KINGDOM on the one hand and YUGOSLAVIA on the other hand there shall be a regular exchange of Money Orders.

Article II.

Entre LA YOUGOSLAVIE, d'une part, et LE ROYAUME-UNI, d'autre part, il y aura un échange régulier de mandats de poste.

¹ Entré provisoirement en vigueur le 15 mai 1931.

¹ Came into force provisionally May 15, 1931.

Article III.

The Money Order service between the contracting Administrations shall be performed exclusively by the agency of Offices of Exchange. On the part of the United Kingdom the Office of Exchange shall be that of London, and on the part of Yugoslavia that of Beograd (Belgrade).

Article III.

Le service des mandats de poste entre les Administrations contractantes se fera exclusivement par l'intermédiaire de bureaux d'échange. De la part de la Yougoslavie le bureau d'échange sera celui de Beograd, et de la part du Royaume-Uni celui de Londres.

Article IV.

Each of the contracting Administrations shall have power to fix, from time to time, the rate of conversion applicable to the Money Orders issued by it on condition of notifying that rate to the other Administration.

The conversion into the money of Yugoslavia of sums advised under this Agreement for payment in Yugoslavia shall be effected at the Office of Exchange of the United Kingdom, and the conversion into the money of the United Kingdom of sums advised by Yugoslavia for payment in the United Kingdom shall be effected by the Office of Exchange of Yugoslavia.

Article IV.

Chacune des Administrations contractantes aura le droit de fixer, de temps en temps, le taux de conversion applicable aux mandats émis par elle, à la condition de notifier ce taux à l'autre administration.

La conversion en monnaie de la Yougoslavie des montants annoncés sous cet arrangement pour être payés en Yougoslavie sera effectuée par le bureau d'échange du Royaume-Uni, et la conversion en monnaie du Royaume-Uni des montants annoncés par la Yougoslavie pour être payés dans le Royaume-Uni sera effectuée par le bureau d'échange de la Yougoslavie.

Article V.

Each of the contracting Administrations shall have the power to fix, in agreement with the other, the maximum amount for which it will issue a single Money Order. This maximum shall not exceed £40 or the nearest practical equivalent of that sum in the money of the country of issue.

Article V.

Chacune des Administrations contractantes aura le droit de fixer, d'accord avec l'autre, le montant maximum pour lequel un mandat individuel peut être émis dans son pays. Ce maximum ne devra pas excéder £40 ou l'équivalent le plus rapproché de cette somme dans la monnaie du pays d'origine.

Article VI.

Each of the Contracting Administrations shall have the power to fix, from time to time, the rates of commission to be charged on the Money Orders which it may issue, provided that it shall communicate to the other its tariff of charges or rates of commission established under the present Agreement. The commission shall belong to the issuing Administration; but the Post Office of the United Kingdom shall allow to the Post Office Savings

Article VI.

Chacune des Administrations contractantes aura le droit de fixer, de temps en temps, les taux de commission à percevoir pour les mandats qu'elle émettra, pourvu que les taux fixés en exécution du présent Arrangement soient communiqués à l'autre administration. Le droit de commission appartiendra à l'Administration d'origine; cependant l'Office du Royaume-Uni tiendra compte à la Caisse d'Épargne postale de la Yougoslavie d'un droit d'un demi pour

Bank of Yugoslavia one half of one per cent. ($\frac{1}{2}$ per cent.) on the amount of Money Orders issued in the United Kingdom and paid in Yugoslavia, and the Post Office Savings Bank of Yugoslavia shall make a similar allowance to the Post Office of the United Kingdom for Money Orders issued in Yugoslavia and paid in the United Kingdom.

Article VII.

In the payment of Money Orders to the public no account shall be taken of any fraction of a penny or of ten paras.

Article VIII.

Every applicant for a Money Order shall be required to furnish, if possible, the full surname and Christian or personal name (or at least the initial of one Christian or personal name) both of the remitter and of the payee, or the name of the Firm or Company who are the remitters or payees, and the address of the remitter and of the payee. If, however, a Christian or personal name or initial cannot be given, an Order may nevertheless be issued, at the remitter's risk.

Article IX.

If a Money Order miscarries or is lost, a duplicate shall be granted on a written application from the payee (containing the necessary particulars) to the Chief Money Order Office of the country in which the original Order was payable, and, unless there is reason to believe that the original Order was lost in transmission through the post, the Office issuing the duplicate shall be entitled to charge the same fee as would be chargeable under its own internal arrangements.

On the receipt from the remitter of an application containing similar particulars, instructions shall be given to stop payment of a Money Order.

cent ($\frac{1}{2}$ %) du montant des mandats de poste émis dans le Royaume-Uni et payés dans la Yougoslavie, et la Caisse d'Épargne postale de la Yougoslavie fera la même bonification à l'Office du Royaume-Uni pour les mandats émis dans la Yougoslavie et payés dans le Royaume-Uni.

Article VII.

Dans les paiements à faire au public du chef de mandats de poste, les fractions de penny ou de dix paras ne seront pas prises en considération.

Article VIII.

L'expéditeur d'un mandat de poste est tenu d'indiquer, si possible en entier, le nom de famille et le prénom (ou tout au moins l'initiale du prénom) tant de l'expéditeur que du destinataire, ou le nom de la raison sociale expéditrice ou destinataire, ainsi que l'adresse de l'expéditeur et du destinataire. Si, cependant, le prénom ou son initiale ne peut pas être indiqué, le mandat peut néanmoins être émis aux risques de l'expéditeur.

Article IX.

En cas de perte ou d'égarement d'un mandat, un duplicata sera délivré à la demande écrite du destinataire adressée (avec les renseignements nécessaires) au bureau principal des mandats de poste du pays dans lequel le mandat primitif était payable. L'Office qui émet le duplicata est autorisé à percevoir la taxe exigible d'après les dispositions réglementaires dans son service interne, à moins qu'on n'ait des raisons pour croire que le mandat original ait été égaré en cours de transmission postale.

Dès la réception d'une demande de l'expéditeur contenant de pareils renseignements, il sera donné ordre de suspendre le paiement du mandat.

Article X.

When it is desired that an error in the name of a payee shall be corrected, or that the amount of a Money Order shall be repaid to the remitter, application must be made by the remitter to the Chief Office of the country in which the Order was issued.

Article XI.

Repayment of a Money Order shall not, in any case, be made until it has been ascertained, through the Chief Office of the country in which such Order is payable, that the Order has not been paid, and that the said Office authorises the repayment.

Article XII.

A Money Order shall remain payable for twelve months after the expiration of the month of issue, and the amount of every Order not paid within that period shall be returned to the Administration of the country of issue to be dealt with in accordance with the regulations of that country.

Article XIII.

The remitter of a Money Order may obtain an advice of payment of the Order by paying in advance, to the exclusive profit of the Administration of the country of issue, a fixed charge equal to that which is made in that country for acknowledgements of receipt of registered correspondence.

The advice of payment shall be on a form in accordance with or analogous to the annexed specimen (Appendix A).

The address, as well as the name, of the remitter shall be entered in the relative Advice List at the Office of Exchange of the country of issue in the column reserved for the name of the remitter.

Article X.

Les demandes se rapportant, soit à rectifier une erreur dans le nom du destinataire, soit au remboursement du montant du mandat à l'expéditeur, devront être adressées par l'expéditeur au bureau principal du pays dans lequel le mandat a été émis.

Article XI.

En tout cas le remboursement d'un mandat ne pourra avoir lieu que sur la déclaration du bureau principal du pays où le titre était payable, que le mandat n'est pas payé et que le remboursement est autorisé.

Article XII.

Un mandat sera valable pendant douze mois après l'expiration du mois d'émission, et le montant de tout mandat non payé dans ce délai doit être restitué à l'Administration du pays d'origine, qui en disposera d'après les prescriptions de son service interne.

Article XIII.

L'expéditeur d'un mandat peut recevoir un avis de paiement en payant d'avance une taxe fixe égale à celle perçue dans le pays d'origine pour un avis de réception d'un objet recommandé. Cette taxe appartient entièrement à l'Administration du pays d'origine.

L'avis de paiement sera conforme ou analogue au modèle annexé (Appendice A).

Le bureau d'échange du pays, d'origine doit porter l'adresse aussi bien que le nom de l'expéditeur dans la colonne de la liste (voir modèles B et C ci-annexés) réservée au nom de l'expéditeur.

The advice of payment shall be prepared by the paying office and shall be transmitted direct to the remitter either by the office of payment or by the Exchange Office of the country of payment.

The Advice of payment of a "Through" Money Order (*see* Article XX) shall be sent through the Offices of Exchange of the two countries, and any application for an advice of payment made subsequent to the issue of the Order shall be sent in the same manner.

Article XIV.

Money Orders sent from one country to the other shall be subject, as regards issue, to the rules in force in the country of origin, and, as regards payment, to the rules in force in the country of destination.

Article XV.

The Yugoslav Office of Exchange shall communicate to the Office of Exchange of the United Kingdom the particulars of sums received for payment in the United Kingdom, and the Office of Exchange of the United Kingdom shall communicate to the Yugoslav Office of Exchange the particulars of sums received for payment in Yugoslavia. Advice Lists similar to the annexed forms "B" and "C" shall be used for this purpose, and every such List shall be forwarded by the first available mail after the issue of the Money Orders to which it relates.

Article XVI.

The Money Orders entered upon the Advice Lists shall be numbered serially, the series commencing each calendar month with No. 1. The number borne by an Order in the List shall be known as its International Number. The Lists shall also be numbered serially, the series commencing each year with No. 1.

L'avis de paiement sera établi par le bureau payeur et transmis directement à l'expéditeur, soit par le bureau payeur soit par le bureau d'échange du pays qui a effectué le paiement.

L'avis de paiement d'un mandat de transit (voir article XX) sera envoyé par l'intermédiaire des bureaux d'échange des deux pays, et toute demande d'obtenir un avis de paiement faite ultérieurement à l'émission du mandat sera envoyée de la même manière.

Article XIV.

Les mandats envoyés d'un pays à l'autre sont sujets aux règlements en vigueur dans le pays d'origine pour ce qui concerne l'émission, et aux règlements en vigueur dans le pays destinataire pour ce qui concerne le paiement.

Article XV.

Le bureau d'échange de la Yougoslavie communiquera au bureau d'échange du Royaume-Uni les détails des sommes reçues à fin de paiement dans le Royaume-Uni et le bureau d'échange du Royaume-Uni communiquera au bureau d'échange de la Yougoslavie les détails des sommes reçues à fin de paiement dans la Yougoslavie. A cette fin on fera usage de listes analogues aux modèles B et C ci-annexés ; et chaque liste sera expédiée par le premier courrier utilisable après l'émission des mandats relatifs.

Article XVI.

Les mandats inscrits sur les listes seront numérotés par série, la série commençant chaque mois par le N° 1. Le numéro porté par un mandat dans la liste sera dit numéro international. De même chaque liste portera un numéro de série commençant chaque année par le N° 1.

Article XVII.

Any missing Advice List shall be immediately applied for by the Office of Exchange to which it should have been sent. The despatching Office of Exchange shall, in such a case, transmit without delay to the receiving Office of Exchange a duplicate List, duly certified as such.

Article XVIII.

Every Advice List shall be carefully verified by the Office of Exchange to which it is sent, and shall be corrected if it contains a manifest error. Any correction shall be communicated to the despatching Office of Exchange.

If a List shows other irregularities, the Office of Exchange receiving it shall require an explanation from the despatching Office of Exchange, which shall give such explanation with as little delay as possible. In the meantime, the issue of an internal Money Order relating to any entry which is found to be irregular shall be suspended.

Article XIX.

As soon as an Advice List reaches the receiving Office of Exchange, that Office shall, after verifying its contents, prepare internal Money Orders in favour of the payees for the amounts specified in the Lists as payable in the money of the country of payment, and shall then forward such internal Money Orders to the payees or to the paying offices, according to the arrangements existing in the country of payment.

Article XX.

If the Post Office Savings Bank of Yugoslavia desires to send Money Order remittances through the medium of the Post Office of the United Kingdom to any other country with which the Post Office of the United Kingdom transacts Money Order business, it shall be at liberty to do so, provided that the following conditions are fulfilled :

(a) The Post Office Savings Bank of Yugoslavia shall advise the amount of

Article XVII.

Toute liste qui ferait défaut devrait immédiatement être réclamée par le bureau d'échange auquel elle aurait dû être envoyée. Le bureau d'échange expéditeur transmettra, dans ces cas, sans retard au bureau d'échange destinataire une copie dûment certifiée.

Article XVIII.

Chaque liste sera vérifiée soigneusement par le bureau d'échange destinataire et rectifiée en cas d'erreur manifeste. Chaque rectification sera communiquée au bureau d'échange expéditeur.

Si une liste présente d'autres irrégularités, le bureau d'échange destinataire demandera des explications au bureau d'échange expéditeur, qui donnera ces renseignements dans le plus bref délai possible. En attendant la réponse, l'émission du mandat interne se rapportant aux inscriptions dans les listes trouvées irrégulières sera suspendue.

Article XIX.

Dès la réception de la liste, et après avoir vérifié son contenu, le bureau d'échange destinataire établira des mandats internes en faveur des bénéficiaires et pour le montant renseigné dans la liste comme payable dans la monnaie du pays destinataire, et transmettra ces mandats internes aux bénéficiaires ou aux bureaux payeurs, suivant les dispositions réglementaires en vigueur dans le pays destinataire.

Article XX.

Si la Caisse d'Épargne postale de la Yougoslavie voudra envoyer des mandats par l'intermédiaire de l'Office du Royaume-Uni à d'autres pays avec lesquels l'Office du Royaume-Uni échange des mandats de poste, elle pourra le faire aux conditions suivantes :

a) La Caisse d'Épargne postale de la Yougoslavie doit communiquer le montant

any such "Through" Order to the Money Order Department, London, which will re-advise it to the country of payment.

(b) No such Order shall exceed the maximum amount fixed by the country of destination for Money Orders issued in the United Kingdom.

(c) The particulars of "Through" Orders shall be entered either in red ink at the end of the ordinary Advice Lists despatched to London, or on separate sheets, and the total amounts of the "Through" Orders shall be included in the totals of such Lists.

(d) The name and address of the payee of a "Through" Order, including the names of the town and country of payment, shall be given as fully as possible.

(e) The Post Office Savings Bank of Yugoslavia shall allow to the Post Office of the United Kingdom the same percentage (see Article VI) on "Through" Orders as on Orders payable in the United Kingdom; the Office of Exchange of the United Kingdom crediting the Office of the country of payment with the same percentage for "Through" Orders as for Orders issued in the United Kingdom and, for its intermediary services, deducting from the amount of each re-advised Order a special commission to be fixed by the Post Office of the United Kingdom.

(f) When the amount of a "Through" Order is repaid to the remitter, the commission charged for the intermediary service shall not be refunded.

If the Post Office of the United Kingdom desires to send Money Orders through the medium of the Post Office Savings Bank of Yugoslavia to any of the countries with which the Post Office Savings Bank of Yugoslavia transacts Money Order business, it shall be at liberty to do so under similar conditions to those stated in the foregoing paragraphs.

Each Administration shall communicate to the other the names of the countries with which it transacts Money Order business, the limit of amount adopted for each, and the rates of commission deducted for its intermediary services.

de chaque mandat de transit au bureau d'échange du Royaume-Uni, qui l'assignera au bureau d'échange du pays destinataire.

b) Le maximum de chaque mandat ne devra pas dépasser celui qui est fixé pour les mandats originaires du Royaume-Uni à destination des mêmes pays.

c) Les détails des mandats de transit seront ou bien renseignés à l'encre rouge à la fin des listes ordinaires à envoyer à Londres ou bien portés sur des listes spéciales; et le montant total des mandats de transit sera compris dans le total des listes ordinaires.

d) Le nom et l'adresse du destinataire, avec les noms de la ville et du pays de destination, doivent être indiqués aussi complètement que possible.

e) La Caisse d'Épargne postale de la Yougoslavie allouera à l'Office du Royaume-Uni le même pourcentage (voir article VI) pour les mandats de transit que pour les mandats payables dans le Royaume-Uni. Pour ces mandats de transit le bureau d'échange du Royaume-Uni, de son côté, créditera l'Office destinataire du même pourcentage que pour les mandats originaires du Royaume-Uni et déduira, du chef de ses services comme intermédiaire, du montant de chaque mandat réexpédié une commission spéciale à fixer par l'Office du Royaume-Uni.

f) Si le montant d'un mandat de transit est remboursé à l'expéditeur, le droit de commission perçu pour les services d'intermédiaire n'est pas remboursé.

Si l'Office du Royaume-Uni désire envoyer des mandats, par l'intermédiaire de la Caisse d'Épargne postale de la Yougoslavie, à des pays avec lesquels cette dernière administration entretient un échange de mandats de poste, il peut le faire à des conditions analogues à celles prévues dans les paragraphes précédents.

Chaque administration communiquera à l'autre les noms des pays avec lesquels elle entretient un échange de mandats de poste, le montant maximum admis pour chaque pays et les taux de commission pour services d'intermédiaire.

Article XXI.

At the end of every month the Office of Exchange of each of the contracting Administrations shall prepare and forward to the other :

(1) A detailed statement showing the total of each Advice List despatched from the other Administration during the month concerned (*see* Appendix D) ;

(2) A list showing particulars of every Order which it has authorised the other Administration during that month to the remitter (*see* Appendix E) ;

(3) A list showing the particulars of every Order issued by the other Administration which, not having been paid within twelve months after the end of the month of issue, has during the month of the account become forfeited to the country of issue (*see* Appendix F).

The statements " D " and " E " shall be rendered in duplicate, and one copy of each statement, duly verified by the receiving Office, shall be returned to the despatching Office.

Article XXII.

As soon as it receives the verified copies of the statements " D " and " E " provided for in Article XXI, the Office of Exchange at Beograd (Belgrade) shall furnish to the Office of Exchange at London a Money Order Account (in duplicate) which shall include the following items :

(a) To the credit of the United Kingdom. — The total of the Advice Lists which have been despatched from Beograd (Belgrade) during the month — less the amount of Orders authorised to be repaid in Yugoslavia and the total amount of Yugoslav Orders which have become void during the month — and the allowance of $\frac{1}{2}$ per cent. on the amount of Orders paid in the United Kingdom.

(b) To the credit of Yugoslavia. — The total of the Advice Lists which have

Article XXI.

A la fin de chaque mois le bureau d'échange de chacune des deux Administrations contractantes établira et adressera à l'autre :

1) Un compte détaillé renseignant le total de chaque liste expédiée par l'autre Administration pendant le mois afférent (voir appendice D).

2) Un relevé, avec tous les détails voulus, de tous les mandats dont il a autorisé pendant ce mois le remboursement aux déposants (voir appendice E).

3) Un relevé renseignant les détails de tous les mandats émis par l'autre administration qui, n'ayant pas été payés pendant douze mois après la fin du mois d'émission, sont périmés pendant le mois du compte et, par suite, remis à la disposition de l'Office d'origine (voir appendice F.).

Les relevés « D » et « E » sont à établir en double ; une copie de chaque relevé, dûment vérifiée par l'Office récepteur, sera retournée à l'Office expéditeur.

Article XXII.

Dès la rentrée des copies vérifiées des relevés « D » et « E » dont question dans l'article XXI, l'Office de Beograd fournira au bureau d'échange de Londres un compte général des mandats de poste (en double expédition) qui comprendra les détails suivants :

a) Avoir du Royaume-Uni : Le total des listes expédiées par le bureau d'échange de Beograd dans le courant du mois — moins le montant des mandats dont le remboursement dans la Yougoslavie a été autorisé et le montant total des mandats originaires de la Yougoslavie qui sont périmés pendant le mois — et la bonification de $\frac{1}{2}$ pour cent du montant des mandats payés dans le Royaume-Uni.

b) Avoir de la Yougoslavie : Le total des listes expédiées par le bureau d'échange

been despatched from London during the month — less the amount of Orders authorised to be repaid in the United Kingdom and the total amount of British Orders which have become void during the month — and the allowance of $\frac{1}{2}$ per cent. on the amount of Orders paid in Yugoslavia.

The Money Order Account shall be prepared on a form similar to that in Appendix G. One copy of the Account, duly accepted, shall be returned to the Beograd (Belgrade) Office.

Article XXIII.

The balance of the Account shall be shewn in the currency of the country to which it is due. In order that this may be done, the amount of the smaller credit shall be converted into the currency of the country with the larger credit at the average of the market rate of exchange in the debtor country for the month to which the Account relates. The balance shall then be ascertained by the deduction of the smaller from the larger credit. These arrangements may be modified by agreement between the contracting Administrations when they shall consider it desirable.

Article XXIV.

Whenever during a month it is found that the Orders drawn upon one of the two countries exceed in amount by £500 or its equivalent in Yugoslav currency the Orders drawn upon the other, the latter shall as once send to the former, as a remittance on account, the approximate amount in a round sum of the ascertained difference.

Article XXV.

When the Post-Office Savings Bank of Yugoslavia has to pay to the Post Office of the

de Londres dans le courant du mois — moins le montant des mandats dont le remboursement dans le Royaume-Uni a été autorisé et le montant total des mandats originaires du Royaume-Uni qui sont périmés pendant le mois — et la bonification de $\frac{1}{2}$ pour cent du montant des mandats payés dans la Yougoslavie.

Le compte général des mandats doit être dressé sur un formulaire analogue à l'Appendice « G ». Une copie du compte, dûment acceptée, est à retourner à l'Office de Beograd.

Article XXIII.

Le solde du compte général doit être exprimé dans la monnaie du pays crédeur. A cette fin le montant de la créance la plus faible doit être converti dans la monnaie du pays dont la créance est plus élevée ; cette conversion sera faite au taux moyen des cours de change dans le pays débiteur pendant le mois auquel le compte se rapporte. La balance se fera alors de manière que la créance la plus faible est déduite de la créance la plus forte.

Ces arrangements pourront être modifiés de commun accord entre les Administrations contractantes quand celles-ci le jugent désirable.

Article XXIV.

Si dans le courant d'un mois on constate que le montant des mandats tirés sur l'un des deux pays excède de £500 ou de l'équivalent de ce montant en monnaie de la Yougoslavie des mandats tirés sur l'autre pays, ce dernier devra de suite envoyer au premier, à titre d'acompte, le montant approximatif, en chiffres ronds, de la différence constatée.

Article XXV.

Si la Caisse d'Épargne postale de la Yougoslavie doit payer à l'Office du Royaume-Uni

United Kingdom the balance of the General Account, it shall do so at the same time at which it forwards the Account to the Office of Exchange in the United Kingdom, and, when the Post Office of the United Kingdom has to pay the balance, it shall do so at the same time at which it returns to the Office of Exchange of Yugoslavia the duplicate of the Account accepted.

In the absence of other arrangements, such payments, as well as any payments required under the provisions of Article XXIV, when due to be made to the Post Office of the United Kingdom shall be effected by means of drafts in sterling on London, and when due to be made to the Post Office Savings Bank of Yugoslavia shall be effected by means of drafts in dinars on Beograd (Belgrade), the cost of the remittance being borne by the Administration of the debtor country.

Any amount remaining due from one Administration to the other at the expiration of six months following the period covered by the Account shall thenceforth be subject to interest at the rate of 7 per cent. per annum.

Article XXVI.

When either of the contracting Administrations finds itself obliged, owing to exceptional circumstances, temporarily to suspend the Money Order service, either wholly or in part, it must at once notify the fact, if necessary by telegraph, to the other Administration.

Article XXVII.

Each of the contracting Administrations shall be authorised to adopt any additional rules (if not in contradiction to the foregoing) for greater security against fraud, or for the better working of the system generally, provided that it shall communicate all such additional rules to the other Administration.

Article XXVIII.

This Agreement shall supersede the Agreement of the 3rd of April/20th of October

le reliquat du compte général, elle le fera simultanément avec la transmission du compte au bureau d'échange du Royaume-Uni ; dans le cas où l'Office du Royaume-Uni doit payer le reliquat, il le transmettra au bureau d'échange de la Yougoslavie lors du renvoi du double du compte accepté.

Faute d'autres arrangements, ces paiements, ainsi que ceux effectués en vertu de l'article XXIV, se feront au moyen de traites en livres sterling sur Londres si les paiements se font au profit de l'Office du Royaume-Uni, et au moyen de traites en dinars sur Beograd si les paiements se font au profit de la Caisse d'Épargne postale de la Yougoslavie, les frais étant à charge de l'Administration du pays débiteur.

Toute somme restant due par une administration à l'autre six mois après la période sur laquelle porte le compte afférent sera productive d'intérêts, à partir de cette date, au taux de 7 pour cent par an.

Article XXVI.

Lorsque, par suite de circonstances extraordinaires, une des Administrations contractantes se voit obligée de suspendre temporairement et d'une manière générale ou partielle l'exécution du service de mandats, elle est tenue d'en donner immédiatement avis, au besoin par télégraphe, à l'autre administration.

Article XXVII.

Chaque administration est autorisée à prendre toutes les dispositions additionnelles qui seraient de nature à fournir plus de garantie contre la fraude ou de mieux faire fonctionner le service en général, à condition que ces dispositions ne soient pas contraires au présent arrangement. Toutes ces dispositions supplémentaires sont à communiquer à l'autre administration.

Article XXVIII.

Le présent arrangement remplace l'Arrangement conclu entre l'Administration des Postes

1906 between the Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and the Post Office of Servia¹. It shall come into operation on a date to be mutually agreed upon and shall be terminable on a notice by either party of six calendar months.

Done in duplicate and signed at London on the 6th day of October 1931 and at Beograd (Belgrade) on the 23rd day of October 1931.

(L. S.) (Signed) W. G. A. ORMSBY-GORE.

du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et l'Administration des Postes de Serbie les 3 avril/20 octobre 1906¹. Il entrera en vigueur à partir d'une date à être fixé d'un commun accord, et cessera ses effets après une dénonciation préalable de six mois de la part d'une des deux parties.

Fait en double et signé à Beograd le 23 octobre 1931 et à Londres, le 6 octobre 1931.

(Signé) Radivojević LAZ.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 383.

APPENDIX A.

Recto.
Front.ADMINISTRATION DES POSTES
DU ROYAUME-UNI
*Post Office of the United Kingdom.*AVIS DE PAYMENT.
Advice of Payment.

Timbre du bureau expéditeur.

Mandat N^o }
Money Order No. }Montant du mandat }
Amount of Order }émis par le bureau de }
issued by the Post Office of }le } 19
on the }au profit de } M.
payable to }à }
at } Service des PostesA
to(Lieu de destination)
(Place of destination)(Pays de destination)
(Country of destination).Verso.
Back.Le soussigné déclare que le mandat mentionné au recto
*The undersigned certifies that the Money Order described on the other side*a été dûment payé le }
was duly paid on the } 19

Timbre du bureau payeur

*Stamp of paying office*Signature * du destinataire ou de l'agent du bureau payeur.
*Signature * of the payee or of paying officer.*

* Cet avis doit être signé par le bénéficiaire ou, si les règlements du pays de destination le comportent, par l'agent du bureau payeur, et renvoyé par le premier courrier directement à l'expéditeur du mandat.

* *This advice must be signed by the payee or, if the regulations of the country of destination allow it, by the paying officer. and returned by the first post directly to the remitter.*

APPENDIX B.

(Office Stamp).

Post Office Savings Bank, Beograd (Belgrade).

the _____ of _____ 19 _____.

List of Money Orders advised by Yugoslavia to the United Kingdom.

List No.	Date of Issue	Inter-national Number of the Money Order	Original Number of the Money Order	Office at which the Money was Paid in	Name of the Remitter	Name of the Person to whom the Money is to be Paid	Address of the Person to whom the Money is to be Paid	Amount Received in Yugoslavia	Amount to be Paid in the United Kingdom	Advice of Payment	For Use by the Office of Exchange in the United Kingdom		Rate of Conversion = £.
											Dinars	Paras	

Entered by _____

Checked by { 1 / 2

APPENDIX C.

(Office Stamp).

To the Post Office Savings Bank, Beograd (Belgrade).

the _____ of _____ 19 _____.

List of Money Orders advised by the United Kingdom to Yugoslavia.

List No.	Date of Issue	Inter-national Number of the Money Order	Office at which the Money was paid in	Name of the Remitter	Name of the Person to whom the Money is to be paid	Address of the Person to whom the Money is to be paid	Amount received in the United Kingdom	Amount to be paid in Yugoslavia	Advice of Payment	For Use by the Yugoslav Office of Exchange			Rate of Conversion £1 =
										Dinars	Paras	£	

Entered by _____

Checked by { 1 / 2

Controller.

APPENDICE B.

Liste des Mandats de Poste émis dans la Yougoslavie à destination du Royaume-Uni.

Caisse d'Epargne Postale, Beograd.

le 19 .

Liste N° Feuille N° Taux de conversion = £1.

Date d'émission	Numéro international du mandat	Numéro original du mandat	Bureau d'origine	Nom de l'expéditeur	Nom du destinataire	Adresse du destinataire	Montant versé en Yougoslavie		Montant à payer dans le Royaume-Uni		Avis de paiement		A employer par le bureau d'échange du Royaume-Uni	
							Dinars	Paras	f	s.	d.	Numéro du mandat interne	Bureau de paiement	

Etabli par

Contrôlé { 1 / 2

APPENDICE C.

Liste des Mandats de Poste émis dans le Royaume-Uni à destination de la Yougoslavie.

A la Caisse d'Epargne Postale, Beograd.

Bureau d'échange, Londres

le 19 .

Liste N° Feuille N° Taux de conversion £1 =

Date d'émission	Numéro international du mandat	Numéro original du mandat	Bureau d'émission	Nom de l'expéditeur	Nom du destinataire	Adresse du destinataire	Montant versé en monnaie du Royaume-Uni		Montant à payer en Yougoslavie		Avis de paiement		A l'usage du bureau d'échange de la Yougoslavie		Observations
							£	s.	d.	Dinars	Paras	Numéro du titre interne	Date de paiement du mandat	Bureau de paiement	

Etabli par

Contrôlé par { 1 / 2

Contrôleur.

(Office Stamp)

(Office Stamp)

APPENDIX D.

Month of

19 .

Detailed Account of Money Orders issued in Yugoslavia and payable in the United Kingdom for the Month mentioned above.

Number of List	Date of List	International Numbers of the Orders according to the List		Totals of the Lists			Number of List	Date of List	International Numbers of the Orders according to the List.		Totals of the Lists		
		From	To	£	s.	d.			From	To	£	s.	d.
									Brought fwd.				
		Carried fwd.							Total				

Month of

19 .

Detailed Account of Money Orders issued in the United Kingdom and payable in Yugoslavia for the Month mentioned above.

Number of List	Date of List	International Numbers of the Orders according to the List		Totals of the Lists		Number of List	Date of List	International Numbers of the Orders according to the List		Totals of the Lists	
		From	To	Dinars	Paras			From	To	Dinars	Paras
								Brought fwd.			
		Carried fwd.						Total			

APPENDICE D.

Mois de

19

Compte particulier des Mandats de Poste émis en Yougoslavie et payables dans le Royaume-Uni pendant le mois ci-dessus mentionné.

Numéro des Listes	Dates des Listes	Numéros internationaux des mandats suivant les Listes		Totaux des Listes			Numéro des Listes	Dates des Listes	Numéros internationaux des mandats suivant les Listes		Totaux des Listes		
		de	à	£	s.	d.			de	à	£	s.	d.
									Reporté				
		à reporter							Total				

Mois de

19

Compte particulier des Mandats de Poste émis dans le Royaume-Uni et payables en Yougoslavie pendant le mois ci-dessus mentionné.

Numéro des Listes	Dates des Listes	Numéros internationaux des mandats suivant les Listes		Totaux des Listes		Numéro des Listes	Dates des Listes	Numéros internationaux des mandats suivant les Listes		Totaux des Listes	
		de	à	Dinars	Paras			de	à	Dinars	Paras
								Reporté			
		à reporter						Total			

APPENDIX E.

Month of

19

List of Money Orders issued in Yugoslavia and payable in the United Kingdom and beyond, repayment of which has been authorised by the Administration of the Country of Payment.

Number of List	Date of List	International Number of Order	Office of Issue	Amount in British money			Remarks
				£	s.	d.	
			Total				

Month of

19

List of Money Orders issued in the United Kingdom and beyond and payable in Yugoslavia, repayment of which has been authorised by the Administration of the Country of Payment.

Number of List	Date of List	International Number of Order	Office of Issue	Amount in Yugoslav money		Remarks
				Dinars	Paras	
			Total			

APPENDICE E.

Mois de 19 .

Liste des Mandats de Poste émis en Yougoslavie et payables dans le Royaume-Unis et au delà dont l'Administration du pays de destination a autorisé le remboursement.

Numéro de la liste	Date de la liste	Numéro international du Mandat	Bureau d'origine	Montant en monnaie du Royaume-Uni			Observations
				£	s.	d.	
			Total				

Mois de 19 .

Liste des Mandats de Poste émis dans le Royaume-Uni et payables en Yougoslavie dont l'Administration du pays de destination a autorisé le remboursement.

Numéro de la liste	Date de la liste	Numéro international du Mandat	Bureau d'origine	Montant en monnaie de la Yougoslavie		Observations
				Dinars	Paras	
			Total			

APPENDIX F.

List of Money Orders issued in Yugoslavia on the United Kingdom and beyond during the Month of 19 , which have not been paid within twelve clear months after that in which they were issued, and have, therefore, become forfeited to the Country of Issue.

Number of List	Date of List	International Number of the Order	Original Number	London Number	Date of Issue	Office of Issue	Office of Payment	Amount in British money			Remarks
								£	s.	d.	
							Total ...				

List of Money Orders issued in the United Kingdom and beyond on Yugoslavia during the Month of 19 , which have not been paid within twelve clear months after that in which they were issued, and have, therefore, become forfeited to the Country of Issue.

Number of List	Date of List	International Number of the Order	Original Number	Date of Issue	Office of Issue	Office of Payment	Amount in Yugoslav money		Remarks
							Dinars.	Paras.	
							Total ...		

APPENDIX G.

Month of 19

General Account of Money Order business transacted between the United Kingdom and Yugoslavia

Credit of the United Kingdom			Credit of Yugoslavia		
£	s.	d.	Dinars	Paras	
Total amount of Orders issued in Yugoslavia			Total amount of Orders issued in the United Kingdom		
To be deducted:			To be deducted:		
£	s.	d.	Dinars	Paras	
Repaid Orders issued in Yugoslavia ...			Repaid Orders issued in the United Kingdom ...		
Void Orders issued in Yugoslavia ...			Void Orders issued in the United Kingdom ...		
Allowance of 1/2 per cent. on total amount of Orders paid in the United Kingdom			Allowance of 1/2 per cent on total amount of Orders paid in Yugoslavia		
Total credit of the United Kingdom...			Total credit of Yugoslavia		
Deduct credit of Yugoslavia			Deduct credit of the United Kingdom (converted at the rate of £1 = Dinars)		
Balance in favour of the United Kingdom			Balance in favour of Yugoslavia		

APPENDICE G.

Compte général des Mandats de Poste échangés entre la Yougoslavie d'une part et le Royaume-Unis d'autre part.

A l'avoir du Royaume-Uni		A l'avoir de la Yougoslavie	
£	s. d.	Dinars	Paras
Montant total des mandats émis en Yougoslavie		Montant total des mandats émis dans le Royaume-Uni	
A déduire : Mandats remboursés originaires de la Yougoslavie... Mandats périmés originaires de la Yougoslavie ...		A déduire : Dinars Paras Mandats remboursés originaires du Royaume-Uni ... Mandats périmés originaires du Royaume-Uni ...	
Bonification de 1/2 pour cent sur le montant total des mandats payés dans le Royaume-Uni		Bonification de 1/2 pour cent sur le montant total des mandats payés en Yougoslavie	
Total de l'avoir du Royaume-Uni		Total de l'avoir de la Yougoslavie	
A déduire le total de l'avoir de la Yougoslavie (converti sur le pied de dinars pour une livre)		A déduire le total de l'avoir du Royaume-Unis (converti sur le pied de £1 = dinars)	
Solde en faveur du Royaume-Uni		Solde en faveur de la Yougoslavie.	

N° 2885.

LITHUANIE ET SUÈDE

Echange de notes comportant un accord concernant la protection réciproque des marques de fabrique ou de commerce. Riga, le 21 septembre 1931, et Kaunas, le 16 octobre 1931.

LITHUANIA AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding reciprocal Protection of Commercial or Industrial Trade Marks. Riga, September 21, 1931, and Kaunas, October 16, 1931.

N^o 2885. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS LITHUANIEN ET SUÉDOIS, COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT LA PROTECTION RÉCIPROQUE DES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE. RIGA, LE 21 SEPTEMBRE 1931, ET KAUNAS, LE 16 OCTOBRE 1931.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 30 janvier 1932.

I.

LÉGATION DE SUÈDE.

D. N^o 11/1931.

RIGA, le 21 septembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire connaître que les marques de fabrique ou de commerce appartenant à des ressortissants lithuaniens jouiront en Suède, sous réserve de réciprocité, du même droit d'enregistrement et de la même protection que ceux dont jouissent les marques de commerce appartenant aux ressortissants suédois, sous réserve toutefois de l'observation des lois suédoises sur l'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce.

Les ressortissants lithuaniens qui n'exercent pas en Suède le commerce ou l'industrie ne bénéficieront toutefois de la protection de leurs marques de fabrique ou de commerce que dans la mesure et pour le temps où ils jouissent de cette protection en Lithuanie.

Il est convenu que les susdites dispositions s'appliquent également aux particuliers, ressortissants lithuaniens, et aux sociétés ou autres associations lithuaniennes.

Si le Gouvernement lithuanien accepte les dispositions susmentionnées, il sera convenu que le présent arrangement entrera en vigueur trois mois après la réception de la réponse que Votre Excellence voudra bien me faire parvenir et restera exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour où il aura été dénoncé par l'une ou l'autre des Parties contractantes.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Son Excellence
Monsieur le Docteur Zaunius,
Ministre des Affaires étrangères
de la République de Lithuanie,
Kaunas.

(Signé) Patrik C. R. REUTERSWÄRD.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 5 novembre 1931.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

¹ Entré en vigueur le 30 janvier 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2885. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE LITHUANIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING RECIPROCAL PROTECTION OF COMMERCIAL OR INDUSTRIAL TRADE MARKS. RIGA, SEPTEMBER 21, 1931, AND KAUNAS, OCTOBER 16, 1931.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place January 30, 1932.

I.

SWEDISH LEGATION.

D. No. 11/1931.

RIGA, September 21, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

By order of my Government, I have the honour to inform you that trade and commercial marks belonging to Lithuanian nationals shall, subject to reciprocity, enjoy in Sweden the same registration rights and the same protection as the commercial marks belonging to Swedish nationals, subject, however, to the observance of the Swedish laws on the registration of trade or commercial marks.

Lithuanian nationals who do not carry on trade or industry in Sweden shall, however, only benefit by the protection of their trade or commercial marks in so far and for so long as they enjoy such protection in Lithuania.

It is agreed that the above provisions shall apply equally to individual Lithuanian nationals and to Lithuanian companies or other associations.

If the Lithuanian Government accepts the provisions mentioned above, it is understood that the present Agreement shall come into force three months after the receipt of Your Excellency's reply and shall remain in force until the expiration of a period of six months from the date upon which either Contracting Party denounces it.

I have the honour, etc.

His Excellency Dr. Zaunius,
Minister for Foreign Affairs
of the Lithuanian Republic,
Kaunas.

(Signed) Patrik C. R. REUTERSWÄRD.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force January 30, 1932.

II.

UZSIENIU REIKALU MINISTERIJA.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LITHUANIE.

JPK/BB. 20891

KAUNAS, le 16 octobre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre en date du 21 septembre écoulé par laquelle vous avez bien voulu faire savoir au Gouvernement lithuanien que les ressortissants lithuaniens, sociétés ou autres associations lithuaniennes jouiront en Suède, en ce qui concerne l'enregistrement des marques de fabrique et de commerce, des mêmes droits que ceux accordés à ses propres nationaux, sous réserve de l'observation des lois suédoises sur ledit enregistrement.

En remerciant vivement Votre Excellence de cette information, j'ai l'honneur de l'informer à mon tour, que les ressortissants suédois, sociétés et associations suédoises jouiront de ces mêmes droits, dans les mêmes conditions, pour l'enregistrement de leurs marques de fabrique et de commerce en Lithuanie.

Il est convenu que le présent arrangement entrera en vigueur trois mois après la réception par Votre Excellence de la présente lettre et restera exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour où il aura été dénoncé par l'une des Parties contractantes.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

ZAUNIUS,

Ministre des Affaires étrangères.

Son Excellence

Monsieur P.C.R. de Reuterswård,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Suède en Lithuanie.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 5 novembre 1931.*Le Chef des Archives :*
Torsten Gihl.

II.

LITHUANIAN MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

JPK /BB 20891.

KAUNAS, *October 16, 1931.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter dated September 21 last, in which you informed the Lithuanian Government that Lithuanian nationals and Lithuanian Companies or other associations would enjoy in Sweden, as regards the registration of trade and commercial marks, the same rights as those granted to Swedish nationals subject to the observance of the Swedish laws on the said registration.

I warmly thank Your Excellency for this information and have the honour to inform you in reply that Swedish nationals and Swedish companies and associations shall enjoy these same rights, in the same conditions, as regards the registration of their trade and commercial marks in Lithuania.

It is understood that the present Agreement shall enter into force three months after Your Excellency receives the present letter, and shall remain in force until the expiration of a period of six months from the date upon which either Contracting Party denounces it.

I have the honour, etc.

ZAUNIUS,
Minister for Foreign Affairs.

His Excellency
M. P.C.R. de Reuterswärd,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of Sweden in Lithuania.

N° 2886.

BRÉSIL ET FINLANDE

Echange de notes comportant un
accord commercial. Rio-de-Janeiro,
le 26 novembre 1931.

BRAZIL AND FINLAND

Exchange of Notes constituting a
Commercial Agreement. Rio de
Janeiro, November 26, 1931.

N^o 2886. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRÉSILIEN ET FINLANDAIS COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL. RIO-DE-JANEIRO, LE 26 NOVEMBRE 1931.

Textes officiels français et portugais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 30 janvier 1932.

French and Portuguese official texts communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place January 30, 1932.

I.

LE CHARGÉ D'AFFAIRES *p. i.* DE FINLANDE A RIO-DE-JANEIRO AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU BRÉSIL.

RIO-DE-JANEIRO, le 26 novembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que dans le but de régler et de développer les relations commerciales entre la Finlande et le Brésil, mon gouvernement m'a autorisé à conclure avec le Gouvernement de la République des États-Unis du Brésil un accord commercial sur les bases suivantes :

a) Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises ;

b) En conséquence, les produits naturels ou fabriqués, originaires de chacune des Parties contractantes ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports susvisés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires d'un pays tiers quelconque ;

c) De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre partie ne seront en aucun cas assujettis, sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire d'un autre pays quelconque ;

d) Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Parties contractantes dans la matière susdite, aux produits naturels ou fabriqués, originaires d'un autre pays quelconque, ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque, seront, immédiatement et sans compensation, appliqués aux produits de même nature originaires de l'autre Partie contractante ou destiné au territoire de cette Partie ;

¹ Entrée en vigueur le 9 janvier 1932.

¹ Came into force January 9, 1932.

e) Sont exceptées, toutefois, des engagements formulés au présent accord, les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontière, ainsi que celles résultant d'une union douanière qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties contractantes ;

f) En outre, il est convenu que la Finlande se réserve le droit d'accorder un traitement spécial à l'Estonie, à la Lettonie et à la Lithuanie pour la conservation du commerce traditionnel avec ces pays ;

g) En ce qui concerne la ratification, le présent accord, conclu pour trois ans, sera soumis aux règles particulières de chaque Partie contractante et entrera en vigueur le jour suivant à la date où le Gouvernement finlandais aura notifié sa ratification au Gouvernement brésilien. S'il n'a pas été dénoncé par l'une des Parties contractantes six mois avant l'expiration dudit délai de trois ans, il continuera à produire ses effets jusqu'à l'expiration de six mois à partir du jour où il a été dénoncé par l'une des Parties contractantes.

Veillez agréer, etc.

T. O. VAHERVUORI.

II.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU BRÉSIL AU CHARGÉ D'AFFAIRES *p. i.*
DE FINLANDE A RIO-DE-JANEIRO.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

RIO DE JANEIRO *Em 26 de Novembro de 1931.*

RIO-DE-JANEIRO, *le 26 novembre 1931.*

SENHOR ENCARREGADO DE NEGOCIOS,

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Tenho a honra de accusar o recebimento da nota em que Vossa Senhoria me informa de que o Governo da Finlândia, desejoso de regular e desenvolver as relações commerciaes entre os nossos paizes, o autorizou a concluir com o Governo da Republica dos Estados Unidos do Brasil um accôrdo commercial nas seguintes bases :

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note par laquelle Votre Excellence m'a informé que le Gouvernement finlandais, désireux de régler et de développer les relations commerciales entre nos deux pays vous a autorisé à conclure avec le Gouvernement de la République des Etats-Unis du Brésil un accord commercial sur les bases suivantes :

a) As altas partes contractantes consentem em conceder, reciprocamente, o tratamento incondicional e illimitado da nação mais favorecida, em relação a tudo o que se refere aos direitos al fandegarios e a todos os direitos accessorios, ao modo de percepção dos direitos, assim como em relação ás regras, formalidades e impostos a que poderiam ser submettidas as operações de despachó alfandegario ;

a) Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises ;

b) Consequentemente, os productos naturaes on fabricados, originarios de cada uma das partes contractantes, não serão

b) En conséquence, les produits naturels ou fabriqués, originaires de chacune des Parties contractantes ne seront en aucun

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

em caso algum, sujeitos, nas supracitadas relações, a direitos, taxas ou impostos diferentes ou mais elevados nem a regras ou formalidades diferentes ou mais onerosas do que aquellas aos quaes são ou vierem a ser sujeitos os productos de mesma natureza originarios de qualquer outro paiz ;

c) Da mesma forma, os productos naturaes ou fabricados, exportados do territorio de cada uma das partes contractantes com destino ao territorio da outra parte, não serão, em caso algum, sujeitos, nas supracitadas relações, a direitos, taxas ou impostos diferentes ou mais elevados nem a regras ou formalidades diferentes ou mais onerosas do que aquellas aos quaes são ou vierem a ser sujeitos os mesmos productos destinados ao territorio de qualquer outro paiz ;

d) Todas as vantagens, favores, privilegios e immunições já concedidos, ou que venham a ser concedidos, de futuro, por uma das duas partes contractantes na supracitada materia, aos productos naturaes ou fabricados, originarios de qualquer outro paiz ou destinados ao territorio de qualquer outro paiz, serão, immediatamente e sem sumpensação, applicados aos productos de mesma natureza originarios da outra parte contractante, ou destinados ao territorio dessa parte ;

e) Exceptuam-se, comtudo, dos compromissos formulados no presente accôrdo, os favores actualmente concedidos ou que possam ser ulteriormente concedidos a paizes vizinhos, com o fim de se facilitar o tráfico de fronteiras, assim como os favores que resultem de uma união aduaneira que possa ser concluída, de futuro, por uma das partes contractantes ;

f) Fica convencionado, além disso, que a Finlândia se reserva o direito de conceder um tratamento especial á Esthonia, á Lettonia e á Lithuania, para conservação do seu commercio tradicional com esses paizes ;

g) O presente accôrdo obedecerá, no tocante á sua ratificação, ás normas particulares de cada uma das partes contractantes, e entrará em vigôr, pelo prazo de três annos, no dia seguinte ao da data em que o Governo finlandez notificar ao Governo brasileiro a sua ratificação. Expirado esse prazo de três annos sem que uma

cas assujettis, sous les rapports susvisés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires d'un pays tiers quelconque ;

c) De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie, ne seront en aucun cas assujettis, sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire d'un autre pays quelconque ;

d) Tous les avantages, favores, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux parties contractantes dans la matière susdite, aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque, seront, immédiatement et sans compensation, appliqués aux produits de même nature originaires de l'autre Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie ;

e) Sont exceptées, toutefois, des engagements formulés au présent accord, les favores actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontiere, ainsi que celles résultant d'une union douanière qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des parties contractantes ;

f) En outre, il est convenu que la Finlande se réserve le droit d'accorder un traitement spécial à l'Estonie, à la Lettonie et à la Lithuanie pour la conservation du commerce traditionnel avec ces pays ;

g) En ce qui concerne la ratification, le présent accord, conclu pour trois ans, sera soumis aux règles particulières de chaque Partie contractante et entrera en vigueur le jour suivant la date où le Gouvernement finlandais aura notifié sa ratification au Gouvernement brésilien. S'il n'a pas été dénoncé par l'une des Parties

das partes contractantes o tenha denunciado, mediante notificação' prévia de seis mezes, continuará o tratado em vigôr, até que uma dessas partes o denuncie com seis mezes de antecedencia.

2. Em resposta, apraz-me comunicar-lhe que o Governo brasileiro acceita a proposta transmittida por Vossa Senhoria e assume os compromissos della decorrentes, constantes da nota a que tenho a honra de responder.

Aproveito a oportunidade, etc.

A. DE MELLO FRANCO.

contractantes six mois avant l'expiration dudit délai de trois ans, il continuera à produire ses effets jusqu'à l'expiration de six mois à partir du jour où il a été dénoncé par l'une des Parties contractantes.

2. En réponse, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement brésilien accepte la proposition transmise par vous et assume les obligations qui en découlent telles qu'elles sont décrites dans la note à laquelle j'ai l'honneur de répondre.

Veillez agréer, etc.

A. DE MELLO FRANCO.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2886. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BRAZILIAN AND FINNISH GOVERNMENTS CONSTITUTING A COMMERCIAL AGREEMENT. RIO DE JANEIRO, NOVEMBER 26, 1931.

I.

THE CHARGÉ D'AFFAIRES *p. i.* OF FINLAND AT RIO DE JANEIRO TO THE BRAZILIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

RIO DE JANEIRO, *November 26, 1931.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that with a view to the regulation and development of commercial relations between Finland and Brazil, my Government has authorised me to conclude with the Government of the Republic of the United States of Brazil a commercial agreement on the following basis :

a) The High Contracting Parties agree to grant one another unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment as regards Customs duties and all accessory duties, the procedure of levying such duties, and the regulations, formalities and charges to which Customs operations may be subject ;

(b) Consequently, the natural or manufactured products originating in the territory of either of the High Contracting Parties shall in no case be subject, in the respects mentioned above, to duties, taxes or charges other or higher, or to regulations and

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

formalities other or more burdensome, than those to which products of the same nature originating in any third country are or may be subject.

(c) Similarly natural or manufactured products exported from the territory of either of the High Contracting Parties and intended for the territory of the other Party shall in no case be subject, in the same respects, to duties, taxes or charges other or higher, nor to regulations and formalities other or more burdensome, than those to which products of the same nature intended for the territory of any other country are or may be subject.

(d) All the advantages, favours, privileges and immunities which are or may hereafter be granted by one of the two Contracting Parties, in the above connection, to natural or manufactured products originating in any other country or intended for the territory of any other country, shall immediately and without compensation be applied to products of the same nature originating in the territory of the other Contracting Party or intended for that territory.

(e) Privileges which are at present or may hereafter be granted to contiguous States for the purpose of facilitating frontier traffic, together with those arising out of any Customs union which may hereafter be concluded by one of the Contracting Parties, are, however, excluded from the undertakings given in the present Agreement.

(f) It is moreover agreed that Finland reserves the right to grant special treatment to Estonia, Latvia and Lithuania in order to preserve her traditional commercial relations with those countries.

(g) As regards ratification, the present Agreement, concluded for three years, shall be subject to the special regulations of each Contracting Party, and shall enter into force on the day following that upon which the Finnish Government shall have notified its ratification to the Brazilian Government. If not denounced by either of the Contracting Parties six months before the expiration of the said period of three years, it shall remain in force until the expiration of six months from the date on which either Contracting Party denounces it.

I have the honour, etc.

T. O. VAHÈRVUORI.

II.

THE BRAZILIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE CHARGÉ D'AFFAIRES *p. i.*
OF FINLAND AT RIO DE JANEIRO.

RIO DE JANEIRO, *November 26, 1931.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge receipt of the note in which you inform me that the Government of Finland, desirous of regulating and developing the commercial relations between our countries, authorises you to conclude with the Government of the Republic of the United States of Brazil a commercial agreement on the following basis :

(a) The High Contracting Parties agree to grant one another unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment as regards Customs duties and all accessory duties, the procedure of levying such duties, and for the regulations, formalities and charges to which Customs operations may be subject.

(b) Consequently, the natural or manufactured products originating in the territory of either of the High Contracting Parties shall in no case be subject, in the respects mentioned above, to duties, taxes or charges other or higher or to regulations and formalities other or more burdensome, than those to which products of the same nature originating in any third country are or may be subject.

(c) Similarly natural or manufactured products exported from the territory of either of the High Contracting Parties and intended for the territory of the other Party shall in no case be subject, in the same respects, to duties, taxes or charges other or higher, or to regulations and formalities other or more burdensome, than those to which products of the same nature intended for the territory of any other country are or may be subject.

(d) All the advantages, favours, privileges and immunities which are or may hereafter be granted by one of the two Contracting Parties, in the above connection, to natural or manufactured products originating in any other country or intended for the territory of any other country, shall immediately and without compensation be applied to products of the same nature originating in the territory of the other Contracting Party or intended for that territory.

(e) Privileges which are at present or may hereafter be granted to contiguous States for the purpose of facilitating frontier traffic, together with those arising out of any Customs union which may hereafter be concluded by one of the Contracting Parties, are, however, excluded from the undertakings given in the present Agreement.

(f) It is moreover agreed that Finland reserves the right to grant special treatment to Estonia, Latvia and Lithuania in order to preserve her traditional commercial relations with those countries.

(g) As regards ratification, the present Agreement, concluded for three years, shall be subject to the special regulations of each Contracting Party, and shall enter into force on the day following that upon which the Finnish Government shall have notified its ratification to the Brazilian Government. If not denounced by either of the Contracting Parties six months before the expiration of the said period of three years, it shall remain in force until the expiration of six months from the date on which either Contracting Party denounces it.

2. In reply, I have the honour to inform you that the Brazilian Government accepts the proposal forwarded by you, and undertakes the obligations arising therefrom, as set forth in the note to which I have the honour to reply.

I have the honour, etc.

A. DE MELLO FRANCO.

N° 2887.

**UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE
ET CHILI**

Echange de notes comportant un
accord commercial provisoire. San-
tiago, le 14 décembre 1931.

**ECONOMIC UNION OF
BELGIUM AND LUXEMBURG
AND CHILE**

Exchange of Notes constituting a
Provisional Commercial Agree-
ment. Santiago, December 14,
1931.

N^o 2887. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET LE GOUVERNEMENT CHILIEN COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE. SANTIAGO, LE 14 DÉCEMBRE 1931.

Textes officiels français et espagnol communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 30 janvier 1932.

French and Spanish official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place January 30, 1932.

I.

LÉGATION DE BELGIQUE.

N^o 913.

SANTIAGO, le 14 décembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence qu'en attendant l'entrée en vigueur d'un traité de commerce définitif, le Gouvernement belge, agissant tant en son nom qu'au nom du Gouvernement luxembourgeois, en vertu d'accords existants, est disposé à régler les relations commerciales entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Chili par un accord commercial provisoire.

En conséquence, le Gouvernement belge m'autorise à confirmer de la manière suivante l'accord qu'il conclut avec le Gouvernement chilien :

Article premier.

L'Union économique belgo-luxembourgeoise accordera au Gouvernement chilien en Belgique et dans le Grand-Duché de Luxembourg les mêmes avantages qu'elle concédera à tout autre Etat étranger, aussi bien au point de vue des droits de douane et autres impôts de l'Etat, que des licences d'importation et des mesures de restriction douanière.

Article 2.

La République du Chili concédera au commerce belgo-luxembourgeois le traitement qu'elle applique à la nation la plus favorisée et lui accordera, à partir du 22 mai dernier, les droits réduits qu'elle applique aux marchandises produites en France, en vertu du *modus vivendi* signé à cette date.

Article 3.

Cet arrangement provisoire durera aussi longtemps que sera en vigueur le *modus vivendi* précité, bien que chacune des Parties puisse mettre fin au dit arrangement en manifestant sa volonté quinze jours d'avance.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) C. SYMON.

A Son Excellence
Monsieur Carlos Balmaceda Saavedra,
Ministre des Relations extérieures,
à Santiago.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

REPÚBLICA DE CHILE.
MINISTERIO DE
RELACIONES EXTERIORES.
DEPARTAMENTO DIPLOMÁTICO.
Nº 10591.

RÉPUBLIQUE DU CHILI.
MINISTÈRE
DES RELATIONS EXTÉRIEURES.
DÉPARTEMENT DIPLOMATIQUE.
Nº 10591.

SANTIAGO, 14 de Diciembre de 1931.

SANTIAGO, le 14 décembre 1931.

SEÑOR MINISTRO,

MONSIEUR LE MINISTRE,

Por nota de esta misma fecha V. E. pone en conocimiento del Gobierno de Chile que, mientras se acuerda un Tratado de Comercio definitivo, el Gobierno Belga, actuando tanto en su propio nombre como en nombre del Gobierno Luxemburgués, en virtud de acuerdos existentes, está dispuesto a regular las relaciones comerciales entre la Unión Económica Belgo-Luxemburguesa y Chile por un acuerdo comercial provisional.

En consecuencia, el Gobierno Belga autoriza a V. E. para confirmar de la manera siguiente el acuerdo concertado con el de Chile :

Par une note de cette même date, Votre Excellence porte à la connaissance du Gouvernement du Chili que, en attendant qu'on conclue un traité de commerce définitif, le Gouvernement belge, agissant tant en son propre nom qu'au nom du Gouvernement luxembourgeois, en vertu d'accords existants, est disposé à régler les relations commerciales entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Chili par un accord commercial provisoire.

En conséquence, le Gouvernement belge vous autorise à confirmer de la manière suivante l'accord qu'il convient avec le Gouvernement du Chili :

Artículo 1º.

La Unión Económica Belgo-Luxemburguesa extenderá al comercio de Chile en Bélgica y en el Gran Ducado de Luxemburgo, las mismas ventajas que otorgue a

Article premier.

L'Union économique belgo-luxembourgeoise étendra au commerce du Chili en Belgique et dans le Grand-Duché de Luxembourg les mêmes avantages qu'elle accorde

¹ Traduction du Gouvernement royal de Belgique.

¹ Translation of the Royal Belgian Government.

cualquier otro Estado extranjero, tanto respecto de derechos de aduana y otros impuestos fiscales como de licencias de internación y medidas de restricción aduanera ;

Artículo 2º.

La República de Chile concederá al comercio Belgo-Luxemburgués el tratamiento que aplica a la nación más favorecida y le otorgará, a contar desde el 22 de Mayo último, las tarifas reducidas que se aplican a las mercaderías producidas en Francia, en virtud del Modus-Vivendi suscrito en esa fecha ;

Artículo 3º.

Este arreglo provisorio durará mientras esté vigente el modus-vivendi citado, sin perjuicio de que cualquiera de las Partes pueda poner término a dicho arreglo manifestando su voluntad con 15 días de anticipación.

En respuesta, tengo el honor de manifestar a V. E. que el Gobierno de Chile acepta el arreglo provisional en los términos propuestos en la Nota de V. E. de esta fecha.

Aprovecho esta oportunidad, para reiterar a V. E. las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

Carlos BALMACEDA S.

Al Excmo.
Señor Charles Symon
Enviado Extraordinario y Ministro
Plenipotenciario de Bélgica en Chile,
Santiago.

à tout autre Etat étranger, aussi bien au sujet des droits de douane et autres impôts de l'Etat, que des licences d'importation et des mesures de restriction douanière.

Article 2.

La République du Chili concédera au commerce belgo-luxembourgeois le traitement qu'elle applique à la nation la plus favorisée et lui accordera, à partir du 22 mai dernier, les tarifs réduits qu'elle applique aux marchandises produites en France, en vertu du *modus vivendi* signé à cette date.

Article 3.

Cet arrangement provisoire durera aussi longtemps que sera en vigueur le *modus vivendi* précité, sans préjudice pour l'une ou l'autre des parties de pouvoir mettre fin audit arrangement en manifestant sa volonté quinze jours d'avance.

En réponse, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement du Chili accepte l'arrangement provisoire dans les termes proposés dans votre note de cette date.

Je saisis, etc.

Carlos BALMACEDA S.

A Son Excellence
Monsieur Charles Symon,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Belgique au Chili,
à Santiago.

III.

LÉGATION DE BELGIQUE.

Nº 914.

MONSIEUR LE MINISTRE,

SANTIAGO, le 14 décembre 1931.

Votre Excellence a exprimé le désir d'obtenir l'assurance que le régime réservé au nitrate du Chili à son entrée dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise, ne sera pas altéré pendant la durée de l'accord commercial provisoire, qui va être conclu entre l'Union économique et le Chili.

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement belge m'a autorisé à donner à Votre Excellence l'assurance que le régime accordé au nitrate du Chili dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise ne sera pas modifié pendant la durée de l'accord indiqué ci-dessus.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) Ch. SYMON.

A Son Excellence
Monsieur Carlos Balmaceda Saavedra,
Ministre des Relations Extérieures,
à Santiago.

IV.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

REPÚBLICA DE CHILE
MINISTERIO DE
RELACIONES EXTERIORES.
DEPARTAMENTO DIPLOMÁTICO
Nº 10590.

SANTIAGO, 14 de Diciembre de 1931.

SEÑOR MINISTRO,

Tengo el honor de acusar recibo de la nota de esta fecha, por la cual V. E., accediendo al deseo expresado por este Ministerio, me hace saber que el Gobierno Belga lo ha autorizado para dar al Gobierno de Chile la seguridad de que el régimen acordado al nitrato de Chile en la Unión Económica Belgo-Luxemburguesa, no será modificado mientras esté en vigor el acuerdo comercial provisional concertado hoy entre la República de Chile y la Unión Económica Belgo-Luxemburguesa.

Junto con agradecer la deferente actitud del Gobierno de V. E., de la que tomo debida nota, cúmpleme reiterar a V. E. las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

Carlos BALMACEDA S.

Excmo.

Señor Charles Symon,
Enviado Extraordinario y Ministro
Plenipotenciario de Bélgica.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

RÉPUBLIQUE DU CHILI.
MINISTÈRE
DES RELATIONS EXTÉRIEURES.
DÉPARTEMENT DIPLOMATIQUE.
Nº 10590.

SANTIAGO, le 14 décembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser la réception de la lettre de cette date, par laquelle, satisfaisant au désir exprimé par ce Ministère, vous me faites savoir que le Gouvernement belge vous a autorisé à donner au Gouvernement du Chili l'assurance que le régime accordé au nitrate du Chili dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise ne sera pas modifié, tant que sera en vigueur l'accord commercial provisoire venu aujourd'hui entre la République du Chili et l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

En appréciant l'attitude libérale de votre Gouvernement, attitude dont je prends due note, je réitère à Votre Excellence les assurances de ma plus haute et distinguée considération.

(Signé) Carlos BALMACEDA S.

Son Excellence

Monsieur Charles Symon,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Belgique,
Santiago.

¹ Traduction du Gouvernement royal de Belgique.

¹ Translation of the Royal Belgian Government.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2887. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG AND THE CHILIAN GOVERNMENT CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. SANTIAGO, DECEMBER 14, 1931.

I.

BELGIAN LEGATION.

No. 913.

SANTIAGO, December 14, 1931.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that pending the entry into force of a permanent commercial treaty, the Belgian Government, acting on its own behalf and, in virtue of existing agreements, on behalf of the Luxemburg Government, is prepared to regulate the commercial relations between the Belgo-Luxemburg Economic Union and Chile by a provisional commercial agreement.

Consequently the Belgian Government authorises me to confirm the agreement which it is concluding with the Chilean Government, as follows :

Article 1.

The Belgo-Luxemburg Economic Union shall grant the Chilean Government in Belgium and in the Grand Duchy of Luxemburg the same advantages as it grants to any other foreign State, from the point of view both of Customs duties and other Government taxes, and of import permits and Customs restrictions.

Article 2.

The Chilean Republic shall accord most-favoured-nation treatment to Belgo-Luxemburg commerce and, as from May 22 last, shall apply thereto the reduced duties which it applies to goods produced in France in virtue of the *modus vivendi* signed on that date.

Article 3.

This provisional agreement shall last so long as the said *modus vivendi* remains in force ; either Party may, however, terminate the said agreement subject to fifteen days notice.

I have the honour, etc.

(Signed) C. SYMON.

To

His Excellency,
Monsieur Carlos Balmaceda Saavedra,
Minister for Foreign Affairs,
at Santiago.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

REPUBLIC OF CHILE.
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
DIPLOMATIC SECTION.
No. 10591.

SANTIAGO, December 14, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In your note of this day's date you inform the Chilean Government that pending the conclusion of a permanent commercial treaty the Belgian Government, acting on its own behalf and, in virtue of existing agreements, on behalf of the Luxemburg Government, is prepared to regulate the commercial relations between the Belgo-Luxemburg Economic Union and Chile by a provisional commercial agreement.

Consequently the Belgian Government authorises you to confirm the agreement which it is concluding with the Chilean Government, as follows :

Article 1.

The Belgo-Luxemburg Economic Union shall grant the Chilean Government in Belgium and in the Grand Duchy of Luxemburg the same advantages as it grants to any other foreign State, from the point of view both of Customs duties and other Government taxes, and of import permits and Customs restrictions.

Article 2.

The Chilean Republic shall accord most-favoured-nation treatment, to Belgo-Luxemburg commerce, and, as from May 22 last, shall apply thereto the reduced duties which it applies to goods produced in France in virtue of the *modus vivendi* signed on that date.

Article 3.

This provisional agreement shall last so long as the said *modus vivendi* remains in force; either Party may, however, terminate the said agreement subject to fifteen days notice.

In reply I have honour to inform you that the Chilean Government accepts the provisional agreement in the terms proposed in your note of this day's date.

I have the honour, etc.

(Signed) Carlos BALMACEDA S.

To His Excellency
Monsieur Charles Symon,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of Belgium in Chile,
at Santiago.

III.

BELGIAN LEGATION.

No. 914.

SANTIAGO, *December 14, 1931.*

YOUR EXCELLENCY,

Your have expressed the desire for an assurance that the régime accorded to Chilean nitrate upon entry into the Belgo-Luxemburg Economic Union shall not be modified during the period of the provisional commercial agreement to be concluded between the Economic Union and Chile.

I have the honour to inform you that the Belgian Government has authorised me to assure you that the régime accorded to Chilean nitrate in the Belgo-Luxemburg Economic Union will not be modified during the period of the aforesaid agreement.

I have the honour, etc.

(Signed) Ch. SYMON.

To His Excellency

Monsieur Carlos Balmaceda Saavedra,
Minister for Foreign Affairs,
at Santiago.

IV.

REPUBLIC OF CHILE.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

DIPLOMATIC SECTION.

No. 10590

SANTIAGO, *December 14, 1931:*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the letter of this day's date in which, in response to this Ministry's desire, you inform me that the Belgian Government has authorised you to assure the Chilean Government that the régime accorded to Chilean nitrate in the Belgo-Luxemburg Economic Union will not be modified so long as the provisional commercial agreement concluded to-day between the Chilean Republic and the Belgo-Luxemburg Economic Union remains in force.

I would express our appreciation of the liberal attitude of your Government, of which I take due note, and have the honour, etc.

(Signed) Carlos BALMaceda S.

His Excellency

Monsieur Charles Symon,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary of Belgium,
Santiago.

N° 2888.

DANEMARK ET SUÈDE

Arrangement concernant certaines
mesures pour la protection des
oiseaux migrateurs bons à chasser.
Signé à Stockholm, le 9 octobre
1931.

DENMARK AND SWEDEN

Agreement regarding certain Provi-
sions for the Protection of Migra-
tory Game-Birds. Signed at Stock-
holm, October 9, 1931.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

N^o 2888. — ÖVERENSKOMMELSE ¹
MELLAN SVERIGE OCH DAN-
MARK OM VISSA BESTÄMMEL-
SER TILL SKYDD FÖR FLYT-
TANDE JAKTBARA FÅGLAR.
UNDERTECKNAD I STOCK-
HOLM, DEN 9 OKTOBER 1931.

N^o 2888. — ÖVERENSKOMST ¹
MELLEM DANMARK OG SVE-
RIGE ANGAAENDE VISSA BE-
STEMMELSER TIL BESKYTTEL-
SE AF JAGTBARE TRÆKFUG-
LE. UNDERTEGNET I STOCK-
HOLM, DEN 9. OKTOBER 1931.

*Textes officiels suédois et danois communiqués
par le ministre des Affaires étrangères de
Suède et le délégué permanent du Danemark
auprès de la Société des Nations. L'enregis-
trément de cet arrangement a eu lieu le 5 février
1932.*

*Swedish and Danish official texts communicated
by the Swedish Minister for Foreign Affairs
and the Permanent Delegate of Denmark
accredited to the League of Nations. The
registration of this Agreement took place
February 5, 1932.*

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE
samt HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV DANMARK
OCH ISLAND, vilka enats att avsluta en överens-
kommelse mellan Sverige och Danmark
angående skydd för flyttande jaktbara fåglar,
hava för detta ändamål till sina fullmäktige
utsett :

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG
ISLAND og HANS MAJESTÆT KONGEN AF
SVERIGE, som er blevet enige om at afslutte
en Overenskomst mellem Danmark og Sverige
angaaende Beskyttelse af jagtbare Trækfugle,
har i dette Øjemed udnævnt til dered Befuld-
mægtigede :

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE :

Sin Minister för Utrikes Ärendena, Hans
Excellens Friherre Sten Gustaf Fredrik
Troil RAMEL, och

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG
ISLAND :

Hans Majestæts Chargé d'Affaires *a. i.*
i Stockholm Carl Gustav WORSAAE, og

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV DANMARK OCH
ISLAND :

Sin t. f. Chargé d'Affaires i Stockholm Carl
Gustav WORSAAE,

HANS MAJESTÆT KONGEN AF SVERIGE :

Hans Excellence Friherre Sten Gustaf
Fredrik Troil RAMEL, Hans Majestæts
Udenrigsminister,

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Stock-
holm, le 28 janvier 1932.

L'arrangement est entré en vigueur le 7 février
1932, sauf en ce qui concerne l'article 3, qui est
entré en vigueur le 1^{er} avril 1932.

¹ The exchange of ratifications took place at
Stockholm, January 28, 1932.

The Agreement came into force on February 7,
1932, except as regards Article 3 which came into
force on April 1, 1932.

vilka, därtill behörigen bemyndigade, överenskommit om följande bestämmelser :

Artikel 1.

Jakt efter svan av alla slag skall vara förbjuden under hela året.

Artikel 2.

För fångst av sjöfågel må ej användas nät. Sjöfågel, som fastnat och dödats i nät, må ej till salu utbjudas, säljas, köpas eller från ort till annan forslas.

Artikel 3.

Hagelgevär av större kaliber än 12 och automatgevär för hagelladdning må ej användas vid jakt.

Artikel 4.

Jakt från motorbåt eller annat maskindrivet fartyg efter annat djur än säl skall vara förbjuden :

i Sverige vid rikets västra kust från Falsterbo udde till Kullens spets under hela året och vid rikets kuster i övrigt under tiden mellan den 31 maj och den 1 oktober ; samt

i Danmark vid Själlands östra kust från Avlandshage (sydspetsen av Amager) till Kronborg under hela året samt under tiden mellan den 31 maj och den 1 oktober vid rikets kuster i övrigt, däri inbegripet vikar och fjordar.

Artikel 5.

Användandet av andkojor skall vara alldeles förbjudet.

Artikel 6.

Denna överenskommelse, som är avfattad på svenska och danska språken, varvid båda texterna äga lika vitsord, skall snarast möjligt

som, dertil behörigt befuldmäktigede, er kommet overens om følgende Bestemmelser :

Artikel 1.

Jagt paa Svaner af enhver Art er forbudt hele Aaret.

Artikel 2.

Til Fangst af Søfugle maa ikke anvendes Net. Søfugle, som findes fanget og døde i Net, maa ikke falbydes, sælges, købes eller forsendes.

Artikel 3.

Hagelbøsser af større Kaliber end 12 og Automatgeværer til Ladning med Hagl maa ikke anvendes til Jagt.

Artikel 4.

Jagt fra Motorbaad eller andet maskindrevet Fartøj efter andet Dyr end Sæl er forbudt :

i Danmark ved Sjællands østlige Kyst fra Avlandshage (Sydspidsen af Amager) til Kronborg hele Aaret samt i Tiden fra den 31. Maj til den 1. Oktober ved Rigets øvrige Kyster, deri indbefattet Vige og Fjorde, og

i Sverige ved Rigets vestlige Kyst fra Falsterbo Odde og til Kullens Spids hele Aaret samt i Tiden fra den 31. Maj til den 1. Oktober ved Rigets øvrige Kyster.

Artikel 5.

Anvendelse af Fuglekøjer skal vaere fuldstændig forbudt.

Artikel 6.

Denne Overenskomst, som er affattet paa Dansk og Svensk, saaledes at begge Teksterne har lige Gyldighed, skal snarest muligtrati-

ratificeras. Överenskommelsen skall träda i kraft tio dagar efter utväxlingen av ratifikationerna samt gälla, intill dess ett år förflutit från det densamma blivit av någondera parten uppsagd, dock så, att artikel 3 skall träda ikraft först den 1 april 1932.

Till bekräftelse härav hava de befullmäktigade ombuden undertecknat denna överenskommelse och försett densamma med sina sigill.

Som skedde i Stockholm, i två exemplar, den 9 oktober 1931.

(L. S.) Fredrik RAMEL.

(L. S.) WORSAAE.

ficeres. Overenskomsten skal træde i Kraft 10 Dage efter Udvekslingen av Ratifikationerne samt gælde indtil et Aar efter, at den er blevet opsagt af en af Parterne, dog saaledes at Artikel 3 først skal træde i Kraft den 1. April 1932.

Til Bekraeftelse heraf har de Befuldmægtigede undertegnet denne Overenskomst og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget i Stockholm i to Eksemplarer, den 9. Oktober 1931.

(L. S.) WORSAAE.

(L. S.) Fredrik RAMEL.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère Royal des Affaires étrangères,
le 2 février 1932.

Le Chef des Archives :

Torsten Gihl.

Pour copie conforme :

E. Reventlow,
*Secrétaire général
du Ministère
des Affaires étrangères.*

¹ TRADUCTION.

N^o 2888. — ARRANGEMENT ENTRE LE DANEMARK ET LA SUÈDE CONCERNANT CERTAINES MESURES POUR LA PROTECTION DES OISEAUX MIGRATEURS BONS A CHASSER. SIGNÉ A STOCKHOLM, LE 9 OCTOBRE 1931.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE et SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE, ayant décidé de conclure entre le Danemark et la Suède un arrangement concernant la protection des oiseaux migrateurs pouvant être chassés, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. Carl Gustav WORSAAE, chargé d'affaires *p. i.*, à Stockholm ; et

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Son Excellence le Baron Sten Gustav Fredrik Troil RAMEL, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, dûment munis de pleins pouvoirs à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

La chasse aux cygnes de toute espèce est interdite toute l'année.

Article 2.

Il est interdit d'employer des filets pour capturer les oiseaux de mer. Les oiseaux de

¹ TRANSLATION.

No. 2888. — AGREEMENT BETWEEN DENMARK AND SWEDEN REGARDING CERTAIN PROVISIONS FOR THE PROTECTION OF MIGRATORY GAME-BIRDS. SIGNED AT STOCKHOLM, OCTOBER 9, 1931.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND and HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN, having decided to conclude an agreement between Denmark and Sweden regarding the protection of migratory game-birds, have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

Carl Gustav WORSAAE, His Majesty's Acting Chargé d'Affaires at Stockholm ; and

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

His Excellency Baron Sten Gustav Fredrik Troil RAMEL, His Majesty's Minister for Foreign Affairs,

Who, being duly furnished with full powers, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The shooting of swans of all kinds is forbidden throughout the year.

Article 2.

Nets may not be used for catching seabirds. Seabirds which have been caught and killed in

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

mer qui seront trouvés pris et morts dans des filets ne devront pas être mis en vente, vendus, achetés ou expédiés.

Article 3.

Il est interdit d'employer pour la chasse des fusils de chasse d'un calibre supérieur à 12 ou des fusils de chasse automatiques.

Article 4.

Il est interdit de chasser d'autres animaux que le phoque, à l'aide de canots à moteurs ou d'autres bateaux à propulsion mécanique :

Au Danemark, toute l'année sur la côte est de Seeland, depuis Avlandshage (pointe méridionale d'Amager) jusqu'à Kronborg et, du 31 mai au 1^{er} octobre sur les autres côtes du pays, y compris les baies et les fiords ;

En Suède, toute l'année, sur la côte ouest du pays, depuis le cap Falsterbo jusqu'à la pointe de Kullen, et du 31 mai au 1^{er} octobre sur les autres côtes du pays.

Article 5.

Il est absolument interdit de faire usage des dispositifs dits canardières.

Article 6.

Le présent arrangement, rédigé en langues danoises et suédoise, les deux textes faisant également foi, devra être ratifié le plus tôt possible. L'arrangement prendra effet dix jours après l'échange des instruments de ratification ; il restera en vigueur pendant un an à partir de la date à laquelle il aura été dénoncé par l'une des parties ; toutefois, l'article 3 n'entrera en vigueur que le 1^{er} avril 1932.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent arrangement qu'ils ont revêtu de leur sceau.

Fait à Stockholm, en double exemplaire, le 9 octobre 1931.

(L. S.) WORSAAE.

(L. S.) Fredrik RAMEL.

nets may not be offered for sale, sold, purchased, or transported.

Article 3.

Shot-guns of a larger calibre than 12 or automatic rifles for loading with shot may not be used for shooting game.

Article 4.

It is forbidden to use motor-boats or other mechanically-propelled vessels for hunting animals other than seals :

In Denmark, on the east coast of Zealand from Avlandshage (southern point of Amager) to Kronborg all the year round, and on the other coasts of the country, including the bays and fjords, from May 31 to October 1 ; and

In Sweden, on the west coast of the country from Falsterbo Cape to the point of Kullen all the year round, and on the other coasts of the country from May 31st to October 1st.

Article 5.

The use of duck-decoys shall be entirely forbidden.

Article 6.

This agreement, which is drawn up in Danish and Swedish, both texts being equally authoritative, shall be ratified as soon as possible. The agreement shall come into force ten days after the exchange of ratifications, and shall remain valid for one year after it has been denounced by one of the parties ; Article 3, however, shall not come into force until April 1, 1932.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed this Agreement and thereto affixed their seals.

Donc at Stockholm, in duplicate, October 9, 1931.

(L. S.) WORSAAE.

(L. S.) Fredrik RAMEL.

N° 2889.

LITHUANIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention relative à l'extradition et
à l'assistance judiciaire en matière
pénale. Signée à Kaunas, le 24
avril 1931.

LITHUANIA
AND CZECHOSLOVAKIA

Convention regarding Extradition
and Judicial Assistance in Criminal
Matters. Signed at Kaunas, April
24, 1931.

N^o 2889. — CONVENTION ¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE
ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE RELATIVE A L'EXTRA-
DITION ET A L'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE.
SIGNÉE A KAUNAS, LE 24 AVRIL 1931.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations et le Ministre des Affaires étrangères de Lithuanie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 7 février 1932.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE, ayant résolu d'un commun accord de conclure une convention pour l'extradition des malfaiteurs, l'extradition en transit et l'assistance judiciaire en matière pénale, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Miloslav NIEDERLE, docteur en droit, chargé d'affaires *a. i.* ;

M. Antonín KOUKAL, docteur en droit, conseiller supérieur au Ministère de la Justice ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

M. Dovas ZAUNIUS, docteur en droit, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

EXTRADITION DES MALFAITEURS.

Article premier.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Les Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, sur demande, suivant les règles établies par la présente convention, les personnes se trouvant sur le territoire de l'une d'elles

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 7 janvier 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2889. — CONVENTION ² BETWEEN THE REPUBLIC OF LITHUANIA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC REGARDING EXTRADITION AND JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS. SIGNED AT KAUNAS, APRIL 24, 1931.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations and the Lithuanian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place February 7, 1932.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA, having resolved by common agreement to conclude a Convention for the extradition of offenders, extradition in transit and judicial assistance in criminal matters, have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Miloslav NIEDERLE, Doctor of Laws, Chargé d'Affaires *ad interim* ;
M. Antonin KOUKAL, Doctor of Laws, Chief Counsellor at the Ministry of Justice ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

M. Dovas ZAUNIUS, Doctor of Laws, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed to the following provisions :

CHAPTER I.

EXTRADITION OF OFFENDERS.

Article I.

GENERAL PROVISIONS.

The Contracting Parties undertake to surrender to each other on request, according to the rules established by the present Convention, all persons in the territory of one of them who are

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Prague, January 7, 1932.

et poursuivies ou condamnées par les autorités judiciaires de l'autre Partie, pour toute infraction pour laquelle l'extradition peut être autorisée par les lois de la Partie requise :

a) Si cette infraction d'après les lois des deux Etats peut entraîner une peine privative de liberté d'une année au moins ou une peine plus grave, ou si la personne réclamée a été condamnée pour le même fait à une peine privative de liberté de six mois au moins ou à une peine plus grave ;

b) Si l'infraction a été commise sur le territoire de l'Etat requérant ;

c) Si la poursuite de l'infraction n'est pas réservée par les lois de l'Etat requis à ses propres tribunaux.

Si l'infraction a été commise hors du territoire de l'Etat requérant, l'extradition ne sera accordée que dans le cas où la législation de l'Etat requis autorise, dans des circonstances analogues, la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire.

L'extradition sera également accordée pour tentative desdites infractions ou pour complicité de toute sorte, lorsqu'elles sont punissables d'après la législation des deux Parties contractantes.

Article 2.

EXTRADITION ET POURSUITE DES NATIONAUX.

En tant que la législation des Parties contractantes le permet, les nationaux peuvent être extradés.

Dans le cas où l'extradition ne sera pas accordée en raison des stipulations de l'alinéa précédent, les Parties contractantes s'engagent à faire poursuivre et juger suivant leur législation leurs nationaux respectifs qui ont commis des infractions contre les lois de l'autre Etat, pourvu que ces infractions rentrent dans la catégorie des faits punissables mentionnée à l'article premier de la présente convention.

L'Etat qui désirera l'application de l'alinéa précédent, adressera par la voie visée à l'article 15 une demande accompagnée des objets, dossiers, documents et toutes informations nécessaires.

Article 3.

INFRACTIONS NE DONNANT PAS LIEU A L'EXTRADITION.

L'extradition ne sera pas accordée :

a) Pour les crimes et délits politiques ou actions connexes ;

b) Pour les infractions d'ordre purement militaire ;

c) Pour les infractions de presse proprement dites ;

d) Pour les infractions dont la poursuite ne peut avoir lieu que sur plainte de la partie lésée et peut être arrêtée par son renoncement ;

e) Si la poursuite ou la peine est prescrite d'après les lois de l'une des Parties contractantes, ou d'après les lois de l'Etat où l'infraction a été commise, avant que l'inculpé ait été arrêté ou assigné à l'interrogatoire ou si on ne peut le poursuivre ou exécuter la condamnation pour d'autres motifs légaux ;

f) Si l'individu réclamé est poursuivi dans le pays requis pour la même infraction ou s'il y a déjà été mis hors de cause, condamné ou acquitté pour le même fait, à moins

being proceeded against or who have been convicted by the judicial authorities of the other Party for an extraditable offence under the laws of the Party applied to :

(a) Provided the offence in question is punishable under the laws of both States with at least one year's imprisonment or a severer penalty, or, if the person claimed has been already sentenced for an identical offence, to at least six months imprisonment or to a severer penalty ;

(b) Provided the offence has been committed on the territory of the State making the application ;

(c) Provided the institution of proceedings in connection with the offence is not, under the law of the State applied to, a matter solely within the competence of its own judicial authorities.

If the offence has been committed outside the territory of the State applying, extradition shall only be granted in cases in which the laws of the State applied to authorise in similar circumstances the prosecution for the same offence when committed outside its own territory.

Extradition shall also be granted for attempts to commit the above offences or for complicity therein of every kind, when such acts are punishable under the laws of both Contracting Parties.

Article 2.

EXTRADITION AND PROSECUTION OF NATIONALS.

In so far as the laws of the Contracting Parties allow, nationals may be extradited.

In cases in which extradition is not granted by reason of the provisions of the previous paragraph, the Contracting Parties undertake to prosecute and judge in accordance with their own laws their respective nationals who have committed offences against the laws of the other State, provided that these offences come within the category of punishable acts mentioned in Article 1 of the present Convention.

The State which desires that action should be taken under the previous paragraph shall apply through the channel provided for in Article 15, its application being accompanied with exhibits, papers, documents and all necessary information.

Article 3.

NON-EXTRADITABLE OFFENCES.

Extradition shall not be granted :

(a) For political crimes and offences or acts connected therewith ;

(b) For purely military offences ;

(c) For Press offences in the strict sense of the term ;

(d) For offences in respect of which proceedings can only be instituted on the complaint of the injured party and can be discontinued when the complainant withdraws his complaint ;

(e) If immunity from prosecution or punishment has been acquired through prescription under the law in force in the territory of one of the Contracting Parties, or under the law of the State in which the offence was committed, before the accused has been arrested or committed for examination, or if it is impossible for other legal reasons to take proceedings against him or to carry out sentence ;

(f) If proceedings have also been instituted against the person claimed for the same offence in the country applied to, or if proceedings in that country have been stopped,

que la législation de ce pays ne permette la reprise de la procédure pénale par suite de faits nouveaux, allégués par la Partie requérante.

L'Etat requis est seul appelé à juger si l'infraction est de nature visée par le présent article.

Article 4.

DEMANDE D'EXTRADITION.

La demande d'extradition sera faite par voie diplomatique. Elle sera accompagnée soit de l'acte d'accusation soit du mandat d'arrêt ou de tout autre acte judiciaire équivalent à celui-ci ou de la sentence prononcée contre la personne réclamée. Ces actes seront produits en originaux ou en copies authentiques ; ils devront indiquer brièvement le fait incriminé, sa qualification et dénomination et seront accompagnés du texte de la loi pénale de l'Etat requérant applicable à l'infraction et indiquant la peine qu'elle entraîne.

Dans la mesure du possible le signalement de la personne réclamée sera joint, ainsi que sa photographie ou d'autres données pouvant servir à établir son identité.

Lorsqu'il s'agit d'actes contre la propriété, il sera indiqué le montant du dommage réellement causé, ou si faire se peut, de celui que le malfaiteur a voulu causer.

Article 5.

LANGUE A EMPLOYER.

Les documents mentionnés à l'article précédent seront rédigés dans la langue officielle de l'Etat requérant dans la forme requise par les lois de celui-ci et munis du sceau officiel. Ils seront pourvus des traductions dans la langue officielle de l'Etat requis, faites ou attestées conformes soit par un traducteur assermenté qui les munira de sa signature et de son cachet, soit par un traducteur officiel de la Partie requérante.

Article 6.

EXPLICATIONS COMPLÉMENTAIRES.

S'il y a doute sur la question de savoir si l'infraction rentre dans les prévisions de la présente convention, des explications seront demandées à l'Etat requérant et l'extradition ne sera accordée que lorsque les explications fournies seront de nature à écarter ces doutes. L'Etat requis pourra dans chaque cas fixer un délai pour la production des renseignements complémentaires. Ce délai sera cependant sur demande motivée susceptible de prolongation.

En aucun cas, l'Etat requérant ne pourra être tenu à produire la preuve de la culpabilité de l'individu réclamé.

Article 7.

MESURES EN VUE D'ASSURER L'EXTRADITION.

Dès l'arrivée de la demande d'extradition accompagnée des actes prévus aux articles 4 et 5, l'Etat requis prendra toutes les mesures nécessaires pour s'assurer de la personne réclamée et pour prévenir son évasion, à moins que l'extradition n'apparaisse d'avance inadmissible.

or if the person claimed has already been convicted or acquitted in respect of the same offence, unless the law of the country in question allows the reopening of criminal proceedings in consequence of new facts brought forward by the Party applying.

The State applied to shall be the sole judge whether the offence is one coming under the present Article.

Article 4.

REQUEST FOR EXTRADITION.

The request for extradition shall be made through the diplomatic channel. It shall be accompanied either by the indictment, warrant of arrest or other equivalent judicial act or the judgment pronounced against the person claimed. These documents shall be produced in original or in authenticated copies ; they must indicate briefly the offence in question and its particular character and denomination, and should be accompanied by the text of the penal law of the applicant State which applies to the offence, with a statement of the penalty involved.

Wherever possible, a description of the person claimed shall be attached, together with his photograph or other particulars which may help to establish his identity.

In the case of offences against property, the amount of the damage actually caused or, where that is possible, of the damage which the offender purposed to cause shall be indicated.

Article 5.

LANGUAGE TO BE EMPLOYED.

The documents mentioned in the preceding Article shall be drawn up in the official language of the applicant State in the form required by its laws and shall bear its official seal. Translations in the official language of the State applied to, made, or certified correct, either by a sworn translator who shall sign and seal them, or by an official translator of the applicant Party, shall be attached thereto.

Article 6.

ADDITIONAL EXPLANATIONS.

Should there be any doubt whether the offence comes within the provisions of the present Convention, the applicant State shall be asked to furnish explanations, and extradition shall only be granted when the explanations furnished are of a nature to dispel such doubts. The State applied to may in every case fix a time-limit within which further information must be supplied. This time-limit may be extended on reasoned application.

The applicant State shall in no case be required to produce proof of the guilt of the person applied for.

Article 7.

MEASURES TO ENSURE EXTRADITION.

On receipt of the request for extradition together with the documents mentioned in Articles 4 and 5, the State applied to shall take all the necessary measures to arrest the person claimed and prevent his escape unless extradition should appear to be *a priori* inadmissible.

Article 8.

ARRESTATION PROVISOIRE.

En cas d'urgence la personne réclamée pourra être mise provisoirement en détention, même avant que la demande d'extradition ait été présentée, sur tout avis transmis par la poste ou par le télégraphe, à condition qu'il y soit fait mention d'un mandat d'arrêt ou d'une sentence et qu'en même temps l'infraction y soit indiquée. Cet avis pourra être adressé directement par le tribunal ou autorité compétente de l'Etat requérant à l'autorité compétente de l'Etat requis. Toutefois l'autorité requérante devra confirmer l'avis télégraphique dans un délai de huit jours.

Les autorités compétentes de chacune des Parties contractantes pourront procéder, même à défaut d'un pareil avis, à l'arrestation provisoire de tout individu découvert sur leur territoire et signalé par les autorités de l'autre Partie ou inscrit comme recherché par la police dans leurs bulletins ou registres respectifs.

L'autorité qui a procédé à l'arrestation d'un individu conformément aux alinéas 1 et 2 en informera sans retard, l'autorité qui l'a provoquée, en indiquant en même temps l'endroit de la détention.

Si dans un délai de quinze jours, à partir de la date où cette information a été expédiée conformément aux dispositions ci-dessus, l'autre Partie contractante ne fait pas savoir que l'extradition de l'individu arrêté sera demandée, celui-ci pourra être mis en liberté.

Article 9.

La personne arrêtée aux termes de l'article précédent pourra de même être mise en liberté si la demande d'extradition accompagnée des pièces à l'appui énumérées aux articles 4 et 5 n'a pas été reçue dans un délai de six semaines, à compter du jour où la communication d'arrestation prévue par l'alinéa 3 de l'article précédent a été expédiée.

Dans le cas où des explications complémentaires auraient été demandées conformément à l'article 6, la personne arrêtée pourra également être libérée, si ces explications n'ont pas été données à l'Etat requis dans le délai convenable qu'il a fixé ou prolongé.

Article 10.

CONCOURS DE DEMANDES D'EXTRADITION.

Si l'individu dont l'extradition est demandée par l'une des Parties contractantes, est en même temps réclamé pour le même fait par un ou plusieurs autres Etats, il appartiendra à l'Etat requis de décider auquel des Etats requérants sera donnée la préférence.

La même règle s'applique, si les demandes d'extradition visent des infractions différentes, néanmoins en accordant l'extradition dans un cas pareil, l'Etat requis pourra y mettre pour condition que l'individu réclamé sera, à l'expiration de sa peine, livré à un autre Etat.

Ces dispositions ne portent pas atteinte aux engagements éventuels pris antérieurement par l'un des Etats contractants vis-à-vis d'autres Etats.

Article 11.

AJOURNEMENT DE L'EXTRADITION.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou s'il a été condamné dans l'Etat requis pour une infraction autre que celle motivant la demande d'extradition, ou bien s'il y est détenu pour d'autres

Article 8.

PROVISIONAL ARREST.

In urgent cases the person claimed may be taken into provisional custody, even before the request for extradition has been submitted, on notification by post or telegraph, provided reference is made in such notification to a warrant of arrest or a judgment, and that the nature of the offence is also indicated. This notification may be addressed direct by the Court or competent authority of the applicant State to the competent authority of the State applied to. The applicant authority shall, however, confirm the telegraphic notice within a period of eight days.

The competent authorities of each of the Contracting Parties may, even in the absence of such notification, provisionally arrest any person discovered in their territory whose description has been given by the authorities of the other Party, or who is entered as wanted by the police in their respective bulletins or registers.

The authority which has effected the arrest of the person in conformity with paragraphs 1 and 2 shall at once inform the authority applying for this arrest, at the same time mentioning the place in which he is being kept in custody.

If within a period of fifteen days from the date on which this information was forwarded in conformity with the above provisions, the other Contracting Party has not intimated that it will ask for the surrender of the person arrested, the latter may be set at liberty.

Article 9.

Persons arrested in conformity with the preceding paragraph may also be set at liberty, if the request for extradition accompanied by the relevant documents set out in Articles 4 and 5 have not been received within a period of six weeks as from the date on which the notice of arrest provided for in paragraph 3 of the preceding Article was despatched.

Should additional explanations have been requested in accordance with Article 6, the person arrested may also be set at liberty, if these explanations have not been furnished to the State applied to within the due period which that State has fixed or extended.

Article 10.

SIMULTANEOUS REQUESTS FOR EXTRADITION.

If the person whose extradition is requested by one of the Contracting Parties is at the same time claimed in respect of the same offence by one or more other States, the State applied to shall decide to which of the applicant States preference shall be given.

The same rule applies, if the requests for extradition refer to different offences ; nevertheless, the State applied to, in granting extradition in such cases, may impose the condition that the person claimed shall be handed over to another State on the expiration of his sentence.

These provisions shall not affect any obligations which either of the Contracting Parties may have previously assumed towards third States.

Article 11.

POSTPONEMENT OF EXTRADITION.

If proceedings are in progress against the person claimed, or if that person has already been sentenced in the territory of the State applied to for an offence other than that leading to the

motifs, ce dernier Etat devra néanmoins statuer sur la demande d'extradition. Mais la remise de l'extradé pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient abandonnées, qu'il soit acquitté ou absous, qu'il ait subi sa peine ou en ait obtenu la remise ou que sa détention occasionnée par d'autres motifs soit terminée.

Toutefois cette disposition ne fait pas obstacle à ce que l'étranger puisse être envoyé temporairement pour comparaître devant les autorités judiciaires de l'Etat requérant, sous la condition expresse qu'il sera renvoyé, dès que ces autorités judiciaires auront statué sur l'infraction ayant motivé la demande d'extradition ou dès que les actes de l'instruction, pour lesquels l'individu a été temporairement réclamé, seront terminés.

Article 12.

EFFETS DE L'EXTRADITION.

L'individu extradé ne pourra être poursuivi ni puni dans l'Etat requérant ni être livré par ce dernier à un Etat tiers pour une infraction antérieure à sa remise autre que celle qui a motivé son extradition que si :

- a) L'Etat requis y consent, ou bien
- b) Si l'extradé ayant eu la liberté de le faire n'a pas quitté de son propre gré dans le délai d'un mois qui suit son élargissement définitif, le territoire de l'Etat auquel il a été extradé ou bien s'il revient ultérieurement sur ce territoire.

L'Etat qui a sollicité l'extradition ou le consentement en vertu de l'alinéa a) du présent article informera l'Etat requis, pourvu que ce dernier le demande, du résultat final de la poursuite en lui envoyant la copie certifiée conforme du jugement devenu définitif.

Article 13.

CÉSSATION DES EFFETS DE L'EXTRADITION.

Si dans un délai d'un mois à compter du jour où l'Etat requérant a été informé que la remise de l'extradé peut s'effectuer immédiatement, ce dernier ne s'est pas fait délivrer l'individu extradé, celui-ci pourra être mis en liberté.

Article 14.

EXTRADITION EN TRANSIT.

Le transit, à travers le territoire de l'une des deux Parties contractantes, d'un individu livré à l'autre Partie par un Etat tiers, sera accordé sur la simple production, en original ou en expédition authentique de l'un des documents mentionnés à l'article 4 pourvu que le fait motivant la demande de transit rentre dans les prévisions de la présente convention.

Les dispositions relatives à l'autorisation de l'extradition s'appliquent également à ce transit.

Le transit sera assuré par les agents de la Partie requise dans les conditions et par la voie qu'elle déterminera.

request for extradition, or if he is being kept there in custody for other reasons, the latter State shall nevertheless give a decision on the claim for extradition. But the handing over of the extradited person may be postponed until the proceedings are abandoned, or until he has been acquitted or pardoned, or until he has served his sentence, or until the sentence has been remitted, or until he ceases for other reasons to be kept in custody.

This provision shall not, however, prevent the foreign national from being sent temporarily to appear before the judicial authorities of the applicant State, on the express condition that he shall be sent back as soon as these judicial authorities have given a decision on the offence which led to the application for extradition, or as soon as the proceedings for the purpose of which the person has been temporarily applied for shall be concluded.

Article 12.

EFFECTS OF EXTRADITION.

An extradited person may not be proceeded against or sentenced in the applicant State, nor be handed over by such State to a third State for an offence committed before his extradition, other than that for which such extradition was granted, unless :

- (a) The State applied to consents to such a course, or
- (b) The extradited person, having been at liberty to do so, has not of his own accord, and within one month of his being finally set free, left the territory of the State to which he was surrendered, or if he returns to the territory subsequently.

The State which has requested extradition or has asked for the consent to which paragraph (a) of the present Article relates shall inform the State applied to, provided that the latter demands it, of the final result of the proceedings, at the same time transmitting to it a certified copy of the definitive judgment.

Article 13.

CESSATION OF THE EFFECTS OF EXTRADITION.

If within a period of one month as from the date on which the applicant State was informed that the handing over of the extradited person could take place immediately, the latter State has not provided for the handing over of such person, he may be set at liberty.

Article 14.

EXTRADITION IN TRANSIT.

Conveyance in transit across the territory of one of the two Contracting Parties of a person handed over to the other Party by a third State shall be granted upon the production, either in original or in authenticated copy, of one of the documents mentioned in Article 4, provided that the grounds on which transit is demanded are within the provisions of the present Convention.

The provisions regarding the authorisation of extradition shall also apply to such cases of conveyance in transit.

Conveyance in transit shall be effected by the agents of the Party applied to under such conditions and by such route as that Party may determine.

CHAPITRE II

ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE.

Article 15.

En matière pénale les Parties contractantes se prêteront réciproquement assistance judiciaire. Elles feront notamment signifier les actes de procédure pénale à des personnes se trouvant sur leur territoire, procéderont aux actes d'instruction tels que l'audition des témoins, les expertises, le constat judiciaire, les perquisitions et les saisies d'objets et elles se remettront réciproquement les actes judiciaires et les pièces à conviction.

La demande d'assistance judiciaire sera rédigée dans la langue officielle de l'Etat requérant et munie du sceau de l'autorité requérante. Les dispositions de l'article 5 concernant la traduction seront également appliqués. Toutes les communications relatives à l'assistance judiciaire s'échangeront directement entre les Ministères de la Justice ou bien les Ministères de la Défense nationale des deux Etats, suivant le cas.

Il sera donné suite à la demande d'assistance judiciaire en observant les lois de l'Etat sur le territoire duquel l'acte d'instruction demandé doit avoir lieu. Les procès verbaux y relatifs ne seront pas traduits dans la langue officielle de l'Etat requérant.

Article 16.

REFUS DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE.

L'assistance judiciaire en matière pénale peut être refusée dans le cas où, d'après les dispositions de la présente convention, il n'y a pas obligation d'accorder l'extradition.

Article 17.

CITATION ET COMPARUTION DE PERSONNES RÉSIDANT DANS L'AUTRE ETAT.

Si dans une cause pénale pendante devant les tribunaux d'un des deux Etats contractants la comparution personnelle d'un témoin ou d'un expert se trouvant sur le territoire de l'autre Etat contractant est jugée nécessaire ou désirable, les autorités de celui-ci l'inviteront à se rendre à l'assignation qui lui sera adressée à cet effet par leur intermédiaire de la part desdits tribunaux.

Les frais de la comparution personnelle d'un témoin ou expert seront supportés par l'Etat requérant et l'assignation indiquera la somme à allouer au témoin ou à l'expert à titre de frais de voyage et de séjour, ainsi que le montant de l'avance que l'Etat requis pourra lui faire à charge de remboursement par l'Etat requérant, aussitôt que la personne citée déclarera vouloir se rendre à l'assignation.

Aucun témoin ou expert, quelle que soit sa nationalité, qui, cité conformément à l'alinéa premier, comparaitra volontairement devant les tribunaux de l'autre Partie, ne pourra, sur le territoire de cette dernière, être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations antérieures ni sous prétexte de complicité dans les faits faisant l'objet du procès où il est appelé.

Ces personnes perdront toutefois cet avantage, si elles n'ont pas quitté, de leur propre gré, le territoire de l'Etat requérant dans les trois jours du moment où d'après la déclatration du tribunal leur présence n'est plus nécessaire devant les autorités judiciaires.

Si la personne citée se trouve en détention sur le territoire de l'Etat requis, sa comparution pourra être demandée sous l'engagement qu'elle y sera renvoyée le plus tôt possible. Une pareille

CHAPTER II.

JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS.

Article 15.

In criminal matters the Contracting Parties shall accord each other judicial assistance. They shall provide for the service of writs in connection with penal proceedings upon persons who are in their territories ; they shall institute judicial investigations, such as the examination of witnesses and of experts, the taking of affidavits, the conducting of searches and the seizure of objects ; they shall transmit to each other all judicial acts and exhibits.

The request for judicial assistance shall be drawn up in the official language of the applicant State, and shall bear the seal of the authority making the application. The provisions of Article 5 regarding translation shall also apply. All communications regarding judicial assistance shall be exchanged directly between the Ministries of Justice or the Ministries of National Defence of the two States, as the case may be.

The action to be taken on a request for judicial assistance shall be subject to the laws of the State in whose territory the required examination is to take place. The record of proceedings shall not be translated into the official language of the applicant State.

Article 16.

REFUSAL OF JUDICIAL ASSISTANCE.

Judicial assistance in criminal matters may be refused when, according to the provisions of the present Convention, there is no obligation to grant extradition.

Article 17.

SUMMONING AND ATTENDANCE IN COURT OF PERSONS WHO ARE IN THE TERRITORY OF THE OTHER STATE.

Should it be considered necessary or desirable in a criminal case pending before the Courts of one Contracting State to secure the attendance in Court of a witness or expert who is in the territory of the other Contracting State, the authorities of the latter shall call upon such person to comply with the subpoena served upon him by them on behalf of the Courts of the first State.

The expenses connected with the attendance in Court of a witness or expert shall be borne by the applicant State, and the subpoena shall indicate the sum to be allocated to the witness or expert by way of travelling expenses and subsistence allowance ; it shall also indicate the sum which may be advanced to him by the State applied to, provided the applicant State repays these sums, as soon as the person summoned has declared his willingness to comply with the subpoena.

No witness or expert, whatever his nationality, who, when summoned by that Party in accordance with the first paragraph, voluntarily attends in the Courts of the other Party, may be prosecuted or detained in the territory of the latter for previous offences or convictions or on the ground of complicity in the offence forming the subject of the cases in which he is concerned.

Such persons shall, however, forfeit the above privilege, should they fail of their own free will to leave the territory of the applicant State within three days from the date on which their attendance before the judicial authorities has been declared by the Court to be no longer necessary.

Should the person whose attendance is required be in custody in the territory of the State applied to, a request may be made for his attendance in Court, if assurances are given that he will

demande ne pourra être refusée à moins de considérations spéciales, notamment si le détenu cité s'y oppose expressément.

Sera de même accordé, dans les conditions énoncées ci-dessus, le transport aller et retour, par le territoire de l'une des Parties contractantes d'un individu détenu dans un pays tiers, que l'autre Partie contractante jugerait utile de confronter avec un individu poursuivi ou d'entendre comme témoin.

Article 18.

REMISE DES PIÈCES A CONVICTION.

Les autorités des deux Parties contractantes se remettront réciproquement, sur demande, les objets qu'un inculpé s'est procuré par son infraction, ou bien qui peuvent servir de pièces à conviction et cela même dans les cas où lesdits objets seraient passibles de saisie ou de confiscation.

Si ces objets se trouvent en possession de l'inculpé lors de son extradition ou de son transit, ils seront, autant que faire se pourra, remis en même temps que se fera l'extradition ou le transit. Leur remise aura lieu même dans le cas où l'extradition déjà accordée ne pourrait être effectuée par suite de la mort ou de l'évasion de l'inculpé. Elle comprendra également tous les objets que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays accordant l'extradition et qui seraient découverts ultérieurement.

Sont toutefois réservés les droits que l'Etat requis ou des tiers auraient acquis sur lesdits objets lesquels dans ce cas devront, le procès fini, leur être rendus le plus tôt possible et sans frais.

L'Etat requis pourra retenir provisoirement les objets saisis, s'il les juge nécessaires pour une instruction criminelle. Il pourra de même en les transmettant se réserver leur restitution pour le même but, en s'obligeant de les retourner à son tour, dès que faire se pourra.

Article 19.

COMMUNICATION DES SENTENCES DE CONDAMNATION ET DES EXTRAITS DU CASIER JUDICIAIRE.

Les Parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement par la voie prévue à l'article 15 les bulletins de casier judiciaire relatifs aux condamnations définitives (avec ou sans sursis) prononcées par les autorités judiciaires de l'une d'elles contre les ressortissants de l'autre.

Elles se communiqueront également les décisions ultérieures concernant les dites sentences.

Les autorités d'une des Parties contractantes chargées de la tenue des casiers ou registres judiciaires fourniront gratuitement sur demande faite par la voie prévue à l'article 15, des informations sur la base des casiers ou registres judiciaires concernant des cas particuliers aux autorités de l'autre Partie. Les Parties contractantes se communiqueront les autorités chargées de la tenue des casiers ou registres judiciaires et obligés à donner des informations.

Article 20.

FRAIS D'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE.

Les frais occasionnés par la demande d'extradition ou de toute autre assistance judiciaire en matière pénale seront à la charge de la Patrie sur le territoire de laquelle ils ont été occasionnés.

be sent back at the earliest possible date. A request of this kind may only be refused for special reasons, for instance, if the person in question expressly declares that he is opposed to such proceeding.

Similarly, subject to the above provisions, the conveyance and return through the territory of one of the Contracting Parties of a person in custody in a third State, shall be permitted if the other Contracting Party considers it necessary to confront him with the accused or to take his verbal evidence.

Article 18.

DELIVERY OF EXHIBITS.

The authorities of one of the Contracting Parties shall on request deliver up to the authorities of the other Party the articles which an accused person may have obtained as a result of his offence or which may constitute exhibits ; this shall apply even when the objects in question are liable to seizure or confiscation.

If these articles are in the possession of the accused at the time of his extradition or conveyance in transit, they shall, as far as practicable, be handed over at the time when extradition or conveyance in transit takes place. They shall be delivered up even when extradition, though granted, cannot take place owing to the death or escape of the accused. This provision shall also apply to all articles which the accused may have concealed or deposited in the country granting extradition, and which may be subsequently discovered.

Nevertheless, the rights which the State applied to or third parties may have acquired over these articles shall be reserved, and after trial, such articles shall be returned to them as soon as possible and free of charge.

The State applied to may retain provisionally the articles seized, if it requires them in connection with criminal proceedings. It may also, when handing them over, reserve its right to have them restored for the same purpose, undertaking in turn to restore them as soon as possible.

Article 19.

COMMUNICATION OF CONVICTIONS AND EXTRACTS FROM CRIMINAL RECORDS.

The Contracting Parties undertake to communicate to each other through the channel appointed in Article 15 the criminal records regarding all sentences having acquired the force of *res judicata*, with or without conditional postponement of execution (*sursis*), pronounced by their judicial authorities against the nationals of the other Party.

They shall also communicate to each other any further decisions concerning the said judgments.

The authorities of either of the Contracting Parties responsible for keeping the records of previous convictions or the records of the Courts, shall furnish without charge to the authorities of the other Party, upon their request made through the channel appointed in Article 15, information from the records of previous convictions or the records of the Courts regarding particular cases. The Contracting Parties shall notify one another as to the authorities entrusted with the keeping of criminal records or records of the Courts and the furnishing of information thereunto relating.

Article 20.

EXPENSES OF JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS.

Expenses occasioned by requests for extradition or any other judicial assistance in criminal matters shall be borne by the Party in whose territory they were incurred.

Resteront à la charge de l'Etat requérant les indemnités payées pour les expertises de toute nature et les frais de transit à travers le territoire de l'Etat requis. Seront également supportés par l'Etat requérant les frais occasionnés par toute mesure prise en vertu de l'article 11, alinéa 2 ou de l'article 17, alinéa 2, 5 ou 6 de la présente convention.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS FINALES.

Article 21.

La présente convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Praha le plus tôt possible.

La présente convention entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et continuera ses effets pendant un délai de six mois à compter du jour où l'une des deux Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Kaunas, le 24 avril 1931.

(L. S.) D^r NIEDERLE.

(L. S.) D^r KOUKAL.

(L. S.) ZAUNIUS.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 5 janvier 1932.

Jan Opočenský,

Directeur des Archives.

Pour copie conforme :

*Le Directeur du Département
juridique et administratif,*

K. Bizauskas.

Fees paid for expert opinions of any kind and the expenses of conveyance in transit across the territory of the State applied to shall remain chargeable to the applicant State. The applicant State shall also bear the expenses of all steps taken under Article II, paragraph 2, or Article I paragraphs 2, 5 or 6, of the present Convention.

CHAPTER III.

FINAL PROVISIONS.

Article 21.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Prague as soon as possible.

The present Convention shall come into force one month after the exchange of ratifications and shall remain in force until six months after one of the Contracting Parties has denounced it.

In faith whereof, the aforesaid Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Kaunas, April 24, 1931.

(L. S.) Dr. NIEDERLE.

(L. S.) Dr. KOUKAL.

(L. S.) ZAUNIUS.

N° 2890.

**LITHUANIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention relative à la protection
et à l'assistance judiciaire réci-
proque en matière de droit civil
et commercial avec Protocole
final. Signés à Kaunas, le 24 avril
1931.

**LITHUANIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention concerning reciprocal
Protection and Judicial Assistance
in Matters of Civil and Commer-
cial Law with Final Protocol.
Signed at Kaunas, April 24, 1931.

N° 2890. — CONVENTION¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE RELATIVE A LA PROTECTION ET A L'ASSISTANCE JUDICIAIRE RÉCIPROQUE EN MATIÈRE DE DROIT CIVIL ET COMMERCIAL. SIGNÉE A KAUNAS, LE 24 AVRIL 1931.

Texte officiel français communiqué par le Délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations et le Ministre des Affaires étrangères de Lithuanie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 7 février 1932.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE désirant régler les rapports juridiques entre les deux pays, en ce qui concerne l'assistance judiciaire réciproque en matière de droit civil et commercial, ont décidé de conclure à cet effet une convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Miloslav NIEDERLE, docteur en droit, chargé d'Affaires *a. i.* ;

M. Antonin KOUKAL, docteur en droit, conseiller supérieur au Ministère de la Justice ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

M. Dovas ZAUNIUS, docteur en droit, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article premier.

ÉGALITÉ DE TRAITEMENT.

1. Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie des mêmes droits que les nationaux, en ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leur personne et de leurs biens.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 7 janvier 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2890. — CONVENTION ² BETWEEN THE REPUBLIC OF LITHUANIA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC CONCERNING RECIPROCAL PROTECTION AND JUDICIAL ASSISTANCE IN MATTERS OF CIVIL AND COMMERCIAL LAW. SIGNED AT KAUNAS, APRIL 24, 1931.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations and the Lithuanian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place February 7, 1932.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE LITHUANIAN REPUBLIC, being desirous of settling the juridical relations between the two countries as regards reciprocal judicial assistance in matters of civil and commercial law, have decided to conclude a convention for this purpose and have appointed their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Miloslav NIEDERLE, Doctor of Laws, Chargé d'Affaires *ad interim*,
M. Antonin KOUKAL, Doctor of Laws, Adviser to the Ministry of Justice ;

THE PRESIDENT OF THE LITHUANIAN REPUBLIC :

M. Dovas ZAUNIUS, Doctor of Laws, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions:

CHAPTER I.

GENERAL PROVISIONS.

Article I.

EQUALITY OF TREATMENT.

1. Nationals of each High Contracting Party shall enjoy in the territory of the other Party the same rights as nationals, as regards the juridical protection of their person and property.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Prague, January 7, 1932.

2. Ils auront à cet effet libre accès aux tribunaux de l'autre pays et ils y pourront ester en justice aux mêmes conditions et avec les mêmes formalités que les nationaux.
3. Lorsque la législation de l'une des deux Parties contractantes prévoit une forme spéciale de promulgation de la réciprocité exigée envers des pays étrangers, cette condition est considérée remplie par la présente convention.
4. Les dispositions générales en vigueur dans chacun des Etats contractants relatives à la langue à employer ne sont aucunement modifiées par la présente convention.

CHAPITRE II

EXEMPTION DE CAUTIONS ET DE DÉPÔTS.

Article 2.

1. Aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne pourra être imposé soit de leur qualité d'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux nationaux de l'un des Etats contractants, ayant leur domicile dans un de ces Etats, qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux de l'autre Etat.
2. La même règle s'applique au versement qui serait exigé de demandeurs ou intervenants pour garantir les frais judiciaires.

Article 3.

1. Les condamnations aux frais et dépens du procès prononcées dans le territoire de l'une des Parties contractantes contre le demandeur ou l'intervenant dispensé de la caution, du dépôt ou du versement en vertu soit de l'article 2 soit des lois du pays où l'action est intentée, seront gratuitement mises en exécution par l'autorité compétente de l'autre Etat.

La demande en exécution sera faite par la voie visée à l'article 8 de la présente convention. Les décisions judiciaires relatives aux frais et dépens du procès doivent y être jointes en expéditions authentiques et être munies de l'attestation rendue par l'autorité judiciaire compétente du pays où elles ont été prononcées qu'elles sont passées en force de chose jugée. La compétence de cette autorité judiciaire sera attestée par la déclaration faite par le Ministère de la Justice du pays dont elle relève. Seront également jointes les traductions dans la langue de l'Etat où l'exécution est demandée ; ces traductions seront faites ou certifiées conformes soit par l'agent diplomatique ou consulaire du pays où la décision a été rendue ou bien par tout traducteur assermenté de l'un des deux Etats contractants.

L'autorité compétente pour statuer sur la demande d'exécution évaluera, pourvu que la partie le demande en même temps, le montant des frais d'attestation, de traduction et de légalisation des expéditions authentiques visées à l'alinéa premier du présent article. Ces frais seront considérés comme des frais et dépens du procès.

L'autorisation de l'exécution et la mise en vigueur est réglée par la législation intérieure de l'Etat où l'exécution est poursuivie.

Sauf recours ultérieur de la partie condamnée, conformément à la législation du pays où l'exécution est demandée, il ne sera pas nécessaire d'entendre les parties.

2. La disposition de l'alinéa précédent s'applique aux décisions judiciaires par lesquelles le montant des frais du procès est fixé ultérieurement.

2. They shall therefore be allowed free access to the Courts of the other country, and may apply to the Courts under the same conditions and in the same way as nationals.

3. Where the law of one of the two Contracting Parties lays down a special formula for the promulgation of the required reciprocity in relation to foreign countries, that condition shall be deemed to have been fulfilled by the present Convention.

4. The general provisions in force in each of the Contracting States concerning the language to be employed shall not be in any way modified by the present Convention.

CHAPTER II.

EXEMPTION FROM SURETIES AND DEPOSITS.

Article 2.

1. No surety or deposit of any sort may be required of nationals of one of the Contracting States having their domicile in one State and being petitioners or interveners in the Courts of another State, by reason of the fact that they are foreigners or are not domiciled or resident in the country in which the action is being brought.

2. The same rule shall apply to any payment into Court which petitioners or interveners may be required to make as an earnest for the payment of legal costs.

Article 3.

1. When, in the territory of one of the Contracting Parties, the petitioner or intervener exempted from sureties, deposits or payments into Court under Article 2 or under the laws of the country in which the action is brought, is ordered by the Court to bear the costs and expenses of the case, that order shall be enforced free of charge by the competent authorities of the other State.

The request for enforcement shall be made in the manner defined in Article 8 of the present Convention. Certified true copies of the legal decisions concerning the costs and expenses of the case must be attached thereto, and must be accompanied by an affidavit issued by the competent judicial authority of the country in which the decision was given to the effect that the decision has become final. The competence of the judicial authority to make such a statement shall be vouched for in writing by its Ministry of Justice. There shall also be attached translations into the language of the country in which enforcement is required; these translations shall be made or certified as correct either by the diplomatic or consular agent of the country in which the decision was given or by any sworn translator of one of the two contracting States.

The authority competent to accept or refuse the request for enforcement shall, if the parties so request, at the same time estimate the amount of the costs of attesting, translating and legalising the certified documents referred to in the first paragraph of the present Article. These costs shall be regarded as part of the costs and expenses of the case.

Authorisation of enforcement and execution of enforcement shall be governed by the internal laws of the State in which enforcement is carried out.

Unless the losing party subsequently appeals in conformity with the laws of the country in which enforcement is requested, the parties need not be heard.

2. The provisions of the preceding paragraph shall apply to judicial decisions stipulating that the costs of the case are to be determined subsequently.

CHAPITRE III

ASSISTANCE JUDICIAIRE GRATUITE.

Article 4.

1. Les ressortissants de l'un des Etats contractants seront admis, sur le territoire de l'autre Etat, au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite dans les mêmes conditions que les nationaux.

2. La partie admise au bénéfice de l'assistance judiciaire par l'autorité compétente d'un des Etats contractants jouira également de ce bénéfice pour tous les actes de procédure se référant à la même cause, qui sont effectués devant les autorités judiciaires de l'autre Etat conformément aux dispositions de cette convention.

Article 5.

1. Le certificat d'indigence doit être délivré par les autorités de la résidence habituelle du requérant ou, à défaut d'une telle résidence, par les autorités de sa résidence actuelle.

2. Si le requérant ne réside pas dans le pays où la demande d'assistance gratuite est formée, le certificat d'indigence sera légalisé gratuitement par un agent diplomatique ou consulaire du pays où le document doit être produit.

3. Si le requérant ne réside pas dans le territoire d'un des Etats contractants, il suffira d'un certificat délivré par l'agent diplomatique ou consulaire compétent de l'Etat auquel il appartient.

Article 6.

Si la partie en cause, ayant son domicile ou sa résidence habituelle sur le territoire de l'un des Etats contractants, désire bénéficier de l'assistance gratuite dans un procès dont doivent être saisis les tribunaux de l'autre Etat, elle pourra présenter sa demande respective aux tribunaux ou aux autorités compétentes de son domicile ou de sa résidence habituelle.

L'autorité compétente de l'autre Etat contractant accordera l'assistance gratuite dans l'affaire dont elle est saisie sur la base de la demande accompagnée de certificat d'indigence.

Article 7.

1. L'autorité compétente pour délivrer ou confirmer le certificat d'indigence pourra prendre les informations nécessaires auprès des autorités de l'autre pays sur la situation pécuniaire de celui qui le réclame.

2. L'autorité chargée de statuer sur la demande d'assistance judiciaire gratuite conserve, dans les limites de ses attributions, le droit de contrôler les certificats et renseignements qui lui ont été fournis et de se faire donner, pour s'éclairer suffisamment, des informations complémentaires.

CHAPITRE IV

SIGNIFICATION D'ACTES ET EXÉCUTION DES COMMISSIONS ROGATOIRES.

Article 8.

Les Parties contractantes s'engagent à se prêter assistance judiciaire en matière de droit civil et de droit commercial.

CHAPTER III.

FREE LEGAL AID.

Article 4.

1. Nationals of one of the Contracting States shall, in the territory of the other State, be entitled to receive free legal aid under the same conditions as nationals.

2. The person accorded legal aid by the competent authority of one of the Contracting States shall also receive the said aid in respect of the stages of procedure connected with the same case which take place before the judicial authorities of the other State in conformity with the provisions of this Convention.

Article 5.

1. The certificate of indigence must be issued by the authorities of the country in which the petitioner ordinarily resides, or, if he has no regular place of residence, by the authorities of the country in which he happens to be.

2. If the petitioner does not reside in the country in which the request for free legal aid is made, the certificate of indigence shall be legalised free of charge by the diplomatic or consular agent of the country in which the document will have to be produced.

3. If the petitioner does not reside in the territory of one of the Contracting States, a certificate issued by the competent diplomatic or consular agent of the country of which he is a national, shall suffice.

Article 6.

If a party to the case, being domiciled or ordinarily resident in the territory of one of the Contracting States, desires to obtain free legal aid in a case to be heard on the Courts of the other State, he may submit his petition to the Courts or competent authorities of the country in which he is domiciled or ordinarily resident.

The competent authority of the other Contracting State shall grant free legal aid in the case with which it is dealing on the basis of the petition accompanied by a certificate of indigence.

Article 7.

1. The authority competent to issue or endorse the certificate of indigence may make the necessary enquiries of the authorities of the other country regarding the pecuniary situation of the petitioner.

2. The authority competent to accept or refuse the petition for free legal aid, shall, within the limits of its powers, be entitled to verify the certificates and information supplied and to obtain additional particulars for its further information.

CHAPTER IV.

SERVICE OF WRITS AND EXECUTION OF LETTERS OF REQUEST.

Article 8.

The Contracting Parties undertake to afford each other judicial assistance in matters of civil and commercial law.

L'assistance judiciaire comprendra :

- a) La signification d'assignation ou d'autres actes.
- b) L'exécution des commissions rogatoires.

Les actes à notifier ainsi que les commissions rogatoires à exécuter seront transmis directement par le Ministère de la Justice de l'Etat requérant à celui de l'Etat requis. Ces deux Ministères pourvoiront à la liquidation rapide des demandes par les autorités compétentes. Si l'autorité requise n'est pas compétente en l'espèce, le Ministère saisi fera connaître à celui de l'autre Etat, à quelle autorité compétente la requête a été transmise.

Les Ministères saisis retourneront les demandes, qu'elles soient exécutées ou non.

Article 9.

1. Les demandes de signification d'actes et les commissions rogatoires seront rédigées dans la langue officielle de l'Etat requérant et accompagnées d'une traduction dans la langue de l'Etat requis. La traduction sera faite ou déclarée conforme par un traducteur assermenté de l'un des deux Etats contractants. Elle pourra également être faite d'office par l'autorité requérante.

2. L'autorité requise pourra sur demande de l'autorité requérante et aux frais de celle-ci pourvoir à la traduction.

3. Les demandes de signification d'actes et les commissions rogatoires n'auront pas besoin d'être légalisées, mais elles devront porter le sceau de l'autorité qui les envoie.

Article 10.

CONTENU DES REQUÊTES.

1. La requête contiendra l'indication de l'objet et, le cas échéant, un bref exposé de l'affaire ; elle désignera le nom des parties en cause, leur profession, leur résidence habituelle et éventuellement leur siège ou le lieu de leur séjour et leur qualité dans le procès.

2. Les demandes de signification d'actes indiqueront l'adresse du destinataire, la nature de l'acte à remettre et éventuellement aussi la forme dont sa remise doit être faite.

Article 11.

SUITE A DONNER AUX REQUÊTES.

1. Les demandes de signification d'actes et les commissions rogatoires seront effectuées dans la forme prescrite par les lois de l'Etat requis.

2. Néanmoins sur demande expresse de l'autorité requérante, on pourra appliquer une forme spéciale, à condition qu'elle ne soit pas contraire aux lois de l'Etat requis.

3. L'acte constatant l'exécution de la requête ainsi que les pièces qui l'accompagnent n'auront pas besoin d'être traduits dans la langue de l'Etat requérant.

Article 12.

1. L'autorité judiciaire saisie d'une demande d'assistance judiciaire appliquera, pour y donner suite, les mêmes moyens de contrainte que pour l'exécution d'une pareille demande des autorités

Judicial assistance shall include :

- (a) The service of summonses and other writs ;
- (b) The execution of letters of request.

The writs to be served and letters of request to be executed shall be transmitted direct by the Ministry of Justice of the applicant State to the Ministry of Justice of the State applied to. These two Ministries shall ensure that the requests are dealt with speedily by the competent authorities. If the authority applied to has no jurisdiction in the case in point, the Ministry applied to shall inform the Ministry of the other State to what authority having jurisdiction the request has been transmitted.

The Ministries applied to shall return the requests whether they have been executed or not.

Article 9.

1. Requests for the service of writs and letters of request shall be drawn up in the official language of the applicant State and shall be accompanied by a translation into the language of the State applied to. The translation shall be made or certified as correct by a sworn translator of one of the two Contracting Parties. It may also be made by the applicant authority on its own responsibility.

2. The authority applied to may, at the request of the applicant authority and at the latter's expense, provide for the translation.

3. Requests for the service of writs and letters of request need not be legalised but must bear the seal of the authority which sends them.

Article 10.

CONTENTS OF REQUESTS.

1. Requests shall contain an indication of the subject and, if necessary, a brief statement of the case, shall specify the names of the parties to the case, their occupation, ordinary place of residence and, where required, their headquarters or temporary address and the quality in which they are parties to the case.

2. Requests for the service of writs shall also indicate the address of the person on whom the writ is to be served, the nature of the writ itself and, if required, also the manner in which writ is to be served.

Article 11.

ACTION TO BE TAKEN IN RESPECT OF REQUESTS.

1. Requests for the service of writs and letters of request shall be made in the form laid down by the laws of the State applied to.

2. Nevertheless, on the express request of the applicant authority, some special form may be used, provided it be not contrary to the laws of the State applied to.

3. Neither the document establishing the fact that the request has been complied with nor the accompanying documents, need be translated into the language of the applicant State.

Article 12.

1. The judicial authorities to whom a request for judicial assistance has been referred shall, when taking action in respect of it, apply the same measures of constraint which they would apply

de son propre Etat, ou d'une demande formulée à cet effet par une partie intéressée. Ces moyens de contrainte ne seront pas nécessairement employés, s'il s'agit de la comparaison des parties en cause, à moins que la loi ne le prescrive.

2. L'autorité requérante sera, si elle le demande, informée de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure sollicitée, afin que les parties intéressées soient en mesure d'y assister.

Article 13.

1. L'exécution d'une commission rogatoire ne pourra être refusée que lorsque son authenticité n'est pas établie ou que la mesure à prendre n'est pas du ressort des autorités judiciaires dans l'Etat requis ou si l'Etat dans lequel elle doit être prise la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

2. Dans ce cas l'autorité requise avertira sans délai l'autorité requérante des raisons pour lesquelles l'exécution de la commission rogatoire a été refusée.

Article 14.

Les actes à signifier à des particuliers n'ont pas besoin d'être accompagnés d'une traduction dans la langue officielle de l'Etat requis, à moins qu'on n'exige expressément pour la signification la forme prescrite par les lois de celui-ci, faute de quoi la signification de l'acte sera faite par sa remise au destinataire en tant qu'il est disposé à l'accepter.

Article 15.

1. La signification des actes mentionnés à l'article 14 ne pourra être refusée que dans le cas où l'Etat, sur le territoire duquel elle doit avoir lieu, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

2. Dans ce cas les dispositions de l'article 13, alinéa 2, devront également être appliquées.

Article 16.

1. La preuve de la signification se fera au moyen soit d'un récépissé du destinataire daté et certifié conforme par l'autorité requise soit d'une attestation de cette dernière constatant le fait, la forme, la date et le lieu de la signification.

2. Si l'acte à signifier a été transmis en double exemplaire, le récépissé ou l'attestation sera fait sur l'un des deux exemplaires ou y sera annexé.

Article 17.

Chacune des Parties contractantes pourra signifier les actes judiciaires à ses ressortissants se trouvant sur le territoire de l'autre Partie directement par les soins de ses agents diplomatiques ou consulaires, mais sans menace ni emploi de contrainte.

Article 18.

FRAIS D'ASSISTANCE JUDICIAIRE.

1. Pour les significations d'actes et l'exécution des commissions rogatoires, il ne sera demandé aucune taxe ni le remboursement des dépenses de quelque nature qu'elles soient. Feront toutefois

for the enforcement of a similar request made by the authorities of their own State or of a request made for the same purpose by an interested party. The said means of constraint shall not necessarily be employed to compel the parties to appear, unless the law so requires.

2. The applicant authority shall, if it so desires, be informed of the date and place of enforcement, in order that the interested parties may be able to attend.

Article 13.

1. The enforcement of a letter of request may only be refused when its authentic character has not been proved, or when the measure to be taken is not within the competence of the judicial authority of the State applied to, or when the State in which the measure is to be carried out considers that this measure is incompatible with its sovereignty or security.

2. In such case the authority applied to shall immediately inform the applicant authority of the reasons for which enforcement of the letter of request has been refused.

Article 14.

Writs to be served on private persons need not be accompanied by a translation into the official language of the State applied to unless it is expressly stipulated that the writ must be served in the manner prescribed by the latter's laws. In all other cases, service of the writ shall be carried out by handing the document to the person for whom it is intended, provided the latter is willing to accept it.

Article 15.

1. Service of the writs referred to in Article 14 may only be refused if the State in whose territory service is to take place considers that such service is incompatible with its sovereignty or security.

2. In such case the provisions of Article 13, paragraph 2, shall also apply.

Article 16.

1. Proof of service shall be afforded either by a receipt given by the person on whom the writ is served and certified as correct by the authority applied to, or by an affidavit made out by the said authority, noting the fact, form, date and place of service.

2. If the writ to be served has been communicated in duplicate, the receipt or affidavit shall be made out on one of the two copies or shall be annexed thereto.

Article 17.

Each of the High Contracting Parties may serve judicial writs on its nationals who happen to be in the territory of the other Party direct through their diplomatic or consular agents but without threat or employment of constraint.

Article 18.

COST OF JUDICIAL ASSISTANCE.

1. For the service of writs and the enforcement of letters of request, no charge or repayment of expenses of any sort shall be demanded, apart from the sums paid by the State applied to to

exception les sommes payées par l'Etat requis aux témoins et experts, ainsi que les frais qui pourraient résulter de la demande d'emploi d'une forme spéciale de procédure. Ces frais seront remboursés sans retard par l'Etat requérant, que leur remboursement en soit ou non obtenu des parties intéressées.

Cette dernière disposition sera également appliquée dans les cas prévus par l'article 4, alinéa 2.

2. Toutefois, l'autorité requise communiquera à l'autorité requérante le montant des frais encourus par elle qui, d'après le premier alinéa, ne doivent pas être remboursés par l'Etat requérant, afin que cette dernière autorité puisse procéder au recouvrement de ces frais sur la personne tenue de les rembourser. L'Etat requérant conserve les sommes recouvrées.

3. L'assistance judiciaire ne pourra être refusée pour le motif que l'autorité requérante n'a pas déposé une somme suffisante pour couvrir les frais qui, conformément à l'alinéa 1, doivent être remboursés, à moins que l'Etat requis ne puisse réclamer une avance de ce genre de nationaux.

4. Les frais de poste seront à la charge de l'autorité requérante.

CHAPITRE V

LÉGALISATION ET FORCE PROBANTE DES ACTES.

Article 19.

1. Les actes ou documents dressés, délivrés ou légalisés par un tribunal ou par une autorité administrative d'un des deux Etats n'ont besoin, pourvu qu'ils soient revêtus du sceau officiel, d'aucune légalisation ultérieure pour servir devant les autorités judiciaires de l'autre Partie contractante.

2. Les actes ou documents dressés ou légalisés par devant un notaire (notaire public) devront pour pouvoir servir, comme il est dit à l'alinéa premier, être légalisés par le tribunal.

3. Seront considérés comme actes judiciaires aussi les expéditions signées par le greffier d'un tribunal, pourvu que cette signature suffise d'après les lois nationales.

4. La liste des autorités administratives envisagées à l'alinéa premier sera annexée à la présente convention. Les Parties contractantes se communiqueront les modifications qui pourraient y être apportées ultérieurement.

Article 20.

Les actes authentiques dressés sur le territoire de l'une des Parties contractantes, ainsi que les livres de commerce qui y sont tenus, auront devant les tribunaux de l'autre Etat contractant la même force probante que leur attribuent les lois de l'Etat dont ils proviennent. Cependant, la force probante ne leur sera attribuée que dans les limites admises par les lois de l'Etat dont les tribunaux seront saisis.

CHAPITRE VI

RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES ET ATTESTATIONS DE DISPOSITIONS LÉGALES.

Article 21.

1. Les Ministères de la Justice des deux Parties contractantes se fourniront, sans frais, sur demande, des informations sur le droit en vigueur sur le territoire de leur Etat et, le cas échéant, sur la jurisprudence de leurs tribunaux dans des questions concrètes.

2. La demande devra indiquer d'une façon précise les questions de droit sur lesquelles le renseignement est requis.

witnesses and experts, and expenditure which may be incurred owing to a request for the employment of a special form of procedure. These costs shall be repaid without delay by the applicant State, whether they have or have not been recovered from the interested parties.

This last provision shall also apply in the cases specified in Article 4, paragraph 2.

2. The authority applied to shall, however, communicate to the applicant authority the amount of the expenditure incurred by it which, according to the first paragraph, is not repayable by the applicant State, in order that the authorities of the latter may recover these costs from the person who is under obligation to pay them. The applicant State shall retain the sums thus recovered.

3. Judicial assistance may not be refused on the ground that the applicant authority has not deposited a sum sufficient to cover the cost which has to be repaid under paragraph 1, unless the State applied to is entitled to claim a prepayment of this kind from its nationals.

4. The cost of postage shall be borne by the applicant authority.

CHAPTER V.

LEGALISATION AND VALUE OF WRITS AS EVIDENCE.

Article 19.

1. Writs or documents drawn up, delivered or legalised by a Court or administrative authority of one of the two States shall not, provided they bear the official seal, require any subsequent legalisation to enable them to be produced before the judicial authorities of the other Contracting Party.

2. Writs or documents drawn up or legalised in the presence of a notary (notary public) must, in order that they may be used as specified in paragraph 1, be legalised by the Court.

3. Official documents signed by the Clerk of the Court shall, provided such signature is sufficient under the national laws, be regarded as judicial writs.

4. The list of the administrative authorities referred to in paragraph 1 shall be appended to the present Convention. The Contracting Parties shall communicate to each other any alteration which may be made in these lists subsequently.

Article 20.

Notarial acts drawn up in the territory of one of the Contracting Parties, as well as commercial registers kept in that territory shall possess, in the Courts of the other Contracting State, the same value as evidence as is ascribed to them by the laws of the State in which they originate. They shall, however, only possess such value as evidence as is ascribed to them by the laws of the State before whose Courts the case is brought.

CHAPTER VI.

LEGAL INFORMATION AND AFFIDAVITS REGARDING LEGAL PROVISIONS.

Article 21.

1. The Ministries of Justice of the two Contracting Parties shall supply each other free of charge, on request, with information concerning the law existing in the territory of their respective States and, if necessary, the case law established by their Courts on certain definite points.

2. The request must clearly indicate the questions of law regarding which information is required.

CHAPITRE VII

PROCÉDURE DE FAILLITE.

Article 22.

Dans les procédures de faillite et de concordat qui seront ouvertes sur le territoire de l'un des Etats contractants, les créanciers ressortissants de l'autre Etat seront traités comme les créanciers nationaux.

Article 23.

1. Si la procédure de faillite ou de concordat a été ouverte à l'égard des biens d'un ressortissant de l'autre Etat contractant, il faut en avertir sans retard l'autorité consulaire compétente de cet Etat.

L'autorité consulaire informera de son côté, pour autant qu'elle en a officiellement connaissance le plus tôt possible, le tribunal saisi de la faillite, s'il y a sur le territoire de son Etat des biens mobiliers ou immobiliers appartenant au failli.

2. S'il y a lieu de supposer qu'il y ait sur le territoire de l'autre Etat des créanciers intéressés, il faudra envoyer à l'autorité consulaire compétente de cet Etat, outre l'avertissement mentionné ci-dessus, aussi une copie de l'avis public concernant l'ouverture de la faillite ou de la procédure de concordat pour la publication dans les journaux destinés à cet effet.

CHAPITRE VIII

EXÉCUTIONS DES DÉCISIONS JUDICIAIRES.

Article 24.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Chacune des Parties contractantes s'engage à autoriser l'exécution et sa mise à effet sur son territoire des titres énumérés ci-dessous émanant des autorités judiciaires de l'autre Partie contractante, et qui, d'après les lois en vigueur, y constituent des titres exécutoires.

Article 25.

Seront reconnus comme titres exécutoires :

a) Les décisions judiciaires, y incluses les ordonnances (mandats) de payer, rendues par les tribunaux civils de toute sorte, y compris ceux de commerce, sur le territoire de l'un des deux Etats pourvu qu'elles y soient devenues exécutoires.

Il en sera de même quant aux décisions judiciaires rendues en matière pénale et concernant le dédommagement des parties lésées.

b) Les sentences arbitrales rendues dans un des deux Etats contractants et y ayant la même autorité que les décisions judiciaires.

CHAPTER VII.

BANKRUPTCY PROCEEDINGS.

Article 22.

In proceedings connected with bankruptcy or composition with creditors commenced in the territory of one of the Contracting States, creditors who are nationals of the other State shall be treated on the same footing as creditors who are nationals of the country itself.

Article 23.

1. If within one State, proceedings in connection with bankruptcy or composition with creditors have been commenced in respect of the property of a national of the other Contracting State, the competent authority of the latter must be informed of the fact without delay.

The consular authorities, for their part, shall, provided they have received official notification of the case, inform the Court dealing with the bankruptcy as soon as possible, whether there is in the territory of their own State any movable or immovable property belonging to the bankrupt.

2. If there is reason to suppose that there are any interested creditors in the territory of the other State, the competent consular authority of that State must be supplied, in addition to the above-mentioned notification, with a copy of the public notice concerning the commencement of bankruptcy proceedings or proceedings for composition with creditors for publication in the proper official journals.

CHAPTER VIII.

ENFORCEMENT OF JUDICIAL DECISIONS.

Article 24.

GENERAL PROVISIONS.

Each of the Contracting Parties undertakes to authorise the enforcement, and to take steps to secure the enforcement, in its territory of any of the instruments hereinafter specified issued by the judicial authorities of the other Party which, according to the laws in force, constitute due authority for action in the territory of the latter.

Article 25.

The following instruments shall be recognised as constituting due authority for action :

(a) Judicial decisions, including orders to pay, given by civil Courts of every kind, including commercial Courts, within the territory of one of the two States, provided they have therein become executive.

The above shall apply to judicial decisions given in criminal matters concerning the compensation of injured parties.

(b) Arbitral awards given in one of the two Contracting States and having therein the same force as judicial decisions.

c) Les transactions judiciaires ou les transactions conclues devant des arbitres ou des tribunaux d'arbitrage sur le territoire de l'un des deux Etats contractants pourvu qu'elles y soient devenues exécutoires.

Les documents visés aux alinéas *a)*-*c)* ci-dessus doivent être présentés en original ou en expédition authentique et munis de l'attestation du tribunal compétent de l'Etat où ils ont été dressés qu'ils y sont devenus exécutoires. Quant aux sentences arbitrales et aux transactions conclues devant des arbitres ou devant des tribunaux d'arbitrage, il appartient au tribunal de première instance dans le ressort duquel la sentence a été rendue et, le cas échéant, où la transaction a été conclue, d'attester que la sentence ou bien la transaction sont exécutoires.

Article 26.

En tant que la convention ne dispose pas autrement, la procédure en matière d'exécution sera réglée par les lois de l'Etat requis.

Article 27.

1. La demande d'autorisation d'exécution et de l'exécution elle-même sera déposée par le demandeur au tribunal duquel le titre émane. Lorsqu'il s'agira de l'exécution de titre émanant d'un tribunal d'arbitrage ou d'un arbitre, la demande sera déposée au tribunal de première instance indiqué à l'article 25, dernier alinéa.

Ces tribunaux transmettront sans retard, par la voie du Ministère de la Justice au tribunal compétent de l'autre Partie, la demande d'autorisation et d'exécution avec les documents mentionnés à l'article 25, après avoir muni ces derniers des attestations prévues au même article.

2. La Partie intéressée sera pourtant libre de saisir directement de sa demande d'autorisation et d'exécution le tribunal compétent de l'autre Etat contractant.

3. En introduisant la demande en exécution aux termes de la présente convention, le demandeur aura à payer à titre d'avance une somme suffisante pour recouvrer les taxes et les dépens éventuels du tribunal saisi de l'exécution. La somme ainsi avancée est considérée comme des frais et dépens de la procédure et sera remboursée au demandeur après avoir été perçue du débiteur par la voie de l'exécution forcée.

Les Ministères de la Justice des deux pays se communiqueront périodiquement les montants de ces avances.

4. Le tribunal compétent à autoriser l'exécution examinera, sur la base des pièces reçues, si toutes les conditions sont remplies pour l'autoriser. Cet examen qui devra être terminé au plus tard dans les quinze jours, à compter de celui où le tribunal a reçu les actes, se bornera aux questions suivantes :

a) Si la compétence du tribunal qui a décidé de l'affaire peut être considérée comme fondée d'après les lois de l'Etat où le titre exécutoire a été établi. Dans ce cas il suffira que, d'après les dispositions sur la compétence judiciaire en vigueur dans l'Etat saisi de la demande d'autorisation et d'exécution, aucun tribunal de cet Etat n'ait été exclusivement compétent pour juger l'affaire en question ;

b) S'il s'agit d'un titre exécutoire d'après l'article 25 ;

c) Si le jugement a été rendu par défaut, le tribunal devra, lorsque le défendeur le demande, constater, si ce dernier a été régulièrement cité conformément à la loi de l'Etat où la décision a été rendue, et que la citation l'ait atteint en temps utile ;

d) Si la reconnaissance et l'exécution de la décision ou de la transaction ne sont pas contraires à l'ordre public ou aux principes du droit public de l'Etat où elles sont invoquées.

(c) Judicial compromises or compromises reached before arbitrators or arbitral tribunals in the territory of one of the two Contracting States, provided they have therein become executive.

The documents referred to in paragraphs (a) to (c) above must be submitted in the original or in certified true copy, attested by the competent Court of the State in which they were drawn up, as having therein become executive. In the case of arbitral awards and compromises reached before arbitrators or arbitral tribunals it shall be for the court of first instance within whose jurisdiction the award has been given, or alternatively in which the compromise has been reached, to attest that the award or compromise has become executive.

Article 26.

In so far as this Convention does not otherwise provide, enforcement shall take place in accordance with the procedure laid down by the laws of the State applied to.

Article 27.

1. The request for authorisation to enforce and for enforcement itself shall be deposited by the applicant with the Court which has issued the instrument. In the case of the enforcement of an instrument issued by an arbitral tribunal or an arbitrator, the request shall be deposited with the court of first instance referred to in the last paragraph of Article 25.

These Courts shall transmit without delay, through the Ministry of Justice, to the competent Court of the other Party, the request for authorisation and enforcement, together with the documents referred to in Article 25, after the latter have been duly attested as specified in the said Article.

2. The interested Party shall, however, be free to apply direct to the competent Court of the other Contracting State for authorisation and enforcement.

3. When making a request in conformity with the terms of the present Convention, the applicant must pay by way of advance a sum sufficient to cover any charges and expenses which may be incurred by the Court responsible for enforcement. The sum thus advanced shall be regarded as costs and expenses of procedure, and shall be repaid to the applicant as soon as it has been recovered from the debtor by means of enforcement.

The Ministries of Justice of the two countries shall communicate to each other periodically the amounts of the sums thus advanced.

4. The Court which is competent to authorise enforcement shall consider, in the light of the papers received, whether all the conditions have been fulfilled in order to warrant the required action. This enquiry, which must be terminated at the latest within fifteen days from the date on which the Court has received the writs, shall be limited to the following points :

(a) Whether the Court which has decided the case may be regarded as possessing proper jurisdiction according to the laws of the State in which the executive instrument was drawn up. In this connection it shall be sufficient that, according to the provisions concerning judicial jurisdiction in force in the State to which the demand for authorisation and enforcement has been submitted, no court of that State possesses exclusive jurisdiction to deal with the case in question :

(b) Whether the instrument constitutes due authority for action within the meaning of Article 25 ;

(c) If the judgment has been given by default, the Court must, if the defendant so requests, decide whether the latter was properly summoned to appear in conformity with the law of the State in which the decision was given, and whether the summons to appear reached him at a sufficiently early date ;

(d) Whether recognition and enforcement of the decision or of the compromise is not contrary to public order and the principles of public law of the State in which action has been called for.

5. Ni le tribunal qui autorise l'exécution, ni celui qui l'effectue, n'est en droit d'examiner le fond de l'affaire.

Article 28.

Le tribunal compétent à autoriser l'exécution, accordera, conformément à ses lois, la prise de mesures provisoires (mesures de sûreté) pour assurer les droits résultant du titre exécutoire à l'égard de la personne contre laquelle l'exécution est demandée, et cela tant dans sa propre circonscription que dans celles d'autres tribunaux du même pays où se trouvent ses biens.

Ces mesures ne pourront être révoquées que si cette personne fournit une garantie suffisante pour satisfaire tous les droits découlant du titre exécutoire.

Article 29.

EXÉCUTION CONSERVATOIRE.

Avant même que les titres prévus à l'article 25 soient devenus définitifs, ou que le délai prévu pour l'accomplissement se soit écoulé, le tribunal compétent à autoriser l'exécution pourra, sur la demande faite dans la forme prescrite, accorder la prise de mesures conservatoires d'après les dispositions en vigueur dans l'Etat requis.

Article 30.

MESURES PROVISOIRES (CONSERVATOIRES).

Les mesures provisoires (conservatoires) seront accordées même avant le procès ou au cours du procès sur la demande de la partie dont les intérêts se trouvent menacés, même si un tribunal de l'autre Etat est compétent pour statuer dans l'affaire en question.

CHAPITRE IX

DISPOSITIONS FINALES.

Article 31.

La présente convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Praha le plus tôt possible.

La présente convention entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et continuera ses effets pendant un délai de six mois à compter du jour où l'une des Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, à Kaunas, le 24 avril 1931.

(L. S.) D^r NIEDERLE.

(L. S.) D^r KOUKAL.

(L. S.) ZAUNIUS.

5. Neither the Court which authorises enforcement nor that which carries it out shall be entitled to go into the merits of the case.

Article 28.

The Court which is competent to authorise enforcement shall, in accordance with its laws, allow the taking of provisional steps (for the safeguarding of interests) to secure the rights arising under the instrument constituting authority for the action in respect of the person against whom enforcement is requested, both within its own jurisdiction and within that of other Courts of the same country in which his property is situated.

These measures may only be rescinded if the person provides adequate surety to meet all rights arising under the instrument constituting authority for the action.

Article 29.

CONSERVATORY ACTION.

Even before the instruments referred to in Article 25 have become final, or the time-limit laid down for compliance has elapsed, the Court competent to authorise enforcement may, on a request submitted in due form, allow the taking of conservatory measures according to the provisions in force in the State applied to.

Article 30.

PROVISIONAL (CONSERVATORY) MEASURES.

Provisional (conservatory) measures shall be allowed even before the case has been heard, or during the hearing of the case, on the petition of the party whose interests are threatened, even if a Court of the other State has jurisdiction to decide the case in question.

CHAPTER IX.

FINAL PROVISIONS.

Article 31.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged as soon as possible at Prague.

The present Convention shall come into force one month after the exchange of ratifications, and shall remain in force for six months as from the date on which one of the Contracting Parties may have denounced it.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Kaunas, on April 24, 1931.

(Signed) Dr. NIEDERLE.

(Signed) Dr. KOUKAL.

(Signed) ZAUNIUS.

PROTOCOLE FINAL

En procédant à la signature de la convention entre la République tchécoslovaque et la République de Lituanie relative à la protection et à l'assistance judiciaire réciproque en matière de droit civil et commercial, les plénipotentiaires soussignés déclarent de s'être mis d'accord sur ce qui suit :

1^o Il est entendu que les dispositions de la présente convention en particulier celles qui se rapportent à la légalisation des actes et à l'exécution des décisions judiciaires, ne règlent que la condition juridique des nationaux des deux Parties contractantes.

2^o Sont compris dans les tribunaux, au sens de la convention, les autorités de tutelle en Slovaquie et en Russie Subcarpathique.

3^o Seront réservées à une convention à conclure ultérieurement entre les deux Etats, les questions de droit international privé relatives à l'état civil des nationaux, aux successions, à la compétence et aux effets de la faillite.

Ce Protocole fera partie intégrante de la présente convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé ce protocole.

Fait en double exemplaire, à Kaunas, le 24 avril 1931.

D^r NIEDERLE.

D^r KOUKAL.

ZAUNIUS.

LISTE
VISÉE A L'ARTICLE 19, ALINÉA 4, DE LA CONVENTION

A.

AUTORITÉS ADMINISTRATIVES TCHÉCOSLOVAQUES.

1. Chancellerie du président de la République.
2. Présidence et bureaux de la Chambre des députés de l'Assemblée nationale.
3. Présidence et bureaux du Sénat de l'Assemblée nationale.
4. Présidence du Conseil des Ministres.
5. Ministère des Affaires étrangères.
6. Ministère de l'Intérieur.
Administrations provinciales de Praha, de Brno, de Bratislava et d'Užhorod.
7. Ministère de la Justice.
8. Ministère des Finances.
Directions provinciales des Finances de Praha et de Brno.
Direction des Finances d'Opava.
Direction générale des Finances de Bratislava.
Direction principale des Finances d'Užhorod.
Offices du Procureur des Finances de Praha et de Brno.
9. Ministère de la Défense nationale.
Commandements militaires provinciaux à Praha, Brno, Bratislava, Košice.
10. Ministère de l'Instruction publique et de la Culture nationale.
Conseils scolaires provinciaux de Praha et de Brno.
11. Ministère de la Prévoyance sociale.
12. Ministère de l'Hygiène publique.

FINAL PROTOCOL.

In proceeding to sign the Convention between the Czechoslovak Republic and the Republic of Lithuania concerning reciprocal protection and judicial assistance in matters of civil and commercial law, the undersigned Plenipotentiaries declare that they have agreed on the following points :

(1) It is understood that the provisions of the present Convention, in particular those referring to the legalisation of writs and the enforcement of judicial decisions shall govern the legal status only of nationals of the two Contracting Parties.

(2) The guardianship authorities in Slovakia and Sub-Carpathian Russia shall be regarded as Courts within the meaning of the Convention.

(3) Questions of private international law concerning the civil status of nationals, succession to property, jurisdiction and the effects of bankruptcy shall be regarded as reserved subjects to be dealt with in a future convention.

This Protocol shall form an integral part of the present Convention.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed this Protocol.

Done in duplicate at Kaunas, on April 24, 1931.

Dr. NIEDERLE.

Dr. KOUKAL.

ZAUNIUS.

LIST
REFERRED TO IN ARTICLE 19, PARAGRAPH 4, OF THE CONVENTION.

A.

CZECHOSLOVAK ADMINISTRATIVE AUTHORITIES.

1. Chancellery of the President of the Republic.
2. President's Office and Offices of the Chamber of Deputies of the National Assembly.
3. President's Office and Offices of the Senate of the National Assembly.
4. Office of the President of the Council of Ministers.
5. Ministry of Foreign Affairs.
6. Ministry of the Interior.
Provincial administrations of Prague, Brno, Bratislava and Užhorod.
7. Ministry of Justice.
8. Ministry of Finance.
Provincial Financial Directorates of Prague and Brno.
Financial Directorate at Opava.
Financial Directorate-General at Bratislava.
Chief Financial Directorate at Užhorod.
Offices of the Inspector of Finance at Prague and Brno.
9. Ministry of National Defence.
Provincial Military Commands at Prague, Brno, Bratislava, Košice.
10. Ministry of Education and Public Worship.
Provincial Education Councils of Prague and Brno.
11. Ministry of Social Relief.
12. Ministry of Public Health.

13. Ministère du Commerce.
Office des Brevets d'invention.
Chambres de Commerce et d'Industrie à Praha, Plzeň, České Budějovice, Cheb, Liberec, Hradec Králové, Brno, Olomouc, Opava, Bratislava, Banská Bystrice et Košice.
14. Ministère de l'Agriculture.
Directions des Domaines et des Forêts de l'Etat à Praha, Liberec, Brandýs n./L., Třeboň, Frýdek, Zarnovice, Banská Bystrice, Liptovský Gradek, Solivar, Užhorod, Buštin et Rachovo.
Commission ministérielle pour les Opérations agraires à Praha.
Commission provinciale pour les Opérations agraires à Brno.
Archives agricoles de l'Etat à Praha.
15. Ministère des Chemins de fer.
Directions des Chemins de fer Praha-Sud, Praha-Nord, Plzeň, Hradec Králové, Brno, Olomouc, Bratislava et Košice.
16. Ministère des Postes et Télégraphes.
Caisse d'Epargne postale à Praha.
Caisse d'Epargne postale, succursale à Brno.
Administrations des transports par automobiles postaux, Praha.
Directions des Postes et Télégraphes de Praha, Pardubice, Brno, Opava, Bratislava et Košice.
17. Ministère des Travaux publics.
Administrations supérieures des Mines à Praha, Brno et Bratislava.
Administrations de première instance des Mines à Praha, Slaný, Plzeň, Karlovy Vary, Chomutov, Most, Teplice-Sanov, Brno, Banská Bystrice, Spišská Nová Ves, Rožnava et Berehovo.
Direction des Mines de l'Etat à Most, Poruba, Příbram, Jáchymov, Banská Štiavnica, Kremnica, Rožnava, Slatinské Doly.
Direction des Puits de pétroles de l'Etat à Gbely.
Administration des Mines de l'Etat à Železnika.
Administration des Salines de l'Etat à Prešov.
Direction des Forges et Aciéries de l'Etat pour la Slovaquie à Podbrezova.
Dépôts de l'Etat pour le charbon à Praha.
Bureau de l'Etat pour la vente des Produits miniers et métallurgiques à Praha.
Inspectorat central des Poids et mesures.
Bureau de service de poinçonnage à Praha.
Directions des Aérodomes de l'Etat à Praha, Brno et Bratislava.
Administrations des Aérodomes de l'Etat à Mariánské Lázně et Užhorod.
Office tchécoslovaque de navigation à Praha.
Offices de navigation fluviale à Praha et Bratislava.
Direction pour la construction des voies fluviales à Praha.
18. Ministère pour l'Unification des lois et de l'Organisation de l'administration.
19. Ministère du Ravitaillement.
20. Cour suprême des Comptes.
21. Office foncier de l'Etat.
22. Office national de Statistiques.

LISTE
VISÉE A L'ARTICLE 19, ALINÉA 4, DE LA CONVENTION

B.

AUTORITÉS ADMINISTRATIVES LITHUANIENNES.

1. Chancellerie du président de la République.
2. Chancellerie du Conseil des ministres.
3. Conseil d'Etat.
4. Ministère des Finances.
5. Bureau central de Statistique.

13. Ministry of Commerce.
Patents Office.
Chambers of Commerce and Industry at Prague, Plzeň, České Budějovice, Cheb, Liberec, Hradec Králové, Brno, Olomouc, Opava, Bratislava, Báňská Bystřice and Košice.
14. Ministry of Agriculture.
Directorates of Public Lands and State Forests at Prague, Liberec, Brandýs n./L., Třeboň, Frýdek, Zarnovice, Báňská Bystřice, Liptovský Gradek, Solivar, Užhorod, Buštin and Rachovo.
Ministerial Commission for Agrarian Transactions at Prague.
Provincial Commission for Agrarian Transactions at Brno.
State Agricultural Archives at Prague.
15. Ministry of Railways.
Railway Directorates of South Prague, North Prague, Plzeň, Hradec Králové, Brno, Olomouc, Bratislava and Košice.
16. Ministry of Post and Telegraphs.
Post Office Savings Bank at Prague.
Post Office Savings Bank, Brno Branch.
Administration of Motor Postal Transport, Prague.
Directorates of Post and Telegraph of Prague, Pardubice, Brno, Opava, Bratislava and Košice.
17. Ministry of Public Works.
Mines Administrations at Prague, Brno and Bratislava.
Secondary Mines Administrations at Prague, Slaný, Plzeň, Karlovy Vary, Chomutov, Most, Teplice-Sanov, Brno, Báňská Bystrice, Spišská Nová, Ves, Rožnava and Berehovo.
State Mines Directorates at Most, Poruba, Příbram, Jáchymov, Báňská Štiavnica, Kremnica, Rožnava, Slatinské Doly.
Directorate of State Petroleum Wells at Gbely.
State Mines Administration at Železnik.
Administration of State Salt Works at Prešov.
State Directorate of Smelting and Steel Works for Slovakia at Podbrezova.
State Coal Depots at Prague.
State Office for the Sale of Mining and Metallurgical Products at Prague.
Central Inspectorate of Weights and Measures.
Office of the Hall-marking Service at Prague.
Directorates of State Aerodromes at Prague, Brno and Bratislava.
Administrations of State Aerodromes at Mariánské Lázně and Užhorod.
Czechoslovak Navigation Office at Prague.
Fluvial Navigation Offices at Prague and Bratislava.
Directorate for the Construction of Waterways at Prague.
18. Ministry for the Unification of Laws and the Organisation of the Administration.
19. Ministry of Food Supplies.
20. Supreme Court of Accountancy.
21. State Land Office.
22. National Statistical Office.

LIST

REFERRED TO IN ARTICLE 19, PARAGRAPH 4, OF THE CONVENTION.

B.

LITHUANIAN ADMINISTRATIVE AUTHORITIES.

1. Chancellery of the President of the Republic.
2. Chancellery of the Council of Ministers.
3. Council of State.
4. Ministry of Finance.
5. Central Statistical Office.

6. Ministère de la Défense nationale.
7. Ministère des Communications.
8. Direction des Chemins de fer.
9. Direction des Postes.
10. Ministère de l'Instruction publique.
11. Université de Vytautas-le-Grand.
12. Ministère de la Justice.
13. Ministère des Affaires étrangères.
14. Cour des Comptes (Contrôle d'Etat).
15. Ministère de l'Intérieur.
16. Ministère de l'Agriculture.
17. Direction de la Réforme agraire.
18. Chambre agricole.
19. Chambre de Commerce et d'Industrie.
20. Gouvernement de Klaipėda.
21. Directoire de Klaipėda.
22. Direction du port de Klaipėda.
23. Curie archiépiscopale de Kaunas.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 5 janvier 1932,

Jan Opočenský,

Directeur des Archives.

Pour copie conforme :

*Le Directeur du Département juridique
et administratif,*

K. Bizauskas.

6. Ministry of National Defence.
7. Ministry of Communications.
8. Directorate of Railways.
9. Directorate of Posts.
10. Ministry of Education.
11. University of Vytautas the Great.
12. Ministry of Justice.
13. Ministry of Foreign Affairs.
14. Court of Accountancy (State Control).
15. Ministry of the Interior.
16. Ministry of Agriculture.
17. Directorate of Agrarian Reform.
18. Chamber of Agriculture.
19. Chamber of Commerce and Industry.
20. Government of Klaipėda.
21. Directorate of Klaipėda.
22. Directorate of the Port of Klaipėda.
23. Archiepiscopal Curia of Kaunas.

N° 2891.

AUTRICHE, BELGIQUE,
BRÉSIL, CHILI,
ÉGYPTE, ESPAGNE, etc.

Convention internationale pour la
protection des végétaux. Signée à
Rome, le 16 avril 1929.

AUSTRIA, BELGIUM,
BRAZIL, CHILE, EGYPT,
SPAIN, etc.

International Convention for the
Protection of Plants. Signed at
Rome, April 16, 1929.

N° 2891. — CONVENTION ¹ INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION
DES VÉGÉTAUX. SIGNÉE A ROME, LE 16 AVRIL 1929.

*Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères de Finlande et d'Italie
et le Ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 8 février 1932.*

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ; SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ;
LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI ; SA
MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ; SA MAJESTÉ LE ROI D'EGYPTE ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE ;
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ;
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI ; SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME
DE HONGRIE ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ; SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE
LUXEMBOURG ; SA MAJESTÉ LE SULTAN DU MAROC ; SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE ; LE PRÉSI-
DENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY ; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS ; LE PRÉSIDENT DE
LA RÉPUBLIQUE POLONAISE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGUAISE ; SA MAJESTÉ LE
ROI DE ROUMANIE ; SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES ; LE CONSEIL FÉDÉRAL
DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE ; SON ALTESSE LE BEY DE TUNIS ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
DE L'URUGUAY,

Ayant reconnu l'utilité d'une réglementation et d'une coopération internationales dans la
lutte contre les maladies et les ennemis des végétaux, ainsi que d'une collaboration plus étroite
dans ce but, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipoten-
tiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Alois VOLLGRUBER, conseiller à la Légation d'Autriche près S. M. le roi d'Italie, délégué
au Comité permanent de l'Institut international d'Agriculture ;

M. le Dr Bruno WAHL, conseiller aulique, directeur de l'Institut fédéral pour la Protection
des plantes, à Vienne ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Hector VAN ORSHOVEN, directeur de l'Office horticole du Ministère de l'Agriculture
Assisté par

M. Charles PYNART, président de la Chambre syndicale des Horticulteurs belges,
membre du Conseil supérieur de l'Horticulture ;

¹ Dépôt des ratifications à Rome :

EGYPTE	30 juin 1930.
ITALIE	27 octobre 1930.
FINLANDE	15 juillet 1931.
BELGIQUE	18 novembre 1931.
PAYS-BAS	7 septembre 1932.

La Convention est entrée en vigueur le 15 janvier 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2891. — INTERNATIONAL CONVENTION ² FOR THE PROTECTION OF PLANTS. SIGNED AT ROME, APRIL 16, 1929.

French official text communicated by the Finnish and Italian Ministers for Foreign Affairs and by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Convention took place February 8, 1932.

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS ; THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF BRAZIL ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE ; HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK ; HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT ; HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN ; THE PRESIDENT OF THE FINNISH REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF HAITI ; HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY ; HIS MAJESTY THE KING OF ITALY ; HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG ; HIS MAJESTY THE SULTAN OF MOROCCO ; HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PARAGUAY ; HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS ; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA ; HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES ; THE FEDERAL COUNCIL OF THE SWISS CONFEDERATION ; HIS HIGHNESS THE BEY OF TUNIS ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF URUGUAY,

Having recognised the utility of international regulations and co-operation in combating plant diseases and pests, and of closer collaboration to that end, have decided to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

M. Alois VOLLGRUBER, Counsellor of the Austrian Legation accredited to His Majesty the King of Italy, Delegate to the Permanent Committee of the International Institute of Agriculture.

Dr. Bruno WAHL, Aulic Councillor, Director of the Federal Institute for the Protection of Plants at Vienna.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Hector VAN ORSHOVEN, Director of the Horticultural Office of the Ministry of Agriculture, Assisted by

M. Charles PYNART, President of the Belgian Horticulturists' Chamber, Member of the Higher Horticultural Board.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Deposit of ratifications in Rome :

EGYPT	June 30, 1930.
ITALY	October 27, 1930.
FINLAND	July 15, 1931.
BELGIUM	November 18, 1931.
THE NETHERLANDS	September 7, 1932.

The Convention entered into force January 15, 1932.

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL :

- M. le D^r Deoclecio DE CAMPOS, ancien député fédéral, attaché commercial à l'Ambassade du Brésil près S. M. le Roi d'Italie, délégué au Comité permanent de l'Institut international d'Agriculture ;
M. Alberto BETIM PAES LEME, professeur à l'Ecole Polytechnique et au Musée National de Rio-de-Janeiro ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI :

- Don Hector SOZA WERTH, ingénieur agronome ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK :

- M. Johan Christian Westergaard KRUSE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi d'Italie, délégué au Comité permanent de l'Institut international d'Agriculture ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'EGYPTE :

- M. Edward BALLARD, directeur de la Section de Protection des plantes au Ministère de l'Agriculture ;
M. Tewfik FAHMY, premier spécialiste mycologue à la Section de Protection des plantes au Ministère de l'Agriculture ;
M. Fathalla HETATA, délégué au Comité permanent de l'Institut international d'Agriculture ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

- S. Exc. Don Cipriano MUÑOZ Y MANZANO, COMTE DE LA VIÑAZA, Grand d'Espagne, ambassadeur de S. M. le Roi d'Espagne près S. M. le Roi d'Italie ;
Don Francisco BILBAO Y SEVILLA, ingénieur agronome, délégué au Comité permanent de l'Institut international d'Agriculture ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

- M. Rolf THESLEFF, docteur ès lettres, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi d'Italie ;
M. Johan Ivar LIRO, professeur à l'Université de Helsinki ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

- M. Maurice LESAGE, directeur de l'Agriculture au Ministère de l'Agriculture ;
M. Jules Michel SAULNIER, chef du Service de la défense des végétaux et de l'inspection phytopathologique ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI :

- M. Augusto SACCOMANNI, consul général de la République d'Haïti, délégué au Comité permanent de l'Institut international d'Agriculture ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

- S. Exc. M. Rodolphe DE MARFFY MANTUANO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, délégué au Comité permanent de l'Institut international d'Agriculture ;
M. le professeur Joseph JABLONOWSKI, directeur général de l'Expérimentation royale hongroise ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF BRAZIL :

- Dr. Deoclecio DE CAMPOS, Former Federal Deputy, Commercial Attaché of the Brazilian Embassy accredited to His Majesty the King of Italy, Delegate to the Permanent Committee of the International Institute of Agriculture.
- M. Alberto BETIM PAES LEME, Professor at the Polytechnic School and at the National Museum of Rio de Janeiro.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE :

- Don Hector SOZA WERTH, Agronomical Engineer.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK :

- M. Johan Christian Westergaard KRUSE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to His Majesty the King of Italy, Delegate to the Permanent Committee of the International Institute of Agriculture.

HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT :

- M. Edward BALLARD, Director of the Section for the Protection of Plants in the Ministry of Agriculture.
- M. Tewfik FAHMY, First Mycological Specialist in the Section for the Protection of Plants in the Ministry of Agriculture.
- M. Fathalla HETATA, Delegate to the Permanent Committee of the International Institute of Agriculture.

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

- His Excellency Don Cipriano MUÑOZ Y MANZANO, COUNT DE LA VIÑAZA, Grandee of Spain, Ambassador of His Majesty the King of Spain accredited to His Majesty the King of Italy.
- Don Francisco BILBAO Y SEVILLA, Agronomical Engineer, Delegate to the Permanent Committee of the International Institute of Agriculture.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

- M. Rolf THESLEFF, Doctor of Letters, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to His Majesty the King of Italy.
- M. Johan Ivar LIRO, Professor at the University of Helsinki.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

- M. Maurice LESAGE, Director of Agriculture in the Ministry of Agriculture.
- M. Jules Michel SAULNIER, Chief of the Service for the Protection of Plants and of the Phytopathological Inspectorate.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF HAITI :

- M. Augusto SACCOMANNI, Consul-General of the Republic of Haiti, Delegate to the Permanent Committee of the International Institute of Agriculture.

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

- His Excellency M. Rodolphe DE MARFFY MANTUANO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Delegate to the Permanent Committee of the International Institute of Agriculture.
- Professor Joseph JABLONOWSKI, Director-General of the Royal Hungarian Experiments Service.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

POUR L'ITALIE :

S. Exc. M. le professeur Giuseppe DE MICHELIS, sénateur, ambassadeur de S. M. le Roi d'Italie, délégué au Comité permanent de l'Institut international d'Agriculture et président du Comité permanent de l'Institut ;

M. le professeur Vittorio PEGLION, député, directeur de l'Institut supérieur agricole de Bologne ;

M. le D^r Mario MARIANI, directeur général de l'Agriculture au Ministère de l'Economie nationale ;

Assistés par

M. le professeur Filippo SILVESTRI, directeur de l'Institut supérieur agricole de Portici ;

M. le professeur Lionello PETRI, directeur de la Station royale de pathologie végétale de Rome ;

M. le professeur Piero VOGLINO, directeur du Laboratoire expérimental de phyto-pathologie de Turin ;

POUR LA CYRÉNAÏQUE :

S. Exc. M. le professeur Giuseppe DE MICHELIS, sénateur, ambassadeur de S. M. le Roi d'Italie, délégué au Comité permanent de l'Institut international d'Agriculture et président du Comité permanent de l'Institut ;

M. le professeur Vittorio PEGLION, député, directeur de l'Institut supérieur agricole de Bologne ;

M. le D^r Mario MARIANI, directeur général de l'Agriculture au Ministère de l'économie nationale ;

Assistés par

M. Alessandro TROTTER, professeur à l'Institut supérieur agricole de Portici ;

POUR L'ÉRYTHRÉE :

S. Exc. M. le professeur Giuseppe DE MICHELIS, sénateur, ambassadeur de S. M. le Roi d'Italie, délégué au Comité permanent de l'Institut international d'Agriculture et président du Comité permanent de l'Institut ;

M. le professeur Vittorio PEGLION, député, directeur de l'Institut supérieur agricole de Bologne ;

M. le D^r Mario MARIANI, directeur général de l'Agriculture au Ministère de l'économie nationale ;

Assistés par

M. le D^r Alfonso CHIAROMONTE, de l'Institut agricole colonial italien de Florence ;

POUR LA SOMALIE ITALIENNE :

S. Exc. M. le professeur Giuseppe DE MICHELIS, sénateur, ambassadeur de S. M. le Roi d'Italie, délégué au Comité permanent de l'Institut international d'Agriculture et président du Comité permanent de l'Institut ;

M. le professeur Vittorio PEGLION, député, directeur de l'Institut supérieur agricole de Bologne ;

M. le D^r Mario MARIANI, directeur général de l'Agriculture au Ministère de l'Economie nationale ;

Assistés par

M. le D^r Alfonso CHIAROMONTE, de l'Institut agricole colonial italien de Florence ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

FOR ITALY :

His Excellency Professor Giuseppe DE MICHELIS, Senator, Ambassador of His Majesty the King of Italy, Delegate to the Permanent Committee of the International Institute of Agriculture and President of the Permanent Committee of the Institute.

Professor Vittorio PEGLION, Deputy, Director of the Higher Agricultural Institute at Bologna.

Dr. Mario MARIANI, Director-General of Agriculture in the Ministry of National Economy.

Assisted by :

Professor Filippo SILVESTRI, Director of the Higher Agricultural Institute at Portici.
Professor Lionello PETRI, Director of the Royal Station for Plant Pathology at Rome.

Professor Piero VOGLINO, Director of the Experimental Laboratory of Phytopathology at Turin.

FOR CIRENAICA :

His Excellency Professor Giuseppe DE MICHELIS, Senator, Ambassador of His Majesty the King of Italy, Delegate to the Permanent Committee of the International Institute of Agriculture and President of the Permanent Committee of the Institute.

Professor Vittorio PEGLION, Deputy, Director of the Higher Agricultural Institute at Bologna.

Dr. Mario MARIANI, Director-General of Agriculture in the Ministry of National Economy.

Assisted by

Dr. Alessandro TROTTER, Professor at the Higher Agricultural Institute at Portici.

FOR ERITREA :

His Excellency Professor Giuseppe DE MICHELIS, Senator, Ambassador of His Majesty the King of Italy, Delegate to the Permanent Committee of the International Institute of Agriculture and President of the Permanent Committee of the Institute.

Professor Vittorio PEGLION, Deputy, Director of the Higher Agricultural Institute at Bologna.

Dr. Mario MARIANI, Director-General of Agriculture in the Ministry of National Economy.

Assisted by

Dr. Alfonso CHIAROMONTE, of the Italian Colonial Agricultural Institute at Florence.

FOR ITALIAN SOMALILAND :

His Excellency Professor Giuseppe DE MICHELIS, Senator, Ambassador of His Majesty the King of Italy, Delegate to the Permanent Committee of the International Institute of Agriculture and President of the Permanent Committee of the Institute.

Professor Vittorio PEGLION, Deputy, Director of the Higher Agricultural Institute at Bologna.

Dr. Mario MARIANI, Director General of Agriculture in the Ministry of National Economy.

Assisted by

Dr. Alfonso CHIAROMONTE of the Italian Colonial Agricultural Institute at Florence.

POUR LA TRIPOLITAINE :

S. Exc. M. le professeur Giuseppe DE MICHELIS, sénateur, ambassadeur de S. M. le Roi d'Italie, délégué au Comité permanent de l'Institut international d'Agriculture et président du Comité permanent de l'Institut ;

M. le professeur Vittorio PEGLION, député, directeur de l'Institut supérieur agricole de Bologne ;

M. le D^r Mario MARIANI, directeur général de l'Agriculture au Ministère de l'Economie nationale ;

Assistés par

M. Alessandro TROTTER, professeur à l'Institut supérieur agricole de Portici ;

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

M. Hector VAN ORSHOVEN, directeur de l'Office horticole du Ministère belge de l'Agriculture ;

SA MAJESTÉ LE SULTAN DU MAROC :

M. Louis DOP, membre de l'Académie d'agriculture de France, délégué au Comité permanent de l'Institut international d'agriculture, vice-président du Comité permanent de l'Institut ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. Johannes IRGENS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi de Norvège près S. M. le Roi d'Italie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY :

M. Alessandro BOCCA, consul du Paraguay à Rome, délégué au Comité permanent de l'Institut international d'agriculture ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

POUR LES PAYS-BAS :

M. le D^r J. J. L. VAN RIJN, conseiller agricole, délégué au Comité permanent de l'Institut international d'agriculture ;

M. N. VAN POETEREN, ingénieur, chef du Service phytopathologique de Wageningen ;

M. E. H. KRELAGE, président du Conseil néerlandais d'horticulture de Harlem ;

M. le D^r L. NIEMÖLLER, secrétaire du Bureau central des ventes publiques des fruits et légumes de La Haye ;

M. H. TRIENEKENS, membre du Comité directeur de la ligue catholique néerlandaise des agriculteurs et des horticulteurs ;

POUR LES INDES NÉERLANDAISES :

M. le D^r C. J. J. VAN HALL, ancien directeur de l'Institut phytopathologique de Buitenzorg ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

S. Exc. M. le comte Stefan PRZEZDZIECKI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Pologne près S. M. le Roi d'Italie ;

Assisté par

M. Boleslas MIKULSKI, conseiller commercial à la Légation de Pologne, délégué au Comité permanent de l'Institut international d'agriculture ;

M. le D^r Richard BLEDOWSKI, professeur à l'Université libre polonaise de Varsovie, député à la Diète ;

M. Witold HOYER, conseiller au Ministère de l'Agriculture ;

FOR TRIPOLITANIA :

His Excellency Professor Guiseppe DE MICHELIS, Senator, Ambassador of His Majesty the King of Italy, Delegate to the Permanent Committee of the International Institute of Agriculture and President of the Permanent Committee of the Institute.

Professor Vittorio PEGLION, Deputy, Director of the Higher Agricultural Institute at Bologna.

Dr. Mario MARIANI, Director-General of Agriculture in the Ministry of National Economy.

Assisted by

M. Alessandro TROTTER, Professor at the Higher Agricultural Institute at Portici.

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG :

M. Hector VAN ORSHOVEN, Director of the Horticultural Office of the Belgian Ministry of Agriculture.

HIS MAJESTY THE SULTAN OF MOROCCO :

M. LOUIS DOP, Member of the Academy of Agriculture of France, Delegate to the Permanent Committee of the International Institute of Agriculture, Vice-President of the Permanent Committee of the Institute.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. Johannes IRGENS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the King of Norway accredited to His Majesty the King of Italy.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PARAGUAY :

M. Alessandro BOCCA, Consul of Paraguay at Rome, Delegate to the Permanent Committee of the International Institute of Agriculture.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

FOR THE NETHERLANDS :

Dr. J. J. L. VAN RIJN, Agricultural Adviser, Delegate to the Permanent Committee of the International Institute of Agriculture.

M. N. VAN POETEREN, Engineer, Chief of the Phytopathological Service at Wageningen.

M. E. H. KRELAGE, President of the Netherlands Board of Agriculture at Harlem.

Dr. L. NIEMÖLLER, Secretary of the Central Office for Public Sale of Fruit and Vegetables at The Hague.

M. H. TRIENEKENS, Member of the Managing Committee of the Netherlands Catholic League of Agriculturists and Horticulturists.

FOR THE NETHERLANDS EAST INDIES :

Dr. C. J. J. VAN HALL, Formerly Director of the Phytopathological Institute at Buitenzorg.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

His Excellency Count Stefan PRZEZDZIECKI, Polish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to His Majesty the King of Italy.

Assisted by :

M. Boleslas MIKULSKI, Commercial Adviser to the Polish Legation, Delegate to the Permanent Committee of the International Institute of Agriculture.

Dr. Richard BLEADOWSKI, Professor at the Polish Free University of Warsaw, Deputy to the Diet.

M. Withod HOYER, counsellor in the Ministry of Agriculture.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

S. Exc. M. le D^r Henrique Trindade COELHO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi d'Italie ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

S. Exc. le Prince Démètre GHICA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi de Roumanie près S. M. le Roi d'Italie ;

Assisté par

M. le D^r Traian SAVULESCU, professeur à l'École supérieure d'agriculture de Bucarest ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

S. Exc. M. Milan M. RAKITCH, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi des Serbes, Croates et Slovènes, près S. M. le Roi d'Italie ;

Assisté par

M. le D^r Velimir STOYKOVITCH, chef du Bureau de politique agraire au Ministère de l'Agriculture ;

M. Vladimir CHKORITCH, professeur adjoint à l'Université de Zagreb ;

M. Jovan POPOVITCH, chef de l'Établissement phytopathologique auprès du Muséum d'histoire naturelle de Sarajevo ;

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE :

S. Exc. M. Georges WAGNIÈRE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près S. M. le Roi d'Italie, délégué au Comité permanent de l'Institut international d'agriculture ;

M. Albert KÖNIG, remplaçant du directeur de la Division de l'Agriculture au Département fédéral de l'Économie publique ;

M. le D^r H. FAES, directeur de la Station fédérale des essais viticoles de Lausanne ;

SON ALTESSE LE BEY DE TUNIS :

M. Paul LESCURE, directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation ;

M. H. H. LAVERDET, sous-chef du Service de l'Agriculture ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY :

Don Enrique José ROVIRA, consul de l'Uruguay à Rome, délégué au Comité permanent de l'Institut international d'agriculture ;

Lesquels, à ce dûment autorisés, réunis à Rome, au siège de l'Institut international d'Agriculture, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les Pays contractants s'engagent à prendre les mesures législatives et administratives nécessaires, en vue d'assurer une action commune et efficace contre l'introduction et l'extension des maladies et des ennemis des végétaux.

Ces mesures devront spécialement viser :

1^o La surveillance des cultures, pépinières, jardins, serres et tous autres établissements dont les produits sont destinés au commerce des végétaux et parties de végétaux.

Chacun des pays contractants arrêtera périodiquement la liste des diverses cultures, plantations et produits soumis à cette surveillance.

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

His Excellency Dr Henrique Trindade COELHO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to His Majesty the King of Italy.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

His Excellency Prince Démètre GHICA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the King of Roumania accredited to His Majesty the King of Italy.

Assisted by

Dr. Traian SAVULESCU, Professor at the Higher School of Agriculture at Bucharest.

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

His Excellency M. Milan M. RAKITCH, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the King of the Serbs, Croats and Slovenes accredited to His Majesty the King of Italy.

Assisted by :

Dr. Velimir STOYKOVITCH, Chief of the Agrarian Policy Bureau in the Ministry of Agriculture.

M. Vladimir CHKORITCH, Assistant Professor at the University of Zagreb.

M. Jovan POPOVITCH, Chief of the Phytopathological Establishment in the Natural History Museum at Sarajevo.

THE FEDERAL COUNCIL OF THE SWISS CONFEDERATION :

His Excellency M. Georges WAGNIÈRE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation accredited to His Majesty the King of Italy, Delegate to the Permanent Committee of the International Institute of Agriculture.

M. Albert KÖNIG, Deputy, Director of the Agricultural Division in the Federal Department of Public Economy.

Dr. H. FAES, Director of the Federal Station for Viticultural Tests at Lausanne.

HIS HIGHNESS THE BEY OF TUNIS :

M. Paul LESCURE, Director-General of Agriculture, Commerce and Colonisation.

M. H. H. LAVERDET, Deputy Chief of the Agricultural Service.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF URUGUAY :

Don Enrique José ROVIRA, Uruguayan Consul at Rome, Delegate to the Permanent Committee of the International Institute of Agriculture,

Who, being duly authorised thereto and having met at Rome at the seat of the International Institute of Agriculture, have agreed as follows :

Article I.

The Contracting States undertake to enact the necessary legislative and administrative measures with a view to ensuring effective joint action to prevent the introduction and extension of plant diseases and pests.

These measures shall be specially directed towards :

(1) The supervision of farms, nurseries, gardens, hot-houses and any other establishments, the produce of which is intended for the trade in plants and parts of plants.

Each of the Contracting States shall draw up periodically a list of the various crops, plantations and products subject to such supervision.

2° La constatation de l'apparition des maladies et des ennemis des végétaux, ainsi que l'indication des localités atteintes.

3° Les moyens de prévention et de lutte contre les maladies et les ennemis des végétaux.

4° La réglementation des transports sous toutes leurs formes et celle de l'emballage des végétaux et parties de végétaux, avec interdiction d'employer à cet effet tout moyen ou toute matière dont l'usage présente un réel danger pour la propagation des maladies des végétaux.

5° Les sanctions à prendre en cas d'infraction aux mesures édictées.

Article 2.

Il sera créé dans chacun des pays adhérents à la présente convention une organisation officielle de protection des végétaux destinée à assurer l'exécution des mesures visées à l'article premier.

Cette organisation officielle comprendra au minimum :

1° Un établissement d'études et de recherches scientifico-techniques de microbiologie, de pathologie et de zoologie appliquées à l'agriculture.

2° Un Service officiel de protection des végétaux ayant notamment pour mission :

- a) La surveillance des cultures et établissements visés à l'article premier, en vue de constater l'apparition et l'extension des maladies et des ennemis des végétaux ;
- b) La vulgarisation des connaissances relatives aux maladies et ennemis des végétaux ainsi qu'aux mesures destinées à les prévenir et à les combattre ;
- c) L'inspection des envois de végétaux et parties de végétaux ;
- d) La délivrance des certificats concernant l'état sanitaire et l'origine des envois de végétaux et parties de végétaux.

Article 3.

Les mesures visées à l'article 2, n° 1°, doivent être réalisées au moment de la ratification ou de l'adhésion à la présente convention ; toutes les autres mesures visées à l'article 2 seront prises par chaque pays dans un délai aussi court que possible et, au plus tard, deux ans après la ratification ou l'adhésion à la présente convention.

Article 4.

Les Pays contractants s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires, soit pour prévenir ou combattre les maladies et ennemis des végétaux, soit pour surveiller l'importation des végétaux et parties de végétaux, notamment en provenance des pays ne possédant pas encore une organisation officielle de protection des végétaux.

Lorsque des pays contractants exigent que des végétaux ou parties de végétaux présentés à l'importation soient accompagnés d'un certificat sanitaire délivré par un agent officiel compétent et dûment autorisé par le pays exportateur, les pays contractants doivent se conformer aux stipulations de la présente convention.

Article 5.

L'importation des végétaux et parties de végétaux qui doivent être accompagnés d'un certificat sanitaire, ou soumis à une inspection sanitaire, ne pourra avoir lieu que par les bureaux de douane

- (2) The detection of the appearance of plant diseases and pests and the announcement of the localities affected.
- (3) The means of preventing and combating plant diseases and pests.
- (4) The regulation of all types of transport and packing of plants and parts of plants, with prohibition of the employment for that purpose of any method or any material the use of which presents a real danger of the propagation of plant diseases.
- (5) The penalties to be inflicted in the event of violation of the measures decreed.

Article 2.

In each of the States acceding to the present Convention and official organisation for the protection of plants shall be created for the purpose of ensuring the execution of the measures provided for in Article 1.

This official organisation shall comprise at least :

- (1) An establishment for scientific technical study and research on microbiology, pathology and zoology as applied to agriculture.
- (2) An official Service for the protection of plants, which shall have as its object more especially :
 - (a) The supervision of the farms and establishments mentioned in Article 1 with a view to detecting the appearance and extension of plant diseases and pests ;
 - (b) The dissemination of information concerning plant diseases and pests and the measures intended for their prevention and elimination ;
 - (c) The inspection of consignments of plants and parts of plants ;
 - (d) The issue of certificates concerning the health and origin of the plants and parts of plants consigned.

Article 3.

The measures provided for in Article 2, No. 1, must already be in existence at the time of ratification of, or accession to, the present Convention ; all other measures mentioned in Article 2 shall be taken by each of the signatory States as soon as possible, and at latest two years after ratification of, or accession to, the present Convention.

Article 4.

The Contracting States undertake to enact all necessary measures both to prevent and combat plant diseases and pests and to supervise the importation of plants and parts of plants, in particular those consigned from countries not as yet possessing any official organisation for the protection of plants.

When Contracting States require that plants or parts of plants to be imported shall be accompanied by a health certificate issued by a competent official agent duly authorised by the exporting State, the Contracting States must conform to the provisions of the present Convention.

Article 5.

The importation of plants and parts of plants which have to be accompanied by a health certificate or subjected to sanitary inspection shall be effected only through the Customs offices,

dont la liste aura été établie par le pays importateur, en tenant compte de la nécessité de ne pas entraver le commerce international. Cette liste sera publiée par le pays importateur au *Journal officiel* où sont insérés les documents législatifs et réglementaires en vigueur sur son territoire, et communiquée aux pays exportateurs qui en auront fait la demande.

Article 6.

Chaque pays conserve son droit d'inspecter, de mettre en quarantaine les végétaux ou parties de végétaux, ou d'en interdire l'importation à titre temporaire et exceptionnel, alors même que les envois sont accompagnés d'un certificat sanitaire. Le pays qui prend une mesure d'interdiction d'importation doit en faire connaître le motif.

L'inspection doit s'effectuer dans le plus court délai et, pour les produits périssables, sans délai, c'est-à-dire dès l'arrivée de la marchandise dans les locaux habituellement affectés à l'inspection.

Lorsque des envois sont reconnus infectés ou infestés, le pays importateur en avise immédiatement, par la voie la plus rapide, le gouvernement du pays exportateur, lequel prend les sanctions prévues par ses propres règlements. Les envois reconnus infectés ou infestés pourront être soumis à la désinfection ou à d'autres traitements, conformément à la législation en vigueur en cette matière dans le pays importateur, refoulés ou détruits, le tout aux frais de qui de droit, sans que ce pays puisse en aucun cas être déclaré responsable des dommages qui pourraient être la conséquence des mesures prises.

Si la destruction a été effectuée, un procès-verbal sera dressé et transmis sans délai au gouvernement du pays intéressé.

Article 7.

Les pays qui, par des mesures sanitaires d'ordre général, interdisent l'importation de certains végétaux ou parties de végétaux, doivent publier leur décision motivée au *Journal officiel* où sont insérés les documents législatifs et réglementaires en vigueur sur leur territoire et en donner connaissance, sans aucun retard, à l'Institut international d'Agriculture.

Article 8.

Les pays contractants prennent l'engagement de ne prescrire, pour raisons de protection phytosanitaire, des mesures d'interdiction d'importation ou de transit applicables aux végétaux ou parties de végétaux en provenance d'un pays déterminé, que si la présence d'une maladie ou d'un ennemi des végétaux a été effectivement constatée sur le territoire de ce pays et s'il existe une nécessité réelle de protéger les cultures du pays qui a établi l'interdiction d'entrée.

Article 9.

Les certificats sanitaires sont établis conformément au modèle annexé à la présente convention.

Le délivrance des certificats sera effectuée dans des conditions permettant leur vérification éventuelle.

Chaque pays contractant examinera les mesures à prendre pour que, tout en assurant sa sauvegarde, soit réduit au strict nécessaire le nombre des cas dans lesquels le certificat sanitaire sera exigé à l'importation des produits qui ne doivent pas être utilisés en vue de la plantation, tels que les céréales, fruits, légumes et fleurs coupées.

a list of which shall be drawn up by the importing State, account being taken of the necessity of not hampering international trade. This list shall be published by the importing State in the Official Gazette in which the laws and regulations in force in its territory are inserted, and shall be communicated to any exporting States which may ask for it.

Article 6.

Each State retains the right to inspect and place in quarantine plants or parts of plants, or temporarily and exceptionally to prohibit their importation, even when the consignments are accompanied by a health certificate. Any country prohibiting importation shall state the reason for so doing.

Inspection shall take place as soon as possible and, in the case of perishable produce, without delay, that is, immediately on the arrival of the goods at the premises where inspection habitually takes place.

When consignments are found to be infected or infested, the importing State shall immediately, through the most rapid channel, notify the Government of the exporting State, which shall take the steps prescribed in its own regulations. Consignments found to be infected or infested may be subjected to disinfection or other treatment, in accordance with the legislation in force on the subject in the importing State, or may be sent back or destroyed, in all cases at the expense of the party concerned, and the importing State may in no case be declared responsible for any damages arising out of the measures taken.

If the produce is destroyed, a report shall be drawn up and transmitted without delay to the Government of the State concerned.

Article 7.

States which prohibit by means of general health measures the importation of certain plants or parts of plants shall publish their decision together with the reasons therefor in the Official Gazette in which the laws and regulations in force in their territory are inserted, and shall communicate them without delay to the International Institute of Agriculture.

Article 8.

The Contracting States undertake not to adopt import or transit prohibitions on phyto-sanitary grounds in regard to plants or parts of plants coming from a given State unless the presence of a plant disease or pest has actually been discovered in the territory of that State and real necessity exists for the protection of the crops of the State making the import prohibition.

Article 9.

Health certificates shall be drawn up in accordance with the model annexed to the present Convention.

Certificates shall be issued in conditions permitting of their verification if necessary.

Each Contracting State shall examine the measures to be taken, so that, while safeguarding itself, it may reduce to a minimum the number of cases in which the health certificate may be demanded when the produce imported is not to be utilised for the purpose of planting, for instance cereals, fruit, vegetables, and cut flowers.

Article 10.

Par dérogation aux stipulations ci-dessus :

a) L'importation des végétaux ou parties de végétaux, ainsi que d'échantillons de maladies et d'ennemis des végétaux et de plantes attaquées est permise en vue de recherches scientifiques, après autorisation des pays intéressés, et sous réserve que le conditionnement de l'envoi offre toutes garanties contre la dispersion des maladies et des ennemis des végétaux ;

b) Les pays limitrophes pourront s'entendre pour faciliter leurs échanges de végétaux ou parties de végétaux.

Article 11.

Les divers pays contractants sont invités à publier au *Journal officiel* où sont insérés les documents législatifs et réglementaires en vigueur sur leur territoire, et à communiquer à l'Institut international d'Agriculture, au moment de la ratification de la présente convention, la liste des maladies et ennemis des végétaux, contre lesquels ils désirent plus spécialement se protéger et qui devront figurer respectivement sur les certificats sanitaires. Les pays qui adhéreront ultérieurement fourniront cette liste au moment de leur adhésion.

Cette liste sera tenue à jour et toute modification ultérieure devra être publiée comme il est dit ci-dessus, et communiquée sans retard à l'Institut international d'Agriculture.

Article 12.

L'existence ou la création d'un service officiel de protection des végétaux sera notifiée par chaque pays contractant à l'Institut international d'Agriculture.

Article 13.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à adresser sans retard à l'Institut international d'Agriculture les communications visées par l'article 9* de la Convention¹ internationale du 7 juin 1905 et toutes autres communications se référant à la présente convention.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 139.

* Art. 9 de la Convention internationale du 7 juin 1905 :

L'Institut, bornant son action dans le domaine international, devra :

a) Concentrer, étudier et publier dans le plus bref délai possible les renseignements statistiques, techniques ou économiques concernant la culture, les productions tant animale que végétale, le commerce des produits agricoles et les prix pratiqués sur les différents marchés ;

b) Communiquer aux intéressés, dans les mêmes conditions de rapidité, tous les renseignements dont il vient d'être parlé ;

c) Indiquer les salaires de la main-d'œuvre rurale ;

d) Faire connaître les nouvelles maladies des végétaux qui viendraient à paraître sur un point quelconque du globe, avec l'indication des territoires atteints, la marche de la maladie, et, s'il est possible, les remèdes efficaces pour les combattre ;

e) Étudier les questions concernant la coopération, l'assurance et le crédit agricoles, sous toutes leurs formes, rassembler et publier les informations qui pourraient être utiles dans les différents pays à l'organisation d'œuvres de coopération, d'assurance et de crédit agricoles ;

f) Présenter, s'il y a lieu, à l'approbation des gouvernements des mesures pour la protection des intérêts communs aux agriculteurs et pour l'amélioration de leurs conditions, après s'être préalablement entouré de tous les moyens d'information nécessaires tels que : vœux exprimés par les Congrès internationaux ou autres Congrès agricoles et de sciences appliquées à l'agriculture, Sociétés agricoles, Académies, Corps savants, etc.

Toutes les questions qui touchent les intérêts économiques, la législation et l'administration d'un Etat particulier devront être exclues de la compétence de l'Institut.

Article 10.

In derogation of the above provisions :

(a) The importation of plants or parts of plants and of specimens of plant diseases and pests and of plants attacked thereby shall be permitted for the purpose of scientific research, after authorisation by the States concerned, and provided that the conditions of consignment offer every guarantee against the dissemination of plant diseases and pests ;

(b) Contiguous States may come to an agreement to facilitate their exchanges of plants or parts of plants.

Article 11.

The different Contracting States are requested to publish in the Official Gazette in which the laws and regulations in force in their territory are inserted and to communicate to the International Institute of Agriculture at the time of ratification of the present Convention, a list of the plant diseases and pests against which they wish more especially to protect themselves and which shall be mentioned in the respective health certificates. The States acceding subsequently shall supply this list at the time of accession.

This list shall be kept up to date and any subsequent modification shall be published in the manner stated above, and communicated without delay to the International Institute of Agriculture

Article 12.

The existence or creation of an official service for the protection of plants shall be notified by each Contracting State to the International Institute of Agriculture.

Article 13.

The High Contracting Parties undertake to transmit without delay to the International Institute of Agriculture the communications mentioned in Article 9* of the International Convention¹ of June 7, 1905, and all other communications relating to the present Convention.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 595.

* Article 9 of the International Convention of June 7, 1905 :

The Institute, confining its operations within an international sphere, shall :

(a) Collect, study, and publish as promptly as possible statistical, technical, or economic information concerning farming, both vegetable and animal products, the commerce in agricultural products, and the prices prevailing in the various markets ;

(b) Communicate to parties interested, also as promptly as possible, all the information just referred to ;

(c) Indicate the wages paid for farm work ;

(d) Make known the new diseases of vegetables which may appear in any part of the world, showing the territories infected, the progress of the disease, and, if possible, the remedies which are effective in combating them ;

(e) Study questions concerning agricultural co-operation, insurance, and credit in all their aspects ; collect and publish information which might be useful in the various countries in the organisation of works connected with agricultural co-operation, insurance, and credit ;

(f) Submit to the approval of the Governments, if there is occasion for it, measures for the protection of the common interests of farmers and for the improvement of their condition, after having utilised all the necessary sources of information, such as the wishes expressed by international or other agricultural congresses or congresses of sciences applied to agriculture, agricultural societies, academies, learned bodies, etc.

All questions concerning the economic interests, the legislation, and the administration of a particular nation shall be excluded from the consideration of the Institute.

Article 14.

Toute proposition de modification à la présente convention sera communiquée à l'Institut international d'Agriculture.

Article 15.

Les Etats adhérents sont invités à faciliter la défense contre les maladies et ennemis des plantes, en se prêtant un mutuel appui et en échangeant à ce propos les renseignements et moyens de lutte dont ils disposent.

Article 16.

En cas de contestation sur l'interprétation des clauses de la présente convention, ou de difficultés d'ordre pratique pour son application, ou encore lorsqu'un pays voudra contester les motifs des mesures portant interdiction d'entrée des végétaux ou parties de végétaux provenant de son territoire, l'une des Parties intéressées pourra, d'accord avec l'autre Partie, demander à l'Institut international d'Agriculture de procéder à un essai de conciliation.

A cet effet, un Comité technique dans lequel les Etats intéressés et l'Institut international d'Agriculture désigneront chacun un expert, examinera le différend, en tenant compte de tous documents et éléments probatoires utiles. Ce Comité déposera son rapport, que l'Institut international d'Agriculture notifiera à chacun des pays intéressés, toute liberté d'action ultérieure des gouvernements étant réservée.

Les gouvernements intéressés s'engagent à supporter en commun les frais de la mission confiée aux experts.

Article 17.

Les pays contractants se réservent, chacun en ce qui le concerne, la faculté d'appliquer à l'importation des végétaux et parties de végétaux originaires et en provenance d'un pays non adhérent à la présente convention, tout ou partie du régime prévu par celle-ci, mais dans la mesure où chacun d'eux jugera que l'organisation de protection des végétaux dans ce pays présente réellement les garanties exigées et sous réserve que, par voie de réciprocité, le pays considéré accorde ce même régime à l'importation des végétaux et parties de végétaux originaires et en provenance du territoire de l'autre pays.

En tout cas, le régime accordé, en conformité des dispositions du présent article, à un pays non adhérent ne pourra être plus favorable que celui applicable en vertu de la présente convention.

Article 18.

Les pays contractants pourront stipuler que les dispositions de la présente convention se substitueront à celles de tout autre accord international actuellement en vigueur sur la matière, pour autant que ces dispositions sont compatibles avec les engagements pris vis-à-vis d'autres Etats.

Article 19.

La présente convention sera ratifiée aussitôt que possible et les ratifications seront déposées auprès du Gouvernement italien.

Avis de chaque ratification sera donné par le Gouvernement italien aux autres pays contractants, ainsi qu'à l'Institut international d'Agriculture.

Article 20.

Les pays qui n'ont pas signé la présente convention seront admis à y adhérer sur leur demande.

L'adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement italien et par celui-ci aux pays contractants, ainsi qu'à l'Institut international d'Agriculture.

Article 14.

Any proposal for the amendment of the present Convention shall be communicated to the International Institute of Agriculture.

Article 15.

States acceding to the Convention are requested to facilitate the combating of plant diseases and pests by giving each other mutual support and by exchanging any information or methods of prevention at their disposal.

Article 16.

In the event of a dispute regarding the interpretation of the clauses of the present Convention or of difficulties of a practical order in its application, or in the event of a State desiring to contest the reasons for measures prohibiting the admission of plants or parts of plants coming from its territory, one of the Parties concerned may, in agreement with the other Party, request the International Institute of Agriculture to act as mediator

For that purpose, the dispute shall be examined, in the light of all relevant documents and evidence, by a Technical Committee to which the States concerned and the International Institute of Agriculture shall each appoint an expert. This Committee shall submit a report which shall be notified by the International Institute of Agriculture to each of the States concerned, the Governments reserving all subsequent liberty of action.

The Governments concerned undertake jointly to bear the costs of the mission entrusted to the experts.

Article 17.

The Contracting States reserve, each for its own part, the right to apply to the importation of plants or parts of plants originating in and coming from a State which has not acceded to the present Convention, the whole or part of the régime provided by that Convention, to the extent to which each State shall deem that the organisation for the protection of plants in the non-acceding State really offers the guarantees required, and provided that, by way of reciprocity, the said State grants the same régime to the importation of plants and parts of plants originating in and coming from the territory of the acceding State.

In any case the régime granted, in accordance with the provisions of the present Article, to a State which has not acceded to the present Convention shall not be more favourable than that applicable under the Convention.

Article 18.

The Contracting States may stipulate that the provisions of the present Convention shall be substituted for those of any other international agreement at present in force on the subject, in so far as the said provisions are compatible with the obligations which they have assumed towards other States.

Article 19.

The present Convention shall be ratified as soon as possible and the ratifications shall be deposited with the Italian Government.

The Italian Government shall notify the other Contracting States and the International Institute of Agriculture of each ratification.

Article 20.

The States which have not signed the present Convention shall, at their request, be allowed to accede thereto.

Accession shall be notified through the diplomatic channel to the Italian Government and by that Government to the Contracting States and to the International Institute of Agriculture.

Article 21.

Tout pays contractant peut, en tout temps, notifier au Gouvernement italien que la présente convention est applicable à tout ou partie de ses Colonies, Protectorats, Territoires sous mandat, Territoires soumis à sa souveraineté ou à son autorité ou tous Territoires sous sa suzeraineté. La convention s'appliquera à tous les Territoires désignés dans la notification. A défaut de cette notification, la convention ne s'appliquera pas à ces Territoires.

Article 22.

La ratification ou l'adhésion sera accompagnée d'une déclaration formelle que le pays en cause possède au moins l'établissement visé à l'article 2, n° 1.

Article 23.

La présente convention entrera en vigueur : pour les trois premiers pays souverains qui l'auront ratifiée, dans un délai de six mois à partir de la date de la troisième ratification ; pour les autres pays, dans un délai de six mois, au fur et à mesure du dépôt de leur ratification ou de leur adhésion.

Article 24.

Le pays contractant qui voudra dénoncer la présente convention, soit pour la totalité de ses Territoires, soit seulement pour tout ou partie de ses Colonies, Protectorats, Possessions ou Territoires visés à l'article 21, devra le notifier au Gouvernement italien, qui en avisera immédiatement les autres Etats adhérents et l'Institut international d'Agriculture, en leur faisant connaître la date à laquelle il a reçu cette dénonciation.

La dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard du pays qui l'aura notifiée ou des Colonies, Protectorats, Possessions ou Territoires visés dans l'acte de dénonciation, et cela seulement un an après que la notification en sera parvenue au Gouvernement italien.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention.

Fait à Rome, le seize avril mil neuf cent vingt-neuf, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les Archives du Ministère des Affaires étrangères d'Italie. Une copie, certifiée conforme, sera remise par voie diplomatique à chaque pays signataire de la présente convention.

Pour l'Autriche :

Aloïs VOLLGRUBER, *a. r.*

D. Bruno WAHL, *a. r.*

Pour la Belgique :

H. VAN ORSHOVEN.

Pour les Etats-Unis du Brésil :

Deoclecio DE CAMPOS.

(*ad referendum*).

Pour le Chili :

(*a. r.*). D. Hector SOZA W.

Pour le Danemark :

Article 21.

Any Contracting State may at any time inform the Italian Government that the present Convention is applicable to all or part of its colonies, protectorates, mandated territories, territories under its sovereignty or its authority, or any territories under its suzerainty. The Convention shall apply to all the territories mentioned in the notification. Failing such notification, the Convention shall not apply to these territories.

Article 22.

Ratification or accession shall be accompanied by an express declaration that the State in question possesses at least the establishment mentioned in Article 2, N° 1.

Article 23.

The present Convention shall come into force : for the three first sovereign States which ratify it, within a period of six months from the date of the third ratification ; for all other States, within a period of six months from the deposit of their respective ratifications or accessions.

Article 24.

Any Contracting State desiring to denounce the present Convention either for the whole of its territories or only for the whole or part of its colonies, protectorates, possessions or territories mentioned in Article 21, shall signify the fact to the Italian Government, which shall immediately notify the other States acceding to the Convention and the International Institute of Agriculture, informing them at the same time of the date on which it received this denunciation.

The denunciation shall apply only to the State which has notified it or to the colonies, protectorates, possessions and territories mentioned in the instrument of denunciation, and only after the lapse of one year from the date on which the notification shall have reached the Italian Government.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Rome on April the sixteenth, one thousand nine hundred and twenty-nine, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Italian Ministry for Foreign Affairs. One certified true copy shall be transmitted through the diplomatic channel to each State signatory of the present Convention.

For Austria :

Alois VOLLGRUBER, *a. r.*

D. Bruno WAHL, *a. r.*

For Belgium :

H. VAN ORSHOVEN.

For the United States of Brazil :

Deoclecio DE CAMPOS.

(*ad referendum*)

For Chile :

(*a. r.*) D. Hector SOZA W.

For Denmark :

Pour l'Égypte :

Edvard BALLARD, *a. r.*
Fathalla HETATA, *a. r.*
Tewfik FAHMY, *a. r.*

Pour l'Espagne :

Comte DE LA VIÑAZA.
Francisco BILBAO.

Pour la Finlande :

Rolf THESLEFF.
J. Ivar LIRO.

Pour la France :

M. LESAGE.
J. M. SAULNIER.

Pour Haïti :

Augusto SACCOMANNI.

Pour la Hongrie :

Rodolphe MARFFY MANTUANO, *a. r.*
Joseph JABLONOWSKI, *a. r.*

Pour l'Italie :

Giuseppe DE MICHELIS.
Vittorio PEGLION.
Mario MARIANI.

Pour la Cyrénaïque :

Giuseppe DE MICHELIS.
Vittorio PEGLION.
Mario MARIANI.

Pour l'Érythrée :

Giuseppe DE MICHELIS.
Vittorio PEGLION.
Mario MARIANI.

Pour la Somalie italienne :

Giuseppe DE MICHELIS.
Vittorio PEGLION.
Mario MARIANI.

*For Egypt :*Edvard BALLARD, *a. r.*Fathalla HETATA, *a. r.*Tewfik FAHMY, *a. r.**For Spain :*

Count DE LA VIÑAZA.

Francisco BILBAO.

For Finland :

Rolf THESLEFF.

J. Ivar LIRO.

For France :

M. LESAGE.

J. M. SAULNIER.

For Haiti :

Augusto SACCOMANNI.

*For Hungary :*Rodolphe MARFFY MANTUANO, *a. r.*Joseph JABLONOWSKI, *a. r.**For Italy :*

Giuseppe DE MICHELIS.

Vittorio PEGLION.

Mario MARIANI.

For Cyrenaica :

Giuseppe DE MICHELIS.

Vittorio PEGLION.

Mario MARIANI.

For Erythrea :

Giuseppe DE MICHELIS.

Vittorio PEGLION.

Mario MARIANI.

For Italian Somaliland :

Giuseppe DE MICHELIS.

Vittorio PEGLION.

Mario MARIANI.

Pour la Tripolitaine :

Giuseppe DE MICHELIS.
Vittorio PEGLION.
Mario MARIANI.

Pour le Luxembourg :

H. VAN ORSHOVEN.

Pour le Maroc :

LOUIS-DOP.

*Pour la Norvège :**Pour le Paraguay :*

Alessandro BOCCA, *a. r.*

Pour les Pays-Bas :

J. J. L. VAN RIJN.
N. V. POETEREN.
NIEMÖLLER.
H. TRIENEKENS.

Pour les Indes néerlandaises :

C. J. J. VAN HALL.

*Pour la Pologne :**Pour le Portugal :*

(*A. ref.*) Henrique Trindade COELHO.

Pour la Roumanie :

D. J. GHICA.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

M. M. RAKITCH.

Pour la Suisse :

WAGNIÈRE.
A. KÖNIG.
H. FAES.

Pour la Tunisie :

P. LESCURE.
H. LAVERDET.

Pour l'Uruguay :

Enrique José ROVIRA.

For Tripoli :

Giuseppe DE MICHELIS.
Vittorio PEGLION.
Mario MARIANI.

For Luxemburg :

H. VAN ORSHOVEN.

For Morocco :

LOUIS-DOP.

*For Norway :**For Paraguay :*

Alessandro BOCCA, *a. r.*

For the Netherlands :

J. J. L. VAN RIJN.
N. v. POETEREN.
NIEMÖLLER.
H. TRIENEKENS.

For the Netherlands Indies :

C. J. J. VAN HALL.

*For Poland :**For Portugal :*

(*A. ref.*) Henrique Trindade COELHO.

For Roumania :

D. J. GHICA.

For the Kingdom of the Serbes, Croats and Slovenes ;

M. M. RAKITCH.

For Switzerland :

WAGNIÈRE.
A. KONIG.
H. FAES.

For Tunis :

P. LESCURE.
H. LAVERDET.

For Uruguay :

Enrique José ROVIRA.

ANNEXE

(Indication du pays)

SERVICE OFFICIEL DE PROTECTION DES VÉGÉTAUX

N° d'ordre.....

CERTIFICAT SANITAIRE ET D'ORIGINE (A)

Le soussigné ¹
certifie, conformément aux résultats :

de la surveillance des cultures d'origine ¹
de l'inspection des produits compris dans l'expédition ²

que les végétaux ou parties de végétaux contenus dans l'envoi décrit ci-dessus sont jugés indemnes de maladies et ennemis dangereux et, notamment, de ceux énumérés ci-après ³ :

Description de l'envoi.

Nombre, poids et nature des colis
 Marque des colis
 Description des végétaux ou parties de végétaux et indication du lieu de culture ².....
 Nom, prénom et adresse de l'expéditeur.....
 Nom, prénom et adresse du destinataire
 Lieu et date de délivrance du certificat.....

(Sceau)

Signature :

Per copia conforme :

p. il Capo dell'Ufficio Trattati,
G. De Astis.

(A) Il est rappelé que pour les pays qui exigent l'application de la Convention phylloxérique de Berne (1881), l'expéditeur devra joindre au présent certificat la déclaration prévue par ladite Convention.

¹ Nom, prénom, qualité officielle et adresse de l'agent autorisé à la délivrance du certificat.

² Biffer ce qui n'est pas demandé par le pays importateur.

³ Les indications relatives aux noms des maladies et ennemis des végétaux énumérés dans la liste officielle du pays importateur et contre lesquels celui-ci désire plus spécialement se protéger, seront complétées par l'indication de toute autre condition spéciale éventuellement exigée par ledit pays.

ANNEX.

(Name of Country.)

OFFICIAL SERVICE FOR THE PROTECTION OF PLANTS.

Serial No.....

CERTIFICATE OF HEALTH AND ORIGIN (A).

The undersigned ¹ certifies, in accordance with the results :

- of the supervision of the farms of origin ² ;
- of the inspection of the produce contained in the consignment ³ ;

that the plants or parts of plants contained in the consignment described below are deemed to be free from dangerous plant diseases or pests, and in particular from those enumerated hereinafter ³.....

Description of the consignment.

- Number, weight and nature of the packages
- Mark of the packages
- Description of the plants or parts of plants and indication of the place of cultivation ²
- Surname, Christian names and address of the consignor
- Surname, Christian names and address of the consignee
- Place and date of issue of certificate

(Seal)

Signature :

(A) It is recalled that for States requiring the application of the Berne Convention of 1881 against Phylloxera the consignor must annex to the present certificate the declaration provided for in the said Convention.

¹ Surname, Christian names, official title and address of the agent authorised to deliver the certificate.

² Strike out what is not asked for by the importing State.

³ In addition to the indications concerning the names of the plant diseases and pests enumerated in the official list of the importing State, and against which the latter more particularly desires protection mentioned should be made of any other special condition which may be required by the said State.

N° 2892.

ALLEMAGNE ET DANEMARK

Echange de notes établissant certains amendements à la Déclaration germano-danoise du 1^{er} juin 1910 ayant pour objet d'introduire de nouvelles simplifications dans la procédure pour l'assistance judiciaire réciproque entre les deux pays. Berlin, le 6 janvier 1932.

GERMANY AND DENMARK

Exchange of Notes amending certain of the Provisions of the Germano-Danish Declaration of June 1st, 1910, by which further Simplifications were introduced in the Procedure for Judicial Assistance between the two Countries. Berlin, January 6, 1932.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2892. — NOTENWECHSEL ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND DER DÄNISCHEN REGIERUNG ZWECKS FESTSETZUNG GEWISSE ANÄNDERUNGEN IN DER DEUTSCH-DÄNISCHEN ERKLÄRUNG VOM 10. JUNI 1910 ZUR WEITEREN VEREINFACHUNG DES RECHTSHILFEVERKEHRS ZWISCHEN DEN BEIDEN LÄNDERN. BERLIN, AM 6. JANUAR 1932.

Textes officiels allemand et danois communiqués par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 10 février 1932.

German and Danish official texts communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place February 10, 1932.

I.

AUSWÄRTIGES AMT.

V. 22 318/31.

BERLIN, den 6. Januar 1932.

HERR GESANDTER !

Im Namen der Deutschen Regierung beehre ich mich festzustellen, dass zwischen der Deutschen Regierung und der Dänischen Regierung Einverständnis über folgendes besteht :

Die deutsch-dänische Erklärung zur weiteren Vereinfachung des Rechtshilfeverkehrs vom 1. Juni 1910¹ wird wie folgt geändert :

a) Die im Artikel 2 Abs. 2 des deutschen Textes und Abs. 1 des dänischen Textes enthaltene Vorschrift wird aufgehoben und durch die folgende Bestimmung ersetzt :

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

Auf seiten Dänemarks sind für die unmittelbare Übermittlung von Zustellungs- und sonstigen Rechtshilfeersuchen alle gerichtlichen Behörden zuständig, für ihre Entgegennahme :

a) *ausserhalb Kopenhagens* : das Gericht des Ortes, wo die Zustellung zu bewirken oder die nachgesuchte Handlung vorzunehmen ist ;

b) *in Kopenhagen* : bei Zustellungsersuchen der Präsident des Kopenhagener Stadtgerichts und bei sonstigen Rechtshilfeersuchen das Justizministerium.

Kompetent til direkte Oversendelse af Bøgæinger om Forkyndelser og af Retsanmodninger er for Danmarks Vedkommende alle judicielle Myndigheder og til Modtagelse af saadanne :

a) *udenfor København* : Retten paa det Sted, hvor Forkyndelsen skal udføres, eller hvor den begærede Handling skal foretages ;

b) *i København* : Præsidenten for Københavns Byret, naar Spørgsmaalet er om Forkyndelser, og Justitsministeriet, naar Spørgsmaalet er om Retsanmodninger.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome V, page 562.

b) Die Vorschrift des Artikel 3 Abs. 2 beider Texte wird aufgehoben und durch die folgende Bestimmung ersetzt :

Die in Artikel 3 Abs. 1 des Haager Abkommens über den Zivilprozess vorgesehenen Übersetzungen sind zu beglaubigen. Die Beglaubigung erfolgt durch einen diplomatischen oder konsularischen Vertreter des ersuchenden Staates oder durch einen beeidigten oder amtlich bestellten Dolmetscher des ersuchenden oder ersuchten Staates. Sind den im genannten Artikel des Haager Abkommens über den Zivilprozess erwähnten Schriftstücken derartig beglaubigte Übersetzungen nicht beigegeben, so werden die erforderlichen Übersetzungen von der ersuchten Behörde auf Kosten der ersuchenden Behörde beschafft.

De i Artikel 3, 1. Stykke i Haager-Konventionen om Civilprocessen omhandlede Oversættelser skal bekræftes. Bekræftelsen sker ved en diplomatisk eller konsulær Repræsentant for den Stat, fra hvilken Begæringen udgaar, eller ved en edsvoren eller officielt beskikket Translator i det Land, hvorfra Begæringen udgaar, eller i det Land, hvortil den rettes. Er de i den nævnte Artikel i Haager-Konventionen om Civilprocessen omtalte Dokumenter ikke ledsagede af saaledes bekræftede Oversættelser, vil de fornødne Oversættelser blive fremskaffede af den Myndighed, til hvilken Begæringen er stilet, paa den Myndigheds Bekostning, fra hvilken Begæringen er udgaet.

Beide Teile sind berechtigt, die Erklärung zur weiteren Vereinfachung des Rechtshilfeverkehrs vom 1. Juni 1910 in dem sich aus den vorstehenden Änderungen ergebenden Wortlaut neu zu veröffentlichen.

Die vorstehende, durch Ihre gleichlautende Note vom heutigen Tage bestätigte Vereinbarung tritt sofort in Kraft. Die Kündigung der oben erwähnten Erklärung vom 1. Juni 1910 zieht ohne weiteres die gleichzeitige Kündigung dieser Vereinbarung nach sich.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Gesandter, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

(Sign.) BÜLOW.

An
den Königlich Dänischen Gesandten
Herrn Herluf Zahle.

Pour copie conforme :

E. Reventlow,
*Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.*

II.

KÖNIGLICH
DÄNISCHE GESANDTSCHAFT.
Journ. Nr. 23, A. I. c. L. Nr. 63.

BERLIN, den 6. Januar 1932.

HERR STAATSSKRETÄR,

Im Namen meiner Regierung beehre ich mich festzustellen, dass zwischen der Dänischen Regierung und der Deutschen Regierung Einverständnis über folgendes besteht :

Die dänisch-deutsche Erklärung zur weiteren Vereinfachung des Rechtshilfeverkehrs vom 1. Juni 1910 wird wie folgt geändert :

a) Die im Artikel 2, 1. Abs. des dänischen Textes und 2. Abs. des deutschen Textes enthaltene Vorschrift wird aufgehoben und durch die folgende Bestimmung ersetzt :

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

Kompetent til direkte Oversendelse af Begæringer om Forkyndelser og af Retsanmodninger er for Danmarks Vedkommende alle judicielle Myndigheder og til Modtagelse af saadanne :

a) *udenfor København* : Retten paa det Sted, hvor Forkyndelsen skal udføres, eller hvor den begærede Handling skal foretages ;

b) *i København* : Præsidenten for Københavns Byret, naar Spørgsmaalet er om Forkyndelser, og Justitsministeriet, naar Spørgsmaalet er om Retsanmodninger.

b) Die Vorschrift des Artikels 3, 2. Abs. beider Texte wird aufgehoben und durch die folgende Bestimmung ersetzt :

De i Artikel 3, 1. Stykke i Haager-Konventionen om Civilprocessen omhandlede Oversættelser skal bekræftes. Bekræftelsen sker ved en diplomatisk eller konsular Repræsentant for den Stat, fra hvilken Begæringen udgaar, eller ved en edsvoren eller officielt beskikket Translatør i det Land, hvorfra Begæringen udgaar, eller i det Land, hvortil den rettes. Er de i den nævnte Artikel i Haager-Konventionen om Civilprocessen omtalte Dokumenter ikke ledsagede af saaledes bekræftede Oversættelser, vil de fornødne Oversættelser blive fremskaffede af den Myndighed, til hvilken Begæringen er stilet, paa den Myndigheds Bekostning, fra hvilken Begæringen er udgaet.

Beide Teile sind berechtigt, die Erklärung zur weiteren Vereinfachung des Rechtshilfeverkehrs vom 1. Juni 1910 in dem sich aus den vorstehenden Änderungen ergebenden Wortlaut neu zu veröffentlichen.

Die vorstehende, durch Ihre gleichlautende Note vom heutigen Tage bestätigte Vereinbarung tritt sofort in Kraft. Kündigung der oben erwähnten Erklärung vom 1. Juni 1910 zieht ohne weiteres die gleichzeitige Kündigung dieser Vereinbarung nach sich.

Genehmigen Sie, Herr Staatssekretär, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

(Sign.) Herluf ZAHLE.

Seiner Hochwohlgeboren
Herrn Staatssekretär Dr. von Bülow,
Auswärtiges Amt.

Pour copie conforme :

E. Reventlow.

Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.

Auf seiten Dänemarks sind für die unmittelbare Übermittlung von Zustellungs- und sonstigen Rechtshilfeersuchen alle gerichtlichen Behörden zuständig, für ihre Entgegennahme :

a) *ausserhalb Kopenhagens* : das Gericht des Ortes, wo die Zustellung zu bewirken oder die nachgesuchte Handlung vorzunehmen ist ;

b) *in Kopenhagen* : bei Zustellungsersuchen der Präsident des Kopenhagener Stadtgerichts und bei sonstigen Rechtshilfeersuchen das Justizministerium.

Die in Artikel 3 Abs. 1 des Haager-Abkommens über den Zivilprozess vorgesehenen Übersetzungen sind zu beglaubigen. Die Beglaubigung erfolgt durch einen diplomatischen oder konsularischen Vertreter des ersuchenden Staates oder durch einen beeidigten oder amtlich bestellten Dolmetscher des ersuchenden oder ersuchten Staates. Sind den im genannten Artikel des Haager-Abkommens über den Zivilprozess erwähnten Schriftstücken derartig beglaubigte Übersetzungen nicht beigegeben, so werden die erforderlichen Übersetzungen von der ersuchten Behörde auf Kosten der ersuchenden Behörde beschafft.

¹ TRADUCTION.

N^o 2892. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET DANOIS ÉTABLISSANT CERTAINS AMENDEMENTS A LA DÉCLARATION GERMANO-DANOISE DU 1^{ER} JUIN 1910 AYANT POUR OBJET D'INTRODUIRE DE NOUVELLES SIMPLIFICATIONS DANS LA PROCÉDURE POUR L'ASSISTANCE JUDICIAIRE RÉCIPROQUE ENTRE LES DEUX PAYS. BERLIN, LE 6 JANVIER 1932.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

V. 22/318/31.

BERLIN, le 6 janvier 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, au nom du Gouvernement allemand, de vous confirmer l'accord ci-après intervenu entre les gouvernements allemand et danois :

La Déclaration germano-danoise du 1^{er} juin 1910 ayant pour objet de simplifier encore la procédure de coopération judiciaire sera amendée comme suit :

a) La stipulation contenue à l'article 2, alinéa 2 du texte allemand et alinéa 1 du texte danois est abrogée et remplacée par la disposition suivante :

Seront compétentes, pour transmettre directement les demandes de signification et autres demandes de coopération judi-

¹ TRANSLATION.

No. 2892. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND DANISH GOVERNMENTS AMENDING CERTAIN OF THE PROVISIONS OF THE GERMANO-DANISH DECLARATION OF JUNE 1st, 1910, BY WHICH FURTHER SIMPLIFICATIONS WERE INTRODUCED IN THE PROCEDURE FOR JUDICIAL ASSISTANCE BETWEEN THE TWO COUNTRIES. BERLIN, JANUARY 6, 1932.

I.

FOREIGN OFFICE.

V. 22/318/31.

BERLIN, January 6, 1932.

SIR,

I have the honour, on behalf of the German Government, to confirm that the following agreement has been reached between the German Government and the Danish Government :

The Germano-Danish Declaration of June 1, 1910, regarding the further simplification of the procedure for judicial assistance is amended as follows :

(a) The provisions of Article 2, paragraph 2, of the German text and paragraph 1 of the Danish text are cancelled and replaced by the following provision :

In the case of Denmark, the competent authorities for the direct transmission of applications for the service of documents

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ciaire, en ce qui concerne le Danemark, toutes les autorités judiciaires, et, pour recevoir ces demandes,

a) En dehors de Copenhague : le tribunal du lieu où devra s'effectuer la signification ou l'acte requis par la demande ;

b) A Copenhague : le président du tribunal de Copenhague pour les significations, et le Ministère de la Justice pour toutes les autres demandes de coopération judiciaire.

b) La stipulation de l'article 3, alinéa 2, des deux textes est abrogée et remplacée par la disposition suivante :

Les traductions prévues à l'article 3, premier alinéa de la Convention de La Haye relatives à la procédure civile, devront être certifiées conformes par un représentant diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant, ou par un traducteur assermenté, ou officiel de l'Etat requérant ou de l'Etat requis. Si les documents mentionnés dans le susdit article de la Convention de La Haye relative à la procédure civile ne sont pas accompagnés de traductions ainsi certifiées, il appartiendra à l'autorité requise de se procurer celles-ci aux frais de l'autorité requérante.

Les deux Parties pourront procéder à une nouvelle publication de la déclaration du 1^{er} juin 1910 ayant pour objet de simplifier encore la procédure de coopération judiciaire, compte tenu des amendements qui précèdent.

L'arrangement ci-dessus, confirmé par votre note en date de ce jour conçue dans les mêmes termes, entrera immédiatement en vigueur. La dénonciation de la susdite déclaration du 1^{er} juin 1910 entraînera automatiquement celle de l'arrangement.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) BÜLOW.

Monsieur Herluf Zahle,
Ministre de Danemark.

and for judicial assistance are all judicial authorities : the competent authorities for the receipt of such applications are :

(a) Outside Copenhagen : the Court of the place where the service or act requested in the application is to be effected ;

(b) In Copenhagen : the President of the Court of Copenhagen, for requests for service ; and the Ministry of Justice, for other applications for judicial assistance.

(b) The provisions of Article 3, paragraph 2, of the two texts are cancelled and replaced by the following :

The translations provided for in Article 3, paragraph 1, of the Hague Convention on Civil Procedure shall be certified correct by a diplomatic or consular representative of the State applying, or by a sworn or officially appointed translator of the country applying or of the country applied to. If the documents to which the above-mentioned Article of the Hague Convention on Civil Procedure relates are not accompanied by translations so certified, steps shall be taken by the authority applied to at the expense of the authority applying to provide such translations.

Both parties are entitled to publish the Declaration of June 1, 1910, regarding the further simplification of the procedure for judicial assistance, in the new form resulting from the changes referred to above.

The above arrangement, confirmed by your Note of to-day's date, couched in identical terms, shall come into force immediately. The denunciation of the above-mentioned Declaration of June 1, 1910, shall automatically involve the denunciation of the arrangement.

I have the honour to be, etc.

(Signed) BÜLOW.

M. Herluf Zahle,
Royal Danish Minister.

II.

LÉGATION ROYALE
DE DANEMARK.

Journ. Nr. 23, A. I. c. L. Nr. 63.

BERLIN, le 6 janvier 1932.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de vous confirmer l'accord ci-après intervenu entre les Gouvernements danois et allemand.

La Déclaration dano-allemande du 1^{er} juin 1910 ayant pour objet de simplifier encore la procédure de coopération judiciaire sera amendée comme suit :

a) La stipulation contenue à l'article 2, alinéa 1 du texte danois, et alinéa 2 du texte allemand, est abrogée et remplacée par la disposition suivante :

Seront compétentes, pour transmettre directement les demandes de signification et autres demandes de coopération judiciaire en ce qui concerne le Danemark, toutes les autorités judiciaires, et, pour recevoir ces demandes :

a) *En dehors de Copenhague* : le tribunal du lieu où devra s'effectuer la signification ou l'acte requis par la demande ;

b) *A Copenhague* : le président du tribunal de Copenhague, pour les significations, et le Ministère de la Justice, pour toutes les autres demandes de coopération judiciaire.

b) La stipulation de l'article 3, alinéa 2, des deux textes est abrogée et remplacée par la disposition suivante :

Les traductions prévues à l'article 3, premier alinéa, de la Convention de La Haye relative à la procédure civile devront être certifiées conformes par un représentant diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant, ou par un traducteur assermenté ou officiel de l'Etat requis. Si les documents mentionnés dans le susdit article de la Convention de La Haye relative à la procédure civile ne sont pas accompagnés de traductions ainsi certifiées, il appartiendra à l'autorité requise de se procurer celles-ci aux frais de l'autorité requérante.

II.

ROYAL
DANISH LEGATION.

Journ. Nr. 23, A. I. c. L. Nr. 63.

BERLIN, January 6, 1932.

SIR,

I have the honour, on behalf of my Government, to confirm that the following agreement has been reached between the Danish Government and German Government :

The Germano-Danish Declaration of June 1, 1910, regarding the further simplification of the procedure for judicial assistance shall be amended as follows :

(a) The provisions of Article 2, paragraph 1, of the Danish text and paragraph 2 of the German text are cancelled and replaced by the following provision :

In the case of Denmark, the competent authorities for the direct transmission of applications for the service of documents and for judicial assistance are all judicial authorities : the competent authorities for the receipt of such applications are ;

(a) *Outside Copenhagen* : the Court of the place where the service or act requested in the application is to be effected ;

(b) *In Copenhagen* : the President of the Court of Copenhagen, for requests for service, and the Ministry of Justice, for other applications for judicial assistance.

(b) The provisions of Article 3, paragraph 2, of the two texts are cancelled and replaced by the following :

The translations provided for in Article 3, paragraph 1, of the Hague Convention on Civil Procedure shall be certified correct by a diplomatic or consular representative of the State applying, or by a sworn or officially appointed translator of the country making the request or of the country applied to. If the documents to which the above-mentioned Article of the Hague Convention on Civil Procedure relates are not accompanied by translations so certified, steps shall be taken by the authority applied to at the expense of the authority applying to provide such translations.

Les deux Parties pourront procéder à une nouvelle publication de la Déclaration du 1^{er} juin 1910 ayant pour objet de simplifier encore la procédure de coopération judiciaire, compte tenu des amendements qui précèdent.

L'arrangement ci-dessus, confirmé par votre note en date de ce jour, conçue dans les mêmes termes, entrera immédiatement en vigueur. La dénonciation de la susdite déclaration du 1^{er} juin 1910 entraînera automatiquement celle de l'arrangement.

(Signé) Herluf ZAHLE.

Monsieur von Bülow,
Secrétaire d'Etat
aux Affaires étrangères.

Both parties are entitled to publish the Declaration of June 1, 1910, regarding the further simplification of the procedure for judicial assistance, in the new form resulting from the changes referred to above.

The above arrangement, confirmed by your Note of to-day's date, couched in identical terms, shall come into force immediately. The denunciation of the above-mentioned Declaration of June 1, 1910, shall automatically involve the denunciation of the arrangement.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) Herluf ZAHLE.

M. von Bülow,
Secretary of State,
Ministry for Foreign Affairs.

N° 2893.

UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE,
DANEMARK, NORVÈGE,
PAYS-BAS ET SUÈDE

Convention de rapprochement éco-
nomique avec protocole. Signés à
Oslo, le 22 décembre 1930.

ECONOMIC UNION OF
BELGIUM AND LUXEMBURG,
DENMARK, NORWAY,
THE NETHERLANDS
AND SWEDEN

Convention of Economic Rapproche-
ment, with Protocol. Signed at
Oslo, December 22, 1930.

N° 2893. — CONVENTION¹ DE RAPPROCHEMENT ÉCONOMIQUE ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE, LE DANEMARK, LA NORVÈGE, LES PAYS-BAS ET LA SUÈDE. SIGNÉE A OSLO, LE 22 DÉCEMBRE 1930.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Norvège auprès de la Société des Nations, le ministre des Pays-Bas à Berne et le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 12 février 1932.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, agissant tant en son nom qu'en celui de SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG, en vertu d'accords existants ; SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE ; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS, et SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE,

Désireux de mettre en pratique les principes qui sont à la base de l'action économique de la Société des Nations et de respecter autant que possible leurs intérêts réciproques, ont décidé de conclure à cette fin une Convention de rapprochement économique et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Maximilien SUETENS, directeur au Ministère des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. M. J. C. T. CLAN, chambellan, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. Gunnar JAHN, directeur en chef du Bureau central de Statistique ;

M. Rolf ANDVORD, chef de Division au Ministère des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Docteur J. A. NEDERBRAGT, directeur des Affaires économiques et consulaires au Ministère des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Docteur Torvald HÖJER, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Oslo ;

M. C. GÜNTHER, directeur des Affaires commerciales au Ministère des Affaires étrangères ;

¹ Dépôt des ratifications à Oslo :

DANEMARK	29 avril 1931.
NORVÈGE	6 juin 1931.
SUÈDE	17 juin 1931.
BELGIQUE	21 octobre 1931.
PAYS-BAS	23 janvier 1932.

La convention est entrée en vigueur le 7 février 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2893. — CONVENTION ² OF ECONOMIC RAPPROCHEMENT BETWEEN THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG, DENMARK, NORWAY, THE NETHERLANDS AND SWEDEN. SIGNED AT OSLO, DECEMBER 22, 1930.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Norway accredited to the League of Nations, by the Netherlands Minister at Berne and by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place February 12, 1932.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, acting both in his own name and in the name of HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG, upon the strength of existing agreements ; HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND, HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY, HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS, and HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN,

Being desirous of putting into practice the principles on which the economic activity of the League of Nations is based, and of respecting as far as possible, their mutual interests, have to that end decided to conclude a Convention of economic rapprochement, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Maximilien SUTENS, Director at the Ministry of Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

M. M. J. C. T. CLAN, Chamberlain, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. Gunnar JAHN, Head of the Central Statistical Office ;

M. Rolf ANDVORD, Chief of Division at the Ministry of Foreign Affairs ;

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Dr. J. A. NEDERBRAGT, Director of Economic and Consular Affairs at the Ministry of Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

Dr. Torvald HÖJER, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Oslo ;

M. C. GÜNTHER, Director of Commercial Affairs at the Ministry of Foreign Affairs ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Deposit of ratifications in Oslo :

DENMARK	April 29, 1931.
NORWAY	June 6, 1931.
SWEDEN	June 17, 1931.
BELGIUM	October 21, 1931.
THE NETHERLANDS	January 23, 1932.

The Convention came into force February 7, 1932.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas procéder à l'augmentation de leurs droits de douane ou à l'établissement de nouveaux droits de douane sans avoir donné communication aux autres Hautes Parties contractantes des projets ou des décisions qui y sont relatifs, au moins quinze jours avant la date envisagée pour la mise en vigueur des droits relevés ou des nouveaux droits. Si la communication n'est pas faite plus de vingt jours avant la mise en vigueur elle doit être transmise télégraphiquement. La Partie qui projette la mesure dont il s'agit pourra exiger que sa communication ait un caractère confidentiel.

Article II.

Si, après réception de la communication visée à l'article premier, une des Hautes Parties contractantes estime que les augmentations ou nouveaux droits projetés seraient de nature à lui porter préjudice, elle aura la faculté, au cours des dix jours suivants, de proposer, le cas échéant, les modifications qu'elle jugerait utiles pour la sauvegarde de ses intérêts.

Article III.

Si, après un examen attentif des propositions qui lui sont ainsi faites, la Partie en cause ne pouvait les agréer, elle aura le droit de mettre la mesure qu'elle projette en vigueur, sans autres formalités, un mois après le jour de la communication visée à l'article premier. Elle devra toutefois en aviser télégraphiquement, le jour même, les autres Hautes Parties contractantes.

Article IV.

Dans les circonstances visées à l'article III, la Partie qui s'estime lésée aura la faculté, dans le mois qui suit l'augmentation des droits ou l'établissement des nouveaux droits, de notifier télégraphiquement aux autres Hautes Parties contractantes qu'elle dénonce la présente convention pour lui faire prendre fin, en ce qui la concerne, quinze jours après, soit à l'égard de la Partie qui aura procédé à une augmentation de droits ou à la création de droits nouveaux, soit à l'égard de toutes les Hautes Parties contractantes. Dans le mois qui suit la réception d'une pareille notification, les autres Hautes Parties contractantes auront le droit de dénoncer la convention de la même manière et avec le même délai.

Article V.

Dans des cas exceptionnels, les droits fiscaux nouveaux ou relevés, dont la mise en vigueur immédiate serait nécessaire, peuvent être appliqués sans communication préalable. Toutefois la Partie en cause en avisera immédiatement les autres Hautes Parties contractantes.

Article VI.

La présente convention est conclue pour une durée de six mois.

Un mois avant l'expiration de cette période, chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de notifier au Gouvernement norvégien son intention de se retirer de la convention à l'expiration de la période en cours. Il en informera immédiatement les autres Hautes Parties contractantes, en indiquant la date de la dénonciation.

Pour les Hautes Parties contractantes qui n'ont pas dénoncé la convention, celle-ci restera en vigueur, aux mêmes conditions, pour une nouvelle période de six mois, et ainsi de suite de six mois en six mois.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

The High Contracting Parties undertake not to increase their Customs duties or to establish new Customs duties without communicating the proposals or decisions to that effect to the other High Contracting Parties, at least fifteen days before the date on which it is proposed to put the said increases or new duties into force. If the communication is not made more than twenty days before the said increases or duties come into force, it shall be transmitted by telegraph. The Party proposing the measure in question may ask for its communication to be regarded as confidential.

Article II.

If, on receipt of the communication to which Article I relates, one of the High Contracting Parties considers itself adversely affected by the proposed increases or new duties, it shall be entitled, within the ten following days, to propose any modifications it may think fit to safeguard its interests.

Article III.

If, after carefully examining the proposals thus made to it, the Party in question is unable to accept them, it shall be entitled to put the proposed measures into force without further formalities one month after the date of the communication to which Article I relates. It shall, however, inform the other High Contracting Parties by telegraph the same day.

Article IV.

In the circumstances to which Article III relates, the Party which considers itself injured shall be entitled, within the month following the introduction of the increases or new duties, to notify the other High Contracting Parties by telegraph of its denunciation of the present Convention, to take effect, as far as the denouncing Party itself is concerned, fifteen days later, either in relation to the Party which has introduced the increases or new duties, or in relation to all the High Contracting Parties. Within the month following the receipt of such notification, the other High Contracting Parties shall be entitled to denounce the Convention in the same way and with the same period of notice.

Article V.

In exceptional cases, new or increased fiscal duties which must be put into force immediately may be introduced without a preliminary communication. But the Party in question shall in such case immediately inform the other High Contracting Parties.

Article VI.

The present Convention is concluded for a period of six months.

One month before the expiration of this period, each High Contracting Party shall be entitled to notify the Norwegian Government of its intention to withdraw from the Convention at the expiration of the current period. The Norwegian Government shall thereupon immediately inform the other High Contracting Parties, indicating the date of denunciation.

The Convention shall remain in force on the same conditions for the High Contracting Parties who have not denounced the Convention for a further period of six months, and so on for successive periods of six months.

Article VII.

Un Etat qui n'est pas partie à la présente convention pourra y adhérer si les Hautes Parties contractantes en sont d'accord.

Article VIII.

La présente convention sera ratifiée aussitôt que possible et les instruments de ratification seront déposés au Ministère des Affaires étrangères à Oslo, qui en informera immédiatement les autres Hautes Parties contractantes.

Article IX.

La présente convention entrera en vigueur le quinzième jour après la date du dépôt des instruments de la cinquième ratification.

Article X.

Lors de la signature de la présente convention ou du dépôt des instruments de ratification chaque Haute Partie contractante peut déclarer qu'elle ne se lie que pour ses territoires en Europe.

La Haute Partie contractante qui fait usage de cette faculté a le droit de déclarer ultérieurement au Gouvernement norvégien qu'elle désire voir s'étendre la convention à ses Territoires d'outre-mer, Colonies ou Territoires sous mandat. Ce gouvernement transmettra cette déclaration immédiatement aux autres Hautes Parties contractantes. La convention entrera en vigueur, pour ce qui concerne les Territoires d'outre-mer, Colonies ou Territoires sous mandat, quinze jours après la déclaration susvisée.

La Haute Partie contractante qui a fait cette déclaration a également le droit de déclarer ultérieurement qu'elle désire voir cesser les effets de la convention pour les territoires en cause. La procédure indiquée ci-dessus sera également applicable à ce dernier cas.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention.

Fait à Oslo, le vingt-deux décembre mil neuf cent trente, en un seul exemplaire, qui sera déposé aux archives du Ministère des Affaires étrangères à Oslo ; copie conforme en sera transmise aux Hautes Parties contractantes.

Belgique :

M. SUTENS.

Pour le Danemark :

J. CLAN.

Norvège :

Gunnar JAHN,
Rolf ANDVORD.

Pays-Bas :

NEDERBRAGT.

Suède :

Sous réserve de ratification de Sa Majesté Roi
de Suède avec l'approbation du Riksdag.

Torvald HÖJER.
Christian GÜNTHER.

Article VII.

States not Parties to the present Convention may accede to it, provided the High Contracting Parties are agreeable.

Article VIII.

The present Convention shall be ratified as soon as possible, and the instruments of ratification shall be deposited at the Ministry of Foreign Affairs at Oslo, which shall immediately inform the other High Contracting Parties.

Article IX.

The present Convention shall enter into force on the fifteenth day after the date on which the instruments of the fifth ratification are deposited.

Article X.

At the time of signature of the present Convention or of the deposit of the instruments of ratification, each High Contracting Party may declare that it is bound only in respect of its territories in Europe.

A High Contracting Party availing itself of this right shall be entitled to declare subsequently to the Norwegian Government that it desires to extend the Convention to its oversea territories, colonies or territories under mandate. The Norwegian Government shall immediately communicate such declaration to the other High Contracting Parties. The Convention shall enter into force, in so far as oversea territories, colonies, or territories under mandate are concerned, fifteen days after the above-mentioned declaration.

A High Contracting Party who has made this declaration shall also be entitled to declare at some subsequent date that it desires the Convention to cease to have effect in respect of the territories in question. The procedure in the latter case shall be as laid down above.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Oslo, the twenty-second day of December, one thousand nine hundred and thirty, in one copy, which shall be deposited in the archives of the Ministry of Foreign Affairs at Oslo. A certified copy shall be transmitted to the High Contracting Parties.

Belgium :

M. SUETENS.

For Denmark :

J. CLAN.

Norway :

Gunnar JAHN.

Rolf ANDVORD.

Netherlands :

NEDERBRAGT.

Sweden :

Subject to ratification by His Majesty the King of Sweden, with the approval of the Riksdag.

Torvald HÖJER.

Christian GÜNTHER.

PROTOCOLE

Les soussignés, dûment délégués à cet effet, déclarent que leurs gouvernements sont disposés à prêter leur appui à l'action internationale ayant pour objet de réduire les entraves au commerce et d'améliorer le régime général des échanges.

Dans ce but et pour sauvegarder leurs intérêts communs, les gouvernements susvisés ont l'intention de poursuivre, dans le domaine économique, la collaboration qu'ils ont inaugurée entre eux au cours de l'année 1930.

Ils examineront d'autre part la possibilité d'étendre l'application du principe qui est à la base de la Convention qu'ils ont signée à la date de ce jour aux autres dispositions susceptibles d'affecter leurs échanges réciproques.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Oslo, le vingt-deux décembre mil neuf cent trente, en un seul exemplaire, qui sera déposé aux archives du Ministère des Affaires étrangères à Oslo ; copie conforme en sera transmise aux Hautes Parties contractantes.

Belgique :

M. SUETENS.

Danemark :

J. CLAN.

Norvège :

Gunnar JAHN.

Rolf ANDVORD.

Pays-Bas :

NEDERBRAGT.

Suède :

Torvald HÖJER.

Christian GÜNTHER.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères.

Oslo, le 8 février 1932.

Le Chef du Protocole :

W. Foss.

Pour copie conforme :

H. A. Bernhoft.

Secrétaire général
au Ministère des Affaires étrangères.

PROTOCOL.

The undersigned, duly authorised for the purpose, declare that their Governments are prepared to support international action with a view to reducing hindrances to trade and to improving international trade in general.

For this purpose, and in order to safeguard their common interests, the above-mentioned Governments intend to continue, in the economic sphere, the co-operation inaugurated by them between themselves in the year 1930.

They further propose to examine the possibility of extending the principle on which the Convention they have this day signed is based to other measures having a bearing on their commercial relations with one another.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at Oslo, the twenty-second day of December, one thousand nine hundred and thirty, in one copy, which shall be deposited in the archives of the Ministry of Foreign Affairs at Oslo. A certified copy shall be transmitted to the High Contracting Parties.

Belgium :

M. SUETENS.

Denmark :

J. CLAN.

Norway :

Gunnar JAHN.

Rolf ANDVORD.

Netherlands :

NEDERBRAGT.

Sweden :

Torvald HÖJER.

Christian GÜNTHER.

N° 2894.

AUTRICHE ET JAPON

Traité de commerce et de navigation avec protocole final, signés à Vienne, le 16 août 1930, et échange de notes y relatif de la même date.

AUSTRIA AND JAPAN

Treaty of Commerce and Navigation, with Final Protocol, signed at Vienna, August 16, 1930, and Exchange of Notes relating thereto of the same date.

No. 2894. — TREATY OF COMMERCE¹ AND NAVIGATION BETWEEN AUSTRIA AND JAPAN. SIGNED AT VIENNA, AUGUST 16, 1930.

Texte officiel anglais communiqué par le chancelier fédéral de la République d'Autriche et le directeur du Bureau du Japon à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 13 février 1932.

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA and HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN, being desirous to strengthen the relations of amity and good understanding which happily exist between the two nations and to facilitate and extend their reciprocal commercial relations, have resolved to conclude a Treaty of Commerce and Navigation for that purpose, and to that end have named their Plenipotentiaries, that is to say :

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

Dr. Johann SCHÖBER, Federal Chancellor ; and

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

Morié OHNO, Jushii, the third class of the Imperial Order of the Sacred Treasure, His Imperial Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Republic of Austria ;

Who, after having communicated to each other their respective Full Powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following articles :

Article I.

The subjects or citizens of each of the High Contracting Parties shall have full liberty to enter and sojourn in the territories of the other, and, conforming themselves to the laws of the country :

1. Shall, in all that relates to travel and residence, be placed in all respects on the same footing as native subjects or citizens.

2. They shall have the right, equally with native subjects or citizens, to carry on their commerce and manufacture, and to trade in all kinds of merchandise of lawful commerce, either in person or by agents, singly or in partnership with foreigners or native subjects or citizens.

It is understood, however, that the preceding stipulation in no wise affects the laws, decrees and special regulations regarding commerce and industry in force in the territories of each Party, and generally applicable to all foreigners.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 22 décembre 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2894. — TRAITÉ ² DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE
L'AUTRICHE ET LE JAPON. SIGNÉ A VIENNE, LE 16 AOUT 1930.

English official text communicated by the Federal Chancellor of the Austrian Republic and the Director of the Japanese Office accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place February 13, 1932.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE et SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON, animés du désir de resserrer les relations d'amitié et de bonne entente qui existent heureusement entre les deux nations et de faciliter et développer leurs relations commerciales réciproques, ont résolu de conclure, à cet effet, un traité de commerce et de navigation et ont nommé, à cette fin, pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Le D^r Johann SCHOBER, chancelier fédéral ; et

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

M. Morié OHNO, Yushii, dignitaire de 3^{me} classe de l'Ordre impérial du Trésor sacré, Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté impériale auprès de la République d'Autriche ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les sujets ou ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront toute liberté de pénétrer sur le territoire de l'autre Partie et d'y séjourner, et, en se conformant à la législation du pays :

1. Ils seront, pour tout ce qui concerne les voyages et la résidence, assimilés à tous égards aux nationaux ;

2. Ils auront le même droit que les nationaux d'exercer leur commerce ou leur industrie et de faire le négoce de toutes les marchandises dont le commerce est licite, personnellement ou par l'entremise de représentants, à titre individuel ou en association avec des étrangers ou des nationaux

Toutefois, il est convenu que la stipulation qui précède ne déroge en rien aux lois et règlements spéciaux en matière de commerce et d'industrie en vigueur sur le territoire de chacune des Parties et généralement applicables à tous les étrangers.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Vienna, December 22, 1931.

3. They shall in all that relates to the pursuit of their industries, callings, professions, educational studies and investigations be placed in all respects on the same footing as the subjects or citizens of the most favoured nation .

4. They shall be permitted to own or hire and to occupy houses, manufactories, warehouses, shops and premises and to lease land for residential, commercial, industrial and other lawful purposes, in the same manner as native subjects or citizens.

5. They shall, on condition of reciprocity, be at full liberty to acquire and possess every description of property, movable or immovable, which the laws of the country permit or shall permit the subjects or citizens of any other foreign country to acquire and possess, subject always to the conditions and limitations prescribed in such laws. They may dispose of the same by sale, exchange, gift, marriage, testament or in any other manner, under the same conditions which are or shall be established with regard to native subjects or citizens. They shall also be permitted, on compliance with the laws of the country, freely to export the proceeds of the sale of their property and also their goods in general without being subject as foreigners to other or higher duties than those to which subjects or citizens of the country would be liable under similar circumstances.

6. They shall enjoy constant and complete protection and security for their persons and property ; shall have free and easy access to the Courts of Justice and other tribunals in pursuit and defence of their claims and rights ; and shall have full liberty, equally with native subjects or citizens, to choose and employ lawyers and advocates to represent them before such Courts and tribunals ; and generally shall have the same rights and privileges as native subjects or citizens in all that concerns the administration of justice.

7. They shall not be compelled to pay taxes, fees, charges or contributions of any kind whatever, other or higher than those which are or may be paid by native subjects or citizens or by the subjects or citizens of the most favoured nation.

Article II.

The subjects or citizens of each of the High Contracting Parties in the territories of the other shall be exempted from all compulsory military services, whether in the army, navy, air force, national guard or militia ; from all contributions imposed in lieu of personal service ; and from all forced loans and military requisitions or contributions unless imposed on them equally with native subjects or citizens as owners, lessees or occupiers of immovable property.

In the above respects the subjects or citizens of each of the High Contracting Parties shall not be accorded in the territories of the other less favourable treatment than that which is or may be accorded to the subjects or citizens of the most favoured nation.

Article III.

The dwellings, warehouses, manufactories and shops of the subjects or citizens of each of the High Contracting Parties in the territories of the other, and all premises appertaining thereto used for lawful purposes, shall be respected. It shall not be allowable to proceed to make a domiciliary visit to, or a search of, any such buildings and premises, or to examine or inspect books, papers or accounts, except under the conditions and with the forms prescribed by the laws for native subjects or citizens.

Article IV.

Each of the High Contracting Parties may appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents in all the ports, cities and places of the other, except in those where it may

3. Ils seront, pour tout ce qui concerne l'exercice de leurs industries, emplois, professions, études et recherches, placés à tous égards sur le même pied que les sujets ou ressortissants de la nation la plus favorisée.

4. Ils auront le même droit que les nationaux de posséder en pleine propriété ou de louer et d'occuper des maisons, usines, entrepôts, magasins et locaux et de prendre des terrains à bail à l'effet d'y résider ou de les utiliser pour des fins commerciales ou industrielles ou pour d'autres usages licites.

5. Ils auront, sous condition de réciprocité, toute liberté d'acquérir et de posséder les biens meubles ou immeubles de toute nature que la législation du pays permet ou permettra aux sujets ou ressortissants de tout autre Etat étranger d'acquérir et de posséder, sous réserve toutefois des conditions et limitations prévues par cette législation. Ils pourront disposer de ces biens par vente, échange, donation, mariage, testament ou de toute autre manière, dans les mêmes conditions que les nationaux. Ils pourront également, en se conformant à la législation du pays, exporter librement le produit de la vente de leurs biens, ainsi que leurs marchandises en général, sans être assujettis en tant qu'étrangers à des droits autres ou plus élevés que ceux dont les nationaux seraient passibles dans des circonstances analogues.

6. Ils jouiront d'une protection et d'une sécurité constantes et complètes de leur personne et de leurs biens, ils auront libre accès aux tribunaux judiciaires et autres juridictions pour y ester soit comme demandeurs soit comme défendeurs et ils auront, comme les nationaux, toute liberté de faire choix d'avoués ou d'avocats et de les employer pour les représenter en justice ; ils jouiront, d'une manière générale, des mêmes droits et privilèges que les nationaux pour tout ce qui concerne l'administration de la justice.

7. Ils ne seront pas astreints au paiement d'impôts, taxes, droits ou contributions d'une nature quelconque autres ou plus élevés que ceux qu'acquittent ou pourront acquitter ultérieurement les nationaux ou les sujets ou ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article II.

Les sujets ou ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire obligatoire dans l'armée, la marine, l'aéronautique, la garde nationale ou la milice, de toute contribution tenant lieu de service personnel, ainsi que de tous emprunts forcés et réquisitions ou prestations militaires, à moins que ces charges ne leur soient imposées au même titre qu'aux nationaux en leur qualité de propriétaires, locataires ou occupants d'immeubles.

Les sujets ou ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes ne devront pas être assujettis à cet égard, sur le territoire de l'autre Partie, à un traitement moins favorable que celui dont bénéficient ou pourront bénéficier ultérieurement les sujets ou ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article III.

Les habitations, entrepôts, usines et magasins des sujets ou ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes qui sont situés sur le territoire de l'autre Partie, ainsi que les locaux qui en dépendent, seront respectés lorsqu'ils servent à des usages licites. Il sera interdit de procéder à des visites domiciliaires ou à des perquisitions dans l'un de ces bâtiments ou locaux, d'examiner ou d'inspecter les livres, papiers du comptes, sauf dans les conditions et les formes prescrites par la législation au regard des nationaux.

Article IV.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans tous les ports, villes et localités de l'autre Partie, à l'exception

not be convenient to recognise such officers. This exception, however, shall not be made in regard to one of the High Contracting Parties without being made likewise in regard to all other Powers.

Such Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents, having received exequaturs or other sufficient authorizations from the Government of the country to which they are appointed, shall, on condition of reciprocity, have the right to exercise their functions, and to enjoy the privileges, exemptions and immunities which are or may be granted to the Consular officers of the most favoured nation. The Government issuing exequaturs or other authorizations has the right in its discretion to cancel the same on explaining the reasons for which it thought proper to do so.

Article V.

In case of the death of a subject or citizen of one of the High Contracting Parties in the territories of the other, without leaving at the place of his decease any person entitled by the laws of the decedent's country to take charge of and administer the estate, the competent Consular officer of the State to which the deceased belonged shall, upon fulfilment of the necessary formalities, be empowered to take custody of and administer the estate in the manner and under the limitations prescribed by the law of the country in which the property of the deceased is situated.

The foregoing provisions shall also apply to the case of a subject or citizen of one of the High Contracting Parties dying outside the territories of the other, but possessing property therein, without leaving any person there entitled to take charge of and administer the estate.

It is understood that in all that concerns the administration of the estates of deceased persons, any right, privilege, favour or immunity which either of the High Contracting Parties has actually granted, or may hereafter grant, to the Consular officers of any other foreign State shall be extended immediately and unconditionally to the Consular officers of the other High Contracting Party.

Article VI.

There shall be between the territories of the two High Contracting Parties reciprocal freedom of commerce and navigation.

Article VII.

Articles, the produce or manufacture of the territories of one of the High Contracting Parties, upon importation into the territories of the other, from whatever place arriving, shall enjoy the lowest rates of customs duty and other charges applicable to the like articles of any other foreign origin.

Article VIII.

Articles, the produce or manufacture of the territories of one of the High Contracting Parties, exported to the territories of the other, shall not be subjected on export to other or higher charges than those paid on the like articles exported to any other foreign country.

Article IX.

No prohibition or restriction shall be maintained or imposed on the importation of any article, the produce or manufacture of the territories of either of the High Contracting Parties, into the territories of the other, from whatever place arriving, which shall not equally extend to the importation of the like articles from any other foreign country. Nor shall any prohibition or restriction be maintained or imposed on the exportation of any article from the territories of either

des lieux où il pourrait ne pas être opportun de les y autoriser. Toutefois, cette exception ne saurait être opposée à l'une des Hautes Parties contractantes sans être également appliquée à toutes les autres Puissances.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires qui auront reçu l'exequatur ou une autre autorisation suffisante du gouvernement du pays auprès duquel ils ont été nommés, auront, sous condition de réciprocité, le droit d'exercer leurs fonctions et de jouir des privilèges, exemptions et immunités qui sont ou pourront être accordés aux fonctionnaires consulaires de la nation la plus favorisée. Il sera loisible au gouvernement qui aura donné l'exequatur ou toute autre autorisation de les retirer, en exposant les motifs de ce retrait.

Article V.

Au cas où un sujet ou ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes viendrait à décéder sur le territoire de l'autre sans laisser au lieu du décès une personne qui, en vertu de la législation nationale du « de cuius, » ait le droit de prendre sous sa garde et d'administrer l'hérédité, le fonctionnaire consulaire compétent de l'Etat auquel ressortissait le « de cuius » aura le droit, en remplissant les formalités requises, de prendre sous sa garde et d'administrer l'hérédité de la manière et sous réserve des limitations prévues par la loi du pays de la situation de l'hérédité.

Les dispositions ci-dessus seront également applicables au cas où le « de cuius » sujet ou ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes, ne serait pas décédé sur le territoire de l'autre Partie, mais y posséderait des biens sans y avoir laissé une personne qui ait le droit de prendre sous sa garde et d'administrer l'hérédité.

Il est convenu que, pour tout ce qui concerne l'administration des successions, tous droits, privilèges, faveurs ou immunités que l'une des Hautes Parties contractantes a accordés ou pourrait ultérieurement accorder aux fonctionnaires consulaires d'un Etat tiers, seront, immédiatement et sans conditions, étendus aux fonctionnaires consulaires de l'autre Partie contractante.

Article VI.

Il y aura, entre les territoires des deux Hautes Parties contractantes, liberté réciproque de commerce et de navigation.

Article VII.

Les produits naturels ou manufacturés du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes importés dans le territoire de l'autre Partie, quel que soit le lieu de provenance, acquitteront les droits de douane et autres taxes au tarif minimum applicable aux marchandises similaires de tout autre origine étrangère.

Article VIII.

Les produits naturels ou manufacturés du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes exportés à destination du territoire de l'autre Partie ne seront pas soumis, alors de leur exportation, à des taxes autres plus élevées que celles qu'acquittent les produits similaires exportés à destination d'un Etat tiers.

Article IX.

Il ne sera établi ni maintenu à l'importation des produits naturels ou manufacturés du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre, quelle qu'en soit la provenance aucune prohibition ou restriction qui ne serait pas également applicable à l'importation des articles similaires d'un Etat tiers. De même, il ne sera établi ni maintenu à l'exportation d'un produit quelconque du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes à destination du territoire

of the High Contracting Parties to the territories of the other, which shall not equally extend to the exportation of the like articles to any other foreign country.

The preceding provisions are not, however, applicable to such prohibitions or restrictions as follow, provided that they are applicable to all countries where similar conditions prevail :

1. Prohibitions or restrictions for reasons of public safety.
2. Prohibitions or restrictions for reasons of public health or for the protection of useful animals and plants against disease or parasites.

Article X.

The High Contracting Parties agree not to obstruct mutual commerce between the two countries by any prohibition or restriction placed upon the transit of any article, subject to the following exceptions which, however, shall be applicable to all countries alike or to those countries where similar conditions prevail :

1. Prohibitions or restrictions for reasons of public safety ;
2. Prohibitions or restrictions for reasons of public health or for the protection of useful animals and plants against disease or parasites ;
3. Prohibitions or restrictions upon munitions of war under extraordinary circumstances.

Articles, the produce or manufacture of the territories of either of the High Contracting Parties, passing in transit through the territories of the other, in conformity with the laws of the country, shall be reciprocally free from all transit duties, whether they pass direct, or whether during transit they are transhipped, unloaded, warehoused, repacked or reloaded.

Article XI.

No internal duties levied for the benefit of the State, local authorities or corporations which affect, or may affect, the production, manufacture or consumption of any article in the territories of either of the High Contracting Parties shall for any reason be a higher or more burdensome charge on articles, the produce or manufacture of the territories of the other, than on similar articles of native origin.

The produce or manufacture of the territories of either of the High Contracting Parties imported into the territories of the other, and intended for warehousing or transit, shall not be subjected to any internal duty.

Article XII.

Merchants and manufacturers, subjects or citizens of one of the High Contracting Parties, may, in the territories of the other, either personally or by means of commercial travellers, make purchases or collect orders, with or without samples, and such merchants, manufacturers and their commercial travellers, while so making purchases and collecting orders, shall, in the matter of taxation and facilities, enjoy the most-favoured-nation treatment.

Articles imported as samples for the purposes above mentioned shall, in each country, be temporarily admitted free of duty on compliance with the Customs regulations and formalities established in order to assure their re-exportation or the payment of the prescribed charges if not re-exported within the period allowed by law. But the foregoing privilege shall not extend to articles which, owing to their quantity or value, cannot be considered as samples, or which, owing to their nature, could not be identified upon re-exportation. The determination of the question of qualification of samples for duty-free admission rests in all cases exclusively with the competent authorities of the place where the importation is effected.

de l'autre Partie aucune prohibition ou restriction qui ne serait également applicable à l'exportation des produits similaires à destination d'un Etat tiers.

Toutefois, les précédentes dispositions ne sont pas applicables aux prohibitions et restrictions suivantes lorsqu'elles visent tous les pays qui se trouvent dans une situation similaire :

1. Les prohibitions ou restrictions pour cause de sûreté publique ;
2. Les prohibitions ou restrictions pour cause de santé publique ou pour la protection des plantes et animaux utiles contre les maladies ou les parasites.

Article X. °

Les Hautes Parties contractantes conviennent de ne pas mettre obstacle au commerce réciproque entre les deux pays par des prohibitions ou restrictions au transit d'un produit quelconque, sous réserve des dérogations ci-après qui devront toutefois être applicables à tous les pays indistinctement ou aux pays qui se trouvent dans une situation similaire :

1. Prohibitions ou restrictions pour cause de sûreté publique ;
2. Prohibitions ou restrictions pour cause de santé publique ou pour la protection des plantes et animaux utiles contre les maladies ou les parasites ;
3. Prohibitions ou restrictions relatives aux approvisionnements de guerre, dans des circonstances extraordinaires.

Les produits naturels ou manufacturés de l'une des Hautes Parties contractantes qui traversent en transit le territoire de l'autre Partie conformément à la législation du pays seront réciproquement exempts de toutes taxes de transit, que ces produits soient en transit direct ou soient transbordés, déchargés, entreposés, réemballés ou rechargés en cours de transit.

Article XI.

Les droits intérieurs perçus au profit de l'Etat ou des autorités ou collectivités locales qui grèvent ou pourront grever la production, la fabrication ou la consommation d'un article quelconque sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes ne frapperont, sous aucun prétexte, les produits naturels ou manufacturés du territoire de l'autre Partie d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits nationaux similaires.

Les produits naturels ou manufacturés du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, importés sur le territoire de l'autre Partie en transit ou pour y être entreposés, ne seront soumis à aucune taxe intérieure.

Article XII.

Les marchands ou fabricants, sujets ou ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes pourront, sur le territoire de l'autre Partie, soit personnellement, soit par l'entremise de voyageurs de commerce, faire des achats ou prendre des commandes, avec ou sans échantillons, et ces marchands, fabricants et leurs voyageurs de commerce, lorsqu'ils font ainsi des achats et prennent des commandes, jouiront, en matière d'impôts et de facilités, du traitement de la nation la plus favorisée.

Les articles importés comme échantillons aux fins susmentionnées seront admis temporairement dans chacun des deux pays en franchise de droits, à condition que soient observées les prescriptions et formalités douanières destinées à assurer leur réexportation ou le paiement des droits prescrits faute de réexportation dans les délais impartis par la loi. Toutefois, le privilège en question ne sera pas applicable aux objets qui, en raison de leur quantité ou de leur valeur, ne peuvent être considérés comme des échantillons ou qui, eu égard à leur nature, ne pourraient pas être identifiés lors de leur réexportation. Dans tous les cas, il appartiendra exclusivement aux autorités compétentes du lieu d'importation de décider si les échantillons sont propres à être admis en franchise de droits.

Article XIII.

Marks, stamps or seals placed upon the samples mentioned in the preceding Article by the Customs authorities of either High Contracting Party at the time of exportation, and any officially attested list of such samples containing a full description thereof issued by them, shall be reciprocally accepted by the Customs officials of the other as establishing their character as samples and exempting them from inspection, except so far as may be necessary to establish that the samples produced are those enumerated in the list. The Customs authorities of either High Contracting Party, may, however, affix a supplementary mark to such samples in special cases where they may think this precaution necessary.

Article XIV.

Any authorities recognised in the territories of one of the High Contracting Parties as competent for the issue of such certificates as may be required for merchants, manufacturers and commercial travellers shall be accepted by the other as competent authorities in that regard.

Each of the High Contracting Parties will inform the other what are the competent authorities for the issue of these certificates as well as of the forms which are required.

Article XV.

Limited liability and other companies and associations, commercial, industrial and financial, including insurance companies, already or hereafter to be organised in accordance with the laws of either High Contracting Party, and registered in the territories of such Party, are authorized, in the territories of the other, to exercise their rights and appear in the Courts either as plaintiffs or defendants, subject to the laws of such other Party.

The admission of these companies and associations to the exercise of commerce and industry in the territories of the other Party shall, in all respects, be governed by the laws and regulations valid in the territories of that Party.

The said companies and associations shall enjoy in these respects in the territories of the other Party the same rights and privileges as are or may be granted to the like companies or associations of the most favoured nation.

The said companies and associations shall also enjoy in the territories of the other Party the same treatment in regard to the imposition of taxes, fees, charges or contributions as is accorded to the like companies and associations of the most favoured nation.

The provisions of Article II shall be equally applied to the said companies and associations as far as they are applicable to juridical persons.

Article XVI.

The coasting trade of the High Contracting Parties is excepted from the provisions of the present Treaty and shall be regulated according to the laws of each of the High Contracting Parties.

Article XVII.

Except as otherwise expressly provided in this Treaty, the High Contracting Parties agree that, in all that concerns commerce, navigation and industry, any favour, privilege or immunity either High Contracting Party has actually granted, or may hereafter grant, to the ships, subjects or citizens of any other foreign State shall be extended immediately and unconditionally to the

Article XIII.

Les marques, timbres ou sceaux apposés aux échantillons visés dans le précédent article par les autorités douanières de l'une des Hautes Parties contractantes lors de l'exportation, ainsi que les listes officiellement certifiées de ces échantillons contenant leur description complète et délivrées par ces autorités, seront réciproquement acceptés par les fonctionnaires des douanes de l'autre Partie comme établissant leur caractère d'échantillons et les exemptant de toute inspection sauf dans la mesure qui pourrait être nécessaire pour établir que les échantillons produits sont ceux qui figurent sur la liste. Toutefois, les autorités douanières de l'une des Hautes Parties contractantes pourront apposer une marque supplémentaire à ces échantillons dans des cas spéciaux où cette précaution leur paraîtrait nécessaire.

Article XIV.

Toute autorité reconnue sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes comme ayant qualité pour délivrer les certificats nécessaires aux marchands, fabricants et voyageurs de commerce sera reconnue par l'autre Partie comme ayant compétence à cet égard.

Chacune des Hautes Parties contractantes fera connaître à l'autre Partie les autorités qui ont qualité pour délivrer ces certificats ainsi que les formulaires prescrits.

Article XV.

Les sociétés anonymes et autres sociétés et associations commerciales, industrielles et financières, y compris les compagnies d'assurance, déjà constituées ou qui seraient ultérieurement constituées conformément à la législation de l'une des Hautes Parties contractantes et enregistrées sur le territoire de celle-ci, sont autorisées, sur le territoire de l'autre Partie, à faire valoir leurs droits et à ester en justice comme demandesses ou défenderesses en se conformant à la législation du pays.

L'admission des sociétés et associations énoncées ci-dessus à exercer leur commerce ou industrie sur le territoire de l'autre Partie sera régie, à tous égards, par les lois et règlements en vigueur sur le territoire de cette autre Partie.

Ces sociétés et associations jouiront, à tous égards, sur le territoire de l'autre Partie des mêmes droits et privilèges que ceux qui sont ou pourront être ultérieurement consentis aux sociétés ou associations similaires de la nation la plus favorisée.

Elles jouiront également, sur le territoire de l'autre Partie, en ce qui concerne les contributions, taxes, droits, redevances ou impôts, du même traitement que les sociétés et associations similaires de la nation la plus favorisée.

Les dispositions de l'article 2 seront également applicables aux dites compagnies et associations pour autant qu'elles peuvent être étendues aux personnes juridiques.

Article XVI.

Les dispositions du présent traité ne s'appliqueront pas au cabotage sur les côtes des Hautes Parties contractantes, qui demeurera soumis à la législation de chacune des Hautes Parties contractantes.

Article XVII.

Sauf disposition contraire du présent traité, les Hautes Parties contractantes conviennent que, pour tout ce qui concerne le commerce, la navigation et l'industrie, tous privilèges, faveurs ou immunités que l'une des Hautes Parties contractantes aurait déjà consentis ou consentirait ultérieurement aux navires, sujets ou ressortissants d'un Etat tiers seront étendus, immédiatement

ships, subjects or citizens of the other High Contracting Party, it being their intention that the commerce, navigation and industry of each country shall be placed in all respects on the footing of the most favoured nation.

Article XVIII.

The stipulations of the present Treaty shall be applicable to all the territories and possessions belonging to or administered by either of the High Contracting Parties.

Article XIX.

The stipulations of this Treaty shall not apply to tariff concessions granted by either of the High Contracting Parties to contiguous States solely to facilitate frontier traffic within a limited zone on each side of the frontier, so long as such concessions are not extended to any other foreign country, nor to the treatment accorded to the produce of the national fisheries of the High Contracting Parties, nor to special tariff favours granted by Japan in regard to fish and other aquatic products taken in foreign waters in the vicinity of Japan.

Article XX.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged at Vienna as soon as possible.

It shall enter into operation on the tenth day after the date of the exchange of ratifications and shall remain in force for three years from that date.

In case neither of the High Contracting Parties shall have given notice to the other, twelve months before the expiration of the said period of three years, of its intention to terminate the Treaty, it shall continue operative until the expiration of one year from the date on which either of the High Contracting Parties shall have denounced it.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto the seal of their arms.

Done at Vienna in duplicate this 16th day of August, in the nineteen hundred and thirtieth year of the Christian era, corresponding to the 16th day of the 8th month of the 5th year of Showa.

(L. S.) SHOBER.

(L. S.) M. OHNO.

FINAL PROTOCOL.

In proceeding this day to the signature of the present Treaty of Commerce and Navigation between Austria and Japan, the undersigned Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties, duly authorized on that behalf, have agreed as follows :

1. The first sentence of Article I " The subjects or citizens of each of the High Contracting Parties shall have full liberty to enter and sojourn in the territories of the other" in no way affects those special laws, ordinances and regulations regarding public safety, police and sanity which are generally applicable to all foreigners alike.

2. The most-favoured-nation treatment provided for in Article I, No. 7, and in Article XV shall not apply to any special stipulations contained in treaties already concluded or to be concluded between either of the High Contracting Parties and a third State, for the adjustment of internal and external taxes, and particularly for the avoidance of double taxation.

et sans condition, aux navires, sujets ou ressortissants de l'autre Partie contractante, l'intention des Parties étant que le commerce, la navigation et l'industrie de chaque pays jouissent, à tous égards, du régime de la nation la plus favorisée.

Article XVIII.

Les dispositions du présent traité seront applicables à tous les territoires et possessions qui appartiennent à l'une des Hautes Parties contractantes ou qui sont administrée par elle.

Article XXIX.

Les dispositions du présent traité ne sont pas applicables aux avantages douaniers consentis par l'une des Hautes Parties contractantes aux Etats limitrophes uniquement pour faciliter le trafic frontalier dans une zone limitée de chaque côté de la frontière, à condition que ces avantages ne soient pas étendus à un Etat tiers, ni au régime accordé aux produits des pêcheries nationales des Hautes Parties contractantes ni aux faveurs douanières spéciales consenties par le Japon en ce qui concerne le poisson et les autres produits aquatiques provenant des eaux étrangères voisines du Japon.

Article XX.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Vienne aussitôt que possible.

Il aura effet dix jours après la date de l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant trois ans à compter de cette date.

Au cas où aucune des deux Parties contractantes n'aurait fait connaître à l'autre Partie, douze mois avant l'expiration de ladite période triennale, son intention de mettre fin au traité, celui-ci restera en vigueur jusqu'à expiration d'une année à compter de la date où l'une des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Vienne en double original, le seize août mil neuf cent trente de l'ère chrétienne, correspondant au seizième jour du huitième mois de la cinquième année de Showa.

(L. S.) SCHÖBER.

(L. S.) M. OHNO.

PROTOCOLE FINAL

En procédant ce jour à la signature du présent traité de commerce et de navigation entre l'Autriche et le Japon, les plénipotentiaires soussignés des deux Hautes Parties contractantes, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit :

1. La première phrase de l'article premier « Les sujets ou ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront toute liberté de pénétrer sur le territoire de l'autre Partie et d'y séjourner » ne déroge en rien aux lois et règlements spéciaux en matière de sûreté publique, de police et d'hygiène, qui sont généralement applicables à tous les étrangers sans distinction.

2. Le régime de la nation la plus favorisée, stipulé à l'article premier, 7^o et à l'article XV, ne sera pas applicable aux dispositions spéciales des traités déjà conclus ou qui seraient ultérieurement conclus entre l'une des Hautes Parties contractantes et une tierce Puissance pour fixer l'assiette des impôts intérieurs et extérieurs et, notamment, pour éviter la double imposition.

3. With regard to the provisions of Articles IX and X, it is understood that, in case one of the High Contracting Parties should apply or put into force new prohibitions or restrictions on importation, exportation or transit calculated seriously to affect the commerce of the other Party, the latter Party shall have the right to denounce the present Treaty within one year from the date of the application or coming into force of such new prohibitions or restrictions.

In this case the Treaty shall cease to be in force on the expiration of six months after the denunciation.

4. The stipulation contained in the first sentence of Article XII " Merchants and manufacturers, subjects or citizens of one of the High Contracting Parties, may, in the territories of the other, either personally or by means of commercial travellers make purchases or collect orders " implies that the said merchants, manufacturers and commercial travellers must conform therein to the laws of the country concerned.

5. The provisional commercial agreement¹ reached between Austria and Japan by the exchange of notes on October 2nd, 1923, together with the additional commercial agreement of October 3rd, 1925, shall cease to be operative upon the coming into force of the present Treaty of Commerce and Navigation.

Done at Vienna in duplicate this 16th day of August, 1930 (5th year of Showa).

(L. S.) SCHOBER.

(L. S.) M. OHNO.

I.

VIENNA, August 16th, 5 Showa (1930).

MONSIEUR LE CHANCELIER FÉDÉRAL,

With reference to Article VII of the Treaty of Commerce and Navigation between Japan and Austria signed this day, I have the honour, in order to avoid any possible misunderstanding in future, to declare that the Japanese Government understand :

(1) That the stipulations of the said Article will not be held to preclude the Japanese Government from making any special reduction of customs duty in respect of goods imported across the land frontier of Japanese territory which may be shown to be justified by the considerations referred to in Article 7 of the Statute² on the International Régime of Maritime Ports adopted at the Second General Conference on Communications and Transit, which met at Geneva on the 15th November, 1923 ; and

(2) That it is understood, however, that articles, the produce or manufacture of the territory of the Republic of Austria, shall enjoy the treatment of the most favoured nation in regard to such special reduction of customs duty as is referred to in the foregoing paragraph.

I should be much gratified to be assured that Your Excellency's Government concur in the interpretation above given.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency, Monsieur le Chancelier Fédéral, the assurance of my highest consideration.

M. OHNO.

His Excellency
Dr. Johann Schober,
Federal Chancellor of the Republic of Austria,
Vienna.

¹ Vol. XXII, page 349, de ce recueil.

² Vol. LVIII, page 285 ; vol. LXIX, page 102 ; vol. LXXII, page 485 ; vol. LXXXIII, page 416 ; vol. CVII, page 491 ; vol. CXVII, page 184, et vol. CXXII, page 349, de ce recueil.

3. En ce qui concerne les dispositions des articles IX et X, il est convenu qu'au cas où l'une des Hautes Parties contractantes appliquerait ou mettrait en vigueur de nouvelles prohibitions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit de nature à effectuer sérieusement le commerce de l'autre Partie, celle-ci aura le droit de dénoncer le présent traité dans un délai d'un an à compter de la date de l'application ou de l'entrée en vigueur de ces nouvelles prohibitions ou restrictions.

Dans ce cas, le traité cessera d'avoir effet à l'expiration des six mois qui auront suivi cette dénonciation.

4. La stipulation de la première phrase de l'article XII, les « marchands et fabricants, sujets ou ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes, pourront, sur le territoire de l'autre Partie, soit personnellement soit par l'entremise de voyageurs de commerce, faire des achats ou prendre des commandes » implique que lesdits marchands, fabricants ou voyageurs de commerce doivent se conformer à la législation du pays intéressé.

5. L'Accord commercial provisoire¹ intervenu entre l'Autriche et le Japon par l'échange de notes du 2 octobre 1923 ainsi que l'Accord commercial additionnel du 3 octobre 1925 cesseront d'avoir effet dès l'entrée en vigueur du présent traité de commerce et de navigation.

Fait à Vienne en double original, le seize août mil neuf cent trente (5^e année de Showa).

(L. S.) SCHOBER.

(L. S.) M. OHNO.

I.

VIENNE, le 16 août, 5 Showa 1930.

MONSIEUR LE CHANCELIER FÉDÉRAL,

Me référant à l'article VII du Traité de commerce et de navigation signé ce jour entre le Japon et l'Autriche, j'ai l'honneur, afin d'éviter tout malentendu possible dans l'avenir, de déclarer que le Gouvernement japonais comprend :

1^o Que les dispositions dudit article n'empêchent par le Gouvernement japonais de consentir des réductions de droits spéciales pour les marchandises importées par les frontières terrestres du territoire japonais, lorsque ces réductions seront justifiées par les considérations mentionnées à l'article 7 du « Statut² sur le régime international des ports maritimes », adopté par la Deuxième Conférence générale des Communications et du Transit réunie à Genève le 15 novembre 1923.

2^o Qu'il est bien entendu, toutefois, que les produits naturels ou manufacturés du territoire de la République d'Autriche jouiront du régime de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les réductions spéciales de droits visées au précédent paragraphe.

Je serais très heureux de recevoir l'assurance que le Gouvernement de Votre Excellence approuve l'interprétation donnée ci-dessus.

Je saisis cette occasion, etc.

M. OHNO.

A Son Excellence le Dr Johann Schober,
Chancelier fédéral de la République d'Autriche,
Vienne.

¹ Vol. XXII, page 349, of this Series.

² Vol. LVIII, page 285 ; Vol. LXIX, page 102 ; Vol. LXXII, page 485 ; Vol. LXXXIII, page 416 ; Vol. CVII, page 491 ; Vol. CXVII, page 184 ; and Vol. CXXII, page 349, of this Series.

II.

VIENNA, August 16th, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In reply to Your Excellency's note of this date, with reference to the interpretation of Article VII of the Treaty of Commerce and Navigation between Austria and Japan signed this day, I have the honour to state that the Austrian Government entirely concur in the following interpretation given by the Japanese Government to the said Article :

(1) That the stipulations of the said Article will not be held to preclude the Japanese Government from making any special reduction of customs duty in respect of goods imported across the land frontiers of Japanese territory which may be shown to be justified by the considerations referred to in Article 7 of the Statute on the International Régime of Maritime Ports adopted at the Second General Conference on Communications and Transit, which met at Geneva on the 15th November, 1923 ; and

(2) That it is understood, however, that articles, the produce or manufacture of the territory of the Republic of Austria, shall enjoy the treatment of the most favoured nation in regard to such special reduction of customs duty as is referred to in the foregoing paragraph.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency, Monsieur le Ministre, the assurance of my highest consideration.

SCHOBER.

His Excellency
Monsieur Morié Ohno,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of His Majesty the Emperor of Japan.

II.

VIENNE, le 16 août 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à la note de Votre Excellence en date de ce jour, relative à l'interprétation de l'article VII du Traité de commerce et de navigation signé aujourd'hui entre l'Autriche et le Japon, j'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement autrichien approuve entièrement l'interprétation suivante donnée par le Gouvernement japonais audit article.

1° Que les dispositions dudit article n'empêchent pas le Gouvernement japonais de consentir des réductions de droits spéciales pour les marchandises importées par les frontières terrestres du territoire japonais, lorsque ces réductions seront justifiées par les considérations mentionnées à l'article 7 du « Statut sur le régime international des ports maritimes », adopté par la Deuxième Conférence générale des Communications et du Transit réunie à Genève le 15 novembre 1923.

2° Qu'il est bien entendu, toutefois, que les produits naturels ou manufacturés du territoire de la République d'Autriche jouiront du régime de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les réductions spéciales de droits visées au précédent paragraphe.

Je saisis cette occasion, etc.

SCHOBER.

Son Excellence Monsieur Morié Ohno,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté l'Empereur du Japon.

N° 2895.

JAPON ET LITHUANIE

Traité de commerce et de navigation, signé à Berlin, le 2 mai 1930, et échange de notes y relatif de la même date.

JAPAN AND LITHUANIA

Treaty of Commerce and Navigation, signed at Berlin, May 2, 1930, and Exchange of Notes relating thereto of the same date.

No. 2895. — TREATY¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN
JAPAN AND LITHUANIA. SIGNED AT BERLIN, MAY 2, 1930.

Texte officiel anglais communiqué par le directeur du Bureau du Japon à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 16 février 1932.

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN and THE PRESIDENT OF THE LITHUANIAN REPUBLIC, being desirous to strengthen the relations of amity and good understanding which happily exist between the two nations and to facilitate and extend their reciprocal commercial relations, have resolved to conclude a Treaty of Commerce and Navigation for that purpose, and to that end have named their Plenipotentiaries, that is to say :

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

His Excellency M. Harukazu NAGAOKA His Imperial Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to Germany ; and

THE PRESIDENT OF THE LITHUANIAN REPUBLIC :

His Excellency M. Venceslas SIDZIKAUSKAS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Lithuanian Republic to Germany ;

Who, after having communicated to each other their respective Full Powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following articles :

Article I.

The subjects or citizens of each of the High Contracting Parties shall have full liberty to enter and sojourn in the territories of the other, subject only to the laws and regulations relating to passports, police, public safety and sanitation, which are applicable to all foreigners alike ; and, conforming themselves to the laws of the country :

1. Shall, in all that relates to travel and residence, be placed in all respects on the same footing as native subjects or citizens.

2. They shall have the right, equally with native subjects or citizens, to carry on their commerce and manufacture, and to trade in all kinds of merchandise of lawful commerce, either in person or by agents, singly or in partnerships with foreigners or native subjects or citizens.

3. They shall in all that relates to the pursuit of their industries, callings, professions, educational studies and investigations be placed in all respects on the same footing as the subjects or citizens of the most favoured nation.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 23 novembre 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2895. — TRAITÉ² DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE JAPON ET LA LITHUANIE. SIGNÉ A BERLIN, LE 2 MAI 1930.

English official text communicated by the Director of the Japanese Office accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place February 16, 1932.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE, désireux de resserrer les liens d'amitié et de bonne entente qui existent heureusement entre les deux nations, et de faciliter et de développer leurs relations commerciales réciproques, ont résolu de conclure un traité de commerce et de navigation à cet effet, et ont, à cette fin, désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

Son Excellence M. Harukazu NAGAOKA, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté impériale en Allemagne ; et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

Son Excellence M. Venceslas SIDZIKAUSKAS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Lithuanie en Allemagne ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les sujets ou citoyens de chacune des Hautes Parties contractantes auront toute liberté de pénétrer et de séjourner dans les territoires de l'autre Partie, sous la seule réserve des lois et règlements relatifs aux passeports, à la police, à la sûreté publique et à l'hygiène, applicables également à tous les étrangers ; et, sous la condition de se conformer aux lois du pays :

1. Ils seront pour tout ce qui concerne les voyages et la résidence, placés, à tous égards, sur le même pied que les sujets ou citoyens nationaux.

2. Ils auront le même droit que les citoyens ou sujets nationaux d'exercer leur commerce ou leur industrie et de faire le négoce de toutes les marchandises dont le commerce est licite, personnellement ou par l'entremise de représentants, à titre individuel ou en association avec des étrangers ou des sujets ou citoyens nationaux.

3. Pour tout ce qui concerne l'exercice de leurs industries, emplois, professions, la poursuite de leurs études ou recherches scientifiques, ils seront placés, à tous égards, sur le même pied que les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Berlin, November 23, 1931.

4. They shall be permitted to own or hire and occupy houses, manufactories, warehouses, shops and premises which may be necessary for them, and to lease land for residential, commercial, industrial and other lawful purposes, in the same manner as the subjects or citizens of the most favoured nation.

5. They shall, on condition of reciprocity, be at full liberty to acquire and possess every description of property, movable or immovable, which the laws of the country permit or shall permit the subjects or citizens of any other foreign country to acquire and possess, subject always to the conditions and limitations prescribed in such laws. They may dispose of the same by sale, exchange, gift, marriage, testament or in any other manner, under the same conditions which are or shall be established with regard to native subjects or citizens. They shall also be permitted, on compliance with the laws of the country, freely to export the proceeds of the sale of their property and their goods in general without being subjected as foreigners to other or higher duties than those to which subjects or citizens of the country would be liable under similar circumstances.

6. They shall enjoy constant and complete protection and security for their persons and property ; shall have free and easy access to the Courts of Justice and other tribunals in pursuit and defence of their claims and rights ; and shall have full liberty, equally with native subjects or citizens, to choose and employ lawyers and advocates to represent them before such Courts and tribunals ; and generally shall have the same rights and privileges as native subjects or citizens in all that concerns the administration of justice.

7. They shall not be compelled to pay taxes, fees, charges or contributions of any kind whatever, other or higher than those which are or may be paid by native subjects or citizens or the subjects or citizens of the most favoured nation.

Article II.

The subjects or citizens of each of the High Contracting Parties in the territories of the other shall be exempted from all compulsory military services, whether in the army, navy, air force, national guard or militia ; from all contributions imposed in lieu of personal service ; and from all forced loans and military requisitions or contributions unless imposed on them equally with native subjects or citizens as owners, lessees or occupiers of immovable property.

In the above respects the subjects or citizens of each of the High Contracting Parties shall not be accorded in the territories of the other less favourable treatment than that which is or may be accorded to the subjects or citizens of the most favoured nation.

Article III.

The dwellings, warehouses, manufactories and shops of the subjects or citizens of each of the High Contracting Parties in the territories of the other, and all premises appertaining thereto used for lawful purposes, shall be respected. It shall not be allowable to proceed to make a domiciliary visit to, or a search of, any such buildings and premises, or to examine or inspect books, papers or accounts, except under the conditions and with the forms prescribed by the laws for native subjects or citizens.

Article IV.

Each of the High Contracting Parties may appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents in all the ports, cities and places of the other, except in those where it may

4. Ils auront le droit de posséder ou de louer et d'occuper des maisons, usines, entrepôts, magasins et autres locaux dont ils pourraient avoir besoin, et de prendre des terrains à bail pour y établir une résidence, un commerce ou une industrie et pour d'autres objets licites, dans les mêmes conditions que les citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée.

5. Ils auront toute liberté, sous condition de réciprocité, d'acquérir et de posséder les biens de toute espèce, mobiliers ou immobiliers, que la législation du pays permet ou permettra aux sujets ou citoyens de tout autre pays étranger d'acquérir et de posséder, sous réserve, toutefois, des conditions et limitations prévues par cette législation. Ils pourront disposer de ces biens par vente, échange, donation, mariage, testament ou de toute autre façon, dans les mêmes conditions que celles qui sont ou qui seront établies pour les sujets ou citoyens nationaux. Ils pourront également, en se conformant à la législation du pays, exporter librement le produit de la vente de leurs biens et de leurs marchandises en général, sans être astreints, en leur qualité d'étrangers, au paiement de droits autres ou plus élevés que ceux dont les sujets ou citoyens du pays seraient passibles dans des circonstances analogues.

6. Ils jouiront d'une protection et d'une sécurité complètes et constantes de leur personne et de leurs biens ; ils auront libre et facile accès aux cours de justice et autres tribunaux pour y exercer et défendre leurs revendications et leurs droits ; ils auront pleine liberté, au même titre que les sujets ou citoyens nationaux, de choisir et d'employer des hommes de loi et avocats pour les représenter devant ces cours et tribunaux, et, d'une façon générale, auront les mêmes droits et privilèges que les sujets ou citoyens nationaux pour tout ce qui concerne l'administration de la justice.

7. Ils ne seront pas astreints au paiement d'impôts, droits, redevances ou contributions, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourraient être dus par des sujets ou citoyens nationaux ou par les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Article II.

Les sujets ou citoyens de chacune des Hautes Parties contractantes, seront exempts, dans les territoires de l'autre Partie, de tout service militaire obligatoire dans l'armée, la marine, l'aéronautique, la garde nationale ou la milice ; de toute contribution tenant lieu de service personnel ; de tous emprunts forcés et réquisitions ou prestations militaires, à moins que ces charges ne leur soient imposées, dans les mêmes conditions qu'aux sujets ou citoyens nationaux, en leur qualité de propriétaires, locataires ou occupants d'immeubles.

En ce qui concerne les obligations indiquées ci-dessus, les sujets ou citoyens de chacune des Hautes Parties contractantes ne devront pas faire l'objet, dans les territoires de l'autre Partie, d'un traitement moins favorable que celui dont bénéficient ou pourront bénéficier ultérieurement les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Article III.

Les habitations, entrepôts, usines et magasins des sujets ou citoyens de chacune des Hautes Parties contractantes, situés dans les territoires de l'autre Partie, et tous les locaux qui en dépendent, seront respectés, lorsqu'ils servent à des usages licites. Il sera interdit de procéder à des visites domiciliaires ou à des perquisitions dans l'un quelconque de ces bâtiments et locaux, et d'examiner ou d'inspecter des livres, papiers ou comptes, sauf dans les conditions et les formes prescrites par la législation au regard des sujets ou citoyens nationaux.

Article IV.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, dans tous les ports, villes et localités de l'autre Partie, à l'exception

not be convenient to recognize such officers. This exception, however, shall not be made in regard to one of the High Contracting Parties without being made likewise in regard to all other Powers.

Such Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents, having received exequaturs or other sufficient authorisations from the Government of the country to which they are appointed, shall, on condition of reciprocity, have the right to exercise their functions, and to enjoy the privileges, exemptions and immunities which are or may be granted to the Consular officers of the most favoured nation. The Government issuing exequaturs or other authorisations has the right in its discretion to cancel the same on explaining the reasons for which it thought proper to do so.

Article V.

There shall be between the territories of the two High Contracting Parties reciprocal freedom of commerce and navigation.

The subjects or citizens of either of the High Contracting Parties shall have liberty freely to come with their ships and cargoes to all places, ports and rivers in the territories of the other, which are or may hereafter be opened to foreign commerce, and, conforming themselves to the laws of the country to which they thus come, shall enjoy the same rights, privileges, liberties, favours, immunities and exemptions in matters of commerce and navigation as are or may be enjoyed by native subjects or citizens.

Article VI.

Articles, the produce or manufacture of the territories of one of the High Contracting Parties, upon importation into the territories of the other, from whatever place arriving, shall enjoy the lowest rates of customs duty and other charges applicable to similar articles of any other foreign origin.

Article VII.

Articles, the produce or manufacture of the territories of one of the High Contracting Parties, exported to the territories of the other, shall not be subjected on export to other or higher charges than those paid on the like articles exported to any other foreign country.

Article VIII.

No prohibition or restriction of any kind whatever shall be maintained or imposed by either of the High Contracting Parties on the import from or export to the territories of the other, of any article, the produce or manufacture of the territories of either of the High Contracting Parties, which shall not equally extend to the like article imported from or exported to any other country. This provision is not applicable to the sanitary or other restrictions or prohibitions imposed with the object of securing the safety of the State, of individuals or of animals or plants.

Article IX.

Articles, the produce or manufacture of the territories of one of the High Contracting Parties, passing in transit through the territories of the other in conformity with the laws of the country, shall be reciprocally free from all transit duties, whether they pass direct, or whether during transit they are unloaded, warehoused and reloaded.

des lieux où il pourrait ne pas être opportun de reconnaître ces fonctionnaires. Cette exception, toutefois, ne saurait être opposée à l'une des Parties contractantes sans être également appliquée à toutes les autres Puissances.

Lesdits consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, qui auront reçu du gouvernement du pays dans lequel ils sont nommés l'exequatur ou une autre autorisation suffisante, auront, sous condition de réciprocité, le droit d'exercer leurs fonctions et de jouir des privilèges, exemptions et immunités qui sont ou pourront être accordés aux fonctionnaires consulaires de la nation la plus favorisée. Il sera loisible au gouvernement qui aura donné l'exequatur ou toute autre autorisation de les retirer en exposant les motifs de ce retrait.

Article V.

Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre les territoires des deux Hautes Parties contractantes.

Les sujets ou citoyens de chacune des Parties contractantes auront pleine liberté de se rendre avec leurs navires et leurs cargaisons dans tous les lieux, ports et rivières des territoires de l'autre Partie, qui sont ou pourront être ouverts au commerce extérieur ; et, sous condition de se conformer aux lois du pays où ils arrivent, ils jouiront des mêmes droits, privilèges, libertés, faveurs, immunités et exemptions en matière de commerce et de navigation que les sujets ou citoyens nationaux.

Article VI.

Les produits naturels ou manufacturés des territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, importés dans les territoires de l'autre Partie, quel que soit leur lieu de provenance, acquitteront les droits de douane et autres redevances au tarif minimum applicable aux marchandises similaires de toute autre origine étrangère.

Article VII.

Les produits naturels ou manufacturés des territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, exportés à destination des territoires de l'autre Partie, ne seront pas soumis, à leur exportation, à des droits autres ou plus élevés que ceux qu'acquittent les produits similaires exportés à destination de tout autre pays étranger.

Article VIII.

Il ne sera établi ni maintenu à l'importation des produits naturels ou manufacturés des territoires de l'une des Hautes Parties contractantes sur les territoires de l'autre ni à l'exportation desdits produits à destination des territoires de l'autre aucune prohibition ou restriction qui ne serait pas également applicable aux marchandises similaires importées de tout autre pays ou exportées à destination de tout autre pays. Cette disposition n'est pas applicable aux prohibitions ou restrictions d'ordre sanitaire ou autres établies pour cause de sûreté publique ou pour la protection des individus, des animaux ou des plantes.

Article IX.

Les produits naturels ou manufacturés des territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, voyageant en transit à travers les territoires de l'autre Partie, conformément à la législation du pays, seront réciproquement exempts de toutes taxes de transit, que ces produits soient en transit direct ou soient déchargés, entreposés et rechargés en cours de transit.

Article X.

No internal duties levied for the benefit of the State, local authorities or corporations which affect or may affect, the production, manufacture or consumption of any article in the territories of either of the High Contracting Parties shall for any reason be a higher or more burdensome charge on articles, the produce or manufacture of the territories of the other, than on similar articles of native origin.

The produce or manufacture of the territories of either of the High Contracting Parties imported into the territories of the other, and intended for warehousing or transit, shall not be subjected to any internal duty.

Article XI.

Merchants and manufacturers, subjects or citizens of one of the High Contracting Parties, may, in the territories of the other, either personally or by means of commercial travellers make purchases or collect orders, with or without samples, and such merchants, manufacturers, and their commercial travellers, while so making purchases and collecting orders, shall, in the matter of taxation and facilities, enjoy the most-favoured-nation treatment.

Articles imported as samples for the purposes above mentioned shall, in each country, be temporarily admitted free of duty on compliance with the Customs regulations and formalities established to assure their re-exportation or the payment of the prescribed charges if not re-exported within the period allowed by law. But the foregoing privilege shall not extend to articles which, owing to their quantity or value, cannot be considered as samples, or which owing to their nature, could not be identified upon re-exportation. The determination of the question of qualification of samples for duty-free admission rests in all cases exclusively with the competent authorities of the place where the importation is effected.

The stipulations of this Article shall not apply to itinerant trading, or to hawking, or to the soliciting of orders from persons not engaged in trade or industry, on which subject each of the High Contracting Parties reserves full freedom of legislation.

Article XII.

Marks, stamps or seals placed upon the samples mentioned in the preceding Article by the Customs authorities of either High Contracting Party at the time of exportation, and any officially attested list of such samples containing a full description thereof issued by them, shall be reciprocally accepted by the Customs officials of the other as establishing their identity. The Customs authorities of either High Contracting Party may, however, affix a supplementary mark to such samples in special cases where they may think this precaution necessary.

Article XIII.

Any authorities recognized in the territories of one of the High Contracting Parties as competent for the issue of such certificates as may be required for commercial travellers shall be accepted by the other as competent authorities in that regard.

Each of the Contracting Parties will inform the other what are the competent authorities for the issue of these certificates as well as the forms which are required.

Article XIV.

Joint stock companies and other commercial, industrial and financial companies and associations including insurance companies domiciled in the territories of one of the High Contracting Parties

Article X.

Les droits intérieurs, perçus au profit de l'Etat, ou des autorités ou collectivités locales, qui grèvent ou pourront grever la production, la fabrication ou la consommation d'un article quelconque dans les territoires de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, ne devront, sous aucun prétexte frapper les produits naturels ou manufacturés des territoires de l'autre Partie d'une manière forte ou plus gênante que les produits similaires d'origine nationale.

Les produits naturels ou manufacturés des territoires de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, importés dans les territoires de l'autre Partie en transit ou pour y être entreposés, ne seront soumis à aucune taxe intérieure.

Article XI.

Les négociants et les industriels, sujets ou citoyens de l'une des Hautes Parties contractantes pourront, dans les territoires de l'autre Partie, soit personnellement, soit par l'entremise de voyageurs de commerce, faire des achats ou recueillir des commandes, avec ou sans échantillons. Ces négociants, industriels et leurs voyageurs de commerce, en faisant ainsi des achats et en recueillant des commandes jouiront, en matière d'impôts et de facilités, du traitement de la nation la plus favorisée.

Les articles importés comme échantillons aux fins susmentionnées seront, dans chacun des deux pays, admis temporairement en franchise de droits, à condition que soient observées les prescriptions et formalités douanières destinées à assurer leur réexportation ou le paiement des droits de douane prescrits faute de réexportation dans le délai imparti par la loi. Toutefois, ledit privilège ne sera pas applicable aux objets qui, en raison de leur quantité ou de leur valeur, ne peuvent pas être considérés comme échantillons, ou qui, eu égard à leur nature, ne pourraient être identifiés lors de leur réexportation. Dans tous les cas, il appartiendra aux autorités compétentes du lieu où l'importation a été effectuée de décider si les échantillons sont propres à être admis en franchise.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas au commerce ambulante, au colportage, à la recherche de commandes auprès de personnes n'ayant ni un commerce ni une industrie. Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve à cet égard sa pleine liberté de législation.

Article XII.

Les marques, timbres ou sceaux apposés sur les échantillons mentionnés à l'article précédent par les autorités douanières de l'une des Hautes Parties contractantes lors de l'exportation, ainsi que les listes officiellement certifiées de ces échantillons, contenant leur description complète et délivrées par lesdites autorités douanières, seront réciproquement acceptés par les fonctionnaires des douanes de l'autre Partie comme établissant leur caractère d'échantillons. Les autorités douanières de chacune des Hautes Parties contractantes pourront cependant, dans des cas spéciaux, apposer une marque supplémentaire à ces échantillons, lorsqu'ils jugeront cette précaution nécessaire.

Article XIII.

Toute autorité reconnue, dans les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, comme ayant qualité pour délivrer les certificats nécessaires aux voyageurs de commerce sera considérée par l'autre Partie comme compétente à cet égard.

Chacune des Hautes Parties contractantes fera connaître à l'autre Partie les autorités compétentes pour la délivrance de ces certificats, ainsi que les formulaires prescrits.

Article XIV.

Les sociétés par actions et les autres sociétés et associations commerciales, industrielles et financières, y compris les compagnies d'assurance, qui ont leur siège sur les territoires de l'une

and having legal existence according to the laws in force of such Party shall be recognized as having legal existence in the territories of the other.

The provisions of Nos. 4, 5 and 6 of Article I, and of Articles II and III, of this Treaty, so far as they are applicable to the juridical persons, shall apply to the aforesaid companies and associations.

Except as otherwise expressly provided in this Treaty, the said companies and associations shall enjoy in all respects, in the territories of the other Party, the same rights, privileges and favours, including those regarding the admission to the exercise of commerce, industry or insurance, as those which are or may be granted to the similar companies and associations of the most favoured nation.

Article XV.

The coasting trade and the fisheries in the territorial waters of the High Contracting Parties are excepted from the provisions of the present Treaty and shall be regulated according to the laws of Japan and Lithuania respectively.

Article XVI.

Except as otherwise expressly provided in this Treaty, the High Contracting Parties agree that, in all that concerns commerce, industry and navigation, any favour, privilege or immunity which either High Contracting Party has actually granted, or may hereafter grant, to the ships, subjects or citizens of any other foreign State shall be extended immediately and unconditionally to the ships, subjects or citizens of the other High Contracting Party, it being their intention that the commerce, navigation and industry of each country shall be placed in all respects on the footing of the most favoured nation.

Article XVII.

The stipulations of this Treaty shall not apply :

(1) To tariff concessions which are or may be granted by either of the High Contracting Parties to contiguous States solely to facilitate frontier traffic, within a limited zone on each side of the frontier, so long as such concessions are not extended to any other country ;

(2) To the treatment which is or may be accorded to the produce of the national fisheries of the High Contracting Parties or to special tariff favours granted by Japan in regard to fish and other aquatic products taken in the foreign waters in the vicinity of Japan ;

(3) To favours which are or may be granted to a third Party by an agreement in order to avoid the double taxation ;

(4) To favours which are or may be granted by Lithuania to the Baltic Republics (Latvia and Esthonia), so long as such favours are not extended to any other country.

Article XVIII.

The stipulations of the present Treaty shall be applicable to all the territories and possessions belonging to or administered by either of the High Contracting Parties.

des Parties contractantes et qui y sont constituées conformément à la législature du pays, seront également reconnues comme ayant une existence légale sur les territoires de l'autre Partie.

Les dispositions des alinéas 4, 5 et 6 de l'article premier, et celles des articles II et III du présent traité, dans la mesure où elles sont applicables à des personnes juridiques, s'appliqueront auxdites sociétés et associations.

Sauf disposition contraire du présent traité, lesdites sociétés et associations jouiront sous tous les rapports, dans les territoires de l'autre Partie, des mêmes droits, privilèges et faveurs, y compris ceux qui ont trait à l'admission à l'exercice de leur commerce, que ceux qui sont ou pourront être accordés à des sociétés et associations similaires de la nation la plus favorisée.

Article XV.

Les dispositions du présent traité ne s'appliquent pas au cabotage et aux pêcheries dans les eaux territoriales des Hautes Parties contractantes, qui seront régis par les lois japonaises et lithuaniennes, respectivement.

Article XVI.

Sauf disposition contraire du présent traité, les Hautes Parties contractantes conviennent que, pour tout ce qui concerne le commerce, l'industrie et la navigation, tous privilèges, faveurs ou immunités que l'une des Hautes Parties contractantes aurait déjà consenti ou consentirait ultérieurement aux navires, sujets ou citoyens d'un autre Etat étranger quelconque, seront immédiatement et sans condition étendus aux navires, sujets ou citoyens de l'autre Partie contractante, l'intention des deux Parties étant que le commerce, la navigation et l'industrie de chacune d'elles jouissent, à tous égards, du traitement de la nation la plus favorisée.

Article XVII.

Les dispositions du présent traité ne s'appliquent pas :

1. Aux avantages douaniers qui sont ou qui pourront être consentis par l'une des Hautes Parties contractantes à des Etats limitrophes à seule fin de faciliter le trafic frontalier, dans une zone limitée de chaque côté de la frontière, tant que ces concessions ne sont pas étendues à aucun autre pays.

2. Au régime qui est ou qui pourra être accordé aux produits des pêcheries nationales des Hautes Parties contractantes ni aux faveurs douanières spéciales consenties par le Japon en ce qui concerne le poisson et les autres produits aquatiques provenant des eaux étrangères voisines du Japon.

3. Aux faveurs qui sont ou pourront être consenties à une tierce Partie par un accord conclu afin d'éviter la double imposition.

4. Aux faveurs qui sont ou pourront être consenties par la Lithuanie aux Républiques baltes (Lettonie et Estonie), tant que ces faveurs ne seront étendues à aucun autre pays.

Article XVIII.

Les dispositions du présent traité sont applicables à tous les territoires et possessions appartenant à l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes ou administrés par elles.

Article XIX.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged at Berlin as soon as possible. It shall enter into operation on the tenth day after the day of the exchange of ratifications and remain in force for three years. In case neither of the High Contracting Parties shall have given notice to the other six months before the expiration of the said period, of its intention to terminate the Treaty, it shall continue operative until the expiration of six months from the date on which either of the High Contracting Parties shall have denounced it.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty in the English language, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done at Berlin in duplicate this 2nd day of the 5th month of the 5th year of Showa, corresponding to the 2nd day of May, in the nineteen hundred and thirtieth year of the Christian era.

(L. S.) Harukazu NAGAOKA.

(L. S.) Venceslas SIDZIKAUSKAS.

EXCHANGE OF NOTES

RELATIVE TO THE INTERPRETATION OF THE TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION
BETWEEN JAPAN AND LITHUANIA.

BERLIN, *May 2nd*, 5 *Showa* (1930).

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to Article VI of the Treaty of Commerce and Navigation signed this day between Japan and Lithuania, I have the honour, in order to avoid any possible misunderstanding in future, to declare that the Japanese Government understand that the stipulations of the said Article will not be held to preclude the Japanese Government from making any special reduction of customs duty for goods imported over the land frontier of her territory which may be shown to be justified by the considerations referred to in Article 7 of the Statute¹ on the International Régime of Maritime Ports adopted by the Second General Conference on Communications and Transit which met at Geneva on the 15th November, 1923.

I should be much gratified to be assured that Your Excellency's Government concur in the interpretation above given.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency, Monsieur le Ministre, the assurances of my highest consideration.

H. NAGAOKA.

His Excellency
Monsieur Venceslas Sidzikauskas,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of Lithuania to Germany.

¹ Vol. LVIII, page 285 ; vol. LXIX, page 102 ; vol. LXXII, page 485 ; vol. LXXXIII, page 416 ; vol. CVII, page 491 ; vol. CXVII, page 184 ; et vol. CXXII, page 349, de ce recueil.

Article XIX.

Le présent traité sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Berlin, aussitôt que possible. Il entrera en vigueur le dixième jour après le jour de l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant trois ans. Au cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié à l'autre Partie, six mois avant l'expiration de ladite période, son intention d'y mettre fin, il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la date à laquelle l'une des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité rédigé en langue anglaise et y ont apposé leur sceau.

Fait à Berlin, en double expédition, le deuxième jour du cinquième mois de la cinquième année de Showa, correspondant au 2 mai 1930 de l'ère chrétienne.

(L. S.) Harukazu NAGAOKA.

(L. S.) Venceslas SIDZIKAIUSKAS.

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF A L'INTERPRÉTATION DU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
ENTRE LE JAPON ET LA LITHUANIE.

BERLIN, le 2 mai, 5 Showa (1930).

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à l'article VI du Traité de commerce et de navigation, signé ce jour entre le Japon et la Lithuanie, j'ai l'honneur, afin d'éviter à l'avenir tout malentendu possible, de déclarer que le Gouvernement japonais comprend que les dispositions dudit article ne seront pas interprétées comme empêchant le Gouvernement japonais de consentir des réductions spéciales des droits de douane pour les marchandises importées sur son territoire par la frontière terrestre, lorsque ces réductions seront justifiées par les considérations mentionnées à l'article 7 du Statut¹ sur le régime international des ports maritimes, adopté par la Deuxième Conférence générale des communications et du transit, qui s'est réunie à Genève le 15 novembre 1923.

Je serais très heureux de recevoir l'assurance que le Gouvernement de Votre Excellence est d'accord avec le mien sur l'interprétation donnée ci-dessus.

Je saisis, etc.

H. NAGAOKA.

A Son Excellence

Monsieur Venceslas Sidzikauskas,

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Lithuanie en Allemagne.

¹ Vol. LVIII, page 285 ; Vol. LXIX, page 102 ; Vol. LXXII, page 485 ; Vol. LXXXIII, page 416 ; Vol. CVII, page 491 ; Vol. CXVII, page 184 ; and Vol. CXXII, page 349, of this Series.

BERLIN, *May 2nd*, 1930.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

In reply to Your Excellency's note of to-day regarding the interpretation of Article VI of the Treaty of Commerce and Navigation signed this day between Lithuania and Japan, I have the honour to state that the Lithuanian Government entirely concur in the interpretation given by the Japanese Government to the said Article and that the Lithuanian Government understand that the stipulations of the said Article will not be held to preclude the Japanese Government from making any special reduction of customs duty for goods imported over the land frontier of her territory which may be shown to be justified by the considerations referred to in Article 7 of the Statute on the International Régime of Maritime Ports adopted by the Second General Conference on Communications and Transit, which met at Geneva on the 15th November, 1923.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency, Monsieur l'Ambassadeur, the assurances of my highest consideration.

V. SIDZIKAUSKAS.

His Excellency
Monsieur Harukazu Nagaoka,
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
of Japan to Germany.

BERLIN, le 2 mai 1930.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

En réponse à la note de Votre Excellence, en date de ce jour et relative à l'interprétation de l'article VI du Traité de commerce et de navigation signé ce jour entre la Lithuanie et le Japon, j'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement lithuanien est entièrement d'accord avec le Gouvernement japonais sur l'interprétation donnée par celui-ci dudit article et que le Gouvernement lithuanien comprend que les stipulations dudit article ne seront pas interprétées comme empêchant le Gouvernement japonais de consentir des réductions spéciales des droits de douane pour les marchandises importées sur son territoire par la frontière terrestre, lorsque ces réductions seront justifiées par les considérations mentionnées à l'article 7 du Statut sur le régime international des ports maritimes, adopté par la Deuxième Conférence générale des communications et du transit, qui s'est réunie à Genève le 15 novembre 1923.

Je saisis, etc.

V. SIDZIKAUSKAS.

Son Excellence
Monsieur Harukazu Nagaoka,
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
du Japon en Allemagne.

N° 2896.

BRÉSIL ET NORVÈGE

Echange de notes comportant un arrangement concernant les relations commerciales entre les deux pays. Rio-de-Janeiro, le 31 décembre 1931.

BRAZIL AND NORWAY

Exchange of Notes constituting an Agreement relating to Commercial Relations between the two Countries. Rio de Janeiro, December 31, 1931.

N^o 2896. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRÉSILIEU ET NORVÉGIEN COMPORTANT UN ARRANGEMENT CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. RIO-DE-JANEIRO, LE 31 DÉCEMBRE 1931.

Textes officiel français et portugais communiqués par le délégué permanent de la Norvège auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 16 février 1932.

French and Portuguese official texts communicated by the Permanent Delegate of Norway accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place February 16, 1932.

I.

LÉGATION DE NORVÈGE
AU BRÉSIL.

RIO-DE-JANEIRO, le 31 décembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Etant autorisé par mon gouvernement à procéder à un échange de notes avec Votre Excellence en vue de la conclusion d'un arrangement concernant les relations commerciales entre la Norvège et les Etats-Unis du Brésil, j'ai l'honneur de porter à sa connaissance que le Gouvernement norvégien consent à accorder au Brésil, sous condition de réciprocité, le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

2. En conséquence, les produits naturels ou fabriqués, originaires de chacune des Parties contractantes ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports susvisés, à ces droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires d'un pays tiers quelconque.

3. De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie ne seront en aucun cas assujettis, sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

4. Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Parties contractantes, dans la matière susdite, aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays quelconque, seront, immédiatement et sans compensation, appliqués aux produits de même nature originaires de l'autre Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

5. Sont exceptées, toutefois, des engagements formulés au présent accord, les concessions spéciales accordées par la Norvège à la Suède ou au Danemark ou à ces deux pays, ou bien les

faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontière, ainsi que celles résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourraient être conclue à l'avenir par l'une des Parties contractantes.

6. Le présent accord restera en vigueur tant qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une quelconque des deux parties contractantes, moyennant un préavis de trois mois.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) Johan MICHELET.

Son Excellence,
Monsieur le Dr A. de Mello Franco,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères.

Oslo, le 10 février 1932.

O. Tostrup,
*Chef de la première Division
des Affaires politiques et commerciales.*

II.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

MINISTERIO
DAS RELAÇÕES EXTERIORES.
EC/13/8 (42). (77) 8.

RIO DE JANEIRO, em 31 de Dezembro de 1931.

SENHOR MINISTRO,

Tenho a honra de accusar o recebimento da nota em que Vossa Excellencia. autorizado pelo seu Governo a proceder a uma troca de notas para a conclusão de um accôrdo sobre as relações commerciaes entre os Estados Unidos do Brasil e a Noruega, dá a conhecer que o Governo norueguez concorda em conceder ao Brasil, mediante reciprocidade, o tratamento incondicional e illimitado da nação mais favorecida, em relação a tudo o que se refere

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
EC/13/8 (42). (77) 8.

RIO-DE-JANEIRO, le 31 décembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note par laquelle Votre Excellence, autorisée par son gouvernement à procéder à un échange de notes en vue de la conclusion d'un arrangement concernant les relations commerciales entre les Etats-Unis du Brésil et la Norvège, m'informe que le Gouvernement norvégien consent à accorder au Brésil, sous condition de réciprocité, le traitement incondicional et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

aos direitos alfandegarios e a todos os direitos, accessorios, ao modo de percepção dos direitos assim como em relação ás regras, formalidades e impostos a que poderiam ser submettidas as operações de despacho alfandegario.

2. Consequentemente, os productos naturaes ou fabricados, originarios de cada uma das partes contractantes, nao serão, em caso algum, sujeitos, nas supracitadas relações, a direitos, taxas ou impostos differentes ou mais elevados nem a regras e formalidades differentes ou mais onerosas do que aquelles aos quaes são ou vierem a ser sujeitos os productos da mesma natureza originarios de qualquer outro paiz.

3. Da mesma fórmula, os productos naturaes ou fabricados exportados do territorio de cada uma das partes contractantes com destino ao territorio da outra parte, nao serão, em caso algum, sujeitos, nas mesmas relações, a direitos, taxas ou impostos differentes ou mais elevados nem a regras ou formalidades mais onerosas do que aquelles aos quaes são ou vierem a ser sujeitos os mesmos productos destinados ao territorio de qualquer outro paiz.

4. Todas as vantagens, favores, privilegios e immuniidades já concedidos, ou que venham a ser concedidos, de futuro, por uma das duas partes contractantes, na supracitada materia aos productos naturaes ou fabricados originarios de qualquer outro paiz ou destinados ao territorio de qualquer outro paiz, serão, immediatamente e sem compensação, applicados aos productos da mesma natureza originarios da outra parte contractante, ou destinados ao territorio dessa parte.

5. Exceptuam-se, contudo, dos compromissos formulados no presente accôrdo as concessões especiaes feitas pela Noruega á Suecia, á Dinamarca ou a esses dois paizes, e bem assim os favores actualmente concedidos ou que possam ser ulteriormente concedidos a paizes limitrophes, com o fim de se facilitar o trafico de fronteiras, assim como os favores que resultem de uma união aduaneira já concluida ou que possa ser concluida, de futuro, por uma das partes contractantes.

6. O presente accôrdo permanecerá em vigor emquanto nao fôr denunciado por qualquer das duas partes contractantes, mediante notificação prévia de três mezes.

7. Em resposta, apraz-me comunicar-lhe que o Governo brasileiro aceita a proposta transmittida por Vossa Excellencia e assume os

les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

2. En conséquence, les produits naturels ou fabriqués, originaires de chacune des Parties contractantes ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports susvisés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature, originaires d'un pays tiers quelconque.

3. De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre partie ne seront en aucun cas assujettis, sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

4. Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Parties contractantes, dans la matière susdite, aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays quelconque, seront, immédiatement et sans compensation, appliqués aux produits de même nature originaires de l'autre Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

5. Sont exceptées, toutefois, des engagements formulés au présent accord, les concessions spéciales accordées par la Norvège à la Suède ou au Danemark ou à ces deux pays, ou bien les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à des États limitrophes pour faciliter le trafic frontière, ainsi que celles résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties contractantes.

6. Le présent accord restera en vigueur tant qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une quelconque des deux Parties contractantes moyennant un préavis de trois mois.

7. En réponse, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement brésilien est d'accord sur la proposition de Votre Excellence et

compromissos della decorrentes, constantes da nota a que tenho a honra de responder.

Aproveito a oportunidade para renovar a Vossa Excellencia os protestos de minha alta consideração.

(Signé) A. DE MELLO FRANCO.

A Sua Excellencia
o Senhor Johan Wilhelm Michelet,
Enviado Extraordinario e
Ministro Plenipotenciario
de Sua Majestade o Rei da Noruega.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères.

Oslo, le 10 février 1932.

O. Tostrup,
*Chef de la première Division
des Affaires politiques et commerciales.*

accepte les obligations qui en découlent telles qu'elles sont décrites dans la note à laquelle j'ai l'honneur de répondre.

Veillez agréer, etc.

(Signé) A. DE MELLO FRANCO.

A Son Excellence
Monsieur Johan Wilhelm Michelet,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté le Roi de Norvège.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2896. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BRAZILIAN AND NORWEGIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT RELATING TO COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. RIO DE JANEIRO, DECEMBER 31, 1931.

I.

NORWEGIAN LEGATION
IN BRAZIL.

RIO DE JANEIRO, December 31, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Having been authorised by my Government to exchange notes with Your Excellency with a view to the conclusion of an arrangement concerning the commercial relations between Norway and the United States of Brazil, I have the honour to inform you that the Norwegian Government

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

agree, on condition of reciprocity, to grant to Brazil unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in all that concerns Customs duties and all accessory duties, the method of collection of the duties, and the rules, formalities, and charges to which Customs clearance operations may be subject.

2. Consequently, natural or manufactured products originating in the territory of either of the Contracting Parties shall in no case be subject, in the above respects, to any duties, taxes, or charges other or higher, or to any rules and formalities other or more onerous, than those to which products of the same nature originating in any third country are or may hereafter be subject.

3. Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either of the Contracting Parties to the territory of the other Party shall in no case be subject, in the said respects, to any duties, taxes, or charges other or higher, or to any rules and formalities more onerous, than those to which the same products consigned to the territory of any other country are or may hereafter be subject.

4. All advantages, favours, privileges, and immunities which have been or may hereafter be accorded by either of the Contracting Parties, in the above-mentioned matter, to natural or manufactured products originating in any other country, shall be applied immediately and without compensation to products of the same nature originating in or consigned to the territory of the other Contracting Party.

5. Special concessions granted by Norway to Sweden or Denmark, or to both countries, and favours which are at present accorded or may subsequently be accorded to neighbouring States in order to facilitate frontier traffic, as also those resulting from a Customs union already concluded or hereafter to be concluded by either of the Contracting Parties, shall, however, be excluded from the obligations laid down in the present Agreement.

6. The present Agreement shall remain in force until it is denounced by either of the Contracting Parties at three months' notice.

I have the honour, etc.

(Signed) Johan MICHELET.

His Excellency
Dr. A. de Mello Franco,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

El/13/8(42).(77)8

RIO DE JANEIRO, *December 31, 1931.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of the Note in which Your Excellency, authorised by your Government to exchange Notes with a view to the conclusion of an agreement concerning the commercial relations between the United States of Brazil and Norway, states that the Norwegian Government agrees, on condition of reciprocity, to grant to Brazil unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in all that concerns Customs duties and all accessory duties, the method of collection of the duties, and the rules, formalities, and charges to which Customs clearance operations may be subject.

2. Consequently, natural or manufactured products originating in the territory of either of the Contracting Parties shall in no case be subject, in the above respects, to any duties, taxes, or charges other or higher, or to any rules and formalities other or more onerous, than those to which products of the same nature originating in any other country are or may hereafter be subject.

3. Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either of the Contracting Parties to the territory of the other Party shall in no case be subject, in the said respects, to any duties, taxes, or charges other or higher, or to any rules or formalities more onerous, than those to which the same products consigned to the territory of any other country are or may hereafter be subject.

4. All advantages, favours, privileges, and immunities which have been or may hereafter be accorded by either of the Contracting Parties, in the above-mentioned matter, to natural or manufactured products originating in or consigned to the territory of any other country, shall be applied immediately and without compensation to products of the same nature originating in or consigned to the territory of the other Contracting Party.

5. Special concessions granted by Norway to Sweden or Denmark, or to both countries, and favours which are at present accorded or may subsequently be accorded to neighbouring States in order to facilitate frontier traffic, as also those resulting from a Customs union already concluded or hereafter to be concluded by either of the Contracting Parties, shall, however, be excluded from the obligations laid down in the present Agreement.

6. The present Agreement shall remain in force until it is denounced by either of the Contracting Parties at three months' notice.

7. In reply, I beg to inform you that the Brazilian Government agrees to Your Excellency's proposal and accepts the obligations it involves, as set forth in your note.

I have the honour, etc.

(Signed) A. DE MELLO FRANCO.

His Excellency

M. Johan Wilhelm Michelet,

Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of His Majesty the King of Norway.

N° 2897.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
ET NORVÈGE**

Echange de notes comportant un accord relatif à la franchise des droits d'entrée pour les meubles et effets de chancellerie destinés à l'usage des consulats. Washington, le 20 janvier 1932.

**UNITED STATES OF AMERICA,
AND NORWAY**

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Entry free of duty of all Furniture Equipment and Supplies intended for the use of Consular Offices. Washington, January 20, 1932.

No. 2897. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE NORWEGIAN GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE ENTRY FREE OF DUTY OF ALL FURNITURE EQUIPMENT AND SUPPLIES INTENDED FOR THE USE OF CONSULAR OFFICES. WASHINGTON, JANUARY 20, 1932.

Texte officiel anglais communiqué par le délégué permanent de la Norvège auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 17 février 1932. Cet échange de notes a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 6 avril 1932.

I.

DEPARTMENT OF STATE.

WASHINGTON, January 20, 1932.

SIR,

I have the honor to make the following statement of my understanding of the agreement that has been reached with reference to the treatment which shall be accorded by the Government of the United States of America and the Government of Norway, respectively, to official supplies for the consular offices of the other country, and the personal property of its consular officers on the entry of such supplies and property into their respective territories.

It is agreed between the Government of the United States of America and the Government of Norway to permit the entry free of duty of all furniture, equipment and supplies intended for official use in the consular offices of the other and to extend to such consular officers of the other and their families and suites as are its nationals, the privilege of entry free of duty of their baggage and all other personal property whether accompanying the officer to his post or imported at any time during his incumbency thereof, provided, nevertheless, that no article the importation of which is prohibited by the law of either of the two countries may be brought into its territories.

It is understood, however, that this privilege shall not be extended to unsalaried consular officers (honorary consuls) or to consular officers who are engaged in any private occupation for gain in the countries to which they are accredited, save with respect to governmental supplies.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2897. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT NORVÉGIEN COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA FRANCHISE DES DROITS D'ENTRÉE POUR LES MEUBLES ET EFFETS DE CHANCELLERIE DESTINÉS A L'USAGE DES CONSULATS. WASHINGTON, LE 20 JANVIER 1932.

English official text communicated by the Permanent Delegate of Norway accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place February 17, 1932. This Exchange of Notes was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, April 6, 1932.

I.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

WASHINGTON, le 20 janvier 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous faire connaître ci-après la manière dont j'interprète l'accord intervenu au sujet du traitement que consentiront le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement norvégien, respectivement, pour les objets et fournitures destinés à l'usage officiel des consulats de l'autre pays et pour les biens et effets personnels de ses fonctionnaires consulaires, à l'importation dans leurs territoires respectifs.

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement norvégien conviennent de permettre l'entrée en franchise de tous les meubles, effets et fournitures destinés à un usage officiel dans les consulats de l'autre Partie ainsi que d'étendre aux fonctionnaires consulaires de l'autre partie, à leurs familles et aux personnes à leur service, s'il s'agit de ressortissants de la dite partie, le bénéfice de l'entrée en franchise de leurs bagages et de tous autres biens et effets personnels accompagnant le fonctionnaire qui se rend à son poste, ou importés à un moment quelconque pendant la durée de ses fonctions ; cependant, aucun article dont l'importation est prohibée par les lois de l'un des deux pays ne pourra être introduit dans les territoires de ce pays.

Il est entendu toutefois que ce privilège ne sera pas applicable aux agents consulaires non rémunérés (consuls honoraires), ni aux fonctionnaires consulaires qui exercent, à titre privé, une occupation lucrative dans les pays où ils sont accrédités, à moins qu'il ne s'agisse de fournitures gouvernementales.

¹ Traduit par le Secretariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

This agreement shall become operative on February 1, 1932.

Upon receipt of your confirmation of this understanding, the agreement will be understood as completed.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration

For the Secretary of State :

(Signed) W. R. CASTLE, JR.

Mr. Halvard H. Bachke,
Minister of Norway.

Pour copie conforme :

Oslo, le 11 février 1932.

Ministère des Affaires étrangères :

W. Foss,
Chef du Protocole.

II.

NORWEGIAN LEGATION
WASHINGTON D. C.

WASHINGTON, D. C., *January 20, 1932.*

SIR,

With reference to your note of to-day, I have the honor, acting under instructions of the Norwegian Government to declare that it is agreed between the Norwegian Government and the Government of the United States of America to permit the entry free of duty of all furniture, equipment and supplies intended for official use in the consular offices of the other and to extend to such consular officers of the other and their families and suites as are its nationals, the privilege of entry free of duty of their baggage and all other personal property whether accompanying the officer to his post or imported at any time during his incumbency thereof, provided, nevertheless, that no article the importation of which is prohibited by the law of either of the two countries may be brought into its territories.

It is understood, however, that this privilege shall not be extended to unsalaried consular officers (honorary consuls) or to consular officers who are engaged in any private occupation for gain in the countries to which they are accredited, save with respect to governmental supplies.

This agreement shall become operative on February 1st, 1932.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

(Signed) H. H. BACHKE.

Honorable Henry L. Stimson,
Secretary of State,
Washington, D. C.

Pour copie conforme :

Oslo, le 11 février 1932,

Ministère des Affaires étrangères :

W. Foss,
Chef du Protocole.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} février 1932.

L'accord sera considéré comme conclu lors de la réception de votre note confirmant cet arrangement.

Veillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat,
(Signé) W. R. CASTLE, Jr.

M. Halvard H. Bachke,
Ministre de Norvège.

II.

LÉGATION DE NORVÈGE.

WASHINGTON D. C.

WASHINGTON D. C., le 20 janvier 1932.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

Me référant à votre note en date de ce jour, j'ai l'honneur, d'ordre du Gouvernement norvégien, de faire connaître que le Gouvernement norvégien est d'accord avec le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pour permettre l'entrée en franchise de tous les meubles, effets et fournitures destinés à un usage officiel dans les consulats de l'autre partie et d'étendre aux fonctionnaires consulaires de l'autre partie, à leurs familles et aux personnes à leur service, s'il s'agit de ressortissants de la dite partie, le bénéfice de l'entrée en franchise de leurs bagages et de tous autres biens et effets personnels accompagnant le fonctionnaire qui se rend à son poste, ou importés à un moment quelconque pendant la durée de ses fonctions; cependant, aucun article dont l'importation est interdite par les lois de l'un des deux pays ne pourra être introduit dans les territoires de ce pays.

Il est entendu toutefois que ce privilège ne sera pas étendu aux agents consulaires non rémunérés (consuls honoraires) ni aux fonctionnaires consulaires qui exercent, à titre privé, une occupation lucrative dans les pays où ils sont accrédités, à moins qu'il ne s'agisse de fournitures gouvernementales.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} février 1932.

Veillez agréer, etc.

(Signé) H. H. BACHKE.

L'Honorable Henry L. Stimson,
Secrétaire d'Etat,
Washington D. C.

N° 2898.

ITALIE ET LETTONIE

Traité de conciliation et de règlement judiciaire. Signé à Riga, le 28 avril 1931.

ITALY AND LATVIA

Treaty of Conciliation and Judicial Settlement. Signed at Riga, April, 28, 1931.

N^o 2898. — TRAITÉ ¹ DE CONCILIATION ET DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ENTRE L'ITALIE ET LA LETTONIE. SIGNÉ A RIGA, LE 28 AVRIL 1931.

Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères de Lettonie et d'Italie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 18 février 1932.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, pénétrés de l'esprit de cordialité qui caractérise leurs rapports réciproques, ont résolu de conclure un traité pour le règlement amiable des différends qui pourraient s'élever entre les deux pays, et ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

Son Excellence M. Kārlis ULMANIS, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence M. le Docteur Nicola MACARIO, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Riga ;

Lesquels après communication des pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à régler, dans tous les cas, par voie pacifique et d'après les méthodes prévues par le présent traité, tous les litiges ou conflits de quelque nature qu'ils soient, qui viendront à s'élever entre la Lettonie et l'Italie après la date de l'entrée en vigueur de la présente convention, et qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires.

Article 2.

Toutes contestations entre les Hautes Parties contractantes, de quelque nature qu'elles soient, et qui n'auraient pu être réglées à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumises pour jugement, soit à un tribunal arbitral, soit à la Cour permanente de Justice internationale, ainsi qu'il est prévu ci-après.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 2 février 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2898. — TREATY ² OF CONCILIATION AND JUDICIAL SETTLEMENT BETWEEN ITALY AND LATVIA. SIGNED AT RIGA, APRIL 28, 1931.

French official text communicated by the Latvian and Italian Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place February 18, 1932.

THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, imbued with the spirit of cordiality which characterises their mutual relations, have resolved to conclude a Treaty for the friendly settlement of any disputes which may arise between the two countries, and have appointed as their Plenipotentiaries for this purpose :

THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC :

His Excellency M. Kārlis ULMANIS, President of the Council, Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Dr. Nicola MACARIO, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Riga,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The High Contracting Parties reciprocally undertake to settle in every case, by pacific means and in accordance with the procedure laid down in the present Treaty, all disputes or conflicts of whatever nature which may arise between Latvia and Italy after the date of the entry into force of this Convention, and which it may not have been possible to settle by the normal methods of diplomacy.

Article 2.

All disputes of every kind between the High Contracting Parties which it may not have been possible to settle amicably by the normal methods of diplomacy shall be submitted for decision either to an Arbitral Tribunal or to the Permanent Court of International Justice as laid down hereafter.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other Conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those Conventions.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Rome, February 2, 1932.

Article 3.

Avant toute procédure arbitrale ou avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, la contestation sera soumise à fin de conciliation à une Commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent traité.

Article 4.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, le différend ne sera soumis à la procédure prévue par le présent traité qu'après jugement passé en force de chose jugée et rendu dans des délais raisonnables par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation prévue à l'article 3 sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir : Les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront, d'un commun accord, les trois autres commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances ; ces trois commissaires devront être de nationalité différente et, parmi eux, les Hautes Parties contractantes désigneront le président de la commission.

Les commissaires sont nommés pour trois ans ; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement, et dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire, par suite de décès, de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 6.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur de la présente convention.

Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervenait pas dans le délai ou en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le président de la Cour permanente de Justice internationale ou, s'il est ressortissant d'une des Hautes Parties contractantes, le vice-président ou le membre le plus ancien de la Cour, qui n'est ressortissant d'aucune des Hautes Parties contractantes, sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 7.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties agissant d'un commun accord, ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 3.

Before any resort is made to arbitral procedure or to procedure before the Permanent Court of International Justice, the dispute shall be submitted with a view to amicable settlement to a Permanent International Commission, styled the Permanent Conciliation Commission, constituted in accordance with the present Treaty.

Article 4.

When the subject of the dispute is one which, under the municipal legislation of either Party, is within the competence of the national Courts of that Party, the matter in dispute shall not be submitted to the procedure laid down in the present Treaty until a judgment with final effect has been given within a reasonable period by the competent national judicial authority.

Article 5.

The Permanent Conciliation Commission provided for in Article 3 shall consist of five members who shall be appointed as follows: The High Contracting Parties shall each nominate one Commissioner from among their respective nationals and they shall further appoint, by common agreement, three other Commissioners from among the nationals of third Powers; these three Commissioners must be of different nationalities and the High Contracting Parties shall designate one of them as President of the Commission.

The members of the Commission shall be appointed for three years and may be reappointed. They shall continue to hold office until they are replaced and, in any case, until the completion of any work in hand at the moment of the expiry of their mandate.

Any vacancies which may occur owing to death, resignation or any other emergency shall be filled as soon as possible in the manner laid down for the nominations.

Article 6.

The Permanent Conciliation Commission shall be constituted within three months after the entry into force of the present Convention.

If the appointment of the Commissioners to be nominated by common agreement has not been made within the aforesaid period, or if a fresh appointment has not been made within three months of the seat becoming vacant, the President of the Permanent Court of International Justice or, if the latter is a national of one of the High Contracting Parties, the Vice-President or the oldest member of the Court who is not a national of either of the High Contracting Parties shall, failing other agreement, be asked to make the necessary nominations.

Article 7.

The Permanent Conciliation Commission shall be notified by means of a request addressed to the President by the two Parties acting in agreement or, in the absence of such agreement, by either of the Parties.

The request shall contain a short statement of the subject of the dispute, followed by an invitation to the Commission to take all necessary steps with a view to arriving at an amicable settlement.

If the request emanates from one Party only, it shall be notified forthwith to the other Party.

Article 8.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où la Commission permanente de conciliation aura été saisie de la contestation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 9.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtraient convenables et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées, et s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 10.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission permanente de conciliation règlera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Des Commissions internationales d'enquête) de la Convention de La Haye¹ du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 11.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 12.

Les travaux de la Commission permanente, de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 13.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraît utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 8.

Within fifteen days from the date when the Permanent Conciliation Commission shall have been notified of the matter in dispute, either Party may, for the examination of the particular dispute, replace its Commissioner by a person possessing special competence in the matter.

The Party making use of this right shall immediately inform the other Party ; the latter shall in that case be entitled to take the same action within fifteen days from the date when the notification reaches it.

Article 9.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate the subjects in dispute and for this purpose to collect all necessary information by means of enquiry or otherwise and to endeavour to bring the Parties to agreement. It may, after examining the question, propose to the Parties the terms of settlement which it considers suitable and may appoint a period within which they are to make their decision.

At the close of its labours, the Commission shall draw up a report stating as the case may be, either that the Parties have come to an agreement and, if necessary, the terms of such agreement, or that it has been impossible to effect a settlement.

Unless the Parties have agreed otherwise, the proceedings of the Commission must be concluded within six months from the day on which it was notified of the dispute.

Article 10.

Failing any special provision to the contrary, the Permanent Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which must in all cases provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission shall, unless it unanimously decides otherwise, act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 11.

Unless otherwise decided by agreement between the Parties, the Permanent Conciliation Commission shall meet at the place appointed by its President.

Article 12.

The deliberations of the Commission shall be held in private unless the Commission decides otherwise with the consent of the Parties.

Article 13.

The Parties shall be represented before the Permanent Conciliation Commission by agents whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission ; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose and may claim a hearing for any persons whose evidence they may consider useful.

The Commission on its part may request oral explanations from the agents, counsel or experts of the two Parties, as also from any other persons it may think fit to summon with the consent of their respective Governments.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 14.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

Article 15.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour leur permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 16.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les Hautes Parties contractantes qui en supporteront chacune une part égale. Les frais auxquels donnerait lieu le fonctionnement de la commission seront également partagés par moitié.

Article 17.

Si l'une des Parties n'accepte pas les propositions de la Commission permanente de conciliation ou ne se prononce pas dans le délai fixé par son rapport, chacune d'elles pourra demander que le litige soit soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Dans le cas où, de l'avis de la Cour, le litige ne serait pas d'ordre juridique, les Parties conviennent qu'il sera tranché *ex aequo et bono*.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 18.

Dans tous les cas et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Commission de conciliation ou, si celle-ci ne s'en trouvait plus saisie, le Tribunal arbitral ou la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son Statut¹, indiqueront, s'il y a lieu et dans le plus bref délai possible, quelles mesures provisoires doivent être prises. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à s'y conformer, à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements proposés par la Commission de conciliation, et en général à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; et vol. CXVII, page 46, de ce recueil.

Article 14.

Unless otherwise provided for in the present Treaty, the decisions of the Permanent Conciliation Commission shall be taken by a majority vote.

Article 15.

The High Contracting Parties undertake to give the Permanent Conciliation Commission every possible assistance in its work and, in particular, to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, and to employ all means at their disposal to enable the Commission, in their respective territories and in accordance with their internal laws, to cite and take the evidence of witnesses and experts and to visit the localities in question.

Article 16.

Each of the Commissioners shall receive an allowance for the actual duration of the proceedings of the Permanent Conciliation Commission; the amount of this allowance shall be fixed by agreement between the High Contracting Parties, by whom it shall be borne in equal shares. The expenditure entailed by the operations of the Commission shall also be shared equally.

Article 17.

If either Party refuses to accept the proposals of the Permanent Conciliation Commission or does not intimate its decision within the period laid down in the Commission's report, either Party may require that the dispute shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

If, in the opinion of the Court, the dispute is not of a legal character, the Parties agree that it shall be decided *ex aequo et bono*.

GENERAL PROVISIONS.

Article 18.

In any case, and particularly if the question on which the Parties differ, arises out of acts already committed, or on the point of commission, the Conciliation Commission, or if the matter was no longer before the latter, the arbitral tribunal or the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute¹, shall lay down, if necessary and within the shortest possible time, the provisional measures to be adopted. The High Contracting Parties undertake respectively to accept such measures, to abstain from all measures likely to have a repercussion prejudicial to the execution of the decision or to the arrangements proposed by the Conciliation Commission and, in general, to abstain from any sort of action whatsoever which may aggravate or extend the dispute.

¹ Vol. VI, page 380; Vol. XI, page 405; Vol. XV, page 305; Vol. XXIV, page 153; Vol. XXVII, page 417; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; Vol. C, page 153; Vol. CIV, page 492; Vol. CVII, page 461; Vol. CXI, page 402; and Vol. CXVII, page 46, of this Series.

Article 19.

Le présent traité reste applicable entre les Hautes Parties contractantes encore que d'autres Puissances aient également un intérêt dans le différend.

Article 20.

Le présent traité sera communiqué pour enregistrement à la Société des Nations conformément à l'article 18 du Pacte.

Article 21.

Le présent traité sera ratifié. Les ratifications en seront échangées à Rome.

Il entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de cinq années et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure quelconque en vertu de ce traité se trouvait pendante devant la Commission permanente de conciliation, devant un tribunal d'arbitrage ou devant la Cour permanente de Justice internationale, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et l'ont muni de leurs sceaux.

Fait à Riga, en double expédition, le vingt-huit avril mil neuf cent trente et un.

(L. S.) (Signé) K. ULMANIS.

(L. S.) (Signé) N. MACARIO.

Per copia conforme

p. Il Capo dell'Ufficio Trattati :

G. De Astis.

Article 19.

The present Treaty continues applicable as between the High Contracting Parties, even when other Powers are also interested in the dispute.

Article 20.

The present Treaty shall be communicated to the League of Nations for registration in accordance with Article 18 of the Covenant.

Article 21.

The present Treaty shall be ratified ; the ratifications shall be exchanged at Rome.

It shall come into force as soon as the ratifications have been exchanged and shall be valid for ten years reckoned from the date on which it comes into force. Unless it is denounced six months before the expiry of this period, it shall be considered as renewed for a period of five years, and similarly thereafter.

If proceedings of any kind undertaken in virtue of the present Treaty are pending before the Permanent Conciliation Commission, an Arbitral Tribunal or the Permanent Court of International Justice, at the time of the expiration of the present Treaty, such proceedings shall pursue their course until their completion.

In faith whereof, the above Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed their seals thereto.

Done at Riga, in duplicate, April the twenty-eighth, one thousand nine hundred and thirty-one.

(L. S.) (*Signed*) K. ULMANIS.

(L. S.) (*Signed*) N. MACARIO.

N° 2899.

GRÈCE ET SUÈDE

Accord en vue d'exempter réciproquement de l'impôt sur le revenu certains bénéfices provenant des entreprises de transports maritimes. Signé à Athènes, le 19 novembre 1931.

GREECE AND SWEDEN

Agreement for the reciprocal Exemption from Income Tax in Certain Cases of Profits accruing from the Business of Shipping. Signed at Athens, November 19, 1931.

N^o 2899. — ACCORD¹ ENTRE LA SUÈDE ET LA GRÈCE EN VUE D'EXEMPTER RÉCIPROQUEMENT DE L'IMPÔT SUR LE REVENU CERTAINS BÉNÉFICES PROVENANT DES ENTREPRISES DE TRANSPORTS MARITIMES. SIGNÉ A ATHÈNES, LE 19 NOVEMBRE 1931.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 19 février 1932.

LE GOUVERNEMENT ROYAL SUÉDOIS et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE, désireux de conclure un accord en vue d'exempter réciproquement de l'impôt sur le revenu et de l'impôt de patente, en certains cas, les bénéfices provenant des entreprises de transports maritimes sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement de la République hellénique convient de prendre toutes les dispositions utiles, aux termes de l'article 3 de la loi N^o 3338 du 15 juin 1925 et de l'article 7 du décret loi du 18 avril 1926 modifié par le décret loi du 23 mars 1929, en vue d'exempter de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur la patente exigibles en Grèce pour l'exercice fiscal 1931-1932 et tout exercice fiscal ultérieur, les bénéfices réalisés par les opérations d'armement maritime effectuées, soit par une personne domiciliée en Suède et non domiciliée en Grèce, soit par une société exerçant en Suède la direction et la surveillance de ces opérations.

Article 2.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Suède déclare par la présente que, en vertu des lois suédoises, relatives à l'impôt d'état sur le revenu et sur la propriété (*statlig inkomstoch förmögenhetsskat*) et à l'impôt communal sur les biens immobiliers et sur le revenu (*kommunal skatt ä fastighet och inkomst*), aucun impôt n'est dû sur les bénéfices réalisés par les opérations d'armement maritime effectuées soit par une personne domiciliée en Grèce et non domiciliée en Suède, soit par une société exerçant en Grèce la direction et la surveillance de ces opérations.

Article 3.

Par « opérations d'armement maritimes » s'entendent les opérations effectuées par un armateur, de navires, et aux fins de cette définition, le terme « armateur » comprend également les affréteurs.

¹ Entré en vigueur le 19 novembre 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2899. — AGREEMENT² BETWEEN GREECE AND SWEDEN, FOR THE RECIPROCAL EXEMPTION FROM INCOME TAX IN CERTAIN CASES OF PROFITS ACCRUING FROM THE BUSINESS OF SHIPPING. SIGNED AT ATHENS, NOVEMBER 19, 1931.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place February 19, 1932.

THE ROYAL SWEDISH GOVERNMENT and THE GOVERNMENT OF THE HELLENIC REPUBLIC, being desirous of concluding an agreement for the reciprocal exemption from income tax and licence tax in certain cases of profits accruing from the business of shipping, have agreed to the following provisions :

Article 1.

The Government of the Hellenic Republic agrees to make all the necessary arrangements, under Law No. 3338, Article 3, of June 15, 1925, and the Decree of April 18, 1926, Article 7, as amended by the Decree of March 23, 1929, to exempt from the income tax and licence tax payable in Greece for the year of assessment 1931-1932 and for every subsequent year of assessment, the profits accruing from the business of shipping carried on either by an individual domiciled in Sweden and not in Greece or by a company managing and controlling such business in Sweden.

Article 2.

The Government of His Majesty the King of Sweden hereby declares that under the Swedish laws relating to State income and property tax (*statlig inkomstoch förmögenhetsskat*) and the communal tax on real estate and income (*kommunal skatt ä fastighet och inkomst*), tax is not chargeable on the profits which accrue from the business of shipping carried on either by an individual domiciled in Greece and not in Sweden or by a company managing and controlling such transactions in Greece.

Article 3.

The expression " the business of shipping " means the business carried on by an owner of ships ; for the purpose of this definition the expression " owner " includes any charterer.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force November 19, 1931.

Article 4.

Le présent accord ne pourra être dénoncé qu'au 1^{er} janvier de chaque année moyennant un préavis de six mois. En tout cas, il cessera d'être en vigueur dès que les exemptions à accorder aux termes de l'article 1 du présent accord pour l'impôt sur le revenu et l'impôt de patente en Grèce cesseront d'avoir force de loi, ou que l'impôt sur le revenu perçu en Suède frappera les bénéficiaires visés à l'article 2 du présent accord.

En foi de quoi les soussignés dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Athènes, le 19 novembre 1931.

(L. S.) ALSTRÖMER.

(L. S.) A. MICHALAKOPOULUS.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 2 février 1932.

Le chef des Archives :
Torsten Gihl.

Article 4.

The present agreement may only be denounced on January 1st of each year at six months' notice. In any event it shall cease to have effect immediately the exemptions to be granted under Article 1 of the present agreement in respect of income tax and licence tax in Greece cease to have force of law, or the income tax levied in Sweden applies to the profits mentioned in Article 2 of the present agreement.

In faith whereof, the undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Athens, November 19, 1931.

(L. S.) ALSTRÖMER.

(L. S.) A. MICHALAKOPOULUS.

N° 2900.

ISLANDE ET NORVÈGE

Convention concernant le règlement
pacifique des différends. Signée à
Tingvellir, le 27 juin 1930.

ICELAND AND NORWAY

Convention regarding the Pacific
Settlement of Disputes. Signed at
Tingvellir, June 27, 1930.

TEXTE NORVÉGIEN. - NORVEGIAN TEXT.

N^o 2900. — AVTALE ¹ MILLOM NORIG OG ISLAND UM FREDELEG LØYSING AV TVISTEMÁL, UN-
DERTEGNET I TINGVELLIR
DEN 27 JUNI 1930.

Textes officiels islandais et norvégien communiqués par le délégué permanent de la Norvège auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 23 février 1932.

HANS MAJESTET NORIGS KONGE OG HANS MAJESTET KONGEN AV ISLAND OG DANMARK, som ynskjer å fremja arbeidet for å få avgjort millomfolkelege tvistemål på fredeleg måte, hev vorte samde um til dette fyremålet å gjera ei avtale um fredeleg løysing av tvistemål, som kjem upp millom Norig og Island, og hev nemnt upp til fullmektigane sine til å gjera ei slik avtale :

HANS MAJESTET NORIGS KONGE :

Riksråd Herr Torgeir ANDERSSEN-RYSST

HANS MAJESTET KONGEN AV ISLAND OG DANMARK :

Islands statsminister Herr Tryggve THORHALLSSON,

som hev vorte samde um desse fyresegnene :

Iste artikel.

Kjem det upp rettstvistemål millom Norig og Island, og tvistemáli høyrer til dei, som er

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Oslo, le 6 février 1932.

TEXTE ISLANDAIS. — ICELANDIC TEXT.

N^o 2900. — SAMNINGUR ¹ MILLI ÍSLANDS OG NOREGS UM LAUSN DEILUMÁLA MEÐ FRÍÐSAMLEGUM HÆTTI, ÞINGVÖLLUM
27, JÚNÍ 1930.

Icelandic and Norwegian official texts communicated by the Permanent Delegate of Norway accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place February 23, 1932.

HANS HÁTIGN KONUNGUR ÍSLANDS OG DANMERKUR OG HANS HÁTIGN FFOUNUNGUR NOREGS, sem óska eindregið að styðja viðleitnir að jafna á riðsamlegan hátt millirikjadeilum, hafa, með það fyrir augum, komið sjer saman um að gera samning um friðsamlega lausn deilumála, og hafa utnefnt sem fulltrúa sína til þess að gera slíkan samning :

HANS HÁTIGN KONUNGUR ÍSLANDS OF DANMERKUR :

Forsætisráðherra Íslands Tryggva ÞORHALLSSON og

HANS HÁTIGN KONUNGUR NOREGS :

Hermálaráðherra Torgeir ANDERSSEN-RYSST,

sem hafa orðið ásáttir um eftirfylgjandi ákvæði :

I. grein.

Rjettardeilum, sem kunna að rísa milli Íslands og Noregs, sem hægt er að heimfæra

¹ The exchange of ratifications took place at Oslo, February 6, 1932.

nemnde i artikkel 36, andre stykkjet ¹, i vedtektene for den faste domstolen for millomfolkeleg rettargang, og dei so ikkje vert løyste på diplomatisk veg, skal dei havast inn for denne domstolen til avgjering i samhøve med fyresegnene i vedtektene for domstolen.

Tvistemål, som går inn under serlege avtalor millom dei tvo landi um doms- eller skilsdomsfyrehaving, vert avgjorde etter fyresegnene i desse avtalone.

Den faste domstolen for millomfolkeleg rettargang avgjer meiningsskilnad um korleis denne avtala skal tolkast.

2dre artikkel.

Traktatpartane bind seg til å leggja tvistemål, som ikkje er umhandla i 1ste artikkel, under skilsdom i samhøve med fyresegnene nedanfor. Fyrr ei sak vert lagd under skilsdom, vil partane sjå å få henne inn for ei granskings- og forliksnemnd eller ein forliksmann, som er serskilt vald til å granska saki og få forlik i stand.

So framt ikkje partane innan 6 månader etter eit av dei gjorde framlegg um granskings- og forliksfyrehaving vert samstelte um å visa tvistemålet til slik fyrehaving, kan kvar part krevja skilsdom.

Partane er samde um, at dei tvistemål, som går inn under denne artikkelen, skal løysast etter grunnsetningane for rett og skil.

3dje artikkel.

Um ikkje partane gjer onnor avtale, skal skilsdomstolen, som skal ha fyre seg tvistemål etter andre artikkelen i denne avtala, verta ihopsett i samhøve med fyresegnene i bolc IV, kapitel II i Haag-avtala frá 18 oktober 1907 ² um fredeleg løysing av millomfolkelege tvistemål.

¹ Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152; vol. XXVII, page 416; vol. XXXIX, page 165; vol. XLV, page 96; vol. L, page 159; vol. LIV, page 387; vol. LXIX, page 70; vol. LXXII, page 452; vol. LXXVIII, page 435; vol. LXXXVIII, page 272; vol. XCII, page 362; vol. XCVI, page 180; vol. C, page 153; vol. CIV, page 492; vol. CVII, page 461; vol. CXI, page 402; et vol. CXVII, page 46, de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

undir einhverja þá tegund, sem nefndar eru í 36. grein 2. málsgrein í reglugjörd fasta alþjóðadómstólsins ¹ skal, svo framarlega sem ekki hefur tekist að jafna deilurnar milli stjórhafulltrúa ríkjanna, vísað til úrlausnar fyrnefnds dómstóls í samræmi við ákvæði reglugjörðarinnar. Deilur, sem eru þess efnis, að um þær gilda sjerstök ákvæði milli þessara tveggja landa um dómseða gjörðardómsmeðferð, skulu sæta þeirri meðferð, sem þau hin sömu ákvæði mæla fyrir um.

Ágreiningar um skilning á samningi þessum skulu úrskurðaðir af fasta alþjóðadómstólum.

2. grein

Samningsaðilarnir skuldbinda sig til að bera undir gjörðardóm samkvæmt eftirfarandi ákvæðum allar aðrar deilur en þær, sem nefndar eru í 1. grein. Aður en gjörðardómsmeðferð hefst, munu aðilarnir leitast við að vísa málinu til rannsóknar og sáttameðferðar fyrir sjerstakri þartil útnefndri sáttanefnd eða sáttasemjara.

Nú líða 6 mánuðir frá, því er annar aðilinn stakk upp á rannsóknar og sáttameðferð, og ekki hefur náðst samkomulag um að vísa deilunni til slíkrar meðferðar, þá getur hvor aðilinn um sig farið fram á að láta gjörðardóm skera úr deilunni.

Aðilarnir eru ásáttir um, að deilur þær sem þessi grein fjallar um skulu leystar á grundvelli rjettlætis og sanngirni.

3. grein.

Sje ekki öðruvísi ákvæðið með samningi, skal gjörðardómur sá er fer með deilumál samkvæmt 2. grein þessa samnings, útnefndur í samræmi við ákvæði IV. þáttar II. kapítula Haagsamþyktaarinnar frá 18. október 1907 ² um jöfnun deilumála milli ríkja með friðsamlegum hætti.

¹ Vol. VI, page 380; Vol. XI, page 405; Vol. XV, page 305; Vol. XXIV, page 153; Vol. XXVII, page 417; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; Vol. C, page 153; Vol. CIV, page 492; Vol. CVII, page 461; Vol. CXI, page 402; and Vol. CXVII, page 46, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

4de artikkel.

So langt partane ikkje tek onnor avgjerd um skiltdomsfyreavingi, skal fyresegnene i bolc IV, kapitel III i Haag-avtala frá 18 oktober 1907 um fredeleg løysing av millomfolkelege tvistemål nyttast, utan skil um den nemnde avtala gjeld millom partane.

Er ikkje ei slik skiltdomsavtale, som er umhandla i den nemnde Haag-avtala, underskrivi innan 6 månader etter den eine parten andsynes den andre kravde skiltdom, kan kvar av partane krevja, at skiltdomsavtala vert fastsett etter reglane i artiklane 53 og 54 i Haag-avtala.

I dei høvi, der denne avtala her viser til fyresegnene i Haag-avtala, skal desse fyresegnene nyttast millom partane jamvel um ein av partane eller bae hev sagt upp Haag-avtala.

5te artikkel.

Når ein av partane krev det, skal skiltdomstolen fastsetja høvelege fyrebilsåtgerder til vern for rettsstoda til den parten, so langt dei kan takast på administrativ veg.

6te artikkel.

Når det synest høve til det, skal skiltdomen segja fyre, korleis han skal setjast i verk, serleg når det gjeld dei tidfrestane, som ein skal halda seg etter.

7de artikkel.

Når det gjeld spursmål, som etter lovene i det landet det er reist eit krav imot, høyrer under ein domstol, her og styrings domstol, kann vedkomande part ikkje krevja, at den framgangsmåten skal nyttast, som er nemnd i artikkel 1 eller 2, fyrr sakfyreavingi for domstolen hev ført til ei endeleg avgjerd. I slike tilfelle skal tvistemålet visast til dom eller skiltdom i samhøve med artikkel 1 eller 2 seinast eit år etter domstolen hev avgjort saki som nemnt.

4. grein.

Að svo miklu leyti, sem aðilarnir taka ekki aðra ákvörðun um gjörðardómsmeðferð, skulu ákvæðin í IV. þætti III. kapítula Haagsamþykta-
tarinnar frá 18. október 1907 um jöfnun deilumála milli ríkja með friðsamlegum hætti koma til framkvæmda án tillits til þess, hvort samþykkt þessi er gildandi fyrir aðilana.

Verði slíkt gjörðardómssamkomulag, sem um ræðir í nefndri Haagsamþykkt ekki undirritað, áður en 6 mánuðir eru liðnir frá því annar aðilinn bar upp við hinn tilmæli um að deiluatridinu skyldi vísa til gjörðardóms, skal gjörðardómssamkomulagið, samkvæmt ósk annars aðilans, gert á þann hátt, er mælt er fyrir um í 53. og 54. grein nefndrar Haagsamþykta-
tarinnar.

Í þeim tilfellum, að í samningi þessum er vísað til ákvæða Haagsamþykta-
tarinnar skal ákvæða þessara gætt milli aðilanna, einnig þótt annar eða báðir aðilarnir hafi sagt upp samþyk-
tinni.

5. grein.

Að ósk annars aðilans skal gjörðardómurinn mæla fyrir um þær bráðabirgðaráðstafanir, sem ber að gera til þess að vernda rjettarstöðu þessa sama aðila, svo framarlega sem hægt er að gera þessar ráðstafanir með framkvæmdarathöfnum.

6. grein.

Sje ástæða til þess talin skal í dómsorði tekið fram, hvornig dómnum skuli fullnægt, einkanlega að því er snertir þá fresti sem gæta ber.

7. grein.

Að því er snertir málefni, sem samkvæmt löggjöf þess lands, sem krafan er á hendur gjörð, eiga að sæta úrlausn dómstóls, hjerned einnig talinn umbodsstjórnardómur, getur hlutaðeigandi aðili ekki krafist, að aðferð sú, sem nefnd er í 1. eða 2. grein, verði viðhöfð, áður en endanleg dómnsniðurstaða er fengin. Í slíku tilfelli skal málinu vísað til dóms eða gjörðardóms samkvæmt 1. eða 2. ádurnefndra greina í síðasta lagi ári eftir að málinu hafði verið ráðið þannig til lykta.

8de artikkel.

Er det sagt í ein dom eller skilsdom, at ei avgjerd eller ei átgjerd, som ein domstol eller ei onnor tenestemakt í den eine staten hev teke, er í strid med folkeretten, heilt ut eller í noko stykkje, og kann etter riksskipnaden í denne staten fylgjone av avgjerdi eller átgjerdi ikkje takast burt, heilt ut eller í nokon mun, er partane samde um, at det kann fastsetjast í domen eller skilsdomen, at den parten, som vart ute for uretten, skal fá eit høvelegt vederlag på annan måte.

9de artikkel.

Traktatpartane bind seg til, medan ei sak vert fyrehavd for domstol eller skilsdomstol, mest ráð er á halda seg ifrá slike átgjerder, som kann vera til hinder eller hefte, når domen eller skilsdomen skal setjast í verk.

Partane skal retta seg etter domen eller skilsdomen på tru og ære.

10de artikkel.

Kjem det upp meiningskilnad millom partane um, korleis domen eller skilsdomen skal tolkast eller setjast í verk, skal den same retten, som hev sagt domen eller skilsdomen, avgjera slik meiningskilnad, um ikkje anna er fastsett.

11te artikkel.

Denne avtala vert ratifisera av Hans Majestet Norigs Konge med samtykkje frá det norske Stortinget, og av Hans Majestet Kongen av Island og Danmark med samtykkje frá det islandske Altinget. Ratifikasjonane vert bytte í Oslo.

12te artikkel.

Denne avtala tek til á gjelda den dagen ratifikasjonane vert bytte, og í høvet millom Norig og Island kjem ho dá í staden for skilsdomsavtala frá 8 oktober 1908. Ho gjeld for ei tid på tjuge ár frá den dagen ho tok til á gjelda. Vert ho ikkje uppsagd seinast tvo ár fyrr denne tid er ute, skal ho gjelda for tjuge

8. grein.

Ef að því er lýst yfir í uppkveðnum dómi eða gjörðardómi, að ákvörðun eða framkvæmd dóms eða annars yfirvalds annarshvors ríkisins fari að einhverju leyti eða öllu í bága við alþjóðarjett, og, ef að stjórnlæg þessa ríkis leyfa ekki að áfima að öllu eða einhverju leyti afleiðingarnar af slíkri ákvörðun, eða framkvæmd, þá eru aðilarnir ásáttir um, að í dómnum eða gjörðinni megi dæma þeim aðilanum er misrjetti hefur verið beittur hæfilegar bætur á annan hátt.

9. grein.

Meðan að stendur á dóms- eða gjörðardómsmeðferð skuldbinda sammingsaðilarnir sig til þess að leiða hjá sjer, svo sem frekast er unt, hverskonar ráðstöfun sem getur orðið til tálmunar fullnægju dómsins eða gjörðarinnar.

Aðilarnir skulu, að viðlögðum drengskap, hlýta dóms- eða gjörðardómsniðurstöðunni.

10. grein.

Deilur, sem kynnu að rísa milli aðilanna, snertandi skilning eða framkvæmd dómsins eða gjörðarinnar, skulu, sje ekki öðruvísi ákveðið, útkljáðar af þeim rjetti, sem kvað upp dóminn eða gjörðina.

11. grein.

Samning þennan skal fullgilda, af hans hátign konungi Íslands of Danmerkur, að áskildu samþykki Alþingis Íslendinga, og af hans hátign konungi Noregs, að áskildu samþykki Stórpings Norðmanna.

Fullgildingarskjölin skulu afhent í Oslo.

12. grein.

Samningur þessi gengur í gildi þann dag er fullgildingarskjölin eru afhent, og kemur, að að því er snertir Ísland og Noreg, við gildistöku sína, í stað gjörðardómssamningsins frá 8. október 1908. Samningurinn gildir í 20 ár frá gildistöku. Ef honum verður ekki sagt upp minst tveimur árum fyrir lok þessa tímabils,

ár til og vert rekna for gjeldande for tidbolkar på tjuge ár, um ho ikkje vert uppsagd minst tvo ár fyrr den tjugeársbolken er ute, som er næstfyre.

Når eit tvistemál vert fyrehavt for domstol eller skildomstol etter denne avtala på den tid ho held upp á gjelda, skal det vera fyre framleis etter fyresegnene i denne avtala til det er avgjort.

Til stadfesting hev fullmektigane skrive under denne avtala og sett sine segl for ho.

Uppsett i tvo eksemplar i Tingvellir 27 juni 1930.

Torgeir ANDERSSEN-RYSST.
Tryggvi THORHALLSSON.

gildir hann i önnur 20 ár, of skal framvegis áltast gildandi fyrir 20 ára tímabil, svo framarlega sem honum verður ekki sagt upp minst 2 árum fyrir lok líðandi 20 ára tímabils.

Deilur, sem við lok gildistíma sammingsins sæta dóms- eða gjörðardómsmeðferð samkvæmt þessum samningi, skulu útkljáðar á þann hátt er hann mælir fyrir um.

Þessu til staðfestu hafa fulltrúarnir undirritað samning þennan og sett við hann innsigli sín.

Gert í tveim eintökum á Þingvöllum, 27. júní 1930.

Torgeir ANDERSSEN-RYSST.
Tryggvi ÞÓRHALLSSON.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères
Oslo, le 17 février 1932.
Le chef du Protocole :
W. Foss.

¹ TRADUCTION.

N^o 2900. — CONVENTION ENTRE L'ISLANDE ET LA NORVÈGE CONCERNANT LE RÈGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS. SIGNÉE A TINGVELLIR, LE 27 JUIN 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ISLANDE ET DE DANEMARK, ET SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE, animés du désir de favoriser les efforts déployés en vue d'obtenir que les différends internationaux soient vidés par des moyens pacifiques, sont convenus de conclure à cet effet une convention pour le règlement pacifique des différends qui pourraient s'élever entre la Norvège et l'Islande et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ISLANDE ET DE DANEMARK :

M. Tryggve THORHALLSSON, Ministre d'Etat de l'Islande ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. Torgeir ANDERSSON-RYSST, Conseiller d'Etat ;

Lesquels sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

S'il s'élève entre l'Islande et la Norvège un différend d'ordre juridique rentrant dans l'une des catégories spécifiées à l'article 36, alinéa 2, du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, et n'ayant pu être réglé par la voie diplomatique, il sera soumis pour jugement à ladite Cour, conformément aux dispositions du susdit Statut.

Les différends au sujet desquels des accords spéciaux prévoyant une procédure judiciaire

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

N^o 2900. — AGREEMENT BETWEEN ICELAND AND NORWAY REGARDING THE PACIFIC SETTLEMENT OF DISPUTES. SIGNED AT TINGVELLIR, JUNE 27, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF ICELAND AND DENMARK AND HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY, being desirous of promoting efforts for the pacific settlement of international disputes, have resolved to conclude an agreement for the pacific settlement of disputes which may arise between Iceland and Norway and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ICELAND AND DENMARK :

M. Tryggve THORHALLSSON, Icelandic Minister of State ;

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. Torgeir ANDERSSON-RYSST, Counsellor of State ;

Who have agreed upon the following provisions :

Article I.

If a judicial dispute arises between Iceland and Norway of the kind mentioned in Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Permanent Court of International Justice and if it has been found impossible to settle the dispute through the diplomatic channel, it shall be submitted to the Court for decision in accordance with the provisions of the said Statute.

Disputes for the settlement of which judicial or arbitral procedure is laid down in special

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ou arbitrale sont en vigueur entre les parties contractantes, seront réglées conformément aux dispositions desdits accords.

Toute divergence de vues relative à l'interprétation de la présente convention sera réglée par la Cour permanente de Justice internationale.

Article 2.

Les Parties contractantes s'engagent à soumettre à la procédure d'arbitrage, conformément aux dispositions ci-après, tous différends autres que ceux visés à l'article premier. Avant de soumettre un différend à la procédure d'arbitrage, les Parties devront tâcher de tomber d'accord pour le soumettre à une procédure d'enquête et de conciliation par devant une commission de conciliation ou un conciliateur spécialement nommés à cet effet.

Si, dans un délai de six mois à dater du jour où l'une des Parties aura proposé la procédure d'enquête et de conciliation, il n'y a pas d'accord sur la soumission du différend à ladite procédure, le différend sera renvoyé à l'arbitrage, à la demande de l'une des Parties.

Les Parties conviennent que les différends visés au présent article devront être réglés suivant les principes du droit et de l'équité.

Article 3.

Sauf accord contraire des Parties, le tribunal arbitral à établir pour l'examen d'un des différends visés à l'article 2 de la présente convention, sera constitué conformément aux dispositions du titre IV, chapitre II, de la Convention de la Haye, du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 4.

En tant que les Parties ne seront pas convenues du contraire, relativement à la procédure d'arbitrage, les dispositions du titre IV, chapitre III, de la Convention de la Haye, du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux, seront applicables à ladite procédure, que la convention soit ou non en vigueur pour les Parties.

Si, dans un délai de six mois à dater du jour où l'une des parties aura adressé à l'autre une

agreements between the Parties shall be settled in conformity with the provisions of those agreements.

Any difference of opinion regarding the interpretation of the present Agreement shall be settled by the Permanent Court of International Justice.

Article 2.

The Contracting Parties undertake to submit to arbitration, in accordance with the provisions set out hereunder, all disputes other than those referred to in Article 1. Before submitting a dispute to arbitration, the Parties shall endeavour to submit it to a conciliation commission or a conciliator specially appointed to enquire into disputes and to during about a friendly settlement between the Parties.

If, within six months from the date on which one of the Parties has proposed the procedure of enquiry and conciliation, it has not been agreed to submit the dispute to the said procedure, either Party may request arbitration.

The Parties agree that the disputes coming under the present Article shall be settled in accordance with the principles of law and equity.

Article 3.

In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the arbitral tribunal to be established for examining disputes coming under Article 2 of the present Agreement shall be constituted in accordance with the provisions of Part IV, Chapter II, of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 4.

In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the provisions of Part IV, Chapter III, of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall be applicable to the arbitral procedure whether the said Convention is in force between the Parties or not.

If the special agreement provided for in the said Hague Convention has not been signed

demande tendant à soumettre le différend à l'arbitrage, le compromis visé par ladite Convention de La Haye n'a pas été signé, il sera établi, à la demande de l'une des parties, dans les conditions prévues aux articles 53 et 54 de ladite Convention de La Haye.

Dans les cas où la présente convention renvoie aux dispositions de la Convention de La Haye, lesdites dispositions seront applicables entre les Parties, lors même que les deux Parties ou l'une d'elles auraient dénoncé la Convention de La Haye.

Article 5.

A la demande de l'une des Parties, le tribunal arbitral devra indiquer les mesures provisoires à prendre en vue de sauvegarder les droits de cette partie, pourvu que ces mesures puissent être prises par la voie administrative.

Article 6.

La sentence arbitrale formulera, s'il y a lieu, des indications relatives au mode d'exécution de ladite sentence et, notamment, aux délais à observer à cet égard.

Article 7.

En ce qui concerne les questions qui, d'après la législation du pays contre lequel une demande est formée, relèvent de la compétence des tribunaux, y compris les tribunaux administratifs, la Partie intéressée ne pourra pas exiger l'application de la procédure prévue à l'article premier ou à l'article 2 avant qu'un jugement définitif ait été rendu par le tribunal compétent. Dans ce cas, le renvoi du différend à la procédure judiciaire ou arbitrale conformément à l'article 1 ou 2 devra avoir lieu dans un délai d'une année au plus tard, à compter de la date du jugement définitif.

Article 8.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision ou une mesure prise par une instance judiciaire, ou toute autre autorité de l'un

within six months after one of the Parties has applied to the other with a view to the submission of the dispute to arbitration, either Party may request that the special agreement shall be established in accordance with the regulations contained in Articles 53 and 54 of the Hague Convention.

In cases where the present Agreement refers to the provisions of the Hague Convention, those provisions shall be applicable between the Parties even if one or both of them have denounced the Hague Convention.

Article 5.

At the request of one of the Parties, the arbitral tribunal shall establish provisional measures to be taken for protecting the rights of that Party provided such measures can be taken by administrative means.

Article 6.

If necessary, the arbitral award shall lay down the manner in which it is to be executed, in particular as regards the time-limits to be observed.

Article 7.

In the case of a dispute which, according to the law of the country against which an application is made, falls within the competence of the courts, including the administrative courts, the Party concerned may not demand the application of the procedure mentioned in Articles 1 or 2 before a final decision has been given by the competent court. In such a case, the dispute shall be referred to the judicial court or the arbitral tribunal in accordance with Article 1 or 2 within not more than one year after the court has given the final decision.

Article 8.

If, in a judicial sentence or arbitral award, it is declared that a judgment or measure taken by a court of law or other authority of one of

des deux Etats, se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel dudit Etat ne permet pas ou ne permet qu'en partie d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Parties conviennent qu'il pourra, par la sentence judiciaire ou arbitrale, être accordé à la partie lésée une satisfaction équitable d'un autre ordre.

Article 9.

Les Parties contractantes s'engagent à s'abstenir, autant que possible, durant le cours de la procédure judiciaire ou arbitrale, de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la sentence judiciaire ou arbitrale.

Les Parties devront se conformer de bonne foi à la sentence judiciaire ou arbitrale.

Article 10.

Les contestations qui pourraient surgir entre les parties concernant l'interprétation ou l'exécution d'une sentence judiciaire ou arbitrale seront soumises, à moins qu'il en ait été convenu autrement, à la décision du tribunal qui a rendu la sentence.

Article 11.

La présente convention sera ratifiée par Sa Majesté le Roi d'Islande et du Danemark avec l'approbation de l'Alting islandais et par Sa Majesté le Roi de Norvège avec l'approbation du Storting norvégien. Les ratifications seront échangées à Oslo.

Article 12.

La présente convention entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et remplacera, dans les relations entre l'Islande et la Norvège, la Convention d'arbitrage du 8 octobre 1908. Elle aura une durée de vingt années, à compter de l'entrée en vigueur. Si elle n'est pas dénoncée deux ans au plus tard avant l'expiration de ce délai, elle demeurera en vigueur pendant une nouvelle période de vingt années et sera par la suite aussi censée prolongée chaque fois pour une période de vingt années,

the States is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that Party does not permit or only partially permits the consequence of the judgment or measure in question to be annulled, the Parties agree that it may be provided in the judgment or award that the injured Party may receive equitable satisfaction in some other way.

Article 9.

The Contracting Parties undertake to refrain as far as possible, during the course of the judicial or arbitral procedure, from all measures which may react prejudicially upon the execution of the judicial or arbitral decision.

The Parties shall conform in good faith to the judicial or arbitral decision.

Article 10.

Any disputes which may arise between the Parties regarding the interpretation or execution of a judicial or arbitral decision shall be decided, unless otherwise provided, by the Court which has given the decision.

Article 11.

The present Agreement shall be ratified by His Majesty the King of Iceland and Denmark with the consent of the Icelandic Alting, and by His Majesty the King of Norway with the consent of the Norwegian Storting. The ratifications shall be exchanged at Oslo.

Article 12.

The present Agreement shall come into force on the date of the exchange of ratifications and it shall replace the Arbitration Agreement of October 8, 1908, in the relations between Norway and Iceland. It shall be concluded for a period of twenty years from the date when it comes into force. If it has not been denounced at least two two years before the expiry of this period, it shall remain in force for a further period of twenty years, and shall subsequently be regarded as being prolonged for further

si elle n'est pas dénoncée deux ans au moins avant l'expiration de la dernière période.

Si, à l'expiration de la validité de la présente convention, un différend est pendant devant une instance judiciaire ou un tribunal arbitral, en vertu de cette convention, la procédure suivra son cours conformément aux dispositions de la convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention qu'ils ont revêtue de leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Tingvellir, le 27 juin 1930.

Torgeir ANDERSEN-RYSST.
Tryggve THORHALLSSON.

periods of twenty years if it is not denounced at least two years before the expiry of the last twenty year period.

If, on the expiry of the present Agreement, a dispute is pending before a court of law or arbitral tribunal in virtue of the present Agreement, the procedure shall be continued in accordance with the provisions of the Agreement, until decision is reached.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Tingvellir, June 27, 1930.

Torgeir ANDERSEN-RYSST.
Tryggve THORHALLSSON.

ANNEXE XXXI

ANNEX XXXI

ANNEXE XXXI

PRÉSENTATIONS A L'ENREGISTREMENT, SIGNATURES, RATIFICATIONS, ADHÉSIONS POSTÉRIEUREMENT DÉPOSÉES, ETC.

N^o 170. — PROTOCOLE ¹ DE SIGNATURE CONCERNANT LE STATUT DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE VISÉ PAR L'ARTICLE 14 DU PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS. GENEVE, LE 16 DÉCEMBRE 1920.

DISPOSITION FACULTATIVE
RATIFICATION

PERSIE 19 septembre 1932.

N^o 284. — CONVENTION ² BETWEEN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND FRANCE RESPECTING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, FEBRUARY 2, 1922.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION OF THE ABOVE CONVENTION TO THE

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; et vol. CXVII, page 46, de ce recueil.

² Vol. X, page 447 ; vol. XXIV, page 164 ; vol. XXXI, page 246 ; vol. LXIII, page 382 ; vol. LXXXIII, page 374 ; vol. CXVII, page 49 ; et vol. CXXII, page 322, de ce recueil.

ANNEX XXXI

PRESENTATIONS FOR REGISTRATION, SIGNATURES, RATIFICATIONS, ACCESSIONS SUBSEQUENTLY DEPOSITED, ETC.

No. 170. — PROTOCOL ¹ OF SIGNATURE RELATING TO THE STATUTE OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE PROVIDED FOR BY ARTICLE 14 OF THE COVENANT OF THE LEAGUE OF NATIONS. GENEVA, DECEMBER 16, 1920.

OPTIONAL CLAUSE.
RATIFICATION.

PERSIA September 19, 1932.

N^o 284. — CONVENTION ² ENTRE LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET LA FRANCE, AU SUJET DES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 2 FÉVRIER 1922.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION DE LA CONVENTION CI-DESSUS AUX TERRITOIRES

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVIII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; and Vol. CXVII, page 46, of this Series.

² Vol. X, page 447 ; Vol. XXIV, page 165 ; Vol. XXXI, page 247 ; Vol. LXIII, page 383 ; Vol. LXXXIII, page 374 ; Vol. CXVII, page 49 ; and Vol. CXXII, page 322, of this Series.

SOUTH AFRICA HIGH COMMISSION TERRITORIES, *viz.*, BASUTOLAND, BECHUANALAND PROTECTORATE AND SWAZILAND. PARIS, AUGUST 5, 1931, JUNE 15, AND JULY 16, 1932.

Communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne le 1^{er} septembre 1932.

RES DE LA HAUTE COMMISSION DE L'AFRIQUE DU SUD : BASSOUTOLAND, BETCHOUANALAND (PROTECTORAT) ET SWAZILAND. PARIS, LES 5 AOÛT 1931, 15 JUIN ET 16 JUILLET 1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, September 1st, 1932.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 492 (I/16/31).

PARIS, 5th August, 1931.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 9 (*b*) of the Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters of February 2nd, 1922, the extension of that Convention to the South Africa High Commission Territories, *viz.* Basutoland, Bechuanaland Protectorate and Swaziland.

The authority in the three territories to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is :

In Basutoland : The Registrar of the Resident Commissioner's Court ;

In Bechuanaland Protectorate : The Registrar of the Resident Commissioner's Court (or of the Special Court) ;

In Swaziland : The Registrar of the Special Court ;

and the language to be used in communications and translations is in each case English.

2. In accordance with Article 9 (*b*) of the Convention, it is suggested that the extension now notified shall come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 5th of September next.

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 492 (I/16/31).

PARIS, le 5 août 1931.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de porter à votre connaissance que, conformément à l'article 9 *b*) de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée le 2 février 1922, l'application des dispositions de ladite convention est étendue aux territoires de la Haute-Commission de l'Afrique du Sud, à savoir : le Bassoutoland, le Protectorat du Betchouanaland, et le Swaziland.

L'autorité à laquelle doivent être transmises les commissions rogatoires est :

Dans le Bassoutoland : le greffier du Tribunal du Commissaire résident ;

Dans le Protectorat du Betchouanaland : le greffier du Tribunal du Commissaire résident (ou du Tribunal spécial) ;

Dans le Swaziland : le greffier du Tribunal spécial ;

et la langue dans laquelle les communications et traductions devront être faites sera, dans chaque cas, l'anglais.

2. Conformément à l'article 9 *b*) de la convention, il est suggéré que l'extension qui vient d'être notifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 5 septembre prochain.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

3. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I have, etc.

His Excellency
Monsieur Aristide Briand,
Minister for Foreign Affairs.

TYRRELL.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PARIS, le 15 juin 1932.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que votre dépêche du 5 août dernier, sous N^o 492, n'avait, par suite d'une inadvertance regrettable de mes services, pas pu être examinée en temps utile.

En conséquence, l'extension de la Convention franco-anglaise du 2 février 1922 au Basutoland, au Bechuanaland et au Swaziland n'a pas pu être envisagée pour la date du 5 septembre 1931, comme vous vouliez bien le demander.

Je propose à Votre Excellence de reporter l'entrée en vigueur de cette accession au 1^{er} août prochain, et lui serais très reconnaissant de bien vouloir me faire connaître le plus tôt possible si elle accepte cette date.

Veillez agréer, etc.

*Pour le ministre
et par autorisation :*

Le Sous-Directeur :
(Signé) NAVAILLES.

A Son Excellence Lord Tyrrell,
Ambassadeur de Grande-Bretagne,
à Paris.

III.

N^o 537.
(169/II/32.)

July 16, 1932.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

I have the honour to refer to Your Excellency's note of June 15 (Contentieux) regard-

3. Je prie Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication et d'agréer, etc.

Son Excellence
M. Aristide Briand,
Ministre des Affaires étrangères.

TYRRELL.

II.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

PARIS, June 15, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that your telegram of August 5, last (No. 492), could not, owing to regrettable inadvertence on the part of my services, be examined in time.

Consequently, an extension of the Franco-British Convention of February 2, 1922, to Basutoland, Bechuanaland and Swaziland could not be contemplated for September 5, 1931, as you requested.

I propose that the coming into effect of this accession be postponed to August 1, next, and should be very grateful if Your Excellency would let me know as soon as possible if you accept this date.

I have, etc.

*For and on behalf
of the Minister :*

(Signed) NAVAILLES,
Sub-Director.

To His Excellency Lord Tyrrell,
British Ambassador,
in Paris.

III.

N^o 537.
(169/II/32.)

Le 16 juillet 1932.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de me référer à la note de Votre Excellence en date du 15 juin (Contentieux)

ing the extension of the Franco-British civil procedure convention of February 2, 1922, to the South Africa High Commission Territories, viz., Basutoland, Bechuanaland Protectorate and Swaziland, and in reply to state, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, that His Majesty's Government in the United Kingdom agree that the extension in question should be regarded as coming into force on August 1 next.

I have, etc.

(Signed) TYRRELL.

His Excellency
Monsieur Edouard Herriot,
President of the Council and
Minister for Foreign Affairs.

concernant l'extension aux territoires de la Haute-Commission de l'Afrique du Sud, à savoir : le Bassoutoland, le Protectorat du Betchouanaland et le Swaziland, de la Convention franco-britannique sur les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée le 22 février 1922, et de faire connaître, en réponse, d'ordre du principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte que l'extension en question soit considérée comme entrant en vigueur le 1^{er} août prochain.

Veillez agréer, etc.

(Signé) TYRRELL.

Son Excellence
Monsieur Edouard Herriot,
Président du Conseil
et Ministre des Affaires étrangères.

N^o 685. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DE LA CIRCULATION ET DU TRAFIC DES PUBLICATIONS OBSCÈNES. SIGNÉE À GENÈVE, LE 12 SEPTEMBRE 1923.

RATIFICATION

PERSE 28 septembre 1932.

No. 685. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE SUPPRESSION OF THE CIRCULATION OF AND TRAFFIC IN OBSCENE PUBLICATIONS. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 12, 1923.

RATIFICATION.

PERSIA September 28, 1932.

¹ Vol. XXVII, page 213; vol. XXXI, page 260; vol. XXXV, page 314; vol. XXXIX, page 190; vol. XLV, page 122; vol. LIV, page 391; vol. LIX, page 357; vol. LXXXIII, page 394; vol. LXXXVIII, page 313; vol. XCII, page 368; vol. XCVI, page 191; vol. C, page 211; et vol. CXI, page 403, de ce recueil.

¹ Vol. XXVII, page 213; Vol. XXXI, page 260; Vol. XXXV, page 314; Vol. XXXIX, page 190; Vol. XLV, page 122; Vol. LIV, page 391; Vol. LIX, page 357; Vol. LXXXIII, page 394; Vol. LXXXVIII, page 313; Vol. XCII, page 368; Vol. XCVI, page 191; Vol. C, page 211; and Vol. CXI, page 403, of this Series.

N° 1367. — CONVENTION¹ COMMERCIALE ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE. SIGNÉE A VARSOVIE, LE 23 AVRIL 1925.

No. 1367. — COMMERCIAL CONVENTION¹ BETWEEN THE REPUBLIC OF POLAND AND THE REPUBLIC OF CZECHOSLOVAKIA. SIGNED AT WARSAW, APRIL 23, 1925.

ECHANGE DE NOTES COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT LA MODIFICATION DU TEXTE DU MODÈLE DE LA CARTE DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE, ANNEXÉ A LA CONVENTION CI-DESSUS. VARSOVIE, LE 21 FÉVRIER 1930.

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE MODIFICATION OF THE SPECIMEN IDENTITY CARD FOR COMMERCIAL TRAVELLERS, ANNEXED TO THE ABOVE CONVENTION. WARSAW, FEBRUARY 21, 1930.

Communiqué par le chargé d'affaires a. i. de la Délégation polonaise auprès de la Société des Nations, le 17 septembre 1932.

Communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Polish Delegation accredited to the League of Nations, September 17, 1932.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° P.V. 10049/30.

VARSOVIE, le 21 février 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit :

Etant donné que les Gouvernements de la République de Pologne et de la République tchécoslovaque se sont mis d'accord sur la nécessité d'apporter certaines modifications au texte du modèle de la carte de légitimation pour voyageurs de commerce, annexé à la Convention de Commerce entre la République de Pologne et la République tchécoslovaque, signée à Varsovie le 23 avril 1925, le Gouvernement polonais propose d'établir les textes des modèles des cartes de légitimation pour voyageurs de commerce polonais et tchécoslovaques comme suit :

Carte de légitimation pour voyageurs de commerce polonais :

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. P.V. 10049/30.

WARSAW, February 21, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you of the following :

As the Governments of the Polish Republic and of the Czechoslovak Republic have agreed on the necessity for making certain amendments in the text of the model identity card for commercial travellers annexed to the Commercial Convention between the Polish Republic and the Czechoslovak Republic signed at Warsaw on April 23, 1925, the Polish Government proposes to establish the text of the model identity cards for Polish and Czechoslovak commercial travellers as follows :

(Here follow the models of identity Cards).

¹ Vol. LVIII, page 9 ; vol. CVII, page 490 ; vol. CXVII, page 72 ; et vol. CXXII, page 343, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. LVIII, page 9 ; Vol. CVII, page 490 ; Vol. CXVII, page 72 ; and Vol. CXXII, page 343, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

(Strona 1).

RZECZPOSPOLITA POLSKA

Władza wystawiająca legitymację
(*Autorité de délivrance*) — (Issuing Office)

KARTA LEGITYMACYJNA DLA KOMIWOJAŻERÓW
Carte de légitimation pour Voyageurs de Commerce
Identity Card for Commercial Travellers

Ważna w ciągu 12 miesięcy od daty wystawienia.
Valable pendant douze mois à compter de la date de délivrance.
Valid for twelve months including the day of issue.

Ważne w
Bon pour
Good for

Nr. karty
N° de la carte
No. of identity card

(Strona 2).

Zaświadczam niniejszym, że okaziciel karty tej
Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte
It is hereby certified that the bearer of this card

Pan.....
M. — Mr.

urodzony w
né à — born at

zamieszkały w
demeurant à — living at

..... ulica, Nr.
rue N° — street No.

posiada ¹
possède ² — is the owner of ³

w
à — at

pod firmą handlową
sous la raison de commerce — for the purpose of trade

(lub) jest komiwojażerem w służbie firmy (firm)

(ou) est commis-voyageur au service de la (des) maison (s).
(or) is a commercial traveller employed by the firm (s) of

w
à — at

która posiada (które posiadają) ¹
qui possède (nt) ² — which possess(es) ³

pod firmą
sous la raison de commerce — for the purpose of trade

¹ Oznaczenie fabryki lub handlu.² *Indication de la fabrique ou du commerce.*³ State the articles or nature of the trade.

(Strona 3).

Wobec tego, że okaziciel niniejszej karty chce poszukiwać zamówień w wyżej wymienionych krajach i czynić zakupy na rachunek wspomnianej (wspomnianych) firmy (firm), zaświadcza się, iż rzeczona firma (rzeczone firmy) jest upoważniona (są upoważnione) do wykonywania swego przemysłu i swego handlu w
i płaci (płacą) należne z tego tytułu podatki.

*Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes dans les pays susvisés et de faire des achats pour la (les) maisons (s) dont il s'agit, il est certifié que ladite (lesdites) maisons (s) est (sont) autorisée (s) à pratiquer son (leurs) industrie (s) et son (leurs) commerce (s).....
et y paie (nt) les contributions légales à cet effet.*

The bearer of this card intends to solicit orders in the above-mentioned countries and to make purchases for the firm (s) referred to. It is hereby certified that the said firm (s) is (are) authorized to carry out its (their) business and trade at.....
and that it pays (they pay) the taxes as provided by law for that purpose.

dnia..... 19.....

le

the

Podpis kierownika firmy :

(Signature du chef de la (des) maisons (s) :

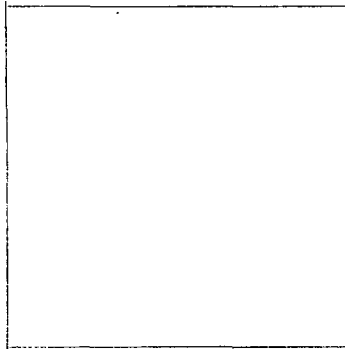
Signature of the head of the firm (s) :

(Strona 4).

Rysopis okaziciela :

Signalement du porteur :

Description of the bearer :



Wiek :

Age :

Age :

Wzrost :

Taille :

Height :

Włosy :

Cheveux :

Hair :

Znaki szczególne :

Signes particuliers :

Special marks :

(Strona 5).

Podpis okaziciela :
Signature du porteur :
Signature of the bearer :

.....

..... dnia 19.....
le
the

.....
(Podpis władzy wystawiającej)
(Signature de l'autorité de délivrances)
(Signature of the issuing office)

- N. B. Rubrykę 1 formularza należy wypełnić tylko w wypadku o ile chodzi o kierownika przedsiębiorstwa handlowego lub przemysłowego.
- N. B. *On ne doit remplir que la rubrique 1 du formulaire, lorsqu'il s'agit du chef d'un établissement commercial ou industriel.*
- N. B. The first entry should only be completed for heads of commercial or manufacturing businesses.

(Strona 1).

KARTA LEGITYMACYJNA DLA KOMIWOJAŻERÓW CZESKOSŁOWACKICH :
CARTE DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE TCHÉCOSLOVAQUES :
IDENTITY CARD FOR CZECHOSLOVAK COMMERCIAL TRAVELLERS :

REPUBLIKA ČESKOSLOVENSKÁ

.....

Úřad, který legitimaci vystavuje
(Autorité de délivrance) — (Issuing Office)

ŽIVNOSTENSKÁ LEGITIMACE
Carte de légitimation pour voyageurs de commerce
Identity Card for Commercial Travellers

Platná 12 měsíců ode dne vystavení.
Valable pendant douze mois à compter de la date de délivrance.
Valid for twelve months including the day of issue.

Platná pro
Bon pour
Good for

Číslo legitimace
No. de la carte
No. of identity card

(Strona 2).

Potvrzuje se tímto, že majitel této legitimace
Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte
 It is hereby certified that the bearer of this card

Pan
M. — Mr.

Narozen w
né à — born at

Bytem v
demeurant à — living at

..... ulice, číslo
rue, N^o — street, No.

má ¹
possède ² — is the owner of ³

v
à — at

pod firmou
sous la raison de commerce — for the purpose of trade

(snebo) obchodní cestující ve službách firmy —
firm

(ou) est commis-voyageur au service de la (des) maison (s)
 (or) is a commercial traveller employed by the firm (s) of

v
à — at

která má ¹
qui possède (nt) ² — which possess (es) ³

pod firmou
sous la raison de commerce — for the purpose of trade

¹ Udání jakého druhu jest dotyčná továrna nebo obchod.

² *Indication de la fabrique ou du commerce.*

³ State the article or nature of the trade.

(Strona 3).

Jelikož majitel této legitimace zamýšlí pro jmenovanou firmu (firms) ve shora uvedených zemích
 přijímati objednávky a zjednávatí koupě, potvrzuje se tímto, že jmenovaná firma jest oprávněna
 provozovati svou živnost a obchod v

a že zaplatila povinné zákonné poplatky.

*Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes dans les pays susvisés et de faire
 des achats pour la (les) maison (s) dont il s'agit, il est certifié que ladite (lesdites) maison (s) est (sont)
 autorisée (s) à pratiquer son (leurs) industrie (s) et son (leurs) commerce (s) à*

et y paie (nt) les contributions légales à cet effet.

The bearer of this card intends to solicit orders in the above-mentioned countries and to make
 purchases for the firm (s) referred to. It is hereby certified that the said firm (s) is (are) authorized
 to carry out its (their) business and trade at
 and that it pays (they pay) the taxes, as provided by law, for that purpose.

..... dne..... 19.....
 le
 the

Popdis obchodvedoucího firmy :
Signature du chef de la (des) maison (s) :
 Signature of the head of the firm (s).

Le Gouvernement polonais attacherait du prix à savoir, si le Gouvernement tchécoslovaque accepte les textes des modèles des cartes de légitimation en question.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(—) August ZALESKI.

Son Excellence Monsieur Vaclav Girsá,
Envoyé extraordinaire
et ministre plénipotentiaire
de la République tchécoslovaque
à Varsovie.

II.

LÉGATION DE LA
RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE
A VARSOVIE.
N^o 3284/30.

VARSOVIE, le 21 février 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre en date de ce jour par laquelle Votre Excellence a bien voulu me faire savoir ce qui suit :

Etant donné que les Gouvernements de la République tchécoslovaque et de la République de Pologne se sont mis d'accord sur la nécessité d'apporter certaines modifications au texte du modèle de la carte de légitimation pour voyageurs de commerce, annexé à la Convention de commerce entre la République tchécoslovaque et la République de Pologne, signée à Varsovie le 23 avril 1925, le Gouvernement polonais propose d'établir les textes des modèles des cartes de légitimation pour voyageurs de commerce tchécoslovaques et polonais comme suit :

The Polish Government would be glad to know if the Czechoslovak Government accepts the text of the model identity cards in question.

I have the honour, etc.

(—) August ZALESKI.

His Excellency M. Vaclav Girsá,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of the Polish Republic,
Warsaw.

II.

LEGATION OF THE
CZECHOSLOVAK REPUBLIC
AT WARSAW.
No. 3284/30.

WARSAW, February 21, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of to-day's date in which you inform me of the following :

As the Governments of the Czechoslovak Republic and the Polish Republic have agreed on the necessity for making certain amendments in the text of the model identity card for commercial travellers annexed to the Commercial Convention between the Czechoslovak Republic and the Polish Republic signed at Warsaw on April 23, 1925, the Polish Government proposes to establish the text of the model identity cards for Czechoslovak and Polish commercial travellers as follows :

(Strona 1).

KARTA LEGITYMACYJNA DLA KOMIWOJAŽERŮV CZECHOSŁOWACKICH :
 CARTE DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE TCHÉCOSLOVAQUES :
 IDENTITY CARD FOR CZECHOSLOVAK COMMERCIAL TRAVELLERS :

REPUBLIKA ČESKOSLOVENSKÁ

.....
 Úřad, který legitimaci vystavuje
 (Autorité de délivrance) — (Issuing Office)

ŽIVNOSTENSKÁ LEGITIMACE

Carte de légitimation pour voyageurs de commerce
 Identity Card for Commercial Travellers

Platná 12 měsíců ode dne vystavení.
 Valable pendant douze mois à compter de la date de délivrance.
 Valid for twelve months including the day of issue.

Platná pro.....
 Bon pour
 Good for

Číslo legitimace
 No. de la carte
 No. of identity card

(Strona 2).

Potvrzuje se tímto, že majitel této legitimace
 Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte
 It is hereby certified that the bearer of this card

Pan
 M. — Mr.

Narozen w
 né à — born at

Bytem v
 demeurant à — living at

..... ulice, číslo
 rue, N^o — street, No.

má ¹
 possède ² — is the owner of ³

v
 à — at

pod firmou
 sous la raison de commerce — for the purpose of trade

(nebo) obchodní cestující ve službách firmy —
 firm
 (ou) est commis voyageur au service de la (des) maison (s)

(or) is a commercial traveller employed by the firm (s) of

v
 à — at

která má ¹
 qui possède (nt) ² — which possess (es) ³

pod firmou
 sous la raison de commerce — for the purpose of trade

¹ Udání jakého druhu jest dotyčná továrna nebo obchod.

² Indication de la fabrique ou du commerce.

³ State the article or nature of the trade.

(Strona 3).

Jelikož majitel této legitimace zamýšlí pro jmenovanou firmu (firmy) ve shora uvedených zemích přijímati objednávky a zjednávatí koupě, potvrzuje se tímto, že jmenovaná firma jest oprávněna provozovati svou živnost a obchod v

a že zaplatila povinné zákonné poplatky.

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes dans les pays susvisés et de faire des achats pour la (les) maison (s) dont il s'agit, il est certifié que ladite (lesdites) maison (s) est (sont) autorisée (s) à pratiquer son (leurs) industrie (s) et son (leurs) commerce (s) à.....
et y paie (nt) les contributions légales à cet effet.

The bearer of this card intends to solicit orders in the above-mentioned countries and to make purchases for the firm (s) referred to. It is hereby certified that the said firm (s) is (are) authorized to carry out its (their) business and trade at
 and that it pays (they pay) the taxes, as provided by law, for that purpose.

..... dne..... 19.....

le

the

Popis obchodvedoucího firmy :

Signature du chef de la (des) maisons (s) :

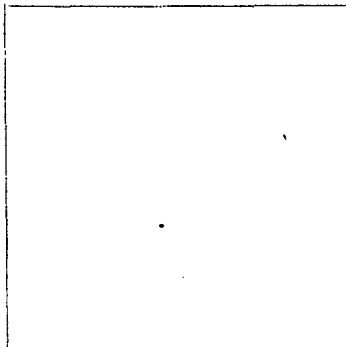
Signature of the head of the firm (s).

(Strona 4.)

Popis osoby majitele :

Signalement du porteur :

Description of the bearer :



Stáří :

Age :

Age :

Vzrůst :

Taille :

Height :

Vlasy :

Cheveux :

Hair :

Zvláštní znamení :

Signes particuliers :

Special marks :

(Strona 5.)

Podpis majitele :
Signature du porteur :
Signature of the bearer :

..... dne..... 19.....
le
the

Pečeť nebo razítko

(Podpis vystavujícího úřadu)
(Signature de l'autorité de délivrance)
(Signature of the issuing office)

- N. B. Jedná-li se o šefa obchodního nebo průmyslového podniku, vyplňuje se pouze 1. rubrika formuláře.
- N. B. *On ne doit remplir que la rubrique 1 du formulaire, lorsqu'il s'agit du chef d'un établissement commercial ou industriel.*
- N. B. The first entry should only be completed for heads of commercial or manufacturing-businesses.

(Strona 1.)

RZECZPOSPOLITA POLSKA

.....
Władza wystawiająca legitymację
(Autorité de délivrance) — (Issuing Office)

KARTA LEGITYMACYJNA DLA KOMIWOJAŻEROW

Carte de légitimation pour Voyageurs de Commerce

Identity Card for Commercial Travellers

Ważna w ciągu 12 miesięcy od daty wystawienia.
Valable pendant douze mois à compter de la date de délivrance.
Valid for twelve months including the day of issue.

Ważne w
Bon pour
Good for

Nr. karty
N° de la carte
No. of identity card

(Strona 2).

Zaświadcza się niniejszem, że okaziciel karty tej
Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte
 It is hereby certified that the bearer of this card

Pan
M. — Mr.
 urodzony w
né à — born at
 zamieszkały w
demeurant à — living at ulica, Nr.
rue N^o — street No.
 posiada ¹
possède ² — is the owner of ³
 w
à — at
 pod firmą handlową
sous la raison de commerce — for the purpose of trade
 (lub) jest komiwojazerem w służbie firmy (firm)
(ou) est commis voyageur au service de la (des) maison (s)
 (or) is a commercial traveller employed by the firm (s) of
 w
à — at
 która posiada (które posiadają) ¹
qui possède (nt) ² — which possess(es) ³
 pod firmą
sous la raison de commerce — for the purpose of trade

¹ Oznaczenie fabryki lub handlu.² *Indication de la fabrique ou du commerce.*³ State the articles or nature of the trade.

(Strona 3).

Wobec tego, że okaziciel niniejszej karty chce poszukiwać zamówień w wyżej wymienionych krajach i czynić zakupy na rachunek wspomnianej (wspomnianych) firmy (firm), zaświadcza się, iż rzeczona firma (rzeczone firmy) jest upoważniona (są upoważnione) do wykonywania swego przemysłu i wego handlu w
 i płaci (płacą) należne z tego tytułu podatki.

*Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes dans les pays susvisés et de faire des achats pour la (les) maison (s) dont il s'agit, il est certifié que ladite (lesdites) maison (s) est (sont) autorisée (s) à pratiquer son (leurs) industrie (s) et son (leurs) commerce (s).....
 et y paie (nt) les contributions légales à cet effet.*

The bearer of this card intends to solicit orders in the above-mentioned countries and to make purchases for the firm (s) referred to. It is hereby certified that the said firm (s) is (are) authorized to carry out its (their) business and trade at.....
 and that it pays (they pay) the taxes as provided by law, for that purpose.

dnia 19.....
 le
 the

Podpis kierownika firmy :
(Signature du chef de la (des) maisons (s) :
 Signature of the head of the firm (s) :

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que mon gouvernement accepte les textes des modèles des cartes de légitimation en question. Il considère, par conséquence, l'accord comme réalisé.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(—) D^r V. GIRSA, *m. p.*

A Son Excellence
Monsieur Auguste Zaleski,
Ministre des Affaires étrangères
de la République de Pologne,
Varsovie.

I have the honour to inform you that my Government accepts the text of the model identity cards in question. It consequently considers the agreement as concluded.

I have the honour, etc.

(—) Dr. V. GIRSA, *m. p.*

His Excellency M. Auguste Zaleski,
Minister for Foreign Affairs
of the Polish Republic,
Warsaw.

No. 1425. — TREATY¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND GREECE AND ACCOMPANYING DECLARATION. SIGNED AT LONDON, JULY 16, 1926.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE APPLICATION TO TANGANYIKA TERRITORY OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE TREATY. ATHENS, JUNE 8 AND 15, 1932.

Communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne le 1^{er} septembre 1932.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 208.

ATHENS, *June 8th*, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour, by direction of His Majesty's Principal Secretary of State for

¹ Vol. LXI, page 15 ; Vol. LXIII, page 428 ; vol. LXXXIII, page 417 ; vol. LXXXVIII, page 356 ; vol. XCVI, page 192 ; et vol. C, page 222, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No 1425. — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA GRÈCE ET DÉCLARATION Y ANNEXÉE. SIGNÉS A LONDRES, LE 16 JUILLET 1926.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DU TRAITÉ CI-DESSUS AU TERRITOIRE DE TANGANYIKA. ATHÈNES, LES 8 ET 15 JUIN 1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain September 1st, 1932.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 208.

ATHÈNES, *le 8 juin* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères,

¹ Vol. LXI, page 15 ; Vol. LXIII, page 428 ; Vol. LXXXIII, page 417 ; Vol. LXXXVIII, page 356 ; Vol. XCVI, page 192 ; and Vol. C, page 222, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Foreign Affairs, to give notice to Your Excellency, in accordance with the provisions of Articles 30 and 31 of the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Greece signed on the 16th July, 1926, of the desire of His Majesty that the provisions of the said treaty shall apply to Tanganyika Territory.

2. I have the honour to request that I may be furnished in due course with a formal acknowledgment of this notification.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Patrick RAMSAY.

His Excellency,
Monsieur Michalacopoulos,
Minister for Foreign Affairs,
Athens.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° 24523.

ATHÈNES, le 15 juin 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre sub. N° 208 en date du 8 juin 1932, par laquelle Votre Excellence a bien voulu me faire part du désir de Sa Majesté britannique, conformément à l'article 30 du Traité de commerce et de navigation entre la Grèce et le Royaume-Uni, signé le 16 juillet 1926, de voir appliquer les clauses de ce traité au territoire de Tanganyika.

En prenant acte de cette communication je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

S. GONATAS.

Son Excellence
L'Honorable P. M. Ramsay, C.M.G.,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
en ville.

de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément aux articles 30 et 31 du Traité de commerce et de navigation, conclu entre le Royaume-Uni et la Grèce, le 16 juillet 1926, que Sa Majesté désire que les dispositions dudit traité soient applicables au territoire du Tanganyika.

2. J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me faire parvenir en temps utile un accusé de réception officiel de la présente notification.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, etc.

Patrick RAMSAY.

Son Excellence
Monsieur Michalacopoulos,
Ministre des Affaires étrangères,
Athènes.

II.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.
No. 24523.

ATHENS, June 15, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter No. 208, of June 8, 1932, in which you inform me of His Britannic Majesty's desire that, in accordance with Article 30 of the Treaty of Commerce and Navigation between Greece and the United Kingdom signed on July 16, 1926, the provisions of the said Treaty shall apply to Tanganyika Territory.

I have the honour to take note of this communication, and to be, etc.,

S. GONATAS.

To His Excellency
the Hon. P. M. Ramsay, C.M.G.,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of His Britannic Majesty,
Athens.

N° 1539. — CONVENTION ¹ RELATIVE AU JAUGEAGE DES BATEAUX DE NAVIGATION INTÉRIEURE ET PROTOCOLE DE SIGNATURE. SIGNÉS A PARIS, LE 27 NOVEMBRE 1925.

No. 1539. — CONVENTION ¹ REGARDING THE MEASUREMENT OF VESSELS EMPLOYED IN INLAND NAVIGATION, WITH PROTOCOL OF SIGNATURE. SIGNED AT PARIS, NOVEMBER 27, 1925.

RATIFICATION

ITALIE 27 septembre 1932.

RATIFICATION.

ITALY September 27, 1932.

N° 1789. — ARRANGEMENT ² SUR LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LES PAYS-BAS ET LA SUÈDE PAR L'ALLEMAGNE. SIGNÉ A LA HAYE, LE 17 DÉCEMBRE, A STOCKHOLM, LE 30 DÉCEMBRE 1927, ET A BERLIN, LE 7 JANVIER 1928.

Communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 4 octobre 1932.

No. 1789. — AGREEMENT ² CONCERNING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN THE NETHERLANDS AND SWEDEN VIA GERMANY. SIGNED AT THE HAGUE, DECEMBER 17, AT STOCKHOLM, DECEMBER 30, 1927, AND AT BERLIN, JANUARY 7, 1928.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, October 4, 1932.

N° 1792. — ARRANGEMENT ³ SUR LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LA NORVÈGE ET LES PAYS-BAS PAR L'ALLEMAGNE ET LA SUÈDE. SIGNÉ A LA HAYE, LE 11 MAI, A OSLO, LE 16 MAI, A STOCKHOLM, LE 24 MAI, ET A BERLIN, LE 9 JUIN 1928.

Communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne le 4 octobre 1932.

No. 1792. — AGREEMENT ³ CONCERNING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN NORWAY AND THE NETHERLANDS VIA GERMANY AND SWEDEN. SIGNED AT THE HAGUE, MAY 11, AT OSLO, MAY 16, AT STOCKHOLM, MAY 24 AND AT BERLIN, JUNE 9, 1928.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, October 4, 1932.

¹ Vol. LXVII, page 63 ; vol. LXXXIII, page 443 ; vol. XCVI, page 201 ; vol. C, page 228 ; et vol. CIV, page 511, de ce recueil.

² Vol. LXXVIII, page 187, de ce recueil.

³ Vol. LXXVIII, page 219, de ce recueil.

¹ Vol. LXVII, page 63 ; Vol. LXXXIII, page 443 ; Vol. XCVI, page 201 ; Vol. C, page 228 ; and Vol. CIV, page 511, of this Series.

² Vol. LXXVIII, page 187, of this Series.

³ Vol. LXXVIII, page 219, of this Series.

N^o 1858. — ACCORD¹ PROVISOIRE RÉGLANT LES RELATIONS GÉNÉRALES ENTRE LA FRANCE ET LA PERSE. SIGNÉ A TÉHÉРАН, LE 11 MAI 1928.

No. 1858. — PROVISIONAL AGREEMENT¹ REGULATING THE GENERAL RELATIONS BETWEEN FRANCE AND PERSIA. SIGNED AT TEHERAN, MAY 11, 1928.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROROGATION JUSQU'AU 1^{er} FÉVRIER 1933 DES DISPOSITIONS DE L'ACCORD CI-DESSUS. TÉHÉРАН, LE 31 JUILLET 1932.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE PROROGATION UNTIL FEBRUARY 1ST, 1933, OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE AGREEMENT. TEHERAN, JULY 31, 1932.

Communiqué par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations le 15 septembre 1932.

Communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations, September 15, 1932.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
EN PERSE.

N^o 109.

TÉHÉРАН, le 31 juillet 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de rappeler à Votre Altesse que les dispositions dont nos deux pays s'étaient réciproquement accordé le bénéfice par l'échange de lettres effectué le 1^{er} février 1932 entre le Gouvernement impérial et la Légation de France n'étaient valables que jusqu'au 1^{er} août 1932.

Comme on peut espérer la prompte mise en vigueur du Traité d'amitié signé entre nous le 10 mai 1929, ainsi que l'aboutissement prochain des négociations en cours relativement à une Convention d'établissement et à une Convention de commerce, le Gouvernement de la République consent, en attendant et au plus tard jusqu'au 1^{er} février 1933 sous condition de réciprocité, à maintenir en force les dispositions prévues aux articles premier et II de

¹ Vol. LXXXII, page 43 ; vol. CIV, page 517 ; et vol. CXI, page 412, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

LEGATION
OF THE FRENCH REPUBLIC
IN PERSIA.

No. 109.

TEHERAN, July 31, 1932.

SIR,

I have the honour to recall to Your Highness that the arrangements of which our two countries accorded each other the benefits by exchange of letters dated February 1st, 1932, between the Imperial Government and the French Legation were valid only until August 1st, 1932.

As there is reason to hope that the treaty of friendship signed between us on May 10, 1929, will shortly be put into force, and that the negotiations proceeding with regard to a Convention concerning establishment and a commercial Convention will shortly be concluded, the Government of the French Republic agrees in the meantime and until February 1st, 1933, at the latest, subject to reciprocity, to maintain in force the proposals laid down in

¹ Vol. LXXXII, page 43 ; Vol. CIV, page 517 ; and Vol. CXI, page 412, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

l'ancien accord provisoire qui avait été signé le 11 mai 1928, ainsi que le régime de la nation la plus favorisée en matière d'établissement accordé, sous condition de réciprocité, aux ressortissants persans en France par une lettre de M. Wilden datée du même jour.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) MAUGRAS.

Son Altesse Foroughi
Ministre des Affaires étrangères,
Téhéran.

Certifié conforme :

p. le Ministre
des Affaires étrangères :
H. Gaffary.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° 16115.

TÉHÉRAN, le 31 juillet 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous rappeler que les dispositions dont nos deux pays s'étaient réciproquement accordé le bénéfice par l'échange de lettres effectué le 1^{er} février 1932 entre le Gouvernement impérial et la Légation de France n'étaient valables que jusqu'au 1^{er} août 1932.

Comme on peut espérer la prompte mise en vigueur du Traité d'amitié signé entre nous le 10 mai 1929, ainsi que l'aboutissement prochain des négociations en cours relativement à une Convention de commerce et à une Convention d'établissement, le Gouvernement impérial consent, en attendant et au plus tard jusqu'au 1^{er} février 1933, sous condition de réciprocité, à maintenir en force les dispositions prévues à l'article premier et II de l'ancien Accord provisoire qui avait été signé le 11 mai 1928, ainsi que le régime de la nation la plus favorisée, en matière d'établissement accordé, sous condition de réciprocité aux ressortissants français en

Articles I and II of the former Provisional Agreement signed on May 11, 1928, and to continue to accord most-favoured-nation treatment in the matter of establishment as granted, subject to reciprocity, to Persian nationals in France by a letter of M. Wilden of the same date.

I have the honour to be, etc.

(Signed) MAUGRAS.

To His Highness
M. A. Faroughi,
Minister for Foreign Affairs,
Teheran.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 16115.

TEHERAN, July 31, 1932.

SIR,

I have the honour to recall to you that the arrangements of which our two countries accorded each other the benefits by exchange of letters dated February 1st, 1932, between the Imperial Government and the French Legation were valid only until August 1st, 1932.

As there is reason to hope that the treaty of friendship signed between us on May 10, 1929, will shortly be put into force, and that the negotiations proceeding with regard to a Convention concerning establishment and a commercial Convention will shortly be concluded, the Imperial Government agrees in the meantime and until February 1st, 1933, at the latest, subject to reciprocity, to maintain in force the proposals laid down in Articles I and II of the former Provisional Agreement signed on May 11, 1928, and to continue to accord most-favoured-nation treatment in the matter of establishment as granted, subject

Perse par une lettre du Ministre des Affaires étrangères datée du même jour.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) M. A. FAROUGHI.

Son Excellence Monsieur G. Maugras,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de France.

Certifié conforme :

p. le Ministre des Affaires étrangères :
H. Gaffary.

to reciprocity, to French nationals in Persia by a letter of the Minister for Foreign Affairs of the same date.

I have the honour to be, etc.

(Signed) M. A. FAROUGHI.

To His Excellency Monsieur G. Maugras,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of France.

N^o 1925. — ACCORD¹ RÉGLANT LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, PAR LES PAYS-BAS ET L'ALLEMAGNE, SIGNÉ A LONDRES, LE 18 AVRIL, A LA HAYE, LE 8 MAI, A BERLIN, LE 16 MAI, ET A DANTZIG, LE 22 MAI 1928.

Communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne le 4 octobre 1932.

No. 1925. — AGREEMENT¹ REGULATING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE FREE CITY OF DANZIG VIA THE NETHERLANDS AND GERMANY. SIGNED AT LONDON, APRIL 18, AT THE HAGUE, MAY 8, AT BERLIN, MAY 16, AND AT DANZIG, MAY 22, 1928.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, October 4, 1932.

N^o 2138. — PROTOCOLE² CONCERNANT LA PROHIBITION D'EMPLOI A LA GUERRE DE GAZ ASPHYXIANTS, TOXIQUES OU SIMILAIRES ET DE MOYENS BACTÉRIOLOGIQUES. SIGNÉ A GENÈVE, LE 17 JUIN 1925.

RATIFICATIONS

ESTONIE 28 août 1931.

1^o Ledit Protocole n'oblige le Gouvernement estonien que vis-à-vis des États qui l'ont signé et ratifié ou qui y auront adhéré ;

2^o Ledit Protocole cessera de plein droit d'être obligatoire pour le Gouvernement estonien à l'égard de tout Etat ennemi dont les forces armées ou dont les Alliés ne respecteraient pas les interdictions qui font l'objet de ce Protocole.

SUISSE 12 juillet 1932.
NORVÈGE 27 juillet 1932.

No. 2138. — PROTOCOL² FOR THE PROHIBITION OF THE USE IN WAR OF ASPHYXIATING, POISONOUS OR OTHER GASES, AND OF BACTERIOLOGICAL METHODS OF WARFARE. SIGNED AT GENEVA, JUNE 17, 1925.

RATIFICATIONS.

ESTONIA August 28, 1931.

(1) The said Protocol is only binding on the Estonian Government as regards States which have signed or ratified it or which may accede to it.

(2) The said Protocol shall *ipso facto* cease to be binding on the Estonian Government in regard to any enemy State whose armed forces or whose Allies fail to respect the prohibitions laid down in the Protocol.

SWITZERLAND... .. July 12, 1932.
NORWAY July 27, 1932.

¹ Vol. LXXXV, page 99, de ce recueil.

² Vol. XCIV, page 65 ; vol. C, page 262 ; vol. CIV, page 528 ; vol. CVII, page 537 ; Vol. CXI, page 416 ; et Vol. CXVII, page 304, de ce recueil.

¹ Vol. LXXXV, page 99, of this Series.

² Vol. XCIV, page 65 ; Vol. C, page 262 ; Vol. CIV, page 528 ; Vol. CVII, page 537 ; Vol. CXI, page 416 ; and Vol. CXVII, page 304, of this Series.

N^o 2246. — ARRANGEMENT¹ SUR LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LA FINLANDE ET LES PAYS-BAS. SIGNÉ A HELSINKI, LE 2 SEPTEMBRE 1929, A STOCKHOLM, LE 10 SEPTEMBRE 1929, A BERLIN, LE 24 SEPTEMBRE 1929, ET A LA HAYE, LE 30 SEPTEMBRE 1929.

Communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 4 octobre 1932.

No. 2246. — AGREEMENT¹ REGARDING TELEPHONE SERVICE BETWEEN FINLAND AND THE NETHERLANDS. SIGNED AT HELSINKI, SEPTEMBER 2, 1929, AT STOCKHOLM, SEPTEMBER 10, 1929, AT BERLIN, SEPTEMBER 24, 1929, AND AT THE HAGUE, SEPTEMBER 30, 1929.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, October 4, 1932.

N^o 2345. — ARRANGEMENT² SUR LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LA FINLANDE ET LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD PAR LA SUEDE, L'ALLEMAGNE ET LES PAYS-BAS. SIGNÉ A HELSINKI, LE 9 NOVEMBRE, A STOCKHOLM, LE 4 DÉCEMBRE, A BERLIN, LE 17 DÉCEMBRE, A LA HAYE, LE 30 DÉCEMBRE 1929, ET A LONDRES, LE 10 AVRIL 1930.

ommuniqué par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 4 octobre 1932.

No. 2345. — AGREEMENT² REGARDING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN FINLAND AND GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND VIA SWEDEN, GERMANY AND THE NETHERLANDS, SIGNED AT HELSINKI, NOVEMBER 9, AT STOCKHOLM, DECEMBER 4, AT BERLIN, DECEMBER 17, AT THE HAGUE, DECEMBER 30, 1929, AND AT LONDON, APRIL 10, 1930.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, October 4, 1932.

N^o 2354. — ACCORD³ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LES GOUVERNEMENTS DU BRÉSIL, DES PAYS-BAS, DE LA NORVÈGE ET DES ÉTATS-UNIS, ET LE GOUVERNEMENT CHINOIS, CONCERNANT LES TRIBUNAUX CHINOIS DANS LE SETTLEMENT INTERNATIONAL DE SHANGHAI. SIGNÉ A NANKIN, LE 17 FÉVRIER 1930.

Cet accord a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 24 septembre 1932.

No. 2354. — AGREEMENT³ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE BRAZILIAN, NETHERLANDS, NORWEGIAN AND UNITED STATES GOVERNMENTS AND THE CHINESE GOVERNMENT RELATING TO THE CHINESE COURTS AT SHANGHAI. SIGNED AT NANKING, FEBRUARY 17, 1930.

This Agreement was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America on September 24, 1932.

¹ Vol. XCVIII, page 183, de ce recueil.

² Vol. CI, page 465, de ce recueil.

³ Vol. CII, page 87, de ce recueil.

¹ Vol. XCVIII, page 183, of this Series.

² Vol. CI, page 465, of this Series.

³ Vol. CII, page 87, of this Series.

N^o 2491. — ÉCHANGES¹ DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS HONGROIS ET PERSAN COMPORTANT UN ACCORD RELATIF AU RÈGLEMENT PROVISOIRE DES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. ROME, LE 19 JUIN 1929.

No. 2491. — EXCHANGES OF NOTES¹ BETWEEN THE HUNGARIAN AND PERSIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE PROVISIONAL SETTLEMENT OF COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. ROME, JUNE 19, 1929.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROROGATION JUSQU'AU 19 SEPTEMBRE 1932 DES DISPOSITIONS DE L'ACCORD CI-DESSUS. PARIS, LE 13 JUIN 1932.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE PROROGATION UNTIL SEPTEMBER 19, 1932, OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE AGREEMENT. PARIS, JUNE 13, 1932.

Communiqué par le Délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations, le 15 septembre 1932.

Communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations, September 15, 1932.

²TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

LÉGATION ROYALE DE HONGRIE
EN FRANCE.
LE MINISTRE.
171.

ROYAL HUNGARIAN LEGATION
IN FRANCE.
THE MINISTER.
171.

PARIS, le 13 juin 1932.

PARIS, June 13, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

SIR,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, que le Gouvernement royal de Hongrie a prorogé jusqu'au 19 septembre 1932 la validité de l'arrangement survenu à Rome le 19 juin 1929 au sujet du règlement provisoire des relations commerciales du Royaume de Hongrie avec l'Empire de Perse.

I have the honour to inform Your Excellency that the Royal Hungarian Government has extended until September 19, 1932, the validity of the arrangement arrived at in Rome on June 19, 1929, in regard to the provisional regulation of the commercial relations of the Kingdom of Hungary with the Persian Empire.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

I have the honour to be, etc.

(Signé) Fred. VILLIANI,
Ministre de Hongrie.

(Signed) Fred. VILLIANI,
Hungarian Minister.

Son Excellence

M. Mirza Hussein Khan Ala,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Perse,
Paris.

To His Excellency

M. Mirza Hussein Khan Ala,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Persia,
at Paris.

Certifié conforme :

*Pour le Ministre
des Affaires étrangères :*

H. Gaffary.

¹ Vol. CVII, page 355 ; et vol. CXXII, page 362, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. CVII, page 355 ; and Vol. CXXII, page 362, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

LÉGATION IMPÉRIALE
DE PERSE.
N° 571.

PARIS, le 13 juin 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement impérial de Perse a prorogé, pour une durée de trois mois, c'est-à-dire jusqu'au 19 septembre 1932, la validité de l'Arrangement survenu à Rome, le 19 juin 1929, au sujet du règlement provisoire des relations commerciales de l'Empire de Perse avec le Royaume de Hongrie.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) H. ALA.
Ministre de Perse.

Son Excellence
le Baron Frédéric Villiani,
Ministre de Hongrie,
Paris.

Certifié conforme :

Pour le Ministre
des Affaires étrangères :
H. Gaffary.

N° 2560. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE CONCERNANT LES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 14 DÉCEMBRE 1928.

RATIFICATION

PAYS-BAS 13 septembre 1932.

Cette ratification ne s'applique qu'au territoire des Pays-Bas en Europe ; les Pays-Bas n'entendent, pour le moment, assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble des territoires néerlandais d'outre-mer.

¹ Vol. CX, page 171 ; vol. CXVII, page 330 ; et vol. CXXII, page 366, de ce recueil.

II.

IMPERIAL PERSIAN
LEGATION.
No. 571.

PARIS, June 13, 1932.

SIR,

I have the honour to inform Your Excellency that the Imperial Persian Government has extended for a period of three months, that is to say, until September 19, 1932, the validity of the arrangement arrived at in Rome on June 19, 1929, in regard to the provisional regulation of the commercial relations of the Persian Empire with the Kingdom of Hungary.

I have, etc.

(Signed) H. ALA.
Persian Minister.

To His Excellency,
Monsieur le Baron Frédéric Villiani,
Minister of Hungary
in Paris.

No. 2560. — INTERNATIONAL¹ CONVENTION RELATING TO ECONOMIC STATISTICS AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, DECEMBER 14, 1928.

RATIFICATION.

THE NETHERLANDS... September 13, 1932.

This ratification applies only to the territory of the Netherlands in Europe ; the Netherlands do not intend to assume, at present, any obligation as regards the whole of the Netherlands overseas territories.

¹ Vol. CX, page 171 ; Vol. CXVII, page 330 ; and Vol. CXXII, page 366, of this Series.

N^o 2610. — ACCORD¹ PROVISOIRE RÉGLANT LES RELATIONS ENTRE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'AUTRICHE ET L'EMPIRE DE PERSE. SIGNÉ A TÉHÉRAN, LE 17 JUIN 1928.

No. 2610. — PROVISIONAL AGREEMENT FOR THE SETTLEMENT OF RELATIONS BETWEEN THE FEDERAL REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE PERSIAN EMPIRE. SIGNED AT TEHERAN, JUNE 17, 1928.

ECHANGE DE NOTES PROROGEANT L'ACCORD CI-DESSUS JUSQU'AU 10 FÉVRIER 1933. MOSCOU, LE 10 AOUT 1932.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING THE ABOVE AGREEMENT UNTIL FEBRUARY 10, 1933. MOSCOW, AUGUST 10, 1932.

Communiqué par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations, le 31 octobre 1932.

Communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations, October 31, 1932.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

LEGATION D'AUTRICHE.

MOSCOU, le 10 août 1932.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Considérant que l'Accord provisoire entre la République d'Autriche et l'Empire de Perse, signé à Téhéran, le 17 juin 1928, a pris fin le 10 mai 1929 ;

Considérant que sa validité a été prorogée d'abord jusqu'au 10 novembre 1929 par un échange de notes qui a eu lieu à Ankara le 10 mai 1929, prorogée par la suite une seconde fois jusqu'au 10 mai 1930 par un échange de notes qui a eu lieu à Rome le 7 novembre 1929, prorogée une troisième fois jusqu'au 10 août 1930, par un échange de notes qui a eu lieu à Rome le 9 mai 1930, prorogée une quatrième fois jusqu'au 10 novembre 1930, par un échange de notes qui a eu lieu à Rome le 9 août 1930, prorogée une cinquième fois jusqu'au 10 février 1931, par un échange de notes qui a eu lieu à Rome le 10 novembre 1930 ; prorogée une sixième fois jusqu'au 10 août 1931, par un échange de notes qui a eu lieu à Rome le 10 février 1931 ; prorogée une septième fois jusqu'au 10 février 1932 par un échange de notes qui a eu lieu à Moscou le 10 août 1931 et prorogée enfin une huitième fois jusqu'au 10 août 1932

¹ Vol. CXII, page 101, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

AUSTRIAN LEGATION.

MOSCOW, August 10, 1932.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Whereas the provisional Agreement between the Austrian Republic and the Persian Empire signed at Teheran on June 17, 1928, came to an end on May 10, 1929 ;

Whereas it was first agreed by an exchange of notes which took place at Ankara on May 10, 1929, that this Agreement should remain in force until November 10, 1929, and the latter was afterwards extended a second time until May 10, 1930, by an exchange of notes which took place at Rome on November 7, 1929, extended a third time until August 10, 1930, by an exchange of notes which took place at Rome on May 9, 1930, extended a fourth time until November 10, 1930, by an exchange of notes which took place at Rome on August 9, 1930, extended a fifth time until February 10, 1931, by an exchange of notes which took place at Rome on November 10, 1930, extended a sixth time until August 10, 1931, by an exchange of notes which took place at Rome on February 10, 1931, extended a seventh time until February 10, 1932, by an exchange of notes which took place at Moscow on August 10, 1931, and

¹ Vol. CXII, page 101, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

par un échange de notes qui a eu lieu à Moscou le 10 février 1932 ;

Considérant que les négociations entamées en vue de conclure des traités définitifs entre les deux Etats n'ont pas pu être achevées jusqu'à présent ;

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement Fédéral d'Autriche est d'accord avec le Gouvernement impérial de Perse de proroger la validité de l'Accord provisoire susdit jusqu'à une date ultérieure, à savoir le 10 février 1933.

En vous priant de bien vouloir me faire parvenir une note analogue, je saisis l'occasion pour vous renouveler, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) H. WINTER.

Son Excellence
Monsieur Fatoullah Khan Pakrevan
Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire de Perse,
Moscou.

Certifié conforme :

Pour le Ministre des Affaires étrangères,
H. Gaffary.

II.

MOSCOU, le 10 août 1932.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Considérant que l'Accord provisoire entre l'Empire de Perse et la République d'Autriche, signé à Téhéran le 17 juin 1928, a pris fin le 10 mai 1929 ;

Considérant que sa validité a été prorogée d'abord jusqu'au 10 novembre 1929 par un échange de notes qui a eu lieu à Ankara le 10 mai 1929, prorogée par la suite une seconde fois jusqu'au 10 mai 1930 par un échange de notes qui a eu lieu à Rome le 7 novembre 1929, prorogée une troisième fois jusqu'au 10 août 1930 par un échange de notes qui a eu lieu à Rome le 9 mai 1930, prorogée une quatrième

finally extended an eighth time until August 10 1932, by an exchange of notes which took place at Moscow on February 10, 1932 ;

Whereas the negotiations opened with the object of concluding definitive treaties between the two States have not up to the present been brought to a conclusion ;

I have the honour to inform you that the Federal Government of Austria agrees with the Imperial Government of Persia that the aforesaid provisional Agreement shall remain in force until a later date, namely, February 10, 1933.

I should be grateful if you would let me have a like note to this effect, and have the honour to be, etc.

(Signed) H. WINTER.

His Excellency
Monsieur Fatoullah Khan Pakrevan,
Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary of Persia,
Moscow.

II.

MOSCOW, August 10, 1932.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Whereas the provisional Agreement between the Persian Empire and the Austrian Republic, signed at Teheran on June 17, 1928, came to an end on May 10, 1929 ;

Whereas it was first agreed by an exchange of notes which took place at Ankara on May 10, 1929, that this Agreement should remain in force until November 10, 1929, and the latter was afterwards extended a second time until May 10, 1930, by an exchange of notes which took place at Rome on November 7, 1929, extended a third time until August 10, 1930, by an exchange of notes which took place at Rome

fois jusqu'au 10 novembre 1930 par un échange de notes qui a eu lieu à Rome le 9 août 1930, prorogée une cinquième fois jusqu'au 10 février 1931 par un échange de notes qui a eu lieu à Rome le 10 novembre 1930, prorogée une sixième fois jusqu'au 10 août 1931 par un échange de notes qui a eu lieu à Rome le 10 février 1931, prorogée une septième fois jusqu'au 10 février 1932, par un échange de notes qui a eu lieu à Moscou le 10 août 1931, et prorogée enfin une huitième fois jusqu'au 10 août 1932 par un échange de notes qui a eu lieu à Moscou le 10 février 1932 ;

Considérant que les négociations entamées en vue de conclure des Traités définitifs entre les deux Etats n'ont pas pu être achevées jusqu'à présent ;

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement impérial de Perse est d'accord avec le Gouvernement Fédéral d'Autriche de proroger la validité de l'Accord provisoire susdit jusqu'à une date ultérieure, à savoir le 10 février 1933.

En vous priant de bien vouloir me faire parvenir une note analogue, je saisis l'occasion pour vous renouveler, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) PAKREVAN.

Monsieur Hans Winter,
Chargé d'Affaires d'Autriche,
Moscou.

Certifié conforme :

Pour le Ministre des Affaires étrangères,
H. Gaffary.

on May 9, 1930, extended a fourth time until November 10, 1930, by an exchange of notes which took place at Rome on August 9, 1930, extended a fifth time until February 10, 1931, by an exchange of notes which took place at Rome on November 10, 1930, extended a sixth time until August 10, 1931, by an exchange of notes which took place at Rome on February 10, 1931, extended a seventh time until February 10, 1932, by an exchange of notes which took place at Moscow on August 10, 1931, and finally extended an eighth time until August 10, 1932, by an exchange of notes which took place at Moscow on February 10, 1932 ;

Whereas the negotiations opened with the object of concluding definitive treaties between the two States have not up to the present been brought to a conclusion ;

I have the honour to inform you that the Imperial Government of Persia agrees with the Federal Government of Austria that the aforesaid provisional Agreement shall remain in force until a later date, namely, February 10, 1933.

I should be grateful if you would let me have a like note to this effect and have the honour to be, etc.

(Signed) PAKREVAN.

Monsieur Hans Winter,
Austrian Chargé d'Affaires,
Moscow.

N^o 2652. — CONVENTION¹ ENTRE SA MAJESTÉ POUR LE ROYAUME-UNI ET SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE, CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 28 AOUT 1930.

No. 2652. — CONVENTION¹ BETWEEN HIS MAJESTY, IN RESPECT OF THE UNITED KINGDOM, AND HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN, CONCERNING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, AUGUST 28, 1930.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A L'ECOSSE DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION CI-DESSUS. STOCKHOLM, LES 12 ET 13 OCTOBRE 1931.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO SCOTLAND OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. STOCKHOLM, OCTOBER 12 AND 13, 1931.

Communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 6 octobre 1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, October 6, 1932.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 90.

STOCKHOLM, *October 12, 1931.*

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify Your Excellency, in accordance with Article 14 of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters which was signed at London on August 28, 1930 of the extension of the operation of that convention to Scotland. The authority in Scotland to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Crown Agent at Edinburgh, and the language to be used in communications and translations is English.

In accordance with Article 14 (b) of the Convention, the extension in question will come

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 90.

STOCKHOLM, *le 12 octobre 1931.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de porter à votre connaissance, conformément à l'article 14 de la convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 28 août 1930, que l'application de cette Convention est étendue à l'Ecosse. L'autorité à laquelle les demandes de signification ou les commissions rogatoires devront être adressées, en Ecosse, est l'agent de la Couronne à Edimbourg, et la langue à employer pour les communications et traductions est l'anglais.

Conformément à l'article 14 b) de la Convention, l'extension susvisée entrera en vigueur

¹ Vol. CXIV, page 9, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. CXIV, page 9, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

into force one month from the date of this note, that is to say, on the 12th of November 1931.

In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I have, etc.

(Signed) Archibald CLARK KERR.

His Excellency
Baron S. G. F. Ramel,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

Certified correct :

(Signed) Archibald Clark Kerr.

H. M. Minister.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, le 13 octobre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de vos lettres du 12 de ce mois concernant l'extension à l'Écosse de l'applicabilité de la Convention relative à la procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 28 août 1930.

Veillez agréer, etc.

Pour le Ministre :

*Le directeur
de la Division juridique,
MALMAR.*

Monsieur Archibald Clark Kerr,
Envoyé Extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 12 novembre 1931.

Je vous serais très obligé de bien vouloir accuser réception de la présente communication et je vous prie d'agréer, etc.

(Signé) Archibald CLARK KERR.

Son Excellence
le Baron S. G. F. Ramel
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

II.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

STOCKHOLM, October 13, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letters of the 12 of this month regarding the extension to Scotland of the operation of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, signed at London, on August 28, 1930.

I have, etc.

For the Minister :

*The Director
of the Legal Division,
MALMAR.*

Mr. Archibald Clark Kerr,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of His Britannic Majesty,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

N^o 2733. — CONVENTION ¹ POUR L'AMÉLIORATION DU SORT DES BLESSÉS ET DES MALADES DANS LES ARMÉES EN CAMPAGNE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 27 JUILLET 1929.

RATIFICATION

PAYS-BAS 5 octobre 1932.

Cette convention a été transmise au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 22 octobre 1932.

No. 2733. — CONVENTION ¹ FOR THE AMELIORATION OF THE CONDITION OF THE WOUNDED AND SICK IN ARMIES IN THE FIELD. SIGNED AT GENEVA, JULY 27, 1929.

RATIFICATION.

THE NETHERLANDS ... October 5, 1932.

This Convention was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, October 22, 1932.

N^o 2734. — CONVENTION ² RELATIVE AU TRAITEMENT DES PRISONNIERS DE GUERRE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 27 JUILLET 1929.

RATIFICATION

PAYS-BAS 5 octobre 1932.

N^o 2739. — ARRANGEMENT ³ ENTRE AUTORITÉS DOUANIÈRES POUR FACILITER L'APUREMENT DES TRIPTYQUES NON DÉCHARGÉS OU PERDUS. SIGNÉ A GENÈVE, LE 28 MARS 1931.

SIGNATURE DÉFINITIVE

NORVÈGE 27 septembre 1932.

¹ Vol. CXVIII, page 303 ; et vol. CXXII, page 367, de ce recueil.

² Vol. CXVIII, page 343 ; et vol. CXXII, page 367, de ce recueil.

³ Vol. CXIX, page 47, de ce recueil.

No. 2734. — CONVENTION ² RELATIVE TO THE TREATMENT OF PRISONERS OF WAR. SIGNED AT GENEVA, JULY 27, 1929.

RATIFICATION.

THE NETHERLANDS ... October 5, 1932.

No. 2739. — AGREEMENT ³ BETWEEN CUSTOMS AUTHORITIES IN ORDER TO FACILITATE THE PROCEDURE IN THE CASE OF UNDISCHARGED OR LOST TRIPTYCHS. SIGNED AT GENEVA, MARCH 28, 1931.

DEFINITIVE SIGNATURE.

NORWAY September 27, 1932.

¹ Vol. CXVIII, page 303 ; and Vol. CXXII, page 367, of this Series.

² Vol. CXVIII, page 343 ; and Vol. CXXII, page 367, of this Series.

³ Vol. CXIX, page 47, of this Series.

No. 78 (a). — EXTRADITION TREATY¹ BETWEEN DENMARK AND THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND. SIGNED AT COPENHAGEN, MARCH 31, 1873.

N^o 78 a). — TRAITÉ D'EXTRADITION¹ ENTRE LE DANEMARK ET LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE. SIGNÉ A COPENHAGUE, LE 31 MARS 1873.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO TRANSJORDAN OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE TREATY. COPENHAGEN, FEBRUARY 2 AND MARCH 29, 1932.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A LA TRANSJORDANIE DES DISPOSITIONS DU TRAITÉ CI-DESSUS. COPENHAGUE, LES 2 FÉVRIER ET 29 MARS 1932.

Communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations, le 29 avril 1932.

Communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations, April 29, 1932.

No. 101 (a). — EXTRADITION TREATY² BETWEEN GREAT BRITAIN AND SWEDEN AND NORWAY, SIGNED AT STOCKHOLM, JUNE 26, 1873, AND ADDITIONAL DECLARATION OF FEBRUARY 18, 1907.

N^o 101 a). — TRAITÉ² D'EXTRADITION ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE, LA SUÈDE ET LA NORVÈGE, SIGNÉ A STOCKHOLM, LE 26 JUIN 1873, ET DÉCLARATION ADDITIONNELLE DU 18 FÉVRIER 1907.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN AND THE NORWEGIAN GOVERNMENT REGARDING THE APPLICATION TO TRANSJORDAN OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY. OSLO, FEBRUARY 2, AND SEPTEMBER 20, 1932.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ EN GRANDE-BRETAGNE ET LE GOUVERNEMENT NORVÉGIEN RELATIF A L'APPLICATION DU TRAITÉ CI-DESSUS A LA TRANSJORDANIE. OSLO, LES 2 FÉVRIER ET 20 SEPTEMBRE 1932.

Communiqué par le délégué de la Norvège à la Société des Nations, le 27 septembre 1932.

Communicated by the Permanent Delegate of Norway accredited to the League of Nations, September 27, 1932.

¹ Vol. LXIX, page 135; vol. LXXVIII, page 513; vol. LXXXIII, page 465; et vol. CXXII, page 371, de ce recueil.

² Vol. XCII, page 427, de ce recueil.

¹ Vol. LXIX, page 135; Vol. LXXVIII, page 513; Vol. LXXXIII, page 465; and Vol. CXXII, page 371, of this Series.

² Vol. XCII, page 427, of this Series.

I.

BRITISH LEGATION,

No. 26.

OSLO, February 2nd, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to Sir Francis Lindley's note No. 194 of December 8th, 1927, I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland consider it desirable that the provisions of existing extradition treaties concluded by His Majesty and already made applicable to Palestine (excluding Transjordan) should now be made applicable to Transjordan.

2. I have accordingly the honour to enquire whether the Norwegian Government agree that the provisions of the extradition treaty signed at Stockholm on the 26th June 1873, as supplemented by the Agreement signed at Christiania on the 18th February 1907 shall, so far as regards the Kingdom of Norway, be deemed to apply to *Transjordan*. In this event the present note and Your Excellency's reply to that effect would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the two Governments that the provisions of that Treaty as supplemented by the said Agreement shall, as from the date of Your Excellency's note, apply to Transjordan, the requisitions for extradition from and to that territory being made in accordance with the Treaty in like manner as if that territory were a possession of His Majesty, and as if the nationals or natives of that territory were British subjects.

3. I have the honour to add that for the purposes of this agreement the "governor or chief authority" referred to in Article XIV of the said Treaty would be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem.

4. If the Norwegian Government agree to this proposal, I should be glad to be informed of the designation of the Consular Officer of Norway who, for the purpose of Article XIV of the said Treaty, would be the "chief

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

No. 26.

OSLO, le 2 février 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la note N° 194 de Sir Francis Lindley, en date du 8 décembre 1927, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord estime désirable que les dispositions des traités d'extradition conclus par Sa Majesté, qui sont actuellement en vigueur et qui ont déjà été rendues applicables à la Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie), soient désormais rendues applicables à la Transjordanie.

2. En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander si le Gouvernement norvégien accepte que les dispositions du Traité d'extradition signé à Stockholm le 26 juin 1873 et complété par l'accord signé à Christiania le 18 février 1907, soient considérées, en ce qui concerne le Royaume de Norvège, comme applicables à la Transjordanie. Dans l'affirmative, la présente note et la réponse de Votre Excellence à cet effet seraient considérées comme constatant officiellement l'entente intervenue entre les deux gouvernements et selon laquelle les dispositions de ce traité, complétées par ledit accord, s'appliqueraient à la Transjordanie à partir de la date de la note de Votre Excellence, les demandes d'extradition concernant les délinquants qui se sont enfuis de ce territoire ou qui y ont cherché refuge étant présentées, conformément aux dispositions dudit traité, de la même manière que si ce territoire était une possession de Sa Majesté et que si les nationaux ou indigènes de ce territoire étaient des sujets britanniques.

3. J'ai l'honneur d'ajouter qu'aux fins du présent accord, le «gouverneur ou autorité principale» mentionné à l'article XIV dudit traité serait le Haut Commissaire pour la Transjordanie, à Jérusalem.

4. Si le Gouvernement norvégien accepte cette proposition, je vous serais obligé de bien vouloir m'indiquer le fonctionnaire consulaire norvégien qui, aux fins de l'article XIV dudit traité, serait le «principal fonctionnaire consu-

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

consular officer" by whom requisition for extradition from Transjordan shall be made.

5. I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Ministre, the assurance of my highest consideration.

(Signed) Charles WINGFIELD.

Son Excellence
Monsieur Birger Braadland,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 20 septembre 1932.

*Le Chef de la Division des Affaires
de la Société des Nations,*
T. Seippel.

laire » ayant qualité pour présenter les demandes d'extradition concernant les délinquants réfugiés en Transjordanie.

5. Je saisis, etc.

(Signé) Charles WINGFIELD.

Son Excellence
Monsieur Birger Braadland,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

II.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

DET KGL. UNTENRIKSDEPARTEMENT.

OSLO, 20 september 1932.

HERR SENDEMANN,

I skrivelse av 2. februar d. å. har De på vegne av Hans Britanniske Majestets Regjering forespurt om den norske Regjering måtte være villig til å utstrekke overenskomsten om gjensidig utlevering av forbrytere mellom Norge og Storbritannia av 26. juni 1873 med tilleggsdeklarasjon av 18. februar 1907 til også å gjelde det britiske mandatområde Transjordania.

Under henvisning hertil har jeg den ære å meddele at den norske Regjering er enig i at ovennevnte overenskomst og tilleggsdeklarasjon også får anvendelse på mandatområdet Transjordan, idet der for dette område og dets « borgere eller innfødte » (« *nationals or natives* ») skal gjelde de samme regler som overenskomsten inneholder forsåvidt angår britiske kolonier og besiddelser og britiske undersåtter.

I tilslutning hertil har jeg videre den ære å meddele at den norske konsul i Jerusalem, hvis embedsdistrikt også omfatter Transjordan, skal ansees som « øverste konsularembetsmann » (« *chief consular officer* »), fra hvem begjæring om utlevering fra nevnte mandatområde skal utgå til vedkommende « guvernør eller øverste autoritet » (« *governor or chief authority* ») i henhold til overenskomstens artikkel 14.

Motta, Herr Sendemann, forsikringen om min utmerkede høiaktelse.

For Utenriksministeren :

(u.) Aug. ESMARCH.

Herr Wingfield,
Hans Britanniske Majestets Sendemann,
etc., etc., etc.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 20 septembre 1932.

*Le Chef de la Division des Affaires
de la Société des Nations,*
T. Seippel.

¹ TRADUCTION.

DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 20 septembre 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par votre lettre en date du 2 février dernier, vous avez bien voulu me demander, au nom du Gouvernement de Sa Majesté britannique, si le Gouvernement norvégien était disposé à accepter que les dispositions du Traité du 26 juin 1873 concernant l'extradition réciproque des délinquants, conclu entre la Norvège et la Grande-Bretagne, et de l'accord additionnel du 18 février 1907 soient étendues au territoire sous mandat britannique de la Transjordanie.

En réponse, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement norvégien accepte que les susdits traité et accord additionnel deviennent également applicables au territoire sous mandat de la Transjordanie, ce territoire ainsi que ses nationaux ou indigènes se trouvant de ce fait assujettis aux règles que stipule le traité en ce qui concerne les colonies et possessions britanniques ainsi que les sujets britanniques.

En outre, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Consul de Norvège à Jérusalem, dont la circonscription comprend également la Transjordanie, devra être considéré comme le « principal fonctionnaire consulaire » ayant qualité pour adresser au « gouverneur ou autorité principale », conformément à l'article XIV du traité, les demandes d'extradition concernant les délinquants réfugiés dans ce territoire sous mandat.

Veuillez agréer, etc.

*Pour le Ministre
des Affaires étrangères :*

(Signé) Aug. ESMARCH.

Monsieur Wingfield,
Ministre de Sa Majesté britannique,
etc., etc., etc.

¹ TRANSLATION.

DEPARTMENT
FOR FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, September 20, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

By your letter dated February 2nd, last, you have been good enough to ask, on behalf of His Britannic Majesty's Government, whether the Norwegian Government would be disposed to agree that the provisions of the Treaty of June 26, 1873, regarding the reciprocal extradition of fugitive offenders, concluded between Norway and Great Britain, and of the Additional Agreement of February 18, 1907, should be made applicable to the territory of Transjordan under British mandate.

In reply, I have the honour to inform you that the Norwegian Government agrees that the above-mentioned Treaty and Additional Agreement shall also be made applicable to the mandated territory of Transjordan, the requisitions for extradition being made in accordance with the Treaty in like manner as if that territory were a possession of His Majesty and as if the nationals or natives of that territory were British subjects.

I have further the honour to inform you that the Norwegian Consul at Jerusalem, whose district includes also Transjordan, shall be considered as the "chief consular officer" by whom requisition for extradition concerning fugitive offenders, who have taken refuge in that mandated territory, shall be made to the "governor or chief authority" in accordance with Article XIV of the treaty.

I have the honour to be, etc.

*For the Minister
for Foreign Affairs :*

Aug. ESMARCH.

Mr. Wingfield,
Minister of His Britannic Majesty,
etc., etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 14^B.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET BRÉSIL

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'exemption de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les bénéfices dérivés d'entreprises de navigation. Rio-de-Janeiro, le 5 mars 1929, le 31 mai 1929, le 17 septembre 1929, le 11 mars 1930, le 21 août 1930, et le 1^{er} septembre 1930.

UNITED STATES OF AMERICA
AND BRAZIL

Exchange of Notes constituting an Arrangement regarding Relief from Double Income Tax on Shipping Profits. Rio de Janeiro, March 5, 1929, May 31, 1929, September 17, 1929, March 11, 1930, August 21, 1930, and September 1, 1930.

No. 14^B. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE BRAZILIAN GOVERNMENT CONSTITUTING AN ARRANGEMENT REGARDING RELIEF FROM DOUBLE INCOME TAX ON SHIPPING PROFITS. RIO DE JANEIRO, MARCH 5, 1929, MAY 31, 1929, SEPTEMBER 17, 1929, MARCH 11, 1930, AUGUST 21, 1930 AND SEPTEMBER 1st, 1930.

No. 14^B. — TROCA DE NOTAS ENTRE O GOVERNO DOS ESTADOS UNIDOS DA AMERICA E O GOVERNO BRASILEIRO CONSTITUINDO UN ACORDO RELATIVO A ISENÇÃO DO IMPOSTO SOBRE AS RENDAS REFERENTES AOS LUCROS PROVENIENTES DAS EMPRESAS DE NAVEGAÇÃO. RIO DE JANEIRO, 5 DE MARÇO DE 1929, 31 DE MAIO DE 1929, 17 DE SETEMBRO DE 1929, 11 DE MARÇO DE 1930, 21 DE AGOSTO DE 1930 E 1 DE SETEMBRO DE 1930.

Textes officiels¹ anglais et portugais transmis au Secrétariat par le "Department of State" du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 15 avril 1931. Les Etats-Unis d'Amérique n'étant pas membre de la Société des Nations, ne font pas enregistrer cet échange de notes par le Secrétariat².

English and Portuguese official texts¹ transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, April 15, 1931. As the United States of America is not a Member of the League of Nations, it does not register this Exchange of Notes with the Secretariat².

I.

THE AMERICAN AMBASSADOR (MORGAN) TO THE BRAZILIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS (MANGABEIRA).

AMERICAN EMBASSY.

No. 1419.

(Extract).

RIO DE JANEIRO, *March 5, 1929.*

Mr. MINISTER,

The representative of the United States Shipping Board had called my attention to Article 6 of Executive Decree No. 5,623, of December 29, 1928, by which His Excellency the President of

¹ Texte reproduit d'après le « Executive Agreement Series » des Etats-Unis d'Amérique, N^o 16.

² Voir note adressée par le Secrétaire général, le 3 février 1926 (C. L. 7. 1926. V), vol. XLVIII, page 444, de ce recueil, aux membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux Etats ayant reçu le mémorandum du 19 mai 1920 sur l'enregistrement et la publication des traités. (Voir vol. I, page 8, de ce recueil.)

¹ The text is reprinted from the United States Executive Agreement Series, No. 16.

² See note addressed by the Secretary-General on February 3, 1926 (C.L.7. 1926.V), Vol. XLVIII, page 444, of this Series, to the Members of the League and States having received the Memorandum of May 19, 1920, on the registration and publication of treaties. (Vol. I, page 8, of this Series.)

the Republic sanctioned a law of Congress which " Reduces the duties on rolling and traction material for railroad and city transportation ; alters the tax on paper for wrapping fruits ; exempts from duties the importation of gold in bars and coined ; regulates the payment by " *exercício findo* " and adopts other measures.

Article 6 of said Law states :

" Foreign navigation companies are hereby exempted from income tax, provided that the country in which their head office is located, grants exemption to Brazilian companies of the same character. "

According to the dispositions of Section 213 (b) (8) of the Revenue Laws of the United States of 1924 and 1926 which were also included in the Revenue Law of the United States of 1928 in Section 212 (b) and 231 (b) ;

" (8) The income of a foreigner non-resident or of a foreign corporation which consists exclusively of profit derived from a ship or ships operating under the laws of a foreign country which grants equal exemption to citizens of the United States and to corporations organized in the United States... "

It would appear that the above mentioned Revenue Law of the United States contains a provision which would meet the terms of Article 6, of Executive Decree No. 5,623, of December 29, 1928, and that therefore I am justified in requesting Your Excellency's Government to exempt the United States shipping Board from payment of the Brazilian income tax ¹.

Accept, Excellency, etc.

Edwin MORGAN.

His Excellency
Dr. Octavio Mangabeira,
Minister for Foreign Affairs.

II.

THE BRAZILIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS (MANGABEIRA) TO THE AMERICAN AMBASSADOR (MORGAN).

TEXTE PORTUGAIS.-PORTUGUESE TEXT.

MINISTERIO
DAS RELAÇÕES EXTERIORES.
NC/56.

RIO DE JANEIRO, *em 31 de Maio de 1929.*

SENHOR EMBAIXADOR,

Em additamento a minha nota NC/29, de 16 de Abril ultimo, sobre o pedido dessa Embaixada relativo a isenção de imposto sobre a renda para as companhias americanas de navegação, tenho a honra de inclusa remetter

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
NC/56.

RIO DE JANEIRO, May 31, 1929.

Mr. AMBASSADOR,

In continuation of my Note NC/29 of last April, regarding the request of this Embassy for an exemption of income tax for American navigation companies, I have the honor to send Your Excellency herewith a copy of the reply

¹ Par une note en date du 19 janvier 1929, l'Ambassadeur des Etats-Unis a demandé au Gouvernement brésilien d'exempter de l'impôt la « Munson Steamship Line » et la « McCormick Steamship Company ».

² Traduction extraite du « Executive Agreement Series » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, N^o 16.

¹ By a note dated January 19, 1929, the American Ambassador requested the Brazilian Government to exempt the Munson Steamship Line and the McCormick Steamship Company from taxation.

² Translation extracted from Executive Agreement Series of the Government of the United States of America, No. 16.

a Vossa Excellencia copia de Aviso do Ministerio da Fazenda dando solu o ao mesmo pedido.

Outrosim, cabe-me communicar a Vossa Excellencia que, nesta data, remetto novamente ao referido Ministerio a indica o da lei constante da nota N  1419, de 5 de Mar o ultimo que, no seu paiz, assegura em reciprocidade  s companhias de navega o estrangeiras a isen o de pagamento do imposto de que se trata.

Aproveito a oportunidade para reiterar a Vossa Excellencia os protestos da minha mais alta considera o.

Octavio MANGABEIRA.

A Sua Excellencia
o Senhor Edwin Vernon Morgan,
Ambaixador dos Estados Unidos America,
Rio de Janeiro.

(Enclosure — Extract).

THE BRAZILIAN MINISTER OF FINANCE (OLIVEIRA BOTELHO) TO THE BRAZILIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS (MANGABEIRA).

MINISTERIO
DOS NEGOCIOS DA FAZENDA.

N. 33.

Em 29 de Maio de 1929.

Objecto : Isen o do imposto de renda para companhias estrangeiras de navega o.

SR. MINISTRO,

... Dignou-se V. Ex. de transmittir os pedidos das Embaixadas da ..., America do Norte, ...e das Lega es da ..., no sentido de ser concedida isen o do imposto de renda, de acc do com o art. 6 , do decreto N. 5.623, de 29 de Dezembro de 1928,  s companhias de navega o daquelles Paizes, em trafego com o Brasil.

Em resposta, tenho a honra de declarar a V. Ex. que em face do dispositivo de lei citado, para que as companhias de navega o com s de no exterior fiquem isentas do referido imposto, basta que esse Ministerio communique ao da Fazenda o recebimento de qualquer acto

from the Ministry of Finance giving an answer to the said request.

Furthermore, I beg to inform Your Excellency that, upon this date, I have again sent to the said Ministry the provisions of the law mentioned in Note No. 1,419 of March 5th last, which, in your country assures reciprocity to foreign navigation companies of the exemption from the tax referred to.

I renew the occasion to reiterate to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Octavio MANGABEIRA.

His Excellency
Mr. Edwin Vernon Morgan,
Ambassador of the
United States of America,
Rio de Janeiro.

(Enclosure).

THE BRAZILIAN MINISTER OF FINANCE (OLIVEIRA BOTELHO) TO THE BRAZILIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS (MANGABEIRA).

MINISTRY OF FINANCE.

No. 33.

MAY 29, 1929.

Subject : Exemption from income tax on foreign navigation companies.

MR. MINISTER,

... Your Excellency transmitted me requests from the Embassies of... North America..., and from the Legations of... for exemption from income tax, in accordance with Art. 6 of decree No. 5,623, of December 29, 1928, for the navigation companies of those countries engaged in traffic with Brazil.

In reply I have the honor to state to Your Excellency that in view of the provisions of the above cited law in order that navigation companies domiciled in foreign countries may be exempted from the taxation referred to it will be sufficient that Your Excellency's

do Estado interessado assegurando igual favôr às eomprezas nacionaes de navegação...

Cumpre-me informar a V. Ex. que a Delegacia Geral do Imposto sobre a Renda mandou sustar a cobrança desse importo das companhias de navegação com séde no estrangeiro aguardando que tenha conhecimento da inexistencia das condições mencionadas em nossa lei, no tocante a qualquer Paiz.

Reitero a V. Ex. os meus protestos de alta estima e distincta consideração.

F. C. DE OLIVEIRA BOTELHO.

A Sua Ex. o Sr. Dr. Octavio Mangabeira,
M. D. Ministro das Relações Exteriores.

Ministry shall state to the Ministry of Finance that such a law exists in the interested State granting similar favors to Brazilian navigation companies...

I have to inform Your Excellency that the Income Tax Office has suspended the collection of said tax from the navigation companies domiciled in foreign countries pending information of the non-existence of the conditions mentioned in our law in relation to any country.

I beg to renew to Your Excellency the assurance of my high consideration.

F. C. DE OLIVEIRA BOTELHO.

His Excellency
Dr. Octavio Mangabeira,
Minister for Foreign Affairs.

III.

THE AMERICAN CHARGÉ D'AFFAIRES (SCHOENFELD) TO THE BRAZILIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS (MANGABEIRA).

AMERICAN EMBASSY.
No. 1467.

RIO DE JANEIRO, *September 17, 1929.*

MR. MINISTER,

Referring to Your Excellency's note No. NC/56 under date of May 31 of the current year, regarding exemption from income tax for foreign navigation companies, I have the honor to inform Your Excellency that I have just received the following request for information from the Department of State at Washington regarding the following points :

(a) Whether the exemption provided in Decree No. 5623 applies to corporations organized in the United States which maintain a principal office or place of business, agency or branch office in Brazil ;

(b) Whether under the Brazilian income tax law citizens of the United States are taxable or exempt with respect to the income derived by them from the operation of a ship or ships documented under the laws of the United States ;

(c) Whether, if exempt, such exemption applies if the citizens of the United States maintain a principal office or place of the business, agency or branch office in Brazil, and

(d) Whether it can be said that since December 29, 1928, the Brazilian Government has collected any income, war profits or excess profits taxes from the income of a citizen of the United States or a corporation organized in the United States which consists exclusively of earnings derived from the operation of a ship or ships documented under the laws of the United States.

I shall be grateful to Your Excellency for the above information.

Accept, Excellency, etc.

Rudolf SCHOENFELD,
Chargé d'affaires, ad interim.

His Excellency
Dr. Octavio Mangabeira,
Minister for Foreign Affairs.

IV.

THE BRAZILIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS (MANGABEIRA) TO THE AMERICAN
AMBASSADOR (MORGAN).

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTERIO
DAS RELAÇÕES EXTERIORES.
NC/15.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
NC/15

RIO DE JANEIRO, *Em 11 de Março de 1930.*

RIO DE JANEIRO, *March 11, 1930.*

SENHOR EMBAIXADOR,

Mr. AMBASSADOR,

Em additamento à minha nota n. NC/99, de 28 de Setembro ultimo, e de accordo com as informações recebidas do Ministerio dos Negocios da Fazenda, tenho a honra de prestar a Vossa Excellencia os seguintes esclarecimentos:

A isenção de que trata o artigo 6º da lei Nº 5.623, de 29 de Dezembro de 1928, aproveita a todas as companhias ou sociedades, estabelecidas na America do Norte, que exploram a industria de navegação e tenham agencias ou filiaes no Brasil ou exerçam aqui actividade sob condição de reciprocidade para as companhias brasileiras de Navegação.

Nos termos expressos da lei, essa regalia restringe-se às companhias e não comprehende, portanto, os rendimentos de cidadãos norte-americanos provenientes de um ou mais navios, matriculados sob as leis do seu paiz. ²

In continuation of the subject of my note No. NC/99, of September 28 last, and in accordance with information received from the Ministry of Finance, I have the honor to hand Your Excellency the following explanations:

The exemption mentioned in Article 6 of Law No. 5,623, of December 29, 1928, shall be applied to all companies or associations established in North America, which conduct the industry of navigation and have agencies or branch offices in Brazil or exercise activities here, under conditions of reciprocity for Brazilian navigation companies.

Under the express terms of the law, this privilege is restricted to these companies and therefore does not include the income of North American citizens, derived from the operation of one or more ships, registered under the laws of their country. ²

¹ Traduction extraite du « Executive Agreement Series » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, Nº 16.

² Par dépêche en date du 31 mars 1930, l'Ambassadeur des Etats-Unis à Rio-de-Janeiro a informé le Secrétaire d'Etat qu'il avait été avisé par le Ministère des Affaires étrangères du Brésil que les actionnaires de compagnies étrangères sont tenus de payer l'impôt brésilien sur le revenu pour leurs actions, le montant de l'impôt étant perçu avant le versement du dividende aux intéressés. Cette communication est interprétée par le Département du Trésor comme signifiant que le Gouvernement du Brésil perçoit un impôt sur les actionnaires de ces sociétés, mais ne perçoit pas d'impôt sur le revenu ou les bénéfices de ces sociétés provenant de l'exploitation de navires munis des papiers de bord exigés par la législation des Etats-Unis. Le Département du Trésor comprend que cette dispo-

¹ Translation extracted from Executive Agreement Series of the Government of the United States of America, No. 16.

² By a despatch dated March 31, 1930, the American Ambassador at Rio de Janeiro informed the Secretary of State that he had been advised by the Brazilian Foreign Office that shareholders in foreign companies are required to pay the Brazilian income tax on their shares, the amount of the tax being collected before the interest thereon is paid them. This statement is construed by the Treasury Department to mean that the Brazilian Government imposes a tax on the shareholders of such corporations, but does not impose a tax on the income or profits of such corporations derived from the operation of ships documented under the laws of the United States. The Treasury Department understands that such provision of the Brazilian law is merely a method of collecting

Finalmente, posso declarar a Vossa Excelência que a contar de 29 de Dezembro de 1928, não foram cobrados impostos sobre os rendimentos percebidos pelas empresas de navegação exploradas por cidadãos da America do Norte ou companhias estabelecidas nesse paiz.

Aproveito a oportunidade para reiterar a Vossa Excellencia os protestos da minha mais alta consideração.

Octavio MANGABEIRA.

A Sua Excellencia
o Senhor Edwin Vernon Morgan,
Embaixador dos Estados Unidos
da America.

Finally, I can inform Your Excellency that from December 29, 1928 onward, no taxes were collected on income derived by navigation companies operated by North American citizens or companies established in that country.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Octavio MANGABEIRA.

His Excellency
Mr. Edwin Vernon Morgan,
Ambassador of the United States
of America.

V.

THE AMERICAN AMBASSADOR (MORGAN) TO THE BRAZILIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS (MANGABEIRA).

AMERICAN EMBASSY.

No. 1526.

RIO DE JANEIRO, *August 21, 1930.*

Mr. MINISTER,

I take pleasure in informing Your Excellency that after a lengthy correspondence between this Embassy, the Department of State and the United States Treasury Department, regarding a reciprocal exemption from taxes by the Government of the United States on income derived from the operation of ships registered under Brazilian laws and in accordance with the provisions for reciprocal exemption contained in the United States Revenue Act of 1928, the income of Brazilian citizens arising exclusively from profit derived from the operation of ships registered under Brazilian laws will be exempt from taxation by the Government of the United States. This exemption became effective on January 1, 1929.

Accept, Excellency, etc.

Edwin V. MORGAN.

His Excellency
Dr. Octavio Mangabeira,
Minister for Foreign Affairs.

sition de la loi brésilienne est uniquement une méthode de prélèvement de l'impôt sur le revenu à la source, en exigeant que l'impôt soit payé par les sociétés avant la distribution des dividendes aux actions ordinaires, disposition similaire à celle qui est contenue dans la loi américaine exigeant que l'impôt sur le revenu soit retenu à la source avant le paiement des intérêts des titres ou d'autres revenus fixes ou déterminables d'étrangers ne résidant pas dans le pays, conformément à l'article 144 b) du Revenue Act de 1928. (Lettre du Secrétaire du Trésor, en date du 28 juillet 1930, au Secrétaire d'Etat.)

income tax at the source by means of requiring the tax to be paid by the corporations before the distribution of dividends on the shares of stock, which is similar to the provision contained in American law requiring income tax to be withheld at the source before the payment of bond interest or other fixed or determinable income of nonresident aliens as provided by section 144 (b) of the Revenue Act of 1928. (Letter of the Secretary of the Treasury, July 28, 1930, to the Secretary of State.)

VI.

THE DIRECTOR OF COMMERCIAL AND CONSULAR AFFAIRS IN THE BRAZILIAN
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS (EULALIO) TO THE AMERICAN AMBASSADOR (MORGAN).

TEXTE PORTUGAIS.- PORTUGUESE TEXT. ¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTERIO
DAS RELAÇÕES EXTERIORES.
NC/72.

RIO DE JANEIRO, *Em 1 de Setembro de 1930.*

SENHOR EMBAIXADOR,

Accusando o recebimento da nota Nº 1526, de 21 de Agosto do anno corrente, tenho a honra de agradecer a Vossa Excelência a gentileza que teve, em comunicar a esta Secretaria de Estado a resolução do Governo dos Estados Unidos da America, relativa à isenção de imposto para a renda de nacionaes brasileiros que consista exclusivamente em lucros provenientes da operação de vapores matriculados no Brasil — resolução de que este Ministerio acaba de dar conhecimento ao Ministerio da Fazenda.

Aproveito a oportunidade para renovar a Vossa Excellencia os protestos da minha mais alta consideração.

Jm. EULALIO.

A Sua Excellencia
o Senhor Edwin Vernón Morgan,
Embaixador dos Estados Unidos
da America.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
NC/72.

RIO DE JANEIRO, *September 1, 1930.*

MR. AMBASSADOR,

Acknowledging the receipt of your Note No. 1526, of August 21 of the present year, I have the honor to thank Your Excellency for your courtesy in communicating to this Department the decision of the United States of America, regarding the exemption from income tax of Brazilian citizens who derive profit exclusively from the operation of ships registered in Brazil with which decision this Ministry has just acquainted the Ministry of Finance.

Accept, Excellency, etc.

Jm. EULALIO.

His Excellency
Mr. Edwin Vernón Morgan,
Ambassador of the United States
of America.

¹ Traduction extraite du « Executive Agreement Series » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, Nº 16.

¹ Translation extracted from Executive Agreement Series of the Government of the United States of America, No. 16.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 14^B. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT BRÉSILIEN, COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'EXEMPTION DE L'IMPOT SUR LE REVENU EN CE QUI CONCERNE LES BÉNÉFICES DÉRIVÉS D'ENTREPRISES DE NAVIGATION. RIO-DE-JANEIRO, LE 5 MARS 1929, LE 31 MAI 1929, LE 17 SEPTEMBRE 1929, LE 11 MARS 1930, LE 21 AOUT 1930 ET LE 1^{er} SEPTEMBRE 1930.

I.

L'AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS (MORGAN) AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU BRÉSIL (MANGABEIRA).

(*Extrait*).

AMBASSADE DES ETATS-UNIS.

N^o 1419.

RIO-DE-JANEIRO, le 5 mars 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le Représentant du United States Shipping Board a attiré mon attention sur l'article 6 du décret présidentiel N^o 5623, en date du 29 décembre 1928, par lequel Son Excellence le Président de la République a sanctionné une loi du Congrès qui « réduit les droits sur le matériel roulant et de traction destiné aux transports par chemins de fer et aux transports urbains ; modifie la taxe sur le papier servant à envelopper les fruits ; exempte de droits l'importation d'or en barres et d'or monnayé ; réglemente les paiements à « exercicio findo » et adopte d'autres mesures ».

L'article 6 de ladite loi est ainsi conçu :

« Par la présente, les compagnies de navigation étrangères sont exemptées de l'impôt sur le revenu, à condition que le pays dans lequel est situé leur siège central exempté de l'impôt les compagnies brésiliennes de même nature. »

Conformément aux dispositions de l'article 213 b) (8) des lois de finances des Etats-Unis de 1924 et 1926, dispositions qui figuraient également dans la loi de finances des Etats-Unis de 1928 aux articles 212 b) et 231 b) :

« 8. Le revenu d'un étranger qui ne réside pas dans le pays ou d'une société étrangère, constituée exclusivement par les bénéfices dérivés d'un navire ou de navires exploités conformément à la législation d'un pays étranger qui accorde la même exemption aux citoyens des Etats-Unis et aux personnes morales constituées aux Etats-Unis... »

Il ressortirait de ce texte que la loi de finances des Etats-Unis mentionnée ci-dessus contient une disposition qui répond aux conditions de l'article 6 du décret présidentiel N^o 5623 du

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

29 décembre 1928 et que je suis autorisé, en conséquence, à demander au Gouvernement de Votre Excellence de bien vouloir exempter le United States Shipping Board du paiement de l'impôt brésilien sur le revenu.

Veillez agréer, etc.

Edwin MORGAN.

A Son Excellence
Monsieur le D^r Octavio Mangabeira,
Ministre des Affaires étrangères.

II.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU BRÉSIL (MANGABEIRA) A L'AMBASSADEUR
DES ETATS-UNIS (MORGAN).

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

NC/56.

RIO-DE-JANEIRO, le 31 mai 1929.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Comme suite à ma note NC/29 du 16 avril dernier, concernant la requête formulée par votre ambassade au sujet de l'exemption de l'impôt sur le revenu pour les compagnies américaines de navigation, j'ai l'honneur de vous remettre ci-inclus copie de l'Avis du Ministère des Finances qui répond à cette requête.

J'ai, en outre, l'honneur de faire connaître à Votre Excellence qu'en date de ce jour, je signale à nouveau au Ministère en question la disposition législative, figurant dans la note N^o 1419 du 5 mars dernier, qui, dans votre pays, assure par réciprocité aux compagnies de navigation étrangères l'exemption du paiement de l'impôt dont il s'agit.

Je saisis, etc.

Octavio MANGABEIRA.

A Son Excellence
Monsieur Edwin Vernon Morgan,
Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique,
Rio-de-Janeiro.

(Annexe. — Extrait).

LE MINISTRE DES FINANCES DU BRÉSIL (OLIVEIRA BOTELHO)
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU BRÉSIL (MANGABEIRA).

MINISTÈRE DES FINANCES.

N^o 33.

Le 29 mai 1929.

Objet : Exemption de l'impôt sur le revenu
pour les compagnies de navigation
étrangères.

MONSIEUR LE MINISTRE,

... Vous avez bien voulu me transmettre les notes des ambassades de... Amérique du Nord,... et des légations de..., demandant que l'on exempte de l'impôt sur le revenu, conformément à

l'article 6 du décret N° 5623 du 29 décembre 1928, les entreprises de navigation de ces pays qui exercent un trafic avec le Brésil.

En réponse, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence qu'en vertu des dispositions de la loi en question, pour que les compagnies de navigation ayant leur siège à l'étranger soient exemptées de l'impôt en question, il suffit que votre Ministère avise le Ministère des Finances de la réception d'une déclaration de l'Etat intéressé assurant une faveur semblable aux compagnies nationales de navigation...

J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que la Direction générale de l'impôt sur le revenu a ordonné de surseoir au recouvrement de cet impôt sur les compagnies de navigation ayant leur siège à l'étranger jusqu'à ce qu'elle ait été avisée de l'inexistence des conditions mentionnées dans notre loi, en ce qui concerne tout pays.

Je saisis, etc.

F. C. DE OLIVEIRA BOTELHO.

A Son Excellence

Monsieur le D^r Octavio Mangabeira,
Ministre des Affaires étrangères.

III.

LE CHARGÉ D'AFFAIRES DES ETATS-UNIS (SCHOENFELD) AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU BRÉSIL (MANGABEIRA)

AMBASSADE DES ETATS-UNIS.

N° 1467.

RIO-DE-JANEIRO, le 17 septembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la note de Votre Excellence N° NC/56, en date du 31 mai dernier et relative à l'exemption des compagnies de navigation étrangères, de l'impôt sur le revenu, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que je viens de recevoir du *Department of State* de Washington une demande d'information sur les points suivants :

- a) L'exemption prévue dans le décret N° 5623 s'applique-t-elle aux sociétés constituées aux Etats-Unis qui entretiennent un siège central ou un bureau, une agence ou une succursale au Brésil ;
- b) Aux termes de la loi brésilienne d'impôt sur le revenu, les citoyens des Etats-Unis sont-ils imposables ou exempts d'impôt pour le revenu provenant de l'exploitation d'un navire ou de navires munis des papiers de bord exigés par la législation des Etats-Unis ;
- c) S'ils sont exempts, cette exemption est-elle applicable si les citoyens des Etats-Unis entretiennent un siège central ou un bureau, une agence ou une succursale au Brésil ; et
- d) Est-il possible de dire que, depuis le 29 décembre 1928, le Gouvernement du Brésil a perçu, au titre de l'impôt sur le revenu, sur les bénéfices de guerre ou sur les bénéfices extraordinaires, une taxe quelconque sur le revenu d'un citoyen des Etats-Unis ou d'une société constituée aux Etats-Unis, consistant exclusivement en bénéfices dérivés de l'exploitation d'un navire ou de navires munis des papiers de bord exigés par la législation des Etats-Unis.

Je serais obligé à Votre Excellence de bien vouloir me fournir les renseignements demandés ci-dessus.

Veuillez agréer, etc.

Rudolf SCHOENFELD,
Chargé d'affaires ad interim.

Son Excellence

Monsieur le D^r Octavio Mangabeira,
Ministre des Affaires étrangères.

IV.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU BRÉSIL (MANGABEIRA)
A L'AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS (MORGAN).

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
NC/15

RIO-DE-JANEIRO, le 11 mars 1930.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Comme suite à ma note N° NC/99 du 28 septembre dernier, et conformément aux informations reçues du Ministère des Finances, j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence les explications suivantes :

L'exemption visée à l'article 6 de la loi N° 5623 du 29 décembre 1928 est applicable à toutes les compagnies ou sociétés établies dans l'Amérique du Nord qui exploitent l'industrie de la navigation et ont des agences ou des succursales au Brésil ou qui y exercent une activité, sous condition de réciprocité pour les compagnies de navigation brésiliennes.

Aux termes exprès de la loi, cette faveur est limitée aux compagnies et ne s'applique pas, en conséquence, aux revenus de citoyens de l'Amérique du Nord provenant d'un ou de plusieurs navires immatriculés conformément aux lois de leur pays.

Enfin, je puis déclarer à Votre Excellence qu'à partir du 29 décembre 1928, il n'a été perçu aucun impôt sur les recettes encaissées par des entreprises de navigation exploitées par des citoyens de l'Amérique du Nord ou par des compagnies établies dans ce pays.

Je saisis cette occasion, etc.

Octavio MANGABEIRA.

A Son Excellence
Monsieur Edwin Vernon Morgan,
Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique.

V.

L'AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS (MORGAN) AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU BRÉSIL
(MANGABEIRA).

AMBASSADE DES ETATS-UNIS.
N° 1526.

RIO-DE-JANEIRO, le 21 août 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai le plaisir de vous faire connaître qu'après une longue correspondance entre cette Ambassade, le Département d'Etat et le Département du Trésor des Etats-Unis, au sujet d'une exemption accordée, sous condition de réciprocité, par le Gouvernement des Etats-Unis, pour les impôts sur le revenu provenant de l'exploitation de navires immatriculés selon les lois brésiliennes et conformément aux dispositions relatives à l'exemption réciproque contenues dans par le « United States Revenue Act » de 1928, les revenus de citoyens brésiliens provenant exclusivement de bénéfices dérivés de l'exploitation de navires enregistrés selon les lois brésiliennes seront exemptés d'impôt par le Gouvernement des Etats-Unis. Cette exemption a pris effet le 1^{er} janvier 1929.

Veuillez agréer, etc.

Edwin V. MORGAN.

Son Excellence
Monsieur le D^r Octavio Mangabeira,
Ministre des affaires étrangères.

VI.

LE DIRECTEUR DES AFFAIRES COMMERCIALES ET CONSULAIRES AU MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU BRÉSIL (EULALIO) A L'AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS (MORGAN).

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N.C./72.

RIO-DE-JANEIRO, le 1^{er} septembre 1930.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

En accusant réception de la note N° 1526 du 21 août dernier, j'ai l'honneur de vous remercier de l'obligeance que vous avez eue de communiquer à ce Département la décision du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique relative à l'exemption de l'impôt en ce qui concerne le revenu de ressortissants brésiliens consistant exclusivement en bénéfices provenant de l'exploitation de navires immatriculés au Brésil, décision que ce Ministère vient de porter à la connaissance du Ministère des Finances.

Je saisis, etc.

Jm. EULALIO.

A Son Excellence
Monsieur Edwin Vernon Morgan,
Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique.

